

SÉNAT

---

# TABLE DES DÉBATS

---

ANNÉE 1960

Ce volume contient les tables de la session extraordinaire de février 1960, de la 2<sup>e</sup> session ordinaire de 1959-1960 et de la 1<sup>re</sup> session ordinaire de 1960-1961.

TABLES

Volume 3

PARIS  
IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS  
26, RUE DESAIX, 26

—  
1961

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

---

ANNÉE 1960

---

# SÉNAT

---

# TABLE DES DÉBATS

---

Session extraordinaire.....	2 et 3 février 1960.
2 <sup>e</sup> session ordinaire de 1959-1960....	Du 26 avril au 25 juillet 1960.
1 <sup>re</sup> session ordinaire de 1960-1961....	Du 4 octobre au 16 décembre 1960.

---

NOTA. — Les numéros des documents du Sénat sont relatifs à la session de 1959-1960 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre et à la session de 1960-1961 pour la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre.

#### ABREVIATIONS

**I.** ..... Impression.

**J. O.**..... *Journal officiel.*

**p.** ..... page.

# TABLE DES DÉBATS

---

## AVERTISSEMENT

---

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche des questions traitées au cours des débats parlementaires du Sénat.

Elle réunit en un seul volume et en trois parties distinctes : une Table nominative, une Table analytique et une Table de renseignements divers.

Elle met à la disposition des membres de l'Assemblée :

— en regard des noms de MM. les Sénateurs (Table nominative), un exposé chronologique succinct de leur activité parlementaire au cours de l'année ;

— pour chacune des matières examinées par le Sénat (Table analytique), le résumé et l'analyse des travaux de l'Assemblée ;

— enfin, dans la dernière partie figurent divers renseignements relatifs à l'organisation intérieure du Sénat.

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les références des dates sont celles des dates de séances.

# SÉNAT

## TABLE NOMINATIVE

(Ministres, Secrétaires d'Etat et Sénateurs.)

ANNEE 1960 <sup>(1)</sup>

### A

**ABDELLATIF** (M. MOHAMED-SAÏD) [Tizi-Ouzou].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**ABEL-DURAND** (M.) [Loire-Atlantique].

*Est élu membre* du comité national de la vieillesse de France [7 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Explication de vote sur le **Titre XII de la Constitution** (n°s 167 et 168, année 1959) [18 mai 1960] (p. 246). — Question orale avec débat de M. Pinton relative aux **liaisons intérieures aériennes** [14 juin 1960] (p. 362). — Suite de la discussion des articles du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne** [14 juin 1960]. — Art. 8 : explique son vote sur l'amendement de la commission (p. 368). — Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 6 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les gouvernements de la **République du Sénégal** et de la **République soudanaise** groupées au sein de la Fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 392). — Projet de loi d'**orientation agricole** [3 juin 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement de la commission (p. 494). — Art. 5 *ter* : observations sur l'amendement n° 76 de M. Houdet (p. 515) ; Art. 4 : observations sur l'amendement n° 137 (p. 517) ; Art. 8 *ter* : observations sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (p. 526) ; Art. 9 : observations sur l'amendement n° 28 de M. Deguise (p. 529) ; Art. 10 *bis* : intervient sur cet article (p. 532) ; Art. 15 *bis* : observations sur l'amendement n° 34 de M. Deguise (p. 541) ; Art. 18 : observations sur l'amendement n° 120 du Gouvernement (p. 558) ; Art. 19 *bis* : explique son vote sur l'amendement n° 81 de M. Restat (p. 565) ; Art. 23 : répond à M. le ministre dans la discussion de l'amendement n° 43 de M. Deguise (p. 579). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles. — Explique son vote sur l'amendement n° 5 de M. du Halgouet tendant à insérer un article additionnel 1<sup>er</sup> *bis* concernant l'envoi en possession des nouvelles parcelles (p. 607). — **Projet de loi de programme** relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* (nouveau) : observations à propos de l'amendement de M. Lalloy (p. 651, 652) ; Article additionnel 4 : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Lalloy (p. 657). — Question orale avec débat de M. Antoine Courrière (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocations** aux vieux travailleurs [5 juillet 1960] (p. 687). — Projet de loi d'**orientation agricole** [5 juillet 1960]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 708). — Projet de loi portant création d'une

**Ecole nationale de la santé publique** [7 juillet 1960] (p. 792). — **Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer** : discussion générale [13 juillet 1960] (p. 900). — Projet de loi portant modification de certaines dispositions du **code de la nationalité** (20 juillet 1960). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : pose une question à M. le Secrétaire d'Etat concernant les descendants (p. 1026). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de finances rectificative pour 1960** [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 16 *bis* A : répond à M. le Secrétaire d'Etat aux finances sur la procédure à suivre en cas de conflit d'interprétation entre les assemblées (p. 1097). — Projet de loi relatif à la **prime de transport** [22 juillet 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> *bis* (p. 1110 et 1111). — Deuxième lecture du même texte [25 juillet 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1145).

Discussion générale du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [18 octobre 1960] (p. 1277). — Dans la discussion des articles du même projet [19 octobre 1960], sur l'amendement (n° 89) de M. Rochereau concernant l'article 1106-8 du code rural (p. 1305, 1307, 1308) ; son amendement (n° 56) au même article (p. 1310). — A l'article 1106-9 du code rural [20 octobre 1960] : son sous-amendement (n° 91) à l'amendement (n° 90) du Gouvernement (p. 1322). — Explication de vote [25 octobre 1960] ; vote sur le projet de loi (p. 1373, 1374). — Dans la discussion générale commune des divers projets de loi relatifs aux **accords signés avec les gouvernements de plusieurs républiques africaines** [3 novembre 1960] (p. 1422). — Prend part à la discussion générale des articles du **projet de loi de finances pour 1961**. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION [17 novembre 1960] (p. 1638 et 1639). — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960] (p. 1839). — MARINE MARCHANDE [23 novembre 1960] (p. 1880 et 1885). — Dans la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Discussion des articles. — Présente une observation dans la discussion de l'amendement (n° 5) de M. Martial Brousse, au nom de la commission des affaires sociales (p. 2235). — Retire son amendement (n° 7) (p. 2245). — Présente des observations dans la discussion de l'amendement (n° 13) de M. Martial Brousse, au nom de la commission des affaires sociales (p. 2248). — Nouvelles observations sur l'amendement (n° 19 rectifié) de M. Martial Brousse (p. 2250 et 2251). — Proposition relative au **captage des eaux du val de Loire** [9 décembre 1960] (p. 2321). — Projet de loi portant **extension du bénéfice des prestations familiales aux marins pêcheurs non salariés des départements d'outre-mer** [15 décembre 1960] ; intervient sur l'amendement n° 1 de M. Bérnier (p. 2404) ; vote contre l'ensemble du projet (p. 2405).

**ACHOUR** (M. YOUSSEF) [Alger].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi organique relative à l'intégration des juges de paix en service en Algérie dans le corps judiciaire unique [16 juin 1960] (n° 202).

(1) Abréviations. — I. : Impression ; J. O. : Journal officiel ; p. : page.

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'intégration dans certains corps et administrations de l'Etat des inspecteurs généraux et inspecteurs de la France d'outre-mer [15 décembre 1960] (n° 124).

#### Interventions :

Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise groupées au sein de la Fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 393). — Sur le procès-verbal [7 juillet 1960] (p. 781). — Projet de loi organique relative à l'intégration des **juges de paix** en service en Algérie (rapporteur) [18 juillet 1960] (p. 920). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 921).

Projet de loi concernant la situation des **administrateurs civils de l'administration centrale de l'air** [15 décembre 1960] ; discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2401). — Projet de loi concernant la **titularisation d'agents sur contrat de l'ordre administratif du ministère des armées** [15 décembre 1960] ; discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2401, 2402). — Projet de loi relatif à l'**intégration dans certains corps et administrations de l'Etat des inspecteurs généraux et inspecteurs de la France d'outre-mer** [16 décembre 1960] ; discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2412, 2413).

#### AHMED ABDALLAH (M.) [Comores].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Intervention :

Projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la **Fédération du Mali** et avec la **République malgache** [11 juillet 1960] (p. 829).

#### ALRIC (M. GUSTAVE) [Aube].

*Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

*Est nommé vice-président* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de **loi de finances rectificative** [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 16 bis (nouveau) : Réservé. — Défend son amendement (n° 3) (p. 866) ; se rallie à l'amendement (n° 6) de M. Marcel Pellenc (p. 871). — Projet de loi portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la **nationalisation de l'électricité et du gaz** [21 juillet 1960]. — Discussion de l'article unique. — Déclare applicable l'article 40 de la Constitution opposé par le Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Blondelle (p. 1055).

**Projet de loi de finances pour 1961.** — INDUSTRIE [18 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1697). — DÉPENSES MILITAIRES. — SECTION COMMUNE : AFFAIRES D'OUTRE-MER [26 novembre 1960] en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2025).

#### AL SID CHEIKH (M. CHEIKH) [Saoura].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

#### ANDRE (M. LOUIS) [Calvados].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Pose, au cours des explications de vote sur l'ensemble du projet, une question à M. le ministre de la santé publique (p. 1047).

#### ARGENLIEU (M. PHILIPPE D') [Sarthe].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Répond à une communication du Gouvernement [25 janvier 1960] (p. 1148).

Intervient dans la discussion générale du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1515, 1516).

#### ARMENGAUD (M. ANDRÉ) [Français établis hors de France].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

*Est nommé membre* du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [14 décembre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi d'orientation agricole adopté par l'Assemblée nationale [21 juin 1960] (n° 204). — *Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi d'orientation agricole, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture [18 juillet 1960] (n° 281). — *Proposition de loi*, tendant à faciliter la reconversion professionnelle des Français rapatriés (Extrême-Orient, Proche-Orient, Tunisie, Maroc, etc.) en leur octroyant le bénéfice des dispositions sur le reclassement des handicapés physiques et l'emploi obligatoire des mutilés de guerre [20 juillet 1960] (n° 293). — *Proposition de loi*, sur les marque de fabrique et de commerce [21 juillet 1960] (n° 304).

*Proposition de loi* tendant à maintenir en sursis d'étude ou d'apprentissage jusqu'à vingt-cinq ans les jeunes doubles nationaux qui ont choisi d'effectuer leur service militaire en France [15 novembre 1960] (n° 47). — *Proposition de loi* relative à l'accès des salariés français d'outre-mer, dans leur ensemble, au régime de l'assurance volontaire vieillesse [16 décembre 1960] (n° 130).

#### Questions orales :

**M. André Armengaud** expose à *M. le Premier ministre* : 1° qu'au cours de la discussion du projet de ratification des traités de Rome, le Gouvernement avait pris l'engagement de constituer sur le plan national une commission de contrôle groupant des personnalités qualifiées de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et du Parlement, chargée de veiller à ce que le Gouvernement prit, en matière économique, financière, fiscale et sociale, toute mesure propre à faciliter l'entrée de la France dans la Communauté économique européenne ; 2° que la loi de ratification (2 août 1957) desdits traités comprenait : — un article 2 faisant obligation au Gouvernement de présenter annuellement au Parlement un compte rendu de l'application du traité de Communauté économique européenne, en exposant les mesures qu'il a prises ou qu'il entend prendre pour faciliter l'adaptation des activités nationales aux nouvelles conditions du marché ; — et un article 3 faisant obligation au Gouvernement de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un ou plusieurs projets de lois-cadres définissant un ensemble de mesures permettant à la France d'entrer dans les meilleures conditions dans le Marché commun ; il lui demande si, en raison des pressions diverses s'exerçant sur la Communauté économique européenne et des engagements de la France outre-mer, il n'estime pas le moment venu : a) de constituer la commission précitée dont la promesse de mise en place n'avait pas été sans influencer sur la ratification des traités de Rome par le Parlement ; b) de respecter les engagements pris par le Gouvernement aux termes des articles 2 et 3 de la loi du 2 août 1957 précitée, étant observé que si un projet de loi-cadre tendant à préparer l'entrée de la France dans le Marché commun a bien été déposé par le Gouvernement présidé par M. Félix Gaillard le 31 janvier 1958, ce projet n'est jamais venu en discussion devant le Parlement et n'a pas été repris par le Gouvernement de la V<sup>e</sup> République ; c) d'associer le Parlement aux décisions importantes qui pourraient intervenir dans la mise en œuvre du Traité de Rome tant en ce qui concerne la réduction éventuelle de la période transitoire que les relations de la Communauté économique européenne avec les autres pays de l'O. E. C. E. [15 décembre 1959] (n° 119). — Réponse [14 juin 1960] (p. 331 à 334). — **M. André Armengaud** expose à *M. le Premier ministre* : 1° que les dispositions du mémorandum de la commission économique européenne dit *Mémorandum*

Hallstein prévoient : la suppression totale des restrictions contingentes dans le domaine industriel à l'égard du monde entier ; l'extension aux pays tiers de la prochaine réduction tarifaire de 10 p. 100 qui ne doit bénéficier, en principe, qu'aux pays membres ; une nouvelle réduction importante des tarifs douaniers à l'égard du monde entier à l'occasion de la prochaine réunion du G. A. T. T. ; 2° que lors d'une déclaration faite devant l'Assemblée nationale, le 6 novembre 1959, le ministre des finances et des affaires économiques a paru se rallier à de telles propositions en déclarant : que la France était résolue à mettre fin, dans un délai qui ne devait pas, en principe, dépasser deux ans, à toutes les restrictions quantitatives d'importation sur les produits industriels en provenance de l'Europe comme de la zone dollar ; que le Marché commun pourrait envisager une certaine réduction de son tarif extérieur dans toute la mesure où les autres grands pays industriels s'y associeraient ; qu'il souhaitait que le Marché commun s'engage vers une libération générale des échanges plutôt que vers des arrangements particuliers. Il lui fait observer que l'extension au profit des pays tiers des abaissements de tarifs et des élargissements de contingents, qui, selon le traité de Rome, devaient jouer uniquement pour les relations commerciales entre les Six, aboutira, si elle se poursuit, à la disparition d'un élément essentiel du Marché commun, à savoir l'union douanière. Il lui demande : comment il entend concilier à la fois la réalisation de l'union douanière prévue par le traité de Rome, la mise en œuvre d'une politique commune aux Six et la poursuite d'une politique libre-échangiste à l'échelle mondiale ; dans quelle mesure ces dispositions sont compatibles avec les clauses du traité de Rome, tel qu'il a été approuvé par le Parlement ; s'il estime ces dispositions compatibles avec le nécessaire développement de certains secteurs de l'activité économique française, et notamment de l'industrie des biens d'équipement [15 décembre 1959] (n° 120). — Réponse [14 juin 1960] (p. 331 à 334). — **M. André Armengaud** expose à *M. le Premier ministre* que la loi Alliée n° 27 interdisait la reconcentration de certaines industries, notamment sidérurgiques et charbonnières en Allemagne et qu'en particulier au moment de la ratification du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le Gouvernement français avait déclaré devant le Parlement que les dispositions de ce traité ne porteraient nulle atteinte aux interdictions découlant de la loi précitée n° 27 ; que l'Assemblée européenne a approuvé le rapport de M. Fayat en 1957 sur les abus de concentrations et la nécessité d'éviter qu'elles puissent exercer sur le marché une influence contraire autant à la lettre qu'à l'esprit du traité ; que néanmoins : a) la concentration des entreprises Thyssen-hutte et Phoenix-Rheinrohr risque fort de se réaliser si la haute autorité et les gouvernements de l'Europe des Six ne prennent pas une position claire à l'égard des concentrations qui, faites à l'échelle nationale et dans le cadre de l'économie classique prévalant en Europe, portent atteinte non seulement à la lettre et à l'esprit du traité de la C. E. C. A. mais encore aux promesses faites par le Gouvernement français lors de la ratification du traité par le Parlement : b) qu'un propriétaire de très importants avoirs charbonniers et sidérurgiques n'a pas encore cédé lesdits avoirs comme il s'y était engagé par l'acte de Mehlen. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour pallier la double menace découlant pour la construction d'une Europe coprosopère, unie et pacifique, des conditions financières strictement nationales dans lesquelles s'effectue la reconcentration précitée d'une part, et de la non-exécution de l'acte susvisé d'autre part [15 décembre 1959] (n° 121). — Question reportée [5 juillet 1960] (p. 668). — **M. André Armengaud** appelle l'attention de *M. le ministre du travail* sur l'acuité croissante des problèmes que pose le reclassement des cadres âgés, déjà exposés le 11 décembre dernier à l'Assemblée nationale. Non seulement il est apparu que les actions de persuasion auprès des employeurs sont totalement inefficaces, mais il est à craindre que le nombre des cadres âgés en quête d'emploi n'aille en augmentant. Il lui demande s'il n'envisage pas d'instituer des mesures réglementaires d'emploi obligatoire afin de pallier les conséquences déplorables qui pourraient survenir si aucune disposition n'était prise [13 juillet 1960] (n° 206). — **M. André Armengaud** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* comment il entend mettre un terme au déficit commercial de la France par rapport aux pays industriels en matière de biens d'équipement et, plus particulièrement, s'il n'estime pas venu le moment de prendre des initiatives tendant au renforcement et au regroupement des moyens de recherche et de production français en ce domaine, ainsi que cela avait déjà été suggéré il y a dix-huit mois [18 juillet 1960] (n° 207).

**M. Armengaud** appelle l'attention de *M. le ministre du travail* sur l'acuité croissante des problèmes que pose le reclassement des cadres âgés, déjà exposés le 11 décembre dernier à l'Assemblée nationale. Non seulement il est apparu que les actions de

persuasion auprès des employeurs sont totalement inefficaces, mais il est à craindre que le nombre des cadres âgés en quête d'emploi n'aille en augmentant. Il lui demande s'il n'envisage pas d'instituer des mesures réglementaires d'emploi obligatoire afin de pallier les conséquences déplorables qui pourraient survenir si aucune disposition n'était prise [13 juillet 1960] (n° 206). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1350, 1351).

**M. André Armengaud** expose à *M. le ministre de l'industrie* que l'administration française participe actuellement au groupe de travail tendant à l'harmonisation des législations en matière de propriété industrielle et à la création du brevet européen. Il lui demande : 1° s'il estime raisonnable que la délégation française puisse faire des propositions en pareille matière, alors que : la préférence communautaire n'a pas été reconnue ni aux produits agricoles français, ni aux produits tropicaux des pays associés, par les partenaires de la France ; aucun engagement n'a été pris par le Gouvernement allemand de renoncer à donner au Patentamt de Munich un rôle préférentiel dans le domaine des recherches d'antériorités et de délivrance des brevets ; le Gouvernement allemand n'a, jusqu'à présent, jamais fait savoir à ses partenaires s'il est disposé à apporter à un organisme européen de documentation commune, tel que pourrait l'être l'institut international des brevets de la Haye, tous ses services de recherches d'antériorités du Patentamt ; 2° s'il n'estime pas souhaitable de voir nos partenaires faire des propositions précises ou prendre des engagements avant que la délégation française n'en prenne, sur lesquels elle ne pourrait pas revenir, et qui pourraient porter atteinte à la position de la France en matière de propriété industrielle [11 octobre 1960] (n° 234).

**M. André Armengaud** expose à *M. le ministre des affaires étrangères* que M. A. Krupp von Bohlen s'était engagé à vendre ses actifs sidérurgiques conformément aux accords de Mehlen et que néanmoins cet engagement n'a jamais été tenu. Il demande au Gouvernement s'il estime correct et souhaitable pour l'avenir des relations franco-allemandes et compte tenu de l'influence qu'a toujours eue la sidérurgie dans la politique allemande de laisser une reconcentration aussi importante s'effectuer, contrairement aux engagements pris à l'égard des alliés [25 octobre 1960] (n° 247). — Réponse [6 décembre 1960] (p. 2217).

#### Question orale avec débat :

**M. André Armengaud** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* comment il entend mettre un terme au déficit commercial de la France par rapport aux pays industriels, en matière de biens d'équipement et, plus particulièrement, s'il n'estime pas venu le moment de prendre des initiatives tendant au renforcement et au regroupement des moyens de recherche et de production français en ce domaine, ainsi que cela lui avait déjà été suggéré il y a dix-huit mois [20 juillet 1960] (n° 62).

#### Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie [3 février 1960]. — Explication de vote (p. 38). — Est entendu lors de la réponse du ministre à ses questions orales (n° 119, 120) (cf. *supra*) [14 juin 1960] (p. 332, 333). — Projet de loi d'orientation agricole [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 457, 458, 459, 460). — Discussion des articles. — Art. A : observations (p. 487) ; Art. 1<sup>er</sup> : son amendement tendant à ce que la politique agricole soit mise en œuvre avec la collaboration des organisations professionnelles patronales et ouvrières et des associations de consommateurs (p. 490, 491) ; Art. 2 bis (nouveau) : observations (p. 498) ; Art. 3 : ses amendements rédactionnels (p. 503, 504, 505) ; Art. 5 : observations sur l'amendement n° 85 rectifié de M. Sempé (p. 518) ; observations sur l'amendement n° 23 de M. Deguise (p. 520) ; défend son amendement n° 62 (p. 520) ; Art. 5 bis : observations sur l'amendement n° 24 de M. Deguise (p. 521) ; Art. 12 : observations sur l'amendement n° 126 rectifié bis de M. Errecart (p. 537) ; Art. 18 : prend la parole sur cet article (p. 556), observations sur l'amendement n° 120 du Gouvernement (p. 557) ; Art. 20 : prend la parole sur cet article (p. 565) ; Art. 20 ter (nouveau) : prend la parole sur cet article, au nom de M. Alric (p. 566 et 567) ; Art. 23 : prend la parole sur cet article (p. 573) ; Art. 24 : défend son sous-amendement n° 68 (p. 704) ; défend son amendement n° 63 rectifié (p. 705, 706). — Discussion générale de trois projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la Fédération du Mali et avec la République malgache [11 juillet 1960] (p. 829). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 19 : observations (p. 862). —



Question orale avec débat n° 45 de M. Pisani sur le domaine forestier [19 juillet 1960] (p. 963). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960]. — Discussion générale, rapporteur pour avis de la commission des finances (p. 981); Art. 24 : ses amendements n°s 13 et 14 (p. 995); Art. 28 : son amendement n° 15 (p. 996). — Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'établissement entre la France et les Etats-Unis d'Amérique [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1057). — Rapporteur pour avis de la commission des finances en remplacement de M. Julien Brunhes dans le projet de loi relatif à l'institution d'un supplément à la prime mensuelle spéciale de transport [22 juin 1960] (p. 1098). — Discussion des articles; Art. 1<sup>er</sup> : amendement (n° 12) (p. 1107); Art. 3 : son amendement n° 13 (p. 1113). — Troisième lecture du projet de loi d'orientation agricole [25 juillet 1960], explication de vote sur l'ensemble (p. 1142).

Sa question orale (n° 206) relative au reclassement des cadres âgés [25 octobre 1960] (p. 1351). — Sur le procès-verbal de la séance du 9 novembre 1960 au sujet d'une déclaration de M. le Premier ministre sur les dépenses prévues pour la constitution d'une force de frappe [10 novembre 1960] (p. 1529, 1530). — Dans la discussion des articles du projet de loi de finances pour 1961 [16 novembre 1960]. — Art. 2 : s'étonne des allègements d'impôts proposés dans les circonstances actuelles (p. 1587). — Dans la suite de la discussion [17 novembre 1960]. — Art. 14 : explique son vote (p. 1614). — Suite de la discussion [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1674). — TRAVAIL [18 novembre 1960] (p. 1706). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1766). — Discussion des articles. — Art. 48 (p. 1771 et 1772). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur son amendement n° 36 (p. 1825); le retire (p. 1826). — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960], demande des explications sur le déroulement du débat (p. 1979). — COMMUNAUTÉ [26 novembre 1960], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1998 et 2003). — Charges communes [28 novembre 1960] (p. 2041 et 2042). — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [28 novembre 1960], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2051 à 2053). — Articles [28 novembre 1960] : Après l'article 107, défend son amendement n° 99 (p. 2118 et 2119). — Sur sa question orale n° 247 relative à la vente des actifs sidérurgiques de M. A. Krupp von Bohlen [6 décembre 1960] (p. 2217 et 2218). — Sur la conférence des présidents [8 décembre 1960] (p. 2217). — Loi de finances rectificative pour 1960 [8 décembre 1960], en remplacement de M. Pellenc. Discussion générale (p. 2277); Art. 7 : Amendement n° 10 (p. 2285); Art. 8 bis nouveau : Amendement n° 2 (p. 2286); Art. 8 quinquies : Amendement n° 3 (p. 2286 et 2287); Art. 8 sexies : amendements n°s 13 et 14 (p. 2288); Art. 8 octies : Amendement n° 1 (p. 2290 et 2291); Art. 9 : Amendements n°s 7, 8 et 9 (p. 2294 et 2295); Art. 11, état C : Amendement n° 6 (p. 2296). — Discussion générale, en remplacement de M. Maroselli, rapporteur spécial de la commission des finances pour les crédits militaires (p. 2280). — Projet de loi portant réduction des droits de douane sur certaines pâtes à papier [9 décembre 1960] : contre l'article unique (p. 2307), amendement n° 1 (p. 2308, 2309).

**AUBERGER (M. FERNAND)** [Allier].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Discussion des articles du projet de loi de finances pour 1961. SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1631 et 1632, p. 1642 et 1643). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960] (p. 1685).

**AUBERT (M. EMILE)** [Basses-Alpes].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**AUDY (M. MARCEL)** [Corrèze].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

M. Marcel Audy expose à M. le ministre de l'intérieur que, par application de l'article 44 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, une commune rurale ayant employé un agent auxiliaire

qui a été titularisé ultérieurement par une autre commune ou par une administration de l'Etat, peut être astreinte au versement d'une contribution égale au double des retenues rétroactives mises à la charge de l'intéressé en cas de validation. Ne disposant que d'un ou deux agents titulaires, la commune rurale se trouve parfois débitrice d'une somme élevée incompatible avec ses moyens de trésorerie normaux si, quinze ou vingt ans plus tard, au moment où il a souscrit sa demande de validation de services, son ex-agent a accédé à un emploi d'un rang hiérarchique élevé ou même moyen. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraît pas opportun de faire modifier d'urgence la disposition réglementaire susvisée [21 juillet 1960] (n° 209).

M. Marcel Audy expose à M. le ministre de l'intérieur que, par application de l'article 44 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, une commune rurale ayant employé un agent auxiliaire qui a été titularisé ultérieurement par une autre commune ou par une administration de l'Etat, peut être astreinte au versement d'une contribution égale au double des retenues rétroactives mises à la charge de l'intéressé en cas de validation. Ne disposant que d'un ou deux agents titulaires, la commune rurale se trouve parfois débitrice d'une somme élevée incompatible avec ses moyens de trésorerie normaux si, quinze ou vingt ans plus tard, au moment où il a souscrit sa demande de validation de services, son ex-agent a accédé à un emploi d'un rang hiérarchique élevé ou même moyen. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraît pas opportun de faire modifier d'urgence la disposition réglementaire susvisée [21 juillet 1960] (n° 209). — Réponse [18 octobre 1960] (p. 1265).

#### Interventions :

Sa question orale (n° 209) [18 octobre 1960] (p. 1265). — Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles [20 octobre 1960]; sur l'article 1106-2 du code rural (p. 1331). — Projet de loi de finances pour 1961. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Art. 54 : défend l'amendement n° 33 (p. 1695), puis le retire (p. 1696). — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1733). — TRANSPORTS ET TOURISME [23 novembre 1960] (p. 1857). — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [23 novembre 1960] (p. 1872). — Réparation des dommages causés aux biens privés par les inondations [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2179); Art. 4 (p. 2188) (amendement n° 1); Art. 7 (amendement n° 4) (p. 2190); Art. 13 (amendement n° 15) (p. 2192); Art. 15 (amendement n° 17) (p. 2197-2198). — Projet de loi portant réduction des droits de douane sur certaines pâtes à papier [9 décembre 1960]. — Art. unique, amendement n° 1 (p. 2308, 2309, 2310). — Deuxième lecture du précédent projet [14 décembre 1960] (p. 2377). — Sur la politique algérienne du Gouvernement [16 décembre 1960] (p. 2433).

## B

**BACON (M. PAUL)**, Ministre du travail (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

#### Interventions :

Répond aux questions orales de M. Delalande (n° 113) relative au fonds national de solidarité [3 mai 1960] (p. 125); de M. Tinant (n° 124), relative aux veuves de salariés (p. 126); de M. Dutoit (n° 167) relative aux droits et pouvoirs des organismes élus de la sécurité sociale [5 juillet 1960] (p. 674). — Répond à la question orale de M. Georges Marie-Anne (n° 182) relative au régime des allocations familiales dans les départements d'outre-mer [12 juillet 1960] (p. 840). — Discussion générale de la proposition de loi relative à l'accession des travailleurs français non salariés du Maroc et de la Tunisie au régime d'allocation vieillesse et d'assurance vieillesse [18 juillet 1960] (p. 918); Art. 2 (p. 918); Art. 3 (p. 919). — Projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole [18 juillet 1960] (p. 922); discussion générale; discussion de l'article unique, amendement n° 2 (p. 922), amendement n° 4 (p. 923). — Projet de loi relatif aux pouvoirs des inspecteurs et des contrôleurs des lois sociales en agriculture [18 juillet 1960]; discussion générale (p. 924). — Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse agricole [18 juillet 1960]; discussion générale (p. 926). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à la prime spéciale de transport [25 juillet 1960]; dans la discussion générale (p. 1144 et 1145).

Répond à la question orale de M. André Armengaud sur le reclassement des cadres âgés [25 octobre 1960] (p. 1350-1351). — Répond à la question orale de M. Adolphe Dutoit sur l'aide sociale aux foyers ouvriers [25 octobre 1960] (p. 1351-1352). — A la question orale de M. Paul Pauly sur les allocations aux vieux travailleurs salariés [15 novembre 1960] (p. 1543). —

**Projet de loi de finances pour 1961.** — TRAVAIL [18 novembre 1960] (p. 1707 et 1708). — Discussion des articles (p. 1709). — Dans la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Discussion des articles. — Précise la position du Gouvernement sur l'article 1106-8 du code rural (p. 2244). — Son amendement à l'article 1106-9 du code rural; le retire (p. 2246). — Art. 2 (p. 2247). — Approuve l'interprétation de M. Martial Brousse (p. 2248). — Art. 4: accepte l'amendement (n° 13) de M. Martial Brousse (p. 2249). — Art. 6: demande le retrait de l'amendement (n° 14) déposé par M. Martial Brousse (p. 2249). — Seconde délibération. — Art. 3: avis du Gouvernement (p. 2250). — Art. 6 (p. 2251). — Projet de loi relatif aux **obligations militaires des mineurs de fond** [15 décembre 1960]. — Discussion générale en deuxième lecture (p. 2400). — Projet de loi concernant la **situation des administrateurs civils de l'administration centrale de l'air** [15 décembre 1960]; discussion générale (p. 2400-2401). — Projet de loi concernant la **titularisation des agents sur contrat de l'ordre administratif du ministère des armées** [15 décembre 1960]; discussion générale (p. 2401-2402). — Projet de loi portant **extension du bénéfice des prestations familiales aux marins pêcheurs non salariés des départements d'outre-mer** [15 décembre 1960]; discussion générale (p. 2402); s'en remet au Sénat à propos de l'amendement n° 1 de M. Lucien Bernier (p. 2403-2404). — Projet de loi portant **extension du bénéfice des prestations familiales au personnel domestique employé dans les départements d'outre-mer** [15 décembre 1960]; discussion générale (p. 2405).

**BAGNEUX** (M. JEAN DE) [Côtes-du-Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**Intervention :**

**Projet de loi de finances pour 1961.** — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1818).

**BAJEUX** (M. OCTAVE) [Nord].

*Est élu membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille [13 octobre 1960] (n° 3).

**Question orale :**

**M. Octave Bajoux** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que les recommandations du comité dit « Comité Rueff » relatives au statut du fermage provoquent de très vives réactions dans le monde rural. Les mesures préconisées, à savoir notamment l'extension des cas de résiliation de bail, l'augmentation des fermages, la limitation du droit au renouvellement du bail et la suppression du droit de préemption, sont toutes orientées dans le même sens. Sous prétexte de faciliter l'installation des jeunes et au lieu de se tourner résolument vers l'avenir, elles semblent inspirées par la nostalgie d'un passé révolu et n'ont en fait pour l'objet que la suppression du statut du fermage qu'elles vident de sa substance. Il lui apparaît que ces recommandations sont en contradiction flagrante avec l'évolution technique et économique de l'agriculture moderne où l'artisan essentiel de la production est dans l'immense majorité des cas, non pas le bailleur, mais l'exploitant. Or, l'exploitant qui veut mettre en œuvre les techniques nouvelles doit recourir à des investissements sans cesse plus onéreux; s'il est fermier, il ne peut s'engager dans cette voie que s'il est assuré d'être le bénéficiaire et non la victime des sacrifices qu'il entend consentir. En décourageant les investissements de la part des exploitants fermiers, le Comité Rueff contraint ceux-ci à la routine tant de fois décriée et sous prétexte de favoriser l'expansion économique il ferme en réalité la porte à l'esprit d'initiative et à la volonté de progrès qui se manifestent chez tant de jeunes agriculteurs. Il lui demande en conséquence quelles sont les intentions du Gouvernement en cet important domaine qui conditionne l'avenir de 700.000 familles paysannes, et notamment s'il a l'intention de donner suite par voie réglementaire à certaines des recommandations proposées [18 novembre 1960] (n° 260). — Réponse le 13 décembre 1960 (p. 2339).

**Interventions :**

**Projet de loi d'orientation agricole**; Art. 8 *ter*: observation sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (p. 525); Art. 9: observations sur l'amendement de M. Deguise n° 28 (p. 528 et 529); Art. 9 *ter*: observations sur l'amendement n° 29 rectifié de M. Deguise (p. 530). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]; Art 8 *bis*: amendement n° 19 (p. 987 et 988).

En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan, dans la discussion du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [13 octobre 1960] (p. 1248 et suiv.). — Dans la discussion des articles du même projet [19 octobre 1960]: soutient l'amendement (n° 18) de M. Brousse à l'article 1106-5 du code rural (p. 1295). — Soutient l'amendement (n° 74) de M. Soudant (p. 1301). — S'oppose à l'amendement (n° 89) de M. Rochereau, ministre de l'agriculture, concernant l'article 1106-8 du code rural (p. 1306). — A l'article 1106-11 du code rural [20 octobre 1960]: son amendement (n° 45) (p. 1322). — A l'article 1106-12 du code rural: son amendement (n° 46) (p. 1323). — A l'article 1106-1 du code rural: son amendement (n° 42) (p. 1324); sur l'amendement (n° 2) de M. Brousse (p. 1325); répond à une intervention de M. Brousse sur l'alinéa *d* de l'article 1106-2 du code rural (p. 1329-1330); s'oppose à l'amendement (n° 10 rectifié) de M. Brousse (p. 1332); accepte l'amendement (n° 81) de M. Soudant à l'article 1106-3 du code rural (p. 1334); défend son amendement (n° 43) au paragraphe 2° du même article (p. 1334); soutient son amendement (n° 47) à l'article 4 (p. 1339). — Deuxième lecture du projet de loi: Intervient contre l'amendement (n° 6) relatif à l'article 1106-7 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2239-2240). — Retire son amendement (n° 16) relatif au même article (p. 2241). — Sa question orale n° 260 ([13 décembre 1960] (p. 2340)).

**BALESTRA** (M. CLÉMENT) [Var].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Question orale avec débat (n° 45) de M. Pisani sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 974).

**Projet de loi de finances pour 1961.** — CONSTRUCTION [21 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Art. 59 (p. 1772). — DÉPENSES MILITAIRES. — SECTION MARINE [26 novembre 1960] (p. 2023).

**BARATGIN** (M. PAUL) [Hautes-Pyrénées].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**BARDOL** (M. JEAN) [Pas-de-Calais].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Question orale avec débat :**

**M. Jean Bardol** expose à *M. le ministre de l'industrie* la nécessité de protéger notre industrie charbonnière qui constitue notre principale source d'énergie. Or, le plan des Charbonnages de France, confirmé par un rapport de la direction des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, envisage la liquidation partielle et immédiate de ce bassin; et le rapport précise que ces mesures de liquidation qui provoqueraient la suppression de 18.000 emplois et une baisse de production de 18.000 tonnes sont prises abstraction faite de l'apparition sur le marché d'énergies nouvelles. D'autre part, les conditions de travail des mineurs sont devenues inhumaines, et ce, pour une rémunération nettement insuffisante. Il lui demande quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour: 1° sauvegarder l'ensemble de notre industrie charbonnière et ne supprimer aucun emploi; 2° sauvegarder la santé et la vie des mineurs par un retour à des cadences normales de travail, par l'application de mesures efficaces de sécurité, et par le retour à la semaine de quarante heures payées quarante-huit; 3° faire droit aux légitimes revendications de salaires des mineurs. Réponse [21 juin 1960] (p. 429).

**Interventions :**

Projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne** [14 juin 1960]; Art. 8: se rallie à l'amendement de la commission (p. 367). — Est entendu lors de la réponse du ministre à sa question orale n° 40 [21 juin 1960] (p. 429 à 433). — **Projet de loi d'orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 466 à 468). — Discussion des articles; Art. 1<sup>er</sup>: son

amendement tendant à ce qu'il soit tenu compte du relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs et des petites gens (p. 489); Art. 4: son amendement tendant à une autre réduction (p. 506); fait une proposition concernant la suite du débat (p. 572); défend son amendement n° 5 (p. 574); Art. 26: défend son amendement n° 56 supprimant les taxes d'abattement (p. 581); Art. 37: s'oppose à la nouvelle rédaction proposée par M. de Montalembert (p. 592); Art. 38 (nouveau); explique son vote favorable (p. 593); intervient au sujet du déroulement ultérieur du débat (p. 593). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles; défend son amendement n° 2 concernant l'élection du bureau de l'association syndicale communale de remembrement (p. 605); Art. 1<sup>er</sup>: défend son amendement n° 1 sur le même sujet (p. 605). — Rappel au règlement formulé par M. Dailly dans la discussion du projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales [30 juin 1960] (p. 613). — Projet de loi d'**orientation agricole** [5 juillet 1960]. — Art. 24: observations (p. 703, 704); dépose un sous-amendement n° 89 (p. 704); explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 708). — Projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]; discussion des articles; Art. 1<sup>er</sup>: explique son vote sur l'amendement n° 33 de M. Brun (p. 737). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]; Art. 1<sup>er</sup> bis, amendement n° 1 (p. 983); Art. 4 (p. 985); Art. 5 (p. 986). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour **lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1047).

Discussion générale de l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif aux **obligations militaires des mineurs de fond** [8 novembre 1960] (p. 1426). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — INDUSTRIE [18 novembre 1960] (p. 1699 et 1702). — TRAVAIL [18 novembre 1960] (p. 1706 et 1708). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1757). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1911 et 1932). — **Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** (nouvelle lecture) [30 novembre 1960] (p. 2152 à 2154). — Proposition de loi tendant à abroger les **articles 811 et 845 du code rural** [9 décembre 1960] (p. 2314). — **Projet de loi relatif à l'association internationale de développement** [14 décembre 1960] (p. 2373, 2376). — **Projet de loi relatif aux obligations militaires des mineurs de fond** [15 décembre 1960]. — Discussion générale en deuxième lecture et explication de vote (p. 2400).

**BARRACHIN** (M. EDMOND) [Seine].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Dans la discussion générale du projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1511 à 1513). — Sur la conférence des présidents [8 décembre 1960] (p. 2276). — Discussion sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2418 à 2420).

**BAUMEL** (M. JACQUES) [Seine].

*Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances* [12 mai 1960].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

*Est élu membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la Réunion des théâtres lyriques nationaux* [16 décembre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1961**. — INFORMATION [4 novembre 1960]; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 1746). — R. T. F. [28 novembre 1960]; comme rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 2093 à 2095).

**BAUMGARTNER** (M. WILFRID), **Ministre des Finances et des Affaires économiques** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nominé le 13 janvier 1960).

#### Interventions :

Répond aux questions orales de M. Motais de Narbonne (n° 103) relative au **rapprochement économique et culturel franco-vietnamien** [3 mai 1960] (p. 119); de M. Pinton (n° 115) relative à la **construction d'autoroutes** (p. 120); de M. Naveau (n° 125)

relative à l'**importation en franchise de graisse et d'huile de baleine** (p. 121); de M. Naveau (n° 126) sur l'**assujettissement à l'impôt de certains militaires servant en Algérie au-delà de la durée légale** (p. 121). — Est entendu dans la discussion du projet de loi sanctionnant les infractions à la réglementation des **fonds communs de placement** [5 mai 1960]; discussion générale (p. 142). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ratification du décret n° 59-1185 du 20 octobre 1959 suspendant provisoirement la perception des **droits de douane d'importation applicables au lait complet ou écrémé** [5 mai 1960]; discussion générale (p. 143 et 148). — Répond aux questions orales de MM. Courrière (n° 135) et Kistler (n° 151) relatives à l'**aide aux viticulteurs récemment sinistrés par la grêle et les gelées** [7 juin 1960] (p. 263, 264 et 265). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi organique relative à la **présentation des lois de finances** [8 juin 1960]; discussion générale (p. 294 et 295). — Discussion des articles; Art. 5: accepte que cet article soit réservé (p. 296). — Répond aux questions orales de M. Armengaud (n° 119 et 120) relatives à la **politique économique de la France et au contrôle de l'application des traités de Rome** [14 juin 1960] (p. 331, 332, 333, 334); répond à la question orale de M. Delpuech (n° 146) relative à un **emprunt des Charbonnages de France** [14 juin 1960] (p. 334, 335); répond à la question orale de M. Vallin (n° 147) relative à la **situation d'une entreprise sidérurgique de la région lyonnaise** [14 juin 1960] (p. 335, 337); répond aux questions orales de MM. Restat (n° 148), Abel Sempé (n° 155), Romaine, relatives aux mesures propres à indemniser les **sinistrés du fait de calamités agricoles** [14 juin 1960] (p. 339, 340, 341). — Est entendu au cours de la discussion de la proposition de loi organique relative à la **présentation des lois de finances** [21 juin 1960]; demande un nouvel examen de l'article 5 (réservé) (p. 447, 448). — **Projet de loi instituant l'épargne-crédit** [18 juillet 1960] (p. 917). — Question orale n° 58 de M. Marc Desaché sur l'attribution des **primes d'équipement** [19 juillet 1960] (p. 979). — **Projet de loi relatif à l'institution d'un supplément à la prime mensuelle spéciale de transport** [22 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1097). — Discussion des articles; Art. 1<sup>er</sup>: observations sur l'amendement n° 12 (p. 1107), sur l'amendement n° 16 (p. 1108), sur l'amendement n° 11 (p. 1109); Art. 1<sup>er</sup> bis: observations sur l'amendement n° 1 (p. 1109 à 1112); Art. 3: observations sur l'amendement n° 3 (p. 1113). — Conclusions d'un commission mixte paritaire sur la **loi de finances rectificative pour 1960** [25 juillet 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1152). — Troisième lecture de ce même texte [25 juillet 1960]. — Sur l'amendement n° 1 à l'article 16 bis A (nouveau) (p. 1154).

Question orale de M. Marie-Anne relative à l'application à la **Martinique des mesures de libération des échanges** [11 octobre 1960] (p. 1231). — Question orale de M. Marie-Anne concernant les **licences d'importation dans les départements d'outre-mer** [11 octobre 1960] (p. 1232). — Question orale de M. Ribeyre relative à la **remise en valeur des petites communes rurales** [11 octobre 1960] (p. 1232 et 1233). — Question orale de M. Jozeau-Marigné concernant les **prêts du Crédit foncier aux H. L. M.** [11 octobre 1960] (p. 1233 et 1234). — Motion préjudicielle déposée par M. Jacques Gadoin, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi portant ratification du décret suspendant provisoirement la perception du **droit de douane d'importation sur certains légumes secs** [3 novembre 1960] (p. 1415). — Question orale de M. Antoine Courrière sur le risque de freinage des **exportations** [15 novembre 1960] (p. 1539). — Question orale de M. Lucien Bernier sur les **dettes contractées par l'ancienne colonie de la Guadeloupe** [15 novembre 1960] (p. 1540, 1541). — Question orale de M. Yves Estève sur la **consommation du cidre** [15 novembre 1960] (p. 1541, 1542). — Intervient dans la discussion générale du projet de **loi de finances pour 1961** [15 novembre 1960] (p. 1549 à 1553, 1569 et 1570). — AFFAIRES ÉCONOMIQUES [21 novembre 1960] (p. 1744). — Charges communes [28 novembre 1960] (p. 2044 et 2045). — Comptes d'affectation spéciale [28 novembre 1960]. — Art. 35. — Accepte l'amendement n° 81 (p. 2054); observations sur l'amendement n° 78 (p. 2064); sur l'amendement n° 79 (p. 2065 et 2067); sur l'amendement n° 80 (p. 2067). — Art. 37. — Observations sur les amendements n° 82 (p. 2068); n° 83 rectifié (p. 2068). — Art. 39. — Observations sur l'amendement n° 84 rectifié (p. 2069). — Deuxième délibération [29 novembre 1960]; Art. 4 et 19: sur les amendements du Gouvernement (p. 2132 et 2133). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960] (p. 2168, 2170, 2182, 2183). — Discussion générale. — Amendement n° 31 (p. 2186); amendements n° 7, 44 et 32 (p. 2186, 2187); amendement n° 33 (p. 2188); Art. 4 (p. 2189); Art. 7 (p. 2190); Art. 13 (p. 2192); Art. 14, 15 (p. 2193, 2197); Art. 19 nouveau (p. 2199). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2282 et 2283); Art. 2 (p. 2284); Art. 5 (p. 2284 et 2285); Art. 8 bis, amendement

n° 2 (p. 2286) ; Art. 8 *quinquies*, amendement n° 3 (p. 2286) ; Art. 8 *sexies*, amendement n° 13 et 14 (p. 2288 et 2289) ; Art. 8 *octies*, amendement n° 1 (p. 2290) ; Art. 8 *nonies*, amendement n° 11 (p. 2290) ; Art. 8 *decies*, amendement n° 12 (p. 2291) ; Art. 9 (p. 2293), état A, amendement n° 4 (p. 2294), amendement n° 5 (p. 2295) ; Art. 11, état C, amendement n° 6 (p. 2296) ; Art. 19 (p. 2297). — Associe le Gouvernement à la demande de M. Portmann, qui préside la première séance du 13 décembre 1960, d'observer une minute de silence à la mémoire de ceux qui sont morts en Algérie le 11 et le 12 décembre 1960 (p. 2334). — Questions orales de M. Pierre Garet sur le **taux d'intérêt des caisses d'épargne** [13 décembre 1960] (p. 2334, 2336). — Question orale de M. Bernard Chochoy sur le **taux d'intérêt usuraire** et sur les **prêts aux collectivités locales** [13 décembre 1960] (p. 2336). — Question orale de M. Paul Ribeyre sur la répercussion de la baisse du **taux d'intérêt des caisses d'épargne** [13 décembre 1960] (p. 2337 et 2338). — **Projet de loi de finances pour 1961** ; discussion des conclusions de la commission mixte [13 décembre 1960] sur l'ensemble du **budget** (p. 2353). — **Projet de loi relatif à l'association internationale de développement** [14 décembre 1960] (p. 2375). — **Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens privés par les inondations**. — Deuxième lecture [14 décembre 1960] (p. 2376, 2377, 2378).

**BAYROU** (M. MAURICE) [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Intervention :**

Sur la conférence des présidents [8 décembre 1960] (p. 2276).

**BEAUJANNOT** (M. JOSEPH) [Loir-et-Cher].

*Est nommé secrétaire* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Proposition de loi* relative au captage des eaux du Val de Loire [9 décembre 1960] (p. 2322, 2325).

**Interventions :**

**Projet de loi tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion des articles ; Art. 1<sup>er</sup> : ce projet favorise la décentralisation industrielle et, par suite, l'argument de M. Pisani est à repousser (p. 316). — Suite de la discussion des articles [14 juin 1960] ; Art. 8 : explique son vote sur l'amendement de la commission (p. 368). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales** [30 juin 1960] ; Art. 1<sup>er</sup> *ter* (nouveau) : observations sur l'amendement n° 43 (rectifié) de M. Lalloy (p. 614, 615). — Question orale avec débat (n° 45) de M. Pisani sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 975). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureau et à usage industriel** dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Discussion des articles ; Art. 7 *ter* : prend la parole contre l'amendement n° 3 de M. Dailly (p. 1088).

**BEGUERE** (M. ANTOINE) [Hautes-Pyrénées].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

Décédé le 23 octobre 1960.

M. le président Monnerville prononce son éloge funèbre le 27 octobre 1960 (p. 1382).

M. le ministre de la construction s'associe à cet hommage (p. 1389).

**BELABED** (M. MOHAMED) [Oran-Tlemcen].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**BELHABICH** (M. SLIMAN) [Oran-Tlemcen].

*Est élu membre* de la commission chargée d'étudier le rôle des collectivités locales dans le développement de l'Algérie [22 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**BELKADI** (M. ABDENNOUR) [Tizi-Ouzou].

*Est élu membre* de la commission chargée d'étudier le rôle des collectivités locales dans le développement de l'Algérie [22 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**BELOUCIF** (M. AMAR) [Bône].

*Est élu membre* du conseil supérieur de l'eau chargé de formuler des avis sur les problèmes de l'hydraulique en Algérie [5 juillet 1960] (p. 695). — *Est élu membre* de la commission chargée d'étudier la modernisation de l'agriculture [22 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Intervention :**

**Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** [3 février 1960]. — Discussion générale (p. 34).

**BENACER** (M. SALAH) [Tizi-Ouzou].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Intervention :**

**Projet de loi relatif aux crédits des services civils en Algérie pour 1961** [29 novembre 1960] ; explique son vote sur l'ensemble (p. 2142).

**BENALI** (M. BRAHIM) [Orléansville-Médéa].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**BENCHERIF** (M. MOUAAOUIA) [Orléansville-Médéa].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**BENE** (M. JEAN) [Hérault].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Question orale :**

**M. Jean Bène** appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur les interprétations diverses et les commentaires auxquels ont donné lieu le récent naufrage du tanker « Stilbe » battant pavillon chérifien mais appartenant néanmoins à une société d'armement française ; et lui demande : 1° s'il a la certitude que les vins originaires de Bulgarie, transportés par ce navire, étaient effectivement destinés à la Suisse ; 2° s'il ne croit pas que ce transport dissimulait, en réalité, par le biais d'une escale dans un port marocain, une importation frauduleuse de vin vers un port français ; 3° quelles sont les mesures de contrôle que le Gouvernement compte prendre pour éviter de tels trafics préjudiciables à l'économie française [19 mai 1960] (n° 154). — Réponse [5 juillet 1960] (p. 670, 671).

**Interventions :**

Question orale avec débat de M. Bardol relative à la situation de l'**industrie charbonnière française** (n° 40) [21 juin 1960] (p. 440, 441). — **Projet de loi d'orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 473, 474). — Réponse du ministre à sa question orale n° 154 (cf. *supra*) [5 juillet 1960] (p. 670, 671). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles ; Art. 4 : explique son vote sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Prélot (p. 748). — **Projet de loi portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz** [21 juillet 1960]. — Discussion des articles (p. 1052 et 1053). — Discussion de l'article unique ; répond à l'intervention de M. Marcihacy (p. 1054) ; intervient sur la procédure adoptée pour le vote de l'article (p. 1055).

**BENTCHICOU** (M. AHMED) [Constantine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**BERNIER** (M. LUCIEN) [Guadeloupe].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1961, adopté par

l'Assemblée nationale [15 novembre 1960] (n° 40). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant extension du bénéfice des prestations familiales au personnel domestique employé dans les départements d'outre-mer [14 décembre 1960] (n° 121). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant extension du bénéfice des prestations familiales aux marins pêcheurs non salariés des départements d'outre-mer [14 décembre 1960] (n° 122).

#### Questions orales :

**M. Lucien Bernier** demande à *M. le Premier ministre* si le protocole signé le 7 janvier 1959 entre la France et la République de Guinée relatif, aux modalités d'appartenance de cette République à la zone franc, et notamment l'article 5 de ce protocole, sont toujours en vigueur, nonobstant le retrait unilatéral de la République de Guinée de la zone franc à la date du 1<sup>er</sup> mars 1960. Dans la mesure où sa réponse serait négative, il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures qui ont été prises par le Gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> mars 1960 pour protéger la production nationale des Antilles françaises contre la concurrence des bananes en provenance de Guinée [7 juin 1960] (n° 159). — Réponse [5 juillet 1960] (p. 671, 672).

**M. Lucien Bernier** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir lui indiquer en vertu de quelles dispositions législatives la caisse centrale de coopération économique se juge fondée à exiger de certaines communes du département de la Guadeloupe le remboursement de dettes contractées par l'ancienne colonie de la Guadeloupe, alors que ces communes n'en sont pas les héritières. Pour le cas où de telles dispositions législatives n'existeraient pas, il voudrait connaître : 1° si nonobstant l'axiome juridique que « nul en France ne peut se faire justice à soi-même », la caisse centrale de coopération économique peut décider de considérer comme débitrices de mauvaise foi et, par suite, de leur refuser toutes avances, celles des dites communes qui persisteraient à contester la légalité des créances qu'elle leur réclame, alors que depuis douze années elle s'est bien gardée de s'adresser aux tribunaux pour trancher le litige, connaissant parfaitement l'inanité de ses droits ; 2° si de tels moyens peuvent être admis ou tolérés à l'égard de collectivité de droit public d'un département français, dont les mandataires responsables doivent se voir reconnaître, non seulement le droit, mais encore le devoir de défendre les intérêts légitimes dont ils ont la charge ; 3° quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour amener la caisse centrale de coopération économique — organisme disposant du monopole des prêts aux communes dans les départements d'outre-mer — à rapporter les mesures inqualifiables de rétorsion qu'elle a ainsi adoptées à l'égard des communes dont il a été parlé [25 octobre 1960] (n° 248). — Réponse [15 novembre 1960] (p. 1540, 1541).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 159 (cf. *supra*) [5 juillet 1960] (p. 671, 672). — *Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer* [12 juillet 1960] (p. 878). — *Projet de loi relatif à la taxe sur les carburants et aux fonds routiers dans les départements d'outre-mer* [13 juillet 1960] (p. 909).

Sa question orale (n° 248) relative aux **dettes contractées par l'ancienne colonie de la Guadeloupe** [15 novembre 1960] (p. 1540, 1541). — *Projet de loi de finances pour 1961*. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION [17 novembre 1960] (p. 1636 et 1637) et (p. 1642). — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 1649). — TRAVAIL [18 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 1704). — INFORMATION [21 novembre 1960] (p. 1750). — MARINE MARCHANDE [23 novembre 1960] (p. 1882). — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1983). — Articles : Art 51 *quater* [28 novembre 1960], défend son amendement n° 101 (p. 2081 et 2082) ; pose deux questions au Gouvernement (p. 2107). — *Projet de loi de finances pour 1961*, deuxième lecture [8 décembre 1960] : Art. 51 *quater* p. 2272). — *Projet de loi relatif à divers aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer* [14 décembre 1960] ; défend l'amendement n° 6 rectifié (p. 2391). — *Projet de loi portant extension du bénéfice des prestations familiales aux marins pêcheurs non salariés des départements d'outre-mer* [15 décembre 1960]. — Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 2402, 2403) ; défend son amendement n° 1 (p. 2403, 2404) ; son amendement n° 2 (p. 2405) ; son amendement n° 3 modifiant l'intitulé du projet (p. 2405). — *Projet de loi portant extension du bénéfice des prestations familiales au personnel domestique employé dans les départements d'outre-mer* [15 décembre 1960]. — Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 2405).

#### BERTAUD (M. JEAN) [Seine].

*Est élu membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du *projet de loi d'orientation agricole* [20 juillet 1960].

*Est nommé président* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier le traité de commerce signé à Quito le 20 mars 1959 entre la France et l'Equateur [8 novembre 1960] (n° 32). — *Rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord de coopération économique et technique entre la France et l'Afghanistan, signé à Caboul le 6 janvier 1959 [8 novembre 1960] (n° 34). — *Proposition de loi* tendant à réprimer les abus d'un certain « commerce forcé » de porte à porte [1<sup>er</sup> décembre 1960] (n° 78). — *Proposition de loi* organique, tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance n° 58 1097 du 15 novembre 1958, portant loi organique, relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [16 décembre 1960] (n° 133).

#### Interventions :

*Projet de loi* autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, certaines **mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat**, à la pacification et à l'administration de l'Algérie (3 février 1960). — Discussion générale (page 26). — *Projet de loi* portant ratification du décret n° 59-1185 du 20 octobre 1959 suspendant provisoirement la **perception des droits de douane d'importation applicables au lait complet écrémé** (5 mai 1960). — Discussion générale (p. 144). — *Projet de loi* tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion des articles ; Art. 6 : affirme la compétence financière des membres de la commission, mais s'en remet à l'Assemblée de la décision à prendre au sujet de cet article (p. 321). — Suite de la discussion des articles [14 juin 1960] ; Art. 8 : défend l'amendement de la commission (p. 367). — *Projet de loi* portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les gouvernements de la **République du Sénégal** et de la **République soudanaise** groupées au sein de la Fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 394). — *Projet de loi d'orientation agricole* [23 juin 1960]. — Discussion des articles ; Art 1<sup>er</sup> : intervient en qualité de président de la commission des affaires économiques et du plan pour reprendre, au nom de la commission, la seconde partie de l'amendement de M. Houdet tendant à la suppression du paragraphe 3 (p. 489) ; Art. 9 : observations sur l'amendement n° 125 de M. Namy (p. 527) ; Art. 12 : observations sur l'amendement n° 126 rectifié *bis* de M. Errecart (p. 538) ; fait des propositions pour l'organisation de la suite du débat (p. 572) ; Art. 23 A (nouveau) : défend son amendement n° 111 proposant cet article additionnel (p. 579) ; Art. 26 *bis* (nouveau) : fait un rappel au règlement concernant l'irrecevabilité opposée à l'amendement n° 48 de M. Deguise, proposé en commission par M. Golvan (p. 584) ; intervient au sujet du déroulement ultérieur du débat (p. 593-594) ; prend la parole, en qualité de président de la commission des affaires économiques et du plan sur une motion d'ordre [7 juillet 1960] (p. 782). — *Projet de loi* modifiant et complétant le chapitre 1<sup>er</sup> du titre X du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la **répression des infractions en matière de décentralisation des installations et établissements industriels, scientifiques et techniques** [7 juillet 1960]. — Discussion des articles ; Art. 2 : repousse l'amendement de M. Gregory (p. 795). — *Projet de loi* instituant **l'épargne crédit** [18 juillet 1960] (p. 917). — Désignation d'une commission mixte paritaire pour l'examen du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960] (p. 1002) ; proteste contre l'inscription à l'ordre du jour du 22 juillet 1960 du projet de loi sur l'orientation agricole [22 juillet 1960] (p. 1079).

*Proposition de résolution* tendant à modifier certains articles du **règlement du Sénat** [27 octobre 1960] ; défend son amendement n° 1 à l'article 5 (p. 1386 à 1388). — *Est entendu* dans la discussion générale du projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1513 à 1515). — *Projet de loi de finances pour 1961*. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES [21 novembre 1960] (p. 1744). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1791). — SAHARA [25 novembre 1960] ; explique les raisons de son retrait de demande de scrutin sur l'amendement (n° 52) de M. Louvel (p. 1979). —

Ratification d'un **traité de commerce entre la France et l'Equateur**; intervient en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [6 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2220). — Ratification d'un **accord de coopération entre la France et l'Afghanistan**. — Discussion générale [6 décembre 1960] (p. 2221). — Discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles**: Présente une observation dans la discussion de l'amendement n° 18 rectifié relatif à l'article 1106-5 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2237). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960**; Art. 8 *quinquies*, amendement n° 3 (p. 2287). — **Projet de loi constitutionnelle** portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution [16 décembre 1960]; explication de vote (p. 2417). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2432, 2433).

**BERTHOIN** (M. JEAN) [Isère].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**BERTRAND** (M. MARCEL) [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**Intervention :**

Discussion du **projet de loi de finances pour 1961**. — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960] (p. 1836 et 1844).

**BETHOUART** (Général ANTOINE) [Français établis hors de France].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Discussion générale du projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1501 à 1504). — **Projet de loi de finances pour 1961** [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1676).

**BILLIEMAZ** (M. AUGUSTE-FRANÇOIS) [Ain].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-109 du 10 février 1960, modifiant le tarif des droits de douane d'importation applicable à l'entrée dans le territoire douanier [19 octobre 1960] (n° 9).

**Interventions :**

Projet de loi instituant un supplément à la **prime mensuelle spéciale de transport** [22 juin 1960] (p. 1100); discussion des articles. — Défend l'amendement n° 5 (p. 1110 et 1112).

En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, dans la discussion générale du projet de loi portant ratification du décret modifiant le **tarif des droits de douane d'importation** applicable à l'entrée dans le territoire douanier [3 novembre 1960] (p. 1416). — Discussion des articles du projet de **loi de finances pour 1961** [16 novembre 1960]; article 4 (p. 1593). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (S. N. C. F., R. A. T. P.) (p. 1851 et 1861), et à titre personnel (p. 1863).

**BLONDELLE** (M. RENÉ) [Aisne].

*Est élu membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].

*Est nommé secrétaire* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Proposition de loi* tendant à modifier les articles 811 et 845 du code rural [3 novembre 1960] (n° 27).

**Interventions :**

Projet de loi d'**orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 471, 472). — Discussion des articles; art. 1<sup>er</sup>: observations sur l'amendement rédactionnel de M. Deguise visant le dernier alinéa de l'article (p. 491, 492, 493, 494); art. 5 *bis*:

observations sur l'amendement n° 24 de M. Deguise (p. 521); art. 9 *ter*: observations sur l'amendement n° 29 rectifié de M. Deguise (p. 531); art. 15 *bis*: observations sur l'amendement n° 34 de M. Deguise (p. 540 et 541); art. 19 *bis*: observations sur l'amendement n° 81 de M. Restat (p. 565); art. 23: défend l'amendement n° 43 présenté par M. Deguise (p. 578); répond aux observations de M. le ministre (p. 579); explique son vote sur l'amendement (p. 579); art. 24: observations (p. 702, 703). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 23, amendement n° 7. — Conclusions d'une commission mixte paritaire relative au projet de loi d'orientation agricole [23 juillet 1960]. — Sur l'art. 24 (p. 1123).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960]: sur l'amendement n° 18 de M. Brousse à l'article 1106-5 du code rural (p. 1297, 1298, 1299); s'oppose à l'amendement (n° 74) de M. Soudant au même article (p. 1301). — **Projet de loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]:

Art. 11: propose par amendement (n° 1) la suppression de cet article (p. 1607), au nom de la commission des affaires économiques et du plan; répond à l'argumentation de M. le secrétaire d'Etat aux finances (p. 1608 et 1609); Art. 12: propose (amendement n° 2) au nom de la commission des affaires économiques et du plan de supprimer le paragraphe I de cet article (p. 1609) et répond à l'argumentation de M. le ministre de l'agriculture (*ibid.*); maintient l'amendement (p. 1610); soutient l'amendement (n° 25) (*ibid.*). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1896). — Deuxième délibération [29 novembre 1960], sur l'article 11, en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2127). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles**: discussion de l'amendement (n° 18 rectifié) relatif à l'article 1106-5 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2237).

**BOISROND** (M. JACQUES) [Loir-et-Cher].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**BOKANOWSKI** (M. MICHEL-MAURICE), **Ministre des postes et télécommunications**. (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 5 février 1960.)

**Interventions :**

Projet de **loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 1649 à 1652). — Répond à une question de M. Garet (p. 1655).

**BONNEFOUS** (M. EDOUARD) [Seine-et-Oise].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

**Questions orales :**

**M. Edouard Bonnefous** expose à *M. le ministre de l'intérieur*: 1° que la pollution des eaux de la Seine, à Paris et surtout en aval, prend des proportions inquiétantes pour la santé des riverains; 2° que les usines d'épuration ne sont plus en mesure de traiter un pourcentage suffisant des eaux usées; 3° que le fleuve est, en toutes saisons mais plus spécialement l'été (donc en période de tourisme) dans un état de saleté extrême. Il lui demande, en conséquence, si les dispositions de la loi de 1889, relatives à la limitation du déversement des eaux usées dans la Seine, sont toujours en vigueur. Dans l'affirmative, il lui demande pourquoi la commission d'experts composée de représentants des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, chargée d'établir deux fois par an un rapport sur l'état de pollution des eaux, n'a pas été réunie depuis 1914. Il lui demande enfin quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses [21 juin 1960] (n° 185). — Réponse [19 juillet 1960] (p. 946).

**M. Edouard Bonnefous** demande à *M. le ministre de l'éducation nationale*: 1° si les athlètes français sélectionnés pour les jeux olympiques de Rome ont reçu toutes les facilités nécessaires à leur préparation et si leur entraînement s'est effectué dans des conditions satisfaisantes; 2° quelles décisions il compte prendre à la suite de la proclamation des résultats de Rome, qui ont causé dans l'opinion française une déception profonde et justifiée; 3° quelles sont les mesures envisagées pour permettre aux sportifs français de figurer honorablement dans les jeux olympiques de 1964 [15 septembre 1960] (n° 220). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1359 à 1364).

**Question orale avec débat :**

**M. Edouard Bonnefous** expose à *M. le Premier ministre* qu'à la suite de sa question écrite n° 1228 du 13 octobre 1960, le haut commissaire à l'énergie atomique a fait connaître par voie de presse que des résidus atomiques ont été effectivement jetés dans certains fleuves français et, en particulier, dans la Seine et dans le Rhône. En conséquence, il lui demande : 1° à quelles dates ont été effectués les déversements, quelles quantités de déchets radio-actifs ont été au total immergés dans les divers cours d'eau, quelle a été la fréquence de ces dépôts et en quels endroits ils ont été faits ; 2° pourquoi ces opérations se sont déroulées dans le plus grand secret et sans que les autorités départementales aient été averties et quelles mesures de sécurité ont été prises notamment en ce qui concerne le transport de ces déchets entre les laboratoires et les fleuves [18 octobre 1960] (n° 73). — Réponse [5 novembre 1960] (p. 1432 et suivantes).

**Interventions :**

Défend le sous-amendement n° 11 dans la discussion des propositions de loi n°s 25, 57, 63 (1958-1959), 1 et 61 (1959-1960) relatives à l'**organisation du district de la région de Paris** (p. 195) ; le retire. — **Projet de loi constitutionnelle** tendant à compléter les dispositions du **titre XII de la Constitution** (n°s 167 et 168, année 1959-1960) [18 mai 1960] (p. 227). — Question orale n° 185 [19 juillet 1960] (p. 947 et 948).

Sa question orale (n° 220) relative à la préparation des athlètes français aux **jeux olympiques** [25 juillet 1960] (p. 1359 à 1364). — Sur les propositions de la conférence des présidents [27 octobre 1960] (p. 1406). — Sa question orale avec débat concernant l'**immersion de déchets radio-actifs** [3 novembre 1960] (p. 1430 à 1432). — **Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1462 à 1466). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1857). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [26 décembre 1960]. — Interrompt *M. Guy Petit* (p. 2431) ; interrompt *M. Joxe*, ministre d'Etat (p. 2436).

**BONNEFOUS** (M. RAYMOND) [Aveyron].

*Est nommé président* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

**Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant approbation des accords particuliers conclus les 11, 13 et 15 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo et de la République du Tchad, d'autre part (n° 6, 1960-1961) [27 octobre 1960] (n° 21). — **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant approbation des accords particuliers, conclus le 17 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République gabonaise, d'autre part (n° 7, 1960-1961) [27 octobre 1960] (n° 22). — **Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant approbation de l'accord particulier signé le 19 octobre 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République de Mauritanie, d'autre part (n° 19, 1960-1961) [27 octobre 1960] (n° 23).

**Interventions :**

**Projet de loi** portant modification de certaines dispositions du **code de la nationalité** [20 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1014). — Propositions de la conférence des présidents du 21 juillet 1960 (p. 1051).

En qualité de président et rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale dans la discussion générale commune des divers projets de loi relatifs aux **accords signés avec les gouvernements de plusieurs Républiques africaines** [3 novembre 1960] p. 1419, 1420). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — JUSTICE [4 novembre 1960]. — En qualité de président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1738). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Toujours en la même qualité, se demande si l'article 78 bis n'est pas irrecevable (p. 1802). — Comme président de la commission des lois constitutionnelles,

de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur une motion d'ordre [16 décembre 1960] (p. 2436).

**BONNET** (M. GEORGES) [Lozère].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

**Deuxième rapport**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi modifiant et complétant le chapitre I<sup>er</sup> du titre X du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la répression des infractions en matière de décentralisation des installations et établissements industriels, scientifiques et techniques [30 juin 1960] (n° 230). — **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, modifiant et complétant le chapitre I<sup>er</sup> du titre X du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la répression des infractions en matière de décentralisation des installations et établissements industriels, et techniques [21 juillet 1960] (n° 296).

**Proposition de loi**, relative à la fabrication, l'installation, la mise en vente et la vente d'appareils d'utilisation de l'électricité [24 novembre 1960] (n° 60).

**Interventions :**

**Projet de loi** modifiant et complétant le chapitre I<sup>er</sup> du titre X du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la répression des infractions en matière de décentralisation des installations et établissements industriels, scientifiques et techniques [7 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 793, 794). — Discussion des articles ; art. 2 : défend son amendement n° 3 au cours de la discussion générale (p. 794). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant le chapitre I<sup>er</sup> du titre X du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la répression des infractions en matière de décentralisation des installations et établissements industriels, scientifiques et techniques [22 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1090).

**BORDENEUVE** (M. JACQUES) [Lot-et-Garonne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**BOUCHER** (M. ALBERT) [Loire-Atlantique].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**BOUKIKAZ** (M. AHMED) [Constantine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**BOULANGE** (M. MARCEL) [Territoire de Belfort].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Intervention :**

**Projet de loi de finances pour 1961**. — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1903).

**BOULANGER** (M. GEORGES) [Pas-de-Calais].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960]. — *Membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

**Avis**, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi d'orientation agricole, adopté par l'Assemblée nationale [22 juin 1960] (n° 209).

**Interventions :**

**Projet de loi d'orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 460, 461). — Discussion des articles. — Intitulé : son amendement tendant à remplacer cet intitulé par le mot « préambule » (p. 486, 487) ; son amendement tendant à insérer un intitulé entre l'article 1<sup>er</sup> et l'article 1<sup>er</sup> bis (p. 495) ; explique son vote, à titre personnel, sur l'amendement n° 75 de M. Houdet, à l'article 4 bis (p. 514) ; Art. 4 : défend son amendement n° 95 (p. 515) ; Art. 5 *quater* : défend son amendement n° 96 (p. 521 et 522) ; Art. 6 : défend son amendement n° 97 (p. 523) ; Art. 8 *ter* : observations sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (p. 524) ; Art. 9 : défend son amendement n° 99 (p. 528) ; fait des observations sur l'amendement n° 28 de M. Deguise (p. 528) ; Art. 9 *ter* : observations sur l'amendement (n° 29) rectifié de M. Deguise (p. 530 et 531) ; Art. 10 *bis* : défend son amendement n° 100 (p. 532) ; Art. 8 *quater* : défend son amendement n° 98 (p. 533) ; Art. 11 : observation sur l'amendement n° 30 de M. Deguise (p. 533) ; Art. 12 : intervient sur cet article (p. 533) ; défend ses amendements n° 102 (p. 534) et n° 103 (p. 535 à 537) ; Art. 14 : défend son amendement n° 104 (p. 539) ; Art. 15 *bis* : observations sur l'amendement n° 34 de M. Deguise (p. 540) ; prend la parole sur l'article 16 (p. 551) ; défend ses amendements n° 105 (p. 551 et 552) ; n° 106 (p. 552), n° 107 (p. 552), n° 108 (p. 554). — Art. 21 : défend son amendement n° 130 (p. 568) ; répond aux observations de M. le ministre sur le même amendement (p. 569) ; Art. 37 : défend son amendement n° 110 modifiant le premier alinéa (p. 591) ; pose la question de la consultation des conseils généraux d'Algérie (p. 591). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales** [18 juillet 1960]. — Rapporteur pour avis de la commission des lois ; Art. 8 *ter* : amendement n° 9 (p. 929) ; Art. 8 *quinquies*, amendement n° 3 (p. 930) ; Art. 17, amendement n° 8 (p. 933). — Question orale avec débat (n° 45) de M. Pisani sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 975).

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : sur les amendements à l'article 1106-5 du code rural (p. 1298) ; approuve l'amendement (n° 88) de M. Dailly (p. 1303). Sur l'article 1106-7 du code rural [20 octobre 1960] (p. 1337). — Deuxième lecture du projet de loi : explique son vote sur l'amendement (n° 6) relatif à l'article 1106-7 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2240). — **Assurances sociales des exploitants agricoles** [13 décembre 1960] ; discussion des conclusions de la commission mixte ; Art. 6 ; amendement n° 1 (p. 2356).

**BOULOUX (M. JEAN-MARIE)** [Vienne].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960]. — *Est élu membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].

*Est nommé secrétaire* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**BOUQUEREL (M. AMÉDÉE)** [Oise].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'ordonnance n° 59-235 du 4 février 1959 instituant l'épargne-crédit [8 juillet 1960] (n° 259). — *Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certains articles du décret n° 52-152 du 13 février 1952, pris en exécution de la loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951, instituant une taxe spéciale sur les carburants dans les départements d'outre-mer et créant des fonds routiers départementaux [13 juillet 1960] (n° 275).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à la **taxe sur les carburants dans les départements d'outre-mer** ; (rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; discussion générale [13 juillet 1960] (p. 908).

Projet de loi de **finances pour 1961** [16 novembre 1960] ; Art. 4 : informe l'Assemblée, en tant qu'rapporteur pour avis, que la commission des affaires économiques et du plan émet

un avis défavorable à cet article (p. 1591). — Suite de la discussion [17 novembre 1960] ; Art. 9 : demande à M. le secrétaire d'Etat aux finances, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, de préciser la répartition des différentes tranches du fonds national d'investissement routier (p. 1604 et 1605) ; déclare qu'il votera contre l'article, son amendement ayant été déclaré irrecevable (p. 1606). — **CONSTRUCTION** [21 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Sur l'article 4 (p. 1775). — **INTÉRIEUR** [22 novembre 1960]. — Discussion des articles. — A propos de l'amendement n° 47 (p. 1797), en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; retire cet amendement (p. 1798). — **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS** [23 novembre 1960] ; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1850) ; précise la position de sa commission sur l'amendement (n° 51) de Mlle Rapuzzi au nom de la commission des finances (p. 1863). — Deuxième délibération [29 novembre 1960] en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan sur l'article 4 (p. 2125) ; Art. 4 et 19 : sur les amendements du Gouvernement (p. 2132).

**BOUSCH (M. JEAN-ERIC)** [Moselle].

Démissionne de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi instituant une redevance d'équipement [28 avril 1960] (p. 110).

*Est nommé vice-président* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi de **finances pour 1961**. — **JUSTICE** [21 novembre 1960] (p. 1739). — **CONSTRUCTION** [21 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (p. 1752). — Discussion des articles (p. 1766). — Article 27 (p. 1766). — Article 28 (p. 1769). — Article 47 (p. 1770 et 1772). — Art. 59 : défend l'amendement n° 37 proposant de supprimer l'article (p. 1772), puis répond au ministre (p. 1773). — Sur l'art. 48 (réservé) : maintient le texte (p. 1776). — Deuxième délibération [29 novembre 1960] ; Art. 4 et 19 : répond au ministre (p. 2132). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960] ; Art. 5 (p. 2284 et 2285) ; art. 8 *sexies* (p. 2259) ; art. 19 (p. 2297).

**BOUVARD (M. ROBERT)** [Haute-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi de **finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Discussion des articles ; art. 7 *bis* (nouveau) : défend son amendement n° 10 (p. 853) ; le retire en prenant acte des promesses du secrétaire d'Etat aux finances et du rapporteur général de la commission des finances (n° 854).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960]. — Soutient son amendement (n° 78 rectifié) à l'article 6 (nouveau) (p. 1341).

**BRAJEUX (M. JEAN)** [Eure].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi relatif au corps des commissaires de l'air. — Par M. Jean Brajeux [26 juin 1960] (p. 226).

**Question orale :**

**M. Jean Brajeux** tient à confirmer à *M. le ministre des postes et télécommunications* que la fermeture des guichets postaux le samedi à seize heures est la source d'une gêne considérable dans toutes les villes de province où le marché hebdomadaire a lieu le samedi, puisque c'est justement ce jour-là que l'activité commerciale atteint son maximum, et lui demande, en conséquence, de bien vouloir envisager le report, dans ce cas, comme pour les établissements bancaires, de la fermeture hebdomadaire au lundi matin [12 mai 1960] (n° 145). — Réponse [21 juin 1960] (p. 425-426).



**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale (n° 145) [21 juin 1960] (p. 426). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles ; art. 5 : défend son amendement n° 1 rectifié (p. 751, 752, 753). — **Projet de loi relatif au corps des commissaires de l'air** [7 juillet 1960] (p. 783).

**Projet de loi de finances pour 1961.** — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1789). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [21 novembre 1960] (p. 1817). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1854). — Articles [28 novembre 1960] ; Après l'article 94, défend son amendement n° 56 (p. 2115).

**BRAYARD (M. JOSEPH)** [Ain].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [6 octobre 1960].

**BREGEGERE (M. MARCEL)** [Dordogne].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

Proposition de loi portant programme d'expansion agricole et de rénovation foncière [2 février 1960] (n° 145).

**Question orale :**

**M. Marcel Brégégère** appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur les conséquences résultant des récentes gelées dans un certain nombre de départements, et notamment dans le département de la Dordogne ; il lui signale que, malgré de très nombreuses et répétées protestations, jusqu'à ce jour aucune disposition n'a été prise par les pouvoirs publics en ce qui concerne la protection indispensable des exploitations agricoles ; et lui demande : 1° quelles dispositions particulières il compte prendre pour doter enfin notre agriculture d'un moyen efficace pour assurer la sécurité et la survie des exploitations ; 2° si un projet créant une caisse nationale contre les calamités agricoles ne pourrait pas être ajoutée aux projets gouvernementaux actuellement en discussion devant le Parlement [3 mai 1960] (p. 132). — Réponse [7 juin 1960] (p. 266).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale (n° 132) (*cf. supra*) [7 juin 1960] (p. 266, 267). — **Projet de loi d'orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 468). — Discussion des articles ; art. 4 : soutient l'amendement de M. Sempé (p. 506) ; art. 35 *bis* (nouveau) : intervient en faveur du texte de la commission (p. 588).

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960] ; à l'article 1106-9 du code rural : approuve le sous-amendement (n° 92) de M. Brousse (p. 1321). — Discussion du projet de **loi de finances pour 1961.** — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1906). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2173, 2174). — Article 19 nouveau (p. 2199). — Deuxième lecture du projet précédent [14 décembre 1960] (p. 2377, 2378).

**BROUSSE (M. MARTIAL)** [Meuse].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [6 octobre 1960]. — *Membre de la commission supérieure des prestations familiales agricoles* [16 décembre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'assurance vieillesse agricole et à la réparation des accidents du travail agricole* [16 juin 1960] (n° 197).

*Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille* [déposé le 28 septembre 1960, annexé à la séance du 25 juillet 1960] (n° 335). — *Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relatif aux*

*assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille* [1<sup>er</sup> décembre 1960] (n° 79).

**Interventions :**

**Projet de loi d'orientation agricole** [28 juin 1960]. — Défend son amendement (n° 113) rectifié sur le statut de la coopération (p. 587). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion générale (p. 603 et 604). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles ; art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Brajeux (p. 753). — **Projet de loi relatif aux pouvoirs des inspecteurs et des contrôleurs des lois sociales en agriculture** [18 juillet 1960] ; discussion générale (rapport) (p. 924). — Art. 19 ; amendement n° 1 (p. 920). — **Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse agricole** [18 juillet 1960] ; discussion générale ; rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 926) ; art. 1<sup>er</sup>, amendement n° 1 ; art. 2, amendement n° 2 (p. 927). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales**, deuxième lecture [18 juillet 1960]. — Art. 17, amendement n° 8 (p. 933) ; prend la parole lors de l'intervention de M. Alain Pôher sur les propositions de la conférence des présidents du 21 juillet 1960 (p. 1050).

En qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales sur le projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [13 octobre 1960] (p. 1247, 1248 et 1250, 1251). — Dans la discussion des articles du même projet [19 octobre 1960] : sur l'article 1106-5 du code rural, défend son amendement (n° 18) au nom de la commission des affaires sociales (p. 1295) ; approuve l'amendement (n° 88), de M. Hector Dubois (p. 1296) ; sur l'amendement (n° 74) de M. Soudant (p. 1301, 1302) ; s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Kistler (p. 1303) ; s'oppose à l'amendement (n° 39) de M. Rochereau, ministre de l'agriculture, sur l'article 1106-8 du code rural (p. 1305). — A l'article 1106-9 du code rural [20 octobre 1960] : son amendement (n° 23) (p. 1319) ; son sous-amendement (n° 92) à l'amendement (n° 90) du Gouvernement (p. 1320) ; accepte le sous-amendement (n° 91) de M. Abel-Durand au même amendement (p. 1322). — A l'article 1106-11 du code rural ; son amendement (n° 29) (p. 1322) ; repousse l'amendement (n° 45) de la commission des affaires économiques (p. 1323) ; son amendement (n° 25) (p. 1323). — A l'article 1106-1 : son amendement (n° 1) (p. 1324) ; son amendement (n° 2) (p. 1324) ; son amendement (n° 3) (p. 1326) ; son amendement (n° 4) (p. 1327) ; accepte les amendements (n° 41 et 68) à l'article 1106-2 du code rural (p. 1327) ; soutient son amendement (n° 6) au paragraphe 3° (p. 1327) ; propose au même paragraphe un amendement (n° 7) (p. 1237 et 1328) ; propose par amendement (n° 8) de compléter *in fine* l'alinéa c du même article (p. 1328) ; propose par son amendement (n° 9) de remplacer l'alinéa d du même article (p. 1329) ; après déclaration d'irrecevabilité de cet amendement, se rallie à l'amendement (n° 61 rectifié) de M. Grand (p. 1330) ; soutient son amendement (n° 10 rectifié) au même article ; puis le retire (p. 1332) ; soutient l'amendement (n° 69) de MM. Bouvard et Lachomette (p. 1332) et l'amendement (n° 11) au paragraphe III du même article (p. 1332) ; retraits de cet amendement (p. 1333) ; retire son amendement (n° 12) à l'article 1106-3 du code rural (p. 1333) ; s'oppose à l'amendement (n° 39) de M. Dutoit ; défend son amendement (n° 13) ; retire son amendement (n° 14) (p. 1334) ; donne un avis favorable à l'amendement (n° 81) de M. Soudant (p. 1334) ; défend son amendement (n° 15 rectifié) au paragraphe 2° du même article (p. 1334) ; puis propose de le modifier (p. 1335) ; soutient son amendement (n° 16 rectifié) (p. 1335) ; propose par amendement (n° 17) d'ajouter un article 1106-3 *bis* (nouveau) au code rural (p. 1335) ; soutient son amendement (n° 19 rectifié) à l'article 1106-6 du code rural (p. 1336) ; et son amendement (n° 21 rectifié) à l'article 1106-7 du code rural (p. 1336 et 1337) ; propose par son amendement (n° 27) une nouvelle rédaction de l'article 3 (p. 1338) ; et reprend à son compte la deuxième partie de l'amendement (n° 49) de M. du Halgouët (p. 1339) ; accepte l'amendement (n° 47) de M. Bajeux à l'article 4 (p. 1339) ; défend son amendement (n° 28) à l'article 4 *bis* (nouveau) ; accepte l'amendement (n° 50) de M. du Halgouët au même article ; accepte l'amendement (n° 63) de M. Marie-Anne à l'article 4 *quater* (nouveau) (p. 1340) ; laisse l'assemblée juge sur l'amendement (n° 64) de M. Mokrane (p. 1340) ; repousse l'amendement (n° 40) de M. Dutoit à l'article 6 (nouveau) (p. 1341) ; soutient son amendement (n° 29 rectifié) au même article (p. 1341) ; laisse le Sénat juge de l'amendement (n° 73) de M. Ribeyre, repris par M. Descours-Desacres (p. 1341). — Intervient dans la discussion des articles du **projet de loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]. — Article 13 : explique

son vote (p. 164). — **AGRICULTURE** [24 novembre 1960] (p. 1915). — Intervient comme rapporteur de la commission des affaires sociales dans la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2230). — Discussion des articles. — Son amendement (n° 1) à l'article 1<sup>er</sup> (p. 2233); son amendement (n° 2) à l'article 1106-2 du code rural (p. 2233); son amendement (n° 3) au même article (p. 2234); son amendement (n° 4) à l'article 1106-3 du code rural (p. 2234); son amendement (n° 5) à l'article 1106-3 bis du code rural (p. 2235). — Intervient sur l'amendement (n° 18 rectifié) de MM. Hamon, Errecart, Tinant et Soudant relatif à l'article 1106-5 du code rural (p. 2236). — Donne une précision à M. Geoffroy de Montalembert sur cet amendement (p. 2236). — Répond à deux observations présentées sur le même amendement (p. 2237). — Son amendement (n° 6) à l'article 1106-7 du code rural (p. 2238). — Répond à M. Octave Bajeux qui s'oppose à cet amendement (p. 2240). — Répond à une observation de M. Jacques Descours-Desacres (p. 2240). — Son amendement (n° 7) à l'article 1106-7 du code rural (p. 2241); son amendement (n° 8) à l'article 1106-8 du code rural (p. 2242, 2243). — Répond à une observation de M. Etienne Dailly (p. 2244). — Répond à M. le ministre du travail qui a précisé la position du Gouvernement sur cet article (p. 2244, 2245). — Son amendement (n° 9) au même article (p. 2245); son amendement (n° 10) à l'article 1106-9 du code rural (p. 2246); son amendement (n° 11) à l'article 1106-11 du code rural (p. 2246, 2247). — Accepte l'amendement (n° 19 rectifié) déposé par M. Rochereau, ministre de l'agriculture, au nom du Gouvernement, à l'article 1106-6 du code rural (p. 2247); Article 2: demande des précisions au Gouvernement sur cet article (p. 2248); Art. 3: son amendement (n° 12) (p. 2248); Art. 4: son amendement (n° 13) (p. 2249); Art. 6: son amendement (n° 14) (p. 2249). — Seconde délibération. — Son amendement (n° 12 rectifié) (p. 2250 et 2251). — **Assurances sociales des exploitants agricoles** [13 décembre 1960]; rapporteur des conclusions de la commission mixte (p. 2354), Art. 6: son amendement n° 1 (p. 2356).

**BRUN** (M. RAYMOND), [Gironde].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne [7 juin 1960] (n° 181). — *Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [5 juillet 1960] (n° 244). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne [21 juillet 1960] (n° 294).

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi accordant un privilège au fonds forestier national sur les produits des terrains ayant fait l'objet de contrats de reboisement [30 novembre 1960] (n° 72).

#### Interventions :

Projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion générale (p. 308 à 310). — Art. 2: défend les deux amendements de la commission (p. 316 et 317); Art. 3: défend l'amendement de la commission (p. 317); Art. 5: défend l'amendement de la commission (p. 318); Art. 6: défend l'amendement de la commission visant la forme de cet article (p. 318); au même article, défend l'amendement de la commission tendant à assimiler la prime à une plus-value de cession (p. 319 et 320). — Suite de la discussion des articles de ce même projet de loi [14 juin 1960]; art. 7: défend l'amendement de la commission (p. 363); art. 8: au nom de l'amendement, l'art. 7 bis (nouveau) proposé par amendement par le Gouvernement (p. 366); propose par amendement de compléter l'art. 8 (p. 366). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales** [30 juin 1960]. — Observations sur le rappel au règlement formulé par M. Dailly (p. 629). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan, à la discussion du projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 725, 726, 727). — Discussion des articles; art. 1<sup>er</sup>: défend ses amendements n° 31 (p. 735); n° 32 (p. 736); n° 33 (p. 736, 737); défend son amendement n° 34 (p. 738); le maintient (p. 739); Art. 2: défend son amendement n° 35 (p. 742); art. 3: retire son amendement n° 36 (p. 743); art. 4:

retire son amendement n° 37 (p. 745); défend ses amendements n° 37 (p. 745) et n° 39 (p. 746); art. 5: défend ses amendements n° 40 (p. 755); n° 41 rectifié bis (p. 755); Art. 7: défend son amendement n° 42 (p. 757). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [22 juillet 1960]; discussion générale (p. 1082). — Discussion des articles; art. 3: accepte l'amendement n° 4 de M. Dailly (p. 1083); art. 7: déclare irrecevable l'amendement n° 7 de M. Fosset (p. 1083); art. 7 A: prend la parole sur l'amendement n° 6 de M. Dailly (p. 1084); art. 7 bis: défend son amendement n° 1 (p. 1085); art. 7 ter: repousse l'amendement n° 3 de M. Dailly (p. 1086); défend son amendement n° 2 (p. 1088); art. 7 quater: accepte l'amendement n° 5 de M. Dailly (p. 1089). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à la **prime spéciale de transport** [25 mai 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1144).

Projet de **loi de finances pour 1961**. — **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS** [23 novembre 1960]; défend l'amendement (n° 46 rectifié) de M. Portmann, tendant à insérer un article additionnel après l'article 107 (p. 1866). — **MARINE MARCHANDE** [23 novembre 1960] (p. 1883). — Projet de loi relatif au **privilège du fonds forestier national** [9 décembre 1960]. — Discussion générale. — Rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2312).

**BRUNHES** (M. JULIEN) [Seine].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 55-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1960]. — *Est élu membre* de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la Réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'institution d'un supplément à la prime mensuelle spéciale de transport [22 juillet 1960] (n° 320).

#### Interventions :

Conclusions d'une commission mixte paritaire sur la **loi de finances modificative pour 1960** [25 juin 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1151).

Projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1480). — Projet de **loi de finances pour 1961**. — **DÉPENSES MILITAIRES, SECTION AIR** [26 novembre 1960] en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (p. 2015). — **INTÉRIEUR (suite)** [28 novembre 1960]; sur l'article 78 bis; (p. 2056); sur l'amendement n° 55 au même article (p. 2057). — Articles: Art. 87: défend son amendement n° 85 (p. 2109-2110).

**BRUYAS** (M. FLORIAN) [Rhône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — *Est élu membre* de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la Réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

#### Interventions :

Proposition de loi tendant au **renouvellement de certains baux** [16 juin 1960]. Se rallie à l'art. additionnel 4 bis (nouveau) proposé par M. Pinton (p. 414).

Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960] (p. 2231-2232).

**BURGAT** (M. GABRIEL) [Bône].

*Est élu membre* du conseil supérieur de la promotion sociale en Algérie [7 juin 1960].

*Est élu membre* de la commission chargée d'étudier la modernisation de l'agriculture [22 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Budget de l'Algérie pour 1961.** — Discussion générale [25 novembre 1960] (p. 1955). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2424).

**BURON (M. ROBERT), Ministre des travaux publics et des transports** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Est entendu dans la discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande** [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 148). — Discussion des articles. — Art. 9 (p. 150); art. 21 (p. 151). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux dispositions transitoires destinées à pallier, en matière de pensions, les conséquences de l'**abaissement de la limite d'âge des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées** [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 151). — Prend la parole au cours du débat sur la question orale avec débat de M. Pinton, relative aux **liaisons intérieures aériennes** [14 juin 1960] (p. 361, 362). — Est entendu au cours de la discussion du projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant **code du travail maritime** et celle du 17 décembre 1926 portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande** [16 juin 1960] (p. 396). — Répond à la question orale de M. Jean Nayrou (n° 153) relative à la situation des **agents des ponts et chaussées** [21 juin 1960] (p. 425). — Répond aux questions orales de MM. Georges Dardel et Georges Marrane (n° 165 à 169) relatives aux **sanctions prises contre des agents de la R. A. T. P.** [28 juin 1960] (p. 547). — Intervient dans la discussion générale du projet de loi instituant un supplément à la **prime de transport** [22 juillet 1960] (p. 1103 à 1106).

#### Interventions :

Question orale de M. Ribeyre relative à l'**équipement touristique des communes économiquement faibles** [11 octobre 1960] (p. 1238). — Question orale (n° 211) de M. Joseph Raybaud relative à l'**encouragement à la navigation de plaisance** [25 octobre 1960] (p. 1352-1353). — Projet de **loi de finances pour 1961.** — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1847, 1858, 1862, 1863 et 1865), demande le retrait de l'amendement (n° 46 rectifié) de M. Portmann tendant à insérer un article additionnel après l'article 107 (p. 1866). — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [23 novembre 1960] (p. 1873). — MARINE MARCHANDE [23 novembre 1960] (p. 1883, 1886 et 1887).

**BURRET (ROBERT)** [Hautes-Pyrénées].

Remplace M. Antoine Béguère, décédé [27 octobre 1960] (p. 1408).

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [3 novembre 1960] (p. 1441).

## C

**CAPELLE (M. OMER)** [Somme].

*Est élu membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**CARCASSONNE (M. ROGER)** [Bouches-du-Rhône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi*, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-239 du 4 février 1959 sur la notification des sous-locations [10 mai 1960] (n° 165).

Reprend, conformément au 3° alinéa de l'article 28 du règlement, sa *proposition de loi* tendant à instituer au cours de la procédure de divorce, tant en première instance qu'en appel, un conseil désigné à l'effet de donner son avis sur l'attribution du droit de garde et à proposer toutes mesures dans l'intérêt de l'enfant. (N° 70 [1958-1959].) [27 octobre 1960] (n° 25).

#### Question orale avec débat :

**M. Roger Carcassonne** demande à *M. le ministre de l'intérieur* les mesures urgentes qu'il compte prendre pour éviter la destruc-

tion totale par le feu de la forêt méridionale qui, malgré de nombreuses protestations auprès des pouvoirs publics, n'a pu obtenir à ce jour des moyens suffisants de protection [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Question orale avec débat, de M. Antoine Courrière (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocations aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 694). — Projet de loi portant modification de certaines dispositions du **code de la nationalité** [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : Demande des éclaircissements à M. le Secrétaire d'Etat (p. 1021); demande le renvoi du texte (p. 1023). — Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 4 février 1959 sur la **notification des sous-locations** (p. 1124) [23 juin 1960]. — Répond à une communication du Gouvernement [25 juin 1960] (p. 1148 et 1149).

Projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1479-1480). — Projet de **loi de finances pour 1961.** — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1925). — R. T. F. [28 novembre 1960] (p. 2095-2096).

**CARDOT (Mme MARIE-HÉLÈNE)** [Ardennes].

*Est élu membre* du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés. [28 juin 1960].

*Est nommée membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

En qualité de vice-président, préside : la séance du 17 mai 1960; la séance du 16 juin 1960 (soir); la séance du 23 juin 1960 (matin et fin de l'après-midi); la séance du 29 juin 1960 (après-midi); les séances du 5 juillet 1960 (matin et après-midi); la séance du 12 juillet 1960 (matin); la séance du 25 juillet 1960 (matin); la séance du 25 octobre 1960; la deuxième séance du 8 novembre 1960; la dernière partie de la séance du 18 novembre 1960; la dernière partie de la deuxième séance du 21 novembre 1960; la première partie de la séance du 23 novembre 1960 (matin); la première séance du 26 novembre 1960; une partie de la deuxième séance du 26 novembre 1960; la première séance du 16 décembre 1960.

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi*, tendant à modifier la loi du 21 septembre 1951, concernant l'ordre des géomètres experts et son adaptation en faveur des victimes de guerre [19 mai 1960] (n° 172). — Retrait [29 juin 1960] (p. 609). — *Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies le 2 décembre 1949 [21 juillet 1960] (n° 311).

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 51-1110 du 21 septembre 1951 concernant l'ordre des géomètres experts et son adaptation en faveur des victimes de guerre [1<sup>er</sup> décembre 1960] (n° 73).

#### Interventions :

Projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la **répression de la traite des êtres humains** et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies le 2 décembre 1949 [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1060 et 1061).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960], à l'article 1106-1 du code rural : son amendement (n° 79) (p. 1326). — Projet de **loi de finances pour 1961.** — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1637). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 1684 et 1692). — Discussion des articles (p. 1693). — S'oppose à l'amendement n° 35 du Gouvernement (p. 1694). — Intervient au sujet du crédit du titre IV (p. 1694). — Article 54 : défend l'amendement n° 39 (p. 1695). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1817). — Discussion des articles. — Sur le ramassage scolaire (p. 1826). — R. T. F. [28 novembre 1960] (p. 2097).

**CARRIER (M. MAURICE)** [Français établis hors de France].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, rela-

tive à l'accèsion des travailleurs français non salariés du Maroc et de la Tunisie aux régimes d'allocation vieillesse et d'assurance-vieillesse [13 juillet 1960] (n° 275) ; *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accèsion des membres du cadre auxiliaire de l'enseignement français à l'étranger au régime de l'assurance volontaire pour le risque vieillesse [21 juillet 1960] (n° 308).

#### Interventions :

Proposition de loi relative à l'accèsion des **travailleurs français non salariés du Maroc et de la Tunisie** aux régimes d'allocation vieillesse et d'assurance vieillesse (rapporteur) [18 juillet 1960] (p. 918). — Projet de loi relatif à la **protection médicale du travail agricole** [18 juillet 1960] rapporteur de la commission des affaires sociales. — Discussion générale (p. 922). — Article unique : amendement n° 1 ; amendement n° 2 ; amendement n° 3 (p. 923) ; amendement n° 4 ; amendement n° 5 (p. 924). — Projet de loi relatif à l'accèsion des **membres du cadre auxiliaire de l'enseignement français à l'étranger** au régime de l'assurance volontaire pour le risque vieillesse [23 juillet 1960]. — Comme rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 1125 et 1126). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à la **prime spéciale de transport** [25 juillet 1960]. — Dans la discussion générale en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Le Basser (p. 1143 à 1145). — Sur l'article 3 (amendement n° 1) (p. 1146).

Projet de loi de finances pour 1961 [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1670). — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1731). — Charges communes [28 novembre 1960] (p. 2040 et 2041). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [8 décembre 1960] ; Art. 8 octies : amendement n° 1 (p. 2290).

#### CHAMPEIX (M. MARCEL) [Corrèze].

*Est nommé vice-président* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi de finances pour 1961. — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1788). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960] (p. 2171-2172). — Discussion générale : Art. 4 (p. 2188-2189) (3<sup>e</sup> amendement) ; Art. 7 (amendement n° 9) (p. 2190) ; Art. 14 (amendement n° 45) (p. 2193-2194) ; Art. 15 (amendement n° 10) (p. 2196 et suiv.). — Ensemble du projet de loi (p. 2200). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [8 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2282).

#### CHAMPLEBOUX (M. MICHEL) [Puy-de-Dôme].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz [19 juillet 1960] (n° 284).

#### Question orale :

**M. Michel Champleboux** demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il est exact, selon certaines informations, qu'il serait envisagé de ramener progressivement, pour le bassin houiller d'Auvergne, la quantité annuelle des extractions de 1.130.000 tonnes en 1960 à 600.000 tonnes en 1965, et, dans l'affirmative, lui demande : 1° si, parallèlement à ce projet, un plan précis a été établi pour régler le problème de l'utilisation de la main-d'œuvre qui sera ainsi privée de travail ; 2° s'il est possible d'en connaître les principales dispositions, et notamment : a) en particulier celles envisagées pour garantir, sans transfert de population, le plein emploi de ces travailleurs ; b) en général, les mesures qu'il compte prendre pour régler le problème social et humain que posera une telle situation [7 juillet 1960] (n° 200). — Réponse [18 octobre 1960] (p. 1267).

#### Interventions :

Projet de loi portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la **nationalisation de l'électricité et du gaz** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1052). — Discussion de l'article unique : prend la parole sur son amendement n° 2 (p. 1054) ; le maintient (p. 1055).

Sa question orale (n° 200) [18 octobre 1960] (p. 1267-1268). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — INDUSTRIE [18 novembre 1960]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE [19 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1716).

#### CHARPENTIER (M. MAURICE) [Loiret].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**CHATENET (M. PIERRE) Ministre de l'intérieur** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 28 mai 1959).

Répond à la question orale de M. Nayrou (n° 116) relative à la **sécurité des personnes résidant en aval des barrages** [3 mai 1960] (p. 124). — Est entendu dans la discussion des propositions de loi : 1° de MM. Bernard Lafay, Edmond Barrachin, Edouard Bonnefous, André Boutemy, Julien Brunhes, Etienne Dailly, Charles Fruh, Maurice Lalloy et Jean-Louis Vigier tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du **district de la région de Paris** ; 2° de MM. Waldeck L'Huillier, Jacques Duclos, Georges Marrane, Raymond Guyot, Camille Vallin, Mme Renée Dervaux, M. Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris ; 3° de MM. Maurice Coutrot, Georges Dardel Pierre Métayer et des membres du groupe socialiste tendant à reporter à une date ultérieure l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 173). — Amendement n° 9 à l'article 1<sup>er</sup> (p. 191) ; amendement n° 1 à l'article 1<sup>er</sup> (*ibid.*) ; amendement n° 4 (p. 194) ; amendement n° 5 (p. 195) ; amendement n° 6 (p. 196) ; amendement n° 10 (p. 197) ; amendement n° 7 (p. 198). — Répond aux questions orales : de M. Lafay (n° 138) relative à la lutte contre le **terrorisme en métropole** [7 juin 1960] (p. 270) ; de M. Dumont (n° 140) sur l'**activité des réseaux de soutien du F. L. N.** en métropole [7 juin 1960] (p. 271). — Répond le 19 juillet 1960 aux questions orales n° 178 de MM. Raymond Guyot sur l'interdiction du « **Congrès national pour la paix en Algérie** » (p. 945) et n° 185 de M. Edouard Bonnefous sur la **pollution des eaux de la Seine** (p. 946).

#### Interventions :

Adresse de sympathie aux victimes des **inondations** [4 octobre 1960] (p. 1198). — Question orale de M. Marius Moutet sur la **pollution des rivières** (n° 201) [18 octobre 1960] (p. 1262). — Question orale de M. Raybaud sur la **distribution d'eau et les travaux d'assainissement** (n° 197) [18 octobre 1960] (p. 1263). — Question orale de M. Audy sur le versement des communes pour les **retraites de leurs anciens agents auxiliaires** (n° 209) [18 octobre 1960] (p. 1265). — Question orale de M. Camille Vallin sur la validité de la garantie financière donnée à l'**association diocésaine de Lyon** par le conseil général du Rhône (n° 251) [15 novembre 1960] (p. 1546). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1794). — Discussion des articles. — Répond à propos des amendements n° 47 et 49 (p. 1797). — Art. 78 bis : s'en remet à la sagesse du Sénat à propos de l'amendement n° 48 (p. 1800), puis intervient à propos de l'amendement de M. Nayrou (p. 1801). — Art. 25 [28 novembre 1960] ; répond à M. Guy Petit (p. 2058). — Question orale de M. Waldeck L'Huillier sur le **district de Paris, les districts urbains et syndicats intercommunaux** (n° 257) [6 décembre 1960] (p. 2210). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960] ; Art. 9 : état A, amendement n° 7 (p. 2294). — Proposition de loi relative au **captage des eaux du val de Loire** [9 décembre 1960] (p. 2325).

#### CHAUVIN (M. ADOLPHE) [Seine-et-Oise].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 juin 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi instituant une redevance d'équipement [29 juin 1960] (p. 228).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'une bourse d'échanges de

logements [25 octobre 1960] (n° 18). — **Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant création d'une bourse d'échanges de logements** [30 novembre 1960] (n° 70).

#### Questions orales :

**M. Adolphe Chauvin** expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* dans quelles conditions déplorables se sont trouvés placés un certain nombre de candidats au baccalauréat dans la région parisienne, du fait de l'éloignement de l'établissement où ils furent convoqués pour passer les épreuves écrites de cet examen, et lui demande quelles mesures il compte prendre pour que de telles situations ne se présentent plus et afin que ses services s'efforcent dans l'avenir de trouver des solutions plus raisonnables [30 juin 1960] (n° 192). — Réponse [12 juillet 1960] (p. 841).

**M. Adolphe Chauvin** demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* s'il est exact que plus de 8.000 enfants de la région parisienne n'ont pu être accueillis, pour l'année scolaire 1960-1961, dans des établissements d'enseignement technique, par suite de pénurie de locaux et, dans l'affirmative, quelles dispositions il entend prendre afin d'éviter, pour la prochaine année scolaire et les suivantes, une situation aussi catastrophique tant pour l'avenir des enfants que pour l'avenir du pays [22 septembre 1960] (n° 222). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1364 à 1366).

#### Interventions :

Propositions de loi : 1° de MM. Bernard Lafay, Edmond Barachin, Edouard Bonnefous, André Boutemy, Julien Brunhes, Etienne Dailly, Charles Fruh, Maurice Lalloy et Jean-Louis Vigier, tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du district de la région de Paris ; 2° de MM. Waldeck L'Huilier, Jacques Duclos, Georges Marrane, Raymond Guyot, Camille Vallin, Mme Renée Dervaux, M. Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris ; 3° de MM. Maurice Coutrot, Georges Dardel, Pierre Métayer et des membres du groupe socialiste, tendant à reporter à une date ultérieure l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 181) ; amendement n° 6 (p. 196). — **Projet de loi d'orientation agricole** [28 juin 1960]. — Explique son vote sur l'article 26 (p. 585). — **Projet de loi instituant une réserve d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 805, 806, 807). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement (n° 1) (p. 810) ; se rallie à l'amendement (n° 13) du Gouvernement (p. 811) ; demande au Gouvernement de préciser sa position (p. 812, 813) ; répond à M. Gregory (p. 813). — Art. 2 : répond à une question de M. Edgard Pisani (p. 814) ; répond à une observation de M. Edgard Pisani sur l'amendement (n° 13) du Gouvernement (p. 815). — Art. additionnel 2<sup>ter</sup> : défend son amendement (n° 4) (p. 816) ; répond à M. Edgard Pisani sur l'amendement (n° 4) (p. 816). — Art. 3 à 6 : défend ses amendements n° 5, 6, 7 et 8 tendant à supprimer ces articles (p. 816). — Art. 7 : ne soutient pas son amendement (n° 9) et se rallie à l'amendement (n° 15) du Gouvernement (p. 816). — Art. 9 : défend son amendement (n° 10) (p. 817). — Art. 10 : ne soutient pas son amendement (n° 11) et se rallie à l'amendement (n° 16) du Gouvernement (p. 817). — Art. 11 : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée au sujet de l'amendement (n° 17) de MM. Jozeau-Marigné et Delalande (p. 818) ; répond à M. Jacques Marette (p. 818) ; propose une modification à l'article 11. — Réponse de M. le Ministre de l'éducation nationale à sa question orale (n° 192) relative à l'organisation du baccalauréat dans la région parisienne [12 juillet 1960] (p. 842). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7<sup>ter</sup> : prend la parole sur l'amendement n° 3 de M. Dailly (p. 1087). — **Projet de loi instituant un supplément à la prime de transport.** — Art. 1<sup>er</sup> : amendement n° 15 (p. 1107).

Sur sa question orale (n° 222) relative à la pénurie de locaux dans l'enseignement technique [25 octobre 1960] (p. 1364 à 1366). — **Projet de loi portant création d'une bourse d'échanges de logements** [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des lois (p. 1396 et 1397) : Art. 1<sup>er</sup> : observation sur l'amendement n° 1 (p. 1401) ; observations sur l'amendement n° 6 (p. 1402) ; Art. 1<sup>er</sup> bis :

observations sur les amendements n° 2 et 8 (p. 1403) ; Art. 3 : défend son amendement n° 3 (p. 1403) ; Art. 5 : défend son amendement n° 4 (p. 1403 et 1404) ; Art. 6 : observations sur l'amendement n° 7 (p. 1404) ; Art. 10 : défend son amendement n° 5 (p. 1405). — **Projet de loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 1648 et 1649). — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1738). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1793). — Deuxième lecture du projet de loi portant création d'une bourse d'échanges de logements [6 décembre 1960] (p. 2221). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 2222).

#### CHAZALON (M. ANDRÉ) [Loire].

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [6 octobre 1960].

#### Intervention :

Question orale avec débat de M. Bardol (n° 40) relative à la situation de l'industrie charbonnière française [21 juin 1960] (p. 441, 442).

#### CHENOT (M. BERNARD), Ministre de la santé publique et de la population (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond à la question orale de M. Edouard Le Bellegou concernant la répartition entre l'Etat et les collectivités locales des dépenses de lutte contre le cancer (n° 136) [17 mai 1960] (p. 207) ; à la question orale de M. Charles Suran relative aux émanations de l'usine de cellulose de Saint-Gaudens (n° 137) [17 mai 1960] (p. 208) ; à la question orale de M. Bernard Chochoy sur le bénéfice de l'allocation-logement (n° 141) [17 mai 1960] (p. 208) ; à la question orale de M. Marcel Molle relative à l'instruction des projets d'adduction d'eau (n° 157) [21 juin 1960] (p. 426) ; à la question orale de M. Etienne Dailly relative à la présidence des commissions cantonales d'admission à l'aide sociale (n° 161) [28 juin 1960] (p. 546). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'une école de la santé publique [7 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 785). — Discussion des articles. — Art. 2 : accepte l'amendement (n° 1) de M. Bernard Lemarié (p. 791). — Art. 3 : repousse l'amendement (n° 2) de M. Bernard Lemarié (p. 791-792). — Art. 4 : accepte l'amendement (n° 4) de M. Bernard Lemarié (p. 793). — Accepte le sous-amendement (n° 5 rectifié) de M. Bernard Chochoy (p. 793). — Prend part à la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1035). — Discussion de l'article unique : prend la parole sur l'amendement n° 1 de M. Pauzet défendu par M. Gregory (p. 1043) ; accepte l'amendement n° 2 de M. Henriot (p. 1044) ; demande à M. Henriot de retirer son amendement n° 3 (p. 1045) ; demande à M. Dutoit, qui a repris à son compte l'amendement, de vouloir bien le retirer (p. 1045) ; répond aux questions posées par MM. Courrière et Verneuil (p. 1046) ; répond à deux questions de M. Dulin concernant les alambics et les bouilleurs de cru (p. 1047). — Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 2 décembre 1949 [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1059). — Apporte des précisions sur la portée exacte du projet (p. 1061).

#### Interventions :

Sur la question orale (n° 23) de M. Naveau relative à l'addition aux margarines de substances chimiques et aromatiques [25 octobre 1960] (p. 1366-1367). — Sur les questions orales concernant l'immersion de déchets radioactifs [3 novembre 1960] (p. 1440). — **Projet de loi de finances (2<sup>e</sup> partie) pour 1961** [17 novembre 1960]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1639 à 1642). — Proposition de loi relative à la situation de certains gynécologues accoucheurs [9 décembre 1960] (p. 2327).

#### CHEVALIER (M. ROBERT) [Sarthe].

*Est nommé secrétaire de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960]. — *Est nommé membre suppléant de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence* [13 octobre 1960].

#### CHEVALLIER (M. PAUL) [Savoie].

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation* [6 octobre 1960]. — *Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes* [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi relatif à la création de **parcs nationaux** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 761).

Discussion des articles du projet de **loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]. — Légion d'honneur et ordre de la Libération (p. 1657 et 1658). — Monnaies et médailles [28 novembre 1960], comme rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (p. 2053 et 2054). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]; Art. 17 nouveau (p. 2199).

**CHEVIGNY** (M. PIERRE DE) [Meurthe-et-Moselle].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Intervention :**

S'oppose à la motion préjudicielle visant le projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1517 à 1519).

**CHOCHOY** (M. BERNARD) [Pas-de-Calais].

*Est élu membre* de la commission centrale de classement des débits de tabac [3 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1960]. — *Est élu membre* de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la Réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi portant création d'une école nationale de la santé publique [6 juillet 1960] (n° 245).

**Questions orales :**

**M. Bernard Chochoy** rappelle à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que le Conseil constitutionnel a décidé que les dispositions de l'article 15 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 n'ont pas le caractère réglementaire; dans ces conditions, le Gouvernement se doit de déposer, le plus rapidement possible, un projet de loi tendant à maintenir le bénéfice de l'allocation logement aux ménages ayant un enfant âgé de plus de cinq ans et de moins de dix ans, qui ont perçu cette allocation depuis le 30 décembre 1958, afin qu'aucun reversement ne puisse être exigé de cette catégorie d'allocataires; il lui demande: 1° dans quels délais le Gouvernement entend procéder au dépôt du projet de loi; 2° s'il profitera de ce texte pour rendre le bénéfice de l'allocation logement aux ménages qui la percevaient avant le 30 décembre 1958 et dont l'enfant a atteint l'âge de cinq ans après le 1<sup>er</sup> janvier 1959; 3° si dans la réforme envisagée de l'allocation logement — réforme sur laquelle la presse vient de donner quelques informations — il sera tenu compte de la situation des ménages qui ont accédé à la propriété ou qui se sont logés dans des conditions normales en comptant sur l'aide de l'allocation logement. La suppression de cette prestation, sur laquelle on leur avait affirmé qu'ils pouvaient compter pour établir l'équilibre de leur budget et payer un loyer élevé, serait une malhonnêteté et ces ménages se trouveraient dans des situations souvent très difficiles [10 mai 1960] (n° 141). — Réponse [17 mai 1960] (p. 208, 209). — **M. Bernard Chochoy** rappelle à **M. le Premier ministre**: que le 1<sup>er</sup> janvier 1959, les loyers des immeubles privés construits avant 1948 ont été augmentés; que le 1<sup>er</sup> juillet 1960, les loyers H. L. M. vont l'être à leur tour; que ces deux augmentations interviennent sans qu'il ait été procédé à la remise en ordre des salaires et de l'allocation logement; que les conséquences de ces majorations ont été à maintes reprises signalées à plusieurs membres du Gouvernement; que leur attention a tout spécialement été attirée sur: a) la nécessité de revaloriser l'allocation compensatrice de loyer aux personnes âgées n'ayant que de faibles ressources; b) l'urgence d'une modification des conditions d'attribution de l'allocation logement dont l'actuelle méthode de calcul est telle que d'importantes majorations de loyer entraînent parfois une augmentation de la prestation que dix-huit mois plus tard; c) la nécessité de rendre l'allocation logement aux jeunes ménages ayant un enfant unique de cinq à dix ans; que la réponse des ministres a, chaque fois, été dilatoire, évoquant les études en cours pour modifier totalement le système de répartition de l'aide au logement; que cette matière est, de l'avis du Conseil constitutionnel (décision du 7 avril 1960), du domaine législatif, mais que le législateur ne peut en prendre l'initiative puisqu'on lui opposera les conséquences financières;

qu'il importe donc que le Gouvernement prépare de toute urgence un projet de loi afin qu'en particulier les locataires H. L. M., dont le pouvoir d'achat est déjà tellement déséquilibré, puissent faire face aux majorations de loyer que les organismes d'habitations à loyer modéré seront tenus de leur appliquer le 1<sup>er</sup> juillet prochain pour respecter la réglementation qui s'impose à eux, et lui demande si le Gouvernement entend déposer ce projet de loi de telle façon qu'il soit discuté par le Parlement avant la fin de la présente session parlementaire [14 juin 1960] (n° 170). — Réponse [12 juillet 1960] (p. 836).

**M. Bernard Chochoy** exprime à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** son vif étonnement de constater que, sous le prétexte de pratiquer une politique d'abaissement du loyer de l'argent, le Gouvernement ait cru bon de s'attaquer aux plus modestes épargnants dont le pouvoir d'achat s'est considérablement amenuisé, en abaissant le taux de l'intérêt servi par les caisses d'épargne. Il lui demande: 1° combien d'actions judiciaires ont été engagées, au cours de l'année 1959, contre des prêteurs réclamant des taux usuraires; 2° quelle est, en 1960, la définition du taux usuraire et son montant; 3° s'il est prévu qu'à brève échéance les collectivités locales pourront bénéficier de prêts à taux réduit de la part de la caisse des dépôts et consignations, car il paraîtrait anormal qu'au moment où l'intérêt servi aux déposants des caisses d'épargne est abaissé, les communes et les départements ne tirent aucun avantage d'une mesure contestable dans son opportunité [8 novembre 1960] (n° 255). — Réponse le 13 décembre 1960 (p. 2336).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale n° 141 [17 mai 1960] (p. 209). — Question orale avec débat de **M. Antoine Courrière** (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocations aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 687, 688, 689). — Projet de loi portant création d'une **Ecole nationale de la Santé publique** [7 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 787, 788, 789). — Discussion des articles. — Art. 3: demande à l'Assemblée d'adopter l'amendement (n° 2) de **M. Bernard Lemarié** (p. 792); retire son amendement (n° 5) (p. 793). — Art. 4: défend son sous-amendement (n° 5 rectifié) (p. 789). — Réponse de **M. le ministre** de la construction à sa question orale (n° 170) [12 juillet 1960] (p. 836, 837). — Projet de **loi de finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 8: observations (p. 854). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 A: prend la parole sur l'amendement n° 6 de **M. Dailly** (p. 1084); répond à l'intervention du ministre de la construction (p. 1085). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de finances rectificative pour 1960** [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 17: prend la parole contre cet article (p. 1094).

Explique son vote sur le projet de loi relatif aux **obligations militaires des mineurs de fond** [3 novembre 1960] (p. 1427). — Projet de **loi de finances pour 1961** [15 novembre 1960] (p. 1559 à 1563). — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION [17 novembre 1960] (p. 1633 et 1634). — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en tant que rapporteur spécial de la commission des finances (p. 1644 à 1647). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960]. — Discussion des articles (p. 1692). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1755). — Discussion des articles. — Art. 28 (p. 1768). — Art. 47 (p. 1771). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1812 et 1824). — **Dispositions relatives à l'adoption**: amendement n° 1 (p. 2224). — Projet de **loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2283). — Droits de douane sur certaines pâtes à papier [9 décembre 1960]; Article unique: amendement n° 1 (p. 2309). — Sa question orale sur le **taux d'intérêt usuraire** et sur les **prêts aux collectivités locales** [13 décembre 1960] (p. 2336).

**CLAIREAUX** (M. HENRI) [Saint-Pierre et Miquelon].

*Est élu membre titulaire* du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) [16 mars 1960]. — *Est désigné comme membre titulaire* du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [7 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Intervention :**

Projet de **loi de finances pour 1961**. — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1990).

**CLAPAREDE (M. EMILE)** [Hérault].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**CLERC (M. JEAN)** [Haute-Savoie].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**COGNIOT (M. GEORGES)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Question orale avec débat de M. Pisani relative au **ramassage scolaire** [14 juin 1960] (p. 350, 351). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 729, 730, 731). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 6 rectifié (p. 735) ; défend son amendement n° 5 (p. 736) ; défend son amendement n° 4 (p. 738) ; le maintient (p. 739). — Art. 2 : défend son amendement n° 7 (p. 740). — Art. 3 : défend son amendement n° 8 (p. 743). — Art. 4 : défend son amendement n° 9 (p. 744). — Art. 5 : défend son amendement n° 10 (p. 749). — Art. 6 : défend son amendement n° 11 (p. 756). — Art. 7 : défend son amendement n° 12 (p. 756, 757). — Observations (p. 757).

**COLIN (M. ANDRÉ)** [Finistère].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1960].

**Interventions :**

**Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 : observations sur le vote de l'article et sur l'ensemble (p. 758) ; sur le procès-verbal [7 juillet 1960] (p. 780-781).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — DÉPENSES MILITAIRES. — ESSENCES ET POUDRES [26 novembre 1960], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (p. 2028). — Discussion sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2422, 2423).

**COPPENRATH (M. GÉRALD)** [Polynésie française].

*Est élu membre suppléant* du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) [16 mars 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**Interventions :**

**Projet de loi d'orientation agricole** [28 juin 1960]. — Art. 37 : défend son amendement n° 91 tendant à supprimer le deuxième alinéa (p. 592).

**Projet de loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]. Art. 14 : explique son vote (p. 1613). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1817). — MARINE MARCHANDE [23 novembre 1960] (p. 1886). — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1989). — **Projet de loi de finances pour 1961**, deuxième lecture [8 décembre 1960] : Art. 14 : amendement n° 10 (p. 2265).

**CORNAT (M. HENRI)** [Manche].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires économiques et du plan (6 octobre 1960).

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi de MM. Georges Bonnet, Jean-Marie Bouloux, Michel Champlébourg, Henri Cornat, Henri Desseigne, Jacques Gadoin, René Jager, Charles Laurent-Thouvery et Pierre de Villoutreys, relative à la fabrication, l'installation, la mise en vente et la vente d'appareils d'utilisation de l'électricité [30 novembre 1960] (n° 71).

**Interventions :**

En qualité de vice-président de la commission des affaires économiques et du plan, dans la discussion générale du projet de loi portant ratification du décret suspendant, jusqu'au 31 mars

1960 inclus, la perception des **droits de douane d'importation applicables à certains produits** [3 novembre 1960] (p. 1417). — En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, dans la discussion générale du projet de loi sur la fabrication, l'installation et la vente des **appareils électriques** [6 décembre 1960] (p. 2212, 2213).

**CORNU (M. ANDRÉ)** (Côtes-du-Nord).

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**Question orale avec débat :**

**M. André Cornu** demande à *M. le Premier ministre*, en raison de la suspension pendant trois mois des travaux parlementaires, de bien vouloir fournir au Sénat, avant le 16 décembre 1960, les explications qui s'imposent à la veille du référendum prévu pour le 8 janvier [1<sup>er</sup> décembre 1960] (n° 79).

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1961**. — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960] ; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (monuments historiques et sites) (p. 1833). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2421, 2422).

**COUDE DU FORESTO (M. YVON)** [Deux-Sèvres].

*Est élu membre suppléant* du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) [16 mars 1960]. — *Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960]. — *Est élu membre* de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Rapport* d'information fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur la compagnie nationale Air France [1<sup>er</sup> décembre 1960] (n° 75).

**Question orale :**

**M. Yvon Coudé du Foresto** expose à *M. le ministre d'Etat*, chargé des affaires culturelles, que l'article VI de la loi de finances, consacré à la publicité routière, prévoit en son paragraphe 3 qu'un décret précisera les conditions d'application de la loi, la définition de l'agglomération et la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi, date qui ne devait pas être postérieure au 1<sup>er</sup> juin 1960. Or, à ce jour, aucun décret d'application n'a été publié. Il en résulte pour toutes les parties intéressées : Etat, compagnies d'affichage, entreprises faisant de la publicité, une incertitude totale quant au domaine d'application de la loi et des risques de conflit innombrables. En conséquence, il lui demande de bien vouloir préciser quand sera pris le décret d'application de l'article VI de la loi de finances et quels seront les délais supplémentaires accordés à ceux qui usent de la publicité routière pour se mettre en règle avec le décret [7 juin 1960] (n° 163). — Réponse [12 juillet 1960] (p. 837).

**Interventions :**

**Projet de loi d'orientation agricole** [28 juin 1960]. — Art. 18 : observations sur les amendements n°s 37 et 65 (p. 560). — Art. 21 : intervient dans la discussion de l'amendement n° 78 de M. Houdet. — Art. 26 : confirme l'irrecevabilité de l'amendement n° 26 de M. Bardol, supprimant les taxes d'abattage (p. 582). — Art. 26 bis (nouveau) : déclare irrecevable l'amendement n° 48 de M. Deguise, proposé en commission par M. Golvan (p. 584). — Art. 35 ter : déclare irrecevable l'amendement n° 59 de M. Pautzet modifiant l'article 679 du code rural (p. 590). — **Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 635-636). — Discussion des articles. — Art. additionnel 3 : défend l'amendement n° 7 de M. Driant (p. 654-655) ; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 718-719). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2 : répond au ministre de l'agriculture lors de la discussion de l'amendement n° 35 de M. Brun (p. 742). — Réponse de M. le ministre d'Etat, chargé des affaires culturelles à sa question orale (n° 163) relative à la publicité routière [12 juillet 1960] (p. 838). — **Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer** (p. 875) [12 juillet 1960]. — **Projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole**

[18 juillet 1960]. — Article unique : amendement n° 4 (p. 923-924). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales** [18 juillet 1960]. — Art. 15 : amendement n° 12 (p. 932). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 24 : amendement n° 16 (p. 995). — Discussion en deuxième lecture, du projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 32 : défend son amendement n° 2 (p. 1016) ; répond à M. Dulin à propos des syndicats de communes (p. 1018) ; demande des précisions à M. le secrétaire d'Etat sur les méthodes de financement (p. 1018) ; retire son amendement à la suite des explications de M. le secrétaire d'Etat (p. 1018 et 1019). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne. [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 *ter* : pose une question à M. le ministre concernant l'amendement n° 3 de M. Dailly (p. 1088). — Conclusions d'une commission mixte paritaire sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1960** [25 juillet 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1151).

**Projet de loi de finances pour 1961** [16 novembre 1960] ; Art. 6 : demande au Gouvernement de définir sa position en matière de taxes affectées (p. 1584) ; Art. 4 : répond à M. le secrétaire d'Etat aux finances (p. 1592). — **SERVICES DU PREMIER MINISTRE** [19 novembre 1960] ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1714). — Discussion des articles (p. 1721 et 1722). — **AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** [23 novembre 1960] ; en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1866 et 1874). — **AGRICULTURE** [24 novembre 1960] (p. 1921 et 1931). — **Charges communes** [28 novembre 1960] (p. 2046). — **R. T. F.** [28 novembre 1960] (p. 2101). — Deuxième délibération [29 novembre 1960] ; Art. 4 et 19 : pose une question au Gouvernement (p. 2133). — Explique son vote sur l'ensemble [29 novembre 1960] (p. 2139 et 2140). — **Réparation des dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2183).

#### COURRIERE (M. ANTOINE) [Aude].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960]. — *Est élu membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960]. — *Membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Antoine Courrière** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux viticulteurs sinistrés par les récoltes gelées l'aide leur permettant, par une augmentation notamment des ressources de la section viticole du fonds national de solidarité agricole, de pallier les difficultés qu'ils connaissent [5 mai 1960] (n° 135). — Reportée le 17 mai 1960 (p. 207). — Réponse [7 juin 1960] (p. 263-264).

**M. Antoine Courrière**, à la suite de bruits tendant à laisser croire que le Gouvernement, contrairement aux promesses faites, limiterait le rétablissement de leur retraite aux seuls anciens combattants de la guerre 1914-1918 âgés de soixante-cinq ans, demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* les mesures qu'il compte prendre pour rétablir dans leurs droits les anciens combattants et tenir les engagements officiellement pris [9 septembre 1960] (n° 219). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1354 à 1359).

**M. Antoine Courrière** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* s'il ne pense pas que l'instruction n° 105, III, D. I., adressée aux directions départementales des contributions indirectes risque de freiner les exportations et s'il n'envisage pas de la modifier pour que cette instruction ne mette pas obstacle à l'activité de nombreux exportateurs [29 septembre 1960] (n° 228). — Réponse [15 novembre 1960] (p. 1539).

#### Questions orales avec débat :

**M. Antoine Courrière** demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour mettre les traitements et salaires en concordance avec le niveau du coût de la vie, plus particulièrement ce qu'il compte faire et dans quels délais : pour accorder aux traitements les augmentations qui s'imposent en

raison de la hausse des prix et revaloriser la fonction publique pour la mettre en harmonie avec le secteur privé ; pour attribuer aux salaires et rémunérations du secteur nationalisé ou para-public les hausses leur permettant de rattraper le retard pris en raison de la non-exécution d'engagements antérieurs ou de la montée du coût de la vie ; pour allouer aux retraités du secteur public, nationalisé ou para-public et aux vieilles et aux vieux bénéficiaires de retraites infimes des augmentations leur permettant de recevoir une rétribution décente ; pour mettre en concordance avec l'accroissement du coût de la vie l'allocation spéciale aux vieux travailleurs et dans tous les cas répartir sur tous les bénéficiaires l'intégralité des recettes budgétaires qui leur avaient été dévolues par la loi (n° 48) [28 avril 1960] (p. 110). — Reportée à une date ultérieure [21 juin 1960] (p. 428). — Discussion [5 juillet 1960].

**M. Antoine Courrière** attire l'attention de *M. le Premier ministre* sur une circulaire adressée par M. le ministre de l'éducation nationale (direction de l'enseignement du premier degré) à MM. les inspecteurs d'académie en date du 9 avril 1960 et ayant pour objet la « fermeture éventuelle d'écoles à faibles effectifs » ; il lui signale que cette circulaire porte notamment : « parmi ces raisons ne doivent pas être retenues les difficultés d'ordre financier invoquées par les communes. Il est bien entendu, en effet, que l'aide de l'Etat et du département est assurée au taux le plus élevé et que la participation qui pourra être demandée aux communes n'excédera pas la dépense obligatoire qui leur était imposée pour l'entretien de l'école » ; il lui demande comment il entend concilier de pareilles assertions avec le respect de l'indépendance et de la liberté des départements et des communes, tel qu'il résulte du paragraphe 2 de l'article 72 de la Constitution [14 juin 1960] (n° 171). — **M. Antoine Courrière** demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer l'assainissement de la situation viticole, accorder aux viticulteurs un prix social pour leur vin et si, dans l'immédiat, il entend s'en tenir exactement aux dispositions du décret du 16 mai 1959 (n° 63) [25 juin 1960] (p. 1146).

#### Interventions :

**Projet de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du titre XII de la Constitution** (nos 167 et 168, 1959-1960) [17 mai 1960] (p. 215). — Motion préjudicielle n° 1. — Réponse du ministre à sa question orale (n° 135) (cf. *supra*) [7 juin 1960] (p. 264). — **Projet de loi tendant à limiter l'usage des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion des articles. — Propose le renvoi de l'article 6 (p. 320). — Intervient à propos de la fixation des travaux du Sénat par la conférence des présidents pour regretter que soit reportée d'une semaine la discussion de sa question orale avec débat relative aux traitements et salaires. — Intervient à propos du report à une date ultérieure de sa question orale (n° 48) [21 juin 1960] (p. 429). — **Projet de loi d'orientation agricole** [23 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement de M. Deguise tendant à une rédaction différente du dernier alinéa (p. 493). — Art. 4 : observations sur l'amendement n° 142 de M. Errecart (p. 508). — Art. 4 *bis* : observations sur l'amendement n° 75 de M. Houdet (p. 513). — Art. 23 : pose une question à M. le rapporteur (p. 577). — Art. 35 *bis* (nouveau) : intervient sur l'amendement n° 51 de M. Deguise concernant la garantie contre les calamités agricoles (p. 588 et 589). — Art. 35 *ter* : appuie l'amendement n° 57 de M. Pautet modifiant l'article 679 du code rural (p. 590) ; intervient au sujet du déroulement ultérieur du débat (p. 593-594) ; proteste contre le retrait du projet de l'ordre du jour de la séance du 29 juin 1960, demandé par le Gouvernement (p. 600). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales** [30 juin 1960]. — Approuve M. Dailly lors du rappel au règlement formulé par ce dernier (p. 613). — Art. 1<sup>er</sup> *ter* (nouveau) : observations sur l'amendement n° 43 (rectifié) de M. Lalloy (p. 615-616) ; Art. 9 : explique son vote sur l'amendement n° 14 de M. du Halgouet (p. 623) ; soutient l'amendement n° 25 de Mme Crémieux (p. 623) ; observations sur l'amendement n° 15 de M. du Halgouet (p. 624). — **Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Observations (p. 630). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : défend l'amendement n° 6 de M. Pams (p. 646). — Art. 2 *bis* (nouveau) : observations à propos de l'amendement n° 3 de M. Lalloy (p. 650) ; reprend, par amendement, le troisième alinéa de l'amendement n° 3 de M. Lalloy (p. 653-654). — Intervient sur le procès-verbal de la séance du 30 juin 1960 [5 juillet 1960] (p. 668). — Discussion de sa question orale avec débat (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocations** aux vieux travailleurs [5 juillet 1960] (p. 678 à 681). — **Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles** [6 juillet 1960]. — Art. additionnel 5 (nouveau) : dépose un amendement n° 10 (p. 718). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Demande le



renvoi à la suite de la discussion (p. 748). — Prend la parole pour un rappel au règlement (p. 750). — Présente des observations sur le compte rendu analytique sommaire [7 juillet 1960] (p. 780). — Discussion de trois projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la **Fédération du Mali** et avec la **République malgache** [11 juillet 1960] (p. 826 et 828). — Projet de **loi de finances rectificative** pour 1960 [1<sup>er</sup> juillet 1960]. — Discussion générale (p. 852). — Discussion des articles. — Art. 16 bis : s'étonne que l'on demande au Sénat de voter l'article 16 bis après l'article 24 (p. 855). — Art. 19 : observations (p. 861). — Art. 16 bis (nouveau) : réservé. — Défend son amendement (n° 4) (p. 865); se rallie à l'amendement (n° 6) de M. Marcel Pellenc (p. 871). — Motion d'ordre [19 juillet 1960] (p. 981). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 5 (p. 985-986). — Art. 26 (p. 996). — Art. 38 (p. 1001). — Projet de loi portant modification de certaines dispositions du **code de la nationalité** [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : demande à M. le Secrétaire d'Etat des précisions concernant le terme « originaires » (p. 1023 et 1025); explique son vote sur le projet de loi (p. 1027). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à **l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [21 juillet 1960]; explication de vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1035). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fileaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion de l'article unique. — Pose à M. Henriot une question concernant son amendement n° 2 (p. 1044); demande des explications à M. le ministre avant le vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1045); répond à M. le ministre (p. 1046). — Prend la parole lors de l'intervention de M. Alain Poher sur les propositions de la conférence des présidents du 21 juillet 1960 (p. 1050); répond à M. le Premier ministre sur le même sujet (p. 1050). — Conclusions de la commission mixte paritaire sur la loi de finances rectificative pour 1960 [25 juin 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1149).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [18 octobre 1960] (p. 1277). — Sa question orale (n° 219) relative au rétablissement de la **retraite des anciens combattants** [25 octobre 1960] (p. 1354 à 1359). — Proposition de résolution tendant à modifier certains articles du **règlement du Sénat** [27 octobre 1960]; Art. 5 : observations sur l'amendement n° 1 de M. Bertaud (p. 1387 à 1388). — Retire de l'ordre du jour sa question orale (n° 228) relative à l'instruction n° 105, III, D. I., adressée aux directions départementales des **contributions indirectes** (p. 1450). — Sa question orale (n° 228) relative au **risque de freinage des exportations** [15 novembre 1960] (p. 1539). — Projet de **loi de finances pour 1961** [16 novembre 1960]; Art. 2 : accepte au nom du groupe socialiste l'amendement (n° 20) présenté par la commission (p. 1589); Art. 4 : accepte au nom du groupe socialiste l'amendement (n° 6) de la commission, tendant à la suppression de l'article (p. 1593).

Suite de la discussion [17 novembre 1960]; Art. 9 : déclare ne pouvoir accepter la répartition faite par le Gouvernement des crédits du fonds d'investissement routier (p. 1606); Art. 13 : intervient sur l'amendement (n° 27) (p. 1611). — Caisse nationale d'épargne (p. 1655 et 1656). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Déclare qu'il votera contre les crédits proposés au titre IV (p. 1694). — Art. 54 : défend le sous-amendement n° 34 rectifié (p. 1695). — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1729, 1738 et 1739). — INFORMATION [21 novembre 1960] (p. 1749 et 1751). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Expose la difficulté devant laquelle son groupe se trouve placé s'agissant de voter l'article 78 bis (p. 1801); juge dangereuse la rédaction de cet article (p. 1802); propose enfin que cet article soit réservé (p. 1802). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (S. N. C. F., R. A. T. P.) (p. 1848 et 1860) et en son nom personnel (p. 1862-1863). — Discussion du **budget de l'Algérie pour 1961** [25 novembre 1960]. — S'oppose à l'amendement (n° 4) présenté par le Gouvernement (p. 1957). — Discussion du projet de **loi de finances pour 1961**. — DÉPENSES MILITAIRES. — SECTION COMMUNE [26 novembre 1960] (p. 2014-2015). — SECTION MARINE [26 novembre 1960], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2020). — INTÉRIEUR (suite) [28 novembre 1960]; Art. 78 bis : défend l'amendement n° 55 (p. 2056-2057); ne votera pas l'article (p. 2057). — Articles [28 novembre 1960]; Art. 107 : défend son amendement n° 15 (p. 2082 et 2084); Art. 97 : défend son amendement n° 68 (p. 2113). — Deuxième délibération [29 novembre 1960]; Art. 4 et 19 : explique le vote de son groupe (p. 2134). — Explications de vote sur l'ensemble [29 novembre 1960] (p. 2138-2139).

Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960] (p. 2231). — Sur la conférence des présidents [8 décembre 1960] (p. 2276). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2425 à 2427).

**COURROY (M. LOUIS)** [Vosges].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Intervention :**

Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales** [30 juin 1960]. — Art. 16 (nouveau) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. du Halgouet (p. 629).

**COUTROT (M. MAURICE)** [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur les propositions de loi : 1° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du district de la région de Paris; 2° de M. Waldeck L'Huillier et plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris; 3° de M. Maurice Coutrot et plusieurs de ses collègues, tendant à une date ultérieure l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant les districts urbains dans les grandes agglomérations, et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [3 mai 1960] (n° 161).

**Interventions :**

Propositions de loi : 1° de MM. Bernard Lafay, Edmond Barrachin, Edouard Bonnefous, André Boutemy, Julien Brunhes, Etienne Dailly, Charles Fruh, Maurice Lalloy et Jean-Louis Vigier, tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du **district de la région de Paris**; 2° de MM. Waldeck L'Huillier, Jacques Duclos, Georges Marrane, Raymond Guyot, Camille Vallin, Mme Renée Dervaux, M. Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris; 3° de MM. Maurice Coutrot, Georges Dardel, Pierre Métayer et des membres du groupe socialiste, tendant à reporter à une date ultérieure l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 172). — Défend l'amendement n° (p. 191); l'amendement n° 3 (p. 192); défend l'amendement n° 4 (p. 193); l'amendement n° 5 (p. 194) (retiré); l'amendement n° 6 (p. 196); l'amendement n° 7 (p. 198); l'amendement n° 8 (p. 198). — Projet de loi tendant à la **limitation de l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [14 juin 1960]. — Art. 7 : soutient l'amendement de M. Dailly (p. 366). — Projet de **loi de finances rectificative** pour 1960 [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 27 : souligne l'insuffisance des crédits (p. 863, 864). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 ter : répond à l'intervention de M. le ministre sur l'amendement n° 3 de M. Dailly (p. 1086 et 1087); intervient à nouveau après les observations présentées par M. Dassaud (p. 1087).

Projet de **loi de finances pour 1961**. — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1759). — Proposition de loi relative au **captage des eaux du val de Loire** [9 décembre 1960] (p. 2319).

**COUVE DE MURVILLE (M. MAURICE)**, **Ministre des affaires étrangères** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

Répond à la question orale de M. Duclos (n° 97) relative aux **mesures prises** par le Gouvernement du Laos **contre d'anciens dirigeants du Pathet-Lao** [7 juin 1960] (p. 265). — Fait une communication sur la politique étrangère du Gouvernement [7 juin

1960] (p. 271, 272, 273). — Répond à la question orale de M. Marilhac (n° 160) relative à la **protection des ressortissants français en Guinée** [5 juillet 1960] (p. 668, 669). — Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la **convention d'établissement** entre la France et les **Etats-Unis d'Amérique** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1055 et 1056). — Répond aux observations présentées par M. Armengaud, par M. le général Petit et par M. Longchambon (p. 1058 et 1059). — Donne lecture d'une communication du Gouvernement (p. 1146 à 1148) [25 juin 1960].

#### Interventions :

Question orale de M. Motais de Narbonne sur le **transfert des cimetières français du Tonkin** (n° 196) [18 octobre 1960] (p. 1265). — Question orale de M. Marius Moutet relative aux **fonctionnaires français détachés auprès des organisations internationales** (n° 210) [18 octobre 1960] (p. 1266). — Dans la discussion générale du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [9 novembre 1960] (p. 1504 à 1506). — **Projet de loi de finances pour 1961** [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1680 et 1682). — Question orale de M. Marius Moutet, relative aux **rapports de l'O. C. E. D. avec le Conseil de l'Europe** (n° 243) [6 décembre 1960] (p. 2216-2217). — Question orale de M. André Armengaud (n° 247) sur la vente des **actifs sidérurgiques de M. A. Krupp Von Bohlen** [6 décembre 1960] (p. 2217). — **Projet de loi autorisant la ratification de traités conclus entre la France et le Cameroun** [14 décembre 1960] (p. 2367).

#### CREMIEUX (Mme SUZANNE) [Gard].

*Est nommée membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — *Membre titulaire* de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [13 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi relatif au remboursement des propriétés rurales** [30 juin 1960]. — Art. 9 : dépose un amendement n° 25 (p. 623) ; dépose un amendement n° 26 (p. 623) ; intitulé, dépose un amendement n° 27 (p. 629, 630). — **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960] ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1046 et 1047).

Questions orales concernant l'**immersion de déchets radioactifs** [3 novembre 1960] (p. 1435). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1806).

## D

#### DAILLY (M. ETIENNE) [Seine-et-Marne].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960]. — *Est élu membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

**Proposition de loi** relative à la situation de certains gynécologues-accoucheurs des hôpitaux de la région sanitaire de Paris [30 novembre 1960] (n° 69).

#### Question orale :

**M. Etienne Dailly** expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que nombre de commissions cantonales d'admission à l'aide sociale sont actuellement dépourvues de présidents. Il lui rappelle que ces commissions revêtant un caractère administratif et non pas juridictionnel, aucun texte ne permet d'affirmer qu'elles doivent obligatoirement être présidées par un magistrat. Il ressort, en effet, des décrets des 29 novembre 1953 et 2 février 1955 qu'elles peuvent être présidées par une personnalité locale, non pourvue d'un mandat électif et réunissant des qualités de compétence et d'impartialité. La nomination de telles personnalités donnerait plus de souplesse au fonctionnement des commissions d'aide sociale et permettrait le rétablissement du siège de ces commissions aux chefs-lieux des cantons, satisfaisant ainsi au désir maintes fois exprimé par les élus

municipaux et départementaux. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour qu'il soit procédé dans les meilleurs délais à de telles désignations [7 juin 1960] (n° 161). — Réponse [28 juin 1960] (p. 546).

#### Interventions :

**Propositions de loi** : 1° de MM. Bernard Lafay, Edmond Barrachin, Edouard Bonnefous, André Boutemy, Julien Brunhes, Etienne Dailly, Charles Fruh, Maurice Lalloy et Jean-Louis Vigier, tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du district de la région de Paris ; 2° de MM. Waldeck L'Huilier, Jacques Duclos, Georges Marrane, Raymond Guyot, Camille Vallin, Mme Renée Dervaux, M. Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris ; 3° de MM. Maurice Coutrot, Georges Dardel, Pierre Métayer et des membres du groupe socialiste, tendant à reporter à une date ultérieure l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 182). — Art. 3 [12 mai 1960] (p. 198). — **Projet de loi tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion générale (p. 311 à 313). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement tendant à substituer « district de Paris » à « région parisienne », puis le retire à la suite des explications du ministre (p. 315). — Intervient sur l'art. 7 [14 juin 1960] (p. 364). — Présente un amendement tendant à compléter l'art. 7 (p. 364, 365). — Défend un amendement tendant à compléter *in fine* l'article 7, prévoyant certaines restrictions (p. 365, 366). — Intervient sur un amendement de la commission à l'art. 8 (p. 367). — **Projet de loi d'orientation agricole** [23 juin 1960]. — Art. 2 bis (nouveau) : observations sur le sous-amendement de M. Sempé (p. 499, 500). — Réponse du Ministre de la santé à sa question orale (n° 161) [28 juin 1960] (p. 546 et 547). — **Projet de loi d'orientation agricole** (28 juin 1960). — Art. 20 ter (nouveau) : défend son amendement (n° 118 rectifié) tendant à modifier cet article (p. 567) ; répond aux observations du rapporteur (p. 567) ; répond aux interventions de M. Marcel Lemaire sur le même amendement (p. 568) ; proteste contre le retrait du projet de l'ordre du jour de la séance du 29 juin 1960, demandé par le Gouvernement (p. 600). — **Projet de loi relatif au remboursement des propriétés rurales** [30 juin 1960]. — Rappels au règlement (p. 613 et 614, 629). — **Projet de loi d'orientation agricole** [5 juillet 1960]. — Art. 24 : fait une observation à propos de ses sous-amendements n°s 119 et 121 (p. 704). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [1<sup>er</sup> juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 16 bis (nouveau) : réservé ; observations (p. 865, 866) : se rallie à l'amendement (n° 6) de M. Marcel Pellenc (p. 871). — **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code de la nationalité** [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : retire son amendement n° 3 rectifié et se rallie à l'amendement n° 2 rectifié de M. Kalb (p. 1021) ; propose une nouvelle rédaction de l'amendement n° 2 (p. 1025). — **Projet de loi portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz** [21 juillet 1960]. — Discussion de l'article unique. — Prend la parole contre l'amendement n° 2 de M. Champeboux (p. 1055). — Demande le renvoi du projet de loi concernant l'**extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** ainsi que du projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de décentralisation industrielle afin que ces deux textes soient discutés en présence du ministre de la construction (p. 1063). — Discussion en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel**, dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 3 : défend son amendement n° 4 (p. 1082). — Art. 7 A : défend son amendement n° 6 (p. 1084) ; répond à l'intervention de M. Chochoy (p. 1084) ; répond à l'intervention de M. le ministre de la construction (p. 1085). — Art. 7 ter : défend son amendement n° 3 (p. 1086) ; répond à l'intervention du ministre sur le même sujet (p. 1086) ; appuie les observations présentées par M. Dassaud (p. 1087). — Art. 7 quater : prend la parole sur son amendement n° 5 (p. 1089). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1960 [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 16 bis A : défend son amendement n° 1 (p. 1095). — **Projet de loi relatif à la prime de transport** [22 juillet 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : son amendement n° 15 (p. 1107-1108). — Troisième lecture du projet de loi d'orientation agricole [25 juillet 1960] sur l'article 24 (p. 1140).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : s'oppose à l'amendement (n° 74) de M. Soudant à l'article 1106-5 du code rural (p. 1300) ; soutient son amendement (n° 88) au même article (p. 1303) ; retire cet amendement (p. 1303) ; sur l'amendement (n° 89) de M. Rochereau à l'article 1106-8 du code rural (p. 1309) ; à l'article 1106-9 du code rural [20 octobre 1960] : s'oppose au sous-amendement (n° 92) de M. Brousse (p. 1320). — **Projet de loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960] ; Art. 14 : explique son vote (p. 1615) ; Art. 51 *quater* [28 novembre 1960] : approuve M. Bernier (p. 2082).

Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** : pose une question à M. le rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (article 1106-8 du code rural) [7 décembre 1960] (p. 2244). — Présente une observation dans la même discussion (p. 2245). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960] ; Art. 9, état A (p. 2292). — Proposition de loi relative à la situation de certains **gynécologues accoucheurs** [9 décembre 1960] (p. 2327).

**DARDEL** (M. GEORGES) [Seine].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Georges Dardel** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* les conditions dans lesquelles ont été prises les sanctions contre divers agents de la R. A. T. P. et dans quelle mesure il considère que ces sanctions sont compatibles avec les principes énoncés dans le préambule de la Constitution de 1946, intégralement repris par la Constitution de 1958 concernant le droit de grève [8 juin 1960] (n° 165). — Réponse [28 juin 1960] (p. 547).

#### Interventions :

Réponse de M. le ministre des travaux publics et des transports à sa question orale (n° 165) [28 juin 1960] (p. 548). — **Projet de loi relatif à l'institution d'un supplément à la prime de transport** [22 juillet 1960] (p. 1101).

**Projet de loi de finances pour 1961** : comptes d'affectation spéciale [28 novembre 1960] ; Art. 39 : sur l'amendement n° 84 rectifié (p. 2069).

**DASSAUD** (M. FRANCIS) [Puy-de-Dôme].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne** [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 *ter* : prend la parole sur l'amendement n° 3 de M. Dailly et répond à l'intervention de M. Coutrot (p. 1087) ; pose une question au Gouvernement sur le même sujet (p. 1088). — **Projet de loi relatif à la prime de transport** [22 juillet 1960] (p. 1105).

**DAVID** (M. Léon) [Bouches-du-Rhône].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Léon David** expose à *M. le ministre de l'agriculture* la situation de très nombreux cultivateurs, et notamment viticulteurs de Provence, dont les récoltes ont été détruites par les gelées des 29, 30 avril et 1<sup>er</sup> mai. Les dégâts atteignent des pourcentages différents suivant les régions, allant jusqu'à 100 p. 100 dans certaines communes. Ils se situent dans les départements des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse et du Var. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour aider les agriculteurs victimes du sinistre [3 mai 1960] (n° 133). — Réponse [10 mai 1960] (p. 166).

**M. Léon David** demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles mesures il compte prendre pour préserver des incendies les collines boisées de Provence et quelles dispositions il envisage pour enrayer l'extension de ces feux en les localisant le plus possible. En effet, la fréquence des feux de forêts, les proportions gigantesques qu'ils prennent, nécessitent tout d'abord une vigilance accrue et des moyens de prévention nouveaux. La disparition graduelle des pinèdes provençales, la menace contre les agglomérations, fermes et villas, l'angoisse des habitants et les dégâts consécutifs au feu ainsi que les dépenses

considérables du fait des déplacements de pompiers, d'hommes de troupe, de matériel de lutte contre l'incendie exigent que soient prises des mesures adéquates en fonction des possibilités modernes de prévention et d'extinction, les mesures actuelles s'avérant insuffisantes [16 août 1960] (n° 215). — *Réponse* [18 octobre 1960] (p. 1271 et 1272).

**M. Léon David** expose à *M. le ministre de l'industrie* que le décret ministériel du 23 juillet 1960, n° 60-717 relatif à la mise à la retraite d'office des mineurs après trente ans de service et sans condition d'âge soulève des protestations ; que certains de ces mineurs ont encore des enfants en bas âge, et notamment ceux qui ont fondé un foyer tardivement pour des raisons majeures, tels les prisonniers de guerre ou déportés ; que dans certaines régions minières, le bassin de Provence par exemple, il n'existe aucune autre industrie permettant à ces mineurs jeunes encore, avec une retraite insuffisante et incomplète, de trouver un autre emploi et, de plus, quelques-uns d'entre eux ont des fils de seize à dix-huit ans sans travail, en raison du non-embauchage des jeunes à la mine et du manque d'industries susceptibles de les employer ; qu'il apparaît juridiquement que cette mesure est arbitraire et porte un préjudice matériel très important à tout ouvrier se trouvant dans ce cas. L'ancienneté dans un emploi demeure toujours dans toute autre industrie que les mines un avantage rétribué par une prime spéciale ou une augmentation de traitement. Les mineurs touchés par ce décret vont perdre toute leur vie de deux à dix ans de revenu-retraite, ce qui représente une perte de 20.000 à 100.000 anciens francs par an. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas normal et juste : 1° que soit attribué aux intéressés le paiement d'une prime au départ ; 2° que l'on fasse entrer dans le décompte de la retraite les années intégrales restant à accomplir à la date de la limite d'âge pour la retraite des intéressés ; 3° que les instructions soient données pour que les mineurs ainsi congédiés obtiennent, ainsi que leurs enfants en âge de travailler, une embauche prioritaire dans les industries pouvant éventuellement se créer dans le bassin de Provence ; 4° enfin, que soit laissée le choix aux mineurs intéressés par le volontariat et qu'une retraite égale aux 66 p. 100 du salaire leur soit accordée [18 octobre 1960] (n° 242). — *Réponse* [15 novembre 1960] (p. 1544 à 1546).

#### Interventions :

**Projet de loi tendant à créer certaines mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme** (3 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : son amendement sur la limitation des bénéficiaires du privilège des bouilleurs de cru (p. 134). — Réponse du ministre à sa question orale (n° 133) [10 mai 1960] (p. 166). — Question orale avec débat de M. Bardol, relative à la situation de l'**industrie charbonnière française** (n° 40) [21 juin 1960] (p. 438, 439). — **Projet de loi d'orientation agricole** [23 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : soutient l'amendement de M. Bardol tendant au relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs et des petites gens (p. 489). — Art. 2 *bis* (nouveau) : observations sur le sous-amendement de M. Sempé à l'amendement de la commission (p. 499). — Art. 5 : défend son amendement n° 4 (p. 518 et 519). — Art. 12 : défend son amendement n° 54 (p. 533). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : prend la parole sur l'amendement n° 1 de M. Bardol (p. 606) ; art. 1<sup>er</sup> *ter* (nouveau) : observations sur l'amendement n° 43 (rectifié) de M. Lalloy (p. 615) ; — Art. 9 : défend son amendement n° 41 rectifié (p. 623) ; retire cet amendement (p. 623).

Sa question orale (n° 215) [18 octobre 1960] (p. 1271). — **Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960] ; soutient l'amendement (n° 37) à l'article 1106-2 du code rural (p. 1318). — Questions orales concernant l'**immersion de déchets radioactifs** [3 novembre 1960] (p. 1437, 1438). — Sa question orale (n° 242) relative à la mise à la **retraite d'office de mineurs** [15 novembre 1960] (p. 1545, 1546). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1815). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2172). — Amendement n° 44 (p. 2187). — Art. 7 (amendement n° 2) (p. 2190) ; Art. 15 (p. 2198).

**DEBRE** (M. MICHEL), **Premier ministre** (cabinet du 8 janvier 1959, complété les 20 janvier, 28 mai, 24 juillet et 24 août 1959, ainsi que les 15 janvier, 5 février et 22 novembre 1960).

Est entendu dans la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, **certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'ad-**

ministration de l'Algérie (3 février 1960). — Discussion générale (p. 24 et 35). — Discussion des articles (p. 37). — Réponses aux explications de vote (p. 40 et 41). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à créer **certaines mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme** (3 mai 1950). — Discussion générale (p. 128). — Discussion des articles (p. 135 et 136). — Discussion générale du projet de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du **titre XII de la Constitution** (n° 167 et 168, 1959-1960) [17 mai 1960]: contre la motion préjudicielle n° 1 (p. 216) [18 mai 1960] (p. 242); sur l'amendement n° 2 [18 mai 1960] (p. 245). — Prend la parole lors de la discussion de la question orale avec débat de M. Antoine Courrière (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocations aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 680, 681, 682, 690, 691, 692, 693, 694, 695). — Demande une suspension de séance [5 juillet 1960] (p. 695). — Prend part à la discussion du projet de loi **d'orientation agricole** [5 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 24: demande au Sénat de l'adopter dans le texte de l'Assemblée nationale (p. 696, 697, 698). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une **redevance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 805). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de certaines dispositions du **code de la nationalité** (20 juillet 1960). — Art. 1<sup>er</sup>: répond à MM. Paulian et Carcassonne quant à l'interprétation du terme « originaires » (p. 1023); intervient pour le vote sans délai du texte en discussion (p. 1024 et 1025); s'oppose au nouveau texte proposé par M. Paulian (p. 1025); s'oppose à l'amendement de M. de Maupeou (p. 1026). — Prend part à la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1041 et 1042); répond à une question de M. Guy Petit (p. 1042). — Discussion de l'article unique. — Demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Pazet, défendu par M. Grégory (p. 1043); accepte cet amendement après les interventions de MM. Grégory et Pinton (p. 1043); répond à une question de M. Courrière (p. 1046); répond à l'intervention de M. Alain Poher sur les propositions de la conférence des présidents du 21 juillet 1960 (p. 1049); répond à M. Antoine Courrière sur le même sujet (p. 1050).

#### Interventions :

Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [9 novembre 1960] (p. 1498, 1499). — S'oppose à la motion préjudicielle déposée sur ce projet de loi [9 novembre 1960] (p. 1519 à 1523).

**DEFFERRE** (M. GASTON) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Gaston Defferre** expose à M. le ministre de l'industrie que, dans la nuit du 24 au 25 août 1958, le dépôt d'hydrocarbures de Mourepiane a pris feu à la suite d'un attentat et que, pendant huit jours, la totalité du bataillon des marins-pompiers de Marseille a lutté pour éteindre cet incendie et protéger les maisons avoisinantes. Sur demande des services de sécurité et de défense contre l'incendie, la population des quartiers voisins, Saint-André, Saint-Henri, soit plusieurs milliers de personnes, a dû être évacuée dans la nuit. Pendant huit jours, ces familles ont été hébergées grâce à des moyens de fortune. Les marins-pompiers ont compté 1 tué et 17 blessés. A la suite de cet événement, qui aurait pu tourner à la catastrophe si le vent avait été défavorable, les services ministériels et préfectoraux intéressés ont été saisis par la ville de Marseille d'une demande de renforcement des mesures de protection et de sécurité concernant les dépôts d'hydrocarbures; ces mesures, préconisées par les techniciens de la ville, prévoyaient, notamment, la suppression des dépôts de produits blancs trop dangereux dans une agglomération, l'obligation d'entourer chaque bac par une cuvette de rétention suffisante et, en sus de diverses mesures de détection et d'extinction, l'établissement d'un périmètre de protection de 400 mètres de rayon puisque les évacuations de population avaient dû être effectuées sur une telle distance. Malgré de nombreuses interventions des autorités municipales, aucune suite n'a été donnée à cette affaire et la commission départementale des hydrocarbures, organisme irresponsable, vient de donner un avis favorable à la réouverture du dépôt, moyennant des mesures de sécurité très inférieures à celles qui étaient demandées par les autorités locales. La récente catastrophe de Fréjus vient de montrer une fois encore qu'en matière de sécurité de la population les mesures de sécurité ne sont jamais assez sévères. C'est pourquoi il lui demande de prendre toutes mesures utiles

pour que le dépôt pétrolier de Mourepiane fasse l'objet de mesures de sécurité et de protection extrêmement strictes et qu'il ne puisse pas provoquer une catastrophe dans la population des quartiers intéressés [17 décembre 1959] (n° 122). — Réponse [3 mars 1960] (np. 126, 128). — **M. Gaston Defferre** appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dégâts causés aux vignobles, aux cultures fruitières et maraîchères par les récentes gelées dans le département des Bouches-du-Rhône et lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour venir en aide aux exploitants sinistrés [5 mai 1960] (n° 134). — Réponse [10 mai 1960] (p. 166).

#### Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, certaines **mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** [3 février 1960]. — Discussion générale (p. 31). — Explication de vote (p. 39). — Réponse du ministre à sa question orale n° 122 (cf. *supra*) [3 mai 1960] (p. 127). — Réponse du ministre à sa question orale n° 134 (cf. *supra*) [10 mai 1960] (p. 167). — Question orale avec débat de M. Bardol relative à la situation de l'**industrie charbonnière française** (n° 40) [21 juin 1960] (p. 439, 440). — Question orale avec débat de M. Antoine Courrière (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocation aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 692).

Questions orales concernant l'**immersion de déchets radioactifs** [3 novembre 1960] (p. 1438 à 1440). — **Projet de loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]; Art. 14: explique son vote (p. 1614); — Pose une question au Gouvernement (p. 1615); — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1793). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1806 et 1807).

**DEGUISE** (M. JEAN) [Aisne].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

**Rapport**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi d'orientation agricole, adopté par l'Assemblée nationale (n° 176) [9 juin 1960] (I., n° 190). — **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi d'orientation agricole, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture [13 juillet 1960] (n° 274). — **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en troisième lecture [25 juin 1960] (n° 330).

#### Question orale :

**M. Jean Deguise** rappelle à M. le ministre de l'agriculture que des « provendes » d'orge marocaines continuent d'entrer en France sur des tonnages importants. Ces provendes contiendraient 98 p. 100 d'orge et 2 p. 100 de calcaire broyé. Par ailleurs, à l'heure actuelle, l'on prévoit que l'écoulement des excédents d'orge métropolitains peut coûter plusieurs milliards. Les producteurs déduisent de cette situation que ce sont eux qui financent les importations de « provendes » d'orge marocaines, puisqu'on leur demande une taxe de résorption pour exporter leur orge, et qu'en même temps on importe des orges marocaines. Il paraîtrait en outre que ces importations sont réalisées sans accord, ni même sans consultation de l'O. N. I. C., pourtant seule responsable du marché des céréales. Dans ces conditions, il lui demande de lui préciser: 1° combien il est entré de « provendes » d'orge marocaines depuis le 1<sup>er</sup> août en France, date à laquelle on pouvait apprécier assez exactement le volume de la récolte métropolitaine; 2° à quel prix ces importations ont été faites; 3° qui a pu donner l'ordre de réaliser ces marchés sans l'accord de l'O. N. I. C. [20 octobre 1960] (n° 246).

#### Questions orales avec débat :

**M. Jean Deguise** demande à M. le ministre de l'agriculture de lui indiquer les mesures d'ordre réglementaire qui ont été prises, ou sont sur le point de l'être, pour mettre en œuvre les différents articles contenus dans la loi d'orientation agricole parue au *Journal officiel* du 7 août 1960 (n° 75) [25 octobre 1960].

**M. Jean Deguise**, ayant constaté que par un artifice de procédure, et malgré la volonté du Sénat quatre fois exprimée, le Gouvernement a écarté la création d'un institut

paritaire d'économie rurale, destiné à établir des références agricoles exactes, demande à M. le ministre de l'agriculture par quels moyens pratiques il entend dégager des références valables, et les précautions qu'il entend prendre pour qu'elles ne soient contestées, ni par la profession agricole, ni par les pouvoirs publics. Notamment, il insiste pour savoir la façon dont sera calculée la rémunération du travail et du capital en agriculture (n° 76) [25 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi d'orientation agricole [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 456-457). — Discussion des articles. — Intervient au sujet de l'article 24 (p. 480) : repousse l'amendement de M. Boulanger tendant à remplacer l'intitulé par le mot « préambule » (p. 486-487) ; soutient son amendement rédactionnel sur l'article A (p. 488) et accepte le sous-amendement de M. Sempé (p. 488). — Art. 1<sup>er</sup> : repousse l'amendement rédactionnel de M. Houdet sur le paragraphe 1<sup>er</sup> et tendant aussi à la suppression du paragraphe 3 (p. 488) ; son amendement rédactionnel sur le paragraphe 2 (p. 488) ; repousse l'amendement de M. Bardol tendant à compléter le paragraphe 2 par l'indication du relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs et des petites gens (p. 489) ; son amendement tendant à supprimer au septième alinéa les mots « par un calcul identique des prix de revient » (p. 490) ; son amendement rédactionnel sur le huitième alinéa (p. 490) ; son amendement tendant, à la première ligne du neuvième alinéa, à supprimer le mot « régionalement » (p. 490) ; repousse l'amendement de M. Armengaud tendant à remplacer les deux derniers alinéas par un seul (p. 491) ; son amendement tendant à remplacer le dernier alinéa par d'autres dispositions (p. 491). — Art. 1<sup>er</sup> bis (nouveau) : son amendement rédactionnel tendant à la création d'un institut national d'économie rurale et définissant sa mission (p. 495, 496, 497). — Art. 2 bis (nouveau) : son amendement rédactionnel sur la fin de l'article (p. 499) ; intervient sur le sous-amendement de M. Sempé (p. 499-500) ; son amendement tendant à insérer un article additionnel 2<sup>ter</sup> (nouveau) (p. 501). — Art. 3 : repousse un amendement rédactionnel de M. Armengaud sur le premier alinéa (p. 503) ; son amendement rédactionnel sur le dernier alinéa (p. 505) ; observations sur l'article 2 bis (nouveau) (p. 506). — Art. 4 : observations sur l'amendement rédactionnel de M. Errecart (p. 507). — Art. 4 bis : observations sur l'amendement n° 75 de M. Houdet (p. 513). — Art. 5 ter : observations sur l'amendement n° 76 de M. Houdet (p. 514). — Art. 4 : observations sur l'amendement n° 95 (p. 516) ; défend son amendement n° 20 (p. 517). — Art. 5 : observations sur l'amendement n° 4 de M. Bardol (p. 518-519) ; défend son amendement n° 21 (p. 519) ; défend son amendement n° 22 (p. 519) ; défend son amendement n° 23 (p. 519-520). — Art. 5 bis : défend son amendement n° 24 (p. 521). — Art. 5 quater : observations sur l'amendement n° 96 de M. Boulanger (p. 522). — Art. 8 : défend son amendement n° 25 (p. 524). — Art. 8 bis : défend son amendement n° 26 (p. 524). — Art. 8 ter (nouveau) : défend son amendement n° 27 (p. 524) ; observations sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (p. 525-526). — Art. 9 : observation sur l'amendement n° 125 de M. Noury (p. 527) ; observations sur l'amendement n° 95 de M. Boulanger (p. 528). — Art. 9 ter : défend son amendement n° 29 rectifié (p. 529-530). — Art. 10 bis : intervient sur cet article (p. 531) ; fait des observations sur l'amendement n° 100 de M. Boulanger (p. 532). — Art. 11 : défend son amendement n° 30 (p. 533). — Art. 12 : défend ses amendements n° 31 (p. 534) et n° 32 (p. 534). — Art. 13 : défend son amendement n° 33 (p. 538). — Art. 15 bis : défend son amendement n° 34 (p. 540) ; Art. 16 : observations sur l'amendement n° 107 de M. Boulanger (p. 552) ; défend son amendement n° 35 (p. 553) ; observations sur l'amendement n° 133 de M. Errecart (p. 554) ; défend son amendement n° 36 (p. 555). — Art. 18 : observations sur l'amendement n° 120 du Gouvernement (p. 556) ; observations sur l'amendement n° 66 de M. Molle (p. 559) ; défend son amendement n° 37 (p. 559, 560) ; défend son amendement n° 38 (p. 561). — Art. 19 : observations sur l'amendement n° 87 de M. Sempé (p. 563). — Art. 19 bis : défend son amendement n° 39 (p. 564). — Art. 19 ter : défend son amendement n° 40 (p. 565). — Art. 20 : observations sur l'amendement n° 77 de M. Houdet (p. 566). — Art. 20 ter (nouveau) : observations sur l'amendement n° 118 rectifié de M. Dailly (p. 567). — Art. 21 : observations sur l'amendement n° 130 de MM. Fosset et Boulanger (p. 568) ; observations sur l'amendement n° 82 rectifié de M. Hugues (p. 570) ; observations sur l'amendement n° 78 de M. Houdet (p. 571) ; reprend au compte de la commission l'amendement n° 78 retiré par M. Houdet (p. 571). — Art. 22 : accepte l'amendement n° 131 rectifié de M. Kauffmann (p. 573). — Art. 23 : observations dans la discussion commune des amendements n° 41 de M. Deguise, n° 5 de M. Bardol et n° 79 de M. Houdet (p. 573 et 574) ; pose une question à M. Houdet concernant l'amendement n° 79 (p. 575) ; présente une observation au cours de la même discussion (p. 576) ; répond à une question de M. Courrière (p. 577) ; repousse l'amendement

de M. Bardol (p. 577) ; accepte l'amendement de M. Houdet (p. 577) ; défend son amendement n° 42 (p. 577). — Art. 23 bis (nouveau) : défend son amendement n° 44 proposant cet article additionnel (p. 580) ; répond aux observations de M. le ministre sur le même sujet (p. 580). — Art. 24 bis (nouveau) : accepte l'amendement n° 134 de M. Desaché (p. 581). — Art. 25 : défend son amendement n° 46 tendant à préciser l'article (p. 581). — Art. 26 : repousse l'amendement n° 56 de M. Bardol (p. 581) ; défend son amendement n° 47 tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article (p. 582). — Art. 26 bis : défend l'amendement n° 48 tendant à insérer cet article additionnel proposé en commission par M. Golvan (p. 582). — Art. 26 : prend la parole sur son amendement n° 47, qu'il retire (p. 585). — Art. 28 : accepte la suppression du paragraphe B de cet article, proposée par le Gouvernement (p. 586). — Art. 30 : abandonne son amendement n° 50 au profit partiel du n° 113 rectifié (p. 587) ; observations sur l'amendement n° 113 rectifié de M. Brousse (p. 587). — Art. 35 bis (nouveau) : défend son amendement n° 51 concernant la garantie contre les calamités agricoles (p. 588). — Art. 37 : défend son amendement n° 52 modifiant le premier alinéa de l'article (p. 591) ; se déclare d'accord avec M. Boulanger sur la consultation des conseils généraux d'Algérie (p. 591) ; proteste contre le retrait du projet de l'ordre du jour de la séance du 29 juin 1960, demandé par le Gouvernement (p. 600). — Art. 24 : demande au Sénat de repousser le texte voté par l'Assemblée nationale (p. 698, 699, 700, 701) ; défend son amendement n° 45 (p. 704). — Article additionnel 30 bis : défend son amendement (p. 707). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960], rapporteur de la commission des affaires économiques. — Discussion générale (p. 981). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement n° 23 (p. 982). — Art. 1<sup>er</sup> bis : son amendement n° 1 (p. 983) ; amendement n° 17 (*ibid.*). — Art. 2 : amendement n° 18 rectifié (p. 984). — Art. 2 bis : son amendement n° 2 (p. 985). — Art. 4 (*id.*). — Art. 5 (p. 986). — Art. 8 bis : amendement n° 19 (p. 987). — Art. 9 : amendement n° 22 (p. 988) ; amendement n° 20 (p. 989). — Art. 10 bis : son amendement n° 3 (*id.*). — Art. 18 : son amendement n° 4 (p. 990). — Art. 19 : son amendement n° 6 (p. 991). — Art. 23 : son amendement n° 7 (*id.*) ; son amendement n° 8 (p. 992) ; son amendement n° 9 (*id.*). — Art. 24 : son amendement n° 10 (p. 994). — Art. 26 (p. 996). — Art. 28 ; amendement n° 15 (p. 998). — Art. 34 : son amendement n° 11 (p. 1000). — Art. 37 ; amendement n° 24 (p. 1001). — Art. 38 : son amendement n° 12 (*id.*). — Sur les conclusions de la commission mixte paritaire en ce qui concerne le projet de loi d'orientation agricole, en qualité de rapporteur (p. 1120). — Art. 1<sup>er</sup> bis (p. 1121). — Art. 23 (p. 1122). — Art. 24 : sur l'amendement n° 2 (p. 1122, 1123). — Art. 28 : sur cet article (p. 1123). — Troisième lecture du projet de loi d'orientation agricole [25 juillet 1960]. — Comme rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion générale (p. 1138). — Sur l'article 1<sup>er</sup> bis (p. 1139) ; sur l'article 24 (p. 1140 et 1141) ; sur l'ensemble (p. 1142).

Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles [19 octobre 1960] : sur les amendements à l'article 1106-5 du code rural (p. 1298) ; sur l'amendement (n° 74) de M. Soudant au même article (p. 1301).

**DEHE** (M. ALFRED) [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**DELALANDE** (M. JACQUES) [Mayenne].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi*, tendant à compléter l'article 344 du code civil, relatif à l'adoption. — [19 mai 1960] (n° 173). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 1<sup>er</sup>, 7, 9, 11, 14 et 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de baux à usage commercial, industriel ou artisanal [7 juillet 1960] (n° 175). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier les articles 1<sup>er</sup>, 7, 9, 11, 14 et 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports

entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [22 juillet 1960] (n° 318.).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. René Blondelle et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 811 et 845 du code rural [3 novembre 1960] (n° 28). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger certaines dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement [14 décembre 1960] (n° 120). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 340 du code de l'urbanisme [16 décembre 1960] (n° 129).

#### Question orale :

**M. Jacques Delalande** demande à **M. le ministre de la justice** si le décret d'application de l'ordonnance du 23 octobre 1958, relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera prochainement publié. Il lui rappelle à cet égard que le juge spécialisé institué par l'ordonnance susvisée, et qui remplace tout à la fois le président du tribunal civil qui ordonnait l'expropriation et la commission arbitrale qui fixait les indemnités, pourra, après les débats et au cours du délibéré, recevoir en son cabinet le représentant de l'administration des domaines et le notaire. Il lui demande de prévoir expressément dans le décret d'application que ces consultations ne pourront se dérouler qu'en présence des intéressés et que le secrétaire de la commission fera connaître aux parties le jour et l'heure auxquels, le cas échéant, le juge convoquera le représentant de l'administration des domaines et le notaire, au cours de son délibéré. Il importe en effet, d'une part, que le caractère contradictoire de la procédure soit constamment maintenu et que, dès lors, le juge ne puisse utiliser des renseignements qui seraient parvenus à sa connaissance en dehors du contrôle des parties, et que, d'autre part, les droits de la défense soient entièrement respectés (n° 109) [26 novembre 1959]. — Réponse [26 avril 1960] (p. 71).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 109 (cf. *supra*) [26 avril 1960] (p. 72). — Réponse du ministre à sa question orale n° 118 (cf. *supra*) [3 mai 1960] (p. 125). — Proposition de loi tendant au **renouvellement de certains baux** [16 juin 1960]; discussion générale (p. 402, 403, 404). — Art. A : propose de supprimer l'article (p. 405); propose par amendement de supprimer l'article B (p. 406); soutient son amendement à l'article 1<sup>er</sup> (p. 407); repousse l'amendement de M. Namy à l'article 1<sup>er</sup> (p. 407); prie M. Fruh de retirer son amendement (p. 408); propose de supprimer l'article 3 (p. 408); défend son amendement à l'article 4 (p. 410); s'oppose à l'article additionnel 4 bis (nouveau) proposé par M. Pinton (p. 412); propose de compléter l'article 6 bis (p. 414). — Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 117 : défend son amendement (n° 17) (p. 818). — Discussion en deuxième lecture d'une proposition de loi tendant au **renouvellement de certains baux**. — En qualité de rapporteur de la commission des lois (p. 1126).

Projet de loi relatif à l'**emploi obligatoire des mutilés de guerre** [27 octobre 1960]; Art. 2 : défend son amendement n° 1 (p. 1393-1394); Art. 4 : défend son amendement n° 2 (p. 1394-1395). — Projet de loi de **finances pour 1961**. — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1731). — Projet de loi tendant à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la **crise du logement** [15 décembre 1960]; discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2406-2407).

#### DELORME (M. CLAUDIUS) [Rhône].

*Est nommé secrétaire* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — *Membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agri-

coles [23 juin 1960] (n° 216). — *Rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [19 juillet 1960] (n° 291).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 723, 724, 725). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : repousse l'amendement n° 31 de M. Brun (p. 735); repousse l'amendement n° 6 rectifié de M. Cogniot (p. 735); repousse l'amendement n° 32 de M. Brun (p. 736); observations sur l'amendement n° 5 de M. Cogniot (p. 736); repousse l'amendement n° 33 de M. Brun (p. 736); repousse l'amendement n° 21 de M. Tinant (p. 738); accepte les amendements n° 2 de M. Golvan, n° 4 de M. Cogniot et n° 20 rectifié de M. Lamousse (p. 738); accepte la première partie de l'amendement n° 34 de M. Brun (p. 739). — Art. 2 : repousse l'amendement n° 7 de M. Cogniot (p. 740); repousse l'amendement n° 22 de M. Nayrou (p. 741); défend son amendement n° 13 (p. 741); s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à son adoption (p. 741); accepte la première partie de l'amendement n° 23 de M. Nayrou et repousse la seconde partie (p. 741); s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 35 de M. Brun (p. 742). — Art. 3 : repousse l'amendement n° 8 de M. Cogniot (p. 743); repousse l'amendement n° 36 de M. Brun (p. 743); s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 25 de M. Nayrou (p. 743). — Art. 4 : repousse l'amendement n° 9 de M. Cogniot (p. 744); s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 46 du Gouvernement (p. 744); repousse l'amendement n° 26 de M. Nayrou (p. 744); déclare sans objet l'amendement n° 37 de M. Brun (p. 745); dépose un amendement n° 14 rectifié (p. 745); cet amendement est retiré (p. 745); repousse les amendements n° 38 de M. Brun et n° 27 de M. Nayrou (p. 745); retire son amendement n° 15 (p. 745); accepte l'amendement n° 39 de M. Brun (p. 746); accepte l'amendement n° 3 rectifié de M. Prélot (p. 746). — Art. 5 : repousse l'amendement n° 10 de M. Cogniot (p. 749); défend son amendement n° 16 (p. 750); repousse l'amendement n° 28 de M. Nayrou (p. 751); s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Brajeux (p. 752); défend son amendement n° 17 (p. 755); laisse le Sénat juge de sa décision sur l'amendement n° 40 de M. Brun (p. 755); accepte l'amendement n° 41 rectifié de M. Brun (p. 755). — Art. 6 : repousse l'amendement n° 11 de M. Cogniot (p. 756). — Art. 7 : repousse l'amendement n° 12 de M. Cogniot; repousse l'amendement n° 30 de M. Nayrou (p. 756-757); défend son amendement n° 18 (p. 757); repousse l'amendement n° 42 de M. Brun (p. 757). — Art. 10 : défend son amendement n° 19 rectifié (p. 759). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [21 juillet 1960]; discussion générale (p. 1033).

#### DELPUECH (M. VINCENT) [Bouches-du-Rhône].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — *Membre titulaire* de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [13 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Vincent Delpuech** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** les raisons pour lesquelles il a cru devoir autoriser les Charbonnages de France à lancer lundi prochain un emprunt public. Cette autorisation ne manquera pas de surprendre les milieux des régions minières de France, alors que le chômage sévit depuis de nombreux mois et que l'on envisage la fermeture des mines non rentables [12 mai 1960] (n° 146). — Réponse [14 juin 1960] (p. 334).

#### Question orale avec débat :

**M. Vincent Delpuech** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques**, à la suite de l'emprunt lancé récemment par les Charbonnages de France et qui a rapporté 350 millions de nouveaux francs, de bien vouloir lui faire connaître : 1° si une partie des fonds ainsi recueillis ne servira pas à couvrir des dépenses antérieurement engagées; 2° si les crédits de modernisation dégagés ne seront pas de nature, en réduisant la main-d'œuvre, à accentuer le chômage qui sévit dans les régions minières; 3° s'il n'a pas été envisagé la création, sur place, de centres professionnels destinés à orienter la jeunesse de ces régions vers d'autres professions que celles de la mine où l'embauche est complètement suspendue [7 juin 1960] (p. 262). — Retrait [5 juillet 1960].

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale n° 146 (cf. *supra*) [14 juin 1960] (p. 334-335). — Question orale avec débat de M. Bardol relative à la situation de l'industrie charbonnière française (n° 40) [21 juin 1960] (p. 440). — Projet de loi d'orientation agricole [24 juin 1960]. — Observations sur les amendements n° 32 et 103 à l'article 12 (p. 536). — Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 4 : défend l'amendement n° 3 rectifié (p. 746-747). — Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code de la nationalité [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : pose une question à M. le secrétaire d'Etat (p. 1021).

Projet de loi de finances pour 1961 [16 novembre 1960] ; Art. 6 : soutient le point de vue de la commission à propos de l'augmentation de la taxe (p. 1584). — INFORMATION [21 novembre 1960] (p. 1751). — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960] (p. 1835). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1861). — MARINE MARCHANDE [23 novembre 1960] (p. 1883). — Compte d'affectation spéciale [28 novembre 1960]. — Pose une question à M. le rapporteur spécial (p. 2060) ; Art. 39 : sur l'amendement n° 84 rectifié (p. 2069). — Projet de loi de finances pour 1961, deuxième lecture [8 décembre 1960] ; Art. 14 : amendement n° 14 (p. 2265). — Proposition de résolution tendant à la désignation d'une commission de contrôle [15 décembre 1960] ; dans la discussion générale, en qualité de vice-président de la commission des affaires culturelles (p. 2397). — Sur une motion d'ordre [16 décembre 1960] (p. 2436).

**DERVAUX** (Mme RENÉE) [Seine].

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**Question orale :**

Mme Renée Dervaux expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le décret du 12 septembre 1960 relatif aux caisses des écoles constitue une nouvelle atteinte aux libertés communales et à l'école laïque ; et lui demande si le décret précité n'a pas pour objet d'obliger les collectivités locales à faire bénéficier les élèves des écoles confessionnelles des mesures de caractère social prises par les caisses des écoles en faveur des élèves des écoles publiques, et s'il ne constitue pas une étape vers le retour aux actes dits lois de 1941 abrogés au lendemain de la Libération. (N° 244). — Réponse [6 décembre 1960] (p. 2207).

**Interventions :**

Explique le vote du groupe communiste lors de la discussion de la loi organique relative à la présentation des lois de finances [21 juin 1960] (p. 449). — Projet de loi portant création d'une école nationale de la santé publique [7 juillet 1960] (p. 790-791). — Projet de loi instituant un supplément à la prime de transport [22 juillet 1960] (p. 1103). — Discussion des articles. — Son amendement n° 9 (p. 1112).

Projet de loi relatif à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre [27 octobre 1960]. — Explique le vote du groupe communiste sur l'ensemble (p. 1395). — Projet de loi de finances pour 1961 [17 novembre 1960] ; Art. 13 : s'oppose au vote de cet article (p. 1610). — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1632 et 1633). — TRAVAIL [18 novembre 1960] (p. 1705 et 1708). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1788). — Discussion des articles : Art. 77 : défend l'amendement n° 45 (p. 1799). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1814). — Sa question orale (p. 244) [6 décembre 1960] (p. 2207). — Intervient à la place de M. Roger Garaudy sur sa question orale (n° 261) [6 décembre 1960] (p. 2208, 2209). — Proposition de loi relative au captage des eaux du val de Loire [9 décembre 1960] (p. 2318).

**DESACHE** (M. MARC) [Indre-et-Loire].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi instituant une redevance d'équipement [3 mai 1960]. — Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960]. — Est élu membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [6 octobre 1960]. — Est élu membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la Réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

**Questions orales avec débat :**

M. Marc Desaché expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret n° 60-370 du 15 avril 1960 et son arrêté d'application qui ont assoupli les conditions d'attribution des primes d'équipement ont fait naître pour beaucoup de communes de sérieux espoirs. Or ces espoirs risquent d'être déçus si les ressources affectées à l'attribution des primes ne sont pas suffisantes et si, d'autre part, les conditions de répartition de ces primes ne sont pas convenablement aménagées. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer : 1° si le Gouvernement a l'intention d'accroître à l'avenir le volume global des primes à distribuer, son attention étant attirée sur le fait que, dans la négative, ou bien le nombre des bénéficiaires demeurerait très restreint, ou bien les primes accordées s'amenuiseraient au point de devenir symboliques et de perdre ainsi tout intérêt pratique pour les industriels intéressés ; 2° quelle politique le Gouvernement entend adopter en matière de répartition des primes, et notamment la ventilation des crédits globaux entre les zones de conversion, la zone avantagée de Bretagne, les autres bénéficiaires ; 3° si, en ce qui concerne plus spécialement cette dernière catégorie, il est dans les intentions du Gouvernement de limiter le bénéfice des primes à un nombre relativement réduit d'opérations ou bien si, au contraire, il est envisagé d'accroître l'effectif des bénéficiaires, quitte à amenuiser le volume de la prime allouée à chacun ; 4° quels moyens pratiques les administrations intéressées comptent-elles mettre en œuvre pour s'assurer que les conditions requises pour l'attribution des primes sont bien remplies, sans recourir pour cela à des procédures d'enquête exigeant des délais inadmissibles ; 5° si les conditions dans lesquelles les collectivités locales participent aux implantations d'industries nouvelles ne devraient pas faire l'objet d'une normalisation et d'une surveillance de la part des autorités de tutelle pour éviter que certaines opérations ne donnent lieu à des surenchères préjudiciables à la bonne gestion financière de ces collectivités [9 juin 1960] (n° 58). — Discussion [19 juillet 1960] (p. 978).

M. Desaché expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, si l'on se réfère aux informations parues ces derniers mois, tant dans la presse française que dans la presse étrangère, certains de nos partenaires du Marché commun sont l'objet de pressions sérieuses de la part de pays de la zone de libre-échange en vue de se soustraire, en ce qui concerne les produits agricoles, aux obligations résultant du traité de Rome. Il attire son attention sur le fait que, si, dans le domaine agricole, nos partenaires du Marché commun font jouer les dispositions du traité à sens unique, c'est-à-dire dans le sens qui nous est défavorable, la libération des échanges, aussi bien agricoles qu'industriels, ne peut qu'être dangereuse pour nous. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour obtenir, en la matière, une stricte application des traités [26 novembre 1960] (n° 78).

**Interventions :**

Projet de loi d'orientation agricole [28 juin 1960]. — Art. 24 bis nouveau : son amendement n° 134 (p. 580). — Sa question orale n° 58 sur l'attribution des primes d'équipement [19 juillet 1960] (p. 978).

Projet de loi de finances pour 1961 [16 novembre 1960] ; Art. 2 : se félicite des diminutions d'impôts proposées (p. 1587). — Répond à M. Courrière (p. 1589). — AFFAIRES ÉCONOMIQUES [21 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (p. 1742). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1922). — Services financiers, Etat G [28 novembre 1960] (p. 2050).

**DESCOURS DESACRES** (M. JACQUES) [Calvados].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie (3 février 1960). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> bis : son amendement excluant du champ d'application de la loi la réforme municipale et la revision des circonscriptions territoriales (p. 37). — Projet de loi tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne. — Discussion des articles. — Approuve la proposition de M. Courrière tendant au renvoi de l'article 6 pour étude (p. 321). —

Projet de loi d'**orientation agricole** (24 juin 1960). — Art. 4 : explication de vote (p. 517). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : son amendement n° 23 (p. 982) ; art. 26 (p. 996) ; art. 28, amendement n° 15 (p. 998). — Troisième lecture du même projet de loi [25 août 1960]. — Sur l'art. 1<sup>er</sup> (p. 1139).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : sur l'amendement (n° 74) de M. Soudant à l'article 1106-5 du code rural (p. 1302). — A l'article 1106-1 du code rural [20 octobre 1960] : sur l'amendement (n° 42) de la commission des affaires économiques (p. 1324) ; sur l'amendement (n° 13), à l'article 1106-3 du code rural (p. 1334) ; sur l'amendement (n° 27), à l'article 3 (p. 1339) ; défend l'amendement (n° 73) de M. Ribeyre (p. 1341) ; puis le retire. — Projet de **loi de finances pour 1961**. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION [17 novembre 1960] (p. 1637-1638). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1761). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1792). — Discussion des articles. — Interroge le ministre à propos du fonds routier (p. 1798). — Evoque le problème posé par l'article 78 bis (p. 1802). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1820). — DÉPENSES MILITAIRES [26 novembre 1960] : sur l'article 29 (p. 2027). — SERVICES FINANCIERS [28 novembre 1960] (p. 2047 à 2049). — Comptes d'affectation spéciale [28 novembre 1960] en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2059-2060). — Art. 35 : défend les amendements n°s 100 et 81 (p. 2064) ; n° 78 (p. 2064) ; n° 79 (p. 2064 à 2067) ; n° 80 (p. 2067). — Art. 37 : défend les amendements n° 82 (p. 2068) ; n° 83 rectifié (p. 2068-2069). — Art. 39 : défend l'amendement n° 84 rectifié (p. 2069-2070). — Deuxième délibération [29 novembre 1960] ; Art. 4 et 19 : en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2132). — Présente une observation dans la discussion de l'amendement (n° 6) relatif à l'article 1106-7 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2240). — Projet de **loi de finances pour 1961**, deuxième lecture [8 décembre 1960] ; Art. 35 : amendement n° 6 (p. 2269-2270).

**DESSEIGNE** (M. HENRI) [Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Rapport fait au nom* de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1495 du 28 décembre 1959 suspendant provisoirement la perception des droits de douane d'importation applicables aux graines de ricin et réduisant provisoirement le taux de perception du droit de douane d'importation sur les huiles de ricin brutes ou épurées [19 octobre 1960] (n° 13).

#### Interventions :

En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, dans la discussion du projet de loi portant ratification du décret n° 59-1495 du 28 décembre 1959 suspendant provisoirement la perception des **droits de douane d'importation applicables aux graines de ricin** et réduisant provisoirement le taux de perception du droit de douane d'importation sur les huiles de ricin brutes ou épurées [n°s 247 (1959-1960) et 13 (1960-1961)] [3 novembre 1960] (p. 1417-1418).

**DRIANT** (M. PAUL) [Moselle].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport, fait au nom* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux investissements agricoles [23 juin 1960] (n° 214). — *Rapport, fait au nom* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif aux investissements agricoles [18 juillet 1960] (n° 278).

#### Interventions :

Projet de loi tendant à créer **certaines mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme** [3 mai 1960] ; discussion générale (p. 131). — Discussion des articles (p. 134). — Art. 1<sup>er</sup> : son amendement tendant à accorder la franchise aux personnes physiques qui auraient pu en bénéficier durant la campagne 1958-1959 (p. 134). — Projet de loi d'**orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 469, 470). — Art. 5 : observations sur l'amendement n° 85 rectifié de M. Sempé (p. 518). — Projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 630 à 632) ; observations (p. 645). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Pams (p. 646) ; Art. 2 (nouveau) : défend son amendement n° 1 (p. 646) ; Art. 2 bis (nouveau) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 rectifié de M. Suran (p. 647) ; s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 3 de M. Lalloy (p. 649) ; estime que l'article 40 de la Constitution ne s'applique pas à cet amendement (p. 652) ; accepte l'amendement de M. Courrière qui reprend le troisième alinéa de l'amendement n° 3 de M. Lalloy (p. 654) ; article additionnel 3 : dépose un amendement n° 7. — Projet de loi d'**orientation agricole** [5 juillet 1960]. — Art. 24 : explique son vote sur l'article (p. 706). — Projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [6 juillet 1960]. — Observations sur l'ensemble du projet (p. 719). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 28, amendement n° 15 (p. 998). — Discussion en deuxième lecture du projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [20 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1015). — Discussion des articles. — Art. 2 : défend son amendement n° 1 (p. 1015 et 1016) ; Art. 3 : demande quelles sont les propositions du Gouvernement (p. 1017) ; Art. 1<sup>er</sup> (réservé) : accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (p. 1019).

Discussion générale du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [18 octobre 1960] (p. 1281). — Discussion des articles du même projet [19 octobre 1960] : sur l'amendement n° 18 de M. Brousse à l'article 1106-5 du code rural (p. 1298) ; approuve l'amendement (n° 80) de M. Roche-reau, ministre de l'agriculture, à l'article 1106-8 du code rural (p. 1306-1307). — Discussion du projet de **loi de finances pour 1961**. — AGRICULTURE [24 novembre 1960], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1894 et 1937). — Sur l'amendement (n° 71) de M. Dulin (p. 1941). — FONDS DE RÉGULARISATION ET D'ORIENTATION DES MARCHÉS AGRICOLES [24 novembre 1960], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1942). — Deuxième délibération [29 novembre 1960] ; Art. 4 et 19 : répond au ministre (p. 2133).

**DUBOIS** (M. EMILE) [Nord].

*Est élu membre* de la commission chargée d'examiner les problèmes intéressant l'administration communale et d'étudier les modifications qui pourraient être apportées à la législation en vigueur [14 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**DUBOIS** (M. HECTOR) [Oise].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi d'**orientation agricole** [24 juin 1960]. — Art. 8 ter : observations sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (p. 526) ; Art. 9 : observations sur l'amendement n° 125 de M. Nourry (p. 527). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960] ; prend la parole pour appuyer l'amendement n° 5 de M. du Halgouet tendant à insérer un article additionnel 1<sup>er</sup> bis concernant l'envoi en possession des nouvelles parcelles (p. 606 et 607). — Projet de loi relatif à **l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 734). — Discussion des articles. — Art. 4 : explique son vote sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Prélot (p. 748) ; Art. 5 ; explique son vote sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Brajeux (p. 754). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 8 bis, amendement n° 19 (p. 988).



Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : son amendement n° 88 à l'article 1106-5 du code rural (p. 1296). — A l'article 1106-9 du code rural [20 octobre 1960] : sur le sous-amendement (n° 92) de M. Brousse (p. 1321). — Sur l'amendement (n° 21 rectifié) de M. Brousse à l'article 1106-7 du code rural (p. 1337). — **Projet de loi de finances pour 1961** [28 novembre 1960] ; Art. 93 bis : défend son amendement n° 74 rectifié (p. 2112). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** : présente une observation dans la discussion de l'amendement n° 18 rectifié relatif à l'article 1106-5 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2237).

**DUBOIS** (M. RENÉ) [Loire-Atlantique].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [6 octobre 1960]. — *Donne sa démission de membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [13 octobre 1960]. — *Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [13 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. René Dubois** attire l'attention de *M. le Premier ministre* sur la profonde émotion qu'ont causée les informations parues dans la presse française faisant état des propres déclarations d'un chef d'Etat étranger qui se glorifie de livrer régulièrement des quantités importantes d'armes aux rebelles algériens. Il lui demande quelle est la valeur qu'il faut accorder à ces déclarations et ce qu'il faut penser du septicisme qu'elles ont suscité dans certains pays du Proche-Orient. Si, cependant, ces déclarations s'avéraient exactes, il lui demande de bien vouloir indiquer dans quelle mesure de telles livraisons influent : 1° sur le ravitaillement des armes de la rébellion ; 2° sur les mesures prises par le Gouvernement français pour lutter contre ce ravitaillement (n° 111) [8 décembre 1959]. — Réponse [26 avril 1959] (p. 75).

#### Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, **certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** [3 février 1960]. — Discussion générale (p. 30). — Réponse du ministre à sa question orale n° 111 (*cf. supra*) [26 avril 1960] (p. 76). — Question orale avec débat de M. Pinton, relative aux **liaisons intérieures aériennes** [14 juin 1960] (p. 360). — **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1040 et 1041).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : s'oppose à l'amendement (n° 89) de M. Rochereau, ministre de l'agriculture, concernant l'article 1106-8 du code rural (p. 1306). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960] (p. 1688). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2429-2430).

**DUCHET** (M. ROGER) [Côte-d'Or].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [6 octobre 1960].

**DUCLOS** (M. JACQUES) [Seine].

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation* [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Jacques Duclos** expose à *M. le ministre des affaires étrangères* qu'à la date du 28 juillet 1959, huit leaders du parti Néo-Lao-Haksat ont été arrêtés et traduits le 2 novembre devant un tribunal spécial. Il lui rappelle : 1° que l'un des inculpés, député de Vientiane, fut ministre dans le précédent Gouvernement royal du Laos ; lui-même et ses compagnons sont des anciens dirigeants du Pathet-Lao ; 2° que l'article 15 de l'accord relatif à la cessation des hostilités au Laos stipule que chaque partie s'engage à ne se livrer à aucune représaille ni discrimination contre les personnes et organisations en raison de leur activité pendant les hostilités et à garantir leur liberté ; 3° que la déclaration finale à la conférence de Genève prend acte des déclarations faites par le Gouvernement du Laos pour affirmer sa volonté d'adopter des mesures permettant à tous les citoyens de prendre place dans la communauté nationale, notamment en participant aux élections générales, et de n'admettre aucune représaille individuelle ou collective. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement français, signa-

taire des accords de Genève, compte prendre pour faire respecter les engagements pris par le Gouvernement royal du Laos [3 novembre 1959] (n° 97). — Réponse [7 juin 1960] (p. 265). — **M. Jacques Duclos** expose à *M. le Premier ministre* : 1° que des fonctionnaires juifs ont été relevés de leurs fonctions par mesure disciplinaire par l'autorité de fait de Vichy, pour avoir déclaré être d'origine aryenne et, de ce fait, ont été accusés de « déclarations mensongères » ; 2° que des mesures ont été prises contre ces fonctionnaires pour « déclarations mensongères » dont il est évident qu'elles n'étaient pas étrangères aux lois d'exception visées par l'ordonnance du 29 novembre 1944 ; 3° que le Conseil d'Etat s'oppose à la demande de réintégration de ces fonctionnaires en prétextant que leur cas ne relève pas de l'ordonnance précitée ; il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que réparation soit accordée à ces fonctionnaires incontestablement victimes du régime de Vichy [19 mai 1960] (n° 152). — Réponse [21 juin 1960] (p. 427, 428).

#### Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, **certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** [3 février 1960]. — Discussion générale (p. 29). — Explication de vote (p. 40). — Réponse du ministre à sa question orale (n° 97) (*cf. supra*) [7 juin 1960] (p. 265, 266). — Réponse du ministre à sa question orale (n° 152) [21 juin 1960] (p. 428). — Question orale avec débat de M. Antoine Courrière (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocation aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 682, 683). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 850, 851, 852). — Art. 17 : défend son amendement (n° 5) (p. 857).

**DUFEU** (M. BAPTISTE) [Isère].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

**DULIN** (M. ANDRÉ) [Charente-Maritime].

*Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales* [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. André Dulin** rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* qu'à la suite des gelées de l'hiver 1955-1956, le décret n° 56-934 du 17 septembre 1956 avait accordé une aide exceptionnelle aux viticulteurs sinistrés, notamment, en décidant la prise en charge par la section viticole du fonds national de solidarité agricole de tout ou partie : des quatre premières annuités des prêts spéciaux consentis aux viticulteurs par le crédit agricole ; des cinq premières annuités de ces mêmes prêts au cas d'un nouveau sinistre survenant avant les trois ans ; des six premières annuités dans le cas où la reconstitution du vignoble est reconnue nécessaire, et lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de prendre des mesures analogues en faveur des viticulteurs victimes des fortes gelées intervenues dans de nombreux départements au printemps de la présente année [9 juin 1960] (n° 168). — Questions reportées [28 juin 1960 et 5 juillet 1960]. — Réponse [12 juillet 1960] (p. 838).

**M. André Dulin** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que de nombreux cas d'intoxication alimentaire provoqués par la margarine ont été enregistrés dans les pays voisins ; il constate que la grande presse s'est faite l'écho de prétendues garanties de la législation française (art. 22 de la loi du 2 juillet 1935) qui interdit l'addition de produits chimiques, mais que contrairement à cette information cette législation n'a jamais été appliquée dans notre pays. En conséquence, afin de prévenir tous accidents alimentaires pouvant avoir de graves conséquences collectives par l'utilisation de ce produit, il demande au Gouvernement s'il a l'intention d'appliquer l'article 22 de la loi du 2 juillet 1935 [19 octobre 1960] (n° 245).

#### Interventions :

Projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2 bis (nouveau). — Observations à propos de l'amendement n° 3 de M. Lalloy (p. 649). — **Projet de loi d'orientation agricole** [5 juillet 1960] ; explique son vote sur l'ensemble (p. 707). — **Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles** [6 juillet 1960] ; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 718). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 4 : approuve l'amendement n° 3 rectifié de M. Prélot (p. 747) ; Art. 7 : explique son vote (p. 759). — Réponse de M. le ministre de l'agriculture à sa question orale (n° 168) relative aux **mesures**

**en faveur des viticulteurs victimes des gelées** [12 juillet 1960] (p. 839). — **Projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole** [18 juillet 1960]. — Article unique, amendement n° 4 (p. 923). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 24 (p. 992 et 993). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 3 : demande à M. le secrétaire d'Etat de faire un effort supplémentaire en faveur de l'électrification rurale (p. 1017 et 1018). — **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960] ; pose, avant le vote sur l'ensemble du projet, deux questions à M. le ministre concernant les alambics et les bouilleurs de cru (p. 1047). — Conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi d'**orientation agricole**. — Art. 24 (p. 1122).

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : sur l'organisation de la discussion (p. 1304). — Sur l'amendement (n° 89) de M. Rochereau à l'article 1106-8 du code rural (p. 1309-1310). — Dans la discussion des articles du projet de **loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960] ; Art. 13 : amendement n° 27, demande au nom de la commission des affaires sociales, la suppression de l'article (p. 1610) ; précise la position de la commission (p. 1611) ; et répond à MM. Armengaud et Defferre (p. 1614 et 1615). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1765). — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960] (p. 1834). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1933). — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES [24 novembre 1960], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 1939). — Soutient son amendement (n° 71) au nom de la commission des affaires sociales à l'article 33 (p. 1841). — Deuxième délibération [29 novembre 1960] ; Art. 13 : sur l'amendement n° 110 (p. 2129). — Présente, lors de la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles**, une observation sur l'article 1106-8 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2245).

**DUMONT** (M. CLAUDE) [Sétif-Batna].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [6 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Claude Dumont** demande à *M. le ministre de l'intérieur* quelles mesures ont été prises pour mettre fin à l'activité des réseaux de soutien du F. L. N. en métropole et quelles sont les opérations de contrôle et de police déclenchées à la suite de l'intolérable conférence de presse tenue par un délinquant en fuite dans un appartement parisien en avril dernier. Il lui demande également comment il se fait que les services de police n'aient pas été informés de l'étrange réunion dans un délai permettant une opération immédiate. Pour le cas où il y aurait eu incapacité ou négligence, il lui demande enfin si des sanctions ont été prises envers le directeur des services responsables [10 mai 1960] (n° 140). — Réponse [7 juin 1960] (p. 271).

#### Intervention :

Réponse du ministre à sa question orale (n° 140) (*cf. supra*) [7 juin 1960] (p. 271).

**DURAND** (M. CHARLES) [Cher].

*Est nommé secrétaire du Sénat* [6 octobre 1960]. — *Membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Charles Durand** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le décret du 16 mai 1959, modifié par celui du 30 octobre instituant les prestations d'alcool vinique s'avère d'une application extrêmement difficile et onéreuse dans les régions de petites exploitations qui ne possèdent pas l'équipement nécessaire ni pour la conservation des marcs, ni pour leur distillation ; les faibles quantités de récolte ne permettant d'ailleurs pas d'organiser un équipement rentable. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas possible d'apporter au décret envisagé les modifications nécessaires pour que les prestations d'alcool vinique, efficaces dans certaines régions, soient supprimées — sous certaines conditions — dans celles où elles se révèlent comme une tracasserie, onéreuse pour le producteur et également pour l'administration qui doit collecter des quantités infimes d'alcool [28 avril 1960] (n° 130). — Réponse [10 mai 1960] (p. 163). — **M. Charles Durand** rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que les cours du bétail à la production s'effondrent actuellement, en

raison de la mévente de la viande ; attire son attention sur le fait que depuis plusieurs années les gouvernements successifs ont incité les agriculteurs à se tourner vers les productions animales, leur garantissant une rentabilité certaine ; nos partenaires du marché commun devaient d'ailleurs absorber largement les excédents éventuels. Aujourd'hui, la désillusion est grande ; tous les cultivateurs voient, une fois de plus, le résultat de leurs efforts réduit à néant, ce qui met à nouveau leur trésorerie en difficulté. Il lui demande s'il compte prendre rapidement des mesures énergiques pour redresser cette situation [12 juillet 1960] (n° 204).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 130 (*cf. supra*) [10 mai 1960] (page 163). — **Projet de loi d'orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 473). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales** [30 juin 1960]. — Art. 15 : appuie l'amendement n° 29 de M. Soudant (p. 628).

La question orale (n° 204) relative aux **cours du bétail à la production** (p. 1451). — **Réparation des dommages causés aux biens privés par les inondations** (1<sup>er</sup> décembre 1960) ; amendement n° 47 (p. 2187).

**DURAND** (M. HUBERT) [Vendée].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relative aux dispositions transitoires destinées à pallier, en matière de pensions, les conséquences de l'abaissement de la limite d'âge des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées [28 avril 1960] (n° 158).

#### Interventions :

Projet de loi relatif aux dispositions transitoires destinées à pallier, en matière de pensions, les conséquences de l'abaissement de la limite d'âge des **conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées** [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 151).

**Réparation des dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960] ; Art. 1<sup>er</sup> (p. 2186) ; Art. 14 (amendement n° 22) (p. 2193).

**DURIEUX** (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

*Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole* [20 juillet 1960].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Emile Durieux** expose à *M. le ministre de l'agriculture* qu'actuellement les cultivateurs de 63 des départements métropolitains peuvent bénéficier de la subvention de 25 p. 100 pour les amendements calcaires transport compris ; que malgré plusieurs réclamations, les 25 autres départements dont certains très agricoles demeurent exclus du bénéfice de cette disposition ; il lui demande s'il ne considère pas qu'il serait souhaitable de traiter tous les cultivateurs obligés d'avoir recours à des amendements calcaires sur le même pied d'égalité [26 avril 1960] (n° 129). — Réponse [10 mai 1960] (p. 165). — **M. Emile Durieux** expose à *M. le ministre de l'agriculture* qu'à la veille de la moisson 1959 une évaluation exagérée de la récolte de blé a été faite ; qu'elle a eu incontestablement pour résultat la fixation d'un prix du blé plus bas que ce qu'il aurait normalement dû être ; étant donné l'écart important connu entre l'évaluation, 84 millions de quintaux, et les prévisions définitives de collecte, 74 millions de quintaux, il lui demande s'il n'est pas permis de considérer que l'exagération du volume de la récolte avait pour objectif de pouvoir plus aisément maintenir au plus bas possible le prix du quintal de blé ; il lui demande en outre : 1° quels sont les ou les services qui ont la responsabilité de telles évaluations ; 2° si les organisations agricoles, et en particulier l'A. G. P. B., ont donné leur accord sur de tels chiffres ; 3° si les retenues faites lors des paiements aux cultivateurs, au titre de la partie collecte prévue et non réalisée, leur seront reversées dans leur intégralité. [10 mai 1960] (n° 142). — Réponse [7 juin 1960] (p. 268). — **M. Emile Durieux** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le Pas-de-Calais a été sinistré en 1959 et reconnu comme tel par les pouvoirs publics ; que dans certaines régions du département les effets de la sécheresse ont été d'une exceptionnelle gravité ; que malgré cela l'administration

des finances entend imposer les cultivateurs au titre des bénéfices agricoles de cette même année, alors qu'ils sont exonérés dans des régions voisines rigoureusement comparables. Considérant qu'il y a là une situation particulièrement anormale, qu'il ne paraît pas possible d'accorder aux cultivateurs des prêts spéciaux pour les aider à faire face à un désastre et dans le même temps de les imposer sur les bénéficiaires agricoles, il lui demande ce qu'il compte prescrire pour éviter qu'une telle injustice se réalise [7 juin 1960] (n° 164). — Réponse [5 juillet 1960] (p. 672, 673).

**M. Emile Durieux** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'à la suite des pluies abondantes de ces derniers temps le département du Pas-de-Calais a été particulièrement éprouvé; de nombreux cours d'eau et canaux ont débordé et créé de graves préjudices aux populations, qu'elles soient urbaines ou rurales; par suite des inondations de vastes surfaces sont recouvertes par les eaux, l'arrachage des dernières betteraves n'a pu être fait et les semailles de blé d'automne sont dès maintenant très compromises; il lui demande, en raison de cette situation, s'il n'envisage pas de prendre des dispositions immédiates qui tendraient: 1° à permettre aux exploitants agricoles de bénéficier d'exonérations fiscales et d'obtenir des prêts spéciaux du crédit agricole; 2° à prévoir l'indemnisation des sinistrés les plus éprouvés par des mesures analogues à celles qui vont être prises pour certains départements déjà sinistrés (n° 265) [8 décembre 1960].

#### Interventions :

Réponse du ministre à ses questions orales n° 117 (*cf. supra*) [10 mai 1960] (p. 159); n° 129 (*cf. supra*) [10 mai 1960] (p. 165); n° 142 (*cf. supra*) [7 juin 1960] (p. 268). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup> *ter*. Demande le renvoi en commission de l'amendement n° 43 de *M. Lalloy* tendant à modifier l'article 20 du code rural (p. 608); art. 14: observations (p. 626); art. 15: appuie l'amendement n° 29 de *M. Soudant* (p. 627). — Réponse du ministre à sa question orale n° 164 (*cf. supra*) [5 juillet 1960] (p. 673). — Projet de loi d'**orientation agricole** [5 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 24: observations (p. 701, 702); intervient sur le compte-rendu analytique sommaire [7 juillet 1960] (p. 780). — Conclusions d'une commission mixte paritaire relative au projet de loi d'orientation agricole [23 juillet 1960]. — Explication de vote sur l'ensemble (p. 1123).

Projet de loi de finances pour 1961. — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1901, 1935 et 1936).

**DUTOIT (M. ADOLPHE)** [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Proposition de loi*, tendant à doubler pour l'année 1960 les taux de redevances communales et départementales des mines sur le charbon, fixés par l'article 25 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953, et à substituer aux dites redevances un impôt *ad valorem* à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1961 [26 avril 1960] (n° 153).

#### Questions orales :

**M. Adolphe Dutoit** expose à *M. le ministre du travail* que les décrets portant réforme de la sécurité sociale réduisent considérablement les pouvoirs et l'autorité des administrateurs élus. C'est ainsi que les directeurs des caisses ne sont plus les agents d'exécution des décisions des administrateurs élus, mais des agents du Gouvernement. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les droits des organismes élus soient respectés conformément aux revendications unanimes des organisations syndicales et des organismes de sécurité sociale [8 juin 1960] (n° 167). — Réponse [5 juillet 1960] (p. 674, 675).

**M. Adolphe Dutoit**, devant l'aggravation très sensible des conditions de vie des foyers ouvriers en cette dernière période, demande à *M. le ministre du travail* quelles mesures il compte prendre pour assurer: 1° l'augmentation de 20 p. 100 de l'ensemble des prestations familiales; 2° l'attribution des allocations familiales à partir du premier enfant; 3° l'attribution d'une prime de 5.000 francs par enfant d'âge scolaire, afin d'atténuer les frais encourus à l'occasion de la rentrée scolaire [22 septembre 1960] (n° 223). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1351 et 1352).

#### Interventions :

Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion générale (p. 602 et 603). — Réponse du ministre à sa question orale n° 167 (*cf. supra*) [5 juillet 1960] (p. 674, 675). — Projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]; prend la parole pour un rappel au règlement (p. 749); prend la parole sur la demande de rappel au règlement de *M. Courrière* (p. 750). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1036 à 1038). — Discussion de l'article unique. — Reprend à son compte l'amendement n° 3 de *M. Henriet* concernant le vaccin antipoliomyélique (p. 1045); le maintient malgré les explications du ministre (p. 1045).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [18 octobre 1960] (p. 1275). — Dans la discussion des articles du même projet [20 octobre 1960], à l'article 1106-9 du code rural: approuve le sous-amendement (n° 92) de *M. Brousse* (p. 1321); demande au Sénat de voter son amendement (n° 37) à l'article 1106-2 du code rural (p. 1330); propose de modifier cet amendement (p. 1331); soutient son amendement (n° 38) (p. 1332); son amendement (n° 39) à l'article 1106-3 du code rural (p. 1333); son amendement (n° 40) à l'article 6 (nouveau) (p. 1341). — Explications de vote [25 octobre 1960]: informe l'Assemblée que le groupe communiste votera contre le projet de loi (p. 1373). — Sa question orale (n° 223) relative à l'**aide sociale aux foyers ouvriers** (p. 1352). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION [17 novembre 1960] (p. 1643). — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 1647 et 1648). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960] (p. 2231).

## E

**EMAILLE (M. JULES)** [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**ENJALBERT (M. RENÉ)** [Oran-Tlemcen].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Intervention :

**Budget de l'Algérie pour 1961**: intervient sur l'article 4 [25 novembre 1960] (p. 1964).

**ERRECART (M. JEAN)** [Basses-Pyrénées].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Jean Errecart** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que l'écoulement de la récolte de maïs 1960 s'avère difficile malgré les interventions du Gouvernement destinées soit à augmenter la consommation intérieure (abaissement du prix de rétrocession), soit à développer les exportations (aide à l'exportation). Il est de ce fait permis de s'étonner qu'aucune mesure efficace ne soit encore intervenue pour augmenter l'utilisation industrielle du maïs métropolitain en permettant à l'industrie française de la maïserie d'utiliser comme elle l'a proposé 80 à 100.000 tonnes de maïs indigène pour la fourniture de « gritz de maïs » à la brasserie française. Les seuls obstacles à cette utilisation sont les importations croissantes de brisures de riz du Cambodge et du Viet-Nam (concurrents directs en brasserie de gritz de maïs) admises en France en franchise de douane et sans limitation de quantité. Pour la campagne qui va se terminer fin octobre, la France aura importé en 1960 environ 68.000 tonnes de brisures de riz contre 25 à 30.000 les années précédentes, diminuant ainsi de 80 à 90.000 tonnes l'utilisation du maïs métropolitain. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour redresser cette situation [25 novembre 1960] (n° 263). — Réponse le 13 décembre 1960 (p. 2343).

**Interventions :**

Projet de loi d'**orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 463 à 465). — Discussion des articles. — Art. 4 : son amendement rédactionnel (p. 507) ; Art. 12 : son amendement n° 126 rectifié *bis* (p. 537) ; Art. 16 : son amendement n° 133 (p. 554) ; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 707, 708).

Projet de loi de **finances pour 1961**. — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1918 et 1936). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2180-2181). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** : présente un amendement (n° 18 rectifié) à l'article 1106-5 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2236). — Sa question orale n° 263 [13 décembre 1960] (p. 2343).

**ESTEVE (M. YVES)** [Ille-et-Vilaine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — *Secrétaire* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1960].

**Question orale :**

**M. Yves Estève** rappelle à *M. le secrétaire d'Etat aux finances* l'importance exceptionnelle de la production des pommes à cidre, les difficultés d'écoulement, le prix très bas des fruits destinés à la distillation et à la commercialisation. Il lui suggère l'intérêt de voir s'amplifier la consommation du cidre et pour cette éventualité il lui demande s'il ne serait pas opportun de supprimer purement et simplement par décret la taxe de circulation frappant la commercialisation des pommes destinées à la consommation familiale, les droits étant de 30,33 nouveaux francs plus le timbre de quittance, la tonne, quand la récolte est acheminée dans le canton et les cantons limitrophes et de 46,11 nouveaux francs plus le timbre quittance, la tonne, hors de ces limites, sommes bien supérieures à celles du prix de vente revenant aux producteurs ayant à supporter des frais de ramassage et de transport [6 octobre 1960] (n° 232). — Réponse [15 novembre 1960] (p. 1541-1542).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à **l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Demande que la discussion soit poursuivie (p. 755). — Projet de loi de **finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 33 : observations (p. 864) ; répond à *M. le secrétaire d'Etat aux finances* (p. 865).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960]. — Retire l'amendement (n° 49) qui proposait une nouvelle rédaction de l'article 3 (p. 1338) ; défend l'amendement (n° 50) de *M. du Halgouët* à l'article 4 *bis* (nouveau) (p. 1339). — Sa question orale (n° 232) relative à la **consommation du cidre** [15 novembre 1960] (p. 1541-1542).

**F**

**FAGGIANELLI (M. JACQUES)** [Corse].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — *Est élu membre* de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi d'**orientation agricole** [28 juin 1960]. — Art. 18 : défend son amendement n° 114 (p. 562).

Projet de loi de **finances pour 1961**. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1865).

**FASTINGER (M. PIERRE)** [Moselle].

Remplace *M. René Schwartz*, décédé (*J. O.* du 18 mai 1960, p. 219).

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [9 juin 1960] (p. 322) ; [6 octobre 1960].

**FAURE (M. EDGAR)** [Jura].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant : 1° l'approbation de l'accord instituant l'association internationale de développement ; 2° la participation financière de la France à cette association [14 décembre 1960] (n° 115). — *Proposition de loi*, tendant à compléter l'article 344 du code civil, relatif à l'adoption [16 décembre 1960] (n° 134). — *Proposition de loi* relative à la protection du « gruyère de Comté » ou « Comté » [16 décembre 1960] (n° 135).

**Interventions :**

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, **certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** [3 février 1960]. — Discussion générale (p. 33). — Sur la motion préjudicielle n° 1 opposée au projet de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du **titre XII de la Constitution** (nos 167 et 168, 1959-1960) [17 mai 1960] (p. 217). — Discussion générale [18 mai 1960] (p. 239). — Question orale avec débat de *M. Antoine Courrière* (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocations aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 693, 694).

Projet de loi de **finances pour 1961** [17 novembre 1960] ; Art. 23 : demande à *M. le rapporteur général* si cet article est relatif à des comptes d'investissement (p. 1627) ; et se rallie au point de vue du secrétaire d'Etat aux finances (p. 1628) ; souhaite une extension de la mesure proposée par le Gouvernement (p. 1629). — AFFAIRES ÉTRANGÈRES [18 novembre 1960] (p. 1681). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1909). — CHARGES COMMUNES [28 novembre 1960] (p. 2045). — En qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, dans la discussion du projet de loi relatif à **l'association internationale de développement** [14 décembre 1960] (p. 2370 à 2373).

**FICHOUX (M. JEAN)** [Finistère].

*Est élu membre* de la commission consultative des assurances sociales agricoles [7 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**Intervention :**

Projet de loi de **finances pour 1961**. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1820).

**FONTANET (M. JOSEPH)**, *secrétaire d'Etat au commerce intérieur* (cabinet de *M. Michel Debré* du 8 janvier 1959. — Nomination du 17 novembre 1959).

**Interventions :**

Répond aux questions orales de *M. Durieux* (n° 117) relative à **la part des produits agricoles dans l'indice des prix** [10 mai 1960] (p. 159), de *M. Ribeyre* (n° 123) relative à **la législation sur les zones critiques** (p. 159). — Intervient dans la discussion des articles de la proposition de loi relative au **renouvellement de certains baux** [16 juin 1960]. — Art. A : soutient l'amendement de la commission (p. 406) ; Art. B : soutient l'amendement de la commission (p. 406) ; Art. 1<sup>er</sup> : se rallie au texte de la commission (p. 407). — Intervient dans la discussion des articles du projet de loi d'**orientation agricole** [23 juin 1960]. — Observations sur l'amendement de la commission tendant à insérer un article additionnel 2<sup>ter</sup> (nouveau) (p. 502). — Répond à la question orale n° 179 de *M. Le Bellegou* sur la situation des **oléiculteurs sinistrés** [19 juillet 1960] (p. 945). — Discussion des articles du projet de loi relatif à **la prime de transport** [22 juillet 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement n° 10 (p. 1108) ; Art. 1<sup>er bis</sup> : observations sur les amendements n° 1 à 5 (p. 1110).

Question orale (n° 218) de *M. Charles Naveau* relative aux répercussions de **la création du nouveau franc** [8 novembre 1960] (p. 1451-1452). — Question orale (n° 227) de *M. Abel Sempé* relative aux mesures fiscales en faveur de certains **agriculteurs sinistrés** [8 novembre 1960] (p. 1452-1453). — Projet de loi de **finances pour 1961**. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES [21 novembre 1960] (p. 1745). — Projet de loi modifiant partiellement le **tarif des droits de douane d'importation** [9 décembre 1960]. — Discus-

sion générale (p. 2306). — **Projet de loi portant réduction des droits sur certaines pâtes à papier** [9 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2307); article unique: amendement n° 1 (p. 2308).

**FOSSET (M. ANDRÉ)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

**Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise, groupées au sein de la fédération du Mali [16 juin 1960] (n° 195). — **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 2 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache [16 juin 1960] (n° 136). — **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 11 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements respectifs de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey, de la République du Niger, de la République de Haute-Volta, d'autre part [21 juillet 1960] (n° 301). — **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 12 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française d'une part, et les Gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République du Tchad, d'autre part [21 juillet 1960] (n° 302). — **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 15 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise [21 juillet 1960] (n° 303).

#### Interventions :

**Projet de loi interdisant certaines pratiques en matière de transactions portant sur des immeubles et des fonds de commerce et complétant l'article 408 du code pénal** [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 145). — Discussion des articles (p. 145). — Art. 1<sup>er</sup>: son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (p. 145); Art. 2: son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 3° et à la suppression des deux derniers alinéas (p. 146); Art. 4: son amendement tendant à compléter le dernier alinéa (p. 146); Art. 5: son amendement tendant à une nouvelle rédaction (p. 147). — Propositions de loi: 1° de MM. Bernard Lafay, Edmond Barrachin, Edouard Bonnefous, André Boutemy, Julien Brunhes, Etienne Dailly, Charles Fruh, Maurice Lalloy et Jean-Louis Vigier, tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du district de la région de Paris; 2° de MM. Waldeck L'Huillier, Jacques Duclos, Georges Marrane, Raymond Guyot, Camille Vallin, Mme Renée Dervaux, M. Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris; 3° de MM. Maurice Coutrot, Georges Dardel, Pierre Métayer et des membres du groupe socialiste, tendant à reporter à une date ultérieure l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 170). — Amendement n° 9 à l'art. 1<sup>er</sup> (p. 191); à l'amendement n° 1 (*ibid.*); à l'amendement n° 3 (p. 192); à l'amendement n° 4 (p. 193 et 194); à l'amendement n° 5 (p. 195); à l'amendement n° 6 (p. 196); à l'amendement n° 10 (p. 197);

à l'amendement n° 7 (p. 198); à l'amendement n° 8 (p. 198). — **Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise** groupées au sein de la Fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 380, 381, 382). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7: défend son amendement n° 7 (p. 1083); répond à M. le ministre sur le même sujet (p. 1084).

**Projet de loi portant création d'une bourse d'échanges de logements** [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1398). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1730). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Art. 78 bis: votera l'article (p. 1801). — INTÉRIEUR (*suite*) [28 novembre 1960] sur l'amendement n° 55 au même article (p. 2057). — Mesures de protection en matière de loyers en faveur de certains fonctionnaires et militaires (1<sup>er</sup> décembre 1960). — Dans la discussion générale (p. 2167 et suivantes) intervient comme rapporteur de la commission des lois: sur l'amendement n° 1 de M. Jean Geoffroy (p. 2167); sur l'article 2 (p. 2168). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960]; Art. 8 *sexies*: amendements n°s 13 et 14 (p. 2288-2289). — Proposition de loi relative à la situation de certains gynécologues accoucheurs [9 décembre 1960], en qualité de rapporteur de la commission des lois (p. 2326).

**FOURNIER (M. JEAN-LOUIS)** [Landes].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1961**. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960] (p. 1687). — Discussion des articles. — Art. 54: retire son amendement n° 30 (p. 1695). — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1729).

**FOYER (M. JEAN)** Secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats de la Communauté (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 5 février 1960).

#### Interventions :

Discussion générale du projet de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du titre XII de la Constitution (n° 167 et 168, année 1959-1960) [17 mai 1960] (p. 210); 18 mai 1960 (p. 241). — Prend la parole dans la discussion du projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise groupées au sein de la Fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 379, 380); répond aux interventions de différents orateurs (p. 391, 392) et à une intervention de M. Lachèvre (p. 394); prend part à la discussion de trois projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la Fédération du Mali et avec la République malgache [11 juillet 1960] (p. 824, 825, 826, 827). — Discussion générale du projet de loi portant modification de certaines dispositions du code de la nationalité [20 juillet 1960] (p. 1012, 1013). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup>: s'oppose à l'amendement de M. Paulian (p. 1020); accepte un amendement (n° 2 rectifié) de M. Kalb modifiant le premier alinéa (p. 1020); intervient au sujet de l'amendement (n° 1) de M. de Maupeou et de l'amendement (n° 3) de M. Dailly (p. 1021 et 1022); répond à une question de M. de Maupeou (p. 1022); répond à une question de M. Courrière (p. 1023); s'oppose au renvoi du texte demandé par M. Carcassonne (p. 1024); apporte des précisions concernant le terme « descendants » (p. 1026); répond à M. Abel-Durand sur le même sujet (p. 1026); demande à M. de Maupeou de retirer son amendement (p. 1026); prend part à la discussion de trois projets de loi portant approbation: le premier, des accords particuliers signés le 12 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République du Tchad, d'autre part; le second, des accords particuliers signés le 15 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise; le troisième, des accords particuliers signés le 11 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements respectifs de la République de Côte d'Ivoire, de la République du Dahomey, de la République du Niger, de la République de Haute-Volta, d'autre part [22 juillet 1960]. — Discussion générale commune (p. 1072 à 1074).

Projets de loi relatifs aux **accords signés avec les gouvernements de plusieurs Républiques africaines** [3 novembre 1960] (p. 1419 à 1424). — Discussion du projet de **loi de finances pour 1961**. — COMMUNAUTÉ [26 novembre 1960] (p. 2002 et 2004).

**FREY (M. ROGER), Ministre délégué auprès du Premier ministre** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 5 février 1960).

#### Interventions :

Répond aux questions orales de M. Le Bellegou (n° 107) concernant la loi organique sur la **séparation des pouvoirs législatif et réglementaire** [26 avril 1960] (p. 74); de M. René Dubois (n° 111) sur les **livraisons d'armes** faites par un Etat étranger aux **rebelles algériens** (p. 75); de M. Marcihacy (n° 131) sur la **publication des avis du Conseil d'Etat** (p. 206); de M. Brégégère (n° 132) relative à la **protection des exploitations agricoles** contre les calamités atmosphériques [7 juin 1960] (p. 266); de M. Suran (n° 139) relative à la **pollution des eaux** dans la vallée de la **Garonne** [7 juin 1960] (p. 267); de M. Durieux (n° 142) sur **l'évaluation de la récolte** et le prix du quintal de **blé** [7 juin 1960] (p. 268); de M. Guille (n° 144) sur **l'aide aux viticulteurs** victimes de gelées [7 juin 1960] (p. 269).

Projet de loi constitutionnelle portant **modification de l'article 28 de la Constitution** [16 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2413-2414-2415). — Discussion générale, en deuxième lecture du précédent projet [16 décembre 1960] (p. 2437). — Lors de la clôture de la première session ordinaire de 1960-1961, adresse ses remerciements à l'Assemblée (p. 2438).

**FRUH (M. CHARLES)** [Seine].

*Est élu juge suppléant* de la Haute Cour de justice [21 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — *Est élu membre* de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, **certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** (3 février 1960). — Explication de vote (p. 40). — Prend la parole au cours de la discussion des articles de la proposition de loi tendant au **renouvellement de certains baux** [16 juin 1960]; défend son amendement à l'article 1<sup>er</sup>, puis le retire (p. 408).

Projet de **loi de finances pour 1961**. — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 1832).

## G

**GADOIN (M. JACQUES)** [Nièvre].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960]. — *Président* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-373 du 6 mars 1959 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation sur certains légumes secs [13 juillet 1960] (n° 270).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-53 du 18 janvier 1960, suspendant, jusqu'au 31 mars 1960 inclus, la perception des droits de douane d'importation applicables à certains produits [19 octobre 1960] (n° 11). — *Rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi de MM. Joseph Beaujannot, Robert Bouvard, Julien Brunhes, Abel-Durand, Eugène Jamain, Lucien Perdereau, Etienne Rabouin, Jacques Vassor et Louis Martin, tendant à abroger l'ordonnance n° 59-130 du 7 janvier 1959 relative à la captation des eaux du val de Loire au profit de la ville de Paris [19 octobre 1960] (n° 16). — *Avis*, présenté au nom de

la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [15 novembre 1960] (n° 41).

#### Interventions :

En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, pour défendre une motion préjudicielle sur le projet de loi portant ratification du décret suspendant provisoirement la perception du **droit de douane d'importation sur certains légumes secs** [3 novembre 1960] (p. 1414 et 1415). — En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, dans la discussion générale du projet de loi portant ratification du décret suspendant, jusqu'au 31 mars 1960 inclus, la perception des **droits de douane d'importation applicables à certains produits** [3 novembre 1960] (p. 1416 et 1417). — *Projet de loi de finances pour 1961*. — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1731). AFFAIRES ÉCONOMIQUES [21 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1743). — ARTICLES [28 novembre 1960]: Art. 87: défend l'amendement n° 69 au nom de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2110, 2111). — Proposition de loi relative au **captage des eaux du val de Loire** [9 décembre 1960]. Rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2314, 2326).

**GANEVAL (Général JEAN)** [Seine].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1490, 1491). — *Projet de loi de finances pour 1961* [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1678). — DÉPENSES MILITAIRES - SECTION COMMUNE [26 novembre 1960]. En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2013). — *Projet de loi de finances rectificative pour 1960* [8 décembre 1960]. — Discussion générale, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2280); Art. 9: amendements n° 7 et 9 (p. 2294).

**GARAUDY (M. ROGER)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Roger Garaudy** demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* les raisons pour lesquelles il a été mis fin au mandat du directeur de l'office du sport scolaire et universitaire. Il attire son attention sur l'émotion grandissante causée par cette décision dans de nombreux organismes tels que la fédération de l'éducation nationale, le syndicat des professeurs d'éducation physique, le syndicat des maîtres d'éducation physique, l'union nationale des étudiants de France, les clubs universitaires, les associations de parents d'élèves et les secrétaires régionaux de l'O. S. S. U. qui ont réaffirmé tout récemment leur confiance au directeur actuel de l'O. S. S. U. Un rôle capital a été joué par cette personnalité depuis la fondation de l'O. S. S. U. C'est elle qui a, en particulier, été à la base de la réunification du sport universitaire international et qui a organisé les Jeux universitaires d'hiver à Chamonix; elle a, de plus, donné à l'office du sport scolaire et universitaire une impulsion décisive. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de reconsidérer sa décision [8 juin 1960] (n° 166).

**M. Roger Garaudy**, après avoir pris connaissance de la circulaire ministérielle interdisant en fait la participation des universitaires français aux cérémonies qui marqueront le 105<sup>e</sup> anniversaire de l'université de Humboldt, demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* les raisons pour lesquelles des mesures discriminatoires que rien ne justifie furent prises. Il est de tradition que ces cérémonies permettent des rencontres universitaires et scientifiques internationales fort utiles. Nul doute que l'absence française a été défavorablement commentée [19 novembre 1960] (n° 261). — Réponse [6 décembre 1960] (p. 2208-2209).

#### Intervention :

Projet de **loi de finances pour 1961**. — INFORMATION [21 novembre 1960] (p. 1747).

**GARET (M. PIERRE) [Somme].**

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

**Questions orales :**

**M. Pierre Garet** expose à *M. le ministre des armées* avec étonnement qu'à l'heure actuelle, où la situation est différente de ce qu'elle était il y a plus de dix ans, par suite du maintien prolongé sous les drapeaux des jeunes gens accomplissant leur service militaire, il est encore fait une application rigoureuse de l'article 7 de la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948, aux termes de laquelle seuls les militaires accomplissant leurs obligations sur le territoire dont ils sont originaires peuvent bénéficier d'une permission agricole pendant la durée de leur service. Il lui demande s'il ne serait pas opportun d'envisager d'autres dispositions, au moins pour tenir compte de situations exceptionnelles que l'autorité militaire pourrait se réserver d'apprécier [5 juillet 1960] (n° 194).

**M. Pierre Garet** rappelle à *M. le ministre des armées* l'insuffisance actuelle du nombre des maîtres dans l'enseignement. Il lui demande en conséquence de lui dire si son intention est bien de faire procéder durant la présente année scolaire à l'incorporation des jeunes gens sortis de l'école normale en 1960 et à qui vient d'être confiée, il y a quelques semaines, une première classe — alors qu'il est certainement de l'intérêt des enfants que ceux-ci conservent le même maître jusqu'à la fin de l'année scolaire [3 novembre 1960] (n° 253).

**M. Pierre Garet** rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'aux termes de l'article 51 du code des caisses d'épargne, le taux d'intérêt à servir aux caisses d'épargne est fixé « en tenant compte du revenu des valeurs en portefeuille et du compte courant avec le Trésor ». Il lui demande de lui dire comment, dans ces conditions, peut être expliqué le décret paru au *Journal officiel* du dimanche 30 octobre, qui correspond à une diminution du taux de l'intérêt servi par les caisses d'épargne ordinaires, au moment même où le revenu des valeurs du portefeuille et du compte courant avec le Trésor est certainement en hausse. Il lui demande également de lui expliquer les raisons pour lesquelles le taux d'intérêt servi par la caisse nationale d'épargne a été abaissé dans une proportion moindre [3 novembre 1960] (n° 254). — Réponse [13 décembre 1960] (p. 2334).

**M. Pierre Garet** rappelle à *M. le Premier ministre* que, lors de la discussion du budget de la caisse nationale d'épargne devant le Sénat, dans la soirée du 17 novembre, *M. le ministre des postes et télécommunications* a déclaré que ce décret du 29 octobre 1960, réduisant le taux d'intérêt versé aux déposants de la caisse nationale d'épargne, par lui contresigné, était « un acte de gouvernement », ce qui correspond à reconnaître, au moins tacitement, que ce décret n'avait pas été pris conformément à la seule disposition dont il devait être tenu compte : l'article 30 du code des caisses d'épargne. Il lui demande s'il estime que le Gouvernement avait le droit d'agir ainsi qu'il l'a fait, ou s'il ne pense pas que ce décret du 29 octobre 1960, pris dans les conditions précisées par *M. le ministre des postes et télécommunications*, constitue un précédent dangereux et regrettable [18 novembre 1960] (n° 258). — Réponse [13 décembre 1960] (p. 2334).

**Interventions :**

Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : répond à *M. Guy Petit* (p. 812) ; Art. 11 : répond à une observation de *M. Jacques Marette* (p. 818). — Demande au Sénat de suivre la commission et d'adopter l'ensemble du projet de loi (p. 819).

Projet de loi de finances pour 1961 [17 novembre 1960]. — Caisse nationale d'épargne (p. 1654-1655). — JUSTICE [21 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1726 et 1737). — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960] (p. 1840).

Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Discussion des articles. — Prend part à la discussion de l'article 1106-8 du code rural (p. 2241-2242). — Demande au Sénat de repousser l'article 3 (p. 2248). — Son observation sur le même article (p. 2249). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [8 décembre 1960] : Art. 9, état A ; amendement n° 4 (p. 2294-2295). — Ses questions orales relatives au **taux d'intérêt des caisses d'épargne** [13 décembre 1960] (p. 2334).

**GAY (M. ETIENNE) [Oran-Tlemcen].**

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**GEOFFRE (M. JEAN DE) [Maine-et-Loire].**

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**GEOFFROY (M. JEAN) [Vaucluse].**

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de *M. Roger Carcassonne* et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-239 du 4 février 1959 sur la notification des sous-locations [16 juin 1960] (n° 201). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de certaines dispositions du code de la nationalité [13 juillet 1960] (n° 273).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, étendant l'ordonnance n° 59-24 du 3 janvier 1959, instituant en matière de loyers diverses mesures de protection en faveur des fonctionnaires affectés ou détachés hors du territoire européen de la France, en application de la loi n° 57-871 du 1<sup>er</sup> août 1957, et de certains militaires [23 novembre 1960] (n° 54).

**Interventions :**

Projet de loi portant modification de certaines dispositions du **code de la nationalité** [20 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1013). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : s'oppose à l'amendement n° 4 rectifié de *M. Paulian* (p. 1020) ; intervient à la suite de la déclaration de *M. le Premier ministre* (p. 1023).

**GISCARD D'ESTAING (M. VALÉRY), secrétaire d'Etat aux finances** (cabinet de *M. Michel Debré* du 8 janvier 1959).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion de la proposition de loi organique relative à la **présentation des lois de finances** [8 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 9 : propose que cet article soit disjoint (p. 296) ; Art. 11 : demande la modification de cet article (p. 297 et 299). — Prend part à la discussion du projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 644, 645). — Discussion des articles. — Art. 2 bis (nouveau) : oppose l'irrecevabilité à l'amendement n° 9 rectifié de *M. Suran* (p. 647) ; observations sur l'amendement n° 3 de *M. Lalloy* (p. 649) ; oppose l'article 40 de la Constitution à cet amendement (p. 650, 651, 652, 653) ; oppose l'article 41 de la Constitution à l'amendement de *M. Courrière* qui reprend le troisième alinéa de l'amendement n° 3 de *M. Lalloy* (p. 654) ; Art. additionnel 3 : donne son avis sur l'amendement n° 7 de *M. Driant* (p. 655, 656). — Répond aux questions orales de *M. Jean Bène* (n° 154) relative aux **importations frauduleuses de vin** [5 juillet 1960] (p. 670) ; de *M. Lucien Bernier* (n° 159) relative à la protection de la **production bananière des Antilles françaises** [5 juillet 1960] (p. 671) ; de *M. Emile Durieux* (n° 164) relative aux **impôts directs des cultivateurs du Pas-de-Calais** victimes de la sécheresse en 1959 [5 juillet 1960] (p. 672, 673) ; de *M. Joseph Raybaud* (n° 181) relative aux **ressources financières des chambres départementales d'agriculture** [5 juillet 1960] (p. 673, 674). — Prend part à la suite de la discussion des articles du projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [6 juillet 1960] ; accepte la discussion des amendements déclarés recevables par le président du Sénat (p. 718). — Art. additionnel 5 (nouveau) : accepte les amendements n°s 3 et 10 présentés par *MM. Lalloy* et *Courrière* (p. 718) ; répond à une question posée par *M. Dulin* (p. 719). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1960 [12 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 844, 845). — Discussion des articles. — Art. 7 bis (nouveau) : demande à *M. Robert*

Bouvard de reporter la discussion du problème que soulève son amendement (n° 10) à la prochaine loi de finances; Art. 8: répond à la question posée par M. Bernard Chochoy (p. 854); Art. 16 bis: demande le renvoi de la discussion de l'article à la fin du débat (p. 855); Art. 16 ter (nouveau): accepte l'amendement (n° 7) de M. Marcel Pellenc (p. 855); Art. 17: repousse l'amendement (n° 1) de M. Georges Lamousse et l'amendement (n° 5) de M. Jacques Duclos (p. 857); repousse l'amendement (n° 8) de M. Marcel Pellenc (p. 858, 859); Art. 19: répond à MM. Ludovic Tron, Courrière et Henri Longchambon (p. 861); Art. 23: accepte l'amendement (n° 9) de M. Marcel Pellenc (p. 863); Art. 33: répond à M. Yves Estève (p. 864). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup>: demande que cet article soit réservé (p. 1015); Art. 2: fournit des explications sur la nouvelle majoration de programme proposée par le Gouvernement (p. 1017); répond à MM. Dulin et Coudé du Foresto au sujet du financement (p. 1018); Art. 1<sup>er</sup> (réservé): défend son amendement n° 4 (p. 1019). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 ter: prend la parole contre l'amendement n° 2 de M. Brun (p. 1088 et 1089); Art. 16 bis A réservé: prend la parole sur cet article additionnel et conteste la recevabilité de l'amendement qui le propose (p. 1096). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de finances rectificative** pour 1960 [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. additionnel 16 bis A: demande la réserve de cet article, qui intéresse le ministre de l'information (p. 1093); Art. 16 ter: prend la parole sur l'amendement n° 2 de M. Pellenc (p. 1094); Art. 17: répond à l'intervention de M. Chochoy (p. 1094). — **Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1960** [25 septembre 1960]; intervient dans la discussion générale (p. 1133).

**Projet de loi de finances pour 1961** [16 novembre 1960] (p. 1579). — S'oppose à l'amendement de la commission à l'article 3. — Accepte la modification du dernier alinéa de cet article proposée par la commission (p. 1580); Art. 4: réservé à la demande de M. le secrétaire d'Etat; Art. 6: soutient le point de vue du Gouvernement (p. 1583, 1584 et 1585); Art. 2: demande à l'Assemblée de repousser l'amendement (n° 12) de M. Marrane (p. 1586). — Soutient le point de vue du Gouvernement (p. 1587 et 1588). — Accepte le premier paragraphe de l'amendement n° 20 de la commission, mais repousse le second (p. 1588 et 1589). — Répond à M. Courrière (p. 1589). — Art. 4: explique le point de vue du Gouvernement (p. 1592); Art. 6 bis: propose l'insertion de ce nouvel article (p. 1593) et répond aux différents orateurs (p. 1595); accepte le sous-amendement de la commission (p. 1595). — Art. additionnel 6 ter: propose l'insertion de ce nouvel article (p. 1595). — Suite de la discussion [17 novembre 1960]. — Art. 7: défend l'amendement n° 18 du Gouvernement (p. 1604). — Propose par amendement (n° 19) l'insertion d'un article 7 bis (p. 1604); Art. 9: déclare irrecevable l'amendement (n° 11) présenté par M. Bouquerel au nom de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1605). — Expose la position du Gouvernement (p. 1606). — S'oppose à l'insertion d'un nouvel article 11 bis proposé par la commission (amendement n° 26) (p. 1609). — S'oppose à l'amendement (n° 25) tendant à la suppression du paragraphe II de l'article (p. 1610); Art. 13: repousse l'amendement (n° 27) présenté par M. Dulin au nom de la commission des affaires sociales (p. 1611); Art. 14: s'oppose à l'amendement (n° 3 rectifié) de Mlle Rapuzzi, mais se rallie à l'amendement (n° 23) de M. de Pontbriand (p. 1613); confirme sa position (p. 1615); Art. 23: repousse l'amendement (n° 9) de la commission (p. 1626 et 1627). — Répond à une question de M. Edgar Faure (p. 1628); et expose en détail le point de vue du Gouvernement (p. 1628 et 1629). — Constate, à la fin de la discussion de la première partie de la loi de finances, qu'une seconde délibération sera nécessaire (p. 1629). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Répond à Mme Cardot (p. 1693). — Art. 54: déclare irrecevable l'amendement n° 54 de M. Marrane (p. 1695). — Déclare également irrecevable l'amendement n° 39 de Mme Cardot (p. 1695). — Souhaite le retrait de l'amendement n° 33 de M. Audy (p. 1696). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1769). — Discussion des articles. — Art. 59: répond à M. Hugues à propos de l'amendement n° 37 (p. 1774). — Après l'article 72: s'oppose à l'amendement de M. Voyant (p. 1775). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Défend l'amendement n° 29 (p. 1798), répond à M. de La Gontrie (p. 1798). — Défend l'amendement n° 54 (p. 1799). — Art. 77: s'oppose également à l'amendement n° 45 (p. 1800). — AGRICULTURE [24 novembre 1960], répond à M. Coudé du Foresto (p. 1921), parle sur le titre V (p. 1936 et 1937).

**Budget de l'Algérie pour 1961** [25 novembre 1960]: soutient un amendement gouvernemental (n° 4) tendant à insérer un article additionnel 1<sup>er</sup> A (p. 1957); intervient sur l'amendement (n° 2) de M. Schiaffino (p. 1958). — **Projet de loi de finances (suite)**. — SERVICES FINANCIERS [28 novembre 1960] (p. 2047 à 2050). — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ [28 novembre 1960] (p. 2052 et 2053). — MONNAIES ET MÉDAILLES [28 novembre 1960] (p. 2054). — INTÉRIEUR (suite) [28 novembre 1960]: observations sur l'amendement n° 48 à l'article 78 bis (p. 2056); sur l'amendement n° 55 au même article (p. 2056). — Comptes d'affectation spéciale [28 novembre 1960]; sur l'article 35 (p. 2061). — Articles: Art. 51 quater [28 novembre 1960]: observations sur l'amendement n° 101 (p. 2082); Art. 107: observations (p. 2084); Art. 51 quater (suite): répond à M. Bernier (p. 2107); Art. 51 quinquies: sur l'amendement n° 90 (p. 2107 et 2108); Art. 51 sexies (nouveau): sur l'amendement n° 91 (p. 2108); après l'article 69, déclare l'amendement n° 93 irrecevable (p. 2109); Art. 87: sur l'amendement n° 85 (p. 2110), n° 69 (p. 2111); Art. 93 bis, sur l'amendement n° 74 rectifié (p. 2112); Art. 95: sur l'amendement n° 95 (p. 2113); Art. 97: sur l'amendement n° 68 (p. 2113); Art. 98: sur les amendements n° 63 (p. 2114), n° 66 (p. 2115); après l'article 99, déclare irrecevable l'amendement n° 56 (p. 2116); Art. 103: repousse l'amendement n° 77 (p. 2116); observations sur l'amendement n° 73 (p. 2116-2117); Art. 105: observations sur l'amendement n° 96 (p. 2117); Art. 106: observations sur l'amendement n° 97 (p. 2118); après l'art. 107: observations sur l'amendement n° 99 (p. 2119). — Demande une seconde délibération du projet de loi de finances (p. 2119). — Deuxième délibération [29 novembre 1960]: sur l'article 4 (p. 2125); sur l'article 6: défend l'amendement n° 103 (p. 2125); sur l'article 9: défend l'amendement n° 104 (p. 2126); sur l'article 11: défend l'amendement n° 105 (p. 2126 à 2128); sur l'article 12: défend l'amendement n° 109 (p. 2128); sur l'article 13: défend l'amendement n° 110 (p. 2129); sur l'article n° 17: défend l'amendement n° 111 (p. 2129); sur l'article 18: défend l'amendement n° 119 (p. 2130); sur l'article 18: défend l'amendement n° 120 (p. 2130); sur l'article 4: défend l'amendement n° 102 (p. 2130 à 2133); sur l'article 19: défend l'amendement n° 112 (p. 2130 à 2133); sur l'article 23: défend l'amendement n° 113 (p. 2135); sur l'article 25: défend l'amendement n° 116 (p. 2135); sur l'article 25: défend l'amendement n° 114 (p. 2135); sur l'article 25: défend l'amendement n° 115 (p. 2135); sur l'article 33: défend l'amendement n° 117 (p. 2136); sur l'article 35: défend l'amendement n° 118 (p. 2136); sur l'article 35: défend l'amendement n° 123 (p. 2136); sur l'article 35: défend l'amendement n° 122 (p. 2136). — Répond à M. Coudé du Foresto sur l'ensemble du projet (p. 2139 à 2140). — Associe le Gouvernement, après le vote du budget, aux remerciements adressés par M. le président Monnerville au Sénat (p. 2141).

Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960] (p. 2232). — Repousse l'amendement (n° 1) (p. 2233). — Précise la position du Gouvernement sur l'amendement (n° 2) de M. Martial Brousse au nom de la commission des affaires sociales (p. 2234). — Accepte l'amendement (n° 3) de M. Martial Brousse (p. 2234). — Accepte l'amendement (n° 4) de M. Martial Brousse (p. 2234). — Déclare le Gouvernement défavorable à l'amendement (n° 5) de M. Martial Brousse (p. 2235). — Répond aux observations présentées sur ce même amendement (p. 2235). — Intervient sur l'amendement (n° 19) présenté par M. Rochereau, ministre de l'agriculture (p. 2237). — Nouvelle rédaction de l'amendement (n° 19) (p. 2237). — **Projet de loi de finances pour 1961, 2<sup>e</sup> lecture** [8 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2259); Art. 3: amendement n° 1 (p. 2260); Art. 6: amendement n° 2 (p. 2261); Art. 6 A: amendement n° 20 (p. 2261); Art. 11: amendement n° 4 (p. 2263); Art. 14: amendement n° 10 (p. 2266); Art. 33: amendement n° 6 (p. 2269); Art. 51 A: amendement n° 7 (p. 2270); Art. 95: amendement n° 9 (p. 2273). — Proposition de loi relative à la prescription des **créances de l'Etat et de collectivités publiques** [9 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2311-2312). — **Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour 1960**. — Discussion générale [13 décembre 1960] (p. 2346-2347). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960, 2<sup>e</sup> lecture** [13 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2348); Art. 6 A: amendement n° 1 (p. 2349). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — discussion des conclusions de la commission paritaire [13 décembre 1960]; Art. 6 A: amendement n° 1 (p. 2349); après l'article 25 (p. 2350); Art. 97 (p. 2352); Art. 51 A: amendement n° 2 (p. 2352-2353). — **Projet de loi relatif à divers aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer** [14 décembre 1960] (p. 2384-2385); oppose l'article 40 aux amendements n° 3 et 4 de M. Isautier (p. 2386-2387); demande à M. Marie-Anne de retirer l'amendement n° 2 (p. 2389); oppose l'article 40 à l'amendement n° 5 de M. Isautier (p. 2390) et à l'amendement n° 6 rectifié de M. Bernier (p. 2391).



**GOLVAN** (M. VICTOR) [Morbihan].

*Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].*

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**Interventions :**

Projet de loi d'**orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 462, 463). — Discussion des articles. — Art. 26 bis (nouveau) : défend son amendement n° 48 tendant à insérer cet article additionnel (p. 582 et 583) ; explique son vote sur l'amendement n° 49 de M. Deguise (p. 584). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 5 : observations (p. 721). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 2 (p. 738) ; le retire (p. 739). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 28 : contre l'amendement n° 15 (p. 997 et 999).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION [17 novembre 1960] (p. 1639). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1790). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1913).

**GRAND** (M. LUCIEN) [Charente-Maritime].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].*

**Interventions :**

Projet de loi d'**orientation agricole** [24 juin 1960]. — Art. 9 : observations sur l'amendement n° 125 de M. Noury (p. 527). — **Projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la répression de la traite des êtres humains** et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 2 décembre 1949 [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1061).

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960] ; défend son amendement (n° 61 rectifié) à l'article 1106-2 du code rural (p. 1328). — Répond à M. le secrétaire d'Etat aux finances à propos de l'amendement (n° 2) de M. Martial Brousse au nom de la commission des affaires sociales (p. 2234).

**GRAVIER** (M. ROBERT) [Meurthe-et-Moselle].

**Questeur du Sénat.**

**GREGORY** (M. LÉON-JEAN) [Pyrénées-Orientales].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**Interventions :**

Question orale avec débat de M. Pisani, relative au ramassage scolaire [14 juin 1960] (p. 351, 352, 353). — **Projet de loi d'orientation agricole** [28 juin 1960]. — Art. 18 : observations sur l'amendement n° 120 du Gouvernement (p. 558) ; Art. 21 : prend la parole dans la discussion de l'amendement n° 130 présenté par MM. Fosset et Boulanger (p. 569) ; Art. 23 : intervient dans la discussion commune des amendements n° 41 de M. Deguise, n° 5 de M. Bardol et n° 79 de M. Houdet (p. 574) ; pose une question à M. le ministre sur le même sujet (p. 576). — **Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2 bis (nouveau) : explique son vote sur l'amendement n° 3 de M. Lalloy (p. 652, 653) ; défend son amendement à l'article 2 du projet de loi modifiant et complétant le chapitre 1<sup>er</sup> du titre X du livre 1<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la répression des infractions en matière de décentralisation des installations et établissements industriels, scientifiques et techniques [7 juillet 1960] (p. 795). — **Projet de loi instituant une redevance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 807, 808). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : pose une question au ministre de la construction au sujet de l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 813). — **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion de l'article unique. — Défend l'amendement n° 1 de M. Puzet (p. 1043) ; le maintient malgré les interventions du ministre et du Premier ministre (p. 1043).

**Réparation des dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2181-2182).

**GROS** (M. LOUIS) [Français établis hors de France].

*Est nommé président de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].*

**Dépôt législatif :**

**Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, en vue d'étudier les problèmes actuels posés en Grèce, en Turquie, au Liban et en Jordanie, par l'enseignement français et les questions culturelles intéressant la France et ces pays [16 décembre 1960] (n° 131).

**Questions orales :**

**M. Louis Gros** appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur la situation anormalement défavorable dans laquelle se trouvent placées les familles françaises habitant le Maroc, dont les prestations familiales (allocations de salaire unique, allocations de chef de foyer) déjà très inférieures à celles de la métropole, ont été réduites de 25 p. 100 début 1960, accusant encore la différence entre les deux régimes (par exemple : 9.675 francs anciens contre 23.040 francs, soit 12.365 francs de différence pour trois enfants) ; et lui demande quelles mesures il compte prendre pour venir en aide à des Français particulièrement dignes d'intérêt, et en particulier, s'il n'envisage pas, parmi des solutions possibles, le rattachement volontaire des allocataires français du Maroc au régime métropolitain, à l'instar de la solution intervenue pour la retraite vieillesse ou l'inscription volontaire des travailleurs français du Maroc et de Tunisie qui a été prévue dans le cadre du régime de l'assurance retraite de la sécurité sociale [28 juin 1960] (n° 188). — Réponse [9 juillet 1960] (p. 949). — **M. Louis Gros** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* quelles sont les raisons qui expliquent et justifient que la quasi-totalité des arrêtés d'assimilation prévus par la loi du 4 août 1956 et les décrets d'application pour la liquidation des pensions de retraite des fonctionnaires français du Maroc n'aient pas encore été pris, et ceci au plus grand préjudice des intéressés réduits, après quatre ans, à ne recevoir que des acomptes insuffisants [5 juillet 1960] (n° 195). — Réponse [8 novembre 1960] (p. 1450).

**Interventions :**

Intervient, en qualité de président de la commission des affaires culturelles, sur une motion d'ordre [5 juillet 1960] (p. 675). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Demande une suspension de séance (p. 734). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : Observations sur l'amendement n° 33 de M. Brun (p. 737) ; Art. 7 : propose de terminer la discussion du projet de loi et le renvoi du vote sur l'ensemble au début de la prochaine séance (p. 758). — Question orale n° 188 [19 juillet 1960] (p. 949).

Sa question orale (n° 195) relative à la liquidation des pensions de retraite des **fonctionnaires français du Maroc** [8 novembre 1960] (p. 1450). — **Projet de loi de finances pour 1961** [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1672). — Comptes d'affectation spéciale [28 novembre 1960] ; Art. 35 : sur l'amendement n° 79 (p. 2065-2066).

**GUERIL** (M. GEORGES) [Guyane].

*Est élu membre suppléant du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [7 juin 1960]. — Est désigné comme membre du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [29 juin 1960].*

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].*

**Interventions :**

Discussion générale du projet de **loi de programme pour les départements d'outre-mer** [12 juillet 1960] (p. 878) ; discussion des articles [13 juillet 1960]. — Art. 5 ; arrêté n° 8 (p. 905). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de programme pour les départements d'outre-mer** [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 5 : Intervient pour exposer le cas de la Guyane (p. 1081).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1984). — DÉPENSES MILITAIRES, SECTION COMMUNE : AFFAIRES D'OUTRE-MER [26 novembre 1960] (p. 2026). — **Projet de loi relatif à divers aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer** [14 décembre 1960] (p. 2380-2381).

**GUEROUI (M. MOHAMED)** [Sétif Batna].

*Est élu membre du conseil supérieur de la promotion sociale en Algérie* [7 juin 1960].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

**GUILLAUMAT (M. PIERRE), Ministre délégué auprès du Premier ministre.** (Cabinet de M. Michel Debré, du 8 janvier 1959. — Nominé du 5 février 1960).

**Interventions :**

Répond à la question orale de M. Jacques Duclos relative aux **fonctionnaires victimes du régime de Vichy** (n° 152) [21 juin 1960] (p. 427) ; intervient, au nom de M. le Premier ministre, pour le report à une date ultérieure de la question orale de M. Antoine Courrière (n° 48) [21 juin 1960] (n° 428) ; répond à la question orale de M. Roger Menu (n° 158) relative à **l'accès des diabétiques à la fonction publique** [5 juillet 1960] (p. 669).

Questions orales de MM. Roubert, Raybaud, Hugues, Edouard Bonnefous concernant **l'immersion de déchets radioactifs** [3 novembre 1960] (p. 1432 à 1435, 1440-1441). — Question orale (n° 195) de M. Louis Gros relative à la liquidation des **pensions de retraite des fonctionnaires français du Maroc** [8 novembre 1960] (p. 1450). — **Projet de loi de finances pour 1961.** — SERVICES DU PREMIER MINISTRE [19 novembre 1960] (p. 1717 et 1720). — Question orale (n° 244) de Mme Renée Dervaux relative aux **caisses des écoles** [6 décembre 1960] (p. 2207-2208). — Question orale (n° 261) de M. Roger Garaudy relative à **l'absence des universitaires français aux cérémonies anniversaires de l'université de Humboldt** [6 décembre 1960] (p. 2208). — **Projet de loi relatif à l'intégration dans certains corps et administrations de l'Etat des inspecteurs généraux et inspecteurs de la France d'outre-mer** [16 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2412).

**GUILLAUMOT (M. PAUL),** [Yonne].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [6 octobre 1960].

**GUILLE (M. GEORGES)** [Aude].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [6 octobre 1960].

**Question orale :**

**M. Georges Guille** attire l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur la gravité des gelées qui ont récemment éprouvé certaines parties du vignoble français ; il lui demande quelles mesures il envisage pour venir en aide aux viticulteurs sinistrés, il lui suggère (par dérogation aux dispositions de l'article 5 du décret n° 59-632 du 16 mai 1959 et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 60-1 du 7 janvier 1960) d'autoriser la libre commercialisation par ces viticulteurs des quantités de vin hors quantum de leur récolte 1959, ceci pouvant représenter pour eux une réparation partielle du préjudice subi sans aucune incidence onéreuse pour le Trésor public [12 mai 1960] (n° 144). — Réponse [7 juin 1960] (p. 269).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale (n° 144) (*cf. supra*) [7 juin 1960] (p. 269).

**Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1472 à 1476).

**GUYOT (M. RAYMOND)** [Seine].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Proposition de loi* tendant à accorder à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet 1960 l'amnistie pour toutes les peines à titre disciplinaire distribuées par les tribunaux militaires, à lever toutes les punitions régimentaires, à accorder l'amnistie, la libération et la démobilisation des jeunes soldats condamnés ayant déjà effectué un temps supérieur à celui de leur classe [23 juin 1960] (n° 217).

**Question orale :**

**M. Raymond Guyot** demande à *M. le ministre de l'intérieur* dans quelles conditions est intervenue la décision d'interdire le congrès national pour la paix en Algérie qui devait avoir lieu le dimanche 12 juin et comment il justifie une mesure qui marque

une nouvelle atteinte à la liberté d'expression et de réunion, atteinte d'autant plus grave qu'il s'agissait d'un congrès privé sur invitation [14 juin 1960] (p. 178). — Question reportée [12 juillet 1960]. — Réponse [19 juillet 1960] (p. 945).

**Interventions :**

**Projet de loi constitutionnelle** tendant à compléter les dispositions du **titre XII de la Constitution** (n°s 167 et 168, année 1959-1960) [18 mai 1960] (p. 234). — Question orale n° 178 [19 juillet 1960] (p. 946).

Discussion sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2424-2425).

## H

**HAKIKI (M. DJILALI)** [Oran-Tlemcen].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

**HALGOUET (M. ROGER DU)** [Ille-et-Vilaine].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au remembrement des propriétés rurales, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [21 juin 1960] (n° 203). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif au remembrement des propriétés rurales, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [12 juillet 1960] (n° 269). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en troisième lecture, relatif au remembrement des propriétés rurales, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [22 juillet 1960] (n° 322).

**Interventions :**

**Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion générale (p. 600, 601 et 602). — Discussion des articles. — Art. A nouveau : défend son amendement n° 3 tendant à supprimer l'article (p. 305) ; Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 4 modifiant le dernier alinéa (p. 606) ; Art. 1<sup>er</sup> ter : demande le renvoi des amendements en commission (p. 609) ; art. 1<sup>er</sup> ter nouveau : observations sur l'amendement n° 43 (rectifié) de M. Lalloy (p. 615) ; art. 2 bis nouveau : défend son amendement n° 6 (p. 616) ; art. 3 : accepte l'amendement n° 30 de M. Molle (p. 616) ; art. 3 bis nouveau : défend son amendement n° 7 (p. 616) ; art. 4 : repousse l'amendement n° 31 de M. Molle (p. 617) ; art. 5 : accepte l'amendement n° 32 de M. Molle (p. 617) ; art. 6 bis nouveau : repousse l'amendement n° 28 de M. Soudant (p. 618) ; défend son amendement n° 8 (p. 618) ; accepte le sous-amendement n° 42 de M. Soudant (p. 618) ; maintient la première partie de son amendement n° 8 (p. 619) ; art. 8 : accepte l'amendement n° 33 de M. Molle (p. 619) ; accepte l'amendement n° 34 de M. Molle (p. 619) ; art. 8 bis nouveau : défend son amendement n° 9 (p. 620) ; art. 8 ter nouveau : défend son amendement n° 10 (p. 620, 621) ; art. 8 quater nouveau : défend son amendement n° 11 (p. 621) ; art. 8 quinquies nouveau : défend son amendement n° 12 (p. 621) ; art. 9 : défend son amendement n° 13 (p. 622) ; accepte l'amendement n° 41 rectifié de M. David (p. 622) ; défend son amendement n° 14 (p. 623) ; accepte l'amendement n° 25 de Mme Crémieux (p. 623) ; repousse l'amendement n° 26 de Mme Crémieux (p. 623) ; défend son amendement n° 15 (p. 624) ; repousse l'amendement n° 44 de M. Rochereau (p. 624) ; défend son amendement n° 16 (p. 624) ; défend son amendement n° 17 (p. 624) ; accepte l'amendement n° 38 de M. Molle (p. 624) ; art. 12 : défend son amendement n° 18 (p. 625) ; art. 13 bis nouveau : défend son amendement n° 19 (p. 625, 626) ; art. 15 : accepte l'amendement n° 39 de M. Molle (p. 627) ; défend son amendement n° 20 (p. 627) ; s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 29 de M. Soudant (p. 627) ; accepte l'amendement

dement n° 40 de M. Molle (p. 628) ; art. 16 nouveau : défend son amendement n° 23 (p. 629) ; art. 17 nouveau : défend son amendement n° 24 (p. 629). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales** : deuxième lecture [13 juillet 1960]. — Discussion générale (rapporteur de la commission des affaires économiques) (p. 928). — Art. 5 (p. 929) ; art. 8 *ter* : amendement n° 17 (p. 929) ; art. 8 *quater* : amendement n° 2 (p. 930) ; art. 8 *quinquies* : amendement n° 3 (*id.*) ; art. 9 : amendements n° 5 et 6 (p. 931) ; art. 15 : amendement n° 10 (p. 932) ; art. 16 : amendement n° 7 (p. 933) ; art. 17 : amendement n° (*id.*). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales** : troisième lecture [23 juillet 1960]. — Discussion générale. — Comme rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1124). — Sur l'art. 8 *ter* (p. 1124) ; sur l'art. 9 (p. 1124) ; sur l'art. 17 (p. 1124).

**HAMON** (M. YVES) [Finistère].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 9 : son amendement n° 20 (p. 988).

Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** : son amendement (n° 18 rectifié) à l'article 1106-5 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2236).

**HENRIET** (M. JACQUES) [Doubs].

*Est élu membre* de la commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance [8 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Jacques Henriét** expose à *M. le ministre des armées* qu'au cours d'une mission en Algérie dont il a été chargé par M. le secrétaire général aux affaires algériennes, en vue du quadrillage sanitaire et social de l'Algérie, il a appris que le pourcentage des décès par accidents de la route était considérable. Il lui a même été précisé par le médecin-chef d'un important hôpital militaire que, dans cet hôpital, les chiffres étaient, après vérifications, les suivants : sur 100 militaires décédés, il y avait 80 décès par accidents de la circulation, 5 décès pour causes diverses (noyades, suicides, etc.) et 15 décès par l'action rebelle. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage pour mettre un terme à ces accidents meurtriers, à la vérité trop nombreux et inacceptables [8 juillet 1960] (n° 202). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1234, 1235).

#### Question orale avec débat :

**M. Jacques Henriét** expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que la poliomyélite reste une maladie grave et plus particulièrement dans ses séquelles ; que le pays se doit d'en protéger ses enfants, d'autant plus que la vaccination est un moyen sûr et efficace ; que toutefois, pour diverses raisons, des familles rurales ou des familles ouvrières échappent trop aisément aux bienfaits de la vaccination antipoliomyélitique ; qu'il appartient au Gouvernement de l'imposer en la rendant obligatoire et gratuite, comme certaines autres vaccinations, pour tous les sujets de moins de vingt ans ; que, d'autre part, les séquelles de la poliomyélite sont affligeantes pour certaines familles qui ne bénéficient pas de ressources importantes et qui n'ont pas la possibilité d'envoyer, à grande distance, leurs enfants malades porteurs de séquelles, faire de la rééducation ; et il lui demande s'il ne conviendrait pas d'organiser au moins dans chaque région sanitaire un centre de rééducation qui pourrait petit à petit être transformé en centre de rééducation pour les mutilés du travail et les handicapés de toute nature (n° 69) [11 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi de programme pour les **départements d'outre-mer**. — Discussion générale [12 juillet 1960] (p. 881). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 24 (p. 994). — **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]). — Discussion de l'article unique. — Défend son amendement n° 2 (p. 1044) ; répond à une question de M. Courrière concernant ce texte (p. 1044) ; défend son amendement n° 3 (p. 1044) ; le retire (p. 1045) ; s'élève contre la reprise de l'amendement par M. Dutoit (p. 1045).

Sa question orale n° 202 [11 octobre 1960] (p. 1235). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1634 à 1636). — Remercie M. le ministre de ses engagements (p. 1643). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1820). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1914). — **Budget de l'Algérie pour 1961**. — DISCUSSION GÉNÉRALE [25 novembre 1960] (p. 1956).

**HOUDET** (M. ROGER) [Seine-Maritime].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi d'**orientation agricole** [23 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : son amendement au paragraphe 1<sup>er</sup> tendant à ce qu'il soit tenu compte de l'emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre (p. 488) ; retire la deuxième partie de son amendement tendant à la suppression du paragraphe 3 (p. 489) ; son amendement tendant à la suppression des deux derniers alinéas (p. 490) ; observations sur l'amendement de M. Deguise tendant à remplacer le dernier alinéa par d'autres dispositions (p. 493) ; son amendement tendant à insérer un article additionnel 1<sup>er</sup> A (nouveau) ; retrait (p. 495) ; son amendement tendant à la suppression de l'article 1<sup>er</sup> bis (nouveau) ; réservé (p. 495) ; observations sur l'amendement de la commission tendant à une autre rédaction de l'article 1<sup>er</sup> bis (nouveau) (p. 497). — Art. 2 : son amendement rédactionnel (p. 497, 498) ; défend son amendement n° 75 tendant à insérer un article additionnel 4 bis (p. 513) ; défend son amendement n° 76 tendant à insérer un article additionnel 5 *ter* (p. 514). — Art. 19 : observations sur l'amendement n° 87 de M. Sempé (p. 563). — Art. 20 : défend son amendement n° 17 tendant à modifier le deuxième alinéa (p. 566). — Art. 21 bis : défend son amendement n° 78 tendant à insérer cet article additionnel (p. 570) ; pose une question au ministre sur le même amendement (p. 571) puis le retire (p. 571) ; intervient sur l'amendement qui a été repris par la commission (p. 571 et 572). — Art. 23 : défend son amendement n° 79 (p. 575). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnels agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Brajeux (p. 753, 754). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 10 bis : son amendement n° 17 (p. 983 et 984). — Art. 2 : amendement n° 18 rectifié (p. 984).

Projet de loi de finances pour 1961. — COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE [28 novembre 1960]. — Sur l'article 35 (p. 2063). — **RADIODIFFUSION TÉLÉVISION FRANÇAISE**. — En tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2090 à 2092). — **Projet de loi de finances pour 1961**, 2<sup>e</sup> lecture, Art. 11 : amendement n° 4 (p. 2263).

**HUGUES** (M. EMILE) [Alpes-Maritimes].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et l'administration générale [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale tendant à la cession à la commune de la Brigade (Alpes-Maritimes) des terrains domaniaux de la Marta [6 juillet 1960] (n° 252).

#### Question orale avec débat :

**M. Emile Hugues** expose à *M. le Premier ministre* qu'à la suite du projet d'immersion en Méditerranée, entre la Côte d'Azur et la Corse, de déchets de l'usine atomique de Marcoule, plusieurs personnalités scientifiques ont émis des doutes sur l'absence de danger de cette opération ; que la simple éventualité d'un risque est de nature à émouvoir les habitants des régions riveraines et à léser gravement les intérêts de ces régions, principalement touristiques ; et lui demande d'envisager d'autres solutions à l'évacuation de ces déchets que celle actuellement retenue [13 octobre 1960] (n° 72). — Réponse [3 novembre 1960] (p. 1432 et suivantes).

**Interventions :**

Projet de loi modifiant divers articles du code civil en tant qu'ils prévoient des **indemnités dues à la suite de certaines acquisitions ou restitutions de biens faisant l'objet de droits réels mobiliers ou immobiliers** [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 168). — Projet de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du **titre XII de la Constitution** (n° 167 et 168, année 1959-1960) (p. 232) [18 mai 1960]. — Projet de loi **d'orientation agricole**. — Art. 8 *ter*: observations sur deux amendements (p. 525); Art. 9: observations sur l'amendement n° 99 de M. Boulanger (p. 528); Art. 10 *bis*: intervient sur cet article (p. 531); Art. 12: observations sur les amendements n° 32 et 103 (p. 535); Art. 16: observations sur l'amendement n° 107 (p. 552); Art. 18: observations sur l'amendement n° 86 de M. Sempé (p. 562); Art. 21: défend son amendement n° 82 rectifié (p. 570). — Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup>: observations sur l'amendement (n° 13) du Gouvernement (p. 812); Art. 2: répond à M. le rapporteur au sujet de la question de M. Edgard Pisani (p. 814-815). — Projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la **fédération du Mali** et avec la **République malgache** [11 juillet 1960] (p. 827). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [12 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 849-850). — Deuxième lecture du projet de loi **d'orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 8 *bis*: contre l'amendement n° 19 (p. 987); Art. 21 (p. 991). — Proposition de loi tendant à la **cession à la commune de la Brigue** (Alpes-Maritimes) **des terrains domaniaux de la Marta** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1062).

Projet de loi portant création d'une **bourse d'échanges de logements** [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1399): Art. 1<sup>er</sup>: observation sur l'amendement n° 6 (p. 1402); Art. 6: observations sur l'amendement n° 7 (p. 1404). — Sa question orale concernant l'**immersion de déchets radioactifs** [3 novembre 1960] (p. 1430). — Projet de loi de finances pour 1961 [15 novembre 1960] (p. 1557 à 1559). — Dans la discussion des articles [16 novembre 1960] à l'Art. 6 *bis* (p. 1595). — Dans la suite de la discussion [17 novembre 1960]; Art. 11: s'oppose à l'amendement (n° 1) présenté par M. Blondelle (p. 1607 et 1608). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Art. 59: sur l'amendement n° 37 (p. 1773). — R. T. F. [28 novembre 1960] (p. 2096). — ARTICLES [28 novembre 1960]; Art. 103: défend son amendement n° 73 (p. 2116). — Projet de loi de finances pour 1961, 2<sup>e</sup> lecture [8 décembre 1960]; Art. 14: amendement n° 10 (p. 2265). — Projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'**article 28 de la Constitution** [16 décembre 1960]; explication de vote (p. 2417).

**I**

**ISAUTIER** (M. ALFRED) [La Réunion].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi de programme pour les **départements d'outre-mer** [12 juillet 1960] (p. 876). — Discussion des articles [13 juillet 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> *bis*: amendement n° 5 (p. 903).

Projet de loi de finances pour 1961. — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1985). — Projet de loi relatif à divers **aménagement fiscaux dans les départements d'outre-mer** [14 décembre 1960] (p. 2380). — Défend les amendements n° 3 (p. 2386); n° 4 (p. 2387); n° 5 (p. 2390).

**J**

**JAGER** (M. RENÉ) [Moselle].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-107 du 8 février 1960 portant modification du tarif des droits de douane d'importation en ce qui concerne certains produits sidérurgiques [19 octobre 1960] (n° 10). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assem-

blée nationale, autorisant la ratification: 1° des actes signés à Lisbonne le 31 octobre 1948 en vue de modifier: la convention d'union de Paris du 20 mars 1883 relative à la protection internationale de la propriété industrielle; l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance; 2° de l'arrangement signé à Lisbonne le 31 octobre 1958 concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international [8 novembre 1960] (n° 33).

**Question orale :**

**M. René Jager** demande à M. le ministre de la justice quelles sont les intentions de ses services quant au maintien du livre foncier et des services de l'enregistrement dans les chefs-lieux de canton des départements de l'Est. Le départ des juges cantonaux au siège du tribunal d'instance a porté un coup sévère à la vitalité des chefs-lieux de canton. Il lui demande s'il laissera transférer après celui-ci les services du livre foncier et de l'enregistrement, ce qui entraînerait un arrêt de mort économique de nos petites cités [30 juin 1960] (n° 189). — Réponse [19 septembre 1960] (p. 950).

**Interventions :**

Question orale avec débat de M. Bardol relative à la situation de l'**industrie charbonnière française** (n° 40) [21 juin 1960] p. 433, 434, 435. — Question orale n° 189 [19 septembre 1960] (p. 951).

En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan, dans la discussion générale du projet de loi portant ratification du décret portant modification du tarif des **droits de douane d'importation** en ce qui concerne **certains produits sidérurgiques** [3 novembre 1960] (p. 1416). — Discussion du projet de loi de finances pour 1961. — SAHARA [25 novembre 1960], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1971). — Projet de loi autorisant la ratification d'accords relatifs à la **propriété industrielle, aux indications de provenance et aux appellations d'origine**, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [6 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2218-2219).

**JAMAIN** (M. EUGÈNE) [Cher].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

**JEANNENEY** (M. JEAN-MARCEL), **ministre de l'industrie** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 17 novembre 1959).

**Interventions :**

Répond à la question orale de M. Marette (n° 106) relative à la **situation matérielle du service des instruments de mesure** [26 avril 1960] (p. 72); Répond à la question orale de M. Defferre (n° 122) relative au **dépôt pétrolier de Mourepiane** [3 mai 1960] (p. 127 et 128); Prend la parole lors de la discussion de la question orale avec débat de M. Bardol relative à la situation de l'**industrie charbonnière française** (n° 40) [21 juin 1960] (p. 442, 443, 444, 445); Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la **nationalisation de l'électricité et du gaz** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1051). — Discussion de l'article unique. — S'oppose à l'amendement n° 2 de M. Champeboux (p. 1054); demande l'application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 1 de M. Blondelle (p. 1055).

Question orale de M. Champeboux sur le **bassin houiller d'Auvergne** (n° 200) [18 octobre 1960] (p. 1267-1268). — Question orale de M. Raybaud sur les retards apportés à la **construction d'un centre d'apprentissage à Nice** (n° 212) [18 octobre 1960] (p. 1269). — Question orale de M. Verdeille relative à la procédure d'attribution des crédits de l'**allocation scolaire** (n° 217) [18 octobre 1960] (p. 1269). — Question orale de M. Léon David sur la **mise à la retraite d'office de mineurs** (n° 242) [15 novembre 1960] (p. 1544 à 1546). — Projet de loi de finances pour 1961. — INDUSTRIE [18 novembre 1960] (p. 1701-1702). — Fabrication, installation et vente des **appareils électriques** [6 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2213); amendements (p. 2213).

**JOXE** (M. LOUIS), **Ministre de l'éducation nationale** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 15 janvier 1960).

**Interventions :**

Répond à la question orale de M. Bernard Lafay (n° 110) relative aux mesures de **décentralisation dans l'enseignement supérieur** [10 mai 1960] (p. 161); répond à la question orale de M. Camille Vallin (n° 149) relative au **remboursement des**

dépenses médicales aux assurés sociaux, au nom de M. le ministre du travail [14 juin 1960] (p. 341); répond à la question orale avec débat déposée par M. Pisani, relative au ramassage scolaire [14 juin 1960] (p. 354, 355, 356). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2: observations (p. 739-740); Art. 4: s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 3 rectifié de M. Prélot (p. 747-748); Art. 6: déclare que l'amendement (n° 11) de M. Cogniot est inutile en raison d'une obligation légale (p. 756); répond à la question orale de M. Adolphe Chauvin (n° 192) relative à l'organisation du baccalauréat dans la région parisienne [12 juillet 1960] (p. 841-842); intervient dans la discussion générale du projet de loi relatif à l'assurance vieillesse des enseignants français auxiliaires à l'étranger [23 juin 1960] (p. 1126).

Question orale de M. Waldeck L'Huillier relative à l'encadrement des colonies de vacances [11 octobre 1960] (p. 1239-1240). — Question orale de M. Verdeille relative à la procédure d'attribution des crédits de l'allocation scolaire (n° 217) [11 octobre 1960] (p. 1270). — Questions orales (n° 220) de M. Edouard Bonnefous et (n° 238) de M. Georges Marrane relative à la préparation des athlètes français aux jeux olympiques [25 octobre 1960] (p. 1359 à 1364). — Question orale (n° 222) de M. Adolphe Chauvin, relative à la pénurie de locaux dans l'enseignement technique [25 octobre 1960] (p. 1364 à 1366). — Projet de loi de finances pour 1961. — EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1807 et 1821). — Discussion des articles. — Demande de retrait de l'amendement n° 36 (p. 1825). — Répond à Mme Cardot à propos du ramassage scolaire (p. 1826).

Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 22 novembre 1960).

#### Interventions :

Budget de l'Algérie pour 1961 [25 novembre 1960] (p. 1950 et 1956). — Communication du Gouvernement sur sa politique algérienne [16 décembre 1960] (p. 2417, 2418, 2423, 2434, 2435 et 2436).

#### JOZEAU-MARIGNE (M. LÉON) [Manche].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 janvier 1831 en ce qui concerne la prescription des créances de l'Etat et des collectivités publiques [21 juillet 1960] (n° 307).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Delalande, tendant à compléter l'article 344 du code civil relatif à l'adoption [24 novembre 1960] (n° 61).

#### Questions orales :

M. Léon Jozeau-Marigné rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 259, 2° alinéa du code de l'urbanisme et de l'habitation habilite « expressément les organismes d'habitation à loyer modéré à accepter les effets émis par le Sous-comptoir des entrepreneurs ». Il lui demande les raisons pour lesquelles, dans ces conditions, les offices d'H. L. M. ne peuvent pas, en fait, bénéficier des prêts spéciaux du Crédit foncier, ce qui leur permettrait de pallier pour partie l'insuffisance des crédits de prêts à taux réduit, et les autoriseraient à bénéficier des nouvelles dispositions de l'arrêté d'avril 1960, relatif au secteur logéco-locatif [19 juillet 1960] (n° 208). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1233 et 1234).

#### Interventions :

Projet de loi d'orientation agricole [24 juin 1960]. — Prend la parole sur l'article 6 (p. 522), sur l'article 8 ter (p. 525). — Observation sur les amendements n°s 32 et 103 à l'article 12 (p. 536). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960]. — Article 8 bis, amendement n° 19 (p. 988).

Sa question orale n° 208 [11 octobre 1960] (p. 1233 et 1234). — Projet de loi de finances pour 1961 [17 novembre 1960]; Art. 14: demande à Mlle Rapuzzi de se rallier à l'amendement (n° 23) de M. de Pontbriand (p. 1616). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960]. — Discussion des articles: Art. 48 (p. 1771); Art. 48 (réservé): demande le retrait de cet article (p. 1776). — En qualité de rapporteur de la commission des lois dans la discussion des dispositions relatives à l'adoption [6 décembre 1961]. — Discussion générale (p. 2222).

#### JUNG (M. Louis) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — Est nommé membre suppléant de la commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [13 octobre 1960].

#### Question orale :

M. Louis Jung demande à M. le ministre de l'agriculture quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour assurer un écoulement normal des fruits surtout des pommes à cidre dont la récolte est largement supérieure à celle des années précédentes. Il lui demande quelles sont les mesures qui ont été prises par le Gouvernement pour développer la production et la vente des jus de fruits métropolitains à la suite des promesses faites lors du débat sur la lutte contre l'alcoolisme [27 octobre 1960] (n° 250).

#### Interventions :

Projet de loi tendant à créer certaines mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme [3 mai 1960]. — Discussion générale (p. 133). — Question orale n° 45 de M. Pisani sur le domaine forestier [19 juillet 1960] (p. 960). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux [21 juillet 1960]; Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1046).

## K

#### KALB (M. PAUL-JACQUES) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer de diverses ordonnances ayant modifié des articles du code civil ou des lois intéressant le statut civil de droit commun [6 juillet 1960] (n° 250). — Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 2 décembre 1949 [13 juillet 1960] (n° 272).

Proposition de loi sur la responsabilité du transporteur en cas de transport terrestre [23 novembre 1960] (n° 55). — Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la France et l'Etat d'Israël [24 novembre 1960] (n° 60).

#### Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie [3 février 1960]. — Discussion générale (p. 25). — Discussion des articles (p. 37, 38). — Discussion générale du Titre XII de la Constitution (n°s 167 et 168, année 1959-1960) [18 mai 1960] (p. 236). — Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles [6 juillet 1960]; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 719). — Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code de la nationalité [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1°: défend son amendement n° 2 rectifié (p. 1020); explique son vote sur le projet de loi (p. 1027). — Projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 décembre 1959 [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1059 et 1060). — Projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer de diverses ordonnances ayant modifié des articles du code civil ou des lois intéressant le statut civil de droit commun [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1062).

Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles [19 octobre 1960]; s'oppose à l'amendement (n° 88) de M. Dailly à l'article 1105-5 du code rural (p. 1303). — Discus-

sion du projet de **loi de finances pour 1961**. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1863). — Dans la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Discussion des articles. — Présente une observation dans la discussion de l'amendement (n° 12) de M. Martial Brousse (p. 2248). — Explication de vote sur le projet de loi autorisant la ratification de **traités conclus entre la France et le Cameroun** [4 décembre 1960] (p. 2370).

**KAMIL** (M. MOHAMED) [Côte française des Somalis].

*Est nommé secrétaire* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**Intervention :**

Projet de **loi de finances pour 1961**. — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1991).

**KAUFFMANN** (M. MICHEL) [Bas-Rhin].

Démissionne du Sénat de la Communauté [21 avril 1960] (p. 71).

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Questions orales avec débat :**

**M. Michel Kauffmann** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que lors des débats budgétaires de novembre-décembre 1959, il avait, au nom du Gouvernement, affirmé qu'il ne serait jamais porté atteinte à l'autonomie ni à la structure ni au pouvoir des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole. Or, le décret n° 60-452 du 12 mai 1960, en renforçant la tutelle de l'administration, détruit précisément l'autonomie de gestion et enlève pratiquement tout pouvoir aux conseils d'administration. Il demande à *M. le ministre* quelles mesures il compte prendre pour faire respecter ses déclarations faites devant les assemblées parlementaires, et conserver à la mutualité sociale agricole une structure qui avait fait ses preuves. Il lui demande enfin quelles dispositions particulières il compte appliquer dans les départements du Rhin et de la Moselle [16 juin 1960] (n° 59).

**M. Michel Kauffmann** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que les producteurs de houblon français ont été très stupéfaits et aussi très indignés par l'avis aux importateurs de produits originaires et en provenance de Yougoslavie, paru au *Journal officiel* du 12 octobre 1960. Cet avis précise que les licences d'importation pour les houblons de ce pays pourront être délivrées automatiquement et sans limitation de quantité, ce qui est d'autant plus stupéfiant que cette mesure intervient à la suite du retrait de libération du houblon pour les pays de l'O. E. C. E. et de l'octroi de l'aide à son exportation, à la suite de l'effondrement des cours qui, déjà en 1959, n'avaient atteint à la production que le tiers environ du prix de revient. Il lui demande de bien vouloir provoquer une enquête pour déterminer les responsabilités dans cette mesure qui constitue une discrimination à la fois à l'égard des pays de l'O. E. C. E. et de nos partenaires du Marché commun, de préciser les initiatives ou les raisons qui ont abouti à la publication de l'avis du 12 octobre et, enfin quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder les intérêts élémentaires des producteurs de houblon français [25 octobre 1960] (n° 74).

**Interventions :**

Projet de loi d'**orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 461-462). — Projet de loi d'**orientation agricole** [23 juin 1960]. — Art. 2 *bis* (nouveau) : observations sur le sous-amendement de M. Sempé à l'amendement de la commission (p. 499) ; Art. 5 *ter* : observations sur l'amendement n° 76 de M. Houdet (p. 515) ; Art. 22 : défend son amendement n° 131 rectifié (p. 573) ; Art. 23 : intervient dans la discussion commune des amendements n° 41 de M. Deguise, n° 5 de M. Bardol et n° 79 de M. Houdet (p. 574) ; répond à *M. le ministre* sur le même sujet (p. 576) ; Art. 23 *bis* (nouveau) : répond au ministre lors de la discussion de l'amendement n° 44 de M. Deguise (p. 580) ; précise sa position sur le même sujet (p. 580). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des cours d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles. — Défend l'amendement n° 5 de M. du Halgouët tendant à insérer un article additionnel 1<sup>er</sup> *bis* concernant l'envoi en possession de nouvelles parcelles (p. 606-607) ; Art. 1<sup>er</sup> *ter* (nouveau) : observations sur l'amendement n° 43 rectifié de M. Lalloy (p. 615). — Projet de loi d'**orientation agricole** [5 juillet 1960]. — Art. 24 : défend son amendement n° 116 (p. 706). — Projet de loi relatif à

l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Brajeux (p. 754).

Projet de **loi de finances pour 1961**. — ÉDUCTION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1820). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1923).

**KHEIRATE** (M. M'HAMET) [Mostaganem-Tiaret].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**KISTLER** (M. MICHEL) [Bas-Rhin].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille [13 octobre 1960] (n° 4). — *Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille [6 décembre 1960] (n° 82).

**Question orale :**

**M. Michel Kistler** attire l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur les récentes gelées qui se sont produites dans le vignoble alsacien du 3 au 4 mai, compromettant gravement la récolte de 1960, dans des proportions allant jusqu'à 100 p. 100 pour certaines régions et sur la tempête de grêle qui s'est abattue sur les pentes des Vosges, détruisant toute végétation le long de la belle route du vin d'Alsace, ce qui compromet, non seulement la récolte de 1960, mais probablement celle de 1961 ; et lui demande quelles mesures il compte prendre pour venir au secours des viticulteurs sinistrés, notamment en matière de prestations d'alcool vinique, de dégrèvement d'impôts, de prêt du crédit agricole et de la section viticole du fonds national de solidarité agricole [19 mai 1960] (n° 151). — Réponse [7 juin 1960] (p. 263-264).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale (n° 151) (*cf. supra*) [7 juin 1960] (p. 264-265). — Projet de loi instituant une **redévance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 809).

En qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, dans la discussion générale du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [13 octobre 1960] (p. 1251 et suivantes). — Dans la discussion des articles du même projet [19 octobre 1960] : s'oppose à l'amendement (n° 18) de M. Brousse à l'article 1106-5 du code rural (p. 1295) ; déclare applicable l'article 18 de la loi organique à l'amendement (n° 88) de M. Dailly à ce même article ; soutient son amendement (n° 34) au même article (p. 1303) ; s'oppose à l'amendement (n° 89) de M. Rochereau à l'article 1106-8 du code rural (p. 1306, 1310). — A l'article 1106-1 du code rural [20 octobre 1960] : sur l'amendement (n° 30) (p. 1324) ; sur l'amendement (n° 2) de M. Brousse (p. 1325) ; s'oppose à l'application de l'article 40 au même amendement (p. 1325) ; s'oppose à l'application de l'article 40 à l'amendement (n° 3) de M. Brousse (p. 1326) ; soutient son amendement (n° 41) à l'article 1106-2 du code rural (p. 1317) ; soutient son amendement (n° 31) (p. 1329) ; déclare applicable l'article 40 aux amendements n°s 37, 48, 31 et 9 (p. 1330) ; s'oppose à l'application de l'article 40 à l'amendement (n° 10 rectifié) de M. Brousse (p. 1332) ; propose par son sous-amendement (n° 32) de compléter l'amendement (n° 11) de M. Brousse au paragraphe III du même article (p. 1332) ; transforme son sous-amendement en amendement à la suite du retrait de l'amendement (n° 11) de M. Brousse et se rallie à la position de *M. le président* de la commission des affaires sociales (p. 1353) ; déclare que l'article 40 n'est pas applicable à l'amendement (n° 81) de M. Soudant à l'article 1106-3 du code rural (p. 1334), ni aux amendements (n°s 43 et 15 rectifié) de MM. Bajeux et Brousse ; soutient son amendement (n° 33) (p. 1335). — Projet de **loi de finances pour 1961**. — TRAVAIL [18 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des

comptes économiques de la nation (p. 1703). — Discussion des articles (p. 1709). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1761). — Sur l'article 48 (réservé) (p. 1776). — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, dans la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2231). — Discussion des articles: déclare recevable l'amendement (n° 1) (p. 2233); maintient la position de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation dans la discussion de l'amendement (n° 6) à l'article 1106-7 du code rural; intervient sur l'amendement (n° 8) de M. Martial Brousse relatif à l'article 1106-8 du code rural (p. 2243, 2244); son amendement (n° 15) à l'article 1106-11 du code rural (p. 2247); le retire (p. 2247).

## L

**LACAZE** (M. JEAN) [Tarn-et-Garonne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

### Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale. — Prend la parole au cours de l'intervention de M. Dutoit (p. 1037).

**LACHEVRE** (M. ROGER) [Seine-et-Oise].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960]. — *Membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1960].

### Dépôt législatif :

*Proposition de loi* tendant à l'assainissement de la flotte de commerce et de la construction navale [21 novembre 1960] (n° 52).

### Question orale avec débat :

**M. Roger Lachèvre** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que, lors des débats budgétaires de novembre-décembre 1959, il avait affirmé le souci du Gouvernement de déceler, au moyen d'un certain nombre d'enquêtes déjà ordonnées, les motifs d'une situation maritime particulièrement difficile pour le pavillon français et sa volonté d'y porter remède. Il lui demande s'il est en mesure de porter la conclusion de ces enquêtes à la connaissance du Parlement et de faire connaître les mesures envisagées, aucune d'entre elles n'apparaissant dans les documents budgétaires pour 1961. (N° 68.) [11 octobre 1960].

### Interventions :

Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements de la **République du Sénégal** et de la **République soudanaise** groupées au sein de la fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 393, 394).

Projet de **loi de finances pour 1961** [16 novembre 1960]; Art. 6 : soutient l'amendement de la commission des finances (p. 37) tendant à supprimer cet article (p. 1581, 1582 et 1583). — **MARINE MARCHANDE** [23 novembre 1960] en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1876, 1878, 1884 et 1887). — Deuxième délibération [29 novembre 1960] sur l'article 6 en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2126). — Explique son vote sur les articles 4 et 19 (p. 2134); explique son vote sur l'ensemble (p. 2140). — Projet de **loi de finances pour 1961**, deuxième lecture, Art. 6; amendement n° 2 (p. 2261). — Projet de **loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960]; Art. 2 (p. 2283 et 2284); Art. 8 *sexies*: amendement n° 14 (p. 2289). — Projet de **loi de finances pour 1961**, discussion des conclusions de la commission mixte [13 décembre 1960]; Art. 6 A (p. 2350).

**LACHOMETTE** (M. JEAN DE) [Haute-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées [6 octobre 1960].

### Interventions :

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960]; défend son amendement (n° 68) à l'article 1106-2 du code rural (p. 1327); défend son amendement (n° 71), qui propose une nouvelle rédaction de l'article 3 (p. 1338); puis le retire.

**LAFAY** (M. BERNARD) [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées [6 octobre 1960].

### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi organique* tendant à préciser dans le cadre de l'article 34 de la Constitution que les rapports entre la Sécurité sociale et le corps médical relèvent du domaine de la loi [17 mai 1960 (n° 170)]. — *Proposition de loi* tendant à modifier l'article 23 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [14 juin 1960] (n° 194). — *Proposition de loi* tendant à permettre aux personnes âgées de plus de 70 ans de bénéficier du droit au maintien dans leur lieu d'habitation [5 juillet 1960] (n° 241).

### Questions orales :

**M. Bernard Lafay** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conditions dans lesquelles la police parisienne doit assumer des tâches de plus en plus diverses et délicates. Il croit devoir également lui signaler l'émotion croissante de la population parisienne devant l'intensification du terrorisme F. L. N. auquel les fonctionnaires de la préfecture de police paient un lourd tribut. Il demande donc à **M. le ministre de l'intérieur** quelles dispositions sont envisagées pour les moyens en effectifs et en matériel ainsi que les méthodes de prévention et de répression du terrorisme soient adaptées aux circonstances. En particulier, il suggère d'augmenter les effectifs des gardiens en civil de manière à renforcer la protection de la population et la sécurité des gardiens en uniforme que ces gardiens en civil appuieraient à courte distance de façon à prévenir les attentats, et en tout cas à y riposter efficacement et le prie instamment de lui préciser les raisons pour lesquelles le ministère des finances refuse d'approuver les crédits justifiés demandés par la préfecture de police et votés par le conseil municipal, crédits nécessaires pour assurer une plus grande sécurité à la population parisienne [5 mai 1960] (p. 138). — Réponse [7 juin 1960] (p. 270). — **M. Bernard Lafay** expose à **M. le ministre du travail** que, malgré certaines allégations tendancieuses, il est notoire que le corps médical n'est aucunement hostile au principe des conventions collectives lorsque les conditions en sont effectivement discutées et conclues entre les parties intéressées. L'opposition des médecins aux conventions individuelles, formellement condamnées par le corps médical, ne doit donc aucunement faire préjuger de l'avenir de la collaboration entre la sécurité sociale et le corps médical sous la forme de conventions départementales collectives, respectant les règles de la médecine libérale et le code de déontologie, ce qui présuppose l'exclusion de la notion de convention individuelle des textes réglementant cette collaboration. Or, l'article 18 du décret n° 60-451 du 12 mai 1960 dispose : « Les conventions prévues aux articles 2 et 3 pourront prévoir, en faveur des praticiens et auxiliaires médicaux, des avantages sociaux complémentaires ». Il est regrettable que le Gouvernement ait cru devoir s'en tenir à une formule aussi vague dans ce domaine des « avantages sociaux », privant ainsi les organismes de sécurité sociale et les syndicats médicaux d'un indispensable élément d'appréciation dans l'étude de leurs rapports mutuels. C'est pourquoi il a l'honneur de lui demander de lui faire savoir : 1° quelles sont les diverses catégories d'avantages sociaux auxquels le texte précité fait allusion; 2° comment, en principe, il entend en assurer l'organisation [14 juin 1960] (p. 172). — **M. Bernard Lafay** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les heureuses conséquences que pourrait avoir sur l'avenir d'une collaboration souhaitable à tous égards une équitable composition des diverses commissions appelées à examiner ou à arbitrer les rapports entre les médecins et les organismes de sécurité sociale. La composition de la « commission interministérielle des tarifs » prévue à l'article 2 du même décret, où ne siègeront que des représentants de l'administration désignés par les ministres, témoigne à cet égard d'une fâcheuse régression par rapport à l'ancienne commission nationale formée de représentants en nombre égal de la sécurité sociale, du corps médical et de l'administration. Il a donc l'honneur de lui demander s'il

envisage de revenir à une composition représentative de la commission interministérielle prévue à l'article 2 précité en y appelant à délibérer les délégués des parties intéressées, conformément à l'usage démocratique, et contrairement aux regrettables innovations bureaucratiques, évoquées plus haut [14 juin 1960] (n° 173). — **M. Bernard Lafay** expose à *M. le ministre du travail* que l'article 8 du décret n° 60-451 du 12 mai 1960, qui institue dans chaque département une « commission paritaire », remet à un décret ultérieur le soin de fixer sa composition et son règlement et s'en étonne. Cette commission est destinée en effet à jouer un rôle décisif dans les relations entre les caisses, les assurés et les praticiens, et il apparaît opportun et légitime que ces derniers soient à même d'être éclairés sur le choix de ses membres et ses modalités de fonctionnement avant toute discussion relative aux conventions collectives. Il a donc l'honneur de lui demander s'il prévoit la publication dans un bref délai de la composition et du règlement type des commissions paritaires départementales prévues à l'article 8 précité [14 juin 1960] (n° 174). — **M. Bernard Lafay** demande à *M. le ministre du travail* s'il ne croit pas utile et même indispensable qu'avant de discuter une convention quelle qu'elle soit, les parties en cause puissent être exactement et précisément informées des éléments qui conditionnent préalablement les bases de cette convention, surtout lorsqu'ils sont établis par un tiers, en dehors de l'avis des parties contractantes. Au cas probable où il partagerait ce point de vue logique, il le prie de vouloir bien publier dans un court délai l'arrêté interministériel portant nomenclature des actes professionnels prévue à l'article 7 du décret n° 60-451 du 12 mai 1960 relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux. Il semble en effet anormal que ce texte essentiel à l'appréciation par les syndicats médicaux et les caisses de sécurité sociale d'un aspect important de leurs rapports, ne soit pas porté à la connaissance des intéressés en même temps que les autres dispositions relatives à ces rapports [14 juin 1960] (n° 175). — **M. Bernard Lafay**, sans aucunement vouloir poser l'ensemble du problème de la réforme de la sécurité sociale par le biais d'une question orale, et en se limitant strictement à son objet, a l'honneur de demander à *M. le ministre du travail* pour quelles raisons exactes il a cru devoir établir une différence véritablement surprenante entre les tarifs-plafonds en cas de convention et les tarifs-plafonds en cas d'absence de convention, différence qui lèse gravement les intérêts des assurés sociaux [14 juin 1960] (n° 176). — **M. Bernard Lafay** rappelle à *M. le ministre du travail* que la convention-type annexée au décret n° 60-451 du 12 mai 1960 relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux comporte un article 9 qui prévoit que la responsabilité civile d'un syndicat médical signataire d'une convention collective peut être mise en jeu en cas de non-exécution de la convention par ses membres (§ 2). Il lui demande si cette clause pour le moins surprenante inaugure une nouvelle orientation du droit syndical et si tous les syndicats ouvriers et patronaux signataires d'accords, conventions, protocoles, etc., se verront dans l'avenir rendus civilement responsables des manquements individuels aux clauses de ces actes, imputables à leurs membres dans l'exercice de leur profession. Au cas contraire, il le prie de lui préciser les raisons qui l'ont conduit à imposer aux syndicats médicaux des obligations d'exceptions, exorbitantes juridiquement et moralement [14 juin 1960] (n° 177). — **M. Bernard Lafay** expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* : les récents mouvements de grève du personnel d'Air-France, et en particulier celui des pilotes de « Boeing », imposent aux pouvoirs publics d'examiner avec une particulière attention l'évolution des conditions de travail du personnel navigant due à l'utilisation des avions à réaction. A l'amélioration de la vitesse des liaisons et du confort des passagers correspondent en effet un surcroît de fatigue pour les pilotes qui peut poser de graves problèmes de sécurité et aussi d'humanité. Des horaires de travail excessifs perturbent le rythme physiologique normal des pilotes de « Boeing », affaiblissent notablement leur faculté de récupération, et enfin portent atteinte à leur vie sociale et familiale où un minimum d'équilibre est nécessaire. Ces inconvénients deviennent insupportables aux périodes de pointe où le nombre d'heures de vol peut encore être augmenté. Il a donc l'honneur de lui demander de faire droit d'urgence aux revendications légitimes du personnel navigant concernant la réduction et l'aménagement des horaires de vol et de lui faire connaître, à titre confidentiel, s'il le juge nécessaire, les conclusions de l'enquête médicale effectuée récemment sur ce problème [5 juillet 1960] (n° 193). — **M. Bernard Lafay** expose à *M. le Premier ministre* que l'appui accordé par le gouvernement tunisien à la rébellion algérienne constitue depuis deux ans l'obstacle majeur à une solution pacifique du problème algérien ; que les provocations du président de la République tunisienne s'aggravent depuis plusieurs semaines ; que ces manœuvres jointes au chantage diplomatique représentent le dernier espoir du F. L. N. et un risque grave pour les perspectives de paix. Devant cette

situation, **M. Bernard Lafay** a l'honneur de demander à *M. le Premier ministre* quelles dispositions sont envisagées par le Gouvernement pour sauvegarder le prestige de la France, la vie de nos soldats engagés en Algérie, la sécurité de la population algérienne et les espoirs d'un retour à la paix [3 mai 1960] (p. 118).

**M. Bernard Lafay** demande à *M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes* s'il ne lui paraît pas nécessaire et urgent de mettre à la disposition des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat, quelles que soient les commissions auxquelles ils appartiennent, les moyens d'effectuer dans les départements d'Algérie et du Sahara un voyage d'information sérieux et complet. La question qui sera posée en janvier au corps électoral entraîne en effet les élus à prendre des responsabilités politiques graves et il ne paraît pas possible qu'ils puissent le faire sans avoir pris connaissance sur place des données du problème. Si un nombre restreint de députés et de sénateurs ont pu se rendre en mission ces derniers mois en Algérie, il en reste un trop grand nombre à qui cette possibilité n'a pas été offerte. Il serait inconcevable qu'elle ne le fût pas, de la façon la plus large, dans les semaines qui viennent. La situation en Algérie ne peut en effet être sainement appréciée si l'on s'en tient aux informations officielles ou à celles d'une presse officieusement orientée. Seul le contact direct avec la réalité permet de prendre de cette situation une vue objective particulièrement indispensable aux représentants élus de la nation (n° 264) [30 novembre 1960].

#### Question orale avec débat :

**M. Bernard Lafay** a l'honneur de rappeler à *M. le Premier ministre* les questions orales par lesquelles, il y a près d'un an, il attirait l'attention du Gouvernement sur certaines inconséquences de sa politique à l'égard de la Tunisie. Une de ces questions, adressée le 1<sup>er</sup> juin 1959 à *M. le Premier ministre* lui-même avait trait à l'aide extérieure fournie aux rebelles algériens. Evoquant l'attitude antifrançaise de la Tunisie en ce domaine, elle concluait : « Les Français sont las d'être poignardés dans le dos ». Une autre, en date du 21 juillet 1959, adressée à *M. le ministre délégué* auprès du Premier ministre, exprimait l'étonnement de l'opinion devant l'approbation donnée par le Gouvernement à la construction du pipe-line Edjelé-la Skirra sur le territoire tunisien, entreprise dans laquelle l'épargne française investira près de cent milliards et qui aura pour résultat d'assurer au Gouvernement tunisien d'importantes ressources financières annuelles. Au cours de son exposé, **M. Bernard Lafay** précisait que le seul camp de Ghardimaou, en territoire tunisien, abritait 8.000 fellagha en armes et en uniforme disposant d'un matériel extrêmement puissant, et que ce camp n'était pas le seul. Depuis cette époque, l'attitude de *M. Bourguiba* n'a pas varié. Elle s'est aggravée. Ses provocations outrageantes à l'égard de la France n'ont pas cessé. Le territoire tunisien reste la base militaire des forces rebelles, et des soldats français tombent chaque jour, en nombre accru depuis un an, à la suite d'opérations organisées au départ de cette base. L'inquiétude de l'opinion est grande sur les événements qui peuvent surgir de cette situation. C'est pourquoi **M. Bernard Lafay** demande à *M. le Premier ministre* s'il n'estime pas nécessaire, entre autres mesures souhaitables, de mettre immédiatement en œuvre les dispositions permettant d'évacuer la totalité du pétrole d'Edjelé par le territoire algérien et de mettre fin ainsi à cette situation paradoxale de la prédominance de certains intérêts financiers internationaux sur l'intérêt national et la sauvegarde de notre armée (n° 47) [26 avril 1960] (p. 76).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 110 (cf. *supra*) [10 mai 1960] (p. 162). — Propositions de loi : 1° De MM. Bernard Lafay, Edmond Barrachin, Edouard Bonnefous, André Boutemy, Julien Brunhes, Etienne Dailly, Charles Fruh, Maurice Lalloy et Jean-Louis Vigier, tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du district de la région de Paris ; 2° De MM. Waldeck L'Huillier, Jacques Duclos, Georges Marrane, Raymond Guyot, Camille Vallin, Mme Renée Dervaux, M. Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris ; 3° De MM. Maurice Coutrot, Georges Dardel, Pierre Métayer et des membres du groupe socialiste, tendant à reporter à une date ultérieure l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 176). — Réponse du ministre à sa question orale n° 138 (cf. *supra*) [7 juin 1960] (p. 270, 271). — Projet



de loi tendant à limiter l'extension de locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne [14 juin 1960] ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 368).

Proposition de loi relative au captage des eaux du val de Loire [9 décembre 1960] (p. 2326). — Sur la politique algérienne du Gouvernement [16 décembre 1960] (p. 2433, 2434).

**LAFLEUR (M. HENRI)** [Nouvelle-Calédonie].

*Est élu membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique* [7 juin 1960].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du titre XII de la Constitution [18 mai 1960] (p. 235). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960]. — Art. 37 : son amendement n° 24 (p. 1001).

Projet de loi de finances pour 1961. — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1990). — Services financiers [28 novembre 1960] (p. 2049).

**LA GONTRIE (M. PIERRE DE)** [Savoie].

*Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Proposition de loi constitutionnelle, tendant à interpréter les articles 29 et 30 de la Constitution* [26 avril 1960] (n° 155).

#### Interventions :

Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales [30 juin 1960] ; Art. 9 : demande au Sénat d'adopter l'amendement n° 25 de Mme Crémieux (p. 623). — Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 : demande le report au début de la prochaine séance du vote sur l'article et sur l'ensemble du projet de loi (p. 758) ; intervient sur le compte-rendu analytique sommaire [7 juillet 1960] (p. 780). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 17 : observations (p. 858). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux [21 juillet 1960]. — Discussion de l'article unique. — Demande une suspension de séance pour délibération (p. 1044).

Adresse de sympathie aux victimes des inondations [4 octobre 1960] (p. 1198). — Projet de loi de finances pour 1961. — INTÉRIEUR [22 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Sur l'amendement n° 29 (p. 1798).

**LAGRANGE (M. ROGER)** [Saône-et-Loire].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles [18 octobre 1960] (p. 1273). — Dans la discussion des articles du même projet [19 octobre 1960] : sur les amendements (n° 74) de M. Soudant au même article (p. 1302) ; sur l'amendement (n° 89) de M. Rochereau à l'article 1106-8 du code rural (p. 1308). — A l'article 1106-9 du code rural [20 octobre 1960] : son amendement (n° 53) (p. 1319) ; à l'article 1106-1 du code rural : sur l'amendement (n° 42) de la commission des affaires économiques (p. 1324) ; sur l'amendement (n° 3) de M. Brousse (p. 1326). — A l'article 1106-2 du code rural sur l'amendement (n° 61 rectifié) de M. Grand (p. 1330-1331) ; explique son vote sur l'amendement (n° 13) de M. Brousse à l'article 1106-3 du code rural (p. 1333) ; intervient à propos de l'amendement (n° 21 rectifié) de M. Brousse à l'article 1106-7 du code rural (p. 1337) ; à propos de l'amendement (n° 27) de M. Brousse (p. 1339). — *Suite de la discussion* [25 octobre 1960] ; informe l'Assemblée que le groupe socialiste s'abstiendra sur l'ensemble (p. 1373). — Projet de loi de finances pour 1961 [17 novembre 1960]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1631). — Discussion générale en deuxième lecture du projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles [7 décembre 1960] (p. 2231). — Sur

l'amendement (n° 5) de M. Martial Brousse au nom de la commission des affaires sociales (p. 2235). — Discussion des conclusions de la commission mixte [13 décembre 1960] (p. 2357).

**LAKHDARI (M. MOHAMMED I.A.P.ZI)** [Constantine].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [6 octobre 1960].

**LALLOY (M. MAURICE)** [Seine-et-Marne].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi portant introduction dans les départements de la Martinique et de la Guyane de la loi des 21 juin 1865-22 décembre 1888 sur les associations syndicales* [28 avril 1960] (n° 156). — *Proposition de loi, autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides* [10 mai 1960] (n° 164). — *Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles, adopté par l'Assemblée nationale* [28 juin 1960] (p. 221). — *Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1960, adopté par l'Assemblée nationale* [28 juin 1960] (n° 225).

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi présentée par M. Maurice Lalloy et les membres du groupe de l'union pour la nouvelle République, apparentés et rattaché administrativement, autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides* [6 décembre 1960] (n° 81).

#### Interventions :

Projet de loi portant introduction dans les départements de la Martinique et de la Guyane de la loi des 21 juin 1865-22 décembre 1888 sur les associations syndicales [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 168). — Projet de loi d'orientation agricole [24 juin 1960] ; Art. 12 : observations sur l'amendement n° 32 de M. Deguise (p. 534) sur l'amendement n° 103 (p. 536) ; Art. 16 : observation sur l'amendement n° 35 de M. Deguise (p. 553). — Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles. — Défend son amendement n° 43 rectifié tendant à insérer un article additionnel 1<sup>er</sup> ter (nouveau) modifiant l'article 20 du code rural (p. 607, 608, 614) ; répond à M. Courrière sur cet amendement (p. 615, 616). — Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 632 à 635). — Discussion des articles. — Art. 2 bis (nouveau) : défend son amendement n° 2 (p. 647) ; retire cet amendement (p. 648) ; défend son amendement n° 3 (p. 648, 649, 650, 651, 652) ; article additionnel 3 ; retire son amendement n° (p. 654) ; s'associe à l'amendement n° 7 de M. Driant (p. 657) ; article additionnel 4 ; défend son amendement n° 5 (p. 657). — *Projet de loi de finances rectificative pour 1960* [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 660, 661). — *Est d'avis de poursuivre la discussion* (p. 661). — *Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles* [6 juillet 1960] ; article additionnel 5 (nouveau). — Reprend le 3<sup>e</sup> alinéa de son amendement n° 3 (p. 718). — *Projet de loi de finances rectificative pour 1960* [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2 : défend son amendement n° 1 (p. 720). — Question orale n° 45 de M. Pisani sur le domaine forestier [19 juillet 1960] (p. 967). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960]. — Art. 9 : son amendement n° 22 (p. 988). — Discussion en deuxième lecture, du projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles [20 juillet 1960]. — Discussion des articles : Art. 2 : accepte l'amendement n° 1 de M. Driant (p. 1016).

Discussion du projet de loi de finances pour 1961. — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1937). — Proposition de loi relative au captage des eaux du Val de Loire [9 décembre 1960] (p. 2324, 2325).

**LAMBERT (M. MARCEL)** [Morbihan].

*Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances* [12 mai 1960].

*Est nommé secrétaire de la commission des affaires sociales* [6 octobre 1960].

**LAMOUSSE (M. GEORGES)** [Haute-Vienne].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — *Est élu membre* de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de résolution de M. Alex Roubert et plusieurs de ses collègues, tendant à la désignation d'une commission de contrôle [15 décembre 1960] (n° 123).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 727-728). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : explique son vote sur l'amendement n° 3 de M. Brun (p. 737) ; défend son amendement n° 20 rectifié (p. 738) ; le maintient (p. 739). — Projet de **loi de finances rectificative** pour 1960 [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 17 : défend son amendement n° 1 (p. 856).

Projet de **loi de finances pour 1961**. — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1814). — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (cinéma) (p. 1835 et 1840). — Proposition de résolution tendant à la désignation d'une **commission de contrôle** [15 décembre 1960] ; dans la discussion générale, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 2396, 2397) ; retire son amendement n° 1 (p. 2397).

**LAPLACE (M. ADRIEN)** [Tarn-et-Garonne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**LAURENS (M. ROBERT)** [Aveyron].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**LAURENT-THOUVEREY (M. CHARLES)** [Jura].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-436 du 7 mai 1960 modifiant le tarif des droits de douane d'importation applicable à l'entrée dans le territoire douanier, en ce qui concerne certains films [19 octobre 1960] (n° 15). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1128 du 28 septembre 1959 modifiant partiellement le tarif des droits de douane d'importation [8 novembre 1960] (n° 35). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 60-437 du 7 mai 1960 portant réduction provisoire de la perception des droits de douane d'importation applicables, en régime de droit commun, en tarif minimum, à certaines pâtes à papier [8 novembre 1960] (n° 36).

**Interventions :**

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : sur l'amendement (n° 90) de M. Rochereau à l'article 1106-9 du code rural (p. 1308). — En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan dans la discussion du projet de loi portant ratification du décret n° 60-436 du 7 mai 1960 modifiant le tarif des **droits de douane d'importation** applicables à l'entrée dans le territoire douanier, en ce qui concerne certains films [n°s 289 (1959-1960) et 15 (1960-1961)] (p. 1418). — Deuxième lecture des articles du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Son observation à l'article 2 (p. 2248). — Projet de loi modifiant partiellement le tarif de **droits de douane d'importation** [9 décembre 1960]. — Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2306). — Projet de loi portant réduction des droits de douane sur certaines **pâtes à papier** [9 décembre 1960]. — Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2306), article unique, amendement n° 1 (p. 2308).

**LA VASSELAIS (M. GUY DE)** [Eure-et-Loir].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**LAVY (M. ARTHUR)** [Haute-Savoie].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**LE BASSER (M. FRANCIS)** [Mayenne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'institution d'un supplément à la prime mensuelle spéciale de transport [22 juillet 1960] (n° 315). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, après déclaration d'urgence, tendant à instituer diverses mesures de compensation à l'augmentation des tarifs des transports parisiens [25 juillet 1960] (n° 328).

**Interventions :**

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion de l'article unique. — Intervient sur l'amendement n° 2 de M. Henriot (p. 1044). — Projet de loi relatif à l'institution d'un supplément à la **prime mensuelle spéciale de transport** [22 juillet 1960] (p. 1098). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 16 (p. 1108) ; sur l'amendement n° 10 (p. 1108) ; sur l'amendement n° 11 (p. 1109) ; Art. 1<sup>er bis</sup> : son amendement n° 1 (p. 1109 à 1111) ; Art. 1<sup>er ter</sup> : sur l'amendement n° 9 (p. 1112) ; Art. 3 : son amendement n° 3 (p. 1113) ; sur l'amendement n° 13 (p. 1113) ; sur l'intitulé (p. 1114).

Projet de **loi de finances pour 1961**. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION [17 novembre 1960] (p. 1642).

**LE BELLEGOU (M. EDOUARD)** [Var].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord de coopération économique et technique entre la France et l'Afghanistan, signé à Caboul le 6 janvier 1959 [15 novembre 1960] (n° 44).

**Questions orales :**

**M. Edouard Le Bellegou** appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur les dispositions de l'article 34 de la Constitution ; lui signale que la démarcation assez vague qui est faite entre le domaine législatif et le domaine réglementaire soulève de fréquentes contestations ; que, contrairement aux principes énoncés dans la Constitution en ce qui concerne la séparation des pouvoirs, il en résulte parfois une confusion desdits pouvoirs ; que le dernier alinéa de l'article 34 prévoit que « les dispositions du présent article » pourront être précisées et complétées par une loi organique ; et tenant compte de ces faits lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de soumettre prochainement au Parlement cette loi organique (n° 107) [24 novembre 1959]. — Réponse [26 avril 1960] (p. 74). — **M. Edouard Le Bellegou** appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur la situation des oléiculteurs sinistrés par suite du gel de 1956 ; lui signale, à ce sujet, que le délai écoulé entre les dépenses engagées par les oléiculteurs et le paiement des primes correspondantes s'accroît d'année en année ; qu'il est presque de deux années pour les travaux effectués en 1958 et déclarés en janvier 1959 ; qu'un tel allongement des délais est préjudiciable pour les intéressés et inquiétant pour l'avenir, notamment en ce qui concerne le problème de la reconstitution des oliviers ; et, tenant compte de cette situation, lui demande : 1° quelles mesures il entend prendre pour diminuer ce délai et assurer notamment le paiement rapide des primes demandées

en janvier 1960 ; 2° s'il n'envisage pas d'autre part, étant donné l'augmentation des frais de mise-en valeur des oliviers reconstitués ou plantés imposés aux sinistrés, d'établir une indexation des primes [16 juin 1960] (n° 179). — Réponse [19 juillet 1960] (p. 945). — **M. Edouard Le Bellegou** rappelle à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que le décret du 17 mars 1954 portant règlement d'administration publique pour la répartition entre l'Etat et les collectivités locales des dépenses d'aide sociale prévoit que ces dépenses sont réparties en trois groupes. Le groupe I comprend les dépenses d'aide sociale à l'enfance, les dépenses d'hygiène et de prévention sanitaire ; que ces dépenses sont couvertes à raison de 85 p. 100 par des subventions de l'Etat, que par contre, en ce qui concerne la prévention contre le cancer il s'agit seulement de dépenses facultatives et ces dépenses ne sont subventionnées au maximum qu'à 50 p. 100 ; et lui demande si, étant donné l'importance de la lutte à mener contre ce fléau, notamment en matière de prévention et de dépistage, il ne serait pas souhaitable que la prévention du cancer fasse aussi partie des dépenses obligatoires de prévention figurant au groupe I [5 mai 1960] (n° 136). — Réponse [17 mai 1960] (p. 207).

**M. Edouard Le Bellegou**, devant l'émotion soulevée dans les populations riveraines de la Côte d'Azur et de la Corse par les menaces de toute nature que font peser sur ces régions le projet d'immersion des déchets atomiques en Méditerranée, demande à *M. le Premier ministre* de surseoir à cette immersion qui a été décidée sans consultation des représentants des populations riveraines ou des autorités océanographiques reconnues [13 octobre 1960] (n° 240).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 107 (cf. *supra*) [26 avril 1960] (p. 75) ; à sa question orale n° 136 (cf. *supra*) [17 mai 1960] (p. 207). — Projet de loi portant modification de certaines dispositions concernant les **officiers de l'armée de mer** [16 juin 1960] (p. 401, 402). — Proposition de loi tendant au **renouvellement de certains baux** [16 juin 1960]. — Art. A : s'oppose à l'amendement de la commission (p. 405, 406) ; Art. B : propose de revenir au texte voté par l'Assemblée nationale (p. 406) ; Art. 1<sup>er</sup> : s'oppose à l'amendement de la commission (p. 407) ; Art. 2 : indique que son groupe se ralliera à l'amendement de M. Vigier (p. 409). — Intervient dans la discussion des articles du projet de loi d'orientation agricole [28 juin 1960] ; prend la parole pour s'opposer à l'amendement n° 48 de M. Deguise, proposé en commission par M. Golvan (p. 583). — Projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 642-643). — Question orale n° 179 [19 juillet 1960] p. 945). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960]. — Art. 26 (p. 996) ; art. 28 : amendement n° 15 (p. 997). — Projet de loi relatif à la **prime de transport** [22 juillet 1960] (p. 1104).

Questions orales concernant l'**immersion de déchets radioactifs** [3 novembre 1960] p. 1436, 1437). — **Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1494 à 1496). — **Projet de loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 1647). — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE (p. 1654 et 1655). — DÉPENSES MILITAIRES. — SECTION MARINE [26 novembre 1960] (p. 2022). — **Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** (nouvelle lecture) [30 novembre 1960]. — Défend sa motion préjudicielle (p. 2156 à 2158). — En qualité de rapporteur de la commission des lois dans le projet de ratification d'un accord de **coopération entre la France et l'Afghanistan** [6 décembre 1961]. — Discussion générale (p. 2221).

**LEBRETON** (M. MARCEL) [Seine-Maritime].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la ratification du décret n° 59-672 du 28 mai 1959 portant non-approbation partielle de la délibération n° 59-11 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française suspendant ou réduisant les droits de douane sur certains produits [19 octobre 1960] (n° 14).

#### Interventions :

**Projet de loi d'orientation agricole** [28 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 20 *ter* : prend la parole sur l'amendement 118 rectifié présenté par M. Dailly (p. 568). — Prend la parole lors de l'intervention de M. Alain Poher sur les propositions de la conférence des présidents du 21 juillet 1960 (p. 1050).

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Rochereau à l'article 1106-8 du code rural (p. 1306). — A l'article 1106-9 du code rural [20 octobre 1960] : s'oppose au sous-amendement (n° 92) de M. Brousse (p. 1320). — En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan dans la discussion du projet de loi relatif à la ratification du décret n° 59-672 du 28 mai 1959 portant non-approbation partielle de la délibération n° 59-11 de l'Assemblée territoriale de la **Polynésie française** suspendant ou réduisant les **droits de douane** sur certains produits (N°s 288 [1959-1960] et 14 [1960-1961]). [3 novembre 1960] (p. 1418). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1924). — ARTICLES [28 novembre 1960] ; art. 107, contre l'amendement (p. 2083 et 2084). — **Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles**, deuxième lecture [7 décembre 1960] ; ses observations sur l'amendement (n° 12 rectifié) de M. Martial Brousse (p. 2250).

**LECANUET** (M. JEAN) [Seine-Maritime].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention d'établissement entre la France et les Etats-Unis d'Amérique [12 juillet 1960] (n° 266).

*Rapport* pour avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi de finances pour 1961 [18 novembre 1960] (n° 51).

#### Interventions :

**Projet de loi constitutionnelle** tendant à compléter les dispositions du **titre XII de la Constitution** (n°s 167 et 168, année 1959-1960) [18 mai 1960] (p. 230). — Question orale avec débat de M. Pisani, relative au **ramassage scolaire** [14 juin 1960] p. 344, 345, 346). — **Projet de loi d'orientation agricole** [24 juin 1960]. — Art. 5 : observation sur l'amendement n° 62 de M. Armengaud (p. 520). — **Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'établissement entre la France et les Etats-Unis d'Amérique** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1056 et 1057).

**Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1476 à 1479). — **Projet de loi de finances pour 1961**, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1668 et 1680).

**LECOURT** (M. ROBERT), **ministre d'Etat** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

#### Interventions :

Discussion générale du projet de **loi de programme** pour les **départements d'outre-mer** (p. 872 et 907). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> *bis* : amendement n° 5 (p. 903) ; Art. 3 : amendement n° 6 (p. 904) ; art. 5 : amendement n° 8 (p. 904) ; art. 11 : amendement n° 13 (p. 906) [12 et 13 juillet 1960]. — Discussion générale du projet de loi relatif à la **taxe sur les carburants** et les fonds routiers départementaux dans les **départements d'outre-mer** (p. 907 et 910) [13 juillet 1960]. — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de programme pour les départements d'outre-mer** [22 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1079). — Discussion des articles. — Art. 5 : prend la parole sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Marie Louvel (p. 1080 et 1081) ; accepte l'amendement n° 2 de M. Monteil (p. 1082).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — SAHARA [25 novembre 1960] (p. 1975) ; repousse l'amendement (n° 52) de M. Louvel (p. 1978). — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1991).

**LEGOUEZ** (M. MODESTE) [Eure].

*Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole* [20 juillet 1960].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la création de parcs nationaux [22 juin 1960] (n° 210).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à la **création de parcs nationaux** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 760-761). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 4 (p. 762); Art. 2 : accepte l'amendement n° 6 de M. de Maupeou (p. 763); repousse l'amendement n° 7 de M. de Maupeou (p. 764); accepte l'amendement n° 8 de M. de Maupeou; art. 3 : accepte l'amendement n° 9 de M. de Maupeou (p. 765); accepte l'amendement n° 10 de M. de Maupeou (p. 765); accepte l'amendement n° 11 de M. de Maupeou (p. 766); art. 6 : défend son amendement n° 5 (p. 766).

Projet de loi de finances pour 1961. — Art. 51 *quater* [28 novembre 1960] défend ses amendements n° 61 (p. 2080), n° 62 (p. 2081).

**LEGROS** (M. MARCEL) [Saône-et-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi tendant à créer **certaines mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme** [3 mai 1960]. — Discussion des articles (p. 135).

Projet de loi de finances pour 1961. — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1927).

**LEMAIRE** (M. MARCEL) [Marne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi d'**orientation agricole** [23 juin 1960]. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup> : demande le maintien du paragraphe 3 (p. 489); Art. 20 *ter* (nouveau) : intervient sur l'amendement n° 118 rectifié présenté par M. Dailly (p. 568); art. 34 : défend son amendement n° 112 sur la création, par l'Etat, de sociétés d'économie mixte (p. 588). — Conclusions d'une commission mixte paritaire relative au projet de loi d'orientation agricole [23 juillet 1960]. — Sur l'article 24 (p. 1123).

Projet de loi de finances pour 1961. — Deuxième délibération [29 novembre 1960]. Sur l'article 11 (p. 2127). — Deuxième lecture des articles du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Demande un vote par division à l'article 3 (p. 2249). — Projet de loi de finances pour 1961, deuxième lecture [8 décembre 1960]; art. 11, amendement n° 4 (p. 2263).

**LEMARIE** (M. BERNARD) [Côtes-du-Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**Rapport législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi portant création d'une école nationale de la santé publique [22 juin 1960] (n° 211).

**Interventions :**

Projet de loi portant **création d'une école nationale de la santé publique** [7 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 785-786). — Discussion des articles. — Art. 2 : défend son amendement n° 1 (p. 791); Art. 3 : défend son amendement n° 2 (p. 791); défend son amendement n° 3 (p. 793); art. 4 : accepte le sous-amendement n° 5 rectifié de M. Bernard Chochoy (p. 793).

Projet de loi de finances pour 1961. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1865). — MARINE MARCHANDE [23 novembre 1960] (p. 1886).

**LE SASSIER-BOISAUNE** (M. ETIENNE) [Orne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Intervention :**

Question orale n° 45 de M. Pisani sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 961).

**LEVACHER** (M. FRANÇOIS) [Eure-et-Loir].

*Est nommé secrétaire* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**Intervention :**

Deuxième lecture du projet de loi relatif à la **prime spéciale de transport** [25 juillet 1960]. — Sur l'amendement n° 1 à l'article 3 (p. 1145).

**LEVEQUE** (M. PAUL) [Seine-et-Marne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**LEYGUE** (M. LOUIS) [Gers].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

**Intervention :**

Projet de loi de finances pour 1961. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1858).

**L'HUILLIER** (M. WALDECK) [Seine].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Proposition de loi* tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances [13 juillet 1960] (n° 271).

**Questions orales :**

**M. Waldeck L'Huillier** demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* les raisons pour lesquelles les organismes chargés d'organiser les colonies et les camps de vacances ne rencontrent pas les facilités indispensables au bon fonctionnement des colonies de vacances, notamment en matière d'encadrement. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il envisage pour aider les organismes à remédier à l'insuffisance numérique et qualitative des moniteurs [11 juillet 1960] (n° 203). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1239 et 1240).

**M. Waldeck L'Huillier** rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* que par décret (n° 59-747, *Journal officiel* du 20 juin 1959) en date du 18 juin 1959, il a institué le district de Tours; que ce district est, suivant son porte-parole dans le département d'Indre-et-Loire, un « district pilote »; que le conseil de ce district s'est réuni deux fois en un an (les 4 novembre 1959 et 30 mars 1960) et que le bureau de cet organisme, réuni le 14 septembre dernier, ainsi que le conseil, réuni le 17 octobre, ont été amenés à constater l'échec de cette expérience dont la cause tient notamment à l'incompatibilité qu'il semble y avoir entre l'existence d'un tel organisme, surtout lorsqu'il est créé par voie autoritaire, et l'autonomie communale, ainsi qu'à la répugnance des communes d'accepter les projets de fusion qui avaient été suggérés en remplacement du district. Par ailleurs, il lui rappelle le vote du Sénat du 12 mai 1960, par lequel cette assemblée réclamait l'abrogation des dispositions de l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 5 janvier 1959 prévoyant la création des districts par décret. Il lui demande : 1° si, compte tenu de l'échec de cette expérience, il n'envisage pas l'abrogation du décret n° 59-747 du 18 juin 1959; 2° s'il n'a pas l'intention, sur un plan plus général, d'en tirer les conclusions en abrogeant les dispositions des ordonnances des 5 janvier et 4 février 1959 relatives aux districts urbains et au district de Paris; 3° si, au moins, il n'envisage pas d'accepter la suppression des dispositions du troisième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 5 janvier 1959 prévoyant la création d'office des districts par décret comme le lui demandait le Sénat; 4° s'il ne croit pas souhaitable, pour la solution des problèmes réellement intercommunaux, de donner toutes instructions à ses préfets pour que : a) ils ne s'opposent pas à la création de tels syndicats lorsqu'ils sont demandés par les

communes ; b) ils cessent de faire pression sur certaines autres communes pour qu'elles créent des syndicats à vocation multiple, dont ils s'efforcent de dénaturer le contenu et le sens, afin d'en faire des « succédanés » des districts [16 novembre 1960]. — Réponse [6 déc. 1960] (p. 2210 et suiv.).

#### Interventions :

Proposition de loi : 1° de MM. Bernard Lafay, Edmond Barrachin, Edouard Bonnefous, André Boutemy, Julien Brunhes, Etienne Dailly, Charles Fruh, Maurice Lalloy et Jean-Louis Vigier, tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du district de la région de Paris ; 2° de MM. Waldeck L'Huillier, Jacques Duclos, Georges Marrane, Raymond Guyot, Camille Vallin, Mme Renée Dervaux, M. Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris ; 3° de MM. Maurice Coutrot, Georges Dardel, Pierre Métayer et des membres du groupe socialiste, tendant à reporter à une date ultérieure l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 178). — Défend l'amendement n° 9 à l'article 1<sup>er</sup> (p. 191) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 199). — Projet de loi instituant un **redressement d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 809, 810). — **Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer.** — Discussion générale [13 juillet 1960] (p. 890). — **Projet de loi portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1053). — **Projet de loi relatif à la prime de transport** [22 juillet 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement n° 10 (p. 1108 et 1109). — Deuxième lecture du même projet de loi [25 juillet 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1144).

Sa question orale n° 203 [11 octobre 1960] (p. 1240). — **Projet de loi portant création d'une bourse d'échanges de logements** [27 octobre 1960] ; art. 5 : observations sur le sous-amendement n° 9 (p. 1404). — **Budget de l'Algérie pour 1961.** — Discussion générale [25 novembre 1960] (p. 1953). — **Projet de loi de finances pour 1961.** — DÉPENSES MILITAIRES [26 novembre 1960] (p. 2008). — ARTICLES. — Art. 51 *quater* sur l'amendement n° 61 (p. 2080) [28 novembre 1960] ; art. 93 : défend l'amendement n° 75 (p. 2112) ; art. 102 : défend l'amendement n° 76 (p. 2116) ; art. 103 : défend l'amendement n° 77 (p. 2116). — Sa question orale n° 257 [6 décembre 1960] (p. 2210-2211). — Explication de vote sur le projet de loi autorisant la ratification de traités conclus entre la France et le Cameroun [14 décembre 1960] (p. 2369, 2370). — **Projet de loi relatif à divers aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer** [14 décembre 1960] (p. 2383, 2384).

#### LIOT (M. ROBERT) [Nord].

*Est nommé secrétaire du Sénat* [6 octobre 1960]. — *Membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

#### LONGCHAMBON (M. HENRI) [Français établis hors de France].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 19 : pose une question à M. le secrétaire d'Etat aux finances (p. 860, 861). — Question orale n° 45 de M. Pisani sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 964). — Sur les propositions de la conférence des présidents du 21 juillet 1960 (p. 1051). — **Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'établissement entre la France et les Etats-Unis d'Amérique** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1058).

Discussion générale du projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1491 à 1493). — Au cours de cette même discussion générale, intervient pour défendre la science française dans le domaine de l'énergie atomique [9 novembre 1960] (p. 1498). — **Projet de loi de finances pour 1961** [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1676). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE [19 novembre 1960] (p. 1721). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1790). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1811 et 1823).

#### LOUVEL (M. JEAN-MARIE) [Calvados].

*Est nommé membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer* (F. I. D. E. S.) [16 mars 1960]. — *Est élu membre du Sénat de la Communauté* [3 mai 1960] (p. 118). — *Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances* [12 mai 1960]. — *Est désigné comme membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer* [29 juin 1960]. — *Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960* [25 juillet 1960].

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation* [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

**Rapport**, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer, adopté par l'Assemblée nationale [8 juillet 1960] (n° 257). — **Avis**, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certains articles du décret n° 52-152 du 13 février 1952, pris en exécution de la loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951, instituant une taxe spéciale sur les carburants dans les départements d'outre-mer et créant des fonds routiers départementaux [8 juillet 1960] (n° 258). — **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, dans sa deuxième lecture [21 juillet 1960] (n° 305).

#### Interventions :

**Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer** (rapporteur de la commission des finances) [12 juillet 1960] (p. 873). — Discussion des articles [13 juillet 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> *bis* : amendement n° 5 (p. 903) ; art. 3 : amendement n° 6 (p. 904) ; art. 4 : amendement n° 7 (p. 904) ; art. 5 : amendement n° 8 (p. 904) ; art. 6 : amendement n° 9 (p. 905) ; art. 8 : amendement n° 10 (p. 905) ; art. 9 : amendement n° 11 (p. 906) ; art. 10 : amendement n° 12 (p. 906) ; art. 11 : amendement n° 13 (p. 906). — **Projet de loi relatif à la taxe sur les carburants et les fonds routiers dans les départements d'outre-mer** (rapporteur pour avis de la commission des finances) [13 juillet 1960] (p. 908). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de programme pour les départements d'outre-mer** [22 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1080). — Discussion des articles. — Art. 5 : défend son amendement n° 1 (p. 1080) ; accepte l'amendement n° 2 de M. Monteil et, de ce fait, ne s'oppose plus au texte de l'Assemblée nationale (p. 1081).

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960]. — Sur l'amendement (n° 74) de M. Soudant à l'article 1106-5 du code rural (p. 1300). — Soutient l'amendement (n° 34) de M. Kistler au même article (p. 1303). — Discussion du projet de **loi de finances pour 1961.** — SAHARA [25 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1968) ; soutient son amendement (n° 52) au nom de la commission des finances à l'état G (p. 1977 et 1978). — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1979). — ADMINISTRATION PROVISOIRE DES SERVICES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER [25 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1994). — **Projet de loi de finances pour 1961.** — Discussion des conclusions de la commission mixte [13 décembre 1960], art. 97 (p. 2351). — En qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, dans la discussion du projet de loi fixant les conditions d'application, dans les départements d'outre-mer, des dispositions de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 et portant divers aménagements fiscaux dans ces départements [14 décembre 1960] (p. 2378 à 2380) ; reconnaît que l'article 40 est applicable aux amendements n°s 3 et 4 de M. Isautier (p. 2386, 2387) ; demande à M. Marie-Anne de retirer l'amendement n° 2 (p. 2389) ; déclare l'article 40 applicable à l'amendement n° 5 de M. Isautier (p. 2390) et à l'amendement n° 6 rectifié de M. Bernier (p. 2391).

## M

**MALE** (M. FERNAND) [Mostaganem-Tiaret].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

**Intervention :**

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, **certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** [3 février 1960]. — Explication de vote (p. 40).

**MALRAUX** (M. ANDRÉ), **Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 22 juillet 1959).

**Interventions :**

Répond à la question orale de M. Yvon Coudé du Foresto (n° 163) relative à la **publicité routière** [12 juillet 1960] (p. 838).

Projet de loi de finances pour 1961. — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960] (p. 1840).

**MARCELLIN** (M. ROGER) [Tizi-Ouzou].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, **certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** [3 février 1960]. — Explication de vote (p. 41).

Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [9 novembre 1960] (p. 1507, 1508). — Projet de loi relatif aux crédits des services civils en Algérie pour 1961 [29 novembre 1960]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 2145). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2431, 2432).

**MARCILHACY** (M. PIERRE) [Charente].

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Proposition de loi constitutionnelle* portant revision de la Constitution [12 mai 1960] (n° 166). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sur le projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à compléter les dispositions du titre XII de la Constitution [17 mai 1960] (n° 168).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Léon Jozeau-Marigné, tendant à modifier la loi du 29 janvier 1831 en ce qui concerne la prescription des créances de l'Etat et des collectivités publiques [15 novembre 1960] (n° 46). — *Rapport* fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Roger Carcassonne et des membres du groupe socialiste et apparentés tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévision et à organiser l'exercice du droit de réponse [6 décembre 1960] (n° 80).

**Questions orales :**

**M. Pierre Marcilhacy** demande à *M. le Premier ministre* s'il ne croit pas indispensable de rendre publics les avis du conseil d'Etat qui constituent dans le mécanisme actuel des pouvoirs le seul contrôle efficace du pouvoir réglementaire et législatif [3 mai 1960] (n° 131). — Réponse [17 mai 1960] (p. 206). —

**M. Pierre Marcilhacy** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* quelles explications lui ont été données à l'occasion du décès en prison, à Conakry, d'un pharmacien français et quelles

mesures il compte prendre pour assurer en Guinée la protection des ressortissants français [7 juin 1960] (n° 160). — Réponse [5 juillet 1960] (p. 668, 669). — **M. Pierre Marcilhacy** demande à *M. le ministre de l'information* s'il lui paraît correct de mettre les antennes de la R. T. F. à la disposition d'un condamné à mort bénéficiant de la grâce présidentielle et si une telle publicité ne risque pas de donner à la nation une idée fautive sur la qualité des décisions de la justice française [25 juillet 1960] (n° 214). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1237).

**M. Pierre Marcilhacy** demande à *M. le ministre de la justice* pour quelles raisons la réforme du code civil, déjà délibérée et votée par le Sénat, n'est pas depuis plus d'un an inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, alors que l'article 48 de la Constitution confère au Gouvernement un droit absolu de priorité pour la discussion des textes législatifs acceptés par lui [11 octobre 1960] (n° 236).

**Interventions :**

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, **certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** [3 février 1960]. — Discussion générale (p. 27). — Discussion des articles (p. 37). — Réponse du ministre à sa question n° 105 (cf. supra) [3 mai 1960] (p. 124). — Projet de loi modifiant la loi n° 55-20 du 4 janvier 1955 relative aux **marques de fabrique et de commerce sous séquestre** en France comme biens ennemis [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 144). — Réponse du ministre à sa question orale n° 131 (p. 206) [17 mai 1960]. — Projet de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du **titre XII de la Constitution**, n°s 167 et 168, année 1959-1960 [17 mai 1960] (p. 213). — Défend son amendement n° 2 [18-mai 1960] (p. 244). — Projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [14 juin 1960]. — Art. 8 : explique son vote sur l'amendement de la commission (p. 367-368). — Prend la parole au cours de la discussion générale du projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise groupées au sein de la **Fédération du Mali** [16 juin 1960] (p. 394). — Projet de loi d'**orientation agricole** [23 juin 1960]. — Observations sur l'amendement de M. Houdet tendant à une autre rédaction de l'article 2 (p. 498). — Art. 9 : observations sur l'amendement n° 28 de M. Deguise (p. 529) ; Art. 9 ter : observations sur l'amendement n° 29 rectifié de M. Deguise (p. 530) ; Art. 10 bis : intervient sur l'amendement n° 100 de M. Boulanger (p. 532) ; Art. 12 : intervient à propos de l'amendement n° 31 de M. Deguise (p. 534), des amendements n°s 32 et 103 (p. 535 à 537) ; Art. 13 : observations sur l'amendement n° 33 de M. Deguise (p. 539) ; Art. 13 bis : observations sur l'amendement de M. Deguise n° 34 (p. 540). — Réponse du ministre des affaires étrangères à sa question orale n° 160 [5 juillet 1960] (p. 669). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 17 : observations (p. 859). — Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales [18 juillet 1960]. — Art. 15 : amendement n° 12 (p. 932) ; amendement n° 11 (p. 933), sur l'ensemble (p. 934). — Projet de loi portant modification de certaines dispositions du **code de la nationalité** [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1er : intervient sur l'amendement n° 4 rectifié de M. Paulian (p. 1020). — Propose un délai pour l'examen du texte en discussion (p. 1024). — Projet de loi portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la **nationalisation de l'électricité et du gaz** [21 juillet 1960]. — Discussion de l'article unique. — S'oppose à l'amendement n° 2 de M. Champleboux (p. 1054). — Projet de loi autorisant la ratification de la **convention pour la répression de la traite des êtres humains** et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 2 décembre 1949 [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1061). — Projets de loi portant approbation : le premier, des accords particuliers signés le 12 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements respectifs de la **République Centrafricaine**, de la **République du Congo**, de la **République du Tchad**, d'autre part ; le second, des accords particuliers signés le 15 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République gabonaise** ; le troisième, des accords particuliers signés le 11 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements respectifs de la **République de Côte d'Ivoire**, de la **République du Dahomey**, de la **République du Niger**, de la **République de Haute-Volta**, d'autre part [22 juillet 1960]. — Discussion générale commune (p. 1074 et 1075). — Projet de loi relatif à la **prime de transport** [22 juillet 1960]. — Observations sur les amendements n°s 1 à 5 (p. 1111). — Observations sur l'amendement n° 13 (p. 1113). — Deuxième lecture du même projet de loi [25 juillet 1960] dans la discussion générale (p. 1143 à 1145).

Sa question orale n° 214 [11 octobre 1960] (p. 1237). — Proposition de résolution tendant à modifier certains articles du **règlement du Sénat** [27 octobre 1960] (p. 1384). — Projet de loi portant création d'une **bourse d'échanges de logements** [27 octobre 1960]; dans la discussion générale (p. 1399). — Répond à M. le Secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats de la Communauté dans la discussion générale commune des divers projets de loi relatifs aux **accords signés avec les gouvernements de plusieurs républiques africaines** [3 novembre 1960] (p. 1424); soutient sa motion préjudicielle s'opposant à la discussion du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [9 novembre 1960] (p. 1516). — Projet de loi de finances pour 1961 [17 novembre 1960]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1635). — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1732). — Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires (nouvelle lecture) [30 novembre 1960] (p. 2154 et 2155). — Prescription des **créances de l'Etat et des collectivités publiques** [9 décembre 1960]. — Discussion générale: rapporteur de la commission des lois (p. 2311). — Proposition de loi tendant à modifier les articles 811 à 845 du **code rural** [9 décembre 1960]; rapporteur de la commission des lois (p. 2313). — Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 28 de la **Constitution** [16 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2415). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2429). — Sur une **motion d'ordre** [16 décembre 1960] (p. 2436).

**MARETTE** (M. JACQUES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Jacques Marette** attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation préoccupante du service des instruments de mesure et lui demande quelles dispositions il compte prendre pour lui permettre d'accomplir pleinement sa mission [24 novembre 1959] (n° 106). — Réponse [26 avril 1960] (p. 72).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 106 (cf. supra) [26 avril 1960] (p. 73). — Projet de loi instituant une **redévance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 808-809). — Art. 11: répond à M. Jacques Delalande (p. 818). — Projet de loi instituant un supplément à la **prime de transport** [22 juillet 1960] (p. 1102).

Projet de loi de finances pour 1961. — INTÉRIEUR [22 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Présente des observations sur l'article 78 bis (p. 1801).

**MARIE-ANNE** (M. GEORGES) [Martinique].

Est élu membre suppléant du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [7 juin 1960].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Georges Marie-Anne** expose à M. le ministre du travail qu'aux termes de l'article 4 du décret n° 58-113 du 7 février 1958 relatif au régime des allocations familiales dans les départements d'outre-mer, « la totalité des ressources procurées à chacune des caisses générales par l'encaissement des cotisations d'allocations familiales prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 dudit texte est affectée à la couverture des charges résultant du versement des allocations familiales, sous déduction des prélèvements opérés pour le financement de l'action sociale, la couverture des frais de gestion administrative et l'alimentation d'un fonds de réserve ». Il lui demande de lui faire connaître sur quelles données il s'est fondé pour procéder par arrêté du 22 avril 1960, inséré au *Journal officiel* du 18 juin 1960, à un relèvement de 7 p. 100 du taux des allocations familiales servies dans le département de la Martinique, alors qu'en fin de l'exercice 1959, la situation de la caisse d'allocations familiales de la Martinique accusait un boni net de 253.785.523 F (anciens francs) qui pouvait permettre un relèvement de 25 p. 100 du taux des allocations pour l'année 1959 et de 30 à 35 p. 100 pour l'année 1960, sans aucunement mettre en péril l'équilibre de la caisse [21 juin 1960] (n° 182). — Réponse [12 juillet 1960] (p. 840). — **M. Georges Marie-Anne** expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que dans l'état actuel de la réglementation applicable dans les départements d'outre-mer (décret du 30 novembre 1944) les licences d'importation de marchandises étrangères sont délivrées par le préfet qui a hérité des prérogatives dévolues en la matière aux anciens gouverneurs. Il lui demande si, compte tenu de l'évolution survenue dans ce domaine et par référence aux dispositions du décret n° 49-927 du 13 juillet 1949 complété et modifié

par le décret n° 57-602 du 18 mai 1957, son administration n'envisagerait pas de confier la délivrance des licences d'importation au préfet, assisté d'un comité technique d'importation, de manière à associer les ressortissants de la profession, comme il est de règle en métropole, aux responsabilités de la conduite des affaires économiques de ces départements [22 juin 1960] (n° 186). — **M. Georges Marie-Anne** demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui faire connaître s'il est exact que son administration envisage de transformer en service d'Etat les services départementaux de conditionnement fonctionnant actuellement dans les départements d'outre-mer, en prévoyant, contrairement aux dispositions budgétaires les plus formelles, une stipulation expresse qui limite les frais de fonctionnement de ce service d'Etat aux recettes tirées des taxes départementales de conditionnement. Il désire savoir quels sont les motifs qui nécessitent cette mesure de centralisation administrative [21 juin 1960] (n° 183). — Réponse [12 juillet 1960] (n° 839). — **M. Georges Marie-Anne** expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le département de la Martinique, au même titre d'ailleurs que les autres départements d'outre-mer, forme avec le territoire de la France continentale un seul et unique territoire douanier où sont appliqués les mêmes lois, décrets, tarifs et règlements; qu'il ressort du contexte de l'article 6 du décret n° 47-2392 du 27 décembre 1947 qui a introduit dans le département de la Martinique les dispositions de la législation et de la réglementation douanières métropolitaines, que les prohibitions d'entrée et de sortie en vigueur en France métropolitaine sont, sauf dérogations expresses, également applicables dans le département de la Martinique ainsi que les dérogations générales à ces prohibitions déjà prononcées, ou à intervenir. C'est en vertu de ce texte, et par application du principe d'unicité du territoire douanier que les prohibitions de sortie édictées par les avis aux importateurs insérés au *Journal officiel* sont considérées comme applicables de plano dans le département de la Martinique. Il lui demande: 1° sur quels textes de caractère législatif ou réglementaire l'administration des affaires économiques se fonde pour estimer que les mesures de libération des échanges édictées par avis aux importateurs ne sont pas applicables dans le département de la Martinique; 2° pour quels motifs les avis aux importateurs ci-après énumérés n'ont pas encore fait l'objet d'aucune mesure d'application dans le département de la Martinique: a) avis du 26 septembre 1959 complétant l'avis du 23 juillet 1959 portant libération des échanges de certaines marchandises originaires et en provenance des pays appartenant à l'O. E. C. E., des Etats-Unis et du Canada; b) l'avis du 23 février 1960 complétant l'avis du 13 janvier 1959 et portant libération des échanges pour certaines marchandises originaires et en provenance des pays autres que les Etats-Unis et le Canada et autres que les pays de l'O. E. C. E.; c) l'avis du 24 décembre 1959, complété et modifié par les avis du 1<sup>er</sup> mars et du 5 avril 1960, fixant la liste générale des seuls produits originaires des pays de l'O. E. C. E., des Etats-Unis et du Canada, qui demeurent prohibés à l'importation; tous les autres produits non repris à cette liste étant considérés comme libérés; 3° si, en application des dispositions de l'article 2 du décret n° 58-531 du 30 mars 1948, le préfet de la Martinique pourrait, après avis du conseil général et le chef du service des douanes entendu, fixer valablement pour le département et par arrêté immédiatement et provisoirement exécutoire, la liste des prohibitions d'entrée et de sortie de caractère économique applicables aux marchandises originaires de l'étranger, ou à destination de l'étranger, de manière à mettre fin à l'incertitude et au sentiment de sous-administration économique qui règne dans ce département [21 juin 1960] (n° 184). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1230 et 1231).

**M. Georges Marie-Anne** expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que dans l'état actuel de la réglementation applicable dans les départements d'outre-mer (décret du 30 novembre 1944) les licences d'importation de marchandises étrangères sont délivrées par le préfet qui a hérité des prérogatives dévolues en la matière aux anciens gouverneurs. Il lui demande si compte tenu de l'évolution survenue dans ce domaine et par référence aux dispositions du décret n° 49-927 du 13 juillet 1949, complété et modifié par le décret n° 57-602 du 18 mai 1957, son administration n'envisagerait pas de confier la délivrance des licences d'importation au préfet, assisté d'un comité technique d'importation, de manière à associer les ressortissants de la profession, comme il est de règle en métropole, aux responsabilités de la conduite des affaires économiques de ces départements [22 juin 1960] (n° 186). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1231 et 1232).

**M. Georges Marie-Anne** expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 4 de la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 stipule expressément que les taux des allocations familiales à servir dans les départements d'outre-mer sont ceux en vigueur en métropole. Or, jusqu'à ce jour, cette parité de

taux voulue par le législateur n'a pu être réalisée, parce qu'une circulaire interprétative du ministère des finances a estimé que l'indemnité compensatrice des charges fiscales créée par le décret du 6 octobre 1948, article 532 du code de sécurité sociale, n'était pas à comprendre dans les taux de prestations familiales à servir aux fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer. Il lui demande : 1° sur quoi se fonde cette interprétation restrictive ; 2° s'il n'envisagerait pas d'apporter une solution à cette irritante question, en faisant rapporter cette circulaire interprétative qui fausse la volonté clairement exprimée par le législateur [9 décembre 1960] (n° 266).

**M. Georges Marie-Anne** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* : 1° qu'aux termes du décret n° 51-619 du 21 mai 1951 expressément applicable aux départements d'outre-mer, la notion d'enfant à charge à retenir pour déterminer l'ouverture du droit au supplément familial de traitement est celle fixée, en matière de prestations familiales, par la loi du 22 août 1946 et le règlement d'administration publique du 10 décembre 1946 ; 2° qu'en ce qui concerne les allocations familiales proprement dites la notion d'enfant à charge demeure celle fixée par une instruction ministérielle sans date ni numéro portant le timbre de la direction du personnel et de la comptabilité et publiée en annexe aux arrêtés gouvernementaux régissant la matière (pour la Martinique, *Journal officiel* du 10 juin 1946) ; 3° que cette dualité dans la notion d'enfant à charge suscite de nombreuses difficultés d'application et des frictions continues entre les ordonnateurs et les comptables du Trésor. Il lui demande s'il verrait des inconvénients à décider que pour l'application du régime des prestations familiales en vigueur dans les départements d'outre-mer, la notion d'enfant à charge à retenir est celle fixée par la réglementation métropolitaine [9 décembre 1960] (n° 267).

**M. Georges Marie-Anne** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le décret n° 60-967 du 8 septembre 1960 a relevé de 5 p. 100 le salaire de base servant au calcul des prestations familiales dans la France métropolitaine. Il lui demande si, par application des dispositions de l'article 4 de la loi n° 50-407 du 3 avril 1950, qui a stipulé que les taux des prestations familiales à servir aux fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer sont les mêmes que ceux de la France métropolitaine, son administration n'envisage pas de procéder au relèvement corrélatif du salaire de base servant au calcul de ces prestations dans lesdits départements [9 décembre 1960] (n° 268).

#### Interventions :

Question orale avec débat de *M. Antoine Courrière*, n° 48, relative à la **concordance avec le coût de la vie, des traitements, salaires, pensions et allocations aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 685, 686, 695) ; Réponse de *M. le ministre de l'agriculture* à sa question orale, n° 183, relative aux **services de conditionnement dans les départements d'outre-mer** [12 juillet 1960] (p. 839). — Réponse de *M. le ministre du travail* à sa question orale, n° 182, relative au régime des **allocations familiales dans les départements d'outre-mer** [12 juillet 1960] (p. 841). — **Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer : discussion générale** [13 juillet 1960] (p. 892). — Discussion des articles. — Art. 3 : amendement n° 6 (p. 904) ; Art. 6 : amendement n° 9 (p. 905) ; Art. 10 : amendement n° 12 (p. 906).

Sa question orale n° 184 [11 octobre 1960] (p. 1230 et 1231). — Sa question orale n° 186 [11 octobre 1960] (p. 1231 et 1232). — **Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960]. — Défend son amendement (n° 63) à l'article 4 *quater* (nouveau) (p. 1340). — **Projet de loi de finances pour 1961** [15 novembre 1960] (p. 1567 et 1568). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960] (p. 1687). — AFFAIRES ÉCONOMIQUES [21 novembre 1960] (p. 1744). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1854). — MARINE MARCHANDE [23 novembre 1960] (p. 1880). — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1987). — DÉPENSES MILITAIRES. — SECTION COMMUNE : AFFAIRES D'OUTRE-MER [26 novembre 1960] (p. 2026). — CHARGES COMMUNES [28 novembre 1960] (p. 2044). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960]. — Art. 8 *nonies*, amendement n° 11 (p. 2290, 2291). — **Projet de loi relatif à divers aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer** [14 décembre 1960] (p. 2381 à 2383). — Défend l'amendement n° 2 (p. 2388, 2389) ; le retire (p. 2389, 2390).

**MAROSELLI (M. ANDRÉ)** [Haute-Saône].

*Est élu membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, après déclaration d'urgence [8 novembre 1960] (n° 30).

*Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de programme relatives à certains équipements militaires [16 novembre 1960] (n° 48).

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [28 novembre 1960] (n° 66).

#### Question orale :

**M. André Maroselli** appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur le malaise qui continue à se manifester dans les stations thermales par l'application de l'article 5 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 et prévoyant que « les frais de toute nature afférents aux cures thermales et climatiques ne sont pas couverts par l'assurance maladie » ; expose que les résultats de la saison 1959 ont été catastrophiques comme l'avaient prévu tous ceux qui s'intéressent à la vie des stations thermales ; rappelle que les ministres du travail et de la sécurité sociale, des finances et de la santé publique avaient, par un décret soumis à la signature de *M. le Premier ministre*, rapporté cette décision ; et lui demande s'il envisage d'entériner cette décision, préparée par ses ministres, dans un délai relativement court qui permette aux stations de prendre toutes mesures utiles pour éviter la mise en péril du thermalisme français [28 avril 1960] (n° 128). — Question retirée [10 mai 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 848-849). — Discussion des articles. — Art. 23 : défend l'amendement n° 9 de *M. Marcel Pellenc* (p. 863). — **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1038-1039). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de finances rectificative pour 1960** [22 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1093).

En qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, dans la discussion générale du projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1457 à 1460). — Ne s'oppose pas à la motion préjudicielle déposée sur ce projet de loi [9 novembre 1960] (p. 1519). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — DÉPENSES MILITAIRES [26 novembre 1960]. En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2007). — SECTION GUERRE [26 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2018). — **Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** (nouvelle lecture) [30 novembre 1960]. — Comme rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2148 à 2150).

**MARRANE (M. GEORGES)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960]. — *Membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1960]. — *Est élu membre* de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

#### Questions orales :

**M. Georges Marrane** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* : 1° en vertu de quels textes légaux des sanctions ont été prises à l'égard de soixante-huit agents de la régie autonome des transports parisiens qui, comme l'ensemble de leurs collègues, ont cessé le travail à des dates différentes en raison du refus qu'il oppose à la prise en considération de



leurs revendications. Il lui rappelle que la législation française ne prévoit pas l'obligation pour les travailleurs de « déclarer une grève » ; 2° quelles mesures il entend prendre pour rapporter cette décision attentatoire au droit de grève qui est reconnu officiellement par la Constitution [9 juin 1960] (n° 169). — Réponse [28 juin 1960] (p. 547).

**M. Georges Marrane**, devant l'émotion grandissante des anciens combattants à la suite de bruits des plus regrettables laissant entendre des limitations dans le rétablissement de la retraite des anciens combattants, confirme à *M. le ministre des anciens combattants* les questions écrites posées en date des 17 février et 18 mai 1960 à ce sujet. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre, à la veille des débats budgétaires et conformément à ses déclarations de février dernier, pour le rétablissement de la retraite du combattant sans discrimination à l'égard de tous ceux qui en bénéficieraient ou qui pouvaient y prétendre avant le 30 décembre 1958. Il aimerait savoir si le Gouvernement envisage de payer les deux années d'arrérages aux anciens combattants qui ont été frustrés de leur retraite du combattant depuis cette date [16 septembre 1960] (n° 221). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1354 à 1359).

**M. Georges Marrane** rappelle à *M. le Premier ministre* l'émotion générale et justifiée causée dans notre pays devant la constatation de la faiblesse des résultats obtenus par les représentants de la France aux jeux olympiques de Rome. Il lui demande : 1° quels crédits ont été alloués à la préparation des sportifs français aux jeux olympiques de 1960 ; 2° quelles dispositions il compte prendre pour que toutes les facilités soient offertes à l'ensemble de la jeunesse française pour développer la pratique des sports ; 3° quel est le programme établi par le Gouvernement pour la construction et l'aménagement accélérés d'établissements sportifs (stades, gymnases, piscines) permettant un large recrutement et un essor des sports athlétiques dans notre pays ; 4° quel est le plan établi et les crédits prévus afin que les sportifs français puissent remporter des succès dignes de leurs valeurs aux prochains jeux olympiques de Tokyo [11 octobre 1960] (n° 238). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1359 à 1364).

#### Interventions :

Explique son vote de l'amendement n° 3 aux propositions de loi n° 25, 57, 63, année 1958-1959 ; 1 et 61, année 1959-1960, relatives à l'organisation du **district de la région de Paris** (p. 193) ; intervient à l'amendement n° 4 (p. 194). — Projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion générale (p. 313-314). — Intervient dans la suite de la discussion de ce même projet de loi [14 juin 1960]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 369). — Réponse du ministre, des travaux publics et des transports à sa question orale n° 169 [28 juin 1960] (p. 549). — Explique le vote de son groupe sur le projet de loi modifiant et complétant le chapitre 1<sup>er</sup> du titre X du livre I<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la répression des infractions en matière de décentralisation des installations et établissements industriels, scientifiques et techniques [7 juillet 1960] (p. 795). — Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 808). — Explique son vote sur l'article 11 (p. 819) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 819). — Projet de loi autorisant la ratification de la **convention pour la répression de la traite des êtres humains** et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 décembre 1949 [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1062). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1089).

Sa question orale (n° 221) relative au rétablissement de la **retraite des anciens combattants** [25 octobre 1960] (p. 1354 à 1359). — Sa question orale (n° 238) relative à la préparation des athlètes français aux **jeux olympiques** [25 octobre 1960] (p. 1359 à 1364). — Sur la conférence des présidents relative à l'organisation des débats sur le projet de loi de finances pour 1961 [10 novembre 1960] (p. 1531). — **Projet de loi de finances pour 1961** [15 novembre 1960] (p. 1565 à 1567). — Dans la discussion des articles [16 novembre 1960]. Art. 2 : défend son amendement (n° 12) et propose d'augmenter les allègements prévus en matière d'impôt (p. 1586) ; art. 4 : défend son amendement (n° 14) tendant à la suppression de cet article (p. 1521) ; art. 6 bis : s'oppose à l'insertion, proposée par le Gouvernement, de ce nouvel article (p. 1594 et 1595). — **CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE**. — Intervient en tant que rapporteur spécial de la **commission des finances** (p. 1653, 1654 et 1655). — **AFFAIRES ÉTRANGÈRES** [28 novembre 1960] (p. 1677). — **ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE** [18 novembre 1960] (p. 1687).

— **ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS** [22 novembre 1960] (p. 1818). — **AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** [23 novembre 1960] (p. 1869). — **CHARGES COMMUNES** [28 novembre 1960] (p. 2042 et 2043). — **SERVICES FINANCIERS** [28 novembre 1960] (p. 2049). — **IMPRIMERIE NATIONALE**, comme rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, en remplacement de M. Jacques Duclos (p. 2055). — **Projet de loi de finances pour 1961**, deuxième lecture ; art. 6 A, amendement n° 20 (p. 2262). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2280) ; art. 7, amendement n° 10 (p. 2285).

**MARTIN** (M. LOUIS) [Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** : discussion générale [18 octobre 1960] (p. 1282). — Discussion des articles du même projet [19 octobre 1960] ; se prononce contre l'amendement (n° 74) de M. Soudant (p. 1300).

**MASTEAU** (M. JACQUES) [Vienne].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960]. — *Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

*Est nommé vice-président* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960]. — *Est élu membre* de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

#### Dépôt législatif :

**Rapport**, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la participation de l'Etat à la réparation des dommages causés aux biens privés dans les départements victimes des inondations exceptionnelles de septembre, octobre et novembre 1960 [28 novembre 1960] (n° 67).

#### Interventions :

**Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion des articles. — Article additionnel n° 3 : observations sur l'amendement n° 7 de M. Driant (p. 656). — **Projet de loi instituant une redevance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 : répond à une observation de M. Edgard Pisani sur l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 817). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 28 : amendement n° 15 (p. 999).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — **INTÉRIEUR** [22 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1782). — Discussion des articles. — Défend l'amendement n° 47 (p. 1797). — Sur l'amendement n° 29 (p. 1798). — Art. 77 : sur l'amendement n° 45 (p. 1799) ; le repousse. — Art. 78 bis : défend l'amendement n° 48 (p. 1800), puis laisse le Sénat juge (p. 1801) ; enfin accepte que cet article soit réservé (p. 1802). — **INTÉRIEUR** (suite) [28 novembre 1960] : sur l'article 78 bis (p. 2055). — Son amendement n° 48 (p. 2056) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote de cet article (p. 2058). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960] (p. 2168 et 2169). — En qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Discussion générale. — Amendement n° 31 (p. 2186). — Amendement n° 49 (p. 2187). — Art. 15 (p. 2197) ; Art. 17 nouveau (p. 2199). — Deuxième lecture du projet précédent [14 décembre 1960] (p. 2376, 2378).

**MATHEY** (M. PIERRE-RENÉ) [Haute-Marne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**MAUPEOU (M. JACQUES DE) [Vendée].**

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la création de parcs nationaux [5 juillet 1960] (n° 242).

**Interventions :**

Question orale de M. Pisani, relative au **ramassage scolaire** [14 juin 1960] (p. 348-349). — Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements de la **République du Sénégal** et de la **République soudanaise** groupées au sein de la fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 384-385). — Projet de loi relatif à la création de **parcs nationaux** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 761). — Discussion des articles. — Art. 2 : défend ses amendements n° 6 (p. 763) ; n° 7 (p. 764) ; n° 8 (p. 764) ; Art. 3 : défend son amendement n° 9 (p. 765) ; accepte une modification de forme à son amendement n° 9 proposée par M. Pisani ; défend ses amendements n° 10 (p. 765) ; n° 11 (p. 766) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 767). — Projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la **fédération du Mali** et avec la **République malgache** [11 juillet 1960] (p. 827-828). — Projet de loi portant modification de certaines dispositions du **code de la nationalité** [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 1 (p. 1020 et 1021) ; demande des précisions à M. le secrétaire d'Etat (p. 1022 et 1023) ; maintient son amendement (p. 1026) ; le retire après les explications de M. le Premier ministre (p. 1026).

Projets de loi relatifs aux **accords** signés avec les gouvernements de plusieurs **républiques africaines** [3 novembre 1960] (p. 1421, 1423). — Projet de **loi de finances pour 1961**. — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960] (p. 1837).

**MAURICE-BOKANOWSKI (M. MICHEL), Ministre des postes et télécommunications** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 5 février 1960).

**Intervention :**

Répond à la question orale de M. Jean Brajeux, n° 145, relative à la **fermeture des guichets postaux à seize heures** [21 juin 1960] (p. 425).

**MENARD (M. JACQUES) [Deux-Sèvres].**

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. [6 octobre 1960]. — *Est nommé membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de **loi de finances pour 1961**. — DÉPENSES MILITAIRES. — SECTION AIR [26 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2016).

**MENU (M. ROGER) [Marne].**

*Est nommé président* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**Question orale :**

**M. Roger Menu** signale à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre** la gravité de la situation imposée aux malades atteints du diabète par une réglementation abusivement restrictive. Autant il est certain que les jeunes diabétiques ne peuvent choisir une carrière dans les métiers dits de sécurité ou nécessitant une excellente vision, autant il est certain que le problème de leur admission dans les carrières publiques devrait être considéré en fonction des progrès de la thérapeutique, notamment en ce qui concerne l'accès aux carrières de l'enseignement et des postes et télécommunications. Une certaine confusion règne actuellement dans la réglementation qui leur est appliquée, tantôt bienveillante, tantôt restrictive. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable d'harmoniser les règles qui leur sont appliquées en ce qui concerne l'accès à la fonction publique en fonction des progrès médicaux de ces dernières années [7 juin 1960] (n° 158). — Reportée à une date ultérieure [21 juin 1960] (p. 428). — Réponse [5 juillet 1960] (p. 669-670).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale n° 158 (cf. *supra*) [5 juillet 1960] (p. 670). — Proposition de loi relative à l'**accès des travailleurs français non salariés du Maroc et de la Tunisie** aux régimes d'allocation vieillesse [18 juillet 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement n° 6 (p. 927) ; Art. 2 : amendement n° 7 ; Art. 5 : amendement n° 8. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1036). — Prend la parole lors de l'intervention de M. Alain Poher sur les propositions de la conférence des présidents du 21 juillet 1960 (p. 1049 et 1050). — Accepte l'inscription d'un projet demandé par M. Longchambon (p. 1051). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à la **prime spéciale de transport** [25 juillet 1960]. — Dans la discussion générale, en qualité de président de la commission des affaires sociales (p. 1145).

En qualité de président de la commission des affaires sociales, dans la discussion générale du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [13 octobre 1960] (p. 1253). — Discussion des articles du même projet [19 octobre 1960] : parle sur l'organisation de la discussion (p. 1304). — Sur l'amendement (n° 90) du Gouvernement à l'article 1106-9 du code rural [20 octobre 1960] (p. 1320) ; informe l'Assemblée que la commission demandera une seconde délibération (p. 1333) ; soutient son amendement (n° 76) à l'article 1244-1 du code rural (p. 1338) ; informe le président qu'une coordination des textes sera probablement nécessaire (p. 1342). — Suite de la discussion [25 octobre 1960]. — Informe l'Assemblée du travail de coordination effectué par la commission (p. 1370). — Défend l'amendement (n° 91) à l'article 1106-3 du code rural (p. 1371). — Projet de **loi de finances pour 1961** [15 novembre 1960] (p. 1568 et 1569). — Dans la discussion des articles [16 novembre 1960] (p. 1579) : prend la parole sur l'article 1<sup>er</sup>. — Intervient en tant que président de la commission des affaires sociales dans la discussion en deuxième lecture des articles du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Demande que soit réservé l'article 1106-6 du code rural (p. 2238). — Intervient dans la discussion de l'article 2 (p. 2248). — Demande une seconde délibération (p. 2249). — Sur la suite des travaux budgétaires en tant que président de la commission des affaires sociales [13 décembre 1960] (p. 2354).

**MERIC (M. ANDRÉ) [Haute-Garonne].**

*Est élu membre* du conseil supérieur de la mutualité [8 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

En qualité de vice-président, préside : les séances des 12 mai 1960, 18 mai 1960 (soir), 8 juin 1960, 14 juin 1960 (soir), 21 juin 1960 (fin de la séance), 22 juin 1960, 28 juin 1960 (soir), 30 juin 1960 (soir), 6 juillet 1960 (fin de la séance de l'après-midi), 13 juillet 1960 ; les séances du 13 octobre 1960 ; du 20 octobre 1960 ; du 16 novembre 1960 ; du 17 novembre 1960 ; la première séance du 21 novembre 1960 ; la première partie de la séance du 22 novembre 1960 ; la première partie de la séance du 23 novembre 1960 (matin) ; la troisième partie de la séance du 24 novembre 1960 (soir) ; la deuxième séance du 6 décembre 1960 ; la deuxième séance du 13 décembre 1960 ; la deuxième partie de la séance du 14 décembre 1960 ; la première séance du 15 décembre 1960.

**Dépôt législatif :**

*Proposition de résolution* tendant à compléter l'article 39 du règlement du Sénat [19 mai 1960] (n° 171).

**Questions orales :**

**M. André Méric** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'à la suite des démarches faites en faveur des sinistrés agricoles, il résulte que ces derniers ne peuvent en fait que bénéficier le cas échéant de prêts spéciaux du crédit agricole et d'un éventuel dégrèvement fiscal. Il lui demande ce qu'il compte faire pour aider effectivement les victimes du typhon qui s'est abattu dans l'après-midi du 18 mai sur les vallées de la Save et de la Gimone, détruisant en particulier dans les communes de Garrac et de Bellegarde (Haute-Garonne) les récoltes et de nombreux locaux à usage professionnel et d'habitation [19 mai 1960] (n° 156).

**M. André Méric** informe **M. le ministre de l'agriculture** que, le jeudi 11 août 1960, une violente tornade s'est abattue sur de nombreuses communes de l'arrondissement de Muret-Villefranche (Haute-Garonne). Les dégâts sont très importants. Les récoltes de maïs sont presque entièrement détruites et la vigne a subi de graves dommages. Ainsi de nombreux agriculteurs et viticulteurs se verront une nouvelle fois privés du fruit de leur labeur. Il lui demande les mesures que compte prendre le

Gouvernement pour venir en aide aux sinistrés. [24 août 1960] (n° 216). — Réponse [18 octobre 1960] (p. 1272 et 1273).

**M. André Méric** demande à *M. le ministre des armées* s'il est vrai que l'entrepôt de l'armée de l'air n° 608 à Toulouse serait dissous par mesure d'économie. Il attire sa bienveillante attention, au cas où cette décision aurait été envisagée, sur le fait qu'il ne peut en aucune manière s'agir d'économie, de regroupement ou de réorganisation; et lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à une telle mesure dictée par des questions partisans et de convenances personnelles [3 novembre 1960] (n° 252). — Réponse [6 décembre 1960] (p. 2206).

#### Question orale avec débat :

**M. André Méric** rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* qu'à la suite des démarches faites en faveur des sinistrés agricoles, il résulte que ces derniers ne peuvent en fait que bénéficier le cas échéant de prêts spéciaux du crédit agricole et d'un éventuel dégrèvement fiscal. Il lui demande ce qu'il compte faire pour aider effectivement les victimes du typhon qui s'est abattu dans l'après-midi du 18 mai sur les vallées de la Save et de la Gimone, détruisant en particulier dans les communes de Garrac et de Bellegarde (Haute-Garonne) les récoltes et de nombreux locaux à usage professionnel et d'habitation [7 juin 1960] (p. 262).

#### Interventions :

Projet de loi d'**orientation agricole** [28 juin 1960] ; Art. 18 : observations sur l'amendement n° 86 de M. Sempé (p. 562). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> ter : demande le renvoi en commission de l'amendement n° 43 de M. Lalloy tendant à modifier l'article 20 du code rural (p. 609). — Question orale avec débat de M. Antoine Courrière (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocations aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 683, 684, 685). — Projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 6 : explique le vote du groupe socialiste sur l'article (p. 756) ; observations (p. 757, 758) ; Prend la parole sur le procès-verbal [7 juillet 1960] (p. 781). — Projet de **loi de finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 846).

Sa question orale (n° 216) [18 octobre 1960] (p. 1273). — Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : approuve l'amendement (n° 89) de M. Rochereau à l'article 1106-8 du code rural (p. 1309). — Projet de **loi de finances pour 1961**. — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1756 et 1765). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1862). — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [23 novembre 1960] (p. 1871 et 1875). — Sa question orale (n° 252) [6 décembre 1960] (p. 2207). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960] (p. 2231).

**MERRED** (M. ALI) [Oasis].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de **loi de finances pour 1961**. — SAHARA [25 novembre 1960] (p. 1972) ; s'oppose à l'amendement (n° 52) de M. Louvel (p. 1978).

**MESSAUD** (M. LÉON) [Haute-Garonne].

*Est élu membre* du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [28 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à harmoniser l'application des lois n° 57-1223 du 23 novembre 1957, sur le reclassement des travailleurs handicapés et du 26 avril 1924 modifiée, relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre [13 juillet 1960] (n° 277).

#### Interventions :

Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 4 février 1959 sur la **notification des sous-locations** [23 octobre 1960]. — Discussion générale (p. 1124).

Projet de loi relatif au reclassement des **travailleurs handicapés et à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre** [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale en tant que rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 1389 à 1392). — Art. 2 : observations sur l'amendement n° 1 (p. 1394) ; art. 4 : observations sur l'amendement n° 2 (p. 1395). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — TRAVAIL [18 novembre 1960] (p. 1705). — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960] (p. 1837).

**MESSMER** (M. PIERRE), **Ministre des armées** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959, nomination du 5 février 1960).

#### Interventions :

Est entendu lors de la discussion du projet de loi complétant l'article 151 du **code de justice militaire pour l'armée de mer** [16 juin 1960] (p. 397). — Prend la parole au cours de la discussion du projet de loi portant modification de certaines dispositions concernant les **officiers de l'armée de mer** [16 juin 1960] (p. 397, 398). — Prend la parole au cours de la discussion générale du projet de loi relatif au **corps des commissaires de l'air** [7 juillet 1960] (p. 782, 783, 784).

Question orale de M. Henriet relative aux **militaires victimes d'accident de la circulation en Algérie** [11 octobre 1960] (p. 1235). — Question orale de M. Soudant concernant les **soldats du contingent décédés** par suite de maladie ou d'accident [11 octobre 1960] (p. 1235). — **Projet de loi relatif aux obligations militaires des mineurs de fond** [3 novembre 1960] (p. 1425). — Art. 1<sup>er</sup> répond à M. Bardol (p. 1427). — Discussion générale du projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1455 à 1457). — Discussion du projet de **loi de finances pour 1961**. — DÉPENSES MILITAIRES [26 novembre 1960] (p. 2005 et 2008). — SECTION COMMUNE [26 novembre 1960] (p. 2014 et 2015) : SECTION AIR [26 novembre 1960] (p. 2018). — SECTION GUERRE [26 novembre 1960] (p. 2019). — SECTION MARINE [26 novembre 1960] (p. 2024). — SECTION COMMUNE : AFFAIRES D'OUTRE-MER [26 novembre 1960] (p. 2027). — DÉPENSES MILITAIRES [26 novembre 1960] ; répond à M. Descours Desacres au sujet de l'article 29 (p. 2028). — ESSENCES ET POUDRES [26 novembre 1960] (p. 2029). — **Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** (nouvelle lecture) [30 novembre 1960] (p. 2148). — Question orale de M. Georges Portmann relative à l'**incorporation des étudiants en médecine sursitaires** [6 décembre 1960] (p. 2206). — Question orale de M. André Méric sur la réorganisation de l'**entrepôt de l'armée de l'air à Toulouse** [6 décembre 1960] (p. 2206, 2207).

**METAYER** (M. PIERRE) [Seine-et-Oise].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses dispositions applicables à certains personnels militaires [25 juillet 1960] (n° 306). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant des admissions sur titres dans le corps des ingénieurs militaires des fabrications d'armement et dans le corps des ingénieurs de travaux d'armement [23 octobre 1960] (n° 323).

#### Interventions :

Propositions de loi : 1° de MM. Bernard Lafay, Edmond Barrachin, Edouard Bonnefous, André Boutemy, Julien Brunhes, Etienne Dailly, Charles Fruch, Maurice Lalloy et Jean-Louis Vigier, tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'**organisation du district de la région de Paris** ; 2° de MM. Waldeck L'Huillier, Jacques Ducloux, Georges Marrane, Raymond Guyot, Camille Vallin, Mme Renée Dervaux, M. Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'**organisation de la région de Paris** ; 3° de MM. Maurice Coutrot, Georges Dardel, Pierre Métayer et des membres du groupe socialiste, tendant à reporter à une date ultérieure l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'**organisation de la région de Paris** [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 181) ; à l'amendement n° 5 (p. 195) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 199). — **Projet de loi relatif au corps des ingénieurs mili-**

taires d'armement (p. 1135). — Projet de loi relatif à diverses dispositions applicables à **certaines personnels militaires** [25 juillet 1960] (p. 1135).

Projet de loi de programme relative à **certaines équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1468 à 1472). — Projet de loi de finances pour 1961. — DÉPENSES MILITAIRES. — SECTION GUERRE [26 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2019).

**MICHELET (M. EDMOND), Garde des sceaux, ministre de la justice** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

#### Interventions :

Répond à la question orale de M. Delalande (n° 109) relative à la **procédure d'expropriation** pour cause d'utilité publique [26 avril 1960] (p. 71). — Répond à la question orale de M. Marilhac (n° 105) relative à l'interdiction de la **publicité des suicides d'enfants** [3 mai 1960] (p. 123). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifiant la loi n° 55-20 du 4 janvier 1955 relative aux **marques de fabrique** et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 144). — Est entendu dans la discussion du projet de loi interdisant certaines pratiques en matière de **transactions portant sur des immeubles et des fonds de commerce** et complétant l'article 408 du code pénal [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 145). — Discussion des articles. — Art. 5 (p. 147). — Est entendu dans la discussion du projet de loi modifiant divers articles du code civil en tant qu'il prévoit des indemnités dues à la suite de certaines **acquisitions ou restitutions de biens faisant l'objet de droits réels mobiliers ou immobiliers** [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 168). — Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Schwartz [18 mai 1960] (p. 226). — Discussion générale du projet de loi relatif à la **police de la chasse dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle** (n° 4 et 76, 1959-1960) [19 mai 1960] (p. 253). — Intervient dans la discussion des articles de la proposition de loi tendant au **renouvellement de certains locaux** [16 juin 1960]. — Art. 6 bis : propose un sous-amendement à l'amendement de la commission (p. 414). — Projet de loi organique relative à l'**intégration des juges de paix en service en Algérie** [18 juillet 1960] (p. 919). — Art. unique (p. 921) : répond aux questions orales (n° 188) de M. Louis Gros sur les **prestations familiales des Français habitant le Maroc** [19 juillet 1960] (p. 949), n° 189, de M. René Jager sur le **maintien du livre foncier** et de l'enregistrement dans les **chefs-lieux de canton de l'Est** [19 juillet 1960] (p. 950 et 951) et n° 190 de M. Paul Ribeyre sur les **retards dans l'acheminement** par la S. N. C. F. de la **production fruitière de l'Ardèche** [19 juillet 1960] (p. 952).

Projet de loi de finances pour 1961. — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1726, 1734, 1737, 1738 et 1739). — Mesures de protection en matière de **loyers** en faveur de certains fonctionnaires et militaires [1<sup>er</sup> décembre 1960] (p. 2167). — Dispositions relatives à l'**adoption** [1<sup>er</sup> décembre 1960] (p. 2223).

**MINVIELLE (M. GÉRARD)** [Landes].

Questeur du Sénat.

#### Interventions :

Question orale avec débat n° 45 de M. Pisani sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 961).

Projet de loi de finances pour 1961. — ESSENCES ET POUDRES [26 novembre 1960] (p. 2029).

**MISTRAL (M. PAUL)** [Isère].

Est nommé **vice-président** de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**MITTERRAND (M. FRANÇOIS)** [Nièvre].

Est nommé **membre** de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**MOKRANE (M. MOHAMED EL MESSAOUD)** [Sétif-Batna].

Est élu **membre** du conseil supérieur de l'habitat en Algérie [28 juin 1960].

Est nommé **membre** de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960]. — Défend son amendement (n° 64) proposant d'insérer un article additionnel 4 *quinquies* (nouveau) (p. 1340) ; puis le retire (p. 1341).

**MOLLE (M. MARCEL)** [Ardèche].

Est nommé **membre** de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Question orale :

M. Marcel Molle expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que l'instruction des projets d'adduction d'eau est fréquemment retardée par les délais qu'imposent la visite et le rapport du géologue chargé de l'enquête, et lui demande : s'il n'envisage pas d'accroître le nombre très limité des personnalités scientifiques chargées de ces travaux qui, en raison de leurs occupations normales, ont des difficultés à les accomplir rapidement [19 mai 1960] (n° 157). — Réponse [21 juin 1960] (p. 426, 427).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale (n° 157 [21 juin 1960] (p. 427). — Projet de loi d'**orientation agricole** [28 juin 1960]. — Art. 18 : défend ses amendements n° 66 (p. 159), n° 67 (p. 561). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation [29 juin 1960]. — Discussion des articles. — Repousse l'amendement n° 5 de M. du Hailgout tendant à insérer un article additionnel 1<sup>er</sup> bis concernant l'envoi en possession des nouvelles parcelles (p. 606) ; Art. 3 : défend son amendement n° 30 (p. 616) ; Art. 4 : défend son amendement n° 31 (p. 617) ; Art. 5 : défend son amendement n° 32 (p. 617) ; Art. 8 : défend son amendement n° 33 (p. 619) ; défend son amendement n° 34 (p. 619) ; Art. 8 *ter* nouveau : défend son amendement n° 35 (p. 621) ; Art. 8 *quater* nouveau : défend son amendement n° 36 (p. 621) ; Art. 8 *quinquies* nouveau : dépose un amendement n° 37 (p. 621) ; Art. 9 : défend son amendement n° 38 (p. 624) ; Art. 15 : défend son amendement n° 39 (p. 626, 627) ; repousse l'amendement n° 29 de M. Soudant (p. 627) ; défend son amendement n° 40 (p. 628).

Projet de loi de finances pour 1961. — JUSTICE [21 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1728).

**MONICHON (M. MAX)** [Gironde].

Est nommé **membre** de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960]. — Est nommé **membre** du comité de gestion du budget annexe des prestations sociales agricoles [13 octobre 1960]. — Est élu **membre** de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la Réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].

#### Interventions :

Question orale avec débat n° 45 de M. Pisani sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 973).

Projet de loi de finances pour 1961. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES [24 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1938). — ARTICLES [28 novembre 1960]. — Art. 98 : défend ses amendements n° 63 (p. 2114), n° 65 (p. 2114), n° 66 (p. 2114 et 2115).

**MONNERVILLE (M. GASTON)** [Lot].

En qualité de **président du Sénat**, préside les séances des 2 février 1960, 3 février 1960, 26 avril 1960, 28 avril 1960, 5 mai 1960, 7 juin 1960, 9 juin 1960, 16 juin 1960 (après-midi), 21 juin 1960 (début), 23 juin 1960 (début de la séance de l'après-midi), 24 juin 1960 (matin), 28 juin 1960 (début de l'après-midi), 30 juin 1960 (après-midi), 5 juillet 1960 (soir), 6 juillet 1960 (début de la séance de l'après-midi), 7 juillet 1960, 11 juillet 1960, 12 juillet 1960 (soir), 19 juillet 1960 (matin), 21 juillet 1960 (après-midi), 22 juillet 1960 (matin), 25 juillet 1960 (après-midi) ; la séance du 4 octobre 1960. — Déclare ouverte la session ordinaire du Sénat. — Son adresse de sympathie aux victimes des inondations (p. 1198). — Préside les séances du 6 octobre 1960, du 11 octobre 1960, du 19 octobre 1960, du 27 octobre 1960, du 3 novembre 1960, la deuxième séance du 8 novembre 1960, celles du 9 novembre 1960, du 10 novembre 1960, du 18 novembre 1960, la deuxième séance du 21 novembre 1960, la dernière partie de la séance du 22 novembre 1960. — Prononce l'éloge funèbre de M. Béguère [27 octobre 1960] (p. 1382). — Dans la discussion de propositions de résolution tendant à modifier ou à compléter certains articles du règlement du Sénat, présente des observations, à l'article 5,

sur l'amendement n° 1 de M. Bertaud [27 octobre 1960] (p. 1387). — Répond à une observation de M. Marrane sur la conférence des présidents relative à l'organisation des débats sur le projet de loi de finances pour 1961 [10 novembre 1960] (p. 1531). — Répond à une observation de M. Pisani relative à la composition de la commission de conciliation sur le projet de loi-programme relative à certains équipements militaires [10 novembre 1960] (p. 1531). — Donne connaissance au Sénat de la constitution du bureau de l'Assemblée nationale [6 octobre 1960] (p. 1222). — Communique au Sénat la lettre de M. le Premier ministre demandant l'examen par priorité au début de la session du projet de loi sur l'assurance maladie des exploitants agricoles [6 octobre 1960] (p. 1224). — Donne lecture au Sénat de la lettre de M. le Premier ministre provoquant la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi-programme relative à certains équipements militaires [9 novembre 1960] (p. 1523). — Donne lecture de la lettre de M. le président du conseil constitutionnel relative au règlement du Sénat [21 novembre 1960] (p. 1742). — Préside la deuxième partie de la séance du 23 novembre 1960 (après-midi), le début de la deuxième partie de la séance du 24 novembre 1960 (après-midi) et la fin de cette deuxième partie de la séance du 24 novembre 1960. — Adresse, au cours de cette même séance, une allocution d'accueil à une délégation de parlementaires américains conduite par M. Lyndon Johnson, vice-président élu des Etats-Unis d'Amérique (p. 1917). — Préside la deuxième partie de la séance du 25 novembre 1960 (soir). — Répond au ministre d'Etat M. Lecourt, au sujet de la future discussion de la réforme fiscale dans les départements d'outre-mer [25 novembre 1960] (p. 1994). — Préside le début et la fin de la deuxième séance du 26 novembre 1960. — Préside la séance du 29 novembre 1960. — Après le vote du budget [29 novembre 1960], remercie M. le rapporteur général, les membres de la commission des finances, les membres du Sénat, les fonctionnaires des services de compte rendu et le personnel en général du travail qu'ils ont accompli pendant la discussion budgétaire (p. 2141). — Préside la séance du 1<sup>er</sup> décembre, la première partie de la séance du 8 décembre 1960, la séance du 9 décembre 1960, la première partie de la séance du 14 décembre 1960. — Répond au secrétaire d'Etat aux finances sur la recevabilité de l'amendement n° 1 dans la discussion du projet de loi relatif à divers aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer [14 décembre 1960] (p. 2385). — Préside la deuxième séance du 16 décembre 1960. — Donne lecture de la lettre du Premier ministre demandant au Sénat d'examiner le 16 décembre 1960, en deuxième lecture, le projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution [16 décembre 1960] (p. 2436); donne des précisions sur la discussion de ce projet (p. 2436). — Après avoir exprimé ses remerciements à l'Assemblée, prononce la clôture de la première session ordinaire de 1960-1961 (p. 2438).

#### Interventions :

Intervient dans la discussion des articles du projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles [6 juillet 1960]; se prononce sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par le Gouvernement à l'encontre des amendements n° 9 rectifié de M. Brégégère, n° 3 de M. Lalloy et n° 10 de M. Courrière (p. 717). — Apporte des précisions lors de l'intervention de M. Alain Poher sur les propositions de la conférence des présidents du 21 juillet 1960 (p. 1051). — Précise le sens du scrutin sur l'ensemble des conclusions de la commission mixte paritaire, relatives au projet de loi de finances rectificative pour 1960 [25 juillet 1960] (p. 1153). — Remercie le ministre des finances de ses paroles flatteuses à l'égard du Sénat [25 juillet 1960] (p. 1154). — Déclare close la session [25 juillet 1960] (p. 1154 et 1155).

**MONSARRAT** (M. FRANÇOIS) [Tarn].

Questeur du Sénat.

**MONT** (M. CLAUDE) [Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise groupées au sein de la Fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 388, 387, 388). — Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 642). — Projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la Fédération du Mali et avec la République malgache [11 juillet 1960] (p. 829).

Projet de loi de finances pour 1961. — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1927 et 1932).

**MONTALDO** (M. RENÉ) [Orléansville-Médéa].

*Est élu membre* du conseil supérieur de l'habitat en Algérie [28 juin 1960]. — *Est élu membre* de la commission chargée d'étudier les relations entre les communautés algériennes [22 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1960 et des voies et moyens qui leur sont applicables [21 juillet 1960] (n° 309).

#### Interventions :

Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1960 et des voies et moyens qui leur sont applicables [25 juillet 1960] (p. 1133).

Budget de l'Algérie pour 1961. — En qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Discussion générale [25 novembre 1960] (p. 1950). — En son nom personnel, répond au ministre (p. 1956). — En qualité de rapporteur, demande que l'article 1<sup>er</sup> soit réservé (p. 1957); soutient son amendement (n° 1) présenté au nom de la commission des finances, tendant à insérer un article additionnel et le retire (p. 1958).

**MONTALEMBERT** (M. GEOFFROY DE) [Seine-Maritime].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

En qualité de vice-président, préside les séances des 3 mai 1960, 18 mai 1960 (après-midi), 19 mai 1960, 23 juin 1960 (soir), 24 juin 1960 (après-midi), 28 juin 1960 (fin de la séance de l'après-midi), 29 juin 1960 (soir), 6 juillet 1960 (soir), 8 juillet 1960, 18 juillet 1960, 19 juillet 1960 (soir), 22 juillet 1960 (soir) et prononce l'éloge funèbre de M. René Schwartz, sénateur de la Moselle [18 mai 1960] (p. 226); la première séance du 8 novembre 1960; la première séance du 15 novembre 1960; la séance du 18 novembre 1960; la séance du 19 novembre 1960; la deuxième partie de la séance du 22 novembre 1960; la troisième partie de la séance du 23 novembre 1960 (soir); préside un certain temps la deuxième partie de la séance du 24 novembre 1960 (après-midi); la séance du 28 novembre (après-midi); la deuxième partie de la séance du 28 novembre 1960 (soir); la séance du 30 novembre 1960; la séance du 1<sup>er</sup> décembre 1960; la première séance du 6 décembre 1960; remplace M. Monnerville le 8 décembre 1960 (p. 2266); préside la deuxième séance du 15 décembre 1960; une partie de la deuxième séance du 16 décembre 1960.

#### Interventions :

Projet de loi d'orientation agricole [23 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup>: son amendement tendant à ce que la politique agricole ait pour objet d'assurer la conservation et l'amélioration du patrimoine foncier non bâti et bâti (p. 489); intervient sur l'article 6 (p. 522). — Projet de loi d'orientation agricole [28 juin 1960]; propose une nouvelle rédaction de l'article 37 concernant l'adaptation de la loi à l'Algérie et aux départements d'outre-mer (p. 592). — Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [6 juillet 1967]; répond à M. Courrière à propos de sa demande de renvoi à la suite de la discussion (p. 748, 749); répond à M. Courrière sur sa demande de rappel au règlement (p. 750).

Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles [19 octobre 1960]: s'oppose à l'amendement (n° 74) de M. Soudant à l'article 1106-5 du code rural (p. 1302); s'oppose à l'amendement (n° 90) de M. Rochereau à l'article 1106-9 du code rural (p. 1309). — Projet de loi de finances pour 1961. — INFORMATION [21 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1746). — CONSTRUCTION [21 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Art. 28 (p. 1767 et 1770). — AGRICULTURE [24 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation

(p. 1895 et 1935). — Deuxième délibération [29 novembre 1960]. — Sur l'article 11, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2127). — S'oppose, au cours de la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles**, à l'amendement (n° 18 rectifié) à l'article 1106-5 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2296).

**MONTEIL** (M. ANDRÉ) [Finistère].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi complétant l'article 151 du code de justice militaire pour l'armée de mer (n° 149, 1959-1960) [8 juin 1960] (I., n° 184). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi portant modification de certaines dispositions concernant les officiers de l'armée de mer (n° 151, 1959-1960) [8 juin 1960] (I., n° 185). — *Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur les projets de loi adoptés par l'Assemblée nationale : 1° portant approbation des accords particuliers, signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise, groupées au sein de la Fédération du Mali ; 2° portant approbation des accords particuliers signés le 2 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache [16 juin 1960] (n° 198).

#### Interventions :

Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les gouvernements de la **République du Sénégal et de la République soudanaise** groupées au sein de la Fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 382, 383, 384). — Projet de loi complétant l'article 151 du **code de justice militaire pour l'armée de mer** [16 juin 1960] (p. 397). — Projet de loi portant modification de certaines dispositions concernant les officiers de l'armée de mer (p. 398, 399, 400). — Projet de loi d'**orientation agricole** [23 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : s'oppose à l'amendement de M. Deguise tendant à remplacer le dernier alinéa de l'article par d'autres dispositions (p. 492, 493, 494) ; Art. 9 : observations sur l'amendement n° 125 de M. Noury (p. 527) ; Art. 12 : observations sur l'amendement n° 126 rectifié bis de M. Errecart (p. 538) ; Art. 18 : observations sur l'amendement n° 120 du Gouvernement (p. 556, 557). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de programme pour les départements d'outre-mer** [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 5 : défend l'amendement n° 2 déposé sur cet article (p. 1081). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 *ter* : prend la parole contre l'amendement n° 3 de M. Dailly (p. 1086).

Projet de **loi de finances pour 1961**. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960] (p. 1692). — INDUSTRIE [18 novembre 1960] (p. 1701 et 1702). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE [19 novembre 1960] (p. 1720). — DÉPENSES MILITAIRES [26 novembre 1960] (p. 2009). — SECTION MARINE [26 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2021). — Projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** (nouvelle lecture) [30 novembre 1960] (p. 2150 à 2152).

**MONTPIED** (M. GABRIEL) [Puy-de-Dôme].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Gabriel Montpied** rappelle à *M. le ministre des armées* qu'aux termes de la réglementation en vigueur, les jeunes gens du contingent dont un frère est « mort pour la France » sont dispensés de servir en Algérie mais peuvent néanmoins être affectés au Maroc et en Tunisie, et lui demande s'il ne pense pas que cette situation constitue un cas social suffisamment caractérisé pour qu'en cette circonstance, ces jeunes gens puissent automatiquement bénéficier du maintien en métropole [16 juin 1960] (n° 180). — Question reportée [5 juillet 1960] (p. 675).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles — Art. 1<sup>er</sup> : explique son vote sur l'amendement n° 33 de M. Brun (p. 737).

Projet de **loi de finances pour 1961** [16 novembre 1960] : à l'article 6 bis (p. 1595).

**MOREL** (M. LÉOPOLD) [Constantine].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**MOREVE** (M. ROGER) [Indre].

*Est nommé secrétaire du Sénat* [6 octobre 1960]. — *Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**MOTAIS DE NARBONNE** (M. LÉON) [Français établis hors de France].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Léon Motais de Narbonne** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* s'il n'estime pas convenable d'expliquer au Parlement le concours de circonstances dont la pression a pu amener le Gouvernement de la République à négocier avec la République populaire du Nord-Viet-Nam le transfert des cimitières français du Tonkin ; d'exposer les modalités de cet accord et de dégager les conclusions qu'il croit pouvoir tirer de l'efficacité de notre représentation diplomatique au Nord-Viet-Nam [6 juillet 1960] (n° 196). — Réponse [18 octobre 1960] (p. 1265 et 1266).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 103 (cf. *supra*) [3 mai 1960] (p. 119). — Explication de vote sur le **titre XII de la Constitution** (nos 167 et 168, année 1959-1960) [18 mai 1960] (p. 246). — Proposition de loi relative à l'**accession des travailleurs non salariés du Maroc et de la Tunisie** aux régimes d'allocation-vieillesse et d'assurance vieillesse. — Discussion générale. — Art. 2 [18 juillet 1960] (p. 918).

Sa question orale (n° 196) [18 octobre 1960] (p. 1266). — Projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1466 à 1468). — Projet de **loi de finances pour 1961** [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1671). — INFORMATION [21 novembre 1960] (p. 1748).

**MOTTE** (M. EUGÈNE) [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de **loi de finances pour 1961**. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE [19 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1722). — Projet de **loi de finances rectificative pour 1960**. — Discussion générale [8 décembre 1960] (p. 2283).

**MOUTET** (M. MARIUS) [Drôme].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Marius Moutet** demande à *M. le ministre de l'intérieur* ce qu'il compte faire pour que les rivières, navigables ou non, ne soient polluées par les déversements industriels ou autres, ceci à la fois dans l'intérêt des consommateurs, des usagers des rivières, spécialement des sportifs, et de la pisciculture, le réempoissonnement des rivières étant très fréquemment rendu inutile, malgré les dépenses faites [8 juillet 1960] (n° 201). — Réponse [18 octobre 1960] (p. 1262 et 1263).

**M. Marius Moutet** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* : 1° quel est le nombre de fonctionnaires titulaires détachés auprès de l'U. E. O., l'O. E. C. E., l'O. T. A. N., le conseil de l'Europe, le secrétariat des commissions des Six à Bruxelles et à Luxembourg ; 2° s'il est versé à certains de

ces fonctionnaires détachés une indemnité supplémentaire ; 3° si tel est le cas, quel est le mode de calcul de cette indemnité, et si, dans certains cas, cette indemnité correspond à la part de la cotisation patronale au régime de retraite des intéressés ; 4° à quel budget sont imputées ces indemnités [21 juillet 1960] (n° 210). — Réponse [18 octobre 1960] (p. 1266).

**M. Marius Moutet** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* si le Gouvernement est disposé à proposer, au sein du comité intérimaire de l'organisation de coopération économique et de développement, actuellement en session à Paris, qu'un lien parlementaire soit établi entre l'O. C. E. D. et l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, suivant les modalités suggérées par la recommandation 245, et, en particulier, que l'O. C. E. D. adresse un rapport annuel à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [18 octobre 1960] (n° 243). — Réponse [6 décembre 1960] (p. 2216).

#### Interventions :

Répond à *M. le ministre des affaires étrangères* à la suite de sa communication sur la politique étrangère du Gouvernement [7 juin 1960] (p. 274, 275). — **Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise groupées au sein de la Fédération du Mali** [16 juin 1960] (p. 388, 389, 390).

Sa question orale (n° 201) [18 octobre 1960] (p. 1263). — Sa question orale (n° 210) [18 octobre 1960] (p. 1266). — **Projet de loi de finances pour 1961** [18 novembre 1960]. — **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, en qualité de vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1678). — **SAHARA** [25 novembre 1960] (p. 1973). — Ratification d'amendements à la convention créant l'**organisation mondiale de la santé** [6 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2220). — Sa question orale (n° 243) [6 décembre 1960] (p. 2216). — **Projet de loi autorisant la ratification de traités conclus entre la France et le Cameroun** [14 décembre 1960] (p. 2369). — **Projet de loi relatif à l'association internationale de développement** [14 décembre 1960] (p. 2373 à 2375).

**MUSTAPHA (M. MENAD)** [Orléansville-Médéa].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

## N

**NAMY (M. LOUIS)** [Seine-et-Oise].

*Est nommé secrétaire du Sénat* [6 octobre 1960]. — *Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise groupées au sein de la Fédération du Mali** [16 juin 1960] (p. 385, 386). — **Proposition de loi tendant au renouvellement de certains baux** [16 juin 1960]. — Discussion générale (p. 404, 405). — Soutient son amendement à l'art. 1<sup>er</sup> (p. 407). — **Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 641, 642). — **Projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la Fédération du Mali et avec la République malgache** [11 juillet 1960] (p. 828). — **Projets de loi portant approbation : le premier, des accords particuliers signés le 12 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République du Tchad, d'autre part ; le second, des accords particuliers signés le 15 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République gabonaise ; le troisième des accords particuliers signés le 11 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les gouvernements respectifs de la République de Côte d'Ivoire, de la République du Dahomey, de la République du Niger, de la République de Haute-Volta, d'autre part** [22 juillet 1960]. — Discussion générale commune (p. 1074).

**Proposition de résolution tendant à modifier certains articles du règlement du Sénat** [27 octobre 1960] (p. 1384). — **Projet de loi portant création d'une bourse d'échanges de logements** [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1397 et

1398). — Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 6 (p. 1402) ; art. 6 : défend son amendement n° 7 (p. 1404). — **Projets de loi relatifs aux accords signés avec les gouvernements de plusieurs républiques africaines** [3 novembre 1960] (p. 1422). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1739). — Explication de vote sur l'ensemble [29 novembre 1960] (p. 2137).

**NAVEAU (M. CHARLES)** [Nord].

*Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole* [20 juillet 1960].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

**Rapport supplémentaire fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1185 du 20 octobre 1959 suspendant provisoirement la perception des droits de douane d'importation applicables au lait complet ou écrémé** [5 mai 1960] (n° 163).

#### Questions orales :

**M. Charles Naveau** appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur les conséquences de l'arrêté du 7 janvier 1959, pris par *M. le ministre des finances et des affaires économiques* et paru au *Journal officiel* du 9 janvier, fixant le contingent de graisse et d'huile de baleine admissible en suspension de droits de douane d'importation, à 18.000 tonnes ; et lui demande si c'est par des mesures de ce genre qu'il entend défendre d'une part, la production laitière française, et d'autre part, les producteurs d'huile végétale de provenance des pays de la Communauté [27 janvier 1960] (n° 125). — Réponse [3 mai 1960] (p. 121). — **M. Charles Naveau** appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur la situation des militaires servant au-delà de la durée légale du service en Algérie ; lui signale que l'administration des finances les considérant comme militaires de carrière les impose à ce titre sans aucune discrimination ; que, rentrés dans leur foyer, les intéressés se voient réclamer des impositions pour la seule raison qu'ils ont été dans l'obligation de servir en Algérie au-delà de la durée légale ; et lui demande, en raison de cette situation inadmissible, quelles dispositions il envisage de prendre pour que les jeunes appelés, ayant fait leur devoir en Algérie, ne soient pas ainsi pénalisés [27 janvier 1960] (n° 126). — Réponse [3 mai 1960] (p. 121). — **M. Charles Naveau** expose à *M. le ministre de l'agriculture* les difficultés que provoquent les dispositions de l'arrêté du 25 mars 1960 mis en application à partir du 1<sup>er</sup> juin, qui réglemente la circulation des bovins de plus de six mois vaccinés contre la fièvre aphteuse. Il attire son attention : 1° sur le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> qui impose la délivrance d'un document attestant que les animaux destinés à l'élevage ou à l'embouche ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse O, A et C, dans une période déterminée ; 2° sur le fait que les animaux destinés directement à l'abattoir doivent être pourvus d'un laissez-passer délivré par le maire de la commune d'origine. Ces dispositions, portées tardivement à la connaissance des maires, vont entraîner des frais considérables (pincés, plaquettes d'identification, etc.) et le matériel nécessaire ne pourra être mis en place que progressivement ; par ailleurs, les animaux de moins de dix mois peuvent également être contagieux, et lui demande : 1° s'il ne serait pas souhaitable de recourir aussi rapidement que possible à la vaccination obligatoire de tous les animaux avec large participation financière du ministre de l'agriculture ; 2° s'il n'envisage pas dans l'attente de la mise en vigueur pratique de cette nouvelle législation de surseoir à l'application dudit décret ; 3° d'étudier toutes les dispositions susceptibles d'alléger la mise en pratique de ladite législation (certificat collectif de vaccination émanant du vétérinaire et constatant l'inoculation de l'ensemble du cheptel d'une exploitation, etc.) [22 juin 1960] (n° 187). — Réponse [19 juillet 1960] (p. 944).

**M. Charles Naveau** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de vouloir bien lui faire connaître : 1° ce qu'a coûté au Trésor la transformation des anciens francs en francs nouveaux, tant en estampillage que dans la frappe de la nouvelle monnaie ; 2° ce qu'a rapporté au Trésor cette opération financière ou ce qu'il estime qu'elle lui rapportera dans les mois à venir. Il lui signale au surplus que, dans la population, la transposition se fait plus souvent de nouveaux francs en francs anciens plutôt que vice-versa, comme prévu, et que cette opération recherchant plus le prestige que les avantages réels n'a cependant pas empêché la hausse du coût de la vie [9 septembre 1960] (n° 218). — Réponse [8 novembre 1960] (p. 1451, 1452).

**M. Charles Naveau** expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* qu'une grave intoxication collective, ayant entraîné mort d'homme, a été constatée aux Pays-Bas à la suite de l'ingestion par plusieurs milliers de consommateurs de margarine Planta. L'intoxication serait due, d'après les premières constatations, à l'incorporation dans cette margarine d'ingrédients chimiques, aromatiques ou émulsifiants. Une intoxication analogue avait été constatée en 1958 en Allemagne. Le Gouvernement hollandais a décidé le 30 août la création d'une commission d'enquête et la société Unilever, qui contrôle la margarine internationale aurait décidé de couvrir les frais occasionnés par les soins aux intoxiqués. Il lui demande s'il n'estime pas utile, à la suite de ces constatations, de supprimer la tolérance, jusqu'ici accordée contrairement à la loi française, en vertu de laquelle des substances chimiques et aromatiques peuvent être ajoutées aux margarines consommées en France. Il lui demande en conséquence de prescrire sans plus tarder la mise en vigueur de l'article 22 de la loi du 2 juillet 1935 qui interdit l'addition dans les margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires animales, végéto-animales et végétales, de parfums, essences et arômes chimiques artificiels ou autres similaires. Il lui rappelle que ces dispositions légales avaient été mises en vigueur en 1940, lors de la période de pénurie alimentaire consécutive à la guerre, mais que rien ne justifie plus cette mesure d'exception dangereuse pour la santé publique et contraire à la volonté du législateur [30 septembre 1960] (n° 230). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1366 et 1367).

#### Question orale avec débat :

**M. Charles Naveau** expose à *M. le ministre de l'agriculture* les conditions désastreuses dans lesquelles s'effectue actuellement le marché de la viande ; il lui signale qu'il apparaît nettement que chaque fois que les pouvoirs publics ont sollicité la paysannerie pour un accroissement de telle ou telle production, elle y a pourvu dans un temps record et que la production de viande de boucherie en est, en particulier, un nouvel exemple frappant ; que les prix d'objectif qui ont été fixés par le Gouvernement et promis aux producteurs sont loin d'être atteints, qu'au lieu d'une parallèle qui devrait exister entre les prix à la production et les prix à la consommation, on constate une distorsion de plus en plus importante du fait de la baisse des prix à la production et de l'augmentation des prix de détail ; il lui demande de mettre tout en œuvre pour faire cesser ce scandale : 1° en favorisant autant qu'il se peut les exportations de viande bovine par l'utilisation des crédits provenant de la taxe de circulation des viandes, crédits qui, à l'origine, ont été créés à cet effet ; 2° en contrôlant sérieusement et en freinant énergiquement les marges excessives des intermédiaires ; 3° en obtenant du Gouvernement toutes les mesures indispensables pour accroître le pouvoir d'achat des travailleurs et rétablir le niveau antérieur de la consommation nationale [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Réponse du ministre à ses questions orales n°s 125, 126 (cf. *supra*) [3 mai 1960] (p. 121,122). — Projet de loi portant ratification du décret n° 59-1185 du 20 octobre 1959 suspendant provisoirement la **perception des droits de douane** d'importation applicables au **lait écrémé** [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 143 à 147). — Projet de loi d'**orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 472, 473). — Discussion des articles. — Art. 23 : présente une observation à *M. le ministre* dans la discussion de l'amendement n° 43 de *M. Deguise* (p. 579) ; Art. 38 nouveau : défend son amendement n° 115 concernant le contrôle de l'emploi des crédits de fonctionnement (p. 593) ; Art. 24 : proteste contre l'application de l'article 44 de la Constitution au texte proposé par la commission des affaires économiques et du plan (p. 702). — Projet de **loi de finances rectificative pour 1960** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 5 : observations (p. 721). — Question orale n° 187 [19 juillet 1960] (p. 944). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. Art. 24 (p. 992 et 993). — Prend part à la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale. — Prend la parole au cours de l'intervention de *M. Dutoit* (p. 1037).

Sa question orale (n° 230) relative à l'addition aux **margarines** de substances chimiques et aromatiques [25 octobre 1960] (p. 1366, 1367). — Sa question orale (n° 218) relative aux répercussions de la **création du nouveau franc** [8 novembre 1960] (p. 1452). — Projet de **loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]. — Art. 14 : explique son vote (p. 1613). — Pour une modification de l'amendement (n° 23) de *M. de Pontbriand* (p. 1615). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1928).

#### NAYROU (M. JEAN) [Ariège].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Question orale :

**M. Jean Nayrou** appelle l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur la situation des agents des travaux des ponts et chaussées, et lui demande : 1° s'il est exact qu'il a donné des instructions interdisant le recrutement et la nomination jusqu'à nouvel avis d'agents de travaux des ponts et chaussées ; 2° dans l'affirmative, comment il entend concilier cette mesure regrettable avec la nécessité d'entretenir le réseau routier national et départemental compte tenu de ce que la mécanisation ne peut être utilisée uniformément dans toutes les régions ; 3° s'il envisage enfin de tenir à l'égard de ces personnels les promesses déjà anciennes en ce qui concerne la revalorisation de leur traitement [19 mai 1960] (p. 153). — Réponse [21 juin 1960] (p. 425).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 116 (cf. *supra*) [3 mai 1960] (p. 125). — Projet de loi tendant à créer **certaines mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme** [3 mai 1960]. — Discussion générale (p. 132). — Question orale avec débat de *M. Pisani* relative au **ramassage scolaire** [14 juin 1960] (p. 349, 350). — Réponse du ministre à sa question orale (n° 153) [21 juin 1960] (p. 425). — Question orale avec débat de *M. Antoine Courrière* (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocations aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 686, 687). — Projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 728, 729). — Discussion des articles. — Art. 2 : défend son amendement n° 22 (p. 741) ; son amendement n° 23 (p. 741) ; retire la deuxième partie de cet amendement (p. 742) ; retire son amendement n° 24 (p. 742). — Art. 3 : défend son amendement n° 25 (p. 743) ; le retire (p. 744) ; Art. 4 : défend son amendement n° 26 (p. 744, 745) ; son amendement n° 27 (p. 745) ; Art. 5 : défend son amendement n° 28 (p. 751) ; Art. 6 : défend son amendement n° 29 (p. 756) ; Art. 7 : défend son amendement n° 30 (p. 756) ; observations (p. 757). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1036). — Discussion de l'article unique. — Intervient sur l'amendement n° 2 de *M. Henriet*.

Proposition de résolution tendant à modifier certains articles du **règlement du Sénat** [27 octobre 1960] (p. 1385). — Projet de **loi de finances pour 1961**. — INTÉRIEUR [22 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1785). — Discussion des articles. — Art. 78 bis : s'oppose à l'amendement n° 48 (p. 1800), mais maintient le sien (p. 1802). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1806). — CHARGES COMMUNES [28 novembre 1960] (p. 2039 et 2040). — INTÉRIEUR (suite) [28 novembre 1960] sur l'article 78 bis, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2055 et 2056).

#### NEDDAF (M. LABIDI) [Alger].

*Est élu membre* de la commission chargée d'étudier l'organisation régionale et départementale de l'Algérie [22 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### NICOLAY (M. FRANÇOIS DE) [Sarthe].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].



**NOURY (M. JEAN)** [Ille-et-Vilaine].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].*

**Interventions :**

Projet de loi d'**orientation agricole**. — Art. 9 : défend son amendement n° 125 (p. 526) ; Art. 37 : défend son amendement n° 132 modifiant le premier alinéa de l'article (p. 591) ; propose de compléter cet amendement (p. 592). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> ter : demande que l'amendement n° 43 de M. Lalloy modifiant l'article 20 du code rural soit réservé.

Projet de **loi de finances pour 1961**. — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1816).

**O**

**OUELLA (M. HACÈNE)** [Bône].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].*

**P**

**PAMS (M. GASTON)** [Pyrénées-Orientales].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**Dépôt législatif :**

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1496 du 28 décembre 1959 portant suspension provisoire de la perception des droits de douane applicables aux pilotes automatiques pour la navigation aérienne repris sous rubrique ex n° 90-28 Cc du tarif des droits de douane d'importation [19 octobre 1960] (n° 12).*

**Question orale avec débat :**

**M. Gaston Pams** demande à *M. le Premier ministre* si le Gouvernement entend saisir rapidement le Parlement, pour approbation, des conventions économiques et tarifaires intervenues avec le Maroc et la Tunisie et s'il n'estime pas devoir interdire dans l'intervalle la commercialisation des conserves de fruits importés de ces pays à un cours inférieur à celui des conserves françaises, s'agissant en l'occurrence d'une élémentaire protection des droits les plus légitimes des producteurs français [7 juillet 1960].

**Interventions :**

Question orale avec débat de **M. Pinton**, relative aux **liaisons intérieures aériennes** [14 juin 1960] (p. 359, 360). — Projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : dépose un amendement n° 6 (page 646).

En qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan dans la discussion du projet de loi portant ratification du décret n° 59-1496 du 28 décembre 1959 portant suspension provisoire de la perception des droits de douane applicables aux **pilotes automatiques pour la navigation aérienne**, repris sous la rubrique ex-n° 90-28 Cc du tarif des droits de douane d'importation (p. 1417). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [23 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1868 et 1872). — CHARGES COMMUNES [28 novembre 1960] (p. 2045).

**PARISOT (M. HENRI)** [Vosges].

*Est nommé secrétaire du Sénat [6 octobre 1960]. — Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].*

**PASCAUD (M. GUY)** [Charente].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**PATENOTRE (M. FRANÇOIS)** [Aube].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**PATRIA (M. PIERRE)** [Oise].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**Interventions :**

Projet de loi d'**orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (n° 474, 475).

**PAULIAN (M. GILBERT)** [Alger].

*Est élu membre du conseil supérieur de l'eau, chargé de formuler des avis sur les problèmes de l'hydraulique en Algérie [5 juillet 1960]. Est élu membre de la commission chargée d'étudier l'organisation régionale et départementale de l'Algérie [22 juillet 1960].*

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**Interventions :**

Projet de loi portant approbation des accords paritaires signés le 4 avril 1960 entre le gouvernement de la République française et les gouvernements de la **République du Sénégal** et de la **République soudanaise** groupées au sein de la Fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 392). — **Projet de loi d'orientation agricole** [24 juin 1960]. Art. 4 : observations sur l'amendement n° 136 (p. 516) ; Art. 12 : intervient sur l'amendement de **M. Deguise** n° 31 (p. 534), sur les amendements n°s 32 et 103 (p. 536). — **Projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole** [18 juillet 1960]. — Article unique : amendement n° 4 (p. 923). — **Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse agricole**. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement n° 1 (p. 926). — **Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code de la nationalité** [20 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1013 et 1014. — Discussion de articles. — Art. 1<sup>er</sup> : Défend son amendement n° 4 rectifié (p. 1020). — Demande à **M. le secrétaire d'Etat** une précision concernant le terme « originaires » (p. 1023). — Propose un nouveau texte de loi (p. 1025). — Retire son amendement n° 5 (p. 1027). — **Projet de loi relatif à la prime spéciale de transport**. — Deuxième lecture [25 juin 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1144).

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [27 octobre 1960] : s'oppose à l'amendement (n° 74) de **M. Soudant** à l'article 1106-5 du code rural (p. 1301). — **Projet de loi portant création d'une bourse d'échanges de logements** [27 octobre 1960]. — Art. 6 : observations sur cet article (p. 1404). — **Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1500, 1501). — Nouvelle lecture du même projet [30 novembre 1960] (p. 2155). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2427 à 2429).

**PAULY (M. PAUL)** [Creuse].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [6 octobre 1960].*

**Dépôt législatif :**

*Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [15 novembre 1960] (n° 42).*

**Question orale :**

**M. Paul Pauly** demande à *M. le ministre du travail* : 1° si des dispositions sont prévues au budget de 1961 pour ajuster au coût de la vie l'allocation aux vieux travailleurs salariés et l'allocation supplémentaire ; 2° s'il envisage de relever le plafond des ressources pour l'attribution des deux allocations susvisées ; 3° si les ressources votées par le Parlement pour alimenter le fonds national de solidarité excèdent les besoins de ce fonds ; dans l'affirmative, à la couverture de quelles dépenses est employé cet excédent [13 octobre 1960] (n° 239). — Réponse [15 novembre 1960] (p. 1543).

**Interventions :**

Sa question orale (n° 239) relative aux **allocations aux vieux travailleurs salariés** [15 novembre 1960] (p. 1543, 1544). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960] ; discussion générale (p. 2176). — Article 15 bis (p. 2198).

**PAUMELLE** (M. HENRI) [Seine-Maritime].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles [30 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* (nouveau) : observations à propos de l'amendement n° 3 de M. Lalloy (p. 653).

**PAUZET** (M. MARC) [Gironde].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

**Question orale :**

**M. Marc Pauzet** attire l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur l'insuffisance des mesures prévues par le décret du 16 mars 1959, relatif à l'organisation du marché du vin, pour le maintien des cours et l'évolution générale de la production vers des excédents permanents, et lui demande s'il entend définir et mettre en œuvre, en fonction de la conjoncture et de l'entrée en vigueur du Marché commun, une politique traitant au fond le problème de la viticulture [28 février 1961] (n° 278).

**Interventions :**

Projet de loi d'orientation agricole [24 juin 1960]. — Observations sur l'amendement n° 136 à l'article 4 (p. 516). — Sur les amendements n°s 32 et 103 à l'article 12 (p. 535). — Article 35 *ter* : Défend son amendement n° 57 modifiant l'article 679 du code rural (p. 589). — Répond à *M. le ministre* sur le même sujet (p. 590). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales** [30 juin 1960]. — Art. 8 *bis* (nouveau) : observations sur l'amendement n° 9 de *M. du Halgouet* (p. 620). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [30 juin 1960]. — Discussion générale. — Demande le renvoi à une date ultérieure de la suite de la discussion (p. 661). — Discussion des articles. — Art. 2 : observations (p. 720).

Projet de loi de finances pour 1961. — AGRICULTURE [24 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1897 et 1935).

**PELLENC** (M. MARCEL) [Vaucluse].

*Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances* [12 mai 1960]. — *Est élu membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960* [25 juillet 1960].

*Est nommé rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation* [6 octobre 1960]. — *Est élu membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la réunion des théâtres lyriques nationaux* [16 décembre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission spéciale sur la proposition de loi organique de *M. Alex Roubert* et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances [7 juin 1960] (n° 183). — *Rapport supplémentaire*, fait au nom de la commission spéciale, sur la proposition de loi organique de *M. Alex Roubert* et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [21 juin 1960] (n° 206). — *Rapport* fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1960, adopté par l'Assemblée nationale [24 juin 1960] (n° 220). — *Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1960, adopté par l'Assemblée nationale [8 juillet 1960] (n° 256). — *Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1960, adopté avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture [22 juillet 1960] (n° 319). — *Rapport*, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1960 [25 juillet 1960] (n° 332).

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [15 novembre 1960] (n° 39).

**Interventions :**

Proposition de loi organique relative à la **présentation des lois de finances** [8 juin 1960]. — Discussion générale (p. 291 à 294). — Discussion des articles. — Art. 9 : s'oppose à la diffusion de cet article (p. 296 et 297) ; Art. 11 : s'oppose, après le président de la commission spéciale, à la modification de cet article demandée par le Gouvernement (p. 298 et 299). — Proposition de loi organique relative à la **présentation des lois de finances** [21 juin 1960]. — Article 5 réservé : propose l'adoption du texte de la commission (p. 446, 447, 448). — Projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. additionnel 3 : observations sur l'amendement n° 7 de *M. Driant* (p. 656, 657). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 658 à 660). — S'oppose au renvoi à une date ultérieure de la suite de la discussion (p. 661). — Discussion des articles. Art. 2 : défend l'amendement n° 2 rectifié *bis* de la commission des finances (p. 720). — Projet de loi de finances rectificative pour 1960 [12 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 845, 846, 847, 848). — Discussion des articles. — Art. 7 *bis* nouveau : parle sur l'amendement n° 10 de *M. Robert Bouvard* ; prend l'engagement d'examiner la question posée par *M. Robert Bouvard* lors de la prochaine loi de finances (p. 854) ; Art. 16 *bis* nouveau : accepte la proposition du Gouvernement tendant à réserver les amendements n°s 4, 2, 6 et 3 (p. 856) ; Art. 16 *ter* nouveau : défend son amendement n° 7 (p. 855) ; Art. 17 : repousse les amendements n° 1 de *M. Georges Lamousse* et n° 5 de *M. Jacques Duclos* (p. 857). — Défend l'amendement n° 8 (p. 857, 858, 859) ; Art. 16 *bis* nouveau réservé. — Défend son amendement n° 6 (p. 867, 868, 870, 871). — Discussion, en deuxième lecture, de la loi de finances rectificative pour 1960 [22 juillet 1960]. — Discussion générale : (p. 1090, 1091, 1092, 1093). — Discussion des articles. — Art. 16 *ter* : défend son amendement n° 2 (p. 1094) ; Art. 16 *bis* A réservé : défend son amendement n° 4 (p. 1096). — Sur les conclusions d'une commission mixte paritaire relatives à ce même texte [25 juillet 1960]. — En tant que rapporteur de cette commission. — Dans la discussion générale (p. 1149 et 1150). — Troisième lecture de ce même texte [25 mai 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1153).

En qualité de **rapporteur général** de la commission des finances, dans la discussion générale du projet de loi de finances pour 1961 [15 novembre 1960] (p. 1553 à 1557). — Dans la discussion des articles de ce même projet de loi [16 novembre 1960] (p. 1578) ; motion d'ordre. — Art. 3 : amendement n° 4 de la commission (p. 1579). — Répond à l'argumentation de *M. le secrétaire d'Etat aux finances* (p. 1579 et 1580) ; propose, par amendement, de modifier le deuxième alinéa de cet article (p. 1580). — Accepte de réserver l'article 4, à la demande de *M. le secrétaire d'Etat aux finances* (p. 1580). — Art. 6 : défend l'amendement (n° 7) de la commission (p. 1584 et 1585). — Art. 2 : laisse l'Assemblée juge sur l'amendement (n° 12) de *M. Marrane* (p. 1586). — Propose une nouvelle rédaction pour le dernier alinéa de l'article (amendement n° 20) (p. 1588). — Répond à l'argumentation de *M. le secrétaire d'Etat aux finances* (p. 1589) et demande à l'Assemblée d'adopter l'amendement (p. 1589 et 1590). — Art. 4 : défend l'amendement (n° 6) de la commission tendant à la suppression de cet article (p. 1591) et maintient cet amendement après l'intervention de *M. le secrétaire d'Etat aux finances* (p. 1592 et 1593). — Art. 6 *bis* : s'oppose à l'insertion de ce nouvel article, proposée par le Gouvernement (p. 1594), mais décide de laisser l'Assemblée juge après explications de *M. le secrétaire d'Etat aux finances* (p. 1595). — Propose un sous-amendement à l'amendement n° 16 du Gouvernement (p. 1595). — Art. additionnel 6 *ter* : propose un sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (p. 1595). — Suite de la discussion [17 novembre 1960]. — Art. 7 : accepte l'amendement (n° 18) du Gouvernement (p. 1604). — Art. 7 *bis* : accepte l'insertion de ce nouvel article, proposée par le Gouvernement (p. 1604). — Art. 9 : intervient sur l'amendement (n° 11) (p. 1605) et répond à *M. le secrétaire d'Etat aux finances* (p. 1606). — Art. 11 : précise la position du Gouvernement en ce qui concerne le fonds d'encouragement à l'industrie textile (p. 1608). — Propose par amendement (n° 24) un nouvel article 11 *bis* (p. 1609) et maintient cette proposition, malgré l'argumentation de *M. le secrétaire d'Etat aux finances* (p. 1609) ; s'oppose à l'amendement (n° 2) présenté par *M. Blondelle* à l'article 12 (p. 1609). — Art. 13 : laisse l'Assemblée juge sur l'amendement (n° 27) présenté par *M. Dulin*, au nom de la commission des affaires sociales (p. 1610). — Art. 14 : laisse l'as-

semblée juge de se prononcer sur les amendements n° 3 rectifié et n° 23 (p. 1613). — Art. 17 : motion d'ordre sur les articles de récapitulation (p. 1616). — Art. 23 : soutient l'amendement (n° 9) de la commission (p. 1626 et 1627) ; répond à une question de M. Edgar Faure (p. 1627) ; maintient l'amendement (p. 1628), puis le retire, après une intervention de M. Edgar Faure (p. 1629) ; retire également l'amendement n° 10 (p. 1629). — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 1650 et 1651). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE. — Discussion des articles [18 novembre 1960]. — Art. 54 : confirme l'irrecevabilité de l'amendement n° 31 (p. 1695), ainsi que de l'amendement n° 39 (p. 1695). — INFORMATION [21 novembre 1960] (p. 1749). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1785). — Discussion des articles. — Soutient à son tour l'amendement n° 47 (p. 1797). — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, au nom de M. Motte (p. 1804). — **Budget de l'Algérie pour 1961** [25 novembre 1960] : demande le report du vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1967). — **Projet de loi de finances pour 1961** (suite). — SAHARA [25 novembre 1960] : n'est pas partisan de renvoyer le scrutin sur l'amendement (n° 52) de M. Louvel à une date ultérieure (p. 1978). — Comptes d'affectation spéciale [28 novembre 1960]. — Art. 35 : défend la position de la commission des finances (p. 2066) ; art. 51 *quater* [28 novembre 1960] : sur la ligne 41 (p. 2080) ; art. 107 nouveau : défend son amendement n° 98 (p. 2082). — R. T. F. [28 novembre 1960]. — Art. 51 A nouveau : défend son amendement n° 86 (p. 2102) ; après cet article, retire son amendement n° 87 (p. 2103) ; art. 51 *ter* nouveau : défend son amendement n° 88 (p. 2103) ; art. 51 *quinquies* : défend son amendement n° 90 (p. 2107 et 2108) ; art. 51 *sexies* (nouveau) : défend son amendement n° 91 (p. 2108) ; art. 51 *septies* (nouveau) : défend son amendement n° 92 (p. 2109). — Après l'article 69, défend son amendement n° 93 (p. 2109) ; art. 91 : défend son amendement n° 94 (p. 2111) ; art. 93 *bis* : sur l'amendement n° 94 rectifié (p. 2112) ; art. 95 : défend son amendement n° 95 (p. 2112 et 2113) ; art. 105 : défend son amendement n° 96 (p. 2117 et 2118) ; art. 106 : défend son amendement n° 97 (p. 2118). — Deuxième délibération [29 novembre 1960] (p. 2124). — Sur l'article 6, répond au Gouvernement (p. 2126). — Sur l'article 12, observations sur l'amendement n° 109 (p. 2129). — Art. 4 et 19 : demande une suspension de séance (p. 2132). — Art. 59 : défend son amendement n° 121 (p. 2137). — Après le vote du budget, se félicite que les délais impartis au Sénat aient été respectés (p. 2140). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2178). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — Deuxième lecture [8 décembre 1960] (p. 2261). — Discussion générale (p. 2259) ; art. 3, amendement n° 1 (p. 2260) ; art. 6 (p. 2261), amendement n° 2 ; art. 6 *bis*, amendement n° 3 (p. 2262) ; art. 11, amendement n° 4 (p. 2262) ; art. 14, amendement n° 10 (p. 2264) ; art. 25, amendement n° 5 (p. 2268) ; art. 33, retire l'amendement n° 15 (p. 2269) ; art. 51 A, amendement n° 7 (p. 2270) ; art. 51 *ter*, amendement n° 8 (p. 2271) ; art. 95, amendement n° 9 (p. 2272) ; art. 97, amendement n° 16 retiré (p. 2274). — **Projet portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1960** [13 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2346). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960**. — Deuxième lecture [13 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2348). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — Discussion des conclusions de la commission mixte [13 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2349). — Art. 3 (p. 2349) ; art. 6 A (p. 2350) ; art. 14 (p. 2350) ; art. 51 *ter* (p. 2351) ; art. 95 (p. 2351) ; art. 51 A (p. 2352). — Proposition de résolution tendant à la **désignation d'une commission de contrôle** [15 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2396, 2397) ; propose de porter à quinze le nombre des membres de la commission de contrôle (p. 2398).

**PELLERAY** (M. PAUL) [Orne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi d'orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 474). — Discussion des articles. — Art. 23 : Répond à M. le ministre dans la discussion de l'amendement n° 43 de M. Deguise (p. 579). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> *ter* : Intervient sur l'amendement n° 43 de M. Lalloy concernant l'article 20 du code rural (p. 608).

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960]. — Sur les amendements à l'article 1106-5 du code rural (p. 1300), deuxième lecture (p. 2250). — **Projet de loi de finances pour 1961**, deuxième lecture [8 décembre 1960]. — Art. 51 *quater* (p. 2272).

**PERDEREAU** (M. LUCIEN) [Loiret].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**PERIDIER** (M. JEAN) [Hérault].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Jean Périquier** demande à M. le ministre de l'agriculture de lui préciser quelle sera la situation des vins du hors quantum à la fin de la campagne [7 juin 1960] (n° 162). — Réponse [28 juin 1960] (p. 549).

**M. Jean Périquier**, considérant que le Gouvernement a le devoir de soutenir d'une façon égale toutes les activités économiques nationales, demande à M. le ministre de l'information les mesures qu'il compte prendre pour permettre à toutes les boissons nationales, et notamment au vin et au jus de raisin, de bénéficier à la télévision de la même publicité dont bénéficient à l'heure actuelle le cidre doux et le jus de pomme [26 septembre 1960] (n° 224). — Réponse [8 novembre 1960] (p. 1453).

**M. Jean Périquier** demande à M. le ministre de l'agriculture les éléments de comparaison avec les autres secteurs économiques ou les éléments du prix de revient que le Gouvernement a dû obligatoirement retenir, conformément aux dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 31 de la loi du 5 août 1960 d'orientation agricole, pour fixer seulement à 525 F le prix de campagne du vin de consommation courante [26 septembre 1960] (n° 225). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1368, 1369).

#### Interventions :

Discussion générale du **Titre XII de la Constitution**, n°s 167 et 168, année 1959-1960 [18 mai 1960] (p. 237). — Réponse du ministre de l'agriculture à sa question orale n° 162 [28 juin 1960] (p. 549). — **Projet de loi d'orientation agricole** [28 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 20 : Prend la parole sur cet article (p. 565 et 566) ; Art. 21 : S'adresse à M. le ministre (p. 570) ; Art. 24 : observations (p. 703).

Sa question orale (n° 225) relative au prix de campagne des **vins de consommation courante** [25 octobre 1960] (p. 1368, 1369). — Sa question orale (n° 224) concernant la **propagande à la télévision en faveur des boissons nationales** [8 novembre 1960] (p. 1453, 1454). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1904). — COMMUNAUTÉ [26 novembre 1960] (p. 2000).

**PESCHAUD** (M. HECTOR) [Cantal].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1961**, 2<sup>e</sup> partie [17 novembre 1960]. — BUDGET DE LA SANTÉ PUBLIQUE : intervient en tant que rapporteur spécial de la commission des finances (p. 1629 et 1630).

**PETIT** (Général ERNEST) [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi relatif au corps des commissaires de l'air** [7 juillet 1960] (p. 783, 784). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 872). — **Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'établissement entre la France et les Etats-Unis d'Amérique** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1057 et 1058).

**PETIT (M. GUY)** [Basses-Pyrénées].

*Est élu membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements de la **République du Sénégal** et de la **République soudanaise** groupées au sein de la Fédération du Mali [16 juin 1960] (p. 393). — Projet de loi **d'orientation agricole** [23 juin 1960]. Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement rédactionnel de M. Deguise (p. 494) ; Art. 4 : explication de vote (p. 537) ; Art. 12 : observations sur l'amendement n° 126 rectifié *bis* (p. 537) ; Art. 13 : observations sur l'amendement n° 33 (p. 539) ; Art. 14 : observations sur l'amendement n° 104 (p. 539) ; Art. 26 : Explique son vote sur cet article (p. 585). — Répond à M. le ministre sur le même sujet (p. 586). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 : observations sur le vote du projet de loi (p. 758). — Intervient sur le compte rendu analytique sommaire [7 juillet 1960] (p. 780). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une redevance d'équipement [8 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 811, 812). — Art. 2 : explique son vote sur le sous-amendement n° 14 du Gouvernement (p. 815) ; Art. additionnel 2 *bis* : observations (p. 815). — Deuxième lecture du projet de loi **d'orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 28, amendement n° 15 (p. 998). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale. — Pose une question à M. le Premier ministre (p. 1042). — Discussion de l'article unique : Demande une précision concernant l'amendement n° 2 de M. Henriot (p. 1044). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi **de finances rectificative** pour 1960 [22 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 16 *bis* A : Défend son amendement n° 3 (p. 1095, 1096).

Projet de loi relatif **aux assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960]. — Sur l'amendement (n° 89) de M. Rochereau à l'article 1106-8 du code rural (p. 1310). — A l'article 1106-9 du code rural [20 octobre 1960] : s'oppose au sous-amendement (n° 92) de M. Brousse (p. 1321). — Projet de loi **de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1496 à 1500). — Projet de loi **de finances pour 1961**. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1855 et 1862). — Articles de totalisation des crédits : sur l'article 25 [28 novembre 1960] (p. 2058). — Deuxième délibération [29 novembre 1960]. — Art. 23 : pose une question au Gouvernement (p. 2135). — Projet de loi **de programme relative à certains équipements militaires** (nouvelle lecture) [30 novembre 1960] (p. 2155 et 2156). — Projet de loi **de finances pour 1961**. — Discussion des conclusions de la commission mixte [13 décembre 1960]. — Art. 97 (p. 2351). — Sur la **politique algérienne du Gouvernement** [16 décembre 1960] (p. 2430, 2431).

**PHILIPPON (M. GUSTAVE)** [Haute-Vienne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi **de finances pour 1961**. — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1733). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1787).

**PIALES (M. PAUL)** [Cantal].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi fixant les conditions dans lesquelles les mineurs de fond des mines de combustibles minéraux solides accompliront leurs obligations militaires [27 octobre 1960] (n° 26).

#### Interventions :

En qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées dans la discussion générale du projet de loi relatif aux **obligations militaires des mineurs de fonds** [3 novembre 1960] (p. 1425, 1426). — Discussion générale, en deuxième lecture, du précédent projet [15 décembre 1960] (p. 2399, 2400).

**PINCHARD (M. RAYMOND)** [Meurthe-et-Moselle].

*Est élu membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**PINSARD (M. JULES)** [Saône-et-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**PINTON (M. AUGUSTE)** [Rhône].

*Est nommé secrétaire* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'institution d'un supplément à la prime mensuelle spéciale de transport [22 juillet 1960] (n° 316).

#### Question orale avec débat :

**M. Auguste Pinton** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* : 1° quelle est la situation actuelle des liaisons intérieures aériennes ; 2° quelles mesures il envisage d'adopter pour que ce réseau intérieur connaisse en France le même développement que dans les pays étrangers ; 3° comment il envisage d'assurer une gestion financièrement équilibrée de ces lignes aériennes ; 4° ce qu'il compte faire, enfin, pour mettre les principaux aérodromes métropolitains en état de recevoir les appareils modernes, notamment les avions à réaction [18 mai 1960] (n° 55) (p. 227). — Réponse [14 juin 1960] (p. 357).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 115 (*cf. supra*) [3 mai 1960] (p. 120). — Sa question orale avec débat relative aux **liaisons intérieures aériennes** [14 juin 1960] (p. 357, 358, 359). — Proposition de loi tendant au **renouvellement de certains baux** [16 juin 1960]. — Propose d'insérer un article additionnel 4 *bis* nouveau (p. 410, 411, 412). — Maintient son texte à la suite de l'intervention du rapporteur et du ministre (p. 413, 414). — Projet de loi relatif à **l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement n° 33 de M. Brun (p. 736). — Explique son vote sur l'amendement n° 34 de M. Brun (p. 739). — Demande que la discussion soit poursuivie (p. 750). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, les **mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1047).

Propositions de résolution tendant à modifier certains articles du **règlement du Sénat** [27 octobre 1960] (p. 1385). — Projet de loi **de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1480, 1481). — Projet de loi **de finances pour 1961**. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1854). — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [23 novembre 1960] (p. 1872 et 1873).

**PISANI (M. EDGARD)** [Haute-Marne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité de coopération avec ses annexes et des traités portant respectivement convention judiciaire et convention consulaire conclus le 13 novembre 1960 avec la République française d'une part et la République du Cameroun, d'autre part [14 décembre 1960] (n° 116).

## Questions orales :

**M. Edgard Pisani**, considérant que nulle autorité n'est en France responsable de l'eau et considérant que l'approvisionnement en eau de la nation pose à moyen terme de redoutables problèmes de qualité et de quantité, demande à *M. le Premier ministre* auquel de ses collègues du Gouvernement pourrait être posée, avec quelque chance de recevoir une réponse satisfaisante et globale, une question orale avec débat sur les problèmes de l'eau [29 septembre 1960] (n° 229).

**M. Edgard Pisani** demande à *M. le ministre de la construction* si, compte tenu des problèmes que pose le stationnement des voitures dans les grands ensembles d'habitation ainsi que le financement de la construction d'aires ou d'abris spécialisés, il ne jugerait pas opportun d'étudier un dégrèvement fiscal qui réserve aux parkings le sort réservé actuellement aux logements [4 octobre 1960] (n° 231).

## Questions orales avec débat :

**M. Edgard Pisani** demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* quelle politique le Gouvernement entend suivre en matière de ramassage scolaire ; comment et à quelle date il envisage de résoudre, dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire, les problèmes que pose ce ramassage dans les domaines administratif, financier et technique. — Réponse [14 juin 1960] (p. 342 à 356). — **M. Edgard Pisani** demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles mesures il entend prendre pour permettre à la forêt de jouer dans l'économie agricole et dans l'économie générale le rôle qui lui revient et lui demande en particulier s'il n'estime pas souhaitable une réforme profonde des modalités de gestion du domaine forestier, pouvant aller jusqu'à la constitution de ce domaine en établissement public, n° 45 [22 décembre 1959]. — Réponse [19 juillet 1960] (p. 957).

**M. Edgard Pisani** demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir lui indiquer où en sont les études qu'il a entreprises sur la réforme administrative et lui demande en particulier la place réciproque qu'occupent, dans ses conceptions, administration générale et administration technique, collectivités locales et services d'Etat [26 novembre 1960] (n° 77).

## Interventions :

Projet de loi tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureau et à usage industriel dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : aurait préféré que l'on se contente de contrôler le volume de l'emploi pour atteindre le but cherché (p. 315 et 316) ; Art. 2 : critique l'utilisation de l'expression « maître d'ouvrage » (p. 317) ; Art. 3 : critique le régime discriminatoire qui frappe plus lourdement les bureaux que l'industrie (p. 317) ; Art. 6 : demande au Gouvernement de réaliser en province une infrastructure susceptible d'attirer l'industrie (p. 319). — Sa question orale avec débat relative au ramassage scolaire [14 juin 1960] (p. 342, 343, 344). — Projet de loi tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne [14 juin 1960]. — Art. 7 : projet d'exclure de la présente loi les organismes internationaux publics et privés (p. 363). — Répond à l'argumentation du ministre (p. 363). — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 368). — Projet de loi d'orientation agricole. — Art. 16 : observations sur les amendements n° 35 de M. Deguise (p. 554) ; n° 133 de M. Errecart (p. 554) ; n° 36 de M. Deguise (p. 555) ; Art. 18 : observations sur les amendements n° 120 du Gouvernement (p. 557) ; n° 66 de M. Molle (p. 559) ; n° 67 de M. Molle (p. 561) ; n° 86 de M. Sempé (p. 562). — Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Brajeux (p. 754). — Projet de loi relatif à la création de parcs nationaux [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2 : observations (p. 764) ; Art. 3 : propose une modification de forme à l'amendement n° 9 de M. de Maupeou (p. 765). — Observations (p. 766). — Projet de loi instituant une redevance d'équipement [8 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 811, 812, 813) ; Art. 2 : pose deux questions aux rapporteur sur les articles 2 et 2 bis (p. 814). — Observations sur l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 815). — Art. additionnel 2<sup>ter</sup> : observations (p. 816) ; Art. 7 : observations sur l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 817). — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 819). — Sa question orale avec débat n° 45 [19 juillet 1960] (p. 957 à 960 et 968). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole (19 juillet 1960). — Art. 28 : amendement n° 15 (p. 999).

Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [9 novembre 1960] (p. 1506, 1507). — Sur la conférence des présidents, au sujet de la composition de la commission de conciliation sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [10 novembre 1960] (p. 1531). — Projet de loi de finances pour 1961. — CONSTRUCTION [21 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Art. 59 : sur l'amendement n° 37 (p. 1774). — En qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : dans la discussion du projet de loi autorisant la ratification de traités conclus entre la France et le Cameroun [14 décembre 1960] (p. 2367, 2368, 2369).

## PLAIT (M. ANDRÉ) [Yonne].

Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

## Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier des amendements à la convention du 28 juillet 1946 créant l'Organisation mondiale de la santé [27 octobre 1960] (n° 24).

## Interventions :

Projet de loi de finances pour 1961 [17 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. — Discussion des articles. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1630 et 1631). — Budget de l'Algérie pour 1961. — Discussion générale [25 novembre 1960] (p. 1954). — Projet de loi portant ratification d'amendements à la convention créant l'organisation mondiale de la santé : intervient en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales [6 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2219, 2220).

## POHER (M. ALAIN) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

## Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie [3 février 1960]. — Explication de vote (p. 39). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960]. — Art. 28 : amendement n° 15 (p. 998). — Sur les propositions de la conférence des présidents du 21 juillet 1960 (p. 1048).

## PONTBRIAND (M. MICHEL DE) [Loire-Atlantique].

Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

## Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à créer un contingent de croix de la Légion d'honneur en faveur des anciens combattants de la guerre 1914-1918 décorés de la médaille militaire après le 18 octobre 1921 au titre de cette campagne [7 juin 1960] (n° 178). — Proposition de loi, tendant à compléter l'article 394 du code rural, permettant d'accélérer la procédure d'organisation des battues de destruction de sangliers [18 juillet 1960] (n° 282).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi de M. René Blondelle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 811 et 845 du code rural [3 novembre 1960] (n° 29).

## Interventions :

Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales. — Deuxième lecture [18 juillet 1960]. — Art. 17 : amendement n° 8 (p. 934). — Troisième lecture [23 juillet 1960]. — Sur l'article 17 (p. 1125).

Projet de loi de finances pour 1961 [17 novembre 1960]. — Art. 14 : défend son amendement (n° 23) (p. 1613). — Art. 107 : contre les amendements (p. 2083). — **Projet de loi de finances pour 1961**, deuxième lecture [8 décembre 1960]. — Art. 14 : amendement n° 10 (p. 2265 et 2266). — Proposition de loi tendant à modifier les articles 811 et 845 du **code rural** [9 décembre 1960]. Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 2313).

**PORTMANN (M. GEORGES)** [GIRONDE].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

En qualité de vice-président, préside : les séances des 10 mai 1960, 11 mai 1960, 14 juin 1960 (après-midi), 30 juin 1960 (matin), 12 juillet 1960 (après-midi), 19 juillet 1960 (après-midi), 20 juillet 1960 (après-midi), 21 juillet 1960 (soir), 22 juillet 1960 (après-midi), 23 juillet 1960 ; les séances des 18 octobre 1960, 9 novembre 1960, 16 novembre 1960, 17 novembre 1960, la première partie de la séance du 25 novembre 1960 (matin), la première partie de la séance du 28 novembre 1960 (soir), la séance du 7 décembre 1960, la première séance du 13 décembre 1960 ; demande au Sénat d'observer une minute de silence à la mémoire de ceux qui sont morts en Algérie, le 11 et le 12 décembre 1960 (p. 2334).

**Question orale :**

**M. Georges Portmann** rappelle à *M. le ministre des armées* que les étudiants en médecine sont irrévocablement mobilisés dès qu'ils atteignent l'âge de vingt-sept ans et ne peuvent obtenir le moindre sursis pour terminer l'année scolaire en cours ; qu'il leur est, d'autre part, interdit de se présenter aux examens après leur incorporation ; que la rigueur aveugle de ces dispositions leur fait perdre le bénéfice de l'année commencée, alors que les études médicales sont déjà fort longues et coûteuses ; que, par ailleurs, l'armée ne peut les utiliser comme médecins s'ils n'ont atteint le total de vingt inscriptions. Il lui demande si, conformément aux vœux de la faculté et du service de santé militaire, il compte prendre rapidement les mesures nécessaires pour faire cesser cette situation inique [11 octobre 1960] (n° 235). — Réponse [6 décembre 1960] (p. 2206).

**Interventions :**

Répond à *M. Dailly* au sujet du rappel au règlement formulé par ce dernier lors de la discussion du projet de loi relatif au remboursement des propriétés rurales [30 juin 1960] (p. 613). — **Projet de loi portant création d'une école nationale de la santé publique** [7 juillet 1960] (p. 789-790).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1666, 1680 et 1682). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1931). — Discussion de sa question orale n° 235 [6 décembre 1960] (p. 2206). — Ratification d'amendements à la convention créant l'**organisation mondiale de la santé** [6 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2220).

**PRELOT (M. MARCEL)** [Doubs].

*Est élu membre* du conseil d'administration du bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles [10 mai 1960].

*Est nommé vice-président* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

**Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, a) sur les propositions de résolution : 1° de *M. Jean Bertaud* et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 9 et 12 du règlement du Sénat ; 2° de *M. André Méric* et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 39 du règlement du Sénat ; b) tendant à modifier certains articles du règlement du Sénat [6 juillet 1960] (n° 251).

**Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi constitutionnelle, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution [16 décembre 1960] (n° 127). — **Rapport**, fait au nom de la commission des lois

constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi constitutionnelle, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution [16 décembre 1960] (n° 136).

**Interventions :**

**Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 4 : défend son amendement n° 3 rectifié (p. 746, 747, 748). — Prend la parole pour un rappel au règlement (p. 755). — Projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la **Fédération du Mali** et avec la **République malgache** [11 juillet 1960] (p. 827-828). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [21 juillet 1960]. — Discussion des articles. Art. 4 : défend l'amendement n° 1 de *M. Claudius Delorme* (p. 1034).

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : sur l'amendement (n° 74) de *M. Soudant* (p. 1300). — Présente le rapport de la commission des lois sur des propositions de résolution tendant à modifier certains articles du **règlement du Sénat** [27 octobre 1960] (p. 1383). — Art. 5 : observations sur l'amendement n° 1 de *M. Bertaud* (p. 1386 à 1388). — **Projet de loi portant création d'une bourse d'échanges de logements** [27 octobre 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement n° 1 (p. 1401). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — JUSTICE [21 novembre 1960] (p. 1733). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1794 et 1825). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1933). — **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 28 de la Constitution** [16 décembre 1960]. — Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2413, 2414). — Comme rapporteur de la même commission, dans la discussion générale, en deuxième lecture, du précédent projet [16 décembre 1960] (p. 2436, 2437). — Son amendement n° 1 (p. 2437).

**PRETRE (M. HENRI)** [Haute-Saône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Interventions :**

**Projet de loi tendant à créer certaines mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme** [3 mai 1960]. — Discussion générale (p. 131). — **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1039 et 1040).

## R

**RABOUIN (M. ETIENNE)** [Maine-et-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

**Proposition de loi** tendant à modifier les articles 1094 et 1098 du code civil relatif aux donations entre époux [9 novembre 1960] (n° 37).

**RAPUZZI (Mlle IRMA)** [Bouches-du-Rhône].

*Est nommée membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Question orale avec débat de *M. Bardol* relative à la situation de l'**industrie charbonnière française** (n° 40) [21 juin 1960] (p. 439-440).

**Projet de loi de finances pour 1961** [16 novembre 1960]. — Art. 6 : demande au Gouvernement de renoncer à l'augmentation de la taxe de connaissance (p. 1583). — Art. 6 bis : s'oppose à l'insertion de cet article proposée par le Gouvernement (p. 1593 et 1594), et au texte amendé par la Commission (p. 1595). — Dans la suite de la discussion [17 novembre 1960]. — Art. 14 : défend son amendement (n° 3 rectifié) (p. 1611 à

1613); demande que l'on passe au vote et maintient son texte (p. 1615 et 1616). — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1787). — ÉDUCTION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, en remplacement de M. Auberger (p. 1802). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1845, 1853 et 1858); défend son amendement (n° 51) au nom de la commission des finances (p. 1863). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2175, 2176, 2183). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — Deuxième lecture [8 décembre 1960]. Art. 14: amendement n° 10 (p. 2265).

**RAYBAUD (M. JOSEPH)** [Alpes-Maritimes].

*Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960]. — Est élu membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].*

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960]. — Est élu membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].*

**Dépôt législatif :**

*Proposition de loi portant suppression des droits dits « de bandite » [16 décembre 1960] (n° 128).*

**Questions orales :**

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre de l'agriculture* de bien vouloir lui indiquer les raisons qui l'ont déterminé à prendre la circulaire du 12 février 1960 relative au mode de calcul du taux des subventions pour travaux d'alimentation en eau potable, qui commente de façon restrictive les dispositions de l'arrêté interministériel du 11 février 1960 puisque, en pratique, elle tend à aggraver le taux de réduction de la subvention [10 mai 1960] (n° 143). — Réponse [14 juin 1960] (p. 337). — **M. Joseph Raybaud** attire l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur les dispositions de l'article 30 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 portant réforme du contentieux fiscal et divers aménagements fiscaux, laissant aux chambres départementales d'agriculture la liberté de déterminer leurs besoins financiers à charge pour le ministère de tutelle d'en assurer la couverture par la détermination du nombre de décimes supplémentaires à la contribution financière des propriétés non bâties. Or, un décret de *M. le ministre des finances et des affaires économiques*, en date du 4 avril 1960, a décidé que le montant des décimes à recouvrer pour 1960 serait égal à celui de 1959. Il observe que ce décret lui paraît contrevenir aux dispositions de l'article 30 de la loi du 28 décembre 1959 susvisée en limitant, de façon unilatérale, les ressources des chambres départementales d'agriculture, et lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il entend arrêter, en accord avec *M. le ministre de l'agriculture*, pour respecter la liberté des chambres d'agriculture dans ce domaine, liberté expressément reconnue par le législateur [16 juin 1960] (n° 181). — Réponse [5 juillet 1960] (p. 673-674).

**M. Joseph Raybaud** rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* que les problèmes de distribution d'eau et d'assainissement dans les villes ne peuvent être dissociés de ceux qui sont posés par la construction de nouveaux logements et par la nécessité d'une modernisation progressive de l'habitat existant; il lui demande s'il ne pense pas qu'il est opportun de donner une vue générale de ce problème dont, jusqu'à présent, le Parlement n'a eu à connaître que d'aspects fragmentaires et à cet effet s'il lui paraît possible d'indiquer, année par année, le montant des travaux de distributions d'eau urbaines et d'assainissement réalisés depuis 1945 avec ou sans subventions de l'Etat et de faire connaître les projets à réaliser au cours des quatre prochaines années [6 juillet 1960] (n° 197). — Réponse [18 octobre 1960] (p. 1263, 1264 et 1265).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre de l'information* de bien vouloir lui indiquer les raisons qui ont déterminé ses services à organiser une émission sur « la disparition de la Côte d'Azur » pour le 4 juillet 1960 [12 juillet 1960] (n° 205).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de bien vouloir lui définir la politique d'encouragement au yachting qu'il entend poursuivre sur les côtes de France en général et en Méditerranée en particulier, en vue de développer et d'équiper des ports de plaisance [22 juillet 1960] (n° 211). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1352 à 1354).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de bien vouloir lui préciser les raisons qui retardent la construction du « centre d'apprentissage de jeunes filles F 1138 » à Nice, pour lequel une propriété a déjà été acquise [22 juillet 1960] (n° 212). — Réponse [18 octobre 1960] (p. 1268 et 1269).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* les mesures qu'il compte adopter pour permettre au transport routier de marchandises de connaître une expansion en rapport avec le développement de l'activité économique générale. Il désirerait connaître en particulier: 1° l'importance des contingents dits « d'expansion » qu'il a l'intention d'accorder aux transporteurs des catégories 6 à 9 définies par l'arrêté ministériel du 20 février 1959; 2° les critères de répartition qui seront adoptés, d'une part, entre les différentes catégories de demandeurs et, d'autre part, sur le plan géographique [11 octobre 1960] (n° 237).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de bien vouloir lui préciser quelles sont ses intentions sur la poursuite des travaux d'électrification de la voie ferrée sur la section Marseille-Cannes-Antibes-Nice-Menton [25 octobre 1960] (n° 249).

**Question orale avec débat :**

**M. Joseph Raybaud** attire l'attention de *M. le Premier ministre* sur l'émotion qu'a suscitée dans les départements riverains de la Méditerranée le projet d'immersion des déchets de l'usine atomique de Marcoule dans les eaux situées entre la Corse et la Côte d'Azur. Malgré les assurances données par le commissariat à l'énergie atomique, cette opération, selon la thèse de certaines personnalités particulièrement compétentes, ne serait pas sans danger. D'autre part, la seule éventualité d'un risque à courir peut causer un grave préjudice à une région dont le tourisme est l'une des principales ressources. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne lui paraît pas sage de différer l'exécution de ce projet tant qu'il n'est pas reconnu d'une façon catégorique que la solution envisagée ne peut entraîner aucune conséquence fâcheuse [13 octobre 1960] (n° 71). — Réponse [3 novembre 1960] (p. 1432 et suiv.).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale n° 143 (cf. *supra*) [14 juin 1960] (p. 38). — Question orale avec débat de *M. Pisani*, relative au ramassage scolaire [14 juin 1960] (p. 346-347). — **Projet de loi d'orientation agricole** [28 juin 1960]; prend la parole pour s'opposer à l'amendement n° 48 de *M. Deguise*, proposé en commission par *M. Golvan* (p. 583-584). — **Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 637 à 641). — Réponse du ministre à sa question orale n° 181 (cf. *supra*) [5 juillet 1960] (p. 674). — Question orale avec débat n° 45 de *M. Pisani* sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 969). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960]. Art. 28: amendement n° 15 (p. 996).

**Interventions :**

Sa question orale (n° 197) relative aux **problèmes de distribution d'eau et d'assainissement dans les villes** [18 octobre 1960] (p. 1264). — Sa question orale (n° 212) sur le **centre d'apprentissage de jeunes filles de Nice** [18 octobre 1960] (p. 1269). — Sa question orale (n° 24) relative à l'encouragement à la **navigation de plaisance** [25 octobre 1960] (p. 1353, 1354). — Sa question orale avec débat concernant l'**immersion de déchets radioactifs** [3 novembre 1960] (p. 1429, 1430). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — **AFFAIRES CULTURELLES** [23 novembre 1960] (p. 1830). — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1830). — **AGRICULTURE** [24 novembre 1960] (p. 1899).

**REPIQUET (M. GEORGES)** [La Réunion].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [6 octobre 1960].

**Intervention :**

**Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer**. — Discussion générale [13 juillet 1960] (p. 891).

**RESTAT (M. ETIENNE)** [Lot-et-Garonne].

Est élu membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi d'orientation agricole [20 juillet 1960].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Question orale :**

**M. Etienne Restat** expose à *M. le Premier ministre* qu'au cours du mois de septembre 1959 des pluies diluviennes ont détruit des ponts et routes dans le Sud-Ouest de la France. Une question orale avait été posée, le 8 octobre, à *M. le Premier ministre*. Un débat a eu lieu, le 15 octobre, et des engagements avaient été pris, le Gouvernement indiquant qu'un projet de loi serait déposé permettant d'accorder aux collectivités locales le concours de l'Etat pour la réparation des dégâts. La caisse des dépôts et consignations sollicitée par lesdites collectivités en vue d'accorder des emprunts pour la restauration des ouvrages détruits s'est, jusqu'à ce jour, refusé de les accorder tant que les subventions ne seraient pas accordées par l'Etat. Cela revient à dire qu'aucune restauration n'a pu être effectuée et que les ponts et routes sont toujours dans le même état. En avril et en mai 1960 et dans les mêmes régions, des dégâts importants ont été causés par les gelées printanières, et quelques jours plus tard, un violent orage de grêle s'est abattu causant des dégâts considérables qui, après ces gelées, occasionnent des pertes agricoles qui peuvent se chiffer de 90 à 100 p. 100. Il demande, en conséquence : 1° A quel moment le projet de loi promis pourra être présenté au Parlement en vue d'accorder les crédits nécessaires permettant d'une part aux collectivités de les percevoir et, d'autre part, par voie de conséquence, à la caisse des dépôts et consignations d'accorder les prêts complémentaires ; 2° quelles mesures compte prendre le Gouvernement en ce qui concerne les dégâts occasionnés au début de l'année par les gelées et les orages de grêle pour venir en aide aux agriculteurs sinistrés ; 3° les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas envisagé d'inclure dans sa loi d'orientation agricole la création d'une caisse des calamités agricoles [17 mai 1960] (n° 148). — Réponse [14 juin 1960] (p. 339).

**Interventions :**

Projet de loi tendant à créer certaines mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme [3 mai 1960]. — Discussion des articles (p. 136). — Réponse du ministre à sa question orale n° 148 (cf. supra) [14 juin 1960] (p. 340). — Projet de loi d'orientation agricole [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 475). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement de *M. Deguise* tendant à remplacer le dernier alinéa de l'article par d'autres dispositions (p. 493). — Art. 2 bis (nouveau) : observations sur le sous-amendement de *M. Sempé* (p. 500-501). — Art. 19 bis : défend son amendement (n° 81) (p. 564 et 565). — Art. 35 bis (nouveau) : intervient sur l'amendement n° 51 de *M. Deguise* concernant la garantie contre les calamités agricoles (p. 588) ; explique son vote sur le même sujet (p. 589) ; intervient au sujet du déroulement ultérieur du débat (p. 594). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. additionnel 1<sup>er</sup> ter (nouveau) concernant l'article 20 du code rural ; prend la parole sur la demande de renvoi de l'amendement n° 43 de *M. Lallo* (p. 608). — Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales, deuxième lecture [18 juillet 1960]. — Art. 15 : amendement n° 11 (p. 933). — Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole [19 juillet 1960]. — Art. 28 : amendement n° 15 (p. 999).

**RIBEYRE (M. PAUL)** [Ardèche].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

Proposition de loi, tendant à harmoniser la législation applicable aux départements français métropolitains et extramétropolitains, sous-équipés et sous-développés, afin de faciliter l'implantation ou le développement d'industries destinées à fixer la main-d'œuvre locale et à élever le niveau de leurs revenus [26 avril 1960] (n° 152). — Proposition de loi, tendant à la création d'une caisse nationale de retraite pour les maires et adjoints [30 juin 1960] (n° 229). — Retirée le 17 novembre 1960.

**Questions orales :**

**M. Paul Ribeyre** expose à *M. le Premier ministre* que le décret n° 55-875 du 30 juin 1955, relatif à l'institution d'une prime spéciale d'équipement, accorde indistinctement cet avantage aux localités « qui souffrent de sous-emploi grave et permanent » ou à celles qui ont « un développement économique insuffisant ». Dans le cadre de ce décret, de nombreuses zones critiques ou zones spéciales de conversion ont été définies. Elles intéressent généralement les zones industrielles menacées par le chômage et la récession de certaines industries. Il ne semble pas, par contre, qu'un effort particulier ait été entrepris pour les localités « qui souffrent d'un développement économique insuffisant » et qui de ce fait sont en voie de dépopulation. Si l'on prend le cas de l'Ardèche, on constate que malgré un taux de naissances particulièrement élevé, la population de ce département est revenue en un siècle de 380.000 à 250.000 habitants, alors que pendant la même période l'ensemble de la population française augmentait considérablement. Faute d'offres d'emploi suffisantes, la jeunesse continue son exode vers les centres industriels, si bien qu'aujourd'hui la densité de la population de ce département, au kilomètre carré, n'est plus que de 45 habitants — contre 140 en Grande Kabylie. Ces chiffres et ces noms soulignent combien l'Ardèche, qui se classe après certains départements algériens admis à bénéficier de primes et d'avantages particulièrement importants, correspond bien au critère du « développement économique insuffisant ». Il demande, en conséquence, qu'un arrêté admette l'Ardèche, dans son ensemble, au bénéfice de la législation sur les zones critiques, tout retard ne pouvant qu'être préjudiciable à ce département sous-équipé, car il décourage les industriels et empêche la réalisation de projets de décentralisation ou d'extension, en instance à la préfecture [21 décembre 1959] (n° 123). — Réponse [10 mai 1960] (p. 159-160). — **M. Paul Ribeyre** expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que les coopératives fruitières de l'Ardèche ont subi d'importants préjudices, à la suite de nombreux retards de livraison provoqués par la S. N. C. F., au cours de ces dernières semaines, malgré les horaires garantis. Les wagons frigorifiques retardés de 48 à 72 heures n'ont pu, faute de glace, préserver la qualité des fruits exportés, notamment sur l'Allemagne. La dépréciation injustifiée de la production livrée dans des conditions extrêmement défavorables risque de ruiner les efforts des producteurs français qui avaient conquis la première place sur cet important marché. Sur le marché français, les conséquences sont aussi graves, car les livraisons désordonnées ont provoqué un effondrement des cours et obligé les coopératives à resserrer les fruits au départ, par suite de la défaillance des acheteurs qui avaient dû réceptionner en une fois des quantités normalement échelonnées sur plusieurs jours. Ces conséquences sont d'une gravité exceptionnelle pour les exploitations familiales de ce département qui se classe parmi les meilleurs producteurs de fruits. C'est pourquoi il demande que les coopératives intéressées obtiennent les indemnités que justifient non seulement le préjudice subi, mais aussi la confiance qu'elles témoignent à la S. N. C. F. en lui donnant la préférence pour assurer le transport de la production fruitière régionale [30 juin 1960] (n° 190). — Réponse [9 juillet 1960] (p. 952). — **M. Paul Ribeyre** expose à *M. le ministre de l'information* que la large audience de la télévision constitue l'un des moyens les plus efficaces pour faire connaître à l'opinion les grands problèmes nationaux. Parmi ceux-ci, la décentralisation et la lutte à mener contre la dépopulation de nombreux départements français constituent sans nul doute l'un des impératifs de notre politique sur lequel s'est faite l'unanimité nationale. Il lui demande si, lors de l'établissement des programmes de télévision, une place de choix ne peut être réservée à l'exposition de ces grands problèmes. Les reportages nombreux et intéressants qu'ils permettent seraient en mesure de mieux faire connaître aux habitants des centres industriels et aux chefs d'entreprises les possibilités d'accueil que leur offre un grand nombre de régions françaises trop injustement méconnues. Ces émissions qui pourraient être faites en liaison avec les ministères chargés de ces problèmes serviraient non seulement le développement industriel de ces départements, mais aussi leur expansion touristique en leur faisant ainsi connaître aux populations des grands centres urbains [30 juin 1960] (n° 191). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1236 et 1237).

**M. Paul Ribeyre** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la lutte contre la dépopulation doit comporter parmi ses objectifs immédiats la remise en valeur des petites communes rurales pour lesquelles chaque recensement révèle une diminution constante de la population active. La renaissance de ces communautés en déclin dépend non seulement de l'amélioration des équipements collectifs, mais aussi de la recherche des solutions pratiques susceptibles de leur apporter des ressources supplémentaires par la venue d'une population nouvelle qui y dépenserait une part de ses revenus. Il faut considérer, en effet, que beaucoup de communes rurales, classées



généralement économiquement faibles, sont situées en montagne et présentent un agrément résidentiel certain, permettant la création de centres de repos, de colonies de vacances, de camping, etc., dans d'excellentes conditions climatiques et capables d'attirer les couches de la population qui recherchent les séjours de vacances peu coûteux. Les mesures à envisager doivent donc contribuer à amener vers ces communes, de façon épisodique ou durable, des estivants et des retraités. Un texte abrogé en 1945 prévoyait un supplément d'allocation pour les vieux travailleurs qui quittaient une agglomération importante. Un semblable effort ne pourrait-il être entrepris aujourd'hui. Mais pour accueillir ce supplément de population, il importe que ces communes puissent disposer d'un équipement immobilier minimum. Certes, dans les localités d'où la vie se retire, des maisons sont souvent abandonnées. Moyennant quelques travaux, elles pourraient être mises à la disposition des retraités et des vacanciers. Mais l'aide actuelle de l'Etat, pour le financement de tels travaux, est insuffisante. En outre, dans certains cas, il est plus économique de reconstruire plutôt que de réparer des bâtiments vétustes et peu hospitaliers. Pour toutes ces raisons, il demande si une étude d'ensemble peut être entreprise afin : 1° d'accorder des avantages spéciaux aux retraités qui fixeront leur domicile dans une commune classée économiquement faible ou située dans une zone spéciale d'action rurale ; 2° d'étendre la législation sur l'amélioration de l'habitat rural à l'aménagement et à la création de locaux de séjours de vacances, de repos et de santé répondant aux conditions requises pour organiser ces séjours ; 3° de prendre les mesures nécessaires en faveur de ces réalisations (prêt à long terme, exonération d'impôts et taxes) ; 4° d'étendre le bénéfice de la prime à la construction aux immeubles destinés à devenir un gîte rural [7 juillet 1960] (n° 198). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1232 et 1233).

**M. Paul Ribeyre** expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que les communes économiquement faibles définies par l'article 3 du décret n° 49-1197 du 24 août 1949 bénéficient de certains avantages en vue de favoriser leur équipement. Mais il ne suffit pas d'améliorer l'habitat, de parfaire l'équipement en eau et en électricité, de construire routes et chemins, il faut aussi dans le même temps créer des ressources nouvelles susceptibles de permettre à ces communes d'assumer les charges entraînées par l'amélioration de l'habitat et les progrès de l'équipement. Or, dans les textes les concernant, rien n'est prévu pour favoriser les équipements rentables au premier rang desquels il faut placer le tourisme. Au niveau des communes économiquement faibles et des petites communes en général, la création de grands hôtels ne peut être que l'exception. Par contre le développement du tourisme social et familial qui exige l'installation de nombreux gîtes ruraux et l'aménagement de terrains de camping peut y être valablement encouragé. Cette formule a en effet le mérite d'être parfaitement adaptée à la situation particulière de ces communes et de permettre à de nombreux citoyens aux ressources modestes de profiter, eux aussi, de leurs congés. C'est pourquoi il serait souhaitable d'aider au maximum, dans les communes économiquement faibles et plus généralement dans celles comprises dans les zones spéciales d'action rurale, la construction de gîtes ruraux et l'équipement destiné au camping populaire. Ces communes seraient ainsi en mesure d'accueillir une population saisonnière dont la présence contribuerait au développement du commerce local et de l'ensemble des activités communales. Dans ce but, il demande si, compte tenu de leur très faible incidence budgétaire et des avantages appréciables que les communes les plus déshéritées peuvent en attendre, les mesures suivantes peuvent être prises : 1° étendre aux gîtes neufs les dispositions concernant les gîtes ruraux, que ces constructions soient ou non attenantes à des exploitations agricoles ; 2° compléter, par des prêts à long terme, les avantages actuellement accordés pour que ceux-ci puissent attendre 75 p. 100 des devis présentés ; 3° pendant la période d'amortissement régulier, exonérer les propriétaires de l'impôt frappant le produit des locations dont le caractère social est indiscutable, et notamment, de la patente de loueurs en meublés [7 juillet 1960] (n° 199). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1237 à 1239).

**M. Paul Ribeyre** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le taux de la Caisse nationale d'épargne est ramené de 3 p. 100 à 2,80 p. 100 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961. Le montant des fonds déposés étant de l'ordre de 2.600 milliards d'anciens francs, c'est donc 5,2 milliards que percevront en moins les épargnants français, au cours de 1961. Cette décision serait prise en application de la politique financière actuelle qui tend à réduire l'intérêt de l'argent afin de diminuer les charges des emprunteurs. Il s'étonne qu'une telle explication puisse être donnée. En effet, les fonds des épargnants, conformément à la loi du 24 juin 1950, sont prêtés, pour la plus grande partie, aux collectivités locales pour leur équipement collectif (adduction d'eau, électrification, écoles, routes, etc.). Ce taux est généralement de 5,50 p. 100. Il apparaît ainsi que

la caisse des dépôts et consignations, bien qu'elle gère gratuitement ces fonds, n'en dégage pas moins un bénéfice important qu'elle reverse en grande partie au Trésor (20 milliards en 1959). Aussi, même si le taux des prêts consentis aux collectivités locales est abaissé — ce qui est non seulement souhaitable, mais parfaitement logique compte tenu de l'importance des bénéfices réalisés sur les fonds des épargnants — il semblerait injuste de faire supporter à ces derniers la charge de l'opération financière envisagée. Il y a lieu de redouter au surplus que cette baisse du taux de l'intérêt accordé aux épargnants ne les détourne vers d'autres placements plus rentables. De ce fait, on assistera à une diminution des disponibilités de la caisse des dépôts et consignations, diminution provenant du ralentissement des dépôts, voire de leurs retraits. En définitive, c'est le montant global des prêts consentis aux collectivités locales qui diminuera. Cette perspective, qui va à l'encontre de la satisfaction des besoins croissants des départements et des communes, doit être prise d'autant plus sérieusement en considération que depuis quelques mois on constate une réduction des dépôts. Pour toutes ces raisons qui semblent déterminantes puisque les épargnants, les collectivités locales et la caisse des dépôts elle-même en seraient les principales victimes, il demande : 1° que le revenu des épargnants français ne fasse pas l'objet de la diminution envisagée ; 2° que, compte tenu de l'important boni réalisé sur les fonds des épargnants, une étude financière précise soit entreprise afin de baisser le taux des emprunts des collectivités locales [9 novembre 1960] (n° 256). — Réponse le 13 décembre 1960 (p. 2337).

**M. Paul Ribeyre** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'à la suite des graves inondations qui ont ravagé le Sud-Est et le Centre de la France, de nombreux ouvrages d'art, des équipements publics et privés ont été détruits, alors que dans ces régions déshéritées le niveau de l'équipement est encore notoirement insuffisant. Afin d'apporter une aide efficace et rapide aux communes sinistrées et de reconstruire les patrimoines, il demande que des crédits de subvention et des prêts leur soient accordés par priorité. Pour le financement, il suggère que les ressources nécessaires soient dégagées sur le bénéfice réalisé, chaque année par l'Etat, sur les dépôts effectués dans les caisses d'épargne. En effet, les fonds versés par les épargnants sont gérés par la caisse des dépôts et consignations qui les replace à un taux plus rémunérateur. La différence entre ces deux taux correspond à des bénéfices importants et c'est ainsi qu'en 1959, vingt milliards de francs ont été reversés au Trésor. Il serait cependant souhaitable que les bénéfices réalisés sur les fonds des épargnants français soient affectés aux collectivités locales, comme le sont déjà les dépôts, conformément à la loi du 24 juin 1950. Il serait ainsi possible de venir rapidement en aide aux communes sinistrées et cette œuvre de solidarité nationale serait le complément indispensable et logique d'une législation qui prévoit que les fonds des caisses d'épargne doivent servir au développement de l'équipement des collectivités locales [13 octobre 1960] (n° 241).

**M. Paul Ribeyre** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que sa récente décision n° 60-149 du 28 octobre 1960 portant intervention sur le marché de la châtaigne accorde une aide de 0,10 nouveau franc par kilogramme aux exportations de ces fruits. Il s'étonne qu'une telle décision puisse être présentée aux producteurs de châtaignes comme devant apporter une grande amélioration à leur situation. Cette aide, en effet, est accordée aux producteurs qui effectuent une exportation de marrons et châtaignes d'un tonnage minimum de 10 tonnes. Or, cette catégorie de producteurs n'existe pratiquement pas. L'effort financier du fonds de garantie sera donc insignifiant puisque son intervention n'aura pas souvent à s'exercer. Les « groupements de producteurs » bénéficieront également de ces dispositions, mais les coopératives qui pourraient obtenir ces avantages ne traitent, selon les chiffres fournis par l'Union corporative des expéditeurs et exportateurs de fruits et légumes de l'Ardèche, qu'un tonnage équivalant à 10 p. 100 de la production. C'est dire le résultat insuffisant d'une décision qu'il conviendrait, pour cette raison, de modifier sérieusement afin de lui donner l'efficacité qu'en attendaient légitimement l'ensemble des producteurs et tous ceux qui assurent l'écoulement de la production. Il est regrettable que cette décision, qui ne touchera que peu de producteurs, ait également omis le commerce puisque le but de la subvention est de développer les possibilités de vente des marrons et châtaignes ainsi que l'amélioration des cours sur les marchés de la production. Faut-il, une fois de plus, rappeler que les cours relativement bas pratiqués sur le marché français sont motivés par le fait que le marché de consommation intérieur se trouve dans l'impossibilité d'absorber la totalité de la production par suite de la concurrence massive de marrons d'Italie (200.000 kilogrammes importés pour la seule journée du 4 novembre !). C'est donc ce problème qui devrait avoir la priorité. Il n'en demeure pas moins que des facilités, comme celle prévue par la décision du 28 oc-

tobre, devraient permettre, sans nul doute, de trouver des débouchés nouveaux, à la condition, cependant, que l'aide à l'exportation soit plus efficace. Aussi serait-il indispensable que l'ensemble du commerce ne soit pas tenu à l'écart de ces dispositions. Les exportateurs seraient ainsi en mesure de pratiquer sur les marchés de production des cours mieux soutenus, dont tous les producteurs, sans discrimination, bénéficieraient. Pour ces raisons, il demande que la décision soit révisée d'urgence pour : 1° ramener à un niveau raisonnable le tonnage minimum imposé aux producteurs pour leur accorder le bénéfice de la prime et lui retirer ainsi son caractère illusoire ; 2° étendre le bénéfice de cette prime à l'ensemble du commerce dont le rôle est déterminant pour l'écoulement de cette production [24 novembre 1960] (n° 262). — Réponse le 13 décembre 1960 (p. 2341).

#### Question orale avec débat :

**M. Paul Ribeyre** expose à *M. le Premier ministre* que les dernières statistiques démographiques soulignent la forte expansion de l'ensemble de la population française qui de 1954 à 1960 est passée de 42.900.000 habitants à 45.355.000. Il constate, par contre, que pendant la même période les onze départements suivants ont continué à se dépeupler : Ardèche, Cantal, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord, Creuse, Loir-et-Cher, Lot, Lozère, Mayenne, Haute-Vienne ; cinq autres ont maintenu leur population de 1954 : Basses-Alpes, Ariège, Cher, Dordogne et Nièvre. Ces migrations intérieures se sont faites vers les grands centres industriels et en premier lieu vers la région parisienne qui, malgré les mesures prises pour freiner son accroissement et inciter les industriels à se décentraliser, reçoit actuellement un provincial toutes les quatre minutes. Il demande quelle politique d'ensemble le Gouvernement entend suivre pour arrêter cet exode de population si nuisible à l'économie générale de la France, et s'il ne lui semble pas qu'une solution valable et équitable consisterait à donner à ces départements l'impulsion économique accordée aux départements extramétropolitains par les décrets du 24 avril 1959 et du 15 septembre 1959 [8 juillet 1960] (n° 61).

#### Interventions :

Réponse du ministre à sa question orale n° 123 (*cf. supra*) [10 mai 1960] (p. 160). — **Projet de loi tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion générale (p. 301 et 311). — Discussion des articles. — Défend son amendement tendant à faire bénéficier de la prime l'entreprise qui se décentralise et non pas le seul propriétaire, puis accepte de le reviser au bénéfice des observations du ministre (p. 318 et 319). — Suite de la discussion des articles [14 juin 1960]. — Art. 7 : propose de compléter cet article (p. 364). — **Projet de loi d'orientation agricole** [24 juin 1960]. — Art. 5 : défend son amendement n° 64 (p. 519). — Art. 18 : défend son amendement n° 65 (p. 559 et 560). — Question orale n° 190 [19 juillet 1960] (p. 952).

Sa question orale n° 198 [11 octobre 1960] (p. 1233). — Sa question orale n° 191 [11 octobre 1960] (p. 1236 et 1237). — Sa question orale n° 199 [11 octobre 1960] (p. 1238 et 1239). — Sa question orale n° 256 [13 décembre 1960] (p. 2338). — Sa question orale n° 262 [13 décembre 1960] (p. 2342).

**RICHARD** (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**RITZENTHALER** (M. EUGÈNE) [Haut-Rhin].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi relatif aux assurances sociales des exploitants agricoles** [18 octobre 1960] (p. 1282). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1790). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1922).

**ROCCA-SERRA** (M. JEAN-PAUL DE) [Corse].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1961**. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1864).

**ROCHEREAU** (M. HENRI), **Ministre de l'agriculture** (Cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959 — Nomination du 18 mai 1959).

#### Interventions :

Répond aux questions orales de M. Roger Menu (n° 108) et de M. Charles Durand (n° 130), relatives aux **prestations d'alcool vinique** [10 mai 1960] (p. 163) ; de M. Sempé (n° 127) relative à l'utilisation de la **récolte du maïs** (p. 164) ; de M. Durieux (n° 129) relative aux **subventions pour amendements calcaires** (p. 165) ; de M. Léon David (n° 133) relative à l'aide aux **agriculteurs victimes des gelées** (p. 166). — Est entendu dans la discussion d'un projet de loi portant interdiction dans les départements de la **Martinique** et de la **Guyane** de la loi des 21 juin 1865, 22 décembre 1888 sur les **associations syndicales** [10 mai 1960]. — Discussion générale (p. 168). — Répond à la question orale de M. Joseph Raybaud (n° 143) relative au mode de **calcul du taux des subventions pour travaux d'alimentation en eau potable** [14 juin 1960] (p. 337, 338). — Est entendu dans la discussion du projet de loi d'**orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (n° 466) : observations sur l'article 24 (p. 480, 481, 482, 483, 484, 485). — Discussion des articles. — Intitulé : amendement de M. Georges Boulanger tendant à remplacer l'intitulé (p. 487). — Art. A : observations (p. 487) ; amendement de M. Deguise (rédaction différente de l'art. A) (p. 488) ; sous-amendement rédactionnel de M. Sempé (p. 488). — Art. 1<sup>er</sup> : acceptation de l'amendement rédactionnel de M. Houdet (p. 488) ; acceptation de l'amendement rédactionnel de M. Deguise (p. 488) ; s'oppose à l'amendement de M. Bardol tendant à compléter le paragraphe 2 (p. 489) ; acceptation de l'amendement de M. de Montalembert (p. 489) ; acceptation de l'amendement de M. Deguise sur le septième alinéa (p. 490) ; acceptation des amendements de M. Deguise sur le huitième alinéa (p. 490) et le neuvième alinéa (p. 490) ; acceptation de l'amendement de M. Houdet supprimant les deux derniers alinéas (p. 491) ; intervient sur l'amendement de M. Deguise tendant à une autre rédaction du dernier alinéa (p. 492, 493). — Intitulé entre l'art. 1<sup>er</sup> et l'art. 1<sup>er</sup> bis : acceptation de l'amendement de M. Georges Boulanger tendant à insérer cet intitulé (p. 495). — Art. 1<sup>er</sup> bis (nouveau) : observations sur l'amendement de M. Deguise tendant à une rédaction différente (p. 496, 497). — Art. 2 : amendement rédactionnel de M. Houdet (p. 498). — Art. 2 bis (nouveau) : amendement rédactionnel de M. Deguise et sous-amendement de M. Sempé (p. 499). — Amendement de M. Tinant tendant à insérer un article additionnel 2 quater (nouveau) : observations (p. 503). — Art. 3 : acceptation de l'amendement de M. Armengaud tendant à une rédaction différente du 1<sup>er</sup> alinéa (p. 504) ; acceptation de l'amendement rédactionnel de M. Armengaud portant sur le troisième alinéa (p. 504) ; acceptation de l'amendement rédactionnel de M. Armengaud tendant à compléter le quatrième alinéa (p. 505) ; opposition à l'amendement de M. Bardol tendant, après le 4<sup>e</sup> alinéa, à insérer un alinéa 2<sup>o</sup> bis. — Art. 4 : observations sur l'amendement rédactionnel de M. Sempé (p. 506, 507) ; intervient sur l'amendement rédactionnel de M. Errecart (p. 507, 508) ; intervient sur la rédaction de l'article 4, qui est réservé (p. 512). — Art. 4 bis : observations sur l'amendement n° 75 de M. Houdet (p. 513). — Art. 5 ter : observations sur l'amendement n° 76 de M. Houdet (p. 514). — Art. 4 : observations sur l'amendement n° 95 de M. Boulanger (p. 516) ; observations sur l'amendement n° 136 (p. 516). — Art. 5 : observations sur l'amendement n° 85 rectifié de M. Sempé (p. 517, 518) ; observations sur l'amendement n° 4 de M. Bardol (p. 519) ; observations sur l'amendement n° 64 de M. Ribeyre (p. 519) ; observations sur l'amendement n° 23 de M. Deguise (p. 520) ; observations sur l'amendement n° 62 de M. Armengaud (p. 520). — Art. 5 bis : observations sur l'amendement n° 24 de M. Deguise (p. 521). — Art. 5 quater : observations sur l'amendement n° 96 de M. Boulanger (p. 522). — Intervient sur l'article 6 (p. 523). — Art. 8 ter : défend son amendement n° 138 (p. 524, 525). — Art. 9 : observations sur l'amendement n° 125 de M. Noury (p. 527). — Art. 9 ter : observations sur l'amendement n° 29 rectifié de M. Deguise (p. 531). — Art. 12 : intervient sur cet article (p. 533) ; observations : sur l'amendement n° 31 de M. Deguise (p. 534) ; sur les amendements n° 32 et 103 (p. 536) ; sur l'amendement n° 126 rectifié bis (p. 537, 538). — Art. 13 : observations sur l'amendement n° 33 de M. Deguise (p. 538, 539). — Art. 14 : observations sur l'amendement n° 104 de M. Boulanger (p. 539, 540). — Art. 15 bis : observations sur l'amendement n° 34 de M. Deguise (p. 540, 541). — Répond à la question orale (n° 162) de M. Périquier relative à la **situation des vins hors quantum** [28 juin 1960] (p. 549). — Dans la suite de la discussion des articles du projet de loi d'**orientation agricole**, présente des observations sur l'amendement n° 105, à l'article 16 (p. 551) ; puis sur l'amendement n° 107 (p. 552) ; puis sur l'amendement n° 35 (p. 554). — Art. 18 :

défend son amendement n° 120 (p. 556 et 557) ; observations sur les amendements n°s 37 et 65 (p. 560) ; observations sur l'amendement n° 67 de M. Molle (p. 561). — Art. 19 bis : observations sur l'amendement n° 39 de M. Deguise (p. 564). — Art. 20 : répond aux observations de M. Périquier sur cet article (p. 566) ; acceptation de l'amendement n° 77 de M. Houdet sur cet article (p. 566). — Art. 20 ter (nouveau) : acceptation de l'amendement n° 118 rectifié présenté par M. Dailly. — Art. 21 : s'oppose à l'amendement n° 130 de MM. Fosset et Boulanger (p. 568 et 569) ; répond aux observations de M. Boulanger sur le même amendement (p. 569) ; répond à une question de M. Sempé (p. 570) ; répond aux observations de M. Périquier (p. 570). — Art. 21 bis : prend la parole sur l'amendement n° 78 de M. Houdet tendant à insérer cet article additionnel (p. 571) ; répond à une question de M. Houdet concernant le même amendement (p. 571) ; s'oppose à l'amendement qui a été retiré, mais repris par la commission (p. 572). — Art. 23 : prend la parole dans la discussion commune des amendements n° 41 de M. Deguise, n° 5 de M. Bardol et n° 79 de M. Houdet (p. 575, 576) ; répond aux observations de M. Kauffmann sur le même sujet (p. 576) ; répond à une question de M. Grégory et aux observations de M. Deguise (p. 577) ; répond à une question de M. Courrière (p. 577) ; propose à la commission de prendre l'amendement de M. Houdet comme base de discussion (p. 577) ; prend la parole sur l'amendement n° 43 de M. Deguise (p. 578) ; répond aux observations de M. Blondelle sur le même sujet (p. 579). — Art. 23 A (nouveau) : accepte l'amendement n° 111 de M. Bertaud (p. 579). — Art. 23 bis (nouveau) : prend la parole sur l'amendement n° 44 de M. Deguise (p. 580). — Art. 24 bis (nouveau) : prend la parole sur l'amendement n° 134 de M. Desaché (p. 581) ; répond à une question de M. Desaché (p. 581). — Art. 26 : déclare irrecevable l'amendement n° 26 de M. Bardol supprimant les taxes d'abattage (p. 582). — Art. 26 bis (nouveau) : intervient sur la recevabilité de l'amendement n° 48 de M. Deguise, proposé en commission par M. Golvan (p. 584). — Art. 26 : répond à l'explication de vote de M. Guy Petit sur cet article (p. 585, 586). — Art. 28 : demande la suppression du paragraphe B de cet article (p. 586) ; répond à une question de M. Sempé concernant les abattoirs prévus au plan d'équipement (p. 586). — Art. 32 : défend son amendement n° 122 concernant l'article 549 du code rural (p. 588). — Art. 35 bis (nouveau) : repousse l'amendement n° 51 de M. Deguise concernant la garantie des calamités agricoles (p. 588). — Art. 35 ter : intervient sur l'amendement n° 57 de M. Pauzet modifiant l'article 679 du code rural (p. 590) ; demande le retrait du projet de l'ordre du jour de la séance du 29 juin 1960 (p. 600). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion générale (p. 604). — Art. 9 (nouveau) : accepte l'amendement n° 3 de M. du Halgouet (p. 605) ; repousse l'amendement n° 2 de M. Bardol (p. 605). — Art. 1<sup>er</sup> : repousse l'amendement n° 1 de M. Bardol (p. 605) ; repousse l'amendement n° 4 de M. du Halgouet (p. 606) ; prend la parole sur l'amendement n° 5 de M. du Halgouet tendant à insérer un article additionnel 1<sup>er</sup> bis concernant l'envoi en possession des nouvelles parcelles (p. 606) ; observations sur l'amendement 43 rectifié de M. Lalloy tendant à insérer un article additionnel 1<sup>er</sup> ter modifiant l'article 20 du code rural (p. 608) ; répond à M. Dailly sur le rappel au règlement formulé par ce dernier lors de la discussion du projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales [30 juin 1960] (p. 613 et 614) ; prend part à la suite de la discussion du projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales** [30 juin 1960] ; répond à MM. Beaujannot et Courrière lors de la discussion de l'amendement n° 43 (rectifié) de M. Lalloy (p. 615). — Art. 2 bis (nouveau) : accepte l'amendement n° 6 de M. du Halgouet (p. 616). — Art. 3 : accepte l'amendement n° 30 de M. Molle (p. 616). — Art. 3 bis (nouveau) : accepte l'amendement n° 7 de M. du Halgouet (p. 616). — Art. 4 : accepte l'amendement n° 31 de M. Molle (p. 617). — Art. 5 : accepte l'amendement n° 32 de M. Molle (p. 617). — Art. 6 bis (nouveau) : accepte l'amendement n° 28 de M. Soudant (p. 618) ; intervient sur l'amendement n° 8 de M. du Halgouet (p. 618) ; demande à MM. du Halgouet et Soudant de retirer leurs amendement n° 8 et sous-amendement n° 42 (p. 618, 619) ; accepte la première partie de l'amendement n° 8 de M. du Halgouet (p. 619). — Art. 8 : accepte l'amendement n° 33 de M. Molle (p. 619) ; accepte l'amendement n° 34 de M. Molle (p. 619). — Art. 8 bis (nouveau) : accepte l'amendement n° 9 de M. du Halgouet (p. 620). — Art. 8 ter (nouveau) : accepte les amendements n°s 10 et 35 de MM. du Halgouet et Molle (p. 621). — Art. 8 quater (nouveau) : accepte les amendements n°s 11 et 36 de MM. du Halgouet et Molle (p. 621). — Art. 8 quinquies (nouveau) : accepte les amendements n°s 12 et 37 de MM. du Halgouet et Molle (p. 621). — Art. 9 : accepte l'amendement n° 13 de M. du Halgouet (p. 622) ; demande à M. David de retirer son amendement n° 41 rectifié (p. 623) ;

accepte l'amendement n° 14 de M. du Halgouet (p. 623) ; accepte l'amendement n° 25 de Mme Crémieux (p. 623) ; repousse l'amendement n° 26 de Mme Crémieux (p. 623) ; accepte l'amendement n° 15 de M. du Halgouet (p. 624) ; répond à M. Courrière (p. 624) ; défend son amendement n° 44 (p. 624) ; accepte l'amendement n° 16 de M. du Halgouet (p. 624) ; s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 17 de M. du Halgouet (p. 624) ; accepte l'amendement n° 38 de M. Molle (p. 625) ; Art. 12 : repousse l'amendement n° 18 de M. du Halgouet (p. 625). — Art. 13 bis (nouveau) : repousse l'amendement n° 19 de M. du Halgouet (p. 626). — Art. 14 : répond à M. Durieux (p. 626). — Art. 15 : accepte l'amendement n° 39 de M. Molle (p. 627) ; accepte l'amendement n° 20 de M. du Halgouet (p. 627) ; repousse l'amendement n° 29 de M. Soudant (p. 628) ; accepte l'amendement n° 40 de M. Molle (p. 628) ; observations sur le rappel au règlement formulé par M. Dailly (p. 629). — Art. 16 (nouveau) : accepte l'amendement n° 23 de M. du Halgouet (p. 629). — Art. 17 (nouveau) : laisse le Sénat juge de sa décision sur l'amendement n° 24 de M. du Halgouet (p. 629). — Prend part à la discussion du projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 643, 644). — Discussions des articles : Art. 1<sup>er</sup> : accepte l'amendement n° 6 de M. Pams (p. 646). — Art. 2 (nouveau) : laisse le Sénat juge de sa décision sur l'amendement n° 1 de M. Driant (p. 646). — Art. 2 bis (nouveau) : accepte l'amendement n° 2 de M. Lalloy (p. 647, 648) ; observations à propos de l'amendement n° 3 de M. Lalloy (p. 650). — Art. additionnel 4 : accepte l'amendement n° 5 de M. Lalloy (p. 657). — Intervient sur la suite des travaux du Sénat [30 juin 1960] (p. 658). — Prend part à la suite de la discussion du projet de loi d'**orientation agricole** [5 juillet 1960]. — Art. 24 : observations (p. 705). — Prend part à la suite de la discussion du projet de loi de **finances rectificative** pour 1960 [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2 : accepte l'amendement n° 2 rectifié bis de M. Pellenc (p. 720). — Art. 5 : répond à M. Golvan (p. 721). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 733). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : repousse l'amendement n° 31 de M. Brun (p. 735) ; repousse l'amendement n° 6 rectifié de M. Cogniot (p. 735) ; laisse le Sénat juge de sa décision sur l'amendement n° 32 de M. Brun (p. 736) ; laisse le Sénat juge de sa décision sur l'amendement n° 33 de M. Brun (p. 736) ; demande à MM. Cogniot, Golvan, Lamousse et Brun de retirer leurs amendements n°s 4, 2, 20 rectifié et 34 (p. 738, 739) ; répond à M. Pinton (p. 739) ; repousse l'amendement n° 34 de M. Brun (p. 739). — Art. 2 : repousse l'amendement n° 7 de M. Cogniot (p. 740) ; l'amendement n° 22 de M. Nayrou (p. 741) ; l'amendement n° 13 de M. Delorme (p. 741) ; accepte la première partie de l'amendement n° 23 de M. Nayrou et repousse la seconde partie (p. 741) ; repousse l'amendement n° 35 de M. Brun (p. 742) ; répond à M. Coudé du Foresto (p. 742). — Art. 3 : repousse l'amendement n° 8 de M. Cogniot (p. 743) ; l'amendement n° 35 de M. Brun (p. 743) ; l'amendement n° 25 de M. Nayrou (p. 743, 744). — Art. 4 : repousse l'amendement n° 9 de M. Cogniot (p. 744) ; défend son amendement n° 46 (p. 744) ; repousse l'amendement n° 26 de M. Nayrou (p. 745) ; les amendements n° 38 de M. Brun et n° 27 de M. Nayrou (p. 745) ; accepte l'amendement n° 39 de M. Brun (p. 746) ; demande au Sénat de continuer la discussion du projet (p. 749). — Art. 5 : repousse l'amendement n° 10 de M. Cogniot (p. 749) ; accepte l'amendement n° 76 de M. Delorme (p. 750) ; repousse l'amendement n° 28 de M. Nayrou (p. 751) ; demande à M. Brajeux de retirer son amendement n° 1 rectifié (p. 752, 753) ; répond à M. Houdet (p. 754) ; accepte l'amendement n° 17 de M. Delorme (p. 755) ; accepte l'amendement n° 40 de M. Brun (p. 755) ; l'amendement n° 41 bis rectifié de M. Brun (p. 755) ; demande le renvoi de la suite de la discussion (p. 755). — Art. 7 : répond à une question de M. de Villoutreys ; repousse l'amendement n° 12 de M. Cogniot (p. 757) ; repousse l'amendement n° 30 de M. Nayrou (p. 757) ; accepte l'amendement n° 18 de M. Delorme (p. 757) ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 42 de M. Brun (p. 757) ; accepte que le vote sur l'ensemble du projet de loi soit réservé mais que l'examen des textes soit terminé ; accepte l'amendement n° 19 rectifié de M. Delorme. — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la **création de haras nationaux** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 759, 760, 761, 762). — Discussion des articles. — Article 1<sup>er</sup> : accepte l'amendement de M. Legouez (p. 762) ; repousse l'amendement n° 1 de M. Verdeille (p. 762). — Art. 2 : accepte l'amendement n° 6 de M. de Maupeou (p. 763) ; répond à M. Verdeille au sujet de son amendement n° 2 (p. 764) ; repousse l'amendement n° 7 de M. de Maupeou (p. 764) ; répond à M. Pisani sur le dernier alinéa de l'article (p. 764) ; accepte l'amendement n° 8 de M. de Maupeou (p. 764) ; répond à M. Pisani sur l'article 2 (p. 765). — Art. 3 : accepte l'amendement n° 9 modifié dans la forme par M. Pisani (p. 765) ; accepte l'amendement n° 10 de M. de

Maupeou (p. 765) ; accepte l'amendement n° 11 de M. de Maupeou (p. 766) ; répond à une question de M. Pisani (p. 766). — Art. 6 : accepte l'amendement n° 5 de M. Legouez. — Répond à M. de Maupeou au sujet de l'application de la loi aux territoires et départements d'outre-mer. — Répond à la question orale de M. André Dulin (n° 168) relative aux mesures en faveur des **viticulteurs victimes des gelées** [12 juillet 1960] (p. 838). — Répond à la question orale de M. Georges-Marie-Anne (n° 183) relative aux **services de conditionnement dans les départements d'outre-mer** [12 juillet 1960] (p. 839, 840). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**, deuxième lecture [18 juillet 1960]. — Art. 8 *ter* (p. 930). — Art. 9 : amendement n° 5 (p. 931) ; amendement n° 10 (p. 932). — Répond à la question orale de M. Charles Naveau (n° 187) relative à la **circulation de certains bovins** [19 juillet 1960] (p. 944). — Question orale avec débat n° 45 de M. Pisani sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 976). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement n° 23 (p. 982). — Art. 1<sup>er</sup> *bis* : amendement n° 1 (p. 983) ; amendement n° 17 (p. 984). — Art. 2 : amendement n° 18 rectifié (*id.*). — Art. 2 *bis* : amendement n° 2 (p. 985). — Art. 5 (p. 986). — Art. 8 *bis* : amendement n° 19 (p. 987). — Art. 9 : amendement n° 22 (p. 988) ; amendement n° 20 (p. 989). — Art. 18 : amendement n° 4 (p. 990). — Art. 19 : amendement n° 6 (p. 991). — Art. 21 (*id.*). — Article 23 : amendement n° 7 (p. 992) ; amendement n° 8 (*id.*) ; amendement n° 9 (*id.*). — Art. 24 (p. 993 et 994) ; amendement n° 13 (p. 995). — Art. 26 (p. 996). — Art. 28 : amendement n° 15 (p. 998 et 999). — Art. 34 : amendement n° 11 (p. 1000). — Article 37 amendement n° 21 (p. 1001). — Art. 38 : amendement n° 12 (*id.*). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [21 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 4 : accepte l'amendement n° 1 de M. Claudius Delorme, défendu par M. Prélot (p. 1034). — Art. 10 : répond à une demande de précisions présentée par M. Symphor (p. 1034). — Sur les conclusions de la commission mixte paritaire relative au projet de loi d'**orientation agricole**. — Art. 23 (p. 1121 et 1122). — Art. 24 : sur l'amendement n° 2 (p. 1122 et 1123). — Troisième lecture du projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales** [23 juin 1960]. — Sur l'article 17 (p. 1125). — Troisième lecture du projet de loi d'**orientation agricole**. — Dans la discussion générale (p. 1138) [25 juin 1960] ; sur l'ensemble (p. 1143).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [13 octobre 1960] (p. 1253 et suiv.). — Question orale de M. Léon David sur la prévention des **incendies de forêt en Provence** (n° 215) [18 octobre 1960] (p. 1271). — Question orale de M. Méric sur l'aide aux **sinistrés de Haute-Garonne** (n° 216) [18 octobre 1961] (p. 1273). — Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles**, discussion des articles [19 octobre 1960] : amendement (n° 18) de M. Brousse à l'article 1106-5 du code rural (p. 1295) ; amendement (n° 88) de M. Dailly (p. 1299) ; répond à M. Blondelle (p. 1300), sur l'amendement (n° 74) de M. Soudant (p. 1301) ; invoque l'article 18 de la loi organique contre l'amendement (n° 88) de M. Dailly ; s'oppose à l'amendement (n° 34) de M. Kistler (p. 1303 et 1304) ; parle sur l'organisation de la discussion (p. 1304) ; son amendement (n° 89) à l'article 1106-8 du code rural (p. 1305, 1307, 1308) ; à l'article 1106-9 du code rural [20 octobre 1960] : défend son amendement (n° 90) et le retire (p. 1319) ; à l'article 1106-11 du code rural : sur l'amendement (n° 45) de la commission des affaires économiques (p. 1323) ; à l'article 1106-1 du code rural : sur l'amendement (n° 42) de la commission des affaires économiques (p. 1324) ; oppose l'article 40 à l'amendement (n° 2) de M. Brousse (p. 1325) ; oppose également l'article 40 à l'amendement (n° 3) de M. Brousse (p. 1326) ; accepte l'amendement (n° 6) de M. Brousse au paragraphe 3° de l'article 1106-2 du code rural ; de même que l'amendement (n° 7) (p. 1327 et 1328) ; accepte l'amendement (n° 8) de M. Brousse (p. 1328) ; répond à l'intervention de M. Grand (p. 1329) ; chiffre les conséquences respectives de l'utilisation du ticket modérateur ou de la franchise (p. 1330) ; oppose l'article 40 à l'amendement (n° 10 rectifié) de M. Brousse (p. 1332) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 69 ; intervient sur les amendements (11 et 32) de M. Brousse et Kistler au paragraphe IV du même article (p. 1332) ; s'oppose à l'amendement (n° 39) de M. Dutoit à l'article 1106-3 du code rural (p. 1333), mais laisse l'Assemblée juge sur l'amendement (n° 13) de M. Brousse ; oppose l'article 40 à l'amendement (n° 81) de M. Soudant (p. 1334) et aux amendements (n° 43) de M. Bajoux et (n° 15 rectifié) de M. Brousse ; rejette l'amendement (n° 15 rectifié) de M. Brousse après modification (p. 1335) ; mais accepte l'amendement (n° 16 rectifié) de M. Brousse et l'amendement (n° 33) de M. Kistler ; s'oppose à l'amendement (n° 17) de M. Brousse et au sous-amendement (n° 82) de Mme Cardot proposant d'ajouter un article 1106-3 *bis* (nouveau) au code rural (p. 1325) ; laisse l'Assemblée juge

sur l'amendement (n° 19 rectifié) de M. Brousse à l'article 1106-6 du code rural (p. 1336) ; accepte l'amendement (n° 21 rectifié) de M. Brousse à l'article 1106-7 du code rural (p. 1337) et l'amendement (n° 76) de M. Menu à l'article 1244-1 du code rural (p. 1338) ; intervient sur l'amendement (n° 86) de M. Soudant à l'article 1250-1 du code rural (p. 1338) ; accepte l'amendement (n° 27) de M. Brousse qui propose une nouvelle rédaction de l'article 3, mais s'oppose à l'amendement (n° 71) de MM. Bouvard et de Lachomette (p. 1338) ; accepte l'amendement (n° 27) modifié (p. 1339) ; accepte l'amendement (n° 47) de M. Bajoux à l'article 4 (p. 1339) ; repousse l'amendement (n° 28) de M. Brousse à l'article 4 *bis* (nouveau) (p. 1339) ; mais accepte l'amendement (n° 50) de M. du Halgouët au même article ; repousse l'amendement (n° 63) de M. Marie-Anne à l'article 4 *quarter* (nouveau) (p. 1340) ; intervient sur l'amendement (n° 64) de M. Mokrane (p. 1341) ; repousse l'amendement (n° 40) de M. Dutoit sur l'article 6 (nouveau) (p. 4341) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements (n° 78 rectifié et 29 rectifié) de MM. Bouvard et Brousse au même article (p. 1341) ; intervient sur l'amendement (n° 73) de M. Ribeyre, combattu par M. Descours-Desacres (p. 1341) ; prend l'engagement de fournir au Sénat des indications chiffrées sur le montant des cotisations à la suite des votes émis par le Sénat, en réponse à une requête de M. de Villoutreys (p. 1342). — Suite de la discussion [25 octobre 1960]. — Accepte les amendements de coordination présentés par la commission (p. 1376), notamment l'amendement (n° 95) (p. 1372). — Répond à la question posée par M. de Villoutreys sur le coût des cotisations (p. 1372, 1373). — Sur la question orale (n° 225) de M. Jean Périquier relative au **prix de campagne des vins de consommation courante** [25 octobre 1960] (p. 1368, 1369). — Sur la question orale (n° 226) de M. Abel Sempé relative à l'**écoulement de la récolte de maïs** [25 octobre 1960] (p. 1369, 1370). — Sur la question orale (n° 204) de M. Charles Durand relative aux **cours du bétail à la production** [8 novembre 1960] (p. 1450, 1451). — Projet de **loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]. — Art. 12 : s'oppose à l'amendement (n° 2) présenté par M. Blondelle au nom de la commission des affaires économiques (p. 1609) ; répond à l'argumentation de M. Blondelle (p. 1610). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1907, 1916, 1917, 1929 et 1936). — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES [24 novembre 1960] : repousse l'amendement de M. Dulin (n° 71) à l'article 33 (p. 1941). — FONDS DE RÉGULARISATION ET D'ORIENTATION DES MARCHÉS AGRICOLES [24 novembre 1960] (p. 1943). — Deuxième lecture des articles du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [7 décembre 1960]. — Son amendement (n° 19) à l'article 1106-6 du code rural (p. 2237). — Son amendement (n° 19 rectifié) sur le même article (n° 2247). — Droits de douane sur certaines **pâtes à papier** [9 décembre 1960]. — Article unique, amendement (n° 1) (p. 2309, 2310). — Projet de loi relatif au **privilege du fonds forestier national** [9 décembre 1960] : discussion générale (p. 2313). — Question orale de M. Michel Yver sur l'**aromatisation de la margarine** (n° 259) [13 décembre 1960] (p. 2338). — Question orale de M. Octave Bajoux sur les recommandations du comité Rueff relatives au **statut du fermage** (n° 260) [13 décembre 1960] (p. 2340). — Question orale de M. Paul Ribeyre sur l'aide aux **producteurs de marrons et de châtaignes** (n° 262) [13 décembre 1960] (p. 2341). — Question orale de M. Jean Errecart sur l'utilisation industrielle du **maïs métropolitain** (n° 263) [13 décembre 1960] (p. 2343). — **Assurances sociales des exploitants agricoles** [13 décembre 1960]. — Discussion des conclusions de la commission mixte. — Art. 6 : amendement n° 1 (p. 2356).

**ROMAINE** (M. EUGÈNE) [Creuse].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

**Question orale :**

**M. Eugène Romaine** demande à **M. le Premier ministre** quelles mesures il compte prendre à la suite du désastre provoqué dans le département de la Creuse par l'orage de grêle sans précédent du 14 mai, pour venir en aide aux sinistrés ; cinq communes étant totalement ravagées, de nombreuses autres partiellement. Les dégâts se chiffrent d'après les premières estimations à plus d'un milliard : si aucun secours du Gouvernement n'est apporté l'exode total de la population de cette région est inexorable. En conséquence, il lui demande que parmi les avantages qui pourront être accordés aux sinistrés, il leur soit permis de bénéficier à titre exceptionnel des subventions et primes de l'habitat rural pour effectuer les réparations de toitures et de l'intérieur des immeubles saccagés par la pluie diluvienne qui s'est engouffrée par les toits béants [19 mai 1960] (n° 150). — Réponse [14 juin 1960] (p. 339).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale n° 150 (cf. *supra*) [14 juin 1960] (p. 341).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960]; défend son amendement (n° 48) à l'article 1106-2 du code rural (p. 1328); le retire et se rallie à l'amendement (n° 61 rectifié) de M. Grand (p. 1331). — **Projet de loi de finances pour 1961.** — CONSTRUCTION [21 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Art. 28 (p. 1768). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960] en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan: discussion générale (p. 2170). — Art. 1<sup>er</sup>: amendements n°s 31, 32 et 33 (p. 2187); Art. 4 (p. 2189); Art. 13: amendement n° 37 (p. 2191 et 2192); Art. 15: amendement n° 39 (p. 2197).

**ROTINAT** (M. VINCENT) [Indre].

*Est nommé président* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, après déclaration d'urgence [8 novembre 1960] (n° 31). — *Avis* présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [29 novembre 1960] (n° 68).

**Interventions :**

En qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite de la communication de M. le ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère du Gouvernement [7 juin 1960] (p. 273-274).

En qualité de président et rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées dans la discussion générale du projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [8 novembre 1960] (p. 1460 à 1462). — Nouvelle lecture du même projet [30 novembre 1960] (p. 2150). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]; art. 14 (p. 2195): amendement n° 42; art. 15: amendement n° 17 (p. 2197).

**ROUBERT** (M. ALEX) [Alpes-Maritimes].

*Est élu membre* de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960]. — *Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

*Est nommé président* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Proposition de loi organique* tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [5 mai 1960] (n° 162).

**Question orale avec débat :**

**M. Alex Roubert** expose à M. le Premier ministre que le projet d'immersion des déchets de l'usine atomique de Marcoule dans la Méditerranée entre la Corse et la côte d'Azur fait courir certains risques dont la simple éventualité peut causer les plus graves préjudices à une région qui tire une part importante de ses ressources vitales du tourisme national et international; il considère que les assurances données par la voie de la presse, comme celles qui ont été données par le commissariat à l'énergie atomique, ne sont pas suffisantes; que d'ailleurs les thèses avancées par la voie officielle ont donné lieu de la part de personnalités compétentes à des critiques particulièrement pertinentes, ce qui laisse planer un doute; et il demande que tant qu'un doute sur l'efficacité des solutions envisagées subsistera, l'exécution du projet soit différée [13 octobre 1960] (n° 70). — Réponse [3 novembre 1960] (p. 1432 et suiv.).

**Interventions :**

Proposition de loi organique relative à la **présentation des lois de finances** [8 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 5: propose que cet article soit réservé en vue d'un accord avec le Gouvernement (p. 296). — Art. 11: s'oppose à la modification de cet article demandée par le Gouvernement (p. 297-298). — Intervient sur la suite des travaux du Sénat [30 juin 1960] (p. 658). — Parle en qualité de président de la commission des finances au sujet du dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes [7 juillet 1960] (p. 781). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 16 bis (nouveau): observations (p. 871).

Question orale concernant **l'immersion de déchets radioactifs** [3 novembre 1960] (p. 1428, 1429). — Intervient dans la discussion du projet de **loi de finances pour 1961**, en qualité de président de la commission des finances [17 novembre 1960]. — Art. 9: constate que l'amendement (n° 11) présenté par M. Bouquerel, au nom de la commission des affaires économiques et du plan, n'est pas recevable (p. 1605). — INTÉRIEUR [28 novembre 1960]. — Art. 78 bis: sur l'amendement n° 55 (p. 2057). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [8 décembre 1960]. — Art. 8 bis: amendement n° 2 (p. 2286); art. 8 *nonies*: amendement n° 11 (p. 2291). — **Projet de loi de finances pour 1961**, discussion des conclusions de la commission mixte sur l'article 51 A, amendement n° 2 du Gouvernement, en qualité de président de cette commission (p. 2353).

**ROUGERON** (M. GEORGES) [Allier].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**ROY** (M. LOUIS) [Aisne].

*Est nommé secrétaire* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**S**

**SADI** (M. ABDELKRIM) [Sétif-Batna].

*Est élu membre* de la commission chargée d'étudier les relations entre les Communautés [22 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 22 juin 1960 entre la République française et la Fédération du Mali [8 juillet 1960] (n° 260). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 27 juin 1960 entre la République française et la République malgache [8 juillet 1960] (n° 261). — *Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords signés entre la République française, la Fédération du Mali et la République malgache et relatifs: 1° à la conciliation et à la cour d'arbitrage; 2° aux droits fondamentaux des nationaux des Etats de la Communauté [8 juillet 1960] (p. 262).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale n° 112 [3 mai 1960] (p. 122). — Projets de loi portant approbation d'accords conclus avec la **Fédération du Mali** et avec la **République malgache** [11 juillet 1960] (p. 825-826).

**Budget de l'Algérie pour 1961.** — Discussion générale [25 novembre 1960] (p. 1955).

**SASSI** (M. BENAÏSSA) [Mostaganem-Tiaret].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**SCHIAFFINO (M. LAURENT) [Alger].**

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant fixation des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1961 et des voies et moyens qui leur sont applicables [22 novembre 1960] (n° 53).

**Question orale :**

**M. Laurent Schiaffino** expose à *M. le Premier ministre* que les entreprises assujetties en métropole à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt sur les sociétés sont autorisées, depuis la mise en application de l'article 11 de la loi n° 54-817 du 14 août 1954, à déduire du montant de leur bénéfice imposable les versements qu'elles ont effectués au profit d'organismes d'intérêt général, de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social ou familial ; que le texte de cette loi ne portant pas la mention d'extension d'application à l'Algérie, les dons effectués par les entreprises algériennes sont pris en considération dans les bénéfices comptables pour être frappés par l'impôt des bénéfices industriels et commerciaux, et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable d'harmoniser, sur ce point précis, les législations fiscales algérienne et métropolitaine, cette discrimination étant anormale, observation faite que l'Algérie se trouve dans une situation particulière à l'égard d'œuvres que l'administration a toujours encouragées et soutenues et pour lesquelles elle a maintes fois fait appel à la générosité de tous [6 octobre 1960] (n° 233). — Réponse [15 novembre 1960] (p. 1542).

**Interventions :**

Sa question orale (n° 233) relative aux **dons et legs de caractère philanthropique en Algérie** [15 novembre 1960] (p. 1542, 1543). — **Budget de l'Algérie pour 1961**. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan. — Discussion générale [25 novembre 1960] (p. 1952) ; intervient sur l'amendement (n° 4) présenté par le Gouvernement (p. 1957) ; soutient l'amendement (n° 2) présenté au nom de la commission des affaires économiques, tendant à insérer un article additionnel (p. 1958) ; retire son amendement (p. 1958) ; explique et retire son amendement (n° 3) à l'article 1<sup>er</sup> (p. 1959).

**SCHLEITER (M. FRANÇOIS) [Meuse].**

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**Interventions :**

Adresse de sympathie aux victimes des **inondations** [4 octobre 1960] (p. 1148).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [19 octobre 1960] : parle sur l'organisation de la discussion (p. 1304). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — INTÉRIEUR [22 novembre 1960] (p. 1790). — DÉPENSES MILITAIRES [26 novembre 1960] (p. 2008).

**SCHWARTZ (M. RENÉ) [Moselle].****Intervention :**

Projet de loi sanctionnant les infractions à la **réglementation des fonds communs de placement** [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 142).

Décédé le 9 mai 1960. — Eloge funèbre prononcé par *M. Geoffroy de Montalembert*, vice-président [18 mai 1960].

**SEMPE (M. ABEL) [Gers].**

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**Questions orales :**

**M. Abel Sempé** demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux producteurs de maïs la sécurité qui leur est due et, en particulier, pour interdire toute importation d'aliments complets, de glucose, amidon, etc. pouvant être produit avec nos maïs, ainsi que celle de produits similaires à ceux obtenus avec le maïs métropolitain. Il lui demande également quelles mesures il compte prendre pour élever au niveau de 1959 l'utilisation de la

dernière récolte, dans le but d'éviter des stocks de report pouvant dépasser 3 millions de quintaux, et dans quelles conditions l'importation de la présente campagne de 1 à 2 millions de quintaux est envisagée en conformité avec les clauses du traité de Rome (n° 127). — Réponse [10 mai 1960] (p. 164-165). — **M. Abel Sempé** rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* qu'il avait bien voulu reconnaître devant le Sénat, au cours de la séance du 16 octobre 1959, l'importance des dommages subis par les collectivités publiques et par les particuliers dans les départements du Sud-Ouest. Il avait annoncé que le Gouvernement fixerait sa doctrine c'est-à-dire, en fait, l'importance de l'aide que le budget de l'Etat pourrait accorder, dès que les rapports des inspecteurs généraux envoyés sur place auraient pu être dépouillés. Il avait précisé que c'est à ce moment-là que la nature de l'effort pourrait être étudiée soit sous forme de projet de loi, soit tout simplement par un dégagement des crédits nécessaires. Depuis cette période déjà ancienne, de nombreux sinistres sont venus grossir l'importance des dégâts considérés dans les mêmes départements. Un nouveau cyclone vient de détruire de nombreuses maisons et installations agricoles dans le Gers et la Haute-Garonne. Les agriculteurs sont surpris par le silence du Gouvernement face à des dégâts qui atteignent 60 à 100 p. 100 des récoltes. Les sinistres privés ne reçoivent aucune suite à leurs demandes de couverture des dommages subis sous forme de destruction de leur outil de travail, de leur maison ou de leur stock outil. Les collectivités départementales ne peuvent entreprendre la reconstruction des ouvrages et routes détruits, la caisse des dépôts s'opposant à prêter les sommes nécessaires aussi longtemps qu'elle ne connaîtra pas le pourcentage de l'aide de l'Etat. Il lui demande en conséquence : 1° si un projet de loi sera déposé ou si une ordonnance accordant les avantages de l'ordonnance n° 58-1953 du 6 novembre 1958 est envisagée ; — si l'Etat est bien disposé à participer à la réparation des dommages privés soit sous forme de remboursement d'une partie du capital emprunté, soit sous forme de prise en charge d'une partie notable des intérêts ; 2° si le Gouvernement est en mesure de faire connaître le montant des crédits de subvention qui sera inscrit sur le prochain collectif budgétaire, ainsi que le taux moyen de subvention qui sera consenti ; 3° si la caisse des dépôts des d'ores et déjà autorisée à prêter aux départements une première tranche égale à 50 p. 100 du montant des travaux de reconstruction envisagés [19 mai 1960] (n° 155). — Réponse [14 juin 1960] (p. 339). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Etienne Restat, Abel Sempé, Eugène Romaine, le ministre.

**M. Abel Sempé** demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour assurer un écoulement normal de la production de maïs de la présente campagne, au prix garanti de 3.565 anciens francs le quintal ; lui signale en effet que la récolte sera très sensiblement supérieure à celle de 1959 ; que certains spécialistes estiment qu'elle sera de l'ordre de 23 à 25 millions de quintaux contre 18 millions en 1960 ; qu'un important problème de stockage se trouve posé et qu'il serait important de connaître les mesures qu'il compte prendre dans ce domaine pour éviter les engorgements, les pertes de production et un avilissement des prix ; lui demande en outre de définir la politique qu'il envisage pour une augmentation des exportations de maïs et pour le financement des stocks de report de la présente campagne [28 septembre 1960] (n° 226). — Réponse [25 octobre 1960] (p. 1369, 1370).

**M. Abel Sempé** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* : 1° quelles mesures il envisage de prendre en faveur des agriculteurs sinistrés qui ne pourront payer leurs impôts à la date prévue ; 2° s'il ne lui serait pas possible de faire reporter au 31 novembre la date limite du paiement de ces impôts dans les départements où domine la production de maïs et de vin, la commercialisation de ces produits ne pouvant être faite avant le 31 octobre, tout au moins en ce qui concerne les départements du Sud-Ouest ; 3° s'il envisage de prendre les mesures qui s'imposent pour dégrever en 1961 les agriculteurs ayant subi des dégâts supérieurs à 25 p. 100 pendant la présente campagne [28 septembre 1960] (n° 227). — Réponse [8 novembre 1960] (p. 1452, 1453).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale n° 127 (cf. *supra*) [10 mai 1960] (p. 164). — Réponse du ministre à sa question orale n° 155 (cf. *supra*) [14 juin 1960] (p. 340-341). — **Projet de loi d'orientation agricole** [23 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. A : son sous-amendement rédactionnel au quatrième alinéa de l'amendement de *M. Deguise* (p. 488) ; observations sur l'article 1<sup>er bis</sup> (nouveau) (p. 495). — Art. 2 bis (nouveau) : son sous-amendement rédactionnel à l'amendement de la soumission (p. 499-500). — Art. 5 : défend son amendement n° 85 rectifié (p. 517 et 518). — Art. 15 bis : observations sur l'amendement n° 34 de *M. Deguise* (p. 540). — Art. 18 : observations sur l'amendement n° 120 du Gouvernement (p. 558) ; défend son amende-

ment n° 86 (p. 561 et 562). — Art. 19 : défend son amendement n° 87 (p. 563). — Art. 21 : pose une question à M. le ministre sur la portée du texte de cet article (p. 569). — Art. 26 : explique son vote sur cet article (p. 585). — Art. 28 : pose une question à M. le ministre au sujet des abattoirs prévus au plan d'équipement (p. 586). — Art. 35 *ter* : intervient sur l'amendement n° 57 de M. Puzet modifiant l'article 679 du code rural (p. 589). — Projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* (nouveau) : répond à M. Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances, lors de la discussion de l'amendement n° 3 de M. Laloy (p. 651). — Projet de loi d'**orientation agricole** [5 juillet 1960]. — Art. additionnel 24 A (nouveau) : retire son amendement n° 88 rectifié (p. 707). — Deuxième lecture du projet de **loi d'orientation agricole** [19 juillet 1960] : amendement n° 16 (p. 994).

Sa question orale (n° 226) relative à l'écoulement de la récolte de **maïs** [25 octobre 1960] (p. 1369, 1370). — Sa question orale (n° 227) relative aux **mesures fiscales** en faveur de certains **agriculteurs sinistrés** [8 novembre 1960] (p. 1453).

**SID CARA** (Mlle NAFISSA), **Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

#### Interventions :

Répond à la question orale de M. Sadi Abdelkrim (n° 112) relative à la réorganisation des **services de protection contre l'incendie en Algérie** [3 mai 1960] (p. 122).

Sur la question orale de M. Laurent Schiaffino relative aux **dons et legs de caractère philanthropique en Algérie** [15 novembre 1960] (p. 1542).

**SINSOUT** (M. CHARLES) [Dordogne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**SOLDANI** (M. EDOUARD) [Var].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

**SOUDANT** (M. ROBERT) [Marne].

*Est élu membre* de la commission consultative des assurances sociales agricoles [7 juin 1960].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Questions orales :

**M. Robert Soudant** demande à *M. le ministre des armées* si un soldat du contingent décédé en métropole des suites de maladie ou accident survenus en service commandé, ne pourrait être considéré comme étant en situation d'activité, de telle sorte que sa famille puisse obtenir les mêmes droits que n'importe quel agent de l'Etat décédé dans les mêmes conditions, étant entendu que pendant vingt-sept mois ce jeune homme a bien tout quitté, sa famille, son métier, son genre de vie, pour servir la France [25 juillet 1960] (n° 213). — Réponse [11 octobre 1960] (p. 1235 et 1236).

#### Interventions :

Réponse du ministre à la question orale de M. Menu (n° 108) (cf *supra*) [10 mai 1960] (p. 162). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales**. — Art. 6 *bis* (nouveau) : défend son amendement n° 28 (p. 617-618) ; défend son sous-amendement n° 42 (p. 618). — Art. 15 : défend son amendement n° 29 (p. 627-628). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales** [18 juillet 1960]. — Art. 15 : amendement n° 10 (p. 932).

Sa question orale n° 213 [11 octobre 1960] (p. 1235 et 1236). — Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** : discussion générale [18 octobre 1960] (p. 1279). — Dans la discussion des articles du même projet [19 octobre 1960] : soutient son amendement n° 74 à l'article 1106-5 du code rural (p. 1295 et 1300). — A l'article 1106-1 du code rural [20 octobre 1960] : son sous-amendement (n° 80 rectifié) à l'amendement (n° 3) de M. Brousse (p. 1326). — A l'article 1106-3 du code rural, soutient son amendement (n° 81) (p. 1334) ; défend le sous-amendement (n° 82) de Mme Cardot à l'amendement (n° 17) de M. Brousse (p. 1335) ; soutient son amendement (n° 86) à

l'article 1250-1 du code rural (p. 1338) ; puis le retire. — Discussion du projet de **loi de finances pour 1961**. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES [24 novembre 1960] (p. 1940). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** : présente un amendement (n° 18 rectifié) à l'article 1106-5 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2236).

**SOUFFLET** (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

*Est élu membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1960 [25 juillet 1960].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 novembre 1960] (p. 1493, 1494). — Projet de **loi de finances pour 1961** [16 novembre 1960]. — Art. 2 : explique son vote (p. 1590). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1683). — Discussion des articles. — S'oppose à l'amendement n° 35 du Gouvernement (p. 1694). — Art. 54 : défend l'amendement n° 13 (p. 1695). — DÉPENSES MILITAIRES, SECTION COMMUNE [26 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2012). — Projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires** (nouvelle lecture) [30 novembre 1960] : sur la motion préjudicielle (p. 2158 à 2160).

**SUDREAU** (M. PIERRE), **Ministre de la construction** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la **limitation de l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion générale (p. 307 et 308). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : répond à la critique de M. Pisani qui aurait préféré que l'on se contente de contrôler le volume de l'emploi pour atteindre le but recherché (p. 316). — Art. 2 : répond à la critique de M. Pisani à propos de l'utilisation des mots : « maître d'ouvrage » (p. 317). — Art. 3 : répond à M. Pisani qui critique le fait que l'on frappe plus lourdement les bureaux que l'industrie (p. 317). — Art. 6 : retient la suggestion de M. Ribeyre tendant à octroyer également la prime aux entreprises qui se décentralisent, mais lui demande de retirer son amendement (p. 319) ; au même article, accepte la première partie de l'amendement de la convention, mais combat la seconde et demande que lui soit substituée, sous forme de sous-amendement, la seconde partie de l'amendement du Gouvernement tendant à insérer un article additionnel 7 *ter* (p. 320 et 321) [14 juin 1960]. — Art. 7 : répond à M. Pisani qui propose d'exclure de la présente loi les organismes internationaux publics et privés (p. 363) ; demande à M. Ribeyre de retirer son amendement (p. 364) ; s'oppose à l'amendement de M. Dailly (p. 365) ; présente un sous-amendement à l'amendement de M. Dailly prévoyant certaines restrictions (p. 365-366) ; propose d'insérer un article 7 *bis* (nouveau) (p. 366). — Art. 8 : demande au Sénat de repousser l'amendement de la commission (p. 367) et répond à l'intervention de M. Dailly (p. 367), à celle de M. Bertaud, président de la commission (p. 367) ; intervient dans la discussion des articles de la proposition de loi tendant au renouvellement de certains baux [16 juin 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> : s'oppose à l'amendement de M. Namy (p. 408) ; s'oppose à l'article additionnel 4 *bis* (nouveau) (p. 412-413). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant le chapitre 1<sup>er</sup> du titre X du livre 1<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la **répression des infractions en matière de décentralisation** des installations et établissements industriels, scientifiques et techniques [7 juillet 1960] (p. 793). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une **redevance d'équipement** [8 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 810). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : accepte l'amendement (n° 1) de M. Adolphe Chauvin sous réserves de trois modifications de forme et défend son amendement (n° 13) (p. 811) ; répond à M. Edgard Pisani sur l'amendement (n° 13) du Gouvernement (p. 811, 813) ; répond à M. Léon-Jean Gregory (p. 813). — Art. 2 : répond à M. Edgard Pisani (p. 814). — Art. additionnel 2 *bis* : accepte l'amendement (n° 3) de M. Adolphe Chauvin (p. 815). — Art. additionnel 2 *ter* : accepte l'amendement (n° 4) de M. Adolphe Chauvin (p. 816). — Art. 3 à 6 :

accepte les amendements (n° 5, 6, 7, 8) de M. Adophe Chauvin. — Art. 7 : défend l'amendement (n° 15) du Gouvernement et accepte une modification proposée par le rapporteur (p. 816-817) ; répond à M. Edgard Pisani (p. 817). — Art. 9 : accepte l'amendement n° 10 de M. Adophe Chauvin (p. 817). — Art. 11 : s'oppose à l'amendement n° 17 de MM. Jozeau-Marigné et Delalande (p. 818) ; répond à M. Georges Marrane (p. 819) ; répond à M. Edgard Pisani et tire les leçons du débat (p. 819-820). — Répond à la question orale de M. Bernard Chochoy (n° 170) relative aux **allocations compensatrices de loyer** [12 juillet 1960] (p. 836). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel** dans la région parisienne [22 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 1082). — Discussion des articles. — Art. 3 : accepte l'amendement n° 4 de M. Dailly (p. 1083). — Art. 7 : invoque l'irrecevabilité de l'amendement n° 7 de M. Fosset, mais retient les observations présentées par celui-ci (p. 1084). — Art. 7 A : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Dailly (p. 1084) ; apporte des précisions sur les motifs de cette opposition (p. 1085). — Art. 7 bis : accepte l'amendement n° 1 de M. Brun (p. 1085). — Art. 7 ter : demande à M. Dailly de retirer son amendement n° 3 (p. 1086) ; intervient à nouveau dans le même sens (p. 1087). — Art. 7 quater : accepte l'amendement n° 5 de M. Dailly (p. 1089).

S'associe à l'éloge funèbre de M. Antoine Béguère [27 octobre 1960] (p. 1389). — Projet de loi relatif à la **protection des mineurs** dans les départements d'outre-mer [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1389). — Projet de loi relatif à l'emploi obligatoire des **mutilés de guerre** [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1389). — Art. 4 : observations sur l'amendement n° 2 (p. 1395). — Projet de loi portant création d'une **bourse d'échange des logements** [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1396 et 1400). — Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement n° 1 (p. 1401) ; observations sur l'amendement n° 6 (p. 1402) ; Art. 5 : défend son sous-amendement n° 9 (p. 1403 et 1404) ; Art. 6 : observations sur l'amendement n° 7 (p. 1404). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1760, 1762 et 1765). — Discussion des articles (p. 1766). — Art. 27 (p. 1767) ; Art. 28 (p. 1769 et 1770) ; Art. 47 (p. 1771) ; Art. 48 (p. 1771 et 1772) ; Art. 59 : s'oppose à l'amendement n° 37 (p. 1773), puis répond aux orateurs (p. 1773 et 1774). — Deuxième délibération [29 novembre 1960]. — Art. 59 : remercie le Sénat pour le vote de cet article (p. 2137).

**SURAN** (M. CHARLES) [Haute-Garonne].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi modifiant et complétant le chapitre 1<sup>er</sup> du titre X du livre 1<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la répression des infractions en matière de décentralisation des installations et établissements industriels, scientifiques et techniques [16 juin 1960] (n° 199).

#### Questions orales :

**M. Charles Suran** demande à *M. le ministre de la santé publique et de la population* quelles mesures il compte prendre pour remédier à la pollution de l'atmosphère provoquée, dans la vallée de la Garonne, par les émanations de l'usine de cellulose de Saint-Gaudens [5 mai 1960] (n° 137). — Réponse [17 mai 1960] (p. 208). — **M. Charles Suran** demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles mesures il compte prendre pour remédier à la pollution des eaux provoquée, dans la vallée de la Garonne, par les émanations de l'usine de cellulose de Saint-Gaudens [5 mai 1960] (n° 139). — Réponse [7 juin 1960] (p. 267).

#### Interventions :

Réponse du ministre à ses questions orales n° 137 (*cf. supra*) [17 mai 1960] (p. 208) ; n° 139 (*cf. supra*) [7 juin 1960] (p. 267, 268). — **Projet de loi d'orientation agricole** [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 470, 471). — Discussion des articles. — Art. 2 bis (nouveau) ; explication de vote sur le sous-amendement de M. Sempé à l'amendement de la commission (p. 499, 500). — **Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales**, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements [29 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. additionnel 1<sup>er</sup> ter (nouveau) ; prend la parole au sujet de l'amendement n° 43 de M. Lalloy concernant l'article 20 du code rural et en demande le renvoi en commission (p. 608). — **Projet de loi de programme**

relatif aux **investissements agricoles** [30 juin 1960]. — Discussion générale (p. 636, 637). — Discussion des articles : Art. 2 bis (nouveau) ; défend son amendement n° 9 rectifié (p. 647) ; observations à propos de l'amendement n° 3 de M. Lalloy (p. 650, 652). — Art. additionnel 3 : dépose un amendement n° 8 (p. 654). — Art. additionnel 5 (nouveau) : défend l'amendement n° 10 présenté par M. Courrière (p. 718) ; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 718). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de programme relatif aux **investissements agricoles** [20 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 3 : défend son amendement n° 3 (p. 1016 et 1017).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — CONSTRUCTION [21 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1751). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1928).

**SYMPHOR** (M. PAUL) [Martinique].

*Est élu membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances* [12 mai 1960].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Explique son vote lors de la discussion de la loi organique relative à la **présentation des lois de finances** [21 juin 1960] (p. 448, 449). — **Projet de loi d'orientation agricole** [23 juin 1960]. — Art. 2 bis (nouveau) : explication de vote sur le sous-amendement de M. Sempé (p. 500). — Art. 37 : demande l'insertion d'un paragraphe spécial pour les départements d'outre-mer (p. 591, 592). — **Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer**. — Discussion générale [13 juillet 1960] (p. 898). — Discussion des articles. — Art. 8 : amendement n° 10 (p. 906). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 37 : son amendement n° 21 (p. 1000). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à **l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [21 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 10 : demande à M. le ministre des précisions sur l'application de la loi dans les départements d'outre-mer (p. 1034). — **Projet de loi relatif à la prime de transport** [22 octobre 1960]. — Art. 1<sup>er</sup> bis : ses observations (p. 1111).

**Projet de loi de finances pour 1961** [17 novembre 1960]. — Art. 14 : explique son vote (p. 1615). — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1990). — Explication de vote sur l'ensemble du projet de loi relatif à divers **aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer** [14 décembre 1960] (p. 2391). — **Projet de loi portant extension du bénéfice des prestations familiales au personnel domestique employé dans les départements d'outre-mer** [15 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2405, 2406).

## T

**TAILHADES** (M. EDGAR) [Gard].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [6 octobre 1960].

#### Question orale avec débat :

**M. Edgar Tailhades** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de lui préciser les conditions dans lesquelles a été pris l'arrêté du 2 décembre 1959 qui autorise la pêche au lamparo hors des eaux territoriales dans tous les quartiers d'inscription maritime de la direction de Marseille, cette autorisation menaçant de réduire au chômage la pêche traditionnelle de ces régions ainsi que l'attestent les expériences tentées sur les côtes de Sardaigne et sur le littoral méditerranéen français (n° 46) [26 avril 1960] (p. 77).

#### Interventions :

Troisième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [25 octobre 1960] ; explication de vote sur l'ensemble (p. 1142).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1808). — Discussion des articles. — Ne pourra, de même que son groupe, voter les crédits du titre IV (p. 1826). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2177). — Amendement n° 19 (p. 2187).



**TELLIER (M. GABRIEL)** [Pas-de-Calais].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**TERRENOIRE (M. LOUIS)**, **Ministre de l'information** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 5 février 1960).

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de **loi de finances rectificative** pour 1960 [1<sup>er</sup> juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 16 bis (nouveau) : réservé. — Repousse l'amendement (n° 6) de M. Marcel Pellenc (p. 868, 869, 870, 871). — Conclusion d'une commission mixte paritaire sur le même texte [25 juillet 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1152).

Question orale de M. Ribeyre relative à l'exposé de certains grands problèmes nationaux à la **télévision** [11 octobre 1960] (p. 1236). — Question orale de M. Marcihacy concernant la publicité faite à un condamné à mort gracié dans les **émissions de la R. T. F.** [11 octobre 1960] (p. 1237). — Question orale (n° 224) de M. Jean Péridier relative à la **propagande** à la télévision en **faveur des boissons nationales** [8 novembre 1960] (p. 1453). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — INFORMATION [21 novembre 1960] (p. 1749 et 1751). — R. T. F. [28 novembre 1960] (p. 2098 à 2102). — Sur l'amendement n° 86, à l'article 51 A nouveau (p. 2102). — Sur l'amendement n° 88, à l'article 51 ter nouveau (p. 2103).

**TINANT (M. RENÉ)** [Ardennes].

*Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].*

*Est élu membre de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la réunion des théâtres lyriques nationaux [16 décembre 1960].*

**Question orale :**

**M. René Tinant** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir apporter une solution au cas douloureux des veuves de salariés décédés par suite de maladie. La plupart de ces veuves ont une famille à élever et elles ne peuvent par conséquent travailler. D'autre part, ne cotisant pas, elles ne bénéficient pas des remboursements de leurs frais médicaux et pharmaceutiques pour elles et leur famille. Enfin, en ce qui concerne la retraite vieillesse, elles perdent également le bénéfice d'annuités [22 décembre 1959] (n° 124). — Réponse [3 mai 1960] (p. 126).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale n° 124 (cf. supra) [3 mai 1960] (p. 126). — Question orale avec débat de M. Pisani relative au **ramassage scolaire** [14 juin 1960] (p. 347, 348). — **Projet de loi d'orientation agricole** [23 juin 1960]; son amendement tendant à insérer un article additionnel 2 quater (nouveau) (p. 503). — **Projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 731, 732, 733). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 21 (p. 737, 738). — Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 40 de M. Brun (p. 755).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 1805). — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1920). — Deuxième lecture du projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** : présente un amendement (n° 18 rectifié) à l'article 1106-5 du code rural [7 décembre 1960] (p. 2236).

**TINAUD (M. JEAN-LOUIS)** [Basses-Pyrénées].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].*

**Dépôt législatif :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier le traité de commerce signé à Quito le 20 mars 1959 entre la France et l'Équateur [15 novembre 1960] (n° 45).

**Intervention :**

**Projet de loi de finances pour 1961** [18 novembre 1960]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1673).

**TORIBIO (M. RENÉ)** [Guadeloupe].

*Est désigné comme membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [29 juin 1960].*

*Est nommé secrétaire du Sénat [6 octobre 1960].*

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**Interventions :**

**Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer**. — Discussion générale [13 juillet 1960] (p. 896). — **Projet de loi relatif à la prime de transport** [22 juillet 1960]; observations sur les amendements 1 et 5 (p. 1112).

**Projet de loi de finances pour 1961**. — DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [25 novembre 1960] (p. 1981). — **Projet de loi relatif à divers aménagements fiscaux dans les départements d'outre-mer** [14 décembre 1960] (p. 2385, 2386).

**TRIBOULET (M. RAYMOND)**, **Ministre des anciens combattants et victimes de guerre** (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

**Interventions :**

Questions orales n° 219 de M. Antoine Courrière et n° 221 de M. Georges Marrane, relatives au rétablissement de la **retraite des anciens combattants** [25 octobre 1960] (p. 1354 à 1359). — **Projet de loi relatif à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre** [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale (p. 1392 et 1393). — Art. 2 : observations sur l'amendement n° 1 (p. 1394). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE [18 novembre 1960] (p. 1689). — Discussion des articles. — Répond à M. Chochoy (p. 1693); répond à Mme Cardot (p. 1693); défend l'amendement n° 35 (p. 1694). — Art. 54 : s'oppose à l'amendement n° 13 et au sous-amendement n° 33 (p. 1696).

**TRON (M. LUDOVIC)** [Hautes-Alpes].

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [6 octobre 1960].*

**Question orale avec débat :**

**M. Ludovic Tron** demande à **M. le Premier ministre** : 1° si le Gouvernement compte s'en tenir à une politique économique qui pèse de plus en plus lourdement sur les petits paysans, les salariés et les fonctionnaires; 2° si le Gouvernement entend donner suite aux recommandations de l'O. E. C. E. qui constate que « les dépenses de consommation, qui constituent l'élément le plus important de la demande globale, ne se sont guère accrues en 1958 et en 1959, permettant ainsi d'affecter le progrès de la production au redressement des finances extérieures. En raison de la situation de ces dernières, la poursuite d'une politique aussi rigoureuse n'est plus nécessaire », et qui préconise de « donner une certaine impulsion à la consommation privée, d'une part parce que le soutien de l'expansion risquerait autrement de devenir insuffisant, d'autre part parce que des tensions sociales de plus en plus difficiles à contenir pourraient s'affirmer »; 3° si le Gouvernement est disposé à tenir ses engagements et à déposer un projet ramenant sans délai la surtaxe progressive à un rôle qui ne soit plus démesuré [6 octobre 1960] (n° 65).

**Interventions :**

Question orale avec débat de M. Antoine Courrière (n° 48) relative à la **concordance avec le coût de la vie des traitements, salaires, pensions et allocations aux vieux travailleurs** [5 juillet 1960] (p. 689, 690, 695). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1960** [12 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 19 : pose une question à M. le Secrétaire d'État aux finances (p. 860, 861). — Question orale avec débat n° 45 de M. Pisani sur le **domaine forestier** [19 juillet 1960] (p. 966).

**Projet de loi de finances pour 1961** [15 novembre 1960] (p. 1563 à 1565). — Discussion des articles (16 novembre 1960). — Art. 2 : constate que l'allégement d'impôts proposé est trop faible (p. 1587). — Charges communes [28 novembre 1960]. — Intervient comme rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2037 à 2039). — Services financiers [28 novembre 1960]. — Intervient comme rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2046 à 2048). — Soutient l'amendement n° 70 à l'état G (p. 2051).

## V

**VALLIN (M. CAMILLE)** [Rhône].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**Questions orales :**

**M. Camille Vallin** expose à *M. le ministre de l'industrie* qu'une entreprise sidérurgique de la région lyonnaise, les Hauts fourneaux et fonderies Prénat, est menacée de fermeture à la date du 1<sup>er</sup> juin prochain; qu'aucune raison valable ne justifie l'arrêt de cet établissement dont la rentabilité est démontrée d'une manière irréfutable; que le maintien en activité des hauts fourneaux qui produisent des fontes spéciales concurrencées seulement sur le marché par celles produites par des entreprises étrangères est une nécessité économique en même temps qu'une mesure d'intérêt national; il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour permettre à cette entreprise de bénéficier des prêts dont elle a besoin pour surmonter la crise de trésorerie qu'elle traverse et assurer ainsi leur emploi à plus de cinq cents travailleurs [17 mai 1960] (n° 147). — Réponse [14 juin 1960] (p. 335).

**M. Camille Vallin** demande à *M. le ministre du travail* les mesures qu'il compte prendre: 1° pour assurer la mise en application des récentes dispositions permettant le remboursement effectif à 80 p. 100 des dépenses médicales des assurés sociaux; 2° pour permettre aux caisses de continuer à effectuer dans les conditions normales le paiement des prestations dans les cas où certains médecins ont pratiqué la grève administrative [18 mai 1960] (n° 149). — Réponse [14 juin 1960] (p. 341).

**M. Camille Vallin** expose à *M. le ministre de l'intérieur* qu'en date du 10 mai 1960, il lui a posé la question écrite suivante: « Dans sa séance publique du mardi 26 avril 1960, le conseil général du Rhône a accordé sa garantie pour un emprunt de 7 millions de nouveaux francs, que l'association diocésaine de Lyon sollicite de la part de la caisse des dépôts et consignations dans le but de financer la construction d'édifices pour la célébration du culte. Cette délibération, qui entraîne l'inscription au budget de centimes additionnels, correspondant au montant des annuités de l'emprunt, est contraire à l'esprit et à la lettre du régime actuel des cultes fixé par la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat du 9 décembre 1905, modifiée ou complétée par les lois des 2 janvier et 28 mars 1907, des 13 avril 1908 et 25 décembre 1942. Cette loi stipule notamment: « La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte ». Elle précise en outre: « Les budgets des départements, des communes et établissements publics ne peuvent contenir aucun crédit à titre de subvention pour l'exercice du culte. L'inscription des crédits de cette nature serait illégale et nulle de plein droit ». Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter la loi républicaine et annuler la délibération du conseil général du Rhône. Il lui rappelle qu'en date du 28 juin 1960, il a bien voulu l'honorer de la réponse suivante: « L'ordonnance n° 59-32 du 5 janvier 1959, complétée par le décret n° 59-36 intervenu à la même date, confère à l'administration de tutelle un délai de trois mois pour statuer. Il n'est pas possible d'apporter, dans le délai prescrit par le premier alinéa de l'article 68 du règlement du Sénat, une réponse documentée à la question posée qui fait l'objet d'une étude attentive en liaison avec tous les services intéressés ». Le délai de trois mois étant depuis longtemps expiré, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les résultats de l'étude à laquelle il s'est livré et s'il ne lui apparaît pas nécessaire de provoquer l'annulation de la délibération du conseil général du Rhône [27 octobre 1960] (n° 251). — Réponse [15 novembre 1960] (p. 1546).

**Question orale avec débat :**

**M. Camille Vallin** demande à *M. le Premier ministre* quelles sont les mesures d'urgence que le Gouvernement compte prendre pour venir en aide à toutes les victimes des inondations qui viennent de ravager de nombreux départements, ainsi qu'aux collectivités locales qui ont souffert de cette catastrophe [6 octobre 1960] (n° 67).

**Interventions :**

Réponse du ministre à sa question orale n° 147 (*cf. supra*) [14 juin 1960] (p. 335, 336, 337). — Réponse du ministre à sa question orale n° 149 (*cf. supra*) [14 juin 1960] (p. 341, 342). — Proposition de loi tendant au **renouvellement de certains baux** [16 juin 1960]; se rallie aux amendements déposés par *M. Pinton* (p. 413).

Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [9 novembre 1960] (p. 1508 à 1511). — Sa question orale (n° 251) relative à la validité de la garantie financière donnée à l'association diocésaine de Lyon par le conseil général du Rhône [15 novembre 1960] (p. 1546 à 1548). — Projet de loi de finances pour 1961. — AFFAIRES CULTURELLES [23 novembre 1960]. — Explique son vote hostile à ce budget (p. 1845). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960] (p. 1853).

**VANRULLEN (M. EMILE)** [Pas-de-Calais].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].*

**Interventions :**

Question orale avec débat de *M. Bardol* relative à la situation de l'industrie charbonnière française (n° 40) [21 juin 1960] (p. 435, 436, 437, 438, 444, 445).

**VASSOR (M. JACQUES)** [Indre-et-Loire].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].*

**Intervention :**

Projet de loi d'orientation agricole [22 juin 1960]. — Discussion générale (p. 465, 466).

**VERDEILLE (M. FERNAND)** [Tarn].

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].*

**Dépôts législatifs :**

*Avis* présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la création de parcs nationaux [30 juin 1960] (n° 236). — *Rapport* fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certains articles du décret n° 52-152 du 13 février 1952, pris en exécution de la loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951 instituant une taxe spéciale sur les carburants dans les départements d'outre-mer et créant des fonds routiers départementaux [6 juillet 1960] (n° 249).

**Question orale :**

**M. Fernand Verdeille** expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* que les modalités d'attribution des crédits de l'allocation scolaire telles que les a fixées la circulaire du 15 septembre 1952 proviennent d'un désir de contrôler étroitement l'utilisation de ces fonds, du moins par les collectivités locales, et qu'il en résulte une procédure dont la longueur n'est pas justifiée par le volume des crédits mis en définitive à la disposition des municipalités (établissement du programme par le maire en accord avec le directeur de l'école, délibération du conseil municipal, avis du préfet, de l'inspecteur d'académie, décision du conseil général, notification d'approbation, versement de l'allocation à un compte hors budget, régularisation comptable). Compte tenu de la part que représentent ces crédits dans le total des dépenses réellement effectuées par les communes pour l'enseignement, il lui demande si un peu plus de confiance ne peut être accordée aux administrateurs locaux et une simplification apportée à la procédure actuellement en vigueur [8 septembre 1960] (n° 217). — Réponse [18 octobre 1960] (p. 1269, 1270 et 1271).

**Question orale avec débat :**

**M. Fernand Verdeille** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* les raisons pour lesquelles la dotation du fonds routier en crédits de paiement, pour l'exercice en cours, qui aurait dû, conformément aux dispositions de l'article 77 de la loi de finances de 1960, s'élever à 397 millions de nouveaux francs, se trouve ramenée à 285 millions de nouveaux francs dans le décret n° 59-1543 du 30 décembre 1959 portant répartition des crédits des comptes spéciaux. Il lui rappelle, en effet, que le prélèvement exceptionnel de 112 millions de nouveaux francs prévu par le projet gouvernemental a été supprimé ainsi qu'il résulte de la rédaction même de l'article 10 de la loi de finances 1960 (*alias* article 11

du projet gouvernemental). Il lui demande quelle affectation il compte donner ultérieurement à l'excédent de recettes de ce compte d'affectation spéciale qui se trouve ainsi disponible [12 mai 1960].

#### Interventions :

Projet de loi relatif à la **police de la chasse dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle** (n° 4 et 176, 1959-1960). — Discussion générale [19 mai 1960] (p. 253). — Projet de loi relatif à la **création de parcs nationaux** [6 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 759, 761, 762). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement (n° 1) (p. 762, 763). — Art. 2 : défend son amendement (n° 2) (p. 763, 764). — Projet de loi relatif à la **taxe sur les carburants** et aux fonds routiers dans les **départements d'outre-mer** : discussion générale (rapporteur de la commission des lois) [13 juillet 1960] (p. 907).

Sa question orale (n° 217) [18 octobre 1960] (p. 1270-1271). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — Comptes d'affectation spéciale : sur l'article 35 [28 novembre 1960] (p. 2061-2062).

**VERILLON** (M. MAURICE) [Drôme].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, portant création d'une école nationale de la santé publique [23 juin 1960] (n° 215).

#### Interventions :

Projet de loi portant **création d'une école nationale de la santé publique** [7 juillet 1960]. — Discussion générale (p. 786, 787).

Projet de **loi de finances pour 1961**. — ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS [22 novembre 1960] (p. 1810). — Réparation des **dommages causés aux biens privés par les inondations** [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2174-2175). — Amendements n° 7, 44 et 32 : discussion commune (p. 2186).

**VERMEERSCH** (Mme JEANNETTE) [Seine].

*Est nommée membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**VERNEUIL** (M. JACQUES) [Charente-Maritime].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 1 rectifié de M. Brajeux (p. 754). — Deuxième lecture du projet de loi d'**orientation agricole** [19 juillet 1960]. — Art. 5 (p. 986). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, **les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Pose à M. le ministre de la santé publique, avant le vote sur l'ensemble du projet de loi, une question concernant les droits sur l'alcool (p. 1045 et 1046).

**VIALLANES** (M. ETIENNE) [Côte-d'Or].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**VIGIER** (M. JEAN-LOUIS) [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960]. — Donne sa démission de membre de la commission des affaires culturelles [13 octobre 1960]. — *Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [13 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, en application de l'article 38 de la Constitution, **certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie** [3 février 1960].

— Explication de vote (p. 38). — Proposition de loi tendant au **renouvellement de certains baux** [16 juin 1960]. — Discussion des articles. — S'oppose à l'amendement de la commission à l'article A (p. 405).

Projet de **loi de finances pour 1960**. — INTÉRIEUR [22 novembre 1960]. — Discussion des articles. — Art. 78 bis : s'oppose à l'amendement n° 48 (p. 1800).

**VILLOUTREYS** (M. PIERRE DE) [Maine-et-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [6 octobre 1960].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1494 du 28 décembre 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception, du droit de douane d'importation applicable à l'acide alginique, ses sels, et ses esters, à l'état sec [19 octobre 1960] (n° 8).

#### Interventions :

Projet de loi tendant à **limiter l'extension des locaux à usage de bureaux ou à usage industriel** dans la région parisienne [9 juin 1960]. — Discussion des articles. — Art. 6 : soutient le sous-amendement du Gouvernement relatif aux plus-values de cession (p. 320). — Projet de loi relatif à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** [6 juillet 1960]. — Discussion des articles. — Art. 7 : observations (p. 756, 759). — Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, **les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux** [21 juillet 1960]. — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 1046). — Projet de loi portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la **nationalisation de l'électricité et du gaz** [21 juillet 1960]. — Discussion de l'article unique : expose les efforts de modernisation accomplis par la Société du gaz d'Avignon (p. 1054). — Projet de loi relatif à la **prime de transport** [22 juillet 1960] (p. 1111).

Projet de loi relatif aux **assurances sociales des exploitants agricoles** [20 octobre 1960]. — Présente une requête à M. le ministre de l'agriculture (p. 1342). — *Suite de la discussion* [25 octobre 1960]. — Informe l'Assemblée qu'il votera contre le projet de loi (p. 1313). — Projet de loi portant ratification du décret portant réduction provisoire, quant à la perception, du **droit de douane d'importation** applicable à l'acide alginique, ses sels et ses esters, à l'état sec, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [3 novembre 1960] (p. 1415). — **Projet de loi de finances pour 1961**. — INDUSTRIE [18 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1698). — SERVICES DU PREMIER MINISTRE [19 novembre 1960] (p. 1720). — Propositions de loi relatives au **captage des eaux du val de Loire** [9 décembre 1960] (p. 2322).

**VOYANT** (M. JOSEPH) [Rhône].

*Est nommé secrétaire du Sénat* [6 octobre 1960] — *Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

#### Interventions :

Projet de **loi de finances pour 1961**. — CONSTRUCTION [21 novembre 1960] (p. 1758). — Discussion des articles. — Défend l'amendement n° 42 tendant à introduire un article additionnel n° 72 bis, puis le retire (p. 1775).

## W

**WACH** (M. PAUL) [Bas-Rhin].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [6 octobre 1960].

**WAZIERES** (M. RAYMOND DE) [Somme].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960]. — *Est nommé membre* de la commission supérieure des prestations familiales agricoles [16 décembre 1960].

## Y

**YANAT** (M. MOULOU) [Sétif-Batna].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [6 octobre 1960].

**YVER** (M. MICHEL) [Manche].

*Est nommé secrétaire* du Sénat [6 octobre 1960]. — *Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [6 octobre 1960].

**Question orale :**

**M. Michel Yver** demande à *M. le ministre de l'agriculture* : 1° si l'arrêt rendu par la cour de cassation dans un pourvoi formé contre un jugement de relaxe du tribunal de police de Paris, prononcé dans une affaire concernant la mise en vente de margarine additionnée de diacétyle, rend caduque l'article 22 de la loi du 22 juillet 1935 interdisant l'aromatisation de la margarine ; 2° dans le cas contraire, les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter la loi et en exiger la stricte application [18 novembre 1960] (n° 259). — Réponse le 13 décembre 1960 (p. 2338).

**Interventions :**

Projet de **loi de finances pour 1961**. — AGRICULTURE [24 novembre 1960] (p. 1934). — FONDS DE RÉGULARISATION ET D'ORIENTATION DES MARCHÉS AGRICOLES [24 novembre 1960] (p. 1943). — Sa question orale n° 259 [13 décembre 1960] (p. 2339).

**YVON** (M. JOSEPH) [Morbihan].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires économiques et du Plan [6 octobre 1960].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926, déjà modifiée, portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [26 avril 1960] (n° 154). — *Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime et celle du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande (n° 150) [9 juin 1960] (I., n° 188).

**Interventions :**

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926 déjà modifiée portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande** [5 mai 1960]. — Discussion générale (p. 148). — Discussion des articles. — Art. 9 : son amendement tendant à ajouter le mot « métropolitaine » après les mots « en France » (p. 150). — Art. 21 : son amendement portant une modification de forme (p. 151). — Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant **code du travail maritime** et celle du 17 décembre 1926 portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande** [16 juin 1960] (p. 396). — Projet de loi relatif au **remembrement des propriétés rurales** [18 juillet 1960]. — Art. 15 : amendement n° 12 (p. 931).

Projet de **loi de finances pour 1961** [16 novembre 1960]. — Art. 6 : demande, en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan, au Gouvernement d'accepter l'affectation de la recette de cet article à l'établissement national des invalides de la marine et d'améliorer les pensions des veuves de marins victimes d'accidents professionnels (p. 1582 et 1583). — Enregistre la déclaration du Gouvernement lui donnant satisfaction sur le premier point seulement (p. 1584). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (ports maritimes) (p. 1852). — MARINE MARCHANDE [23 novembre 1960]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1878 et 1886).

## Z

**ZUSSY** (M. MODESTE) [Haut-Rhin].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi rendant applicables aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion certaines dispositions en vigueur dans la métropole concernant la protection des mineurs [16 juin 1960] (n° 200).

**Intervention :**

Projet de loi relatif à la **protection des mineurs dans les départements d'outre-mer** [27 octobre 1960]. — Dans la discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des lois (p. 1389).

# TABLE ANALYTIQUE

## A

**ACCIDENTS DE LA CIRCULATION**, voy. : QUESTIONS ORALES, 202.

**ACCIDENTS DU TRAVAIL**, voy. : ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE.

**ACCORDS**, voy. : ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT, MALI, MADAGASCAR, RÉPUBLIQUES DE LA CÔTE D'IVOIRE, DU DAHOMEY, DU NIGER ET DE LA HAUTE-VOLTA, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, RÉPUBLIQUE DU CONGO, RÉPUBLIQUE DU TCHAD, RÉPUBLIQUE GABONAISE.

### ACCORDS PARTICULIERS

I. — Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX RELATIONS AVEC LES ÉTATS DE LA COMMUNAUTÉ, portant approbation des accords particuliers conclus les 11, 13 et 15 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo et de la République du Tchad, d'autre part [18 octobre 1960] (I., n° 6). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Raymond Bonnefous [27 octobre 1960] (I., n° 21). — **Discussion générale commune** [3 novembre 1960] : 1° du projet de loi portant approbation des accords particuliers conclus les 11, 13 et 15 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo et de la République du Tchad, d'autre part (n°s 6 et 21 - 1960-1961) ; 2° du projet de loi portant approbation des accords particuliers conclus le 17 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République gabonaise, d'autre part (n°s 7 et 22 - 1960-1961) ; 3° du projet de loi portant approbation de l'accord particulier signé le 19 octobre 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement islamique de Mauritanie, d'autre part (n°s 19 et 23 - 1960-1961). — **Discussion générale commune** : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois ; Jacques de Maupeou, Louis Namy, Abel-Durand, Pierre Marcihacy (p. 1418). — Accords particuliers conclus entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo et de la République du Tchad. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 4 et du projet de loi (p. 1424).

II. — Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX RELATIONS AVEC LES ÉTATS DE LA COMMUNAUTÉ, portant approbation des accords particuliers conclus le 17 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République gabonaise, d'autre part [18 octobre 1960] (I., n° 7). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Raymond Bonnefous [27 octobre 1960] (I., n° 22). — **Discussion générale commune** [3 novembre 1960] : 1° du projet de loi portant approbation des accords particuliers conclus les 11, 13 et 15 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une

part, et les gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo et de la République du Tchad, d'autre part (n°s 6 et 21 - 1960-1961) ; 2° du projet de loi portant approbation des accords particuliers conclus le 17 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République gabonaise, d'autre part (n°s 7 et 22 - 1960-1961) ; 3° du projet de loi portant approbation de l'accord particulier signé le 19 octobre 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, d'autre part (n°s 19 et 23 - 1960-1961). — **Discussion générale commune** : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois ; Jacques de Maupeou, Louis Namy, Abel-Durand, Pierre Marcihacy (p. 1418). — Accords particuliers conclus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 1425).

III. — Projet de loi, présenté par M. LE PREMIER MINISTRE, portant approbation de l'accord particulier signé le 19 octobre 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, d'autre part [25 octobre 1960] (I., n° 19). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Raymond Bonnefous [27 octobre 1960] (I., n° 23). — **Discussion générale commune** [3 novembre 1960] : 1° du projet de loi portant approbation des accords particuliers conclus les 11, 13 et 15 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo et de la République du Tchad, d'autre part (n°s 6 et 21 - 1960-1961) ; 2° du projet de loi portant approbation des accords particuliers conclus le 17 août 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République gabonaise, d'autre part (n°s 7 et 22, 1960-1961) ; 3° du projet de loi portant approbation de l'accord particulier signé le 19 octobre 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, d'autre part (n°s 19 et 23, 1960-1961). — **Discussion générale commune** : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois ; Jacques de Maupeou, Louis Namy, Abel-Durand, Pierre Marcihacy (p. 1418). — Accord particulier signé entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 1425).

### ACIDE ALGINIQUE

Projet de loi portant ratification du décret n° 59-1494 du 28 décembre 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception du droit de douane d'importation applicable à l'acide alginique, ses sels, et ses esters, à l'état sec.

Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (n°s 502, 686).

Transmis au Sénat le 30 juin 1960 (I., n° 231 [1959-1960]). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [19 octobre 1960] (I., n° 8).

**ADDUCTIONS D'EAU**, voy. : QUESTIONS ORALES, n° 143 et 157.

### ADMINISTRATEURS CIVILS DE L'AIR

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, MINISTRE DES ARMÉES, concernant la situation des administrateurs civils de l'administration centrale de l'« Air » (I., n° 2). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960]. — Rapport par M. Youssef Achour [8 décembre 1960] (I., n° 96). — Discussion [15 décembre 1960]. — Discussion générale (p. 2400) : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Youssef Achour, rapporteur de la commission des lois. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

### ADOPTION

I. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 344 du code civil relatif à l'adoption.

Transmise au Sénat le 5 novembre 1959 (n° 30) [1959-1960]. — Renvoyée à la commission des lois. — Rapport de M. Jozeau-Marigné, n° 61 [24 novembre 1960]. — Reprise de la proposition de loi de M. Jacques Delalande (n° 173) [1959-1960]. — Discussion générale [6 décembre 1960] : MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois ; Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice (p. 2222). — Article unique (p. 2224). — Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné (adoption). — Adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 2 (amendement de M. Bernard Chochoy) : MM. Bernard Chochoy, le rapporteur. — Retrait de l'article. — Adoption de la proposition de loi. — Modification de l'intitulé (p. 2225).

II. — Proposition de loi, présentée par M. Edgar FAURE, tendant à compléter l'article 344 du code civil relatif à l'adoption [16 décembre 1960] (I., n° 134). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**AFGHANISTAN**, voy. : COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET TECHNIQUE.

**AGENTS AUXILIAIRES**, voy. : QUESTIONS ORALES, 209.

**AGRICULTEURS SINISTRES**, voy. : QUESTIONS ORALES, 216, 227, 241.

### AGRICULTURE

Voy. : ORIENTATION AGRICOLE.

Application de la loi d'orientation agricole, voy. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, 75.

Institut paritaire d'économie rurale, voy. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, 76.

Licences d'importation pour les houblons, voy. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, 74.

### Enseignement et formation professionnelle agricoles.

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles [9 juin 1960] (I., n° 187). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Claudius Delorme [23 juin 1960] (I., n° 216). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan (I., n° 244). — Discussion [6 juillet 1960] (p. 723) : MM. Claudius Delorme, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Raymond Brun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Georges Lamousse, Jean Nayrou, Georges Cogniot, René Tinant, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Hector Dubois. — Suspension et reprise de la séance : MM. Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; le président. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 735) : amendement de M. Raymond Brun : MM. Raymond Brun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Claudius Delorme, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; rejet. — Amendement de M. Georges Cogniot : MM. Georges Cogniot, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; rejet. — Amendement de M. Raymond Brun : MM. Raymond Brun, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; adoption. — Amendement de M. Georges Cogniot : MM. Georges Cogniot, le rapporteur ; retrait. — Amendement de M. Raymond Brun : MM. Raymond Brun, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Auguste Pinton, Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Jean Bardol, Gabriel Montpied, Georges Lamousse ; adoption. — Amendement de M. René Tinant : MM. René Tinant, le rapporteur ; caducité. — Amendements de M. Maurice Bayrou, de M. Georges Cogniot, de M. Georges Lamousse et de M. Raymond

Brun : MM. Victor Golvan, Georges Cogniot, Georges Lamousse, Raymond Brun, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Auguste Pinton ; retrait de l'amendement de M. Maurice Bayrou ; rejet des autres amendements ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 739) : M. Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale. — Amendement de M. Georges Cogniot : MM. Georges Cogniot, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; rejet. — Amendement de M. Jean Nayrou : MM. Jean Nayrou, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; rejet, au scrutin public. — Amendement de M. Claudius Delorme : MM. le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; rejet. — Amendement de M. Jean Nayrou : MM. Jean Nayrou, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; adoption, modifié. — Amendement de M. Raymond Brun ; MM. Raymond Brun, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Yvon Coudé du Foresto ; rejet ; Adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 743) : amendement de M. Georges Cogniot : MM. Georges Cogniot, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; rejet. — Amendement de M. Raymond Brun : MM. Raymond Brun, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; retrait. — Amendement de M. Jean Nayrou : MM. Jean Nayrou, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; retrait ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 (p. 744) : amendement de M. Georges Cogniot : MM. Georges Cogniot, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; rejet. — Amendement du Gouvernement : MM. le ministre de l'agriculture, le rapporteur ; adoption. — Amendement de M. Jean Nayrou : MM. Jean Nayrou, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; rejet. — Amendement de M. Raymond Brun : MM. Raymond Brun, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; adoption. — Amendements de M. Raymond Brun et de M. Jean Nayrou : MM. Raymond Brun, Jean Nayrou, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Jean Bardol ; adoption. — Amendement de M. Raymond Brun : MM. Raymond Brun, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; adoption. — Amendement de M. Marcel Prélot : MM. Marcel Prélot, le rapporteur, Vincent Delpuech, le ministre de l'éducation nationale, André Dulin, Jean Bène, Hector Dubois ; adoption ; adoption de l'article modifié ; motion d'ordre : MM. Antoine Courrière, le président, le ministre de l'agriculture, Adolphe Dutoit. — Art. 5 (p. 749) : amendement de M. Georges Cogniot : MM. Georges Cogniot, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Pierre de La Gontrie ; rejet, au scrutin public ; motion d'ordre : MM. Antoine Courrière, le président, Adolphe Dutoit, le ministre de l'agriculture, Auguste Pinton. — Amendement de M. Claudius Delorme : MM. Claudius Delorme, le ministre de l'agriculture ; adoption. — Amendement de M. Jean Nayrou : MM. Jean Nayrou, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; rejet, au scrutin public. — Amendement de M. Jean Brajeux : MM. Jean Brajeux, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Martial Brousse, Roger Houdet, Jacques Verneuil, Michel Kauffmann, Edgard Pisani, Hector Dubois ; rejet. — Amendement de M. Claudius Delorme : MM. Claudius Delorme, le ministre de l'agriculture ; adoption. — Amendements de M. Roger Brun : MM. Roger Brun, le rapporteur, René Tinant, le ministre de l'agriculture ; adoption ; adoption de l'article modifié ; motion d'ordre : MM. le ministre de l'agriculture, Yves Estève, le président, Marcel Prélot. — Art. 6 (p. 756) : amendements de M. Georges Cogniot et de M. Jean Nayrou : MM. Georges Cogniot, le rapporteur, le ministre de l'éducation nationale, Jean Nayrou ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 7 (p. 756) : MM. Pierre de Villoutreys, le ministre de l'agriculture. — Amendements de M. Georges Cogniot et de M. Jean Nayrou : MM. Georges Cogniot, Jean Nayrou, le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; rejet. — Amendement de M. Claudius Delorme : MM. le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; adoption. — Amendement de M. Raymond Brun : MM. Raymond Brun, le rapporteur, le ministre de l'agriculture, Jean Nayrou ; rejet. — Motion d'ordre : MM. André Méric, le président de la commission, Pierre de La Gontrie, le président, Guy Petit, le ministre de l'agriculture, André Colin, Jean Bertaud, Pierre de Villoutreys ; M. André Dulin ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 et 9, adoption (p. 759). — Art. 10 (p. 759) : amendement de M. Claudius Delorme : MM. le rapporteur, le ministre de l'agriculture ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Renvoi de la suite de la discussion.

Scrutin et adoption le 7 juillet 1960 (p. 782).

Transmis pour deuxième lecture [19 juillet 1960] (n° 285). — Renvoyé à la commission des affaires culturelles. — Rapport de M. Claudius Delorme [19 juillet 1960] (n° 291). — Discussion générale en deuxième lecture [21 juillet 1960] : M. Claudius Delorme, rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 1033). — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 1033). — Art. 4 (p. 1033) : amendement de M. Claudius Delorme : MM. Marcel Prélot, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 : adoption (p. 1034). — Art. 10 (p. 1034) : MM. Paul Symphor, le ministre ; adoption de l'article. — Sur l'ensemble : M. Antoine Courrière. — Adoption du projet de loi.

**AIDE AUX AGRICULTEURS VICTIMES DE GELEES**, voy : QUESTIONS ORALES, n<sup>os</sup> 133, 134, 135, 144, 151, 168.

**AIDE SOCIALE AUX FOYERS DES ARMEES**, voir : QUESTIONS ORALES, 223.

#### AIR FRANCE

Rapport d'information de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, par M. COUDÉ DU FORESTO [1<sup>er</sup> décembre 1960] (n<sup>o</sup> 75).

#### ALCOOLISME

Projet de loi présenté par M. Antoine PINAY, MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, modifiant l'article 315 du code général des impôts relatif aux bouilleurs de cru. Nouveau texte : Projet de loi tendant à créer certaines mesures destinées à lutter contre l'alcoolisme.

Adopté par l'Assemblée nationale le 3 décembre 1959 (I., n<sup>o</sup> 272, 423).

Transmis au Sénat le 5 décembre 1959 (I., n<sup>o</sup> 90). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [17 décembre 1959]. — Rapport par M. Paul Driant [15 décembre 1959] (I., n<sup>o</sup> 103). — Avis par M. Henri Prêtre [17 décembre 1959] (I., n<sup>o</sup> 115). — Discussion générale [3 mai 1960] (p. 128) : MM. Michel Debré, Premier ministre ; Paul Driant, rapporteur de la commission des finances ; Henri Prêtre, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean Nayrou, Louis Jung. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 133) : amendement n<sup>o</sup> 8 : MM. Léon David, le rapporteur ; rejeté. — Amendement n<sup>o</sup> 1, sous-amendement n<sup>o</sup> 6 (p. 134) : MM. le rapporteur et le Premier ministre ; adoption. — Sous amendement n<sup>o</sup> 7 (p. 135) : MM. Legros, le Premier ministre, Etienne Restat ; adoption par scrutin n<sup>o</sup> 35. — Retrait du projet de loi.

#### ALGERIE

Voy. : SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE.

Militaires victimes d'accidents de la circulation, voy. : QUESTIONS ORALES, 202.

Dons et legs de caractère philanthropique, voy. : DONS ET LEGS.

Commission d'enquête, voy. : COMMISSIONS.

Hommage aux victimes des manifestations [13 décembre 1960] (p. 2334).

**ALLOCATIONS COMPENSATRICES DE LOYER**, voy. : QUESTION ORALE, n<sup>o</sup> 170.

**ALLOCATIONS FAMILIALES**, voy. : QUESTIONS ORALES, 266.

**ALLOCATIONS FAMILIALES (Départements d'outre-mer)**, voy. : QUESTION ORALE n<sup>o</sup> 182.

**ALLOCATION-LOGEMENT (bénéficiaires)**, voy. : QUESTION ORALE, n<sup>o</sup> 141 [17 mai 1960] (p. 208).

#### ALLOCATION-VIEILLESSE

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale le 21 juin 1960 (n<sup>o</sup> 116), relative à l'accèsion des travailleurs français non salariés du Maroc et de la Tunisie aux régimes d'allocation-vieillesse et d'assurance-vieillesse [22 juin 1960] (I., n<sup>o</sup> 207). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Maurice Carrier [13 juillet 1960] (I., n<sup>o</sup> 275). — Discussion générale [18 juillet 1960]. — Sont entendus : MM. Paul Bacon, ministre du travail, Maurice Carrier, rapporteur, Léon Motais de Narbonne. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : (p. 918) : amendement de M. Léon Motais de Narbonne : MM. Léon Motais de Narbonne, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 918) : amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur, Léon Motais de Narbonne : adoption. — Amendement de M. Léon Motais de Narbonne : MM. Léon Motais de Narbonne, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 919) : amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 : adoption (p. 919). — Art. 5 (p. 919) : amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié ; M. Roger Menu, président de la commission des

affaires sociales ; renvoi en commission pour coordination. — Suite de la discussion et adoption d'une proposition de loi (p. 927) ; nouvelle délibération proposée par la commission : M. Roger Menu, président de la commission des affaires sociales. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. Maurice Carrier : MM. le président de la commission, Paul Bacon, ministre du travail ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 : amendement de M. Maurice Carrier : MM. le président de la commission, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 : amendement de M. Maurice Carrier : MM. le président de la commission, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié ; adoption de la proposition de loi (p. 928) ; modification de l'intitulé.

**ALLOCATIONS AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES**, voy. : QUESTIONS ORALES, 239 ; TRAITEMENTS.

**ALLOCATION SCOLAIRE**, voy. : QUESTIONS ORALES, 217.

#### AMENAGEMENTS FISCAUX

Projet de loi fixant les conditions d'application dans les départements d'outre-mer des dispositions de la loi n<sup>o</sup> 59-1472 du 28 décembre 1960 et portant divers aménagements fiscaux dans ces départements.

Adopté par l'Assemblée nationale.

Transmis au Sénat le 13 déc. 1960 (n<sup>o</sup> 99). — Renvoyé à la commission des finances. — Rapport de M. Jean-Marie Louvel, n<sup>o</sup> 113 [13 décembre 1960]. — Discussion générale [14 décembre 1960] (p. 2378) : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Jean-Marie Louvel, rapporteur de la commission des finances ; Alfred Isautier, Georges Guénil, Georges Marie-Anne, Waldeck L'Huillier, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; le président. Présidence de M. André Méric. M. René Toribio. — Art. 1<sup>er</sup> et 2 : adoption (p. 2386). — Art. 3 (p. 2386). — Amendement de M. Alfred Isautier. — MM. Alfred Isautier, le secrétaire d'Etat, le rapporteur ; irrecevabilité. — Adoption de l'article. — Art. 4 à 7 : adoption (p. 2386, 2387). — Art. additionnel 7 bis (amendement de M. Alfred Isautier (p. 2387) : MM. Alfred Isautier, le secrétaire d'Etat, le rapporteur ; irrecevabilité de l'article. — Art. 8 à 13 : adoption (p. 2387, 2388). — Art. additionnel 13 bis (amendement de M. Georges Marie-Anne) (p. 2388) : MM. Georges Marie-Anne, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Retrait de l'article. — Art. 14 : adoption (p. 2390). — Art. 15 (p. 2390). — Amendement de M. Alfred Isautier. — MM. Alfred Isautier, le secrétaire d'Etat, le rapporteur ; irrecevabilité. — Adoption de l'article. — Art. 16 à 18 : adoption (p. 2390). — Art. additionnel 19 (amendement de M. Lucien Bernier) (p. 2390, 2391) : MM. Lucien Bernier, le secrétaire d'Etat, le rapporteur ; irrecevabilité de l'article. — Sur l'ensemble : M. Paul Symphor. — Adoption du projet de loi.

**AMENDEMENTS CALCAIRES (Subventions)**, voy. : QUESTION ORALE, n<sup>o</sup> 129.

#### AMNISTIE

Proposition de loi, présentée par M. Raymond GUYOT et plusieurs de ses collègues, tendant à accorder à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet 1960 l'amnistie pour toutes les peines à titre disciplinaire distribuées par les tribunaux militaires, à lever toutes les punitions régimentaires, à accorder l'amnistie, la libération et la démobilisation des jeunes soldats condamnés ayant déjà effectué un temps supérieur à celui de leur classe [23 juin 1960] (I., n<sup>o</sup> 217). — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

**ANCIENS COMBATTANTS (Retraite)**, voy. : QUESTIONS ORALES, 219, 221.

**ANTILLES FRANÇAISES (production bananière)**, voy. : QUESTION ORALE, n<sup>o</sup> 159.

#### APPAREILS ELECTRIQUES

Proposition de loi, présentée par M. Georges BONNET, relative à la fabrication, l'installation, la mise en vente et la vente d'appareils d'utilisation de l'électricité [24 novembre 1960] (I., n<sup>o</sup> 60). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [30 novembre 1960] (I., n<sup>o</sup> 71). — Discussion générale [6 décembre 1960] (p. 2212) : MM. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie ; Emile Hugues. — Article unique. — Amendements du Gouvernement. — MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption (p. 2214).

**APPELLATIONS D'ORIGINE, VOY. : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.****ARMÉE**

Soldats du contingent décédés par suite de maladie ou d'accident, voy. : QUESTIONS ORALES, 213.

**ARMÉE DE L'AIR**

Entrepôt n° 608 de Toulouse, voy. : QUESTIONS ORALES, 252.

**ARMÉE DE MER, VOY., CODE DE JUSTICE MILITAIRE, OFFICIERS DE...**

**ASSAINISSEMENT**

Flotte de commerce, voy. : CONSTRUCTION NAVALE.

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

Projet de loi organique, présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ÉTAT, modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique, relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale et abrogeant l'ordonnance n° 59-225 du 4 février 1959 portant loi organique relative au nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les territoires d'outre-mer [23 novembre 1960] (I, n° 57). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT**

Projet de loi autorisant : 1° l'approbation de l'accord instituant l'association internationale de développement ; 2° la participation financière de la France à cette association.

Adopté par l'Assemblée nationale.

Transmis au Sénat le 7 décembre 1960 (n° 86). — Renvoyé à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport de M. Edgar Faure [14 décembre 1960] (n° 115). — **Discussion générale** [14 décembre 1960] (p. 2370). — M. Edgar Faure, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Jean Bardol, Marius Moutet, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 du projet de loi (p. 2375, 2376).

**ASSOCIATIONS SYNDICALES**

Projet de loi présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, portant introduction dans les départements de la Martinique et de la Guyane de la loi des 21 juin 1865, 22 décembre 1888 sur les associations syndicales [8 décembre 1959] (I, n° 91). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Maurice Lalloy [28 avril 1960] (I, n° 156).

**ASSUJETTISSEMENT A L'IMPOT DE CERTAINS MILITAIRES, VOY. : QUESTION ORALE, n° 126.**

**ASSURANCES SOCIALES DES EXPLOITANTS AGRICOLES**

Projet de loi relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille.

Adopté par l'Assemblée nationale le 13 juillet 1960 (n°s 560, 605, 638, 639 et 148).

Transmission au Sénat [18 juillet 1960] (I, 280). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Martial Brousse déposé le 28 septembre 1960, annexé à la séance du 25 juillet 1960. — Avis de la commission des affaires économiques et du plan, M. Octave Bajoux, rapporteur [13 octobre 1960] (n° 3). — Avis de la commission des finances, M. Michel Kistler, rapporteur [13 octobre 1960] (n° 4). — **Discussion** [13 octobre 1960] (p. 1246 et suivantes). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Martial Brousse, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Octave Bajoux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan ; Michel Kistler, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation ;

Roger Menu, président de la commission des affaires sociales ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; renvoi. — **Discussion générale** : MM. Roger Lagrange, Adolphe Dutoit, Antoine Courrière, Abel-Durand, Robert Soudant, Paul Driant, Eugène Ritzenthaler, Louis Martin [18 octobre 1960] (p. 1273 et suiv.) (renvoi). — Art. 1<sup>er</sup> : art. 1106-5 du code rural : amendements de M. Martial Brousse, de M. Robert Soudant et de M. Etienne Dailly. — MM. Martial Brousse, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Octave Bajoux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Michel Kistler, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Robert Soudant, Hector Dubois, René Blondelle, Roger Lagrange, Paul Driant, Jean Deguise, Georges Boulanger, Paul Pelleray (rejet, au scrutin public, de la prise en considération de l'amendement de M. Martial Brousse). — Sur la prise en considération de l'amendement de M. Robert Soudant : MM. Robert Soudant, Jean-Marie Louvel, Louis Martin, Marcel Prélôt, Etienne Dailly, Octave Bajoux, Jean Deguise, le ministre, René Blondelle, Gilbert Paulian, le rapporteur, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert, Roger Lagrange (rejet, au scrutin public, de la prise en considération). — Sur l'amendement de M. Etienne Dailly : MM. Georges Boulanger, le ministre, Paul-Jacques Kalb, Etienne Dailly, le président, Michel Kistler (retrait). — Amendement de Michel Kistler. — MM. Michel Kistler, le rapporteur, le ministre, Jean-Marie Louvel (adoption). — Sur l'ensemble : adoption au scrutin public. — MM. le président de la commission des affaires sociales, le président, André Dulin, le ministre, François Schleiter. — Art. 1106-8 du code rural : amendement du Gouvernement. — MM. le ministre, le rapporteur, Abel-Durand, Octave Bajoux, René Dubois, Marcel Lebreton, Michel Kistler, Paul Driant, Roger Lagrange, Charles Laurent-Thouveray, Geoffroy de Montalembert, Etienne Dailly, André Méric, André Dulin (adoption). — Amendement de M. Abel-Durand. — M. Abel-Durand (retrait). — Adoption de l'article modifié. — Renvoi de la suite de la discussion [19 octobre 1960] (pages 1294 et suiv.). — Art. 1106-9 du code rural : Amendements du Gouvernement de M. Martial Brousse et de M. Roger Lagrange. — MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Martial Brousse, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Roger Lagrange ; retrait de l'amendement de M. Martial Brousse ; prise en considération de l'amendement du Gouvernement. — Sous-amendements de M. Abel-Durand et de M. Martial Brousse. — MM. Roger Menu, président de la commission des affaires sociales ; le rapporteur, Etienne Dailly, Marcel Lebreton, Guy Petit, Hector Dubois, Marcel Brégégère, Adolphe Dutoit, Abel-Durand, le ministre. — Adoption au scrutin public après pointage, de l'amendement de M. Martial Brousse. — Adoption de l'amendement de M. Abel-Durand ; adoption de l'article modifié. — Art. 1106-10 du code rural (adoption). — Art. 1106-11 du code rural : amendement de M. Martial Brousse (adoption). — Amendement de M. Octave Bajoux. — MM. Octave Bajoux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; le rapporteur, le ministre (adoption). — Amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, Octave Bajoux, le ministre (adoption). — Adoption de l'article modifié. — Art. 1106-12 du code rural : amendement de M. Octave Bajoux (retrait). — Adoption de l'article. — Art. 1106-13 à 1106-15 du code rural (adoption). — Art. 1106-1 du code rural : amendement de M. Octave Bajoux. — MM. Octave Bajoux, le rapporteur, le ministre, Roger Lagrange, Jacques Descours Desacres (rejet). — Amendements de M. Marcel Brousse et de M. Michel Kistler. — MM. le rapporteur, Michel Kistler, rapporteur pour avis de la commission des finances ; le ministre. — Retrait de l'amendement de M. Michel Kistler (adoption de l'amendement de M. Martial Brousse). — Amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, Octave Bajoux, Michel Kistler, le ministre, le président de la commission ; adoption au scrutin public. — MM. le ministre, le président. — Amendement de Mme Marie-Hélène Cardot. — Mme Marie-Hélène Cardot, M. le ministre (retrait). — Amendements de M. Martial Brousse et de M. Robert Soudant. — MM. le rapporteur, Robert Soudant, le ministre, Michel Kistler, Roger Lagrange (adoption). — Amendement de M. Martial Brousse (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 1106-2 du code rural : amendements de M. Michel Kistler, de M. Robert Bouvard et de M. Max Monichon. — MM. Michel Kistler, Jean de Lachomette, le ministre, le rapporteur (adoption). — Amendements de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le ministre (adoption). — Amendements de M. Adolphe Dutoit, de M. Eugène Romaine, de M. Lucien Grand, de M. Michel Kistler et de M. Martial Brousse. — MM. Léon David, Eugène Romaine, Lucien Grand, le ministre, Michel Kistler, le rapporteur, Octave Bajoux, Adolphe Dutoit, Roger Lagrange, Marcel Audy. — Irrecevabilité de l'amendement de M. Martial Brousse. — Retrait de l'amendement de M. Eugène Romaine. — Rejet des amendements de M. Adolphe Dutoit et de M. Michel Kistler. — Adoption, au scrutin public, de l'amendement de M. Lucien Grand. — Amendements de M. Martial Brousse et de M. Adolphe Dutoit. — MM. le rapporteur, Adolphe Dutoit, Octave Bajoux, le ministre, Michel Kistler. — Retrait de l'amendement de M. Martial



Brousse. — Rejet de l'amendement de M. Adolphe Dutoit. — Amendement de M. Robert Bouvard. — MM. le rapporteur, le ministre (adoption, modifié). — Amendements de M. Martial Brousse et de M. Michel Kistler. — MM. le rapporteur, Michel Kistler, le ministre, le président de la commission (retrait). Adoption de l'article modifié. — Art. 1106-3 du code rural : amendement de M. Adolphe Dutoit. — MM. Adolphe Dutoit, le rapporteur, le ministre (rejet). — Amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le ministre, Roger Lagrange (adoption). — Amendement de M. Robert Soudant. — MM. Robert Soudant, le rapporteur, le ministre, Michel Kistler, Octave Bajeux (adoption). — Amendements de M. Octave Bajeux et de M. Martial Brousse. — MM. Octave Bajeux, le rapporteur, le ministre, Michel Kistler. — Rejet de l'amendement de M. Octave Bajeux (adoption de l'amendement modifié de M. Martial Brousse). — Amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le ministre (adoption). — Amendement de M. Kistler. — MM. Michel Kistler, le ministre (adoption). — Adoption de l'article modifié. — Art. additionnel (amendements de M. Martial Brousse et de Mme Marie-Hélène Cardot) : MM. le rapporteur, Robert Soudant, le ministre (adoption). — Art. 1106-4 du code rural (adoption). — Art. 1106-6 du code rural : amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le ministre (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 1106-7 du code rural : amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le ministre, Georges Boulanger, Roger Lagrange, Hector Dubois (adoption) ; adoption de l'article modifié : adoption de l'ensemble de l'article 1<sup>er</sup> modifié. — MM. le président, le président de la commission. — Art. 2 : Art. 1244-1 du code rural : amendement de M. Roger Menu. — MM. le président de la commission, le ministre (adoption). Adoption de l'article modifié. — Art. 1250-1 du code rural : amendement de M. Robert Soudant. — MM. Robert Soudant, le ministre (retrait) ; adoption de l'article ; adoption de l'ensemble de l'article 2 modifié. — Art. 3 : amendements de M. Martial Brousse, de M. Roger du Halgouet et de M. Robert Bouvard. — MM. le rapporteur, Roger du Halgouet, Jean de Lachomette, le ministre, Jacques Descours Desacres, Roger Lagrange. — Retrait des amendements de M. Roger du Halgouet et de M. Robert Bouvard (adoption de l'amendement modifié de M. Martial Brousse) ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 : amendement de M. Octave Bajeux. — MM. Octave Bajeux, le rapporteur, le ministre (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 bis : amendements de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le ministre (adoption). — Amendement de M. Roger du Halgouet. — MM. Yves Estève, le rapporteur, le ministre (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 ter : adoption. — Art. 4 quater : amendement de M. Georges Marie-Anne. — MM. Georges Marie-Anne, le rapporteur, le ministre (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Article additionnel 4 *quinquies* (amendement de M. Amar Beloucif) : MM. Mohamed el Messaoud Mokrane, le rapporteur, le ministre (retrait de l'article). — Art. 5 : adoption. — Art. 6 : amendement de M. Adolphe Dutoit, le rapporteur, le ministre (rejet). — Amendements de M. Robert Bouvard et de M. Martial Brousse. — MM. Robert Bouvard (adoption de l'amendement de M. Martial Brousse) ; adoption de l'article modifié. — Article additionnel (amendement de M. Paul Ribeyre) : MM. Jacques Descours Desacres, le rapporteur, le ministre (retrait de l'article). — MM. Pierre de Villoutreys, le ministre. — Renvoi de la suite de la discussion : M. le président de la commission [20 octobre 1960] (p. 1319 et suiv.). — Assurances sociales des exploitants agricoles. — Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi (p. 1370 à 1374) [25 octobre 1960]. — Coordination : MM. Roger Menu, président de la commission des affaires sociales ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. — Amendements de M. Roger Menu. — MM. le président de la commission, le ministre (adoption). — MM. le ministre, Pierre de Villoutreys, Roger Lagrange, Adolphe Dutoit, Abel-Durand. — Adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi.

**Discussion en deuxième lecture.** — Projet de loi transmis au Sénat le 1<sup>er</sup> décembre 1960 (I., n° 77). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Martial Brousse [1<sup>er</sup> décembre 1960] (I., n° 79). — Avis, par M. Michel Kistler, au nom de la commission des affaires économiques et du plan [6 décembre 1960] (I., n° 82). — **Discussion** [7 décembre 1960] (p. 2230 et suiv.). — **Discussion générale** : MM. Martial Brousse, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Michel Kistler, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Roger Lagrange, Florian Bruyas, André Méric, Antoine Courrière, Adolphe Dutoit, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 2232). — Amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, le rapporteur pour avis (adoption). — Amendements de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Lucien Grand (adoption). — Amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Roger Lagrange, Abel-Durand (adoption). — Amendement de M. Yves Hamon. — MM. Yves Hamon, le rapporteur,

Geoffroy de Montalembert, Hector Dubois, René Blondelle, Jean Bertaud (rejet au scrutin public). — Amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur, Roger Menu, président de la commission des affaires sociales (réservé). — Amendements de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, Octave Bajeux, Jacques Descours-Desacres, Georges Boulanger (adoption). — M. Pierre Garet. — Amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, Etienne Dailly, Paul Bacon, ministre du travail ; André Dulin (adoption au scrutin public). — Amendement de M. Martial Brousse (adoption). — Amendements de M. Martial Brousse et du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le ministre. — Retrait de l'amendement du Gouvernement (adoption de l'amendement de M. Martial Brousse). — Amendements de M. Martial Brousse et de M. Michel Kistler. — MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, le ministre. — Retrait de l'amendement de M. Michel Kistler (adoption de l'amendement de M. Martial Brousse). — Amendement du Gouvernement (réservé) (adoption). — Adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 2247). — MM. le rapporteur, le ministre (adoption de l'article). — Art. 3 (p. 2248). — Amendements de M. Martial Brousse et du Gouvernement. — MM. le rapporteur, Pierre Garet, Pierre-Jacques Kalb, Charles Laurent-Thouvery, le président de la commission, Marcel Lemaire (rejet). — Suppression de l'article. — Art. 4 (p. 2249). — Amendements de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le ministre, Abel-Durand (adoption). — Adoption de l'article. — Art. 6 (p. 2249). — Amendement de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, le ministre (adoption) ; adoption de l'article ; demande de nouvelle délibération (p. 2249). — MM. le président de la commission, le ministre. — Art. 3. — Amendements de M. Martial Brousse. — MM. le rapporteur, Marcel Lebreton, le président, Pierre de La Gontrie, le ministre, Abel-Durand, Paul Pelleray, Marcel Lemaire (adoption) ; adoption de l'article. — MM. le ministre, Antoine Courrière ; adoption du projet de loi. — Constitution d'une commission paritaire mixte [7 décembre 1960] (p. 2251).

**Nouvelle lecture.** — Rapport, au nom de la commission paritaire mixte, de M. Martial Brousse [13 décembre 1960] (n° 111). — **Discussion** [13 décembre 1960] (p. 2354) : M. Martial Brousse, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire. — Art. 1<sup>er</sup>, 3 et 4 : adoption (p. 2356). — Art. 6 : amendement de M. Georges Boulanger. — MM. Georges Boulanger, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; le rapporteur (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble : MM. le ministre, Roger Lagrange. — Adoption des conclusions modifiées de la commission mixte paritaire (p. 2357).

**ASSURANCE VIEILLESSE, VOY. : ALLOCATION VIEILLESSE.**

#### **ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE**

Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse agricole et à la réparation des accidents du travail agricole [17 décembre 1959] (I., n° 112). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Martial Brousse [16 juin 1960] (I., n° 197). — Discussion générale [18 juillet 1960] (p. 926). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Martial Brousse, rapporteur de la commission des affaires sociales. Discussion des articles (p. 926). — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur, le ministre, Gilbert Paulian ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 927) : amendement de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 : adoption. — Adoption du projet de loi.

#### **ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE**

Proposition de loi, présentée par MM. ANDRÉ ARMENGAUD et LÉON MOTAIS DE NARBONNE, relative à l'accèsion des salariés français d'outre-mer, dans leur ensemble, au régime de l'assurance volontaire vieillesse [16 décembre 1960] (I., n° 130). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**ATTRIBUTION DES PRIMES D'EQUIPEMENT, VOY. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 58.**

**AUTOROUTES, VOY. : QUESTION ORALE, n° 115.**

**AUVERGNE, VOY. : BASSIN HOULLER.**

**AUXILIAIRES, AGENTS DES COMMUNES, VOY. : QUESTIONS ORALES, 209.**

## B

**BACCALAUREAT**, VOY. : QUESTION ORALE, n° 192.

**BAILLEURS ET LOCATAIRES**

Projet de loi, présenté par M. Pierre SUDREAU, MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et l'article 340 du code de l'urbanisme [18 juillet 1960] (I., n° 283). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [16 décembre 1960] (I., n° 129).

**BAUX**

Proposition de loi présentée par M. Jacques DELALANDE, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 1<sup>er</sup>, 7, 9, 11, 14 et 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de baux à usage commercial, industriel ou artisanal [2 décembre 1959] (I., n° 82). — Renvoi à la commission de législation. — Rapport par M. Jacques Delalande [7 juin 1960] (I., n° 175). — Discussion [16 juin 1960] (p. 402 et suiv.). — Sont entendus dans la discussion générale : MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Louis Namy. — Discussion des articles (p. 405 et suiv.). — Art. A : amendement de M. Delalande tendant à la suppression de l'article ; observations ; rejet (p. 406). — Art. B : amendement de M. Delalande tendant à la suppression de l'article ; observations ; rejet (*ibid.*). — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. Delalande tendant à reprendre dans une forme différente le texte de l'Assemblée nationale pour les paragraphes 1 et 2 ; observations ; adoption (p. 407). — Amendement de M. Namy tendant à substituer la collectivité publique au propriétaire pour le versement de l'indemnité d'éviction ; observations ; rejet (p. 408). — Amendement de M. Fruh tendant à soumettre toute demande de résolution ou de résiliation d'un bail aux mêmes mesures de mise en demeure exigées des propriétaires ; observations ; retrait. — Art. 3 : amendement de M. Delalande tendant à la suppression de l'article ; observations ; rejet (p. 409). — Amendement de M. J.-L. Vigier tendant au rétablissement du texte voté par l'Assemblée nationale ; observations ; retrait (*ibid.*). — Art. 4 : amendement de M. Delalande tendant à préciser que le montant de l'indemnité d'occupation ne sera pas seulement déterminé en tenant compte de la précarité de l'occupation ; observations ; adoption (p. 410). — Article additionnel 4 bis nouveau : proposé par amendement de M. Pinton, tendant à préciser que le consentement du propriétaire pourra être express ou tacite ; observations ; rejet (p. 414). — Art. 6 bis : amendement de M. Delalande tendant à compléter cet article et à prévoir que toute remise en demeure, mais non faite dans les formes valables, sera considérée comme valable. — Amendement complété par celui du Gouvernement accordant un délai de trois mois à compter de la publication de la présente loi pour effectuer la mise en demeure dans les formes prévues à l'article 1<sup>er</sup> ; observations ; adoption (p. 414). — Ont pris part à la discussion : MM. Delalande, rapporteur ; Jean-Louis Vigier, Edouard Le Belle-gou, Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur ; Charles Fuch, Auguste Pinton, Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Raymond Bonnefous, président de la commission ; Camille Vallin, Florian Bruyas ; Edmond Michelet, garde des sceaux. — Sur l'ensemble (p. 414). — Adoption modifiée.

Transmis en deuxième lecture au Sénat [22 juillet 1960] (n° 317). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [22 juillet 1960] (n° 318). — Discussion en deuxième lecture [23 juillet 1960]. — Discussion générale : M. Jacques Delalande, rapporteur de la commission des lois (p. 1126). — Art. B et 1<sup>er</sup> : adoption (p. 1127). — Adoption de la proposition de loi.

**BAUX A LOYER D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL.**

Proposition de loi, présentée par M. Jean MÉTAYER et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le

renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [19 juillet 1960] (n° 290). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

Proposition de loi, présentée par M. Bernard LAFAY tendant à modifier l'article 23 du décret n° 03-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [14 juin 1960] (I., n° 194). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

**BARRAGES (sécurité)**, VOY. : QUESTION ORALE, n° 116.

**BASSIN HOULLER D'AUVERGNE**, VOY. : QUESTIONS ORALES, 200.

**BENEFICIAIRES DE L'ALLOCATION LOGEMENT**, VOY. : ALLOCATION LOGEMENT.

**BOISSONS NATIONALES**, propagande à la télévision en leur faveur, VOY. : QUESTIONS ORALES, 224.

**BOURSE D'ECHANGES DE LOGEMENTS**

Projet de loi portant création d'une bourse d'échanges de logements.

Adopté par l'Assemblée nationale le 27 juillet 1960 (n° 786, 800 et 168).

Transmis au Sénat [22 juillet 1960] (I., n° 314). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Adolphe Chauvin [25 octobre 1960] (n° 18). — Discussion [27 octobre 1960]. — Discussion générale : MM. Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Adolphe Chauvin, rapporteur de la commission des lois ; Louis Namy, Emile Hugues, Pierre Marcilhacy (p. 1396). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1401). — Amendement de M. Adolphe Chauvin. — MM. le rapporteur, Marcel Prélot, le ministre (adoption). — Amendement de M. Louis Namy. — MM. Louis Namy, le rapporteur, le ministre, Emile Hugues (retrait). — Amendement du Gouvernement (adoption). — Adoption de l'article modifié. — Article additionnel 1<sup>er</sup> bis : amendements de M. Adolphe Chauvin et du Gouvernement. — Retrait de l'amendement de M. Adolphe Chauvin (adoption de l'amendement du Gouvernement). — Adoption de l'article. — Art. 2 : adoption (p. 1403). — Art. 3 : (p. 1403). — Amendement de M. Adolphe Chauvin. — MM. le rapporteur, le ministre (adoption). Adoption de l'article modifié. — Art. 4 : adoption p. 1403). — Art. 5 (p. 1403). — Amendements de M. Adolphe Chauvin et du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le ministre, Waldeck L'Huillier (adoption, modifiés) adoption de l'article modifié. — Art. 6 (p. 1404). — Amendement de M. Louis Namy. — MM. Louis Namy, le rapporteur, le ministre, Emile Hugues (rejet). — MM. Gilbert Paulian, le ministre (adoption de l'article). — Art. 6 bis et 7 : adoption (p. 1405). — Art. 8 (p. 1405). — MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption de l'article. — Art. 9 : adoption (p. 1405). — Art. 10 : (p. 1405). — Amendement de M. Adolphe Chauvin. — MM. le rapporteur, le ministre (adoption). Adoption de l'article modifié. — Art. 11 : adoption (p. 1405). — ADOPTION DE L'ENSEMBLE DU PROJET DE LOI.

Deuxième transmission au Sénat [25 novembre 1960] (I., n° 62). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Adolphe Chauvin [30 novembre 1960] (n° 70). — Discussion générale [6 décembre 1960] : M. Adolphe Chauvin, rapporteur de la commission des lois (p. 2221). — Art. 1<sup>er</sup> : M. le rapporteur. — Adoption de l'article. — Art. 1<sup>er</sup> bis et 5 : adoption (p. 222). — ADOPTION DU PROJET DE LOI.

**BUDGET DE 1961**

Projet de loi de finances pour 1961.

Adopté par l'Assemblée nationale le 13 novembre 1960 (I., n° 866, 886, 913, 931, 194).

Transmis au Sénat le 15 novembre 1960 (I., n° 38). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [15 novembre 1960] (n° 39). — Avis de la commission

des affaires sociales, M. Lucien Bernier, rapporteur [15 novembre 1960] (n° 40). — Avis de la commission des affaires économiques et du plan, M. Gadoin, rapporteur [15 novembre 1960] (n° 41). — Avis de la commission des affaires culturelles, M. Pauly, rapporteur [15 novembre 1960] (n° 42). — Avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, M. Lecanuet, rapporteur [18 novembre 1960] (n° 51). — **Discussion générale** [15 novembre 1960] (p. 1549 à 1570). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Emile Hugues, Bernard Chochoy, Ludovic Tron, Georges Marrane, Georges Marie-Anne, Roger Menu. — Renvoi de la suite de la discussion. — Loi de finances pour 1961. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 1578) [16 novembre 1960]. — Motion d'ordre : M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (p. 1578). — Art. 1<sup>er</sup> : (p. 1578 et 1579), M. Georges Marie-Anne (adoption de l'article). — Art. 2 : réservé. — Art. 3 (p. 1579 et 1580) : amendements de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 : réservé (p. 1580). — Art. 6 (p. 1581 à 1585) : amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. Roger Lachèvre, rapporteur spécial ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Vincent Delpuech, Mlle Irma Rapuzzi, MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général, le président, Yvon Coudé du Foresto (adoption) ; suppression de l'article ; renvoi de la suite de la discussion. — Loi de finances pour 1961. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 1585) [16 novembre 1960]. — Art. 2 (réservé) (p. 1586 à 1590) : amendement de M. Georges Marrane. — MM. Georges Marrane, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances (rejet) ; MM. Ludovic Tron, Marc Desaché, André Armengaud, le secrétaire d'Etat. — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Antoine Courrière, Marc Desaché, Jacques Soufflet. — Adoption de la première partie. — Adoption, au scrutin public, de la deuxième partie ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 (réservé) (p. 1591 à 1593) : M. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. — Amendements de M. Georges Marrane et de M. Marcel Pellenc. — MM. Georges Marrane, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Yvon Coudé du Foresto, Auguste-François Billiemaz, Antoine Courrière (adoption) ; suppression de l'article. — Art. additionnel 6 bis (amendement du Gouvernement) (p. 1593 à 1595) : sous-amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Emile Hugues, Gabriel Montpied ; adoption, au scrutin public, de l'article modifié. — Art. additionnel 6 ter (amendement du Gouvernement) (p. 1595 et 1596) : sous-amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption, au scrutin public, de l'article modifié ; renvoi de la suite de la discussion. — Loi de finances pour 1961 [18 novembre 1960]. — **Suite de la discussion d'un projet de loi** (p. 1602). — Art. 7 (p. 1602) : amendement du Gouvernement. — MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (adoption) ; adoption de l'article modifié (p. 1604). — Art. additionnel 7 bis (amendement du Gouvernement) (p. 1604) : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général ; adoption de l'article. — Art. 8 : adoption. — Art. 9 (p. 1604 à 1606) : M. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. — Amendement de M. Amédée Bouquerel. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (irrecevabilité). — MM. Antoine Courrière, Amédée Bouquerel, le secrétaire d'Etat, le rapporteur général ; suppression de l'article, au scrutin public. — Art. 10 : adoption (p. 1606). — Art. 11 (p. 1606 à 1609) : amendement de M. René Blondelle. — MM. René Blondelle, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Emile Hugues, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption) ; suppression de l'article. — Art. additionnel 11 bis. (Amendement de M. Marcel Pellenc) : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article. — Art. 12 (p. 1609 et 1610) : amendements de M. René Blondelle. — MM. René Blondelle, le rapporteur général, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture (adoption) ; suppression de l'article. — Art. 13 (p. 1610 et 1611) : M. André Dulin, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Mme Renée Dervaux. — Amendement de M. André Dulin. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Antoine Courrière, André Dulin, Martial Brousse ; adoption, au scrutin public ; suppression de l'article. — Art. 14 (p. 1611 à 1616) : amendements de Mlle Irma Rapuzzi et de M. Michel de Pontbriand. — Mlle Irma Rapuzzi, MM. Michel de Pontbriand, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Gérald Coppenrath, Charles Naveau, André Armengaud, Gaston Defferre, André Dulin, Etienne Dailly, Paul Symphor, le président, Léon Jozeau-Marigné ; rejet de l'amendement de Mlle Irma Rapuzzi ;

adoption, au scrutin public, de l'amendement de M. Michel de Pontbriand ; adoption de l'article modifié. — Art. 16 : adoption (p. 1616). — Art. 17 (p. 1616 à 1620), M. le rapporteur général ; adoption de l'article. — Art. 18 à 22 (adoption) (p. 1621 à 1626). — Art. 23 (p. 1626) : amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, le président (réservé) ; l'article est réservé. — Art. 23 (réservé) (p. 1627 à 1629) : amendements de M. Marcel Pellenc. — MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Edgar Faure (retrait) ; adoption de l'article. — M. le secrétaire d'Etat.

**SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION** (p. 1629 à 1643) : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Hector Peschaud, rapporteur spécial ; André Plait, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Roger Lagrange, Fernand Auberger, Mme Renée Dervaux, MM. Bernard Chochoy, Jacques Henriet, Pierre Marcihacy, Lucien Bernier, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Jacques Descours Desacres, Abel-Durand, Victor Golvan, Francis Le Basser, Adolphe Dutoit, Jean de Bagneux. — Art. 79 : adoption (p. 1643 et 1644) ; renvoi de la suite de la discussion : MM. le président, le rapporteur général, Antoine Courrière.

**POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS** (p. 1644 à 1652) : MM. Bernard Chochoy, rapporteur spécial ; Joseph Beaujannot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Edouard Le Bellegou, Adolphe Dutoit, Adolphe Chauvin, Lucien Bernier, Michel Maurice-Bokanowski, ministre des postes et télécommunications ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances. — Art. 32, 33 et 83 : adoption (p. 1652 et 1653).

**CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE** (p. 1653 à 1655) : MM. Georges Marrane, rapporteur spécial ; Edouard Le Bellegou, Pierre Garet, Michel Maurice-Bokanowski, ministre des postes et télécommunications ; Gabriel Montpied. — Art. 32 (p. 1655 et 1656) : MM. Edouard Le Bellegou, le rapporteur spécial, Antoine Courrière ; adoption de l'article au scrutin public. — Art. 33 : adoption (p. 1656) ; motion d'ordre : MM. Alex Roubert, président de la commission des finances ; le président, Edmond Michelet, gardes des sceaux, ministre de la justice.

**LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION** (p. 1656 à 1658) : M. Paul Chevallier, rapporteur spécial. — Art. 32 : adoption (p. 1658). — Art. 33 : adoption (p. 1658) ; renvoi de la suite de la discussion : MM. le président de la commission, le garde des sceaux.

**Suite de la discussion** [18 novembre 1960]. — **AFFAIRES ÉTRANGÈRES** (p. 1666 à 1682) : MM. Georges Portmann, rapporteur spécial ; Jean Lecanuet, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Maurice Carrier, Léon Motais de Narbonne, Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Jean-Louis Tinaud, André Armengaud, le général Antoine Béthouart, Henri Longchambon, Georges Marrane, le général Jean Ganeval, Marius Moutet, vice-président de la commission des affaires étrangères ; Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Edgar Faure. — Amendement du Gouvernement. — MM. le ministre, le rapporteur spécial (adoption) (p. 1682).

**ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE** (p. 1683 à 1697) : M. Jacques Soufflet, rapporteur spécial ; Mme Marie-Thérèse Cardot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; MM. Fernand Auberger, Jean-Louis Fournier, Georges Marie-Anne, Georges Marrane, René Dubois, Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants et victimes de guerre ; André Monteil. — MM. Bernard Chochoy, le ministre, Mme Marie-Thérèse Cardot, M. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. — Amendement du Gouvernement. — MM. le ministre, le rapporteur spécial, Mme Marie-Hélène Cardot (rejet). — Mme Marie-Hélène Cardot, M. Antoine Courrière ; adoption du titre IV au scrutin public. — Art. 54 (p. 1694) : amendement de M. Georges Marrane. — MM. le secrétaire d'Etat Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (irrecevabilité). — Amendement de Mme Marie-Hélène Cardot. — Mme Marie-Hélène Cardot, MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (irrecevabilité). — Amendements de M. Marcel Pellenc, de M. Antoine Courrière et de M. Marcel Audy. — MM. le rapporteur spécial, Marcel Audy, Antoine Courrière, le ministre, le secrétaire d'Etat. — Retrait de l'amendement de M. Marcel Audy. — Adoption des amendements de M. Marcel Pellenc et de M. Antoine Courrière ; adoption de l'article modifié. — Art. 55 à 58 : adoption (p. 1596).

**INDUSTRIE** (p. 1697 à 1703) : MM. Gustave Alric, rapporteur spécial ; Pierre de Villoutreys, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Michel Champleboux, Jean Bardol, Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie ; André Monteil. — Art. 75 à 76 : adoption (p. 1703).

**TRAVAIL** (p. 1703 à 1709) : MM. Michel Kistler, rapporteur spécial ; Lucien Bernier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Léon Messaud, Mme Renée Dervaux, MM. André Armengaud, Jean Bardol, Paul Bacon, ministre du travail. — MM. le rapporteur spécial, le ministre. — Art. 80, 81, 81 bis, 82 et 82 bis : adoption (p. 1709).

**Suite de la discussion** [19 novembre 1960]. — **SERVICES DU PREMIER MINISTRE** (p. 1713 à 1722) : sections I, III et XI : MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Michel Champeboux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Pierre de Villoutreys, André Monteil, Henri Longchambon. — Sections V, VI et VII : M. Eugène Motte, rapporteur spécial.

**Suite de la discussion** [21 novembre 1960] : M. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice.

**JUSTICE** (p. 1726 à 1740) : MM. Pierre Garet, rapporteur spécial ; Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Antoine Courrière, Jean-Louis Fournier, André Fosset, Jacques Gadoin, Maurice Carrier, Jacques Delalande, Pierre Marcilhacy, Gustave Philippon, Marcel Prélot, Marcel Audy, le garde des sceaux, Adolphe Chauvin, Raymond Bonnefous, président de la commission des lois. — MM. Louis Namy, Jean-Eric Bousch.

**AFFAIRES ÉCONOMIQUES** (p. 1742 à 1746) : MM. Marc Desaché, rapporteur spécial ; Jacques Gadoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Georges Marie-Anne, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur.

**INFORMATION** (p. 1746 à 1751) : MM. Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial ; Jacques Baumel, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Roger Garaudy, Léon Motais de Narbonne, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Antoine Courrière, Louis Terrenoire, ministre de l'information ; Lucien Bernier, Vincent Delpuech. — M. Antoine Courrière.

**CONSTRUCTION** (p. 1751 à 1776) : MM. Charles Suran, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean-Eric Bousch, rapporteur spécial ; Bernard Chochoy, André Méric, Jean Bardol, Joseph Voyant, Maurice Coutrot, Jacques Descours Desacres, Michel Kistler, Pierre Sudreau, ministre de la construction ; André Dulin. — Suspension et reprise de la séance. — Présidence de Mme Marie-Hélène Cardot. — MM. le rapporteur spécial, le ministre, André Armengaud. — Art. 27 (p. 1766) : MM. le rapporteur spécial, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 28 (p. 1767) : MM. Geoffroy de Montalembert, Bernard Chochoy, Eugène Romaine, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; le rapporteur spécial, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 37 et 39 : réservés (p. 1770). — Art. 40 et 46 : adoption (p. 1770). — Art. 47 (p. 1770) : MM. le rapporteur spécial, le ministre, Bernard Chochoy ; adoption de l'article. — Art. 48 (p. 1771) : MM. Léon Jozeau-Marigné, André Armengaud, le ministre, le rapporteur spécial ; l'article est réservé. — Art. 59 (p. 1772) : M. Clément Balestra. — Amendement de M. Jean-Eric Bousch. — MM. le rapporteur spécial, le ministre, Emile Hugues, Edgard Pisani, le secrétaire d'Etat (adoption) ; suppression de l'article. — Art. 59 bis (p. 1775) : amendement de M. Jean-Eric Bousch (adoption) ; suppression de l'article. — Art. 60, 61 et 71 : adoption. — Art. 72 (p. 1775) : M. Amédée Bouquerel. — Motion d'ordre : Mme le président, M. Alex Roubert, président de la commission des finances ; adoption de l'article. — Art. additionnel (amendement de M. Joseph Voyant) : MM. Joseph Voyant, le secrétaire d'Etat ; retrait de l'article. — Art. 48 (réservé) (p. 1775) : M. Léon Jozeau-Marigné. — Amendement de M. Jean-Marie Louvel. — M. Michel Kistler. — Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné. — MM. le rapporteur spécial, le ministre (adoption) ; suppression de l'article.

**Suite de la discussion** [22 novembre 1960]. — **INTÉRIEUR** (p. 1782 à 1802) : MM. Jacques Masteau, rapporteur spécial ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Jean Nayrou, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Mlle Irma Rapuzzi, M. Gustave Philippon, Mme Renée Dervaux, MM. Marcel Champeix, Jean Brajeux, Eugène Ritzenthaler, Henri Longchambon, Victor Golvan, François Schleiter, Jean Bertaud, Jacques Descours Desacres, Adolphe Chauvin, Gaston Defferre, Marcel Prélot, Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur. — Amendement de M. Jacques Masteau. — MM. Jacques Masteau, rapporteur spécial ; Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Jacques Descours Desacres (adoption). — Amendement du Gouvernement. — MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; le rapporteur spécial (rejet). — Amendement de Mme Renée

Dervaux. — Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur spécial, le ministre (rejet). — M. Jacques Descours Desacres. — Amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur spécial (adoption). — M. le secrétaire d'Etat. — Art. 77 (p. 1799) : amendement de Mme Renée Dervaux. — Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat (rejet) ; adoption de l'article. — Art. 78 : adoption. — Art. 78 bis (p. 1800) : amendements de M. Jacques Masteau et de M. Jean Nayrou. — MM. le rapporteur spécial, Jean-Louis Vigier, le ministre, Jean Nayrou, rapporteur pour avis de la commission des lois ; André Fosset, Jacques Marette, Antoine Courrière, Jacques Descours Desacres, Raymond Bonnefous, président de la commission des lois (réservés) ; l'article est réservé ; renvoi de la suite de la discussion.

**EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS** (p. 1802 à 1827) : Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial ; MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; René Tinant, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Jean Nayrou, Mme Suzanne Crémieux, MM. Gaston Defferre, Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale ; Edgar Tailhades, Maurice Verillon, Henri Longchambon, Bernard Chochoy, Georges Lamousse, Mme Renée Dervaux, MM. Jean Noury, Jean Brajeux, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Gérald Coppenrath, Jean de Bagnaux, Georges Marrane, Michel Kauffmann, Jacques Descours Desacres, Jacques Henriot, Jean Fichoux, Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale ; Marcel Prélot. — Amendement de M. André Armengaud. — MM. André Armengaud, au nom de la commission des finances ; le ministre (retrait). — Mme Marie-Hélène Cardot, MM. le ministre, Edgar Tailhades ; adoption du Titre IV, au scrutin public. — Art. 62 : adoption (p. 1826) ; renvoi de la suite de la discussion : M. Alex Roubert, président de la commission des finances.

**Suite de la discussion** [23 novembre 1960]. — **AFFAIRES CULTURELLES** (p. 1830 à 1845) : MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial ; Charles Fruh et André Cornu, rapporteurs pour avis de la commission des affaires culturelles ; André Dulin, Vincent Delpuech, Georges Lamousse, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Marcel Bertrand, Léon Messaud, Jacques de Maupeou, Abel-Durand, Pierre Garet, André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles ; M. Camille Vallin. — Art. 50 : adoption (p. 1845).

**TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS** (p. 1845 à 1866 : Mlle Irma Rapuzzi et M. Antoine Courrière, rapporteurs spéciaux ; MM. Amédée Bouquerel, Auguste-François Billiemaz et Joseph Yvon, rapporteurs pour avis de la commission des affaires économiques ; Camille Vallin, Jean Brajeux, Georges Marie-Anne, Auguste Pinton, Guy Petit, Edouard Bonnefous, Marcel Audy, Louis Leygue, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Vincent Delpuech, André Méric, Antoine Courrière, Paul-Jacques Kalb, Auguste-François Billiemaz, le ministre. — Amendement de Mlle Irma Rapuzzi. — Mlle le rapporteur spécial, M. Amédée Bouquerel (adoption). — MM. Jean-Paul de Rocca Serra, Jacques Faggianelli, le ministre ; M. Bernard Lemarié. — Amendement de M. Georges Portmann. — MM. Raymond Brun, le ministre (retrait).

**AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** (p. 1866 à 1876) : MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Gaston Pams, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Georges Marrane, André Méric, Marcel Audy, Auguste Pinton, Gaston Pams, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports.

**MARINE MARCHANDE** (p. 1876 à 1887) : MM. Roger Lachèvre, rapporteur spécial ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Georges Marie-Anne, Abel-Durand, Lucien Bernier, Vincent Delpuech, Raymond Brun, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Joseph Yvon, le ministre, Gérald Coppenrath, Bernard Lemarié, le ministre. — Art. 49 (p. 1887) : M. le rapporteur spécial ; adoption de l'article.

**Suite de la discussion** [24 novembre 1960]. — **AGRICULTURE** (p. 1894 à 1906) : MM. Paul Driant et Geoffroy de Montalembert, rapporteurs spéciaux ; René Blondelle et Marc Pauzet, rapporteurs pour avis de la commission des affaires économiques ; Joseph Raybaud, Emile Durieux, Marcel Boulangé, Jean Périquier, Marcel Brégégère. — Renvoi de la suite de la discussion : M. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. — **AGRICULTURE (suite)** (p. 1907 à 1917) : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Edgar Faure, Jean Bardol, Victor Golvan, Jacques Henriot, Martial Brousse, le ministre. — **AGRICULTURE (suite)** (p. 1917 à 1926) : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Antoine Courrière, Jean Errecart, René Tinant, Yvon Coudé du Foresto, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Eugène Ritzenthaler, Marc Desaché, Michel Kauffmann, Marcel Lebreton, Roger Carcassonne. — Renvoi de la suite

de la discussion. — AGRICULTURE (*suite et fin*) (p. 1927 à 1938) : MM. Marcel Legros, Claude Mont, Charles Naveau, Charles Suran, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Georges Portmann, Antoine Courrière, Yvon Coudé du Foresto, Jean Bardol, Marcel Prélot, André Dulin, Michel Yver, Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial ; Marc Pauzet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Emile Durieux, Jean Errecart, le ministre, Emile Durieux ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Paul Driant, rapporteur spécial ; Maurice Lalloy.

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (p. 1938 à 1942) : MM. Max Monichon, rapporteur spécial ; André Dulin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Robert Soudant. — Amendement de M. André Dulin. — MM. André Dulin, André Armengaud, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Paul Driant (rejet). — Art. 52 : adoption (p. 1942).

FONDS DE RÉGULARISATION ET D'ORIENTATION DES MARCHÉS AGRICOLES (p. 1942 et 1943) : MM. Paul Driant, rapporteur spécial ; Michel Yver, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture.

Suite de la discussion [25 novembre 1960]. — SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES ALGÉRIENNES (p. 1967) : art. 53 bis : adoption.

SAHARA (p. 1968 à 1979) : MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat ; Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial ; René Jager, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Ali Merred, Marius Moutet. — Amendement de M. Jean-Marie Louvel. — MM. le rapporteur spécial, le ministre d'Etat, Ali Merred, Jean Bertaud, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances. (Rejet.). — Amendement de M. Jean-Marie Louvel. (Adoption.). — Art. 53 : adoption (p. 1979) : MM. André Armengaud, le président.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (p. 1979 à 1994) : MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial ; René Toribio, Lucien Bernier, Georges Guénil, Alfred Isautier, Georges Marie-Anne, Gérald Coppenrath, le président, Robert Lecourt, ministre d'Etat ; Paul Sympbor, Henri Claireaux, Henri Lafleur, Mohamed Kamil. — Art. 44 : adoption (p. 1994).

ADMINISTRATION PROVISOIRE DES SERVICES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (p. 1994) : MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial. — Art. 66 : adoption (p. 1994).

Suite de la discussion [26 novembre 1960]. — RELATIONS AVEC LES ÉTATS DE LA COMMUNAUTÉ ET RELATIONS AVEC LES ÉTATS DU CAMEROUN ET DU TOGO (p. 1998 à 2004) : MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Jean Périquier, Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté.

DÉPENSES MILITAIRES (p. 2004 à 2012) : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; André Maroselli, rapporteur spécial ; François Schleiter, Waldeck L'Huillier, André Monteil. — Section commune (p. 2012 à 2015) : MM. Jacques Soufflet, rapporteur spécial ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Antoine Courrière, le ministre. — Section air (p. 2015 à 2018) : MM. Julien Brunhes, rapporteur spécial ; Jacques Ménard, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; le ministre. — Section guerre (p. 2018 et 2019) : MM. André Maroselli, rapporteur spécial ; Pierre Métayer, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; le ministre. — Art. 84 et 86 : adoption (p. 2019). — Section marine (p. 2020 à 2025) : MM. Antoine Courrière, rapporteur spécial ; André Monteil, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Edouard Le Belle-gou, Clément Balestra, le ministre. — Art. 85 : adoption (p. 2025). — Section commune (affaires d'outre-mer) (p. 2025 à 2027) : MM. Gustave Alric, rapporteur spécial ; Georges Guénil, Georges Marie-Anne, le ministre. — Art. 29 (p. 2027) : MM. Jacques Descours Desacres, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 30 : adoption (p. 2028). — Service des essences. — Service des poudres (p. 2028 et 2029) : MM. André Collin, rapporteur spécial ; Gérard Minvielle, le ministre. — Art. 51 : adoption (p. 2029).

Suite de la discussion [28 novembre 1960]. — CHARGES COMMUNES (p. 2037 à 2046) : MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial ; Jean Nayrou, Maurice Carrier, André Armengaud, Georges Marrane, Georges Marie-Anne, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Edgar Faure ; Gaston Pams, le ministre, Yvon Coudé du Foresto. — Art. 64 et 65 : adoption.

SERVICES FINANCIERS (p. 2046 à 2051) : MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial ; Jacques Descours Desacres, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Georges Marrane ; Henri Lafleur, Marc Desaché, le secrétaire d'Etat. — Amendement de M. Ludovic Tron. — M. le rapporteur spécial (retrait). — Art. 63 et 74 : adoption.

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (p. 2051 à 2053) : MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances.

MONNAIES ET MÉDAILLES (p. 2053 et 2054) : MM. Paul Chevallier, rapporteur spécial ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances.

IMPRIMERIE NATIONALE (p. 2055) : M. Georges Marrane, rapporteur spécial.

INTÉRIEUR (*suite et fin*). — Art. 78 bis (réservé) (p. 2055) : MM. Jacques Masteau, rapporteur spécial ; Jean Nayrou, rapporteur pour avis de la commission des lois. — Amendement de M. Jacques Masteau. — MM. le rapporteur spécial, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Julien Brunhes, Jean Nayrou (rejet). — Amendement de M. Jean Nayrou. — MM. Antoine Courrière, le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat, Julien Brunhes, Alex Roubert, président de la commission des finances ; André Fosset (rejet). — MM. Antoine Courrière, le rapporteur spécial, Jean-Louis Vigier ; adoption de l'article. — Art. 25 (p. 2058) : MM. Guy Petit, Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; adoption de l'article. — Art. 26, 24, 32 et 33 : adoption (p. 2059).

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (p. 2059) : M. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial. — Art. 35 (p. 2061) : MM. Fernand Verdeille, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. — Art. 35 (*suite*) : (p. 2063) : M. Roger Houdet. — Amendements de M. Jacques Descours Desacres. — MM. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial ; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques (adoption). — Amendement de M. Jacques Descours Desacres. — MM. le rapporteur spécial, le ministre (retrait). — Amendement de M. Jacques Descours Desacres. — MM. le rapporteur spécial, le ministre, Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (adoption). — Amendement de M. Jacques Descours Desacres. — MM. le rapporteur spécial, le ministre (retrait) ; adoption de l'article modifié. — Art. 34 : adoption (p. 2067). — Art. 37 (p. 2067) : amendements de M. Jacques Descours Desacres. — MM. le rapporteur spécial, le ministre (retrait) ; adoption de l'article. — Art. 38 : adoption (p. 2069). — Art. 39 (p. 2069) : amendement de M. Jacques Descours Desacres. — MM. le rapporteur spécial, le ministre, Vincent Delpuech, Georges Dardel (retrait) ; adoption de l'article. — Art. 36, 73, 31, 41, 42, 43 et 45 : adoption (p. 2070 à 2074). — Art. 51 *quater* (p. 2075) : amendements de M. Modeste Legouez. — MM. Modeste Legouez, le rapporteur général, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Waldeck L'Huillier (adoption). — Amendement de M. Lucien Bernier. — MM. Lucien Bernier, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Etienne Dailly (adoption) ; l'article est réservé. — Art. 107 (p. 2082) : amendements de M. Marcel Pellenc, de M. Antoine Courrière et de M. Georges Marrane. — MM. le rapporteur général, Antoine Courrière, Michel de Pontbriand, Marcel Lebreton, le secrétaire d'Etat (rejet, au scrutin public).

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : (p. 2090) : MM. Roger Houdet, rapporteur spécial ; Jacques Baumel, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Roger Carcassonne, Emile Hugues, Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Louis Terrenoire, ministre de l'information, Yvon Coudé du Foresto. — Art. additionnel 51 A (amendement de M. Marcel Pellenc (p. 2102) : MM. le rapporteur général, le ministre ; adoption de l'article. — Art. additionnel 51 B (amendement de M. Marcel Pellenc (p. 2103) : M. le rapporteur général ; retrait de l'article. — Art. 51 bis : adoption (p. 2103). — Art. 51 ter (p. 2103) : amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le ministre (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 51 *quater* (réservé) (p. 2103) : MM. Lucien Bernier, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; adoption de l'article. — Art. additionnel 51 *quinquies* (amendement de M. Marcel Pellenc) (p. 2107) : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article. — Art. additionnel 51 *sexies* (amendement de M. Marcel Pellenc) (p. 2108) : M. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article. — Art. additionnel 51 *septies* (amendement de M. Marcel Pellenc) (p. 2109) : adoption. — Art. 67 à 69 : adoption (p. 2109). — Art. additionnel 69 bis (amendement de M. Marcel Pellenc) (p. 2109) : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; irrecevabilité de l'article. — Art. 70 : adoption (p. 2109). — Art. 87 (p. 2109) : Amendement de M. Julien Brunhes. — MM. Julien Brunhes, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption). — Amendement de M. Jacques Gadoin. — MM. Jacques Gadoin, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 88 et 89 : adoption (p. 2111). — Art. 91 (p. 2111). — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 92 : adoption (p. 2111). — Art. 93

(p. 2112). — Amendement de M. Georges Marrane. — MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (rejet); adoption de l'article. — Art. additionnel 93 bis (amendement de M. Hector Dubois) (p. 2112): MM. Hector Dubois, le secrétaire d'Etat, le rapporteur général; irrecevabilité de l'article. — Art. 95 (p. 2112). — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. 96: adoption (p. 2113). — Art. 97 (p. 2113): amendement de M. Antoine Courrière. — MM. Antoine Courrière, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. 98 (p. 2113): amendements de M. Max Monichon. — MM. Max Monichon, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption). — Amendement de M. Max Monichon. — MM. Max Monichon, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (retrait); adoption de l'article modifié. — Art. 99: adoption (p. 2115). — Art. additionnel 100 bis (amendement de M. Jean Brajeux) (p. 2115): MM. Jean Brajeux, le secrétaire d'Etat, le rapporteur général; irrecevabilité de l'article. — Art. 101: adoption (p. 2116). — Art. 102 (p. 2116): amendement de M. Georges Marrane. — MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (rejet); adoption de l'article. — Art. 103 (p. 2116): amendement de M. Georges Marrane. — MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (rejet). — Amendement de M. Emile Hugues. — MM. Emile Hugues, le secrétaire d'Etat (retrait); adoption de l'article. — Art. 104: adoption (p. 2117). — Art. 105 (p. 2117): amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. 106 (p. 2118): amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 108 (amendement de M. André Armengaud): MM. André Armengaud, le secrétaire d'Etat; retrait de l'article; demande de seconde délibération: MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général; renvoi de la suite de la discussion.

**Deuxième délibération** [29 novembre 1960]: M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances. — Art. 4 (p. 2125): MM. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; l'article est réservé. — Art. 6 (p. 2125): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général, Roger Lachèvre, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (rejet); suppression de l'article. — Art. 9 (p. 2126): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (adoption); adoption de l'article. — Art. 11 (p. 2126): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial; René Blondelle, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Marcel Lemaire (adoption); adoption de l'article. — Art. 11 bis (p. 2128): amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc. — Adoption; suppression de l'article. — Art. 12 (p. 2128): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (adoption); adoption de l'article. — Art. 13 (p. 2128): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, André Dulin, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; le rapporteur général (adoption); adoption de l'article. — Art. 17 (p. 2129): amendements du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (adoption); adoption de l'article. — Art. 18 (p. 2129): amendements du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (adoption); adoption de l'article. — Art. 4 (réservé) et 19 (p. 2130): amendements du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, Amédée Bouquerel, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques; Jean-Eric Bousch, le rapporteur général, Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial; le secrétaire d'Etat, le ministre, Paul Driant, Antoine Courrière, Roger Lachèvre; adoption, au scrutin public, de l'article 4. — M. Guy Petit; adoption de l'article 19. — Art. 23 (p. 2135): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général, Guy Petit (adoption); adoption de l'article. — Art. 25 (p. 2135): amendements du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (adoption); adoption de l'article. — Art. 33 (p. 2135): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (adoption); adoption de l'article. — Art. 35 (p. 2136): amendements du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (adoption); adoption de l'article. — Art. 59 (p. 2136): amendement de M. Marcel Pellenc (adoption). — M. Pierre Sudreau, ministre de la construction; adoption de l'article. — Sur l'ensemble: MM. Louis Namy, Antoine Courrière, Yvon Coudé du Foresto, le secrétaire d'Etat, Roger Lachèvre; adoption du projet de loi, au scrutin public. — MM. le rapporteur général, le président, le secrétaire d'Etat. — **Transmis** [7 décembre 1960] (n° 87). Deuxième lecture. Renvoyé à la commission des finances. Rapport de M. Pellenc (n° 92). —

[8 décembre 1960] (p. 2259). Discussion générale: MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances (p. 2259). — Art. 3 (p. 2260). — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. 6 (p. 2261): amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Roger Lachèvre, rapporteur spécial (retrait); adoption de l'article. — Art. additionnel 6 A (amendement du Gouvernement): MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général; adoption de l'article. — Art. 6 bis: amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, Georges Marrane (adoption); adoption de l'article. — Article 11 (p. 2262): amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Roger Houdet, Marcel Lemaire (rejet); adoption de l'article. — Art. 14 (p. 2264): amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, Gérald Coppenrath, Michel de Pontbriand, Vincent Delpuech, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Emile Hugues, le secrétaire d'Etat (adoption); adoption de l'article modifié. — Présidence de M. Geoffroy de Montalembert. — Art. 17 et 18: adoption (p. 2266). — Art. 23: amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. 25 et 33: adoption (p. 2268). — Art. 35 (p. 2269). — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial; le secrétaire d'Etat (retrait); adoption de l'article. — Art. 51 A (p. 2270): amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. 51 ter (p. 2271): amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. 51 quater: MM. Lucien Bernier, Paul Pelleray; adoption de l'article. — Art. 95 (p. 2272): amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. 97 (p. 2274): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général (adoption); adoption de l'article modifié. — Art. 105: adoption; adoption du projet de loi, au scrutin public. — *Constitution d'une commission paritaire mixte* [8 décembre 1960] (p. 2275): rapport de M. Pellenc [13 décembre 1960] (n° 102). — Discussion générale [13 décembre 1960]: M. Marcel Pellenc, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire (p. 2349). — Art. 3: M. le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 6 A: amendement du Gouvernement. — MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; le rapporteur, Roger Lachèvre. — Adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 14 (p. 2350): M. le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 25: M. le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 51 A: MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur; l'article est réservé. — Art. 51 ter: M. le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 95 (p. 2351): M. le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 97: MM. le rapporteur, Guy Petit, Jean-Marie Louvel, le secrétaire d'Etat; adoption de l'article. — Art. 51 A (réservé) (p. 2352): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur, Alex Roubert, président de la commission mixte paritaire (adoption); suppression de l'article. — Adoption des conclusions modifiées de la commission mixte paritaire, au scrutin public. — M. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques (p. 2253).

C

**CADRES AGES, VOY. : RECLASSEMENT.**

**CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE, VOY. :** QUESTION ORALE, 248.

**CAISSE NATIONALE D'EPARGNE, VOY. :** QUESTIONS ORALES, 256, 258.

**CAISSE NATIONALE DE RETRAITE, VOY. :** MAIRES ET ADJOINTS.

Proposition de loi, présentée par M. Paul RIBEYRE, tendant à la création d'une caisse nationale de retraite pour les maires et adjoints [30 juin 1960] (I, n° 229). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Retirée le 17 novembre 1960 (p. 1658).

**CALAMITES ATMOSPHERIQUES, VOY. :** QUESTION ORALE, n° 132, 148, 150, 155.

**CAMEROUN**, voy. : CONVENTION.

**CANCER (Lutte contre le)**, voy. : QUESTION ORALE, n° 136 [17 mai 1960] (p. 207).

#### **CAPTAGE DES EAUX DU VAL DE LOIRE**

Proposition de loi, présentée par M. Joseph BEAUJANNOT et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger l'ordonnance n° 59-170 du 7 janvier 1959 relative au captage des eaux du Val de Loire au profit de la ville de Paris [17 novembre 1959] (I., n° 49). — Renvoi à la commission des affaires économiques. — Rapport par M. Jacques Gadoin [19 octobre 1960] (I., n° 16). — **Discussion générale** [9 déc. 1960] (p. 2314) : M. Jacques Gadoin, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Mme Renée Dervaux, MM. Maurice Coutrot, Abel-Durand, Pierre de Villoutreys, Joseph Beaujannot, Maurice Lalloy, Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur (p. 2325). — Renvoi en commission : MM. le rapporteur, le président, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Bernard Lafay (p. 2326).

#### **CENTRE D'APPRENTISSAGE**

Nice, voy. : QUESTIONS ORALES, 212.

**CHAMBRES DEPARTEMENTALES D'AGRICULTURE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 181.

**CHARBONNAGES DE FRANCE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 146.

**CHARGES DE FAMILLE**, voy. : SUPPLÉMENT FAMILIAL.

#### **CHASSE**

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, relatif à l'organisation de sociétés communales et intercommunales de chasse [7 juin 1940] (I., n° 182). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

#### **CHATAIGNES**

Aide aux producteurs, voy. : QUESTIONS ORALES, 262.

**CIDRE**, voy. : CONSOMMATION DU CIDRE.

#### **CIMETIERES**

Cimetières français du Tonkin, voy. : QUESTIONS ORALES, 196.

#### **CODE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE**

Projet de loi, présenté par M. le MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, modifiant l'article 19 du code de l'administration communale [13 décembre 1960] (I., n° 101). — Renvoi à la commission des lois.

#### **CODE CIVIL**

Voy. : QUESTIONS ORALES, 236 ; DONATIONS ENTRE ÉPOUX ; RÉGIMES MATRIMONIAUX.

**Articles intéressant le statut civil de droit commun**, voy. : TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

**Articles intéressant l'adoption**, voy. : ADOPTION.

#### **CODE DE JUSTICE MILITAIRE**

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, MINISTRE DES ARMÉES, complétant l'article 151 du code de justice militaire pour l'armée de mer [26 avril 1960] (I., n° 149). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [8 juin 1960] (I., n° 184). — **Discussion** [16 juin 1960] (p. 397). — *Sont entendus* : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; André Monteil, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 397) ; Adoption conforme. — TEXTE DÉFINITIF.

#### **CODE DE LA NATIONALITE (Modification du).**

Projet de loi portant modification de certaines dispositions du code de la nationalité.

Adopté par l'Assemblée nationale le 11 juillet 1960 (n°s 732, 750 et 145).

Transmis au Sénat le 12 juillet 1960 (I., n° 267). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jean Geoffroy [13 juillet 1960] (I., n° 273). — **Discussion générale** [20 juillet 1960] (p. 1012) : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté ; Jean Geoffroy, rapporteur de la commission des lois ; Gilbert Paulian. — Renvoi de la suite de la discussion : M. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois (p. 1019). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1020) : amendement de M. Gilbert Paulian : MM. Gilbert Paulian, le rapporteur, Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté ; Pierre Marclhacy ; rejet. — Amendements de M. Paul-Jacques Kalb, de M. Jacques de Maupeou et de M. Etienne Dailly : MM. Paul-Jacques Kalb, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Jacques de Maupeou, Etienne Dailly, Roger Carcassonne, Antoine Courrière, Gilbert Paulian, Michel Debré, Premier ministre ; Pierre Marclhacy, Abel-Durand ; retrait des amendements de M. Etienne Dailly et de M. Jacques de Maupeou ; adoption de celui de M. Paul-Jacques Kalb ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 à 5 : adoption (p. 1025). — Sur l'ensemble : MM. Antoine Courrière, Paul-Jacques Kalb. — Adoption du projet de loi.

#### **CODE RURAL**

Proposition de loi, présentée par M. Michel DE PONTBRIAND, tendant à compléter l'article 294 du code rural permettant d'accélérer la procédure d'organisation des battues de destruction de sangliers [18 juillet 1960] (N° 282). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

Proposition de loi, présentée par M. René BLONDELLE et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 811 et 845 du code rural [3 novembre 1960] (I., n° 27). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [3 novembre 1960] (I., n° 28). — Avis de la commission des affaires économiques et du plan [3 novembre 1960] (I., n° 29). — **Discussion générale** [9 décembre 1960] : MM. Pierre Marclhacy, rapporteur de la commission des lois ; Michel de Pontbriand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, Jean Bardol. — Art. 1<sup>er</sup> à 3 : adoption. — Adoption de la proposition de loi. — Modification de l'intitulé.

#### **CODE DU TRAVAIL MARITIME**

Projet de loi, présenté par M. Robert BURON, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS, modifiant la loi du 13 décembre 1926, portant code du travail maritime, et celle du 17 décembre 1926, portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [26 avril 1960] (I., n° 150). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapports par M. Joseph Yvon [26 avril 1960] (I., n° 154), et [9 juin 1960] (I., n° 188). — **Discussion** [16 juin 1960] (p. 396). — *Sont entendus dans la discussion des articles* : MM. Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports, Joseph Yvon, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 396) ; adoption conforme. — TEXTE DÉFINITIF.

#### **CODE DE L'URBANISME**

Voy. BAILLEURS ET LOCATAIRES

#### **Décentralisation des établissements industriels.**

Projet de loi modifiant et complétant le chapitre 1<sup>er</sup> du titre X du livre 1<sup>er</sup> du code de l'urbanisme et de l'habitation et relatif à la répression des infractions en matière de décentralisation des installations et établissements industriels, scientifiques et techniques (I., n° 169). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Suran [16 juin 1960] (I., n° 199). — Rapport par M. Georges Bonnet [30 juin 1960] (I., n° 230). — **Discussion** [21 juin 1960] (p. 446). — *Est entendu dans la discussion générale* : M. Pierre Sudreau, ministre de la construction. — Projet de loi retiré de l'ordre du jour à la demande du Gouvernement [7 juillet 1960] (p. 793). — **Discussion générale** : MM. Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Georges Bonnet, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 794). — Art. 2 : (p. 795) : amendement de M. Georges Bonnet : M. le rapporteur ;

adoption. — Amendement de M. Léon-Jean Grégory : MM. Léon-Jean Grégory, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; caducité ; adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble : M. Georges Marrane. — Adoption du projet de loi.

Transmis en deuxième lecture le 21 juillet 1960 (n° 295). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Georges Bonnet [21 juillet 1960] (n° 296). — Discussion en deuxième lecture le 22 juillet 1960. — Discussion générale : M. Georges Bonnet, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1090). — Discussion des articles. — Art. 2 : adoption. — ADOPTION DU PROJET DE LOI.

#### COLONIES DE VACANCES

Voy. : QUESTIONS ORALES, 203.

Proposition de loi, présentée par M. Waldeck L'HUILLIER et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances [13 juillet 1960] (n° 271). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

#### COMITE RUEFF-ARMAND

Voy. : QUESTIONS ORALES, 260.

#### COMMERCE

I. — Traité avec l'Equateur, voy. : TRAITÉ DE COMMERCE.

II. — Proposition de loi, présentée par M. Jean BERTAUD, tendant à réprimer les abus d'un certain commerce forcé de porte à porte [1<sup>er</sup> décembre 1960] (I., n° 78). — Renvoi à la commission des lois.

#### COMMISSAIRES DE L'AIR

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, MINISTRE DES ARMÉES, relatif au corps des commissaires de l'air [21 juin 1960] (I., n° 205). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Brajeux [24 juin 1960] (I., n° 226). — Discussion générale [7 juillet 1960] (p. 782) : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Jean Brajeux, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; le général Ernest Petit. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 6 du projet de loi.

#### COMMISSIONS

Commissions permanentes, voy. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Commissions spéciales, voy. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.

COMMISSIONS CANTONALES D'ADMISSION A L'AIDE SOCIALE (présidence), voy. : QUESTION ORALE, n° 161.

#### COMMISSION DE CONTROLE

Proposition de résolution, présentée par MM. Alex ROUBERT, Marcel PELLENC et les membres de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, tendant à la désignation d'une commission de contrôle [7 décembre 1960] (I., n° 85). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Pellenc [13 décembre 1960] (I., n° 107). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles [14 décembre 1960]. — Rapport par M. Georges Lamousse [15 décembre 1960] (I., n° 123). — Discussion générale [15 décembre 1960] (p. 2396) : MM. Marcel Pellenc, rapporteur de la commission des finances ; Georges Lamousse, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Vincent Delpuech, vice-président de la commission des affaires culturelles. — Article unique (p. 2397). — Amendement de M. Pellenc. — (Adoption). — Adoption de l'article modifié et de la résolution.

#### COMMISSION D'ENQUETE

Proposition de résolution, présentée par MM. BENACER, LAKHDARI, ACHOUR, OUELLA, AL-SID-CHEIKH, MERRED, BELABED, SASSI, HAKIKI, BENTCHICOU, BENCHÉRIF, KHEIRATE, BELOUCIF, BOUKIKAZ, SADI, BELHABICH, NEDDAF, ABDELLATIF, YANAT et BENALI, tendant à la désignation d'une commission d'enquête chargée d'enquêter sur les événements tragiques d'Algérie des 9, 10, 11 et 12 décembre 1960 [13 décembre 1960] (I., n° 114). — Renvoi à la commission des lois.

#### COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Rapport adressé au Parlement par M. le président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1959 et sur la situation de cet établissement au 31 décembre 1959, en exécution de l'article 114 de la loi du 28 avril 1816, modifié en dernier lieu par l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 [28 juin 1960] (I., n° 227).

#### COMMUNES

Retraites des anciens agents auxiliaires, voy. : QUESTIONS ORALES, 209.

COMMUNES ECONOMIQUEMENT FAIBLES, voy. : QUESTIONS ORALES, 199.

COMMUNES RURALES, voy. : QUESTIONS ORALES, 198.

#### COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Communication du Gouvernement sur la politique étrangère [25 juillet 1960] : MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Philippe d'Argenlieu, vice-président de la commission des affaires étrangères ; Roger Carcassonne (p. 1146).

#### CONCENTRATION

Sidérurgie allemande, voy. : QUESTIONS ORALES, 247.

CONGO (République du), voy. : ACCORDS PARTICULIERS.

CONSEIL D'ETAT (Publication des avis du), voy. : QUESTION ORALE, n° 131 [17 mai 1960] (p. 206).

CONSEIL GENERAL DU RHONE, voy. : GARANTIE FINANCIERE A L'ASSOCIATION DIOCÉSAINNE DE LYON.

CONSUMMATION DU CIDRE, voy. : QUESTIONS ORALES, 232.

#### CONSTITUTION

Voy. : TITRE XII ET REVISION

Proposition de loi constitutionnelle, présentée par M. Pierre de LA GONTRIE et plusieurs de ses collègues, tendant à interpréter les articles 29 et 30 de la Constitution [26 avril 1960] (I., n° 155). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Projet de loi constitutionnelle portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution.

Adopté par l'Assemblée nationale.

Transmis au Sénat le 16 décembre 1960 (n° 126). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [16 décembre 1960] (I., n° 127). — Discussion générale (p. 2413) : MM. Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois ; Pierre Marcilhacy. — Renvoi de la suite de la discussion. — Suite de la discussion et rejet d'un projet de loi constitutionnelle (p. 2417). — Explications de vote : MM. Jean Bertaud, Emile Hugues. — Rejet, au scrutin public, du texte adopté par l'Assemblée nationale. — Rejet du projet de loi constitutionnelle. — Adopté avec modifications en deuxième lecture par l'Assemblée nationale. — Transmis au Sénat le 16 décembre 1960 (n° 132). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [16 décembre 1960] (n° 136). — Discussion générale (p. 2436) : MM. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois ; Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Abel-Durand, le président. — Article unique (p. 2437) : rejet, au scrutin public, du texte adopté par l'Assemblée nationale. — Rejet du projet de loi constitutionnelle.

#### CONSTRUCTION NAVALE

Proposition de loi, présentée par M. ROGER LACHÈVRE, tendant à l'assainissement de la flotte de commerce et de la construction navale [21 novembre 1960] (I., n° 52). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.



**CONTROLE DE L'APPLICATION DES TRAITES DE ROME,**  
VOY. : QUESTION ORALE, n° 119.

#### CONVENTION

Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération avec ses annexes et des traités portant respectivement convention judiciaire et convention consulaire conclus le 13 novembre 1960 entre la République française d'une part et la République du Cameroun d'autre-part.

Transmis au Sénat le 13 décembre 1960 (n° 110). — Renvoyé à la commission des affaires étrangères. — **Discussion générale** le 14 décembre 1960 (p. 2367) : MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Edgard Pisani, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Marius Moutet. — Article unique (p. 2369) : MM. Waldeck L'Huillier, Paul-Jacques Kalb. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2370).

**CONVENTION D'ETABLISSEMENT** (entre la France et les Etats-Unis d'Amérique).

Projet de loi, présenté par M. Michel DEBRÉ, PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention d'établissement entre la France et les Etats-Unis d'Amérique [28 juin 1960] (I., n° 222). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Lecanuet [12 juillet 1960] (I., n° 266). — **Discussion générale** [21 juillet 1960] (p. 1055) : MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Jean Lecanuet, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; André Armengaud, le général Ernest Petit, Henri Longchambon. — *Discussion de l'article unique* (p. 1059). — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**CONVENTION D'EXTRADITION ENTRE LA FRANCE ET L'ETAT D'ISRAEL**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la France et l'Etat d'Israël.

Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (I., n°s 547, 705).

Transmis au Sénat le 1<sup>er</sup> juillet 1960 (I., n° 239). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**CONVENTION DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE**

Projet de loi, présenté par M. Michel DEBRÉ, PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Président de la République à ratifier des amendements à la convention du 28 juillet 1946, créant l'organisation mondiale de la santé [28 juin 1960] (I., n° 224). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**COOPERATION ECONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LA FRANCE ET L'AFGHANISTAN**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération économique et technique entre la France et l'Afghanistan, signé à Caboul le 6 janvier 1959. — Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (I., n°s 659, 716). — Transmis au Sénat le 5 juillet 1960 (I., n° 240). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [8 novembre 1960] (n° 34). — Avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, M. Le Bellegou, rapporteur [15 novembre 1960] (n° 44). — **Discussion générale** [6 décembre 1960] : MM. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Edouard Le Bellegou, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (p. 2221). — Adoption de l'article unique du projet de loi.

#### COOPERATIVES AGRICOLES

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, relatif à la cessation des paiements des sociétés coopératives agricoles et des unions de coopératives agricoles [4 août 1960] (I., n° 1). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 octobre 1960]. — Rapport par M. Abel-Durand [20 octobre 1960].

#### CORPS DES INGENIEURS MILITAIRES D'ARMEMENT

Projet de loi autorisant des admissions sur titres dans le corps des ingénieurs militaires des fabrications d'armement et dans le corps des ingénieurs de travaux d'armement [22 janvier 1960] (I., n° 323). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Pierre Métayer [23 janvier 1960] (I., n° 325). — **Discussion générale** [25 janvier 1960] : M. Pierre Métayer, rapporteur de la commission des forces armées (p. 1135). — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 3 et du projet de loi (p. 1135).

**CORPS MEDICAL** (rapports avec la sécurité sociale), voy. : SÉCURITÉ SOCIALE.

## D

**DECENTRALISATION DES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS,** voy. : CODE DE L'URBANISME

**DECHETS RADIOACTIFS,** voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 70, 71, 72.

Voy : QUESTION ORALE, 240.

**DEFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE EN MATIERE DE BIENS D'EQUIPEMENT,** voy. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 62.

**DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER,** voy. : AMÉNAGEMENTS FISCAUX.

Projet de loi de programme pour les départements d'outre-mer.

Adopté par l'Assemblée nationale le 30 juin 1960 (I., n°s 703, 713, 717).

Transmis au Sénat le 4 juillet 1960 (I., n° 243). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Jean-Marie Louvel [8 juillet 1960] (I., n° 257). — **Discussion générale** : [12 juillet 1960] : M. Robert Lecourt, ministre d'Etat (p. 872), M. Jean-Marie Louvel, rapporteur de la commission des finances (p. 873), M. Yvon Coudé du Foresto (p. 875), M. le rapporteur (p. 876), M. Alfred Isautier (p. 876), M. Georges Gueril (p. 878), M. Lucien Bernier (p. 879), M. Jacques Henri (p. 881). — *Suite de la discussion générale* [13 juillet 1960] : M. Waldeck L'Huillier (p. 890), M. Georges Repiquet (p. 891), M. Georges Marie Anne (p. 892), M. René Toribio (p. 896), M. Paul Symphor (p. 898), M. Abel Durand (p. 900), M. Robert Lecourt, ministre d'Etat (p. 901). — *Discussion des articles* (p. 903). — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 903). — Art. 1<sup>er</sup> bis (p. 903) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur de la commission des finances ; le ministre, Alfred Isautier ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 2 : adoption (p. 903). — Art. 3 (p. 904) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. le rapporteur, le ministre, Georges Marie-Anne ; rejet, adoption de l'article. — Art. 4 (p. 904) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : M. le rapporteur, le ministre ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 5 (p. 904) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. le rapporteur, le président, le ministre, Georges Guénil ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 6 (p. 905) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. le rapporteur, le ministre, Georges Marie-Anne ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 7 : adoption (p. 905). — Art. 8 (p. 905) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. le rapporteur, le ministre, Paul Symphor ; rejet. — Amendement de M. Alfred Isautier ; retrait ; adoption de l'article. — Art. 9 (p. 906) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. le rapporteur, le ministre ; rejet, adoption de l'article. — Art. 10 (p. 906) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. le rapporteur, le ministre, Georges Marie-Anne ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 11 (p. 906) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. le rapporteur, le ministre ; rejet. — Amendement de M. Alfred Isautier ; adoption. — Amendement de M. Alfred Isautier ; irrecevabilité ; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi (p. 907).

Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale (N°s 783, 801).

Transmis en deuxième lecture le 21 juillet 1960 (n° 297).

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Jean-Marie Louvel [21 juillet 1960] (n° 305).

**Discussion en deuxième lecture** [22 juillet 1960] (p. 1079). — **Discussion générale** : MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat ; Jean-Marie Louvel, rapporteur de la commission des finances. — Art. 1<sup>er</sup> bis : adoption (p. 1080). — Art. 5 (p. 1080) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. le rapporteur, le ministre, André Monteil, Georges Guéril ; retrait. — Amendement de M. André Monteil : MM. André Monteil, le ministre, Georges Guéril ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi de programme.

**DEPOT PETROLIER DE MOUREPIANE.** Voy. : QUESTION ORALE, n° 122.

#### DEPUTES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Projet de loi, présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ETAT, modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959, relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, modifiée [25 novembre 1960] (I., n° 63). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**DESTRUCTION DE SANGLIERS,** Voy. : CODE RURAL.

**DIABETIQUES (Accès des diabétiques à la fonction publique),** Voy. : QUESTION ORALE, n° 158.

**DISTRIBUTION D'EAU ET TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT,** voy. : QUESTION ORALE, 197.

**DISTRICS,** Voy. : RÉGION DE PARIS.

**DIVORCE,** voy. : GARDE DE L'ENFANT EN CAS DE DIVORCE.

**DOMAINE FORESTIER,** Voy. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 45.

**DOMAINE LEGISLATIF ET DOMAINE REGLEMENTAIRE,** Voy. : QUESTION ORALE, n° 74.

#### DONATIONS ENTRE EPOUX

Proposition de loi, présentée par M. Etienne RABOUIN, tendant à modifier les articles 1094 et 1098 du code civil relatifs aux donations entre époux [9 novembre 1960] (I., n° 37). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**DONS ET LEGS,** voy. : QUESTIONS ORALES, 233.

**DOUBLES NATIONAUX,** voy. : SURSIS D'ÉTUDE DES JEUNES DOUBLES NATIONAUX.

#### DRAINAGE DES TERRES HUMIDES.

Proposition de loi, présentée par M. Maurice LALLOY et les membres du groupe de l'union pour la nouvelle République, apparentés et rattachés administrativement, autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides (n° 164, 1959-1960) [10 novembre 1960]. — Renvoi à la commission des affaires économiques. — Rapport par M. Maurice Lalloy [6 décembre 1960] (I., n° 81).

#### DROITS DE BANDITE

Proposition de loi, présentée par MM. Joseph RAYBAUD, Alex ROUBERT et Emile HUGUES portant suppression des droits dits « de bandite » [16 décembre 1960] (I., n° 128). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

#### DROITS DE DOUANE

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-344 du 8 avril 1960 portant rétablissement, relèvement, réduction et suspension de la perception de certains droits de douane d'importation dans le territoire douanier [25 juillet 1960] (I. n° 327). — Renvoi à la commission des affaires économiques.

I. — **Projet de loi portant ratification du décret n° 60-109 du 10 février 1960, modifiant le tarif des droits de douane d'importation applicable à l'entrée dans le territoire douanier.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (549, 688).

**Transmis au Sénat le 30 juin 1960 (I., n° 232, 1959-1960).** — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Auguste-François Billiemaz [19 octobre 1960] (I., n° 9).

II. — **Projet de loi portant ratification du décret n° 60-53 du 18 janvier 1960, suspendant, jusqu'au 31 mars 1960 inclus, la perception des droits de douane d'importation applicables à certains produits.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (530, 687).

**Transmis au Sénat le 30 juin 1960 (I., n° 234, 1959-1960).** — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jacques Gadoin [19 octobre 1960] (I., n° 11).

III. — **Projet de loi portant ratification du décret n° 60-436 du 7 mai 1960 modifiant le tarif des droits de douane d'importation applicable à l'entrée dans le territoire douanier, en ce qui concerne certains films.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juillet 1960 (633, 737 et 150).

**Transmis au Sénat le 19 juillet 1960 (I., n° 289, 1959-1960).** — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Charles Laurent-Thouvery [19 octobre 1960] (I., n° 15). — **Discussion générale** [3 nov. 1960] : M. Charles Laurent-Thouvery, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1418). — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

IV. — **Projet de loi portant ratification du décret n° 59-1128 du 28 septembre 1959 modifiant partiellement le tarif des droits de douane d'importation.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 22 juillet 1960 (I., n° 271, 773).

**Transmis au Sénat le 22 juillet 1960 (I., n° 324).** — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Laurent-Thouvery [8 novembre 1960] (n° 35). — **Discussion générale** [9 décembre 1960] : M. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur (p. 2306) ; M. Charles Laurent-Thouvery, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2306). — Adoption de l'article unique du projet de loi.

V. — **Projet de loi ratifiant le décret n° 60-437 du 7 mai 1960 portant réduction provisoire de la perception des droits de douane d'importation applicables, en régime de droit commun, en tarif minimum, à certaines pâtes à papier.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 22 juillet 1960 (I., n° 634, 772).

**Transmis au Sénat le 25 juillet 1960 (I., n° 326).** — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Laurent-Thouvery [8 novembre 1960] (n° 36). — **Discussion générale** [9 décembre 1960] : M. Charles Laurent-Thouvery, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2306) ; M. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur (p. 2307) ; M. André Armengaud (p. 2307). — Adoption du texte de l'article. — Amendement n° 1 de M. Eugène Romaine. — MM. Marcel Audy, le rapporteur, André Armengaud, le secrétaire d'Etat, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture, Bernard Chochoy, le président (adoption) ; adoption de l'article unique complété du projet de loi.

VI. — **Projet de loi, relatif à la ratification du décret n° 59-672 du 28 mai 1959 portant non-approbation partielle de la délibération n° 59-11 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française suspendant ou réduisant les droits de douane sur certains produits.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juillet 1960 (499, 738 et 149).

**Transmis au Sénat le 19 juillet 1960 (I., n° 288, 1959-1960).** — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Marcel Lebreton [19 octobre 1960] (I., n° 14). — **Discussion générale** [3 novembre 1960] : M. Marcel Lebreton, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1418). — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

VII. — **Projet de loi portant ratification du décret n° 60-1018 du 19 septembre 1960 portant modification du tarif des droits de douane d'importation applicable à l'entrée dans le territoire douanier en ce qui concerne certains produits sidérurgiques.**

Adopté par l'Assemblée nationale.

**Transmis au Sénat le 7 décembre 1960 (I., n° 88).** — Renvoyé à la commission des affaires économiques et du plan.

VIII. — **Projet de loi portant ratification du décret n° 59-268 du 7 février 1959 rétablissant la perception des droits de douane d'importation sur certaines fontes et ébauches en rouleaux pour tôles.**

Adopté par l'Assemblée nationale.

Transmis au Sénat le 7 décembre 1960 (n° 90).

IX. — **Projet de loi portant ratification du décret n° 59-1497 du 28 décembre 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception, du droit de douane d'importation applicable, en régime de droit commun, en tarif minimum, à certaines ébauches en rouleaux pour tôles.**

Adopté par l'Assemblée nationale.

Transmis au Sénat le 7 décembre 1960 (n° 89).

X. — **Projet de loi portant ratification du décret n° 59-1250 du 31 octobre 1959 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation sur les travertins et autres pierres calcaires d'une densité apparente supérieure ou égale à 2,5 en blocs bruts ou équarris (n° 25-15 Bb du tarif des droits de douane d'importation).**

Adopté par l'Assemblée nationale.

Transmis au Sénat le 7 décembre 1960 (n° 91).

**DROIT DE GREVE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 169.

## E

### EAU

Approvisionnement en eau, voy. : QUESTIONS ORALES, 229.

Distribution d'eau, voy. : QUESTIONS ORALES, 197.

Eaux du val de Loire, voy. : CAPTAGE.

### ECOLE NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE

Projet de loi, présenté par M. Bernard CHENOT, MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION, portant création d'une école nationale de la santé publique [3 mai 1960] (I., n° 159). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Bernard Lemarié [22 juin 1960] (n° 211). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Maurice Vérillon [23 juin 1960] (I., n° 215). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [30 juin 1960]. — Rapport par M. Bernard Chochoy [6 juillet 1960] (I., n° 245). — **Discussion générale** [7 juillet 1960] (p. 785) : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Bernard Lemarié, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Maurice Vérillon, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Bernard Chochoy, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Georges Portmann, Mme Renée Dervaux. — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 791). — Art. 2 (p. 791) : amendement de M. Bernard Lemarié : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 791) : amendements de M. Bernard Lemarié : MM. le rapporteur, le ministre, Abel-Durand, Bernard Chochoy ; adoption. — Amendement de M. Bernard Chochoy ; retrait ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 (p. 793) : amendement de M. Bernard Lemarié : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Bernard Chochoy : MM. le ministre, le rapporteur ; adoption. — adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi.

### ELECTIONS

Députés des T. O. M., voy. : DÉPUTÉS DES T. O. M.

Sénateurs, voy. : SÉNATEURS.

### ELECTRIFICATION

Voie ferrée Marseille-Menton, voy. : QUESTION ORALE, 249.

**ELOGE FUNEBRE**, voy. : SÉNATEURS, DÉCÈS.

### ENCOURAGEMENT

Navigation de plaisance, voy. : QUESTION ORALE, 211.

### ENFANT

Garde de l'enfant en cas de divorce, voy. : GARDE.

Supplément familial pour enfant à charge, voy. : SUPPLÉMENT FAMILIAL.

**ENSEIGNEMENT AGRICOLE**, voy. : AGRICULTURE.

### ENSEIGNEMENT FRANÇAIS A L'ETRANGER

*Projet de loi*, présenté par M. Michel DEBRÉ, PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'accèsion des membres du cadre auxiliaire de l'enseignement français à l'étranger au régime de l'assurance volontaire pour le risque vieillesse. — Renvoyé à la commission des affaires sociales [28 juin 1960] (I., n° 223). — *Renvoi à la commission des affaires sociales.* — Rapport par M. Maurice Carrier [21 juillet 1960] (I., n° 223). **Discussion générale** [23 juillet 1960] : MM. Maurice Carrier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale ; Marcel Prélot (p. 1125). — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 7 et du projet de loi (p. 1126).

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR** (mesures de décentralisation), voy. : QUESTION ORALE, n° 110.

**ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**, voy. : QUESTIONS ORALES, 222.

**ENTREPOT DE L'ARMEE DE L'AIR**, voy. : QUESTION ORALE 252.

### EPARGNE CREDIT

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'ordonnance n° 59-235 du 4 février 1959 instituant l'épargne-crédit [24 juin 1960] (I., n° 218). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Amédée Bouquerel [8 juillet 1960] (I., n° 259). — **Discussion générale** [18 juillet 1960] (p. 917). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances, M. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques. — Adoption de l'article unique du projet de loi.

**EQUATEUR**, voy. : TRAITÉ DE COMMERCE.

**EQUIPEMENT**, voy. : REDEVANCE.

### EQUIPEMENTS MILITAIRES

I. — **Projet de loi de programme relative à certains équipements militaires.**

Considéré comme adopté par l'Assemblée nationale, aux termes de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, après déclaration d'urgence (nos 870, 882 et 887).

Transmis au Sénat le 25 octobre 1960 (I., n° 20). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. André Maroselli [8 novembre 1960] (n° 30). — Avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, M. Vincent Rotinat, rapporteur [8 novembre 1960] (n° 31). — **Discussion** [8 novembre 1960] (p. 1455 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; André Maroselli, rapporteur de la commission des finances ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères ; Edouard Bonnefous, Léon Motais de Narbonne, Pierre Métayer, Georges Guille (p. 1455 et sq.). — *Suite de la discussion générale* : MM. Jean Lecanuet, Roger Carcassonne, Julien Brunhes, Auguste Pinton (p. 1476 et sq.). — Renvoi de la suite de la discussion : MM. Edouard Le Bellegou, Guy Petit (p. 1481, 1482). — *Suite de la discussion générale* : MM. le général Jean Ganeval, Henri Longchambon, Jacques Soufflet, Edouard Le Bellegou, Guy Petit, Michel Debré, Premier ministre ; Gilbert Paulian, le général Antoine Béthouart, Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Edgard Pisani, Roger Marcellin, Camille Vallin (p. 1490 et sq.). — *Suite de la discussion générale* : MM. Edmond Barrachin, Jean Bertaud, Philippe d'Argenlieu (p. 1511 et sq.). — Motion préjudicielle de M. Pierre Marcilhacy. — MM. Pierre Marcilhacy, Pierre de Chevigny, André Maroselli, rapporteur de la commission des finances ; Michel Debré, Premier ministre (p. 1516 et sq.). — Adoption, au scrutin public, de la motion préjudicielle (p. 1523). — Rejet du projet de loi (p. 1523). — Commission mixte paritaire demandée par lettre de M. le Premier ministre (p. 1523). — Scrutin pour l'élection de ses membres (p. 1538). — Sept membres titulaires et sept membres suppléants sont élus (p. 1548). — Rapport présenté par M. André Maroselli [16 novembre 1960] (n° 48).

DEUXIÈME LECTURE : Transmis au Sénat le 23 novembre 1960 [I., n° 56].

Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. André Maroselli [28 novembre 1960] (n° 667). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [29 novembre 1960]. — Rapport pour avis de M. Vincent Rotinat [29 novembre 1960] (n° 68). — Discussion en nouvelle lecture [30 novembre 1960] : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; André Maroselli, rapporteur de la commission des finances ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères ; André Montell, Jean Bardol, Pierre Marcilhacy, Gilbert Paulian, Guy Petit (p. 2148 à 2156). — Motion préjudicielle de M. Edouard Le Bellegou. — MM. Edouard Le Bellegou, Jacques Soufflet ; adoption au scrutin public ; rejet du projet de loi.

**EQUIPEMENT TOURISTIQUE**, voy. : QUESTIONS ORALES, 199.

## ETAT

Prescription des créances de l'Etat : voy. : PRESCRIPTION.

**ETUDIANTS EN MEDECINE**, voy. : QUESTIONS ORALES, 235.

## EXPANSION AGRICOLE

Proposition de loi, présentée par M. BRÉGÈGÈRE, portant programme d'expansion agricole et de rénovation foncière (I., n° 145). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

**EXPLOITATIONS AGRICOLES**, voy. : CALAMITÉS ATMOSPHÉRIQUES.

**EXPORTATIONS**, voy. : QUESTIONS ORALES, 228.

**EXPROPRIATION**, voy. : PROCÉDURE.

**EXTRADITION**, voy. : ISRAËL.

## F

**FERMAGE (Statut du)**, voy. : QUESTIONS ORALES, 260.

**FIÈVRE APHTEUSE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 187.

**FILMS**, voy. : DROITS DE DOUANE.

**FISCALITE**, voy. : QUESTIONS ORALES, 233.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 65.

## FLEAUX SOCIAUX

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, les mesures nécessaires pour lutter contre certains fléaux sociaux.

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juillet 1960 (n° 733 et 154).

Transmis au Sénat le 19 juillet 1960 (n° 287). — Renvoyé à la commission des affaires sociales. Discussion générale le 21 juillet 1960 (p. 1033). MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Roger Menu, président de la commission des affaires sociales ; Jean Nayrou, Adolphe Dutoit, André Maroselli, Henri Prêtre, René Dubois, Michel Debré, Premier ministre ; Guy Petit. — *Discussion des articles*. — Article unique (p. 1042) : amendement de M. Marc Pauzet : MM. Léon-Jean Grégory, le président de la commission, le ministre, le Premier ministre, Auguste Pinton ; adoption. — Amendement de M. Jacques Henriët : MM. Jacques Henriët, le président de la commission, le ministre, Francis Le Basser, Jean Nayrou, Antoine Courrière, Guy Petit, le Premier ministre ; adoption. — Amendement de M. Jacques Henriët : MM. Jacques Henriët, le ministre ; retrait. — Amendement de M. Adolphe Dutoit : MM. Adolphe Dutoit, le ministre ; Jacques Henriët, le président ; rejet. — MM. Antoine Courrière, Jacques Verneuil, le ministre, le Premier ministre. — Suspension et reprise de la séance : M. Pierre de La Gontrie. — MM. Louis Jung, Pierre de Villoutreys ; Mme Suzanne Crémieux, MM. Auguste Pinton, Jean Bardol, Louis André, André Dulin, le ministre. — Adoption du projet de loi, au scrutin public.

**FLOTTE DE COMMERCE**, voy. : CONSTRUCTION NAVALE.

**FONCTION PUBLIQUE (Accès des diabétiques à la)**, voy. : DIABÉTIQUES.

## FONCTIONNAIRES DETACHES

I. — **Auprès des organisations internationales**, voy. : QUESTIONS ORALES, 210.

II. — **Projet de loi adopté avec modification par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, étendant l'ordonnance n° 59-24 du 3 janvier 1959 instituant en matière de loyers diverses mesures de protection en faveur des fonctionnaires recrutés ou détachés hors du territoire européen de la France, en application de la loi n° 57-871 du 1<sup>er</sup> août 1957 et de certains militaires**. — Renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [16 novembre 1960] (n° 49). — Rapport par M. Jean Geoffroy [23 novembre 1960] (n° 54). — *Discussion générale* [1<sup>er</sup> décembre 1960] (p. 2167) : MM. André Fosset, rapporteur de la commission des lois ; Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. Jean Geoffroy (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 2168) : amendement de M. Jean Geoffroy. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux (adoption) ; adoption de l'article modifié ; adoption du projet de loi.

**FONCTIONNAIRES FRANÇAIS DU MAROC**, voy. : QUESTIONS ORALES, 195.

**FONCTIONNAIRES VICTIMES DU REGIME DE VICHY**, voy. : QUESTION ORALE, n° 152.

## FONDS FORESTIER NATIONAL

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, accordant un privilège au fonds forestier national sur les produits des terrains ayant fait l'objet de contrats de reboisement [14 juin 1960] (I., n° 193). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Raymond Brun [30 novembre 1960] (I., n° 72). — *Discussion générale* [9 décembre 1960] : MM. Raymond Brun, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. — Article unique : amendement de M. Raymond Brun (adoption) ; adoption de l'article modifié du projet de loi.

**FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE**, voy. : QUESTIONS ORALES n° 118, 239.

## FONDS ROUTIERS DEPARTEMENTAUX

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifiant certains articles du décret n° 52-152 du 13 février 1952, pris en exécution de la loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951 instituant une taxe spéciale sur les carburants dans les départements d'outre-mer et créant des fonds routiers départementaux [24 juin 1960] (n° 219). — Renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Fernand Verdeille [6 juillet 1960] (n° 249). — Renvoyé à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 juillet 1960]. — Rapport par M. Jean-Marie Louvel [8 juillet 1960] (n° 258). — Renvoyé à la commission des affaires économiques et du plan [8 juillet 1960]. — Rapport par M. Amédée Bouquerel [13 juillet 1960] (n° 276). — *Discussion générale* [13 juillet 1960] : M. Robert Lecourt, ministre d'Etat (p. 907) ; M. Fernand Verdeille, rapporteur de la commission des lois (p. 907) ; M. Jean-Marie Louvel, rapporteur pour avis de la commission des finances (p. 908) ; M. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 908) ; M. Lucien Bernier (p. 909). — *Discussion des articles* (p. 910) : Art. 1<sup>er</sup> et 2 : adoption. — Sur l'ensemble : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption du projet de loi.

**FONTES**, voy. : DROITS DE DOUANE.

**FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE**, voy. : AGRICULTURE, ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLES.

## FRANC

Nouveau franc, voy. : QUESTIONS ORALES, 218.

## G

**GABON, voy. :** ACCORDS PARTICULIERS.

**GARANTIE FINANCIERE**

Du conseil général du Rhône à l'association diocésaine de Lyon, voy. : QUESTIONS ORALES, 251.

**GARDE DE L'ENFANT EN CAS DE DIVORCE**

Proposition de loi, présentée par M. ROGER CARCASSONNE, tendant à instituer, au cours de la procédure de divorce, tant en première instance qu'en appel, un conseil désigné à l'effet de donner son avis sur l'attribution du droit de garde et à proposer toutes mesures dans l'intérêt de l'enfant [27 octobre 1960] (I, n° 25). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy.

**GEOMETRES EXPERTS**

Proposition de loi, présentée par Mme Marie-Hélène CARDOT, tendant à modifier la loi du 21 septembre 1951, concernant l'ordre des géomètres experts et son adaptation en faveur des victimes de guerre [19 mai 1960] (I, n° 172). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Retrait [29 juin 1960] (p. 609).

Proposition de loi, présentée par Mme MARIE-HÉLÈNE CARDOT, tendant à modifier la loi n° 51-1110 du 21 septembre 1951 concernant l'ordre des géomètres experts et son adaptation en faveur des victimes de guerre [1<sup>er</sup> décembre 1960] (I, n° 73). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**GRUYERE DE COMTE**

Proposition de loi, présentée par MM. EDGAR FAURE et LAURENT-THOUVEREY, relative à la protection du « gruyère de Comté » ou « Comté » [16 décembre 1960] (I, n° 135). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

**GUADELOUPE, voy. :** QUESTIONS ORALES, 248.

**GUICHETS POSTAUX, voy. :** QUESTION ORALE, n° 145.

**GUINEE (protection des ressortissants français), voy. :** QUESTION ORALE, n° 160.

**GYNECOLOGUES-ACCOUCHEURS**

Proposition de loi, présentée par MM. DAILLY, BAYROU, EDOUARD BONNEFOUS, CHAUVIN, COUTROT, FOSSET, JOZEAU-MARIGNÉ, LACHÈVRE, BERNARD LAFAY, LALLOY, LÉVÈQUE, MÉTAYER, POHER, RICHARD, SOUFFLET et JEAN-LOUIS VIGIER relative à la situation de certains gynécologues-accoucheurs des hôpitaux de la région sanitaire de Paris [30 novembre 1960] (I, n° 69). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [7 décembre 1960] (I, n° 94). — Discussion générale [9 décembre 1960] (p. 2326) : MM. André Fosset, rapporteur de la commission des lois ; Etienne Dailly, Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population. — Adoption de l'article unique de la proposition de loi (p. 2327).

## H

**HOUBLONS**

Licences d'importation, voy. : AGRICULTURE.

**HUMBOLT**

Université de Humbolt, voy. : QUESTIONS ORALES, 261.

## I

**IMMERSION**

Déchets radioactifs, voy. : DÉCHETS RADIOACTIFS.

**IMPLANTATION OU DEVELOPPEMENT D'INDUSTRIES**

Proposition de loi, présentée par M. Paul Ribeyre et plusieurs de ses collègues, tendant à harmoniser la législation applicable aux départements français métropolitains et extra-métropolitains, sous-équipés et sous-développés, afin de faciliter l'implantation ou le développement d'industries destinées à fixer la main-d'œuvre locale et à élever le niveau de leurs revenus [26 avril 1960] (I, n° 152). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

**IMPORTATION, voy. :** DROITS DE DOUANE.

**IMPORTATION EN FRANCHISE D'HUILE DE BALEINE, voy. :** QUESTION ORALE, n° 125.

**IMPOTS DIRECTS DES CULTIVATEURS DU PAS-DE-CALAIS VICTIMES DE LA SECHERESSE EN 1959, voy. :** QUESTION ORALE, n° 164.

**INCENDIES DE FORETS, voy. :** QUESTIONS ORALES, 215.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 64.

**INCORPORATION**

Des étudiants en médecine, voy. : QUESTIONS ORALES, 235.

Jeunes gens sortis de l'école normale en 1960, voy. : QUESTION ORALE, 253.

**INDEMNISATION**

Sinistrés du fait des inondations, voy. : QUESTIONS ORALES, 265.

**INDICATIONS DE PROVENANCE, voy. :** PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

**INDICE DES PRIX, voy. :** QUESTION ORALE, n° 117.

**INDUSTRIE CHARBONNIERE FRANÇAISE, voy. :** QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 40.

**INONDATIONS**

Projet de loi relatif à la participation de l'Etat à la réparation des dommages causés aux biens privés dans les départements victimes des inondations exceptionnelles de septembre, octobre et novembre 1960.

Adopté par l'Assemblée nationale le 24 novembre 1960 [N°s 953, 966 et in-8° 201].

Transmis au Sénat le 26 novembre 1960 (I, n° 65). — Renvoyé à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapport par M. Jacques Masteau [28 novembre 1960] (n° 67). — Renvoyé pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [29 novembre 1960]. — Discussion générale [1<sup>er</sup> décembre 1960] (p. 2168) : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Jacques Masteau, rapporteur de la commission des finances ; Eugène Romaine, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Marcel Champeix, Léon David, Marcel Brégégère, Maurice Vérillon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Paul Pauly, Edgar Tailhades, Marcel Pellenc, Marcel Audy, Vincent Retinat, Jean Errecart, Léon-Jean Grégory, Yvon Coudé du Foresto. — Renvoi de la suite de la discussion (p. 2183). — Suite de la discussion. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 2184) : M. Hubert Durand. — Amendement de M. Eugène Romaine. — MM. Eugène Romaine, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jacques Masteau, rapporteur de la commission des finances ; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques (irrecevabilité). — Amendements de M. Maurice Vérillon, de M. Léon David et de M. Eugène Romaine. — MM. Maurice Vérillon, Léon David, Eugène Romaine, le ministre (retrait) ;

adoption de l'article. — MM. le président, le rapporteur, Marc Pauzet, Yvon Coudé du Foresto, Charles Durand. — Art. 2 (p. 2187). — Amendement de M. Edgar Tailhades. — MM. Edgar Tailhades, le ministre (retrait). — Amendement de M. Eugène Romaine. — MM. Eugène Romaine, le ministre (retrait). — Amendement de M. Marcel Audy (retrait); adoption de l'article. — Art. 3 : adoption. — Art. 4 (p. 2188) : amendements de M. Marcel Audy, de M. Georges Marrane, de M. Marcel Champeix et de M. Eugène Romaine. — MM. Marcel Audy, Léon David, Marcel Champeix, Eugène Romaine, le ministre, le rapporteur (irrecevabilité). — Amendement de M. Eugène Romaine. — MM. Eugène Romaine, le ministre, le rapporteur (irrecevabilité). — M. Marcel Champeix; adoption de l'article. — Art. 5 et 6 : adoption (p. 2189). — Art. 7 : Amendements de M. Georges Marrane, de M. Marcel Champeix, de M. Eugène Romaine et de M. Marcel Audy. — MM. Léon David, Marcel Champeix, le ministre, Eugène Romaine, Marcel Audy, le rapporteur (irrecevabilité); rejet de l'article. — Art. 8 à 10 : adoption (p. 2191). — Art. 11 : amendement de M. Georges Marrane. — MM. Léon David, le ministre, le rapporteur (irrecevabilité); adoption de l'article. — Art. 12 : amendement de M. Georges Marrane. — MM. Léon David, le ministre, le rapporteur (irrecevabilité); adoption de l'article. — Art. 13 : amendements de M. Eugène Romaine et de M. Marcel Audy. — MM. Eugène Romaine, Marcel Audy, le ministre, le rapporteur (irrecevabilité). — MM. Marcel Audy, le ministre, Eugène Romaine, Marcel Champeix; adoption de l'article. — Art. 14 (p. 2192) : amendements de M. Hubert Durand et de M. Marcel Champeix. — MM. Hubert Durand, Marcel Champeix, le ministre, le rapporteur (irrecevabilité). — Amendements de M. Marcel Audy, de M. Eugène Romaine, de M. Hubert Durand et de M. Marcel Champeix. — MM. le ministre, le rapporteur, Marcel Champeix, Eugène Romaine, Hubert Durand, Marcel Audy (retrait). — Amendements de M. Hubert Durand et de M. Marcel Champeix (retrait). — Amendements de M. Marcel Audy et de M. Marcel Champeix. — MM. le ministre, Marcel Audy (retrait). — Amendement de M. Vincent Rotinat. — MM. Vincent Rotinat, le ministre, le président, le rapporteur (irrecevabilité). — MM. André Fosset, le ministre, le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 15 (p. 2196) : amendements de M. Marcel Champeix, de M. Marcel Audy, de M. Eugène Romaine et de M. Vincent Rotinat. — MM. Marcel Champeix, Marcel Audy, Eugène Romaine, Vincent Rotinat, le ministre, le rapporteur (irrecevabilité). — Amendements de M. Hubert Durand, de M. Marcel Champeix, de M. Marcel Audy, de M. Eugène Romaine et de M. Georges Marrane (irrecevabilité). — MM. Marcel Champeix, Marcel Audy, Eugène Romaine, Léon David, le ministre; rejet de l'article. — Art. additionnel 15 bis (amendements de M. Marcel Brégégère, de M. Marcel Audy et de M. Eugène Romaine) (p. 2198). — MM. Marcel Brégégère, Paul Pauly, Marcel Audy, Eugène Romaine, le ministre, le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 16 : adoption (p. 2199). — Art. 17 : MM. Paul Chevallier, le rapporteur; adoption de l'article. — Art. 18 : adoption. — Art. 19 : MM. Marcel Brégégère, le ministre; adoption de l'article. — Art. additionnels (amendement de MM. Tailhades et Léon David) (retrait). — MM. Tailhades, Léon David, le ministre. — Sur l'ensemble : M. Marcel Champeix; adoption du projet de loi (p. 2200).

**Transmis au Sénat** en deuxième lecture le 13 décembre 1960 (n° 100). — Renvoyé à la commission des finances. — Rapport de M. Masteau (n° 112) [13 décembre 1960]. — **Discussion générale** le 14 décembre 1960 (p. 2376) : MM. Jacques Masteau, rapporteur de la commission des finances; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques; Marcel Audy, Marcel Brégégère. — Art. 7, 15 et 15 bis : adoption (p. 2378). — Adoption du projet de loi.

### INSPECTEURS

Projet de loi relatif à l'intégration dans certains corps et administrations de l'Etat des inspecteurs généraux et inspecteurs de la France d'outre-mer.

Adopté par l'Assemblée nationale.

**Transmis au Sénat** le 14 décembre 1960 (n° 118). — Renvoyé à la commission des lois. — Rapport par M. Youssef Achour [15 décembre 1960] (I., n° 124). — **Discussion générale** (p. 2412) : MM. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre; Youssef Achour, rapporteur de la commission des lois. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 et du projet de loi.

### INSPECTION ET CONTROLE DES LOIS SOCIALES EN AGRICULTURE

Projet de loi relatif aux pouvoirs des inspecteurs et des contrôleurs des lois sociales en agriculture [8 octobre 1959] (n° 5). — Rapport de M. Martial Brousse [1<sup>er</sup> décembre 1959] (n° 71). — **Discussion générale** [18 juillet 1960] (p. 924) : *sont entendus*.

MM. Paul Bacon, ministre du travail; Martial Brousse, rapporteur de la commission des affaires sociales. — **Discussion des articles** : Art. 1<sup>er</sup> (p. 925) : amendement de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur, le ministre; retrait. — Amendements de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 2 et 3 : adoption (p. 926). — Adoption du projet de loi.

### INSTITUT PARITAIRE D'ECONOMIE RURALE, VOY. : AGRICULTURE.

### INTERDICTION DU « CONGRES NATIONAL POUR LA PAIX EN ALGERIE », VOY. : QUESTION ORALE, n° 178.

### INTOXICATION ALIMENTAIRE, VOY. : QUESTION ORALE, 245.

### INVESTISSEMENTS AGRICOLES

Projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles.

Adopté par l'Assemblée nationale le 31 mai 1960 (I.-564, 593, 601).

**Transmis au Sénat** le 2 juin 1960 (I., n° 179). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Paul Driant [23 juin 1960] (n° 214). — Avis de M. Maurice Lalloy au nom de la commission des affaires économiques et du plan [28 juin 1960] (n° 221). — **Discussion** [30 juin 1960]. — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Paul Driant, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 630 à 632); Maurice Lalloy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 632 à 635); Yvon Coudé du Foresto (p. 635 et 636); Charles Suran (p. 636 et 637); Joseph Raybaud (p. 637 à 641); Louis Namy (p. 641 et 642); Claude Mont (p. 642); Edouard Le Bellegou (p. 642 et 643); Henri Rochereau, ministre de l'agriculture (p. 643 et 644); Valéry Giscard d'Estaing (p. 644 et 645). — **Discussion des articles** : Art. 1<sup>er</sup> (p. 646) : amendement de M. Gaston Pams : MM. Antoine Courrière, Paul Driant, rapporteur de la commission des finances; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 646) : amendement de M. Paul Driant : MM. le rapporteur, le ministre; adoption; suppression de l'article. — Art. 2 bis (amendement de M. Marcel Brégégère (p. 647) : MM. Charles Suran, le rapporteur, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; le président; réservé. — Art. additionnel : amendement de M. Maurice Lalloy : MM. Maurice Lalloy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; le ministre; retrait de l'article. — Art. additionnel : amendement de M. Maurice Lalloy : MM. Maurice Lalloy, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, André Dulin, le ministre, Charles Suran, Antoine Courrière, Abel Sempé, Abel-Durand, Léon-Jean Grégory, Henri Pommelle; réservé. — Amendement de M. Antoine Courrière : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, le président, Antoine Courrière; réservé; l'article est réservé. — Art. 3 : amendement de M. Maurice Lalloy, de M. Paul Driant et de M. Charles Suran (p. 654) : MM. Maurice Lalloy, Yvon Coudé du Foresto, le secrétaire d'Etat, Jacques Masteau, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; adoption de l'article. — Art. 4 : amendement de M. Maurice Lalloy (p. 657) : MM. Maurice Lalloy, le ministre, Abel-Durand; adoption de l'article. — Renvoi de la suite de la discussion. — Investissements agricoles. — Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi (p. 717). — Sur les articles additionnels réservés : MM. le président du Sénat, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux Finances. — Art. 5 : amendement de M. Maurice Lalloy et de M. Antoine Courrière (p. 718) : MM. Maurice Lalloy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Charles Suran; adoption de l'article. — Sur l'ensemble : MM. André Dulin, Charles Suran, Yvon Coudé du Foresto, Paul-Jacques Kalb, le secrétaire d'Etat, Paul Driant, rapporteur de la commission des finances. — Adoption du projet de loi, au scrutin public.

**Transmis en deuxième lecture** le 12 juillet 1960 (n° 265) (p. 844). — Renvoi à la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Driant [18 juillet 1960] (n° 278). — **Discussion générale en deuxième lecture** le 20 juillet 1960. — M. Paul Driant rapporteur de la commission des finances (p. 1015). — **Discussion des articles**. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1015) : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; le rapporteur; l'article est réservé. — Art. 2 (p. 1015) : amendement de M. Paul Driant : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Maurice Lalloy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 1016) :

amendements de M. Yvon Coudé du Foresto et de M. Charles Suran : MM. Yvon Coudé du Foresto, Charles Suran, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, André Dulin ; retrait de l'amendement de M. Yvon Coudé du Foresto ; rejet, au scrutin, de celui de M. Charles Suran ; suppression de l'article. — Art. 1<sup>er</sup> réservé (p.1019) : amendement du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi de programme.

## ISRAEL

Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'extradition entre la France et l'Etat d'Israël.

Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (I., n° 547, 705).

Transmis au Sénat le 1<sup>er</sup> juillet 1960 (I., n° 239). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Paul-Jacques Kalb [24 novembre 1960] (I., n° 59).

## J

JEUX OLYMPIQUES, voy. : QUESTIONS ORALES, 220, 238.

## JUGES DE PAIX EN ALGERIE

Projet de loi organique, présenté par M. Edmond MICHELET, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, relative à l'intégration des juges de paix en service en Algérie dans le corps judiciaire unique [3 mai 1960] (I., n° 160). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Achour Youssef [16 juin 1960] (I., n° 202). — Discussion générale [18 juillet 1960] (p. 919). — Sont entendus : MM. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice ; Youssef Achour, rapporteur de la commission des lois. — Discussion des articles (p. 921). — Article unique : amendement de M. Youssef Achour : MM. le rapporteur, le garde des sceaux ; retrait. — Adoption, au scrutin public, de l'article unique et du projet de loi organique.

## L

LA MARTA, voy. : TERRAINS DOMANIAUX.

LAOS, voy. : QUESTION ORALE, n° 97.

## LEGION D'HONNEUR

Proposition de loi, présenté par M. Michel DE PONTBRIAND tendant à créer un contingent de croix de la Légion d'honneur en faveur des anciens combattants de la guerre 1914-1918 décorés de la médaille militaire après le 18 octobre 1921 au titre de cette campagne [7 juin 1960] (I., n° 178). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

LEGISLATION SUR LES ZONES CRITIQUES, voy. : QUESTION ORALE, n° 123.

LIAISONS INTERIEURES AERIENNES, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, n° 55.

## LIBERATION DES ECHANGES

Application à la Martinique, voy. : QUESTIONS ORALES, 184.

## LIBERTE DE LA PRESSE

Proposition de loi, présentée par M. Roger CARCASSONNE et des membres du groupe socialiste et apparentés tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévision et à organiser l'exercice du droit de réponse (n° 92, 1959-1960), [9 décembre 1960]. — Renvoi à la commission des lois. — Rapport par M. Pierre Marcihacy [6 décembre 1960] (I., n° 80). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles.

LICENCES D'IMPORTATION, voy. : QUESTIONS ORALES, 186.

Importation des houblons, voy. : AGRICULTURE.

## LIEU D'HABITATION (Maintien dans le).

Proposition de loi, présentée par M. Bernard LAFAY, tendant à permettre aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans de bénéficier du droit au maintien dans leur lieu d'habitation [5 juillet 1960] (I., n° 241). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

LIMITE D'AGE DES CONDUCTEURS DE CHANTIERS, voy. : PENSIONS.

LIVRAISONS D'ARMES, voy. : QUESTION ORALE, n° 111.

LIVRE FONCIER DANS LES DEPARTEMENTS DE L'EST, voy. : QUESTION ORALE, n° 189.

LOCATAIRES, voy. : BAILLEURS.

## LOCAUX A USAGE DE BUREAUX ET A USAGE INDUSTRIEL DANS LA REGION PARISIENNE

Projet de loi, présenté par M. Pierre SUDREAU, MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, tendant à limiter l'extension des locaux à usage de bureaux et à usage industriel dans la région parisienne [28 avril 1960] (I., n° 157). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Raymond Brun [7 juin 1960] (I., n° 181). — Discussion [9 juin 1960] (p. 307 à 320). — Sont entendus dans la discussion générale : MM. Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Raymond Brun, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan ; Paul Ribeyre, Etienne Dailly, Georges Marrane, Yves Estève. — Discussion des articles (p. 315 à 321). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 315) : amendement de M. Dailly tendant à substituer « district de Paris » à « région parisienne », explication du ministre ; retrait. — Art. 2 (p. 316) : amendements de M. Brun relatifs à la date d'émission du titre de perception et à l'exemption de redevance, discussion commune ; adoption. — Art. 3 (p. 317) : amendement de M. Brun visant la forme ; adoption. — Art. 5 (p. 318) : amendement de M. Brun visant la redevance en cas de reconstruction ou d'affranchissement ; adoption. — Art. 6 (p. 318) : amendement de M. Brun visant la forme ; adoption. — Amendement de M. Ribeyre (p. 318) tendant à faire bénéficier de la prime l'entreprise qui se décentralise, observations ; retrait. — Amendement de M. Brun (p. 319) assimilant la prime à une plus-value de cession ; observations ; adoption du premier alinéa ; retrait du second au bénéfice du sous-amendement présenté par le Gouvernement. — Sous-amendement du Gouvernement (p. 321) ; observations ; rejet. — Reprise du second alinéa de l'amendement de M. Brun (p. 321) : adoption. — Renvoi de la suite de la discussion (p. 321). — Ont pris part à la discussion : MM. Etienne Dailly, Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Edgard Pisani, Joseph Beaujannot, Raymond Brun, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan ; Paul Ribeyre, Antoine Courrière, Pierre de Villoutreys et Jacques Descours Desacres. — Suite de la discussion des articles [14 juin 1960] (p. 363 et suiv.). — Art. 7 : amendement de M. Brun tendant à la modification de la forme ; observations ; adoption (p. 363). — Amendement de M. Edgard Pisani tendant à exclure de la loi les organismes internationaux ; observations. Application de l'article 49, alinéa 5 du règlement. L'amendement est déclaré irrecevable (p. 364). — M. Ribeyre propose, par amendement, que les entreprises décentralisées hors de la région parisienne mais qui ont gardé à Paris des locaux de stockage ou des bureaux commerciaux soient exclus du bénéfice de la loi ; observations ; retrait (p. 364). — Amendement de M. Dailly tendant à prévoir que les extensions de locaux autorisés par les commissions interministérielles ne donneront lieu à aucune redevance ; observations ; adoption (p. 365). — Amendement de M. Dailly tendant à écarter l'effet rétroactif de la loi. Amendement du Gouvernement tendant à écarter de l'application des redevances les demandes de permis de construire antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1960 ; observations. Adoption de l'amendement du Gouvernement (p. 366). — Amendement du Gouvernement assimilant à la construction de locaux la transformation de locaux existants ; observations ; adoption (*ibid.*). — Art. 8 : amendement de M. Ribeyre prévoyant de nouveaux avantages pour les opérations de décentralisation ; retrait (*ibid.*). — Amendement de M. Brun tendant à prévoir un régime de paiement différé et de sanctions pour retard ou défaut de paiement ; observations ; rejet (p. 368). — Ont pris

part à la discussion : MM. Raymond Brun, rapporteur ; Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Edgard Pisani, Maurice Coutrot, Pierre Dailly, Paul Ribeyre, Jean Bertaud, président de la commission ; Jean Bardol, Pierre Marcihacy, Abel-Durand, Joseph Beaujannot. — *Explications de vote* : MM. Bernard Lafay, Edgard Pisani, Georges Marrane. — Sur l'ensemble (p. 369). — Adoption modifiée. — Adopté par l'Assemblée nationale le 19 juillet 1960 (p. 679, 704, 155).

**Transmis au Sénat** le 20 juillet 1960 (n° 292). — Renvoyé à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Raymond Brun [21 juillet 1960] (n° 294). — **Discussion en deuxième lecture** [22 juillet 1960] (p. 1082). — *Discussion générale* : MM. Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Raymond Brun, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Art. 1<sup>er</sup> et 2 : adoption (p. 1082). — Art. 3 (p. 1082) : amendement de M. Etienne Dailly : MM. Etienne Dailly, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 et 6 : adoption (p. 1083). — Art. 7 (p. 1083) : amendement de M. André Fosset : MM. André Fosset, le rapporteur, le ministre ; retrait ; adoption de l'article. — Art. 7 A (p. 1084) : amendement de M. Etienne Dailly : MM. Etienne Dailly, Bernard Chochoy, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 7 bis (p. 1085) : amendement de M. Raymond Brun : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 7 ter (p. 1086) : amendement de M. Etienne Dailly : MM. Etienne Dailly, le rapporteur, le ministre, André Monteil, Maurice Coutrot, Adolphe Chauvin, Francis Dassaud, Yvon Coudé du Foresto, Joseph Beaujannot ; rejet. — Amendement de M. Raymond Brun MM. le rapporteur, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 7 quater : amendement de M. Etienne Dailly (p. 1089). — MM. Etienne Dailly, le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article. — Sur l'ensemble : M. Georges Marrane. — Adoption du projet de loi.

#### LOGEMENT (Dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement.)

Proposition de loi tendant à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement.

Adoptée par l'Assemblée nationale [14 décembre 1960] (I, n° 117).

Renvoi à la commission des lois. — Rapport par M. Jacques Delalande [14 décembre 1960] (I, n° 120). — Discussion générale [15 décembre 1960] (p. 2406) : M. Jacques Delalande, rapporteur de la commission des lois. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 4 et de la proposition de loi.

#### LOI DE FINANCES

##### Projet de loi de finances rectificative pour 1960.

Adopté par l'Assemblée nationale le 31 mai 1960 (n° 563, 592, 600).

**Transmis au Sénat** le 2 juin 1960 (n° 180). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [24 juin 1960] (n° 220). — Avis de M. Maurice Lalloy (commission des affaires économiques et du plan) [28 juin 1960] (n° 225). — **Discussion** [30 juin 1960]. — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 658 à 660) ; Maurice Lalloy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 660 et 661). — Renvoi de la suite de la discussion : MM. Marc Pauzet (p. 661) ; le rapporteur général (p. 661) ; le rapporteur pour avis (p. 661). — *Discussion des articles*. — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 719). — Art. 2 (p. 719) : M. Etienne Dailly. — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Maurice Lalloy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Marc Pauzet ; adoption, modifié. — Adoption de l'article modifié. — Art. 3 et 4 : adoption (p. 721). — Art. 5 (p. 721) : MM. Victor Golvan, le ministre, Charles Naveau ; adoption de l'article. — Art. 6 à 16 : adoption (p. 721, 722). — Adoption du projet de loi, au scrutin public.

##### Projet de loi de finances rectificative pour 1960.

Adopté par l'Assemblée nationale le 5 juillet 1960 (n° 690, 723, 726).

**Transmis au Sénat** le 6 juillet 1960 (n° 248). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [8 juillet 1960] (n° 256). — **Discussion générale** [12 juillet 1960] (p. 844) ; *Discussion générale* : MM. Valéry Giscard d'Estaing,

secrétaire d'Etat aux finances ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; André Maroselli, rapporteur de la commission des finances (crédits militaires) ; Emile Hugues, Jacques Duclos, Antoine Courrière. — Art. 1<sup>er</sup> à 7 : adoption (p. 852, 853). — Art. 7 bis : amendement de M. Robert Bouvard (p. 853) : MM. Robert Bouvard, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; retrait de l'article. — Art. 8 (p. 854) : MM. Bernard Chochoy, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article. — Art. 9 à 16 : adoption (p. 854, 855). — Art. additionnel 16 bis (p. 855) : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général, Antoine Courrière ; l'article est réservé. — Art. 16 ter amendement de M. Marcel Pellenc (p. 855) : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article. — Art. 17 (p. 855) : amendement de M. Georges Lamousse : MM. Georges Lamousse, Jacques Duclos, le rapporteur général ; le secrétaire d'Etat ; rejet, au scrutin public. — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Pierre Marcihacy ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 18 : adoption (p. 859). — Art. 19 (p. 860) : MM. Ludovic Tron, Henri Longchambon, le secrétaire d'Etat, André Armengaud ; adoption de l'article. — Art. 20 à 22 : adoption (p. 862). — Art. 23 (p. 862) : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. André Maroselli, le secrétaire d'Etat ; adoption. — Amendement de l'article modifié. — Art. 24 à 26 : adoption (p. 863). — Art. 27 (p. 863) : M. Maurice Coutrot ; adoption de l'article. — Art. 28 à 32 : adoption (p. 864). — Art. 33 (p. 864) : MM. Yves Estève, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article. — Art. 34 : adoption (p. 865). — Art. additionnel 16 bis (réservée) (p. 865) : amendements de M. Antoine Courrière, de M. Gaston Pams, de M. Guy Petit et de M. Marcel Pellenc : MM. Antoine Courrière, Etienne Dailly, Gustave Alric, le rapporteur général, Louis Terrenoire, ministre de l'information : adoption, au scrutin public, de l'amendement de M. Marcel Pellenc. — Adoption de l'article. — Sur l'ensemble : M. le général Ernest Petit. — Adoption du projet de loi au scrutin public. — **Transmis en deuxième lecture** le 21 juillet 1960 (n° 310). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport de M. Marcel Pellenc [22 juillet 1960] (n° 319). — **Discussion en deuxième lecture** le 22 juillet 1960 (p. 1090). — *Discussion générale* : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; André Maroselli, rapporteur de la commission des finances (crédits militaires). — *Discussion des articles*. — Art. additionnel 16 bis A (p. 1093) : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; le rapporteur général ; l'article est réservé. — Art. 16 ter (p. 1093) : amendement de M. Marcel Pellenc ; MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 17 (p. 1094) : MM. Bernard Chochoy, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article. — Art. 23 : adoption (p. 1094). — Art. 16 bis A, amendements de M. Etienne Dailly, de M. Guy Petit et de M. Marcel Pellenc (p. 1095) : MM. Etienne Dailly, Guy Petit, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Abel-Durand. — Adoption, au scrutin public, de l'article dans le texte de l'amendement de M. Marcel Pellenc (p. 1097). — Adoption du projet de loi, au scrutin public. — Conclusions d'une commission mixte paritaire. — Rapport de M. Marcel Pellenc [25 juillet 1960] (n° 332). — *Discussion de ces conclusions* [25 juillet 1960]. — *Discussion générale* : MM. Marcel Pellenc, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire ; Antoine Courrière, Yvon Coudé du Foresto, Julien Brunhes, Louis Terrenoire, ministre de l'information ; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques (p. 1149). — Art. 16 bis A : rejet, au scrutin public (p. 1152). — Art. 16 ter : adoption (p. 1153). — Adoption de l'ensemble au scrutin public. — **Troisième transmission au Sénat** [25 juillet 1960] (n° 333). — Renvoi à la commission des finances. — Rapport de M. Marcel Pellenc. — *Discussion en troisième lecture* [25 juillet 1960]. — *Discussion générale* : M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (p. 1153). — Art. 16 bis A (p. 1154) : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; le président ; adoption, au scrutin public. — Adoption de l'article modifié. — Art. 16 ter : adoption (p. 1154). — Adoption du projet de loi, au scrutin public.

##### Projet de loi de finances rectificative pour 1960.

Adopté par l'Assemblée nationale.

**Transmis au Sénat** le 6 décembre 1960 (n° 83). — Renvoyé à la commission des finances. — Rapport de M. Marcel Pellenc [7 décembre 1960] (n° 84). — Avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — M. le général Ganeval [8 décembre 1960] (n° 95). — **Discussion générale** [8 décembre 1960] (p. 2277) : MM. André Armengaud, rapporteur de la commission des finances ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Georges Marrane, Marcel Champeix, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Bernard Chochoy,



Eugène Motte. — Art. 1<sup>er</sup>: adoption (p. 2283). — Art. 2: MM. Roger Lachèvre, le ministre; adoption de l'article. — Art. 3 et 4: adoption (p. 2284). — Art. 5: MM. Jean-Eric Bousch, le ministre; adoption de l'article. — Art. 6 bis: adoption (p. 2285). — Art. 7: amendement de M. Georges Marrane. — MM. Georges Marrane, le rapporteur, le ministre (rejet); adoption de l'article. — Art. 8: adoption (p. 2286). — Art. 8 bis: amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur, le ministre, Alex Roubert, président de la commission des finances (adoption); suppression de l'article. — Art. 8 ter et 8 quater: adoption (p. 2286). — Art. 8 quinquies: amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur, le ministre, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques (adoption); suppression de l'article. — Art. 8 sexies: p. 2287: amendement de M. André Fosset. — MM. André Fosset, le rapporteur, le ministre, Jean-Eric Bousch (rejet). — Amendement de M. André Fosset. — MM. André Fosset, Roger Lachèvre, Jean-Eric Bousch (rejet); adoption de l'article. — Art. 8 septies: adoption (p. 2289). — Art. additionnel 8 octies (amendement de M. Maurice Carrier): MM. Maurice Carrier, le rapporteur, le ministre (p. 2290); retrait de l'article. — Art. additionnel 8 novies (amendement de M. Georges Marie-Anne): MM. Georges Marie-Anne, le rapporteur, le ministre; irrecevabilité de l'article. — Art. additionnel 8 decies (amendement de M. Georges Marie-Anne) (p. 2291): MM. Georges Marie-Anne, le rapporteur, le ministre; irrecevabilité de l'article. — Art. 9: MM. Etienne Dailly, le ministre. — Amendement de M. le général Jean Ganeval. — MM. le général Jean Ganeval, Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur (retrait). — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. Pierre Garet, le ministre des finances (retrait). — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur, le ministre des finances (retrait). — Adoption de l'article. — Art. 10: adoption (p. 2295). — Art. 11: (p. 2296). — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur, le ministre des finances (retrait); adoption de l'article. — Art. 12 à 18: adoption. — Art. 19 (p. 2297): MM. Jean-Eric Bousch, le ministre des finances; adoption de l'article. — Art. 20 à 23 (p. 2297): adoption. — Adoption du projet de loi au scrutin public.

**Transmis au Sénat**, en deuxième lecture, le 13 décembre 1960 (n° 105). — Renvoyé à la commission des finances. — Rapport de M. Pellenc n° 106 [13 décembre 1960]. — **Discussion générale** [13 décembre 1960] (p. 2348): MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. — Art. 8 bis et 8 quinquies: adoption. — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2349).

#### LOIS DE FINANCES (Présentation des).

Proposition de loi organique présentée par MM. Alex ROUBERT, Marcel PELLENC et les membres de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapport par M. Marcel Pellenc [7 juin 1960] (I., n° 183) et rapport supplémentaire [21 juin 1960] (I., n° 206). — **Discussion** [8 juin 1960] (p. 290 à 295). — *Sont entendus dans la discussion générale*: MM. Marcel Pellenc, rapporteur de la commission spéciale; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques. — *Discussion des articles* (p. 295 à 300). — Art. 5: réservé à la demande du Gouvernement (p. 295 et 296). — Art. 9: le Gouvernement souhaite la disjonction de cet article, mais l'Assemblée le maintient (p. 295, et 297). — Arr. 11: le Gouvernement présente des observations au sujet de cet article postérieurement à son adoption par l'Assemblée (p. 297 à 299). — Renvoi de la suite de la discussion (p. 299). — *Ont pris part à la discussion*: MM. Alex Roubert, président de la commission spéciale, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances et Marcel Pellenc, rapporteur de la commission spéciale. — *Suite de la discussion* [21 juin 1960] (p. 446 à 449). — **Discussion de l'article 5** (p. 446 à 449); réservé. — *Sont entendus*: MM. Marcel Pellenc, rapporteur de la commission spéciale, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques. — Demande de renvoi en commission présentée par le Gouvernement; rejet. — Vote par division demandé par le Gouvernement; adoption de l'article. — Sur l'ensemble: MM. Paul Symphor, le ministre, Mme Renée Dervaux. — Adoption, au scrutin public de la proposition de loi organique.

**LOI DE FINANCES POUR 1961**, VOY.: BUDGET.

**LOYER DE L'ARGENT**, VOY.: QUESTIONS ORALES, 255.

**LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN METROPOLE**, VOY.: TERRORISME EN METROPOLE

## M

### MADAGASCAR

#### Accords particuliers du 2 avril 1960.

Projet de loi présenté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 2 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République malgache. — Renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [14 juin 1960] (I., n° 192). — Renvoi à la commission de législation. — Rapport par M. André Fosset [16 juin 1960] (I., n° 196). — Avis de la commission des affaires étrangères, par M. André Monteil [16 juin 1960] (I., n° 198). — **Discussion** [16 juin 1960] (p. 379 et suiv.). (voy.: MALI). — Sur l'ensemble (p. 395). — Adoption conforme. — Texte définitif.

#### Accords entre la République française et la République malgache.

Projet de loi présenté par M. le Premier ministre portant approbation des accords particuliers signés le 27 juin 1960 entre la République française et la République malgache [7 juillet 1960] (I., n° 254). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Sadi Abdelkrim [8 juillet 1960] (I., n° 261). — **Discussion générale** [11 juillet 1960] (p. 824): MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté; Abdelkrim Sadi, rapporteur de la commission des lois; Antoine Courrière, Marcel Prélot, Emile Hugues, Jacques de Maupeou, Louis Namy, André Armengaud, Ahmed Abdallah, Claude Mont. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

#### MAINTIEN DE L'ORDRE (pouvoirs spéciaux, Algérie).

Projet de loi présenté par le PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à prendre, par application de l'article 38 de la Constitution, certaines mesures relatives au maintien de l'ordre, à la sauvegarde de l'Etat, à la pacification et à l'administration de l'Algérie [3 février 1960] (I., n° 146). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Paul-Jacques Kalb [3 février 1960] (I., n° 147). — **Discussion générale** [3 février 1960] (p. 24): MM. Michel Debré, Premier ministre; Paul-Jacques Kalb, rapporteur de la commission des lois; Jean Bertaud, Pierre Marcilhacy, Jacques Duclos, René Dubois, Gaston Defferre, Edgar Faure, Beloucif Amar (p. 24). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 37). — Amendement de M. Paul-Jacques Kalb: MM. le rapporteur, Pierre Marcilhacy. — Art. 1<sup>er</sup> bis: amendement de M. Jacques Descours Desacres (p. 37): MM. Jacques Descours Desacres, le Premier ministre, le rapporteur, Pierre Marcilhacy, Guy Petit, Jacques Henriët. — Art. 2 (p. 38): amendement de M. Paul-Jacques Kalb: MM. le rapporteur, le Premier ministre. — Art. 3 et 3 bis (p. 38): explications de vote: M. Jean-Louis Vigier, André Armengaud, Alain Poher, Gaston Defferre, le Premier ministre, Fernand Malé, Charles Fruh, Jacques Duclos, Roger Marcellin (p. 38); adoption, au scrutin public, des articles et de l'ensemble du projet de loi (p. 41); M. le Premier ministre (p. 41).

#### MAIRES ET ADJOINTS, VOY.: Caisse nationale de retraite pour les maires et adjoints.

Proposition de loi, présentée par M. Paul RIBEYRE, tendant à la création d'une caisse nationale de retraite pour les maires et adjoints [30 juin 1960] (I., n° 229). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**MAIS**, VOY.: QUESTIONS ORALES n° 127, 226, 263.

### MALI

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 4 avril 1960 entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements de la République du Sénégal et de la République soudanaise groupées au sein de la Fédération du Mali. — Renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [14 juin 1960] (I., n° 191). — Renvoi à la commission de législation. — Rapport par M. André Fosset [16 juin 1960] (I., n° 195). —

Avis de la commission des affaires étrangères, par M. André Monteil [16 juin 1960] (I. n° 198). **Discussion** [16 juin 1960] (p. 379 et suivantes). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté; André Fosset, rapporteur; André Monteil, rapporteur pour avis; Jacques de Maupeou, Louis Namy, Claude Mont, Marius Moutet, Abel-Durand, Gilbert Paulian, Guy Petit, Roger Lachèvre, Achour Youssef, Pierre Marcihacy. — Sur l'ensemble (p. 395). — Adoption conforme. — Texte définitif.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords particuliers signés le 22 juin 1960 entre la République française et la Fédération du Mali [7 juillet 1960] (I., n° 253). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Sadi Abdelkrim [8 juillet 1960] (I., n° 260). — **Discussion générale** [11 juillet 1960] (p. 824) : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté; Abdelkrim Sadi, rapporteur de la commission des lois; Antoine Courrière, Marcel Prélot, Emile Hugues, Jacques de Maupeou, Louis Namy, André Armengaud, Ahmed Abdallah, Claude Mont. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**MALI—MADAGASCAR** (Accords entre la République française, la Fédération du Mali et la République malgache).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation des accords signés entre la République française, la Fédération du Mali et la République malgache et relatifs : 1° à la conciliation et à la cour d'arbitrage; 2° aux droits fondamentaux des nationaux des Etats de la Communauté [7 juillet 1960] (I., n° 255). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Sadi Abdelkrim [8 juillet 1960] (I., n° 262). — **Discussion générale** [11 juillet 1960] (p. 824) : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté; Abdelkrim Sadi, rapporteur de la commission des lois; Antoine Courrière, Marcel Prélot, Emile Hugues, Jacques de Maupeou, Louis Namy, André Armengaud, Ahmed Abdallah, Claude Mont. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**MARCHE COMMUN**, VOY. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, 78.

**MARGARINE**, VOY. : QUESTIONS ORALES, 230, 259.

**MARINE MARCHANDE**, VOY. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 68.

**MARINS PECHEURS**, VOY. PRESTATIONS FAMILIALES.

**MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE**

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD, sur les marques de fabrique et de commerce [21 juillet 1960] (I., n° 304). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

**MARTINIQUE**

Libération des échanges, VOY. : QUESTIONS ORALES, 184.

**MAURITANIE**, VOY. : ACCORDS PARTICULIERS.

**MINEURS**, VOY. : MISE A LA RETRAITE D'OFFICE DE MINEURS.

VOY. : OBLIGATIONS MILITAIRES DES MINEURS DE FOND.

Projet de loi rendant applicables aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion certaines dispositions en vigueur dans la métropole concernant la protection des mineurs [21 décembre 1959] (I., n° 121). — Renvoi à la commission des lois. — Rapport par M. Zussy [16 juin 1960] (I., n° 200). — **Discussion générale** [27 octobre 1960] (p. 1389) : MM. Pierre Sudreau, ministre de la construction; Modeste Zussy, rapporteur de la commission des lois. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 et de l'ensemble du projet de loi.

**MISE A LA RETRAITE D'OFFICE**, VOY. : QUESTIONS ORALES, 242.

## MISSIONS D'INFORMATION

Lettre par laquelle M. Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles, demande l'autorisation de désigner une mission d'information sur les problèmes actuels posés en Grèce, en Turquie, au Liban, en Israël par l'enseignement de la langue française, la diffusion de la presse et du livre français et d'une façon générale sur l'ensemble des questions culturelles intéressant la France et ces pays [17 mai 1960] (p. 206). — La demande est examinée et acceptée par le Sénat [22 juillet 1960] (p. 1072).

Lettre par laquelle M. Jean BERTAUD, président de la commission des affaires économiques et du plan me fait connaître que cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier la pêche maritime et la commercialisation des produits de la mer en Allemagne occidentale, au Danemark et en Norvège [13 juillet 1960] (p. 910).

**MODIFICATION DU CODE RURAL**, VOY. : CODE RURAL.

**MONNAIE**, VOY. : QUESTIONS ORALES, 218.

**MUTILES DE GUERRE**, VOY. : TRAVAILLEURS HANDICAPÉS.

**MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE**, VOY. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 59.

## N

**NATIONALISATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale [11 juillet 1960] (n° 599, 746 et 144), portant modification de l'article 8 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz [12 juillet 1960] (I., n° 268). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Michel Champleboux [19 juillet 1960] (I., n° 284). — **Discussion générale** [21 juillet 1960] (p. 1051) : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie; Michel Champleboux, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean Bène, Waldeck L'Huilier. — *Discussion de l'article* (p. 1053). — Art. unique : amendement de M. Michel Champleboux : MM. le ministre, Pierre Marcihacy, Jean Bène, Pierre de Villoutreys, le rapporteur, Etienne Dailly, rejet. — Amendement de M. René Blondelle : MM. le ministre, Gustave Alric, au nom de la commission des finances; irrecevabilité; adoption de l'article unique; MM. Jean Bène, le président. — Adoption du projet de loi.

**NICE**

Construction d'un centre d'apprentissage, VOY. : QUESTIONS ORALES, 212.

**NOUVEAU FRANC**

Les répercussions de sa création, VOY. : QUESTIONS ORALES, 218.

## O

**OBLIGATIONS MILITAIRES**

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, MINISTRE DES ARMÉES, fixant les conditions dans lesquelles les mineurs de fond des mines de combustibles minéraux solides accompliront leurs obligations militaires [20 octobre 1960] (I. n° 17). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Paul Piales [27 octobre 1960] (I. n° 26). — **Discussion générale** [3 novembre 1960] (p. 1425). — MM. Pierre Messmer, ministre des armées; Paul Piales, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean Bardol. — Art. 1<sup>er</sup> : MM. Jean Bardol, le ministre; adoption de l'article. — Art. 2 : amendement du Gouvernement (adoption); adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble : M. Bernard Chochoy; adoption, au scrutin public, de l'ensemble du projet de loi. — **Transmission par l'Assemblée nationale** en deuxième lecture le 1<sup>er</sup> décembre 1960 (n° 74). — Renvoyé à la commission de la défense. — Rap-

port de M. Paul Piales [9 décembre 1960] (n° 98). — **Discussion générale** [15 décembre 1960] (p. 2399) : MM. Paul Piales, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Paul Bacon, ministre du travail ; Jean Bardol. — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 2400). — Adoption du projet de loi.

**OFFICES D'H. L. M., VOY. : QUESTIONS ORALES, 208.**

#### OFFICIERS DE L'ARMÉE DE MER

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, MINISTRE DES ARMÉES, portant modification de certaines dispositions concernant les officiers de l'armée de mer [26 avril 1960] (I., n° 151). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [8 juin 1960] (I., n° 185). — **Discussion** [16 juin 1960] (p. 397 et suiv.). — *Sont entendus* : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; André Monteil, rapporteur. — Explication de vote : M. Le Bellegou. — Sur l'ensemble (p. 402). — Adoption conforme. — TEXTE DÉFINITIF.

#### ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier des amendements à la Convention du 28 juillet 1946 créant l'Organisation mondiale de la santé.

Adopté par l'Assemblée nationale le 23 juin 1960 (nos 319, 442, 683 et in-8° 122).

Transmis au Sénat le 28 juin 1960 (n° 224). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport fait par M. André Plait [27 octobre 1960] (n° 24). — **Discussion générale** [6 décembre 1960] : MM. André Plait, rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 2219) ; Georges Portmann, Marius Moutet (p. 2220). — Adoption de l'article unique du projet de loi.

**ORGANISMES ELUS DE LA SECURITE SOCIALE (droits et pouvoirs), VOY. : QUESTION ORALE, n° 167.**

**ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES, VOY. : TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS.**

#### ORIENTATION AGRICOLE, VOY. : AGRICULTURE. 2

Projet de loi d'orientation agricole.

Adopté par l'Assemblée nationale le 19 mai 1960 (I., nos 565, 166 rect., 207, 222, 256, 524, 594, 596, 628).

Transmis au Sénat le 23 mai 1960 (I., n° 176). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Deguise [9 juin 1960] (I., n° 190). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 juin 1960]. — Rapport par M. André Armengaud [21 juin 1960] (n° 204). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [8 juin 1960]. — Rapport par M. Georges Boulanger [22 juin 1960] (n° 209). — **Discussion** [22 juin 1960] (p. 456, 475). — *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan ; André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Georges Boulanger, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Michel Kauffman, Victor Golvan, Jean Errecart, Jacques Vassor, Jean Bardol, Marcel Bregégère ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Paul Driant, Charles Suran, René Blondelle, Charles Naveau, Charles Durand, Jean Bène, Paul Pelleray, Pierre Patria. — Renvoi de la suite de la discussion (p. 475). — MM. Etienne Restat, vice-président de la commission des affaires économiques et du plan, le ministre. — **Suite de la discussion générale** [23 juin 1960] (p. 480 à 485). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Jean Deguise, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 486 et suiv.). — Titre I<sup>er</sup> : amendement de M. Georges Boulanger tendant à remplacer l'intitulé par le mot « Préambule » ; observations ; adoption (p. 487). — Art. A. : amendement de M. Deguise tendant à reprendre dans une forme différente le texte de l'Assemblée nationale ; observations ; adoption du texte de cet amendement, le quatrième alinéa étant complété par un sous-amendement de M. Sempé (p. 488). — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. Houdet tendant : 1° au paragraphe 1, à tenir compte en particulier de la main-d'œuvre, 2° à supprimer le paragraphe 3 ; observations ; adoption de la première partie de l'amendement et report du vote sur la deuxième partie de cet amendement après la discussion des amendements portant sur le paragraphe 2 de l'article (p. 488). — Amendement de M. Deguise tendant au para-

graphe 2, à préciser qu'il s'agit bien d'améliorer les prix agricoles, observations, adoption (p. 488). — Amendement de M. Bardol tendant à compléter le paragraphe 2 par la mention du relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs et des petites gens ; observations ; rejet (p. 489) ; examen de la deuxième partie de l'amendement de M. Houdet tendant à supprimer le paragraphe 3, retrait (p. 489) ; reprise par la commission de cette deuxième partie de l'amendement de M. Houdet ; adoption (p. 489). — Amendement de M. de Montalembert tendant à compléter le paragraphe 4 pour que la modernisation de l'agriculture porte aussi bien sur la propriété foncière bâtie que sur le patrimoine foncier ; observations ; adoption (p. 489). — Amendement de M. Deguise tendant au paragraphe 5 à étendre aux ouvriers agricoles le principe d'équivalence des rémunérations ; observations ; adoption (p. 489). — Amendement de M. Deguise tendant, au septième alinéa, à supprimer l'indication d'un mode de calcul des prix de revient agricoles identique à celui des prix de revient des autres professions ; observations ; adoption (p. 490). — Amendement de M. Deguise tendant, au huitième alinéa, à considérer que les comparaisons pour la protection sociale ne peuvent être valables pour toutes les catégories d'activités dans la nation ; observations ; adoption (p. 490). — Amendement de M. Deguise tendant à une amélioration de forme au neuvième alinéa ; observations ; adoption (p. 490). — Amendement de M. Houdet tendant à supprimer les deux derniers alinéas ; observations ; réservé (p. 490). — Amendement de M. Armengaud tendant à remplacer les deux derniers alinéas de l'article par un alinéa précisant que cette politique sera mise en œuvre avec la collaboration des organisations professionnelles, patronales et ouvrières des associations de consommateurs ; observations ; rejet (p. 491). — Amendement de M. Deguise tendant à remplacer le dernier alinéa de l'article par des dispositions prévoyant que pour les consultations de la profession agricole, les chambres d'agriculture et l'assemblée permanente des présidents de chambres d'agriculture sont seules chargées de présenter aux pouvoirs publics les avis correspondants et qu'à cet effet elles doivent obligatoirement recueillir et confronter les avis des organisations syndicales et, dans les domaines où elles sont compétentes, ceux des organisations de gestion ou de comptabilité, des organisations coopératives, mutualistes et de crédit. Des délégués des organisations professionnelles nationales devront être élus à l'assemblée permanente des présidents de chambre d'agriculture, en vue de réaliser pleinement ces objectifs ; observations ; adoption de l'amendement modifié sur proposition de M. Rochereau, ministre de l'agriculture (p. 494). — L'amendement de M. Houdet supprimant les deux derniers alinéas de l'article n'a plus de raison d'être (p. 494) ; adoption de l'article 1<sup>er</sup> modifié (p. 494). — Article additionnel 1<sup>er</sup> A (nouveau) proposé par amendement de M. Houdet tendant à créer un conseil national de l'agriculture ; retrait (p. 495). — Intitulé entre l'article 1<sup>er</sup> et l'article 1<sup>er</sup> bis proposé par amendement de M. Georges Boulanger tendant à indiquer « Titre I<sup>er</sup>. — Principes généraux d'orientation » ; observations ; adoption (p. 495). — Article 1<sup>er</sup> bis (nouveau), observations. — Amendement de M. Houdet tendant à la suppression de l'article, observations, réservé (p. 495). — Amendement de M. Deguise tendant à proposer une autre rédaction de l'article en vue de créer un institut national d'économie rurale, de définir sa mission et ses attributions ; observations ; adoption (p. 497). — Amendement de M. Houdet tendant à la suppression de l'article n'a plus d'objet (p. 497). — Article 2 : amendement de M. Houdet tendant à proposer une autre rédaction de l'article pour établir des prévisions sur une durée quadriennale avec possibilité de révision annuelle, observations, adoption du 1<sup>er</sup> alinéa de l'amendement (p. 498). — Deuxième alinéa de l'amendement modifié par M. Houdet pour supprimer la référence au conseil national de l'agriculture ; observations ; adoption (p. 498). — L'ensemble de l'amendement est adopté et devient le texte de l'article 2 (p. 498). — Art. 2 bis (nouveau) : observations (p. 498). — Amendement de M. Deguise tendant à rédiger différemment la fin de l'article pour tenir compte de l'amélioration des circuits de distribution, de l'aménagement des tarifs de transport et des charges fiscales relatifs aux produits alimentaires, observations, adoption de la première partie de l'amendement (p. 500). — Sous-amendement de M. Sempé tendant à viser la péréquation des frais de transport au lieu de l'aménagement des transport, observations, adoption (p. 500). — Dernière partie de l'amendement de M. Deguise, observations (p. 501). — Art. 2 bis : réservé (p. 501). — Amendement de M. Deguise tendant à introduire un article additionnel 2 ter (nouveau) et visant la modification de la composition de l'indice des prix de détail pour attribuer aux groupes « Aliments » et « Boissons » une pondération conforme à la part réelle de ces deux postes dans les dépenses des consommateurs, observations, rejet (p. 502). — Amendement de M. René Tinant tendant à insérer un article additionnel 2 quater (nouveau) et proposant que des décrets modifient le

taux de la ristourne sur les matériels d'équipement agricole, en vue de la porter à un niveau équivalent à celui appliqué à la détaxation des matériels d'équipement industriel, observations, retrait (p. 503). — Art. 3 : amendement de M. Armengaud tendant, au premier alinéa de l'article 3, à proposer que le Gouvernement présente au Parlement, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, un rapport sur l'exécution du plan de production agricole et de commercialisation des produits agricoles, établi compte tenu des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, observations, adoption (p. 504). — Amendement de M. Armengaud tendant, au troisième alinéa de l'article 3, à ce que le rapport annuel sur la situation de l'agriculture fasse ressortir : les étapes éventuelles parcourues dans l'établissement d'une politique agricole commune ; l'état de réalisation du programme arrêté par le plan ; la nature et le volume des concours apportés par l'Etat à la production agricole ; l'état des stocks de report ou des déficits de production eu égard aux objectifs du plan ; observations, adoption (p. 504). — Amendement de M. Houdet proposant une nouvelle rédaction pour le quatrième alinéa de l'article 1<sup>er</sup>, retrait (p. 504). — Amendement de M. Armengaud complétant ainsi le quatrième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> : « ... campagne 1947-1948 et, d'autre part, l'évolution de la marge résultant de la différence entre les prix des produits agricoles payés à la production et ceux des mêmes produits payés à la consommation, en faisant apparaître le montant des taxes qui ont frappé ces produits » ; observations ; sur proposition de M. Deguise, suppression des mots : « résultant de la différence » ; adoption de l'amendement ainsi rectifié (p. 505). — Amendement de M. Bardol, tendant, après le quatrième alinéa de l'article 1<sup>er</sup>, à insérer un alinéa 2<sup>o</sup> bis en vue de comparer l'évolution, dans le revenu agricole, du revenu des exploitations familiales et des grandes exploitations employant de la main-d'œuvre salariée étrangère à la famille de l'exploitant, observations, rejet (p. 505). — Amendement de M. Deguise tendant au dernier alinéa de cet article, deuxième ligne, après les mots : « ... loi de finances... », à insérer les mots suivants : « ... ou dans une loi de finances rectificative ou dans des lois particulières. » ; observations, adoption (p. 505). — L'article 3, ainsi modifié, est adopté (p. 505). — Art. 2 bis (nouveau) : nouvel examen, observations, adoption (p. 506). — Art. 4 : amendement de M. Bardol tendant à remplacer l'article par un texte visant à définir l'exploitation agricole du type familial, observations, rejet (p. 506). — Amendement de M. Sempé tendant à introduire une nouvelle rédaction de l'article 4 pour ramener le délai prévu par cet article de deux ans à un an et afin que l'arrêté ne puisse être pris qu'en accord avec les organismes susvisés, observations, rejet (p. 507). — Amendement de M. Errecart tendant à rédiger différemment l'article 4 pour que le ministre de l'agriculture fasse procéder aux études nécessaires à l'appréciation par la région et par la nature de culture ou type d'exploitation : 1<sup>o</sup> de la superficie que devrait normalement avoir une exploitation agricole pour assurer un peuplement conforme aux nécessités démographiques et une utilisation rationnelle des capitaux et des techniques ; 2<sup>o</sup> de la superficie que devrait normalement avoir une exploitation mise en valeur directement par deux unités de main-d'œuvre. Le ministre de l'agriculture évalue ces superficies par arrêté après consultation de commissions départementales, observations, limitation de l'amendement à l'adjonction des mots : « ou plus en cas de sociétés de culture ou de groupements d'exploitants », après les mots : « deux unités de culture » dans le texte de l'Assemblée nationale, observations, renvoi de la suite de la discussion (p. 508). — Art. 4 (suite) (p. 512) : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; le président ; l'article est réservé. — Art. 4 bis : amendement de M. Roger Houdet (p. 513) ; MM. Roger Houdet, Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan ; le ministre, Antoine Courrière, Georges Boulanger ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 et 5 bis : réservés (p. 514). — Art. 5 ter : amendement de M. Roger Houdet (p. 514) : MM. Roger Houdet, le rapporteur, le ministre, Abel-Durand, Michel Kauffmann ; rejet de l'article. — Art. 4 (réservé) (p. 515) : amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, rapporteur pour avis de la commission des lois ; le ministre ; Rejet. — Amendement du Gouvernement : MM. le rapporteur, Marc Pauzet, Gilbert Paulian, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement du Gouvernement : MM. Abel-Durand, le rapporteur ; adoption. — MM. Jacques Descours Desacres, Guy-Petit ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 (réservé) (p. 517) : amendement de M. Abel Sempé : MM. Abel Sempé, le rapporteur, le ministre, André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Paul Driant ; adoption. — Amendement de M. Jean Bardol : MM. Léon David, le rapporteur, le ministre ; Rejet. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Paul Ribeyre : MM. Paul Ribeyre, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le

ministre ; adoption. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre, André Armengaud ; irrecevable. — Amendement de M. André Armengaud : MM. André Armengaud, le rapporteur, le ministre, Jean Lecanuet, Hector Dubois ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 bis : amendement de M. Jean Deguise (p. 521) : MM. le rapporteur, René Blondelle, le ministre, André Armengaud ; irrecevabilité de l'article. — Art. 5 quater : amendement de M. Georges Boulanger (p. 521) : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le ministre, Octave Bajeux ; rejet de l'article. — Art. 6 (p. 522) : MM. Geoffroy de Montalembert, Léon Jozeau-Marigné, le ministre. — Amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 (p. 523) : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Suspension et reprise de la séance. Présidence de M. Geoffroy de Montalembert. Art. 8 bis (p. 524) ; amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 8 ter : amendements de M. Jean Deguise et du Gouvernement (p. 524) : MM. le rapporteur, le ministre, Georges Boulanger, Emile Hugues, Octave Bajeux, Léon Jozeau-Marigné, Abel-Durand, Hector Dubois ; rejet de l'article. — Art. 8 quater : amendement de M. Georges Boulanger : réservé (p. 526). — Art. 9 (p. 526) : amendement de M. Jean Noury : MM. Jean Noury, le rapporteur, le ministre, Lucien Grand, André Monteil, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Hector Dubois ; rejet. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, Georges Boulanger, le ministre, Octave Bajeux, Pierre Marcihacy, Abel-Durand ; rejet ; adoption de l'article modifié. — Art. 9 ter : amendement de M. Jean Deguise (p. 529) : MM. le rapporteur, Georges Boulanger, le ministre, Pierre Marcihacy, Octave Bajeux, René Blondelle ; adoption de l'article. — Art. 10 : adoption (p. 531). — Art. 10 bis (p. 531) : MM. Emile Hugues, le rapporteur, Abel-Durand. — Amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le ministre, Pierre Marcihacy, Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 quater (réservé) (p. 532) : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le ministre, Emile Hugues ; adoption de l'article modifié. — Art. 10 ter (p. 533) ; amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 11 (p. 533) : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, Georges Boulanger, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 12 (p. 533) : MM. Georges Boulanger, le ministre. — Amendement de M. Jean Bardol : M. Léon David ; retrait. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre, Pierre Marcihacy, Gilbert Paulian ; adoption. — Amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement du Gouvernement ; adoption. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, Maurice Lalloy, Georges Boulanger, Pierre Marcihacy, Emile Hugues, Marc Pauzet, Gilbert Paulian, Léon Jozeau-Marigné, Vincent Delpuech, le président de la commission, le ministre ; rejet. — Amendement de M. Jean Errecart : MM. Jean Errecart, le rapporteur, le ministre, Guy Petit, André Armengaud, André Monteil, le président de la commission ; rejet ; adoption de l'article modifié. — Art. 13 (p. 538) : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre, Guy Petit, Pierre Marcihacy ; adoption, modifié ; adoption de l'article modifié. — Art. 14 (p. 539) : amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le ministre ; adoption ; MM. Guy Petit, le ministre ; adoption de l'article modifié. — Art. 15 : adoption (p. 540). — Art. 15 bis (amendement de M. Jean Deguise) (p. 540) : MM. le rapporteur, Georges Boulanger, René Blondelle, le ministre, Abel Sempé, Pierre Marcihacy, Abel-Durand ; retrait de l'article ; renvoi de la suite de la discussion (p. 541). — Art. 16 (p. 550) : M. Georges Boulanger, rapporteur pour avis de la commission des lois. — Amendement de M. Jean Errecart : MM. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; adoption. — Amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan ; le ministre ; rejet. — Amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, le ministre ; retrait. — Amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le ministre, Emile Hugues ; rejet. — Amendement du Gouvernement ; adoption. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, Maurice Lalloy, le ministre, Edgard Pisani ; adoption. — Amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Jean Errecart : MM. Jean Errecart, le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani ; rejet. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 17 : adoption (p. 555). — Art. 18 :

(p. 556) : M. André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances. — Amendement du Gouvernement : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan ; André Monteil, Edgard Pisani, André Armengaud, Abel-Durand, Abel Sempé, Léon-Jean Grégory ; rejet. — Amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani ; adoption. — Amendement de M. Jean Deguise et de M. Paul Ribeyre : MM. le rapporteur, Paul Ribeyre, le ministre, Yvon Coudé du Foresto ; adoption. — Amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le ministre, Edgard Pisani, le rapporteur ; adoption, modifié. — Amendements de M. Jean Deguise, de M. Abel Sempé et de M. Jacques Faggianelli : MM. le rapporteur, Abel Sempé, Jacques Faggianelli, le ministre Edgard Pisani, Emile Hugues, André Méric ; retrait de l'amendement de M. Jacques Faggianelli ; adoption de l'amendement de M. Jean Deguise ; rejet de l'amendement de M. Abel Sempé ; adoption de l'article modifié. — Art. 19 (p. 562) : amendement de M. Abel Sempé : MM. Abel Sempé, le rapporteur, le ministre, Roger Houdet ; adoption ; adoption de l'article. — Art. 19 bis : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Etienne Restat : MM. Etienne Restat, le ministre, René Blondelle, le rapporteur, Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 19 ter : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 20 (p. 565) : MM. André Armengaud, Jean Périquier, le ministre. — Amendement de M. Roger Houdet : MM. Roger Houdet, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 20 bis : adoption (p. 566). — Art. 20 ter (p. 566) : M. André Armengaud. — Amendement de M. Etienne Dailly : MM. Etienne Dailly, le rapporteur, le ministre, Marcel Lemaire, Marcel Lebreton ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 21 (p. 568) : amendement de M. André Fosset : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le ministre, Abel Sempé, Léon-Jean Grégory ; rejet ; MM. le ministre, Jean Périquier. — Amendement de M. Emile Hugues : MM. Emile Hugues, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 21 bis (amendement de M. Roger Houdet) (p. 570) : MM. Roger Houdet, le rapporteur, le ministre, Yvon Coudé du Foresto ; rejet de l'article. — Motion d'ordre : MM. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; le président, Jean Bardol (p. 572). — Art. 22 (p. 572) : amendement de M. Michel Kauffmann : MM. Michel Kauffmann, Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 23 (p. 573) : M. André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances. — Amendements de M. Jean Deguise, de M. Jean Bardol et de M. Roger Houdet : MM. le rapporteur, Michel Kauffmann, Jean Bardol, Léon-Jean Grégory, Roger Houdet, le ministre, Antoine Courrière ; rejet des amendements de M. Jean Deguise et de M. Jean Bardol ; adoption de l'amendement de M. Roger Houdet. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, René Blondelle, le ministre, Abel-Durand, Paul Pelleray, Charles Naveau ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 23 A (amendement de M. Jean Bertaud) (p. 579) : MM. Jean Bertaud, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 23 bis (amendement de M. Jean Deguise) (p. 580) : MM. le rapporteur, le ministre, Michel Kauffmann ; adoption de l'article. — Art. 24 : réservé (p. 580). — Art. 24 bis (amendement de M. Marc Desaché) (p. 580) : MM. Marc Desaché, le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article modifié. — Art. 25 (p. 581) : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 26 (p. 581) : amendement de M. Jean Bardol : MM. Jean Bardol, le rapporteur, le ministre, Yvon Coudé du Foresto, au nom de la commission des finances ; irrecevabilité. — Amendement de M. Jean Deguise ; réservé ; l'article est réservé. — Art. 26 bis (amendement de M. Jean Deguise) (p. 582) : MM. le rapporteur, Victor Golvan, Edouard Le Bellegou, Joseph Raybaud, Yvon Coudé du Foresto ; irrecevabilité de l'article. — Rappel au règlement : M. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; le président, le ministre. — Art. 26 ter (amendement de M. Jean Deguise) (p. 584) : MM. le rapporteur, le ministre, Victor Golvan ; adoption de l'article. — Art. 26 (réservé) (p. 585) : MM. le rapporteur, le ministre, Abel Sempé, Adolphe Chauvin, Guy Petit ; rejet de l'article, au scrutin public. — Art. 27 : adoption (p. 586). — Art. 28 (p. 586) : amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur ; adoption ; MM. Abel Sempé, le ministre ; adoption de l'article modifié. — Art. 29 et 29 bis : adoption (p. 587). — Art. 30 (p. 587) : amendement de M. Jean Deguise et de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur, Martial Brousse, le ministre ; retrait de l'amendement de M. Jean Deguise ; adoption de l'amendement de M. Martial Brousse ; adoption de l'article modifié ; MM. An-

toine Courrière, le président de la commission. — Art. 32 (p. 587). — Amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 33 : adoption (p. 588). — Art. 34 (amendement de M. Marcel Lemaire) : MM. Marcel Lemaire, le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 35 bis (p. 588) : M. Marcel Brégère : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre, Etienne Restat, Antoine Courrière, Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 35 ter (amendement de M. Marc Pauzet) (p. 589) : MM. Marc Pauzet, Abel Sempé, le rapporteur, le ministre, Antoine Courrière, Yvon Coudé du Foresto ; irrecevabilité de l'article. — Art. 37 (p. 590) : amendements de M. Georges Boulanger, de M. Jean Noury et de M. Jean Deguise : MM. Georges Boulanger, Jean Noury, le rapporteur, le ministre, Geoffroy de Montalembert, le président de la commission, Jean Bardol, Paul Symphor ; adoption, modifiés. — Amendements de M. Gérard Coppenrath et de M. Jean Noury : MM. Gérard Coppenrath, le rapporteur, le ministre ; adoption de l'amendement de M. Gérard Coppenrath ; adoption de l'article modifié. — Art. 38 (p. 592) : amendement de M. Charles Naveau : MM. Charles Naveau, le rapporteur, le ministre ; adoption ; M. Jean Bardol ; adoption de l'article modifié ; renvoi de la suite de la discussion : MM. le président de la commission, Jean Bardol, Antoine Courrière, Etienne Restat, le ministre (p. 593). — Orientation agricole. — Retrait de l'ordre du jour de la suite de la discussion d'un projet de loi (p. 600) : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Antoine Courrière, Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Demande de suspension de la séance : M. Etienne Dailly ; rejet. — Orientation agricole. — Suite de la discussion et rejet d'un projet de loi (p. 695). — Art. 24 (réservé) (p. 695) : M. Michel Debré, Premier ministre ; suspension et reprise de la séance : MM. Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Pierre de La Gontrie, le président, Alain Poher ; MM. le rapporteur, André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Etienne Dailly, Emile Durieux, Charles Naveau, Charles Suran, René Blondelle, Jean Périquier, Jean Bardol. — Amendements de M. Jean Deguise, de M. Etienne Dailly et de M. Jean Bardol : MM. le rapporteur, Etienne Dailly. — Amendements de M. André Armengaud : MM. André Armengaud, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. — Amendement de M. Michel Kauffmann. — M. Michel Kauffmann ; suspension et reprise de la séance : M. Alain Poher ; M. Paul Driant ; rejet de l'article, au scrutin public. — Art. 24 A (amendement de M. Abel Sempé) (p. 707) : M. Abel Sempé ; retrait de l'article. — Deuxième délibération sur l'article 30 bis (p. 707). — Sur l'ensemble : MM. André Dulin, Jean Errecart, Jean Bardol, Abel-Durand ; rejet du projet de loi, au scrutin public.

**Deuxième transmission au Sénat** [12 juillet 1960] (I, n° 264). — Renvoyé à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Deguise [13 juillet 1960] (n° 274). — Avis de la commission des finances par M. André Armengaud [18 juillet 1960] (n° 281). — **Discussion générale** le 19 juillet 1960 : MM. Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 981) ; André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances (p. 981). — *Discussion des articles* : art. A : adoption (p. 982). — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. Jacques Descours Desacres : MM. Jacques Descours Desacres, le rapporteur, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; adoption ; M. le rapporteur ; adoption de l'article modifié. — Art. 1<sup>er</sup> bis (p. 983) : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre, Jean Bardol ; adoption. — Amendement de M. Roger Houdet : MM. Roger Houdet, le rapporteur, le ministre ; rejet ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 984) : amendement de M. Roger Houdet : MM. Roger Houdet, le rapporteur, le ministre ; adoption, modifié ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 bis (p. 985) : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 : adoption. — Art. 4 : MM. Jean Bardol, le rapporteur ; adoption de l'article, au scrutin public. — Art. 5 : MM. Antoine Courrière, le ministre, Jacques Verneuil, Jean Bardol, le rapporteur ; adoption de l'article. — Art. 6 et 8 : adoption (p. 986). — Art. 8 bis (p. 987) : amendement de M. Octave Bajoux : MM. Octave Bajoux, Emile Hugues, le rapporteur, le ministre, Hector Dubois, Léon Jozeau-Marigné ; rejet, au scrutin public ; adoption de l'article. — Art. 9 (p. 988) : amendements de M. Maurice Lalloy : MM. Maurice Lalloy, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Yves Hamon : MM. Yves Hamon, le rapporteur, le ministre ; rejet ; adoption de l'article modifié. — Art. 10 : adoption (p. 989). — Art. 10 bis : amendement de M. Jean Deguise ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 12 à 17 : adoption. — Art. 18 (p. 990) : amendements de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 19 (p. 991) : amendement de M. Jean Deguise ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 19 bis, 19 ter, 20, 20 bis et 20 ter : adoption. — Art. 21 (p. 991) : MM. Emile Hugues, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 22 : adoption. — Art. 23, amende-

ments de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre, René Blondelle; adoption. — Amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre; rejet; adoption de l'article modifié. — Art. 24 (p. 992) : MM. Charles Naveau, André Dulin, le ministre, Jacques Henriot. — Amendement de M. Jean Deguise : M. le rapporteur. — Amendement de M. Abel Sempé : M. Abel Sempé. — Amendements de M. André Armengaud : MM. André Armengaud, le ministre; M. Yvon Coudé du Foresto; rejet de l'article, au scrutin public. — Art. 25 : adoption (p. 996). — Art. 26 : MM. Antoine Courrière, le rapporteur, Edouard Le Bellegou, le ministre, Jacques Descours Desacres; adoption de l'article. — Art. 27 : adoption. — Art. 28 : amendement de M. André Armengaud. — MM. André Armengaud, le ministre, Joseph Raybaud, Victor Golvan, Edouard Le Bellegou, le rapporteur, Alain Poher, Jacques Descours Desacres, Guy Petit, Paul Briant, Etienne Restat, Jacques Masteau, Edgard Pisani. — Adoption, au scrutin public; adoption de l'article modifié. — Art. 29, 29 bis, 30 et 33 : adoption (p. 999). — Art. 34 (p. 1000) : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 35 bis : adoption. — Art. 37 : amendements de M. Paul Symphor et de M. Henri Lafleur : MM. Paul Symphor, Henri Labeur, le rapporteur, le ministre; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 38 (p. 1001) : amendement de M. Jean Deguise : MM. le rapporteur, le ministre, Antoine Courrière; rejet; adoption de l'article; adoption du projet de loi, au scrutin public [28 octobre 1960]. Conclusions d'une commission mixte paritaire modifiées par l'Assemblée nationale (p. 1120). — **Discussion générale** : M. Jean Deguise, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire (p. 1120). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1120). — Art. 1<sup>er</sup> bis (p. 1120) : M. le rapporteur. — Art. 2, 2 bis, 9, 10 bis, 18 et 19 (p. 1121). — Art. 23 (p. 1121) : amendement du Gouvernement : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture; le rapporteur, Jean Bertaud, président pour le Sénat, de la commission mixte paritaire. — Art. 24 (p. 1122) : amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur, André Dulin, René Blondelle, Marcel Lemaire. — Art. 28 (p. 1123) : M. le rapporteur. — Art. 34 et 37 (p. 1123). — Sur l'ensemble : M. Emile Durieux. — Rejet, au scrutin public, de l'ensemble du texte modifié par les amendements du Gouvernement (p. 1123).

**Troisième transmission au Sénat** [25 octobre 1960]. — Renvoi à la commission des affaires sociales (n° 329). — Rapport de M. Deguise [25 octobre 1960] (n° 330). — Discussion en troisième lecture [25 octobre 1960]. — **Discussion générale** : MM. Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture (p. 1138). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1138) : amendement de M. Jacques Descours Desacres : M. Jacques Descours Desacres. — Art. 1<sup>er</sup> bis (p. 1139) : amendement de M. Jean Deguise : M. le rapporteur. — Art. 2, 2 bis et 23 (p. 1139). — Art. 24 (p. 1139) : amendement de M. Jean Deguise : M. le rapporteur; MM. Etienne Dailly, le rapporteur. — Art. 28 et 34 (p. 1141). — Sur l'ensemble : MM. le rapporteur, Edgar Tailhades, André Armengaud, le ministre, p. 1142. — Rejet du projet de loi, au scrutin public.

## P

### PARCS NATIONAUX (Création de).

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale [8 juin 1960] (n° 110) **relatif à la création de parcs nationaux** [9 juin 1960] (I., n° 189). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Modeste Legouez [22 juin 1960] (I., n° 210). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Fernand Verdeille [30 juin 1960] (I., n° 236). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. de Maupeou (I., n° 242). — **Discussion** [6 juillet 1960] (p. 759) : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture; Fernand Verdeille, rapporteur pour avis de la commission des lois. — **Discussion générale** : MM. Modeste Legouez, rapporteur de la commission des affaires économiques; Fernand Verdeille, rapporteur pour avis de la commission des lois; Jacques de Maupeou, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Paul Chevalier, le ministre. — **Discussion des articles** : Art. 1<sup>er</sup> (p. 762) : amendement de M. Modeste Legouez : MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Amendement de M. Fernand Verdeille : MM. Fernand Verdeille, le rapporteur, le ministre; rejet; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 763) : amendements de M. Fernand Verdeille et de M. Jacques de Maupeou : MM. Fernand Verdeille, le rapporteur, Jacques de Maupeou, le ministre; adoption de l'amendement de M. Jac-

ques de Maupeou. — Amendement de M. Jacques de Maupeou : MM. Jacques de Maupeou, le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani; rejet. — Amendement de M. Jacques de Maupeou : MM. Jacques de Maupeou, le rapporteur, le ministre; adoption; MM. Edgard Pisani, le ministre; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 765) : amendements de M. Jacques de Maupeou : MM. Jacques de Maupeou, le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani; adoption, modifiés; adoption de l'article modifié. — Art. 4 et 5 : adoption (p. 766). — Art. 6 (p. 766) : amendement de M. Modeste Legouez : MM. le rapporteur, le ministre; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 7 et 8 : adoption. — Sur l'ensemble : MM. Jacques de Maupeou, le ministre. — Adoption du projet de loi.

### PASSAGE DES PECHEURS

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, **relatif aux droits de passage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** [26 avril 1960] (I., n° 148). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**PATES A PAPIER**, VOY. : DROITS DE DOUANE.

**PATHET-LAO**, VOY. : QUESTION ORALE, n° 97.

**PENSIONS**, VOY. : TRAITEMENTS.

Liquidation des pensions de retraite des fonctionnaires français du Maroc, VOY. : QUESTIONS ORALES, 195.

Projet de loi présenté par M. Robert BURON, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS **relatif aux dispositions transitoires destinées à pallier, en matière de pensions, les conséquences de l'abaissement de la limite d'âge des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> décembre 1959 (I. 269, 391).

**Transmis au Sénat** [3 décembre 1959] (I., n° 86). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Hubert Durand [28 avril 1960] (I., n° 158).

### PERSONNELS MILITAIRES

Projet de loi **relatif à diverses dispositions applicables à certains personnels militaires.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 12 juillet 1960 (n° 550, 722 et 146).

**Transmission au Sénat** [18 juillet 1960] (n° 279). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées. — Rapport par M. Pierre Métayer [21 juillet 1960] (n° 279). — **Discussion** [25 juillet 1960]. — **Discussion générale** : M. Pierre Métayer, rapporteur de la commission des forces armées (p. 1135). — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 5 et du projet de loi (p. 1136 et 1137).

**PIERRES CALCAIRES**, VOY. : DROITS DE DOUANE.

### PILOTES AUTOMATIQUES

Projet de loi **portant ratification du décret n° 59-1496 du 28 décembre 1959 portant suspension provisoire de la perception des droits de douane applicables aux pilotes automatiques pour la navigation aérienne repris sous rubrique ex-n° 90-28 Cc du tarif des droits de douane d'importation.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> juillet 1960 (n° 503, 696).

**Transmis au Sénat** le 6 juillet 1960 (I. n° 246) (1959-1960). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport de M. Gaston Pams [19 octobre 1960] (I., n° 12). — **Discussion générale** [3 novembre 1960] (p. 1417) : MM. Gaston Pams, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**POLICE de la chasse dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle.**

Projet de loi **relatif à la police de la chasse dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.**

Adopté par l'Assemblée nationale.

**Transmis au Sénat** [8 octobre 1959] (n° 4). — Renvoyé à la commission des lois. — Rapport de M. Verdeille [2 décembre 1959] (n° 76). — **Discussion générale** [19 mai 1960] : M. Edmond Michelet, garde des sceaux ; M. Fernand Verdeille, rapporteur de la commission des lois (p. 253). — Adoption de l'article unique du projet de loi.

**POLICE PARISIENNE**, voy. : TERRORISME EN MÉTROPOLE.

**POLIOMYELITIS**, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 69.

**POLITIQUE ALGERIENNE**, voy. : COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT [16 décembre 1960] (p. 2417).

**POLITIQUE ECONOMIQUE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 119. QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 65.

**POLLUTION DE L'AIR**, voy. : QUESTION ORALE, n° 137.

**POLLUTION DES EAUX**, voy. : QUESTIONS ORALES, n°s 73, 139, 185 et 201.

**POLYNESIE**, voy. : DROITS DE DOUANE.

**POMMES A CIDRE**, voy. : QUESTIONS ORALES, 232.

**PONTS ET CHAUSSEES** (agents de travaux des), voy. : QUESTION ORALE, n° 153.

**POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**, voy. : QUESTION ORALE, n° 145.

#### POUVOIR D'ACHAT

Proposition de loi, présentée par M. Léon JOZEAU-MARIGNÉ, tendant à modifier la loi du 29 janvier 1831 en ce qui concerne la prescription des créances de l'Etat et des collectivités publiques [21 juillet 1960] (I., n° 307). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [15 novembre 1960] (I., n° 46). — **Discussion générale** [9 décembre 1960] : MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur de la commission des lois ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. — Art. 1<sup>er</sup> à 3 : adoption. — Adoption de la proposition de loi.

**POUVOIRS SPECIAUX**, voy. : MAINTIEN DE L'ORDRE.

#### PRESCRIPTION DES CREANCES DE L'ETAT

Proposition de loi, présentée par M. Léon JOZEAU-MARIGNÉ, tendant à modifier la loi du 29 janvier 1831 en ce qui concerne la prescription des créances de l'Etat et des collectivités publiques [21 juillet 1960] (I., n° 307). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

**PRESSE**, voy. : LIBERTÉ DE LA PRESSE.

**PRESTATIONS D'ALCOOL VINIQUE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 108.

#### PRESTATIONS FAMILIALES

I. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 223.

II. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 268.

III. — **Projet de loi portant extension du bénéfice des prestations familiales aux marins pêcheurs non salariés des départements d'outre-mer.**

Adopté par l'Assemblée nationale.

**Transmis au Sénat** le 13 décembre 1960 (n° 108). — Renvoyé à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Bernier [14 décembre 1960] (I., n° 122). — **Discussion générale** [15 décembre 1960] (p. 2402). — MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Lucien Bernier, rapporteur de la commission des affaires sociales. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 2403) : amendement de M. Lucien

Bernier. — MM. le rapporteur, le ministre, Abel-Durand (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 2405) : amendement de M. Lucien Bernier (adoption) ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 : adoption (p. 2405). — Adoption du projet de loi.

IV. — **Projet de loi portant extension du bénéfice des prestations familiales au personnel domestique employé dans les départements d'outre-mer.**

Adopté par l'Assemblée nationale.

**Transmis au Sénat** le 13 décembre 1960 (n° 109). — Renvoyé à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Bernier [14 décembre 1960] (I., n° 121). **Discussion générale** [15 décembre 1960] (p. 2405) : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Lucien Bernier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Paul Symphor. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 du projet de loi.

**Prêts aux collectivités locales**, voy. : QUESTIONS ORALES, 255.

**PRESTATIONS FAMILIALES DES FRANÇAIS HABITANT LE MAROC**, voy. : QUESTION ORALE, n° 188.

**PRETS DU CREDIT FONCIER**, voy. : QUESTIONS ORALES, 208.

#### PRIME DE TRANSPORT

**Projet de loi relatif à l'institution d'un supplément à la prime mensuelle spéciale de transport.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 21 juillet 1960 (n°s 734, 785 et 163).

**Transmis au Sénat** [22 juillet 1960] (I., n° 313). — Renvoi à la commission des affaires sociales [22 juillet 1960]. — Rapport par M. Le Basser [22 juillet 1960] (I., n° 315). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [22 juillet 1960]. — Rapport par M. Julien Brunhes [22 juillet 1960] (I., n° 320). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [22 juillet 1960]. — Rapport par M. Auguste Pinton [22 juillet 1960] (I., n° 316). — **Discussion** [22 juillet 1960]. — **Discussion générale** : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Francis Le Basser, rapporteur de la commission des affaires sociales ; André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Auguste-François Billiemaz, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 1097 à 1100). — Suite de la discussion générale : MM. Georges Dardel, Jacques Murette, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Mme Renée Dervaux, MM. Edouard Le Bellegou, Francis Dassaud (p. 1101 à 1107). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1107) : amendement de M. Julien Brunhes : MM. André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Francis Le Basser, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; rejet. — Amendements de M. Adolphe Chauvin et de M. Etienne Dailly : MM. Adolphe Chauvin, Etienne Dailly, le rapporteur, le ministre des finances ; rejet. — Amendement de Mme Renée Dervaux : MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur, Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur ; le ministre des finances ; rejet. — Amendement de Mme Renée Dervaux : Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur, le ministre des finances ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 1<sup>er</sup> bis : amendements de M. Francis Le Basser et de M. Auguste Pinton (p. 1109) : MM. le rapporteur, le ministre des finances, Auguste-François Billiemaz, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; le secrétaire d'Etat, Abel-Durand, Pierre de Villoutreys, Paul Symphor, Pierre Marcilhacy, René Toribio, le président ; rejet de l'article. — Art. 1<sup>er</sup> ter : amendement de Mme Renée Dervaux (p. 1112) : Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur, le ministre des finances ; rejet de l'article. — Art. 2 (p. 1112) : amendement de M. Francis Le Basser : MM. le rapporteur, le ministre des finances ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 1113) : amendements de M. Francis Le Basser et de M. Marcel Lambert : MM. le rapporteur, Marcel Lambert, le ministre des finances ; adoption de l'amendement de M. Marcel Lambert. — Amendement de M. Julien Brunhes : MM. André Armengaud, Pierre Marcilhacy, le rapporteur, le ministre des finances ; retrait ; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi (p. 1114). — Modification de l'intitulé (p. 1114).

2<sup>e</sup> transmission au Sénat [25 juillet 1960]. — Renvoi à la commission des affaires sociales (n° 320). — Rapport de M. Francis Le Basser (n° 331). — **Discussion en 2<sup>e</sup> lecture**

[25 juillet 1960]. — **Discussion générale** : MM. Maurice Carrier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Pierre Marcilhacy, Waldeck L'Huillier, Raymond Brun, Paul Bacon, ministre du travail ; Gilbert Paulian, Abel-Durand, Roger Menu, président de la commission des affaires sociales (p. 1143). — Art. 3 (p. 1145) : amendement de M. Francis Le Basser ; MM. François Levacher, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi.

**PRIX DU BLE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 142.

**PROCEDURE D'EXPROPRIATION**, voy. : QUESTION ORALE, n° 109.

**PRODUCTION BANANIERE**, voy. : ANTILLES FRANÇAISES.

#### PRODUITS SIDERURGIQUES

Projet de loi portant ratification du décret n° 60-107 du 8 février 1960 portant modification du tarif des droits de douane d'importation en ce qui concerne certains produits sidérurgiques.

Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (548, 689).

Transmis au Sénat le 30 juin 1960 (I., n° 233, 1959-1960). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Jager [19 octobre 1960] (I., n° 10).

#### PROPAGANDE

En faveur des boissons médicinales à la télévision, voy. : QUESTIONS ORALES, 224.

#### PROPRIETE INDUSTRIELLE

I. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 234.

II. — **Projet de loi autorisant la ratification** : 1° des actes signés à Lisbonne le 31 octobre 1958 en vue de modifier la convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 relative à la protection internationale de la propriété industrielle ; l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance ; 2° de l'arrangement signé à Lisbonne le 31 octobre 1958 concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international.

Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (I., n°s 367, 706).

Transmis au Sénat le 1<sup>er</sup> juillet 1960 (I., n° 238). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Jager [8 novembre 1960] (n° 33). — **Discussion générale** [6 décembre 1960] : M. René Jager, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2218). — Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 2219).

**PROSTITUTION**, voy. : TRAITE DES ÊTRES HUMAINS.

**PROTECTION CONTRE L'INCENDIE (Départements algériens)**, voy. : QUESTION ORALE, n° 112.

#### PROTECTION MEDICALE DU TRAVAIL AGRICOLE

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, relatif à la protection médicale du travail agricole [7 juillet 1959] (n° 139). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Maurice Carrier [1<sup>er</sup> décembre 1959] (I., n° 74). — **Discussion générale** le 18 juillet 1960 (p. 922). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, ministre du travail, Maurice Carrier, rapporteur de la commission des affaires sociales. *Discussion des articles* : article unique (p. 922) : amendements de M. Maurice Carrier : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Maurice Carrier (p. 923) : MM. le rapporteur, le ministre, Gilbert Paulian, Lucien Grand, Jacques Henriot, Yvon Coudé du Foresto, Jean Bertaud, André Dulin ; rejet. — Amendement de M. Yvon Coudé du Foresto : adoption. — Amendements de M. Maurice Carrier : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Adoption de l'article unique modifié et du projet de loi.

**PROTECTION DES MINEURS**, voy. : MINEURS.

**PROTECTION DES RESSORTISSANTS FRANÇAIS EN GUINÉE**, voy. : GUINÉE.

**PUBLICITE ROUTIERE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 163.

**PUBLICITE A LA TELEVISION**, voy. : QUESTIONS ORALES, 224.

## Q

#### QUESTIONS ORALES

97 [29 octobre 1959] M. Jacques DUCLOS expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'à la date du 28 juillet 1959, huit leaders du parti Néo-Lao-Haksat ont été arrêtés et seront traduits le 2 novembre devant un tribunal spécial. Il lui rappelle : 1° que l'un des inculpés, député de Ventiane fut ministre dans le précédent gouvernement royal du Laos ; lui-même et ses compagnons sont des anciens dirigeants du Pathet-Lao ; 2° que l'article 15 de l'accord relatif à la cessation des hostilités du Laos stipule que chaque partie s'engage à ne se livrer à aucune représaille ni discrimination contre les personnes et organisations en raison de leur activité pendant les hostilités et à garantir leur liberté ; 3° que la déclaration finale à la conférence de Genève prend acte des déclarations faites par le Gouvernement du Laos pour affirmer sa volonté d'adopter des mesures permettant à tous les citoyens de prendre place dans la communauté nationale, notamment en participant aux élections générales et de n'admettre aucune représaille individuelle ou collective. Il lui demande : quelles mesures le Gouvernement français, signataire des accords de Genève, compte prendre pour faire respecter les engagements pris par le Gouvernement royal du Laos. — **Réponse** [7 juin 1960] (p. 265-266). — *Sont entendus* : MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Jacques Duclos.

103 [17 novembre 1959] M. Léon MOTAIS DE NARBONNE demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, au terme du voyage qu'il vient d'accomplir au Sud Viet-Nam, sur l'invitation du chef de cet Etat, voyage dont la presse des deux pays a déjà annoncé qu'il avait amené un apaisement du contentieux franco-vietnamien, il ne lui paraît pas opportun d'apporter au Parlement des précisions sur les perspectives favorables d'un rapprochement franco-vietnamien plus étroit et sur les conclusions qui peuvent en résulter du point de vue de nos rapports réciproques, notamment de caractère économique et culturel. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 119-120). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Léon Motaïs de Narbonne.

105 [20 novembre 1959] M. Pierre MARCILHACY demande à M. le ministre de la justice pour quelles raisons l'article 39 ter de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, proscrivant la publicité sous quelque forme que ce soit des suicides d'enfants, est inappliquée, bien qu'il constitue un élément essentiel de la protection des mineurs dont le psychisme est sans cesse menacé dans la vie moderne. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 123, 124). — *Sont entendus* : MM. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pierre Marcilhacy.

106. [24 novembre 1959] M. Jacques MARETTE attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation préoccupante du service des instruments de mesure et lui demande quelles dispositions il compte prendre pour lui permettre d'accomplir pleinement sa mission. — **Réponse** [26 avril 1960] (p. 73, 74). — *Sont entendus* : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie ; Jacques Marette.

107. [24 novembre 1959] M. Edouard LE BELLEGOU appelle l'attention de M. le Premier ministre sur les dispositions de l'article 34 de la Constitution ; lui signale que la démarcation assez vague qui est faite entre le domaine législatif et le domaine réglementaire soulève de fréquentes contestations ; que, contrairement aux principes énoncés dans la Constitution en ce qui concerne la séparation des pouvoirs, il en résulte parfois une confusion desdits pouvoirs ; que le dernier alinéa de l'article 34 prévoit que « les dispositions du présent article pourront être précisées et complétées par une loi organique » et, tenant compte de ces faits, lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de soumettre prochainement au Parlement cette loi organique. — **Réponse** [26 avril 1960] (p. 74, 75). — *Sont entendus* : MM. Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre, Edouard Le Bellegou.

108. [26 novembre 1959] M. Roger MENU expose à M. le ministre de l'agriculture que le décret du 16 mai 1959 fait obligation à tout viticulteur de fournir une prestation d'alcool vinique variable selon les régions ce qui correspond, en Champagne viticole, à 85 centilitres d'alcool pur par hectolitre de vin produit, cette mesure ayant pour but d'améliorer la qualité des vins en empêchant le surpressurage et, sur le plan économique, d'assainir le marché par l'élimination des vins de qualité inférieure. Or, les conditions techniques et économiques en Champagne sont telles que cette obligation n'atteint, en aucune façon, le but recherché. De plus, l'obligation de distiller est



très onéreuse pour le viticulteur contraint de s'équiper pour la conservation des marcs et pour lequel le coût d'élaboration est supérieur au prix d'achat de l'alcool. Elle est d'autant plus vexatoire qu'elle n'aboutit à aucun résultat efficace. Il lui demande si les prestations établies par le décret du 16 mai 1959, dont l'inanité est démontrée au moins dans certaines régions comme la Champagne, ne peuvent être remplacées par des mesures adaptées aux conditions réelles, efficaces, donc moins vexatoires et aussi moins coûteuses pour les finances publiques. — **Réponse** [10 mai 1960] (p. 163, 164). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Robert Soudant, en remplacement de M. Menu.

109. [26 novembre 1959] M. Jacques DELALANDE demande à M. le ministre de la justice si le décret d'application de l'ordonnance du 23 octobre 1958, relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique sera prochainement publié. Il lui rappelle à cet égard que le juge spécialisé institué par l'ordonnance susvisée, et qui remplace tout à la fois le président du tribunal civil qui ordonnait l'expropriation et la commission arbitrale qui fixait les indemnités, pourra, après les débats et au cours du délibéré, recevoir en son cabinet le représentant de l'administration des domaines et le notaire. Il lui demande de prévoir expressément dans le décret d'application que ces consultations ne pourront se dérouler qu'en présence des intéressés et que le secrétaire de la commission fera connaître aux parties le jour et l'heure auxquels le cas échéant le juge convoquera le représentant de l'administration des domaines et le notaire, au cours de son délibéré. Il importe en effet, d'une part, que le caractère contradictoire de la procédure soit constamment maintenu et que dès lors le juge ne puisse utiliser des renseignements qui seraient parvenus à sa connaissance en dehors du contrôle des parties et que, d'autre part, les droits de la défense soient entièrement respectés. — **Réponse** [26 avril 1960] (p. 71 et 72). — *Sont entendus* : MM. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice ; Jacques Delalande.

110. [27 novembre 1959] M. Bernard LAFAY expose à M. le ministre de l'éducation nationale que depuis plusieurs années, conformément aux principes d'une politique décentralisatrice souhaitable dans tous les domaines, des efforts ont été entrepris pour aider à l'épanouissement de la vie culturelle et universitaire dans toutes les régions de France. L'excessive concentration de la haute activité intellectuelle à Paris qui se poursuit depuis deux siècles est en effet dangereuse à bien des égards. En ce qui regarde l'enseignement supérieur, elle nuit autant à la capitale congestionnée qu'aux provinces anémiées. Les causes de ce phénomène sont nombreuses et connues. Peut-être n'a-t-on pas assez tenu compte de l'une d'entre elles, qui est le recrutement, exclusivement parisien en pratique, des grands corps culturels et spécialement de l'Institut de France. L'élite des lettres, des arts, des sciences, de la haute université est ainsi attirée vers la capitale pour des raisons psychologiques qui, sans être uniques, n'en sont pas moins puissantes, Paris étant la source et le siège des distinctions prestigieuses et des honneurs légitimes. C'est pourquoi il a l'honneur de lui demander s'il ne lui paraîtrait pas opportun : 1° d'envisager, en accord avec les cinq académies, la suppression des conditions de résidence des membres de l'Institut de France, conditions anciennes dont les causes d'origine ont disparu, mais qui aboutissent à ce que les provinces de France n'y soient représentées que par une proportion qui n'atteint pas 10 p. 100 ; 2° éventuellement, d'étudier certaines modifications qui permettraient de concilier les traditions éprouvées de l'Institut de France avec l'évolution moderne de la haute culture, en particulier dans l'ordre scientifique ; 3° de mettre en œuvre sur le plan universitaire des mesures administratives favorables à la décentralisation telles que, par exemple, la suppression des différences de traitement à classe égale entre les professeurs de l'université de Paris et ceux des facultés de province. — **Réponse** [10 mai 1960] (p. 160 à 162). — *Sont entendus* : MM. Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale ; Bernard Lafay.

111. [8 décembre 1959] M. René DUBOIS attire l'attention de M. le Premier ministre sur la profonde émotion qu'ont causée les informations parues dans la presse française faisant état des propres déclarations d'un chef d'Etat étranger qui se glorifie de livrer régulièrement des quantités importantes d'armes aux rebelles algériens. Il lui demande quelle est la valeur qu'il faut accorder à ces déclarations et ce qu'il faut penser du septicisme qu'elles ont suscité dans certains pays du Proche-Orient. Si cependant ces déclarations s'avéraient exactes, il lui demande de bien vouloir indiquer dans quelle mesure de telles livraisons influent : 1° sur le ravitaillement des armes de la rébellion ; 2° sur les mesures prises par le Gouvernement français pour lutter contre ce ravitaillement. — **Réponse** [26 avril 1960] (p. 75, 76). — *Sont entendus* : MM. Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre ; René Dubois.

112 [8 décembre 1959] M. ABDELKRIM SADI rappelle à M. le Premier ministre la précarité des moyens mis à la disposition de l'Algérie pour l'organisation des services de la protection civile. Etant donné que les services d'incendie en particulier constitueraient, en période de crise, le support essentiel de la protection civile, il lui demande s'il ne lui paraît pas indispensable d'envisager la réorganisation complète de ces services et l'attribution des crédits qui seraient nécessaires. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 122 et 123). — *Sont entendus* : Mlle Nafissa Sid Cara, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, M. Sadi Abdelkrim.

115 [12 décembre 1959]. M. Auguste PINTON demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les raisons pour lesquelles il s'est refusé jusqu'à ce jour à contresigner le décret de concession qui permettait à la société de l'autoroute de la vallée du Rhône, constituée en 1957, de poursuivre les opérations préparatoires pour lesquelles des frais importants ont déjà été engagés et d'entreprendre la construction de la section Vienne-Valence. Et, d'autre part, pour quelles raisons aucune doctrine de financement des autoroutes ne paraît avoir été admise par le ministre des finances, en dépit de l'approbation donnée par le Gouvernement, le 15 décembre 1955, au programme de construction de ces voies de circulation. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 120 et 121). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Auguste Pinton.

116 [12 décembre 1959]. M. Jean NAYROU appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les problèmes que pose la sécurité des habitants des communes situées en aval des barrages et lui demande notamment, en fonction de la récente et dramatique catastrophe de Fréjus, s'il n'envisage pas l'installation d'un dispositif d'alerte de nature à préserver, par tous les moyens, la sécurité de ces populations. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 124 et 125). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; Jean Nayrou.

117 [12 décembre 1959]. M. Emile DURIEUX expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, de 1950 à 1958, la part de l'alimentation dans la consommation totale des Français est passée de 40,4 p. 100 à 35 p. 100 et la part des boissons de 9,5 p. 100 à 8,5 p. 100 ; au total, la part de l'alimentation et des boissons est donc passée de 49,9 pour 100 en 1950 à 43,5 p. 100 en 1958. Par ailleurs, dans le calcul de l'indice des prix de détail des 179 articles, l'indice de pondération retenu en ce qui concerne l'alimentation est de 418 p. 1.000 et 88 p. 1.000 en ce qui concerne les boissons, ce qui donne un total alimentation et boissons de 506 p. 1.000. Il lui demande s'il ne considère pas comme anormal que la part réelle de l'alimentation et des boissons dans la consommation des Français étant de 43,5 p. 100, la part attribuée par le système de pondération de l'indice des 179 articles soit de 50,6 p. 100, cette situation ne manquant pas d'aggraver la position des prix agricoles, qui ont déjà le malencontreux privilège d'être largement intégrés dans l'indice des 179 articles ; il lui demande s'il ne pourrait être envisagé de reviser l'indice des 179 articles, en ramenant la pondération des produits agricoles à sa juste valeur, ce qui constituerait une mesure d'équité vis-à-vis des agriculteurs. — **Réponse** [10 mai 1960] (p. 158 et 159). — *Sont entendus* : MM. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur ; Emile Durieux.

118 [12 décembre 1959]. — M. Jacques DELALANDE expose à M. le ministre du travail le caractère inéquitable et choquant des circulaires ministérielles d'application de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956, portant institution d'un fonds national de solidarité, en ce qu'elles fixent les règles d'évaluation des ressources des personnes âgées susceptibles de bénéficier des prestations prévues par cette loi. C'est ainsi qu'au cas où les demandeurs sont nus-propriétaires d'un immeuble, c'est-à-dire sans pouvoir en tirer le moindre revenu, mais au contraire astreints à supporter la charge de grosses réparations, les textes d'application les considèrent quand même bénéficiaires d'un revenu fictif basé sur la valeur de principe de leur propriété. Il demande qu'on ne dénature pas le caractère légal de la nue-propriété, et qu'il ne soit pas décompté des revenus, même simplement fictifs, pour des biens qui légalement ne peuvent en comporter et ne peuvent au contraire entraîner que des dépenses. Il demande en conséquence que les textes d'application soient modifiés, afin que soit mis fin au scandale des rejets d'allocation fondés sur l'existence de ressources illusoire. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 125). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Jacques Delalande.

119 [15 décembre 1959]. M. André ARMENGAUD expose à M. le Premier ministre : 1° qu'au cours de la discussion du projet de la ratification des traités de Rome, le Gouvernement avait pris l'engagement de constituer sur le plan national une commission de contrôle groupant des personnalités qualifiées

de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et du Parlement, chargée de veiller à ce que le Gouvernement prit, en matière économique, financière, fiscale et sociale, toute mesure propre à faciliter l'entrée de la France dans la Communauté économique européenne; 2° que la loi de ratification (2 août 1957) desdits traités comprenait: un article 2 faisant obligation au Gouvernement de présenter annuellement au Parlement un compte rendu de l'application du traité de Communauté économique européenne, en exposant les mesures qu'il a prises ou qu'il entend prendre pour faciliter l'adaptation des activités nationales aux nouvelles conditions du marché; et un article 3 faisant obligation au Gouvernement de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un ou plusieurs projets de lois-cadres définissant un ensemble de mesures permettant à la France d'entrer dans les meilleures conditions dans le Marché commun; il lui demande si, en raison des pressions diverses s'exerçant sur la Communauté économique européenne et des engagements de la France outre-mer, il n'estime pas le moment venu: a) de constituer la commission précitée, dont la promesse de mise en place n'avait pas été sans influencer sur la ratification des traités de Rome par le Parlement; b) de respecter les engagements pris par le Gouvernement aux termes des articles 2 et 3 de la loi du 2 août 1957 précitée, étant observé que si un projet de loi-cadre tendant à préparer l'entrée de la France dans le Marché commun a bien été déposé par le Gouvernement présidé par M. Félix Gaillard le 31 janvier 1958, ce projet n'est jamais venu en discussion devant le Parlement et n'a pas été repris par le Gouvernement de la V<sup>e</sup> République; c) d'associer le Parlement aux décisions importantes qui pourraient intervenir dans la mise en œuvre du Traité de Rome tant en ce qui concerne la réduction éventuelle de la période transitoire que les relations de la Communauté économique européenne avec les autres pays de l'O. E. C. E. — **Réponse** [14 juin 1960] (p. 330 à 334). — *Sont entendus*: MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques; André Armengaud.

120 [15 décembre 1959]. M. André ARMENGAUD expose à M. le *premier ministre* 1° que les dispositions du mémorandum de la commission économique européenne, dit Mémorandum Hallstein, prévoient: la suppression totale des restrictions contingentaires dans le domaine industriel à l'égard du monde entier; l'extension aux pays tiers de la prochaine réduction tarifaire de 10 p. 100 qui ne doit bénéficier, en principe, qu'aux pays membres; une nouvelle réduction importante des tarifs douaniers à l'égard du monde entier à l'occasion de la prochaine réunion du G. A. T. T.; 2° que, lors d'une déclaration faite devant l'Assemblée nationale, le 6 novembre 1959, le ministre des finances et des affaires économiques a paru se rallier à de telles propositions en déclarant: que la France était résolue à mettre fin, dans un délai qui ne devait pas, en principe, dépasser deux ans, à toutes les restrictions quantitatives d'importation sur les produits industriels en provenance de l'Europe comme de la zone dollar; que le Marché commun pourrait envisager une certaine réduction de son tarif extérieur dans toute la mesure où les autres grands pays industriels s'y associeraient; qu'il souhaitait que le Marché commun s'engage vers une libération générale des échanges plutôt que vers des arrangements particuliers. Il lui fait observer que l'extension au profit des pays tiers des abaissements de tarifs et des élargissements de contingents qui, selon le traité de Rome, devaient jouer uniquement pour les relations commerciales entre les Six, aboutira, si elle se poursuit, à la disparition d'un élément essentiel du Marché commun, à savoir l'union douanière. Il lui demande: comment il entend concilier à la fois la réalisation de l'union douanière prévue par le traité de Rome, la mise en œuvre d'une politique commune aux Six et la poursuite d'une politique libre-échangiste à l'échelle mondiale; dans quelle mesure ces dispositions sont compatibles avec les clauses du traité de Rome, tel qu'il a été approuvé par le Parlement; s'il estime ces dispositions compatibles avec le nécessaire développement de certains secteurs de l'activité économique française, et notamment de l'industrie des biens d'équipement. — **Réponse** [14 juin 1960] (p. 330 à 334). — *Sont entendus*: MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques; André Armengaud.

122 [17 décembre 1959]. M. Gaston DEFFERRE expose à M. le *ministre de l'industrie* que, dans la nuit du 24 au 25 août 1958, le dépôt d'hydrocarbures de Mourepiane a pris feu à la suite d'un attentat et que, pendant huit jours, la totalité du bataillon des marins-pompiers de Marseille a lutté pour éteindre cet incendie et protéger les maisons avoisinantes. Sur demande des services de sécurité et de défense contre l'incendie, la population des quartiers voisins, Saint-André, Saint-Henri, soit plusieurs milliers de personnes, a dû être évacuée dans la nuit. Pendant huit jours ces familles ont été hébergées grâce à des moyens de fortune. Les marins-pompiers ont compté un tué et

dix-sept blessés. A la suite de cet événement, qui aurait pu tourner à la catastrophe si le vent avait été défavorable, les services ministériels et préfectoraux intéressés ont été saisis par la ville de Marseille d'une demande de renforcement des mesures de protection et de sécurité concernant les dépôts d'hydrocarbures; ces mesures, préconisées par les techniciens de la ville, prévoyaient, notamment, la suppression des dépôts de produits blancs trop dangereux dans une agglomération, l'obligation d'entourer chaque bac par une cuvette de rétention suffisante et, en sus de diverses mesures de détection et d'extinction, l'établissement d'un périmètre de protection de 400 mètres de rayon, puisque les évacuations de population avaient dû être effectuées sur une telle distance. Malgré de nombreuses interventions des autorités municipales, aucune suite n'a été donnée à cette affaire et la commission départementale des hydrocarbures, organisme irresponsable, vient de donner un avis favorable à la réouverture du dépôt, moyennant des mesures de sécurité très inférieures à celles qui étaient demandées par les autorités locales. La récente catastrophe de Fréjus vient de montrer, une fois encore, qu'en matière de sécurité de la population les mesures de sécurité ne sont jamais assez sévères. C'est pourquoi il lui demande de prendre toutes mesures utiles pour que le dépôt pétrolier de Mourepiane fasse l'objet de mesures de sécurité et de protection extrêmement strictes et qu'il ne puisse pas provoquer une catastrophe dans la population des quartiers intéressés. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 126 à 128). — *Sont entendus*: M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie; Gaston Defferre.

123 [21 décembre 1959]. M. Paul RIBEYRE expose à M. le *Premier ministre* que le décret n° 55-875 du 30 juin 1955 relatif à l'institution d'une prime spéciale d'équipement accorde indistinctement cet avantage aux localités « qui souffrent de sous-emploi grave et permanent » ou à celles qui ont « un développement économique insuffisant ». Dans le cadre de ce décret, de nombreuses zones critiques ou zones spéciales de conversion ont été définies. Elles intéressent généralement les zones industrielles menacées par le chômage et la récession de certaines industries. Il ne semble pas, par contre, qu'un effort particulier ait été entrepris pour les localités « qui souffrent d'un développement économique insuffisant » et qui, de ce fait, sont en voie de dépopulation. Si l'on prend le cas de l'Ardèche, on constate que, malgré un taux de naissances particulièrement élevé, la population de ce département est revenue en un siècle de 380.000 à 250.000 habitants, alors que, pendant la même période, l'ensemble de la population française augmentait considérablement. Faute d'offres d'emploi suffisantes, la jeunesse continue son exode vers les centres industriels, si bien qu'aujourd'hui la densité de la population de ce département, au kilomètre carré, n'est plus que de 45 habitants — contre 140 en Grande-Kabylie. Ces chiffres et ces noms soulignent combien l'Ardèche, qui se classe après certains départements algériens admis à bénéficier de primes et d'avantages particulièrement importants, correspond bien au critère du « développement économique insuffisant ». Il demande, en conséquence, qu'un arrêté admette l'Ardèche, dans son ensemble, au bénéfice de la législation sur les zones critiques, tout retard ne pouvant qu'être préjudiciable à ce département sous-équipé, car il décourage les industriels et empêche la réalisation de projets de décentralisation ou d'extension, en instance à la préfecture. — **Réponse** [10 mai 1960] (p. 159 et 160). — *Sont entendus*: MM. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur; Paul Ribeyre.

124 [22 décembre 1959]. M. René TINANT demande à M. le *ministre du travail* de bien vouloir apporter une solution au cas douloureux de veuves de salariés décédés par suite de maladie. La plupart de ces veuves ont une famille à élever et elles ne peuvent par conséquent travailler. D'autre part, ne cotisant pas, elles ne bénéficient pas des remboursements de leurs frais médicaux et pharmaceutiques, pour elles et leur famille. Enfin, en ce qui concerne la retraite vieillesse, elles perdent également le bénéfice d'annuités. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 126). — *Sont entendus*: MM. Paul Bacon, ministre du travail; René Tinant.

125 [27 janvier 1960]. M. Charles NAVEAU appelle l'attention de M. le *Premier ministre* sur les conséquences de l'arrêté du 7 janvier 1959, pris par M. le ministre des finances et des affaires économiques et paru au *Journal officiel* du 9 janvier, fixant le contingent de graisse et d'huile de baleine admissible en suspension de droits de douane d'importation, à 18.000 tonnes; et lui demande si c'est par des mesures de ce genre qu'il entend défendre d'une part, la production laitière française, et d'autre part, les producteurs d'huile végétale de provenance des pays de la Communauté. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 121). — *Sont entendus*: MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques; Charles Naveau.

126 [27 janvier 1960]. M. Charles NAVEAU appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des militaires servant au-delà de la durée légale du service en Algérie ; lui signale que l'administration des finances les considérant comme militaires de carrière les impose à ce titre sans aucune discrimination ; que, rentrés dans leur foyer, les intéressés se voient réclamer des impositions pour la seule raison qu'ils ont été dans l'obligation de servir en Algérie au-delà de la durée légale ; et lui demande, en raison de cette situation inadmissible, quelles dispositions il envisage de prendre pour que les jeunes appelés, ayant fait leur devoir en Algérie, ne soient pas ainsi pénalisés. — **Réponse** [3 mai 1960] (p. 121). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Charles Naveau.

127 [27 janvier 1960]. M. Abel SEMPÉ demande à M. le ministre de l'agriculture quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux producteurs de maïs la sécurité qui leur est due et, en particulier, pour interdire toute importation d'aliments complets, de glucose, amidon, etc., pouvant être produits avec nos maïs, ainsi que celle de produits similaires à ceux obtenus avec le maïs métropolitain. Il lui demande également quelles mesures il compte prendre pour élever au niveau de 1959 l'utilisation de la dernière récolte, dans le but d'éviter des stocks de report pouvant dépasser 3 millions de quintaux, et dans quelles conditions l'importation de la présente campagne de 1 à 2 millions de quintaux est envisagée en conformité avec les clauses du traité de Rome. — **Réponse** [10 mai 1960] (p. 164-165). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Abel Sempé.

128 [23 avril 1960]. M. André MAROSELLI appelle l'attention de M. le Premier ministre sur le malaise qui continue à se manifester dans les stations thermales par l'application de l'article 5 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959 et prévoyant que « les frais de toute nature afférents aux cures thermales et climatiques ne sont pas couverts par l'assurance maladie » ; expose que les résultats de la saison 1959 ont été catastrophiques comme l'avaient prévu tous ceux qui s'intéressent à la vie des stations thermales ; rappelle que les ministres du travail et de la sécurité sociale, des finances et de la santé publique avaient, par un décret soumis à la signature de M. le Premier ministre, rapporté cette décision ; et lui demande s'il envisage d'entériner cette décision, préparée par ses ministres, dans un délai relativement court qui permette aux stations de prendre toutes mesures utiles pour éviter la mise en péril du thermalisme français. — **Question** retirée le 10 mai 1960.

129 [26 avril 1960]. M. Emile DURIEUX expose à M. le ministre de l'agriculture qu'actuellement les cultivateurs de 63 départements métropolitains peuvent bénéficier de la subvention de 25 p. 100 pour les amendements calcaires transport compris ; que malgré plusieurs réclamations, les 25 autres départements dont certains très agricoles demeurent exclus du bénéfice de cette disposition ; il lui demande s'il ne considère pas qu'il serait souhaitable de traiter tous les cultivateurs obligés d'avoir recours à des amendements calcaires sur le même pied d'égalité. — **Réponse** [10 mai 1960] (p. 165). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Emile Durieux.

130. [28 avril 1960]. M. Charles DURAND expose à M. le ministre de l'agriculture que le décret du 16 mai 1959, modifié par celui du 30 octobre instituant les prestations d'alcool vinique s'avère d'une application extrêmement difficile et onéreuse dans les régions de petites exploitations qui ne possèdent pas l'équipement nécessaire ni pour la conservation des marcs, ni pour leur distillation ; les faibles quantités de récoltes ne permettant d'ailleurs pas d'organiser un équipement rentable. Il lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas possible d'apporter au décret susvisé les modifications nécessaires pour que les prestations d'alcool vinique, efficaces dans certaines régions, soient supprimées — sous certaines conditions — dans celles où elles se révèlent comme une tracasserie, onéreuse pour le producteur et également pour l'administration qui doit collecter des quantités infimes d'alcool. — **Réponse** [10 mai 1960] (p. 163). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Robert Soudant, Charles Durand.

131. [3 mai 1960]. M. Pierre MARCILHACY demande à M. le Premier ministre s'il ne croit pas indispensable de rendre publics les avis du conseil d'Etat qui constituent dans le mécanisme actuel des pouvoirs le seul contrôle efficace du pouvoir réglementaire et législatif. — **Réponse** [17 mai 1960] (p. 206). — *Sont entendus* : MM. Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Pierre Marcilhacy.

132. [3 mai 1960]. M. Marcel BRÉGÈGÈRE appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences résultant des récentes gelées dans un certain nombre de départements, et notamment dans le département de la Dordogne ; il lui signale que, malgré de très nombreuses et répétées protestations, jusqu'à ce jour aucune disposition n'a été prise par les pouvoirs publics en ce qui concerne la protection indispensable des exploitations agricoles ; et lui demande : 1° quelles dispositions particulières il compte prendre pour doter enfin notre agriculture d'un moyen efficace pour assurer la sécurité et la survie des exploitations ; 2° si un projet créant une caisse nationale contre les calamités agricoles ne pourrait pas être ajouté aux projets gouvernementaux actuellement en discussion devant le Parlement. — **Réponse** [7 juin 1960] (p. 266). — *Sont entendus* : MM. Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Marcel Brégègère.

133. [3 mai 1960]. M. Léon DAVID expose à M. le ministre de l'agriculture la situation de très nombreux cultivateurs, et notamment viticulteurs de Provence, dont les récoltes ont été détruites par les gelées des 29, 30 avril et 1<sup>er</sup> mai. Les dégâts atteignent des pourcentages différents suivant les régions, allant jusqu'à 100 p. 100 dans certaines communes. Ils se situent dans les départements des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse et du Var. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour aider les agriculteurs victimes du sinistre. — **Réponse** [10 mai 1960] (p. 166). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Léon David, Gaston Defferre.

134 [5 mai 1960] M. Gaston DEFFERRE appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dégâts causés aux vignobles, aux cultures fruitières et maraîchères par les récentes gelées dans le département des Bouches-du-Rhône et lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour venir en aide aux exploitants sinistrés. — **Réponse** [10 mai 1960] (p. 166). — *Sont entendus* : MM. Rochereau, ministre de l'agriculture ; Léon David ; Gaston Defferre.

135 [5 mai 1960] M. Antoine COURRIÈRE demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les mesures qu'il compte prendre pour assurer aux viticulteurs sinistrés par les récentes gelées l'aide leur permettant, par une augmentation notamment des ressources de la section viticole du fonds national de solidarité agricole, de pallier les difficultés qu'ils connaissent. — **Réponse** [7 juin 1960] (p. 263, 264). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques, Antoine Courrière.

136 [5 mai 1960] M. Edouard LE BELLEGOU rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population que le décret du 17 mars 1954 portant règlement d'administration publique pour la répartition entre l'Etat et les collectivités locales des dépenses d'aide sociale prévoit que ces dépenses sont réparties en trois groupes. Le groupe I comprend les dépenses d'aide sociale à l'enfance, les dépenses d'hygiène et de prévention sanitaire ; que ces dépenses sont couvertes à raison de 85 p. 100 par des subventions de l'Etat, que par contre, en ce qui concerne la prévention contre le cancer il s'agit seulement de dépenses facultatives et ces dépenses ne sont subventionnées au maximum qu'à 50 p. 100 ; et lui demande si, étant donné l'importance de la lutte à mener contre ce fléau, notamment en matière de prévention et de dépistage, il ne serait pas souhaitable que la prévention du cancer fasse aussi partie des dépenses obligatoires de prévention figurant au groupe I. — **Réponse** [17 mai 1960] (p. 207). — *Sont entendus* : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Edouard Le Bellegou.

137 [5 mai 1960] M. Charles SURAN demande à M. le ministre de la santé publique et de la population quelles mesures il compte prendre pour remédier à la pollution de l'atmosphère provoquée, dans la vallée de la Garonne, par les émanations de l'usine de cellulose de Saint-Gaudens. — **Réponse** [17 mai 1960] (p. 208). — *Sont entendus* : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Charles Suran.

138 [5 mai 1960] M. Bernard LAFAY attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les conditions dans lesquelles la police parisienne doit assumer des tâches de plus en plus diverses et délicates. Il croit devoir également lui signaler l'émotion croissante de la population parisienne devant l'intensification du terrorisme F. L. N. auquel les fonctionnaires de la préfecture de police paient un lourd tribut. Il demande donc à M. le ministre de l'intérieur quelles dispositions sont envisagées pour les moyens en effectifs et en matériel ainsi que les méthodes de prévention et de répression du terrorisme soient adaptés aux circonstances. En particulier, il suggère d'augmenter les effectifs des gardiens en civil de manière à renforcer la protection de la population et la sécurité des gardiens en uniforme que ces gardiens en civil appuieraient à courte distance de façon à

prévenir les attentats, et en tout cas à y riposter efficacement. Il le prie enfin de lui préciser les raisons pour lesquelles le ministère des finances refuse d'approuver les crédits justifiés demandés par la préfecture de police et votés par le conseil municipal, crédits nécessaires pour assurer une plus grande sécurité à la population parisienne. — **Réponse** [7 juin 1960] (p. 270). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; Bernard Lafay.

139 [5 mai 1960] M. Charles SURAN demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour remédier à la pollution des eaux provoquée, dans la vallée de la Garonne, par les émanations de l'usine de cellulose de Saint-Gaudens. — **Réponse** [7 juin 1960] (p. 267). — *Sont entendus* : MM. Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Charles Suran.

140 [10 mai 1960] M. Claude DUMONT demande à M. le ministre de l'intérieur quelles mesures ont été prises pour mettre fin à l'activité des réseaux de soutien du F. L. N. en métropole et quelles sont les opérations de contrôle et de police déclenchées à la suite de l'intolérable conférence de presse tenue par un délinquant en fuite dans un appartement parisien en avril dernier. Il lui demande également comment il se fait que les services de police n'aient pas été informés de l'étrange réunion dans un délai permettant une opération immédiate. Pour le cas où il y aurait eu incapacité ou négligence, il lui demande enfin si des sanctions ont été prises envers le directeur des services responsables. — **Réponse** [7 juin 1960] (p. 271). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; Claude Dumont.

141 [10 mai 1960] M. Bernard CHOCHOY rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population que le conseil constitutionnel a décidé que les dispositions de l'article 15 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 n'ont pas le caractère réglementaire ; dans ces conditions, le Gouvernement se doit de déposer, le plus rapidement possible, un projet de loi tendant à maintenir le bénéfice de l'allocation logement aux ménages ayant un enfant âgé de plus de cinq ans et de moins de dix ans, qui ont perçu cette allocation depuis le 30 décembre 1958, afin qu'aucun reversement ne puisse être exigé de cette catégorie d'allocataires ; il lui demande : 1° dans quels délais le Gouvernement entend procéder au dépôt du projet de loi ; 2° s'il profitera de ce texte pour rendre le bénéfice de l'allocation logement aux ménages qui la percevraient avant le 30 décembre 1958 et dont l'enfant a atteint l'âge de cinq ans après le 1<sup>er</sup> janvier 1959 ; 3° si dans la réforme envisagée de l'allocation logement — réforme sur laquelle la presse vient de donner quelques informations — il sera tenu compte de la situation des ménages qui ont accédé à la propriété ou qui se sont logés dans des conditions normales en comptant sur l'aide de l'allocation logement. La suppression de cette prestation, sur laquelle on leur avait affirmé qu'ils pouvaient compter pour établir l'équilibre de leur budget et payer un loyer élevé, serait une malhonnêteté et ces ménages se trouveraient dans des situations souvent très difficiles. — **Réponse** [17 mai 1960] (p. 208, 209). — *Sont entendus* : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Bernard Chochoy.

142 [10 mai 1960] M. Emile DURIEUX expose à M. le ministre de l'agriculture qu'à la veille de la moisson 1959 une évaluation exagérée de la récolte de blé a été faite ; qu'elle a eu incontestablement pour résultat la fixation d'un prix du blé plus bas que ce qu'il aurait normalement dû être ; étant donné l'écart important connu entre l'évaluation, 84 millions de quintaux, et les prévisions définitives de collecte, 74 millions de quintaux, il lui demande s'il n'est pas permis de considérer que l'exagération du volume de la récolte avait pour objectif de pouvoir plus aisément maintenir au plus bas possible le prix du quintal de blé ; il lui demande en outre : 1° quels sont les ou les services qui ont la responsabilité de telles évaluations ; 2° si les organisations agricoles, et en particulier l'A. G. P. B., ont donné leur accord sur de tels chiffres ; 3° si les retenues faites lors des paiements aux cultivateurs, au titre de la partie collecte prévue et non réalisée, leur seront reversées dans leur intégralité. — **Réponse** [7 juin 1960] (p. 268). — *Sont entendus* : MM. Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Emile Durieux.

143 [10 mai 1960] M. Joseph RAYBAUD demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui indiquer les raisons qui l'ont déterminé à prendre la circulaire du 12 février 1960 relative au mode de calcul du taux des subventions pour travaux d'alimentation en eau potable, qui commente de façon restrictive les dispositions de l'arrêté interministériel du 11 février 1960 puisque, en pratique, elle tend à aggraver le taux de réduction de la subvention. — **Réponse** [14 juin 1960] (p. 337). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Joseph Raybaud.

144 [12 mai 1960] M. Georges GUILLE attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la gravité des gelées qui ont récemment éprouvé certaines parties du vignoble français ; il lui demande quelles mesures il envisage pour venir en aide aux viticulteurs sinistrés, il lui suggère (par dérogation aux dispositions de l'article 5 du décret n° 59-632 du 16 mai 1959 et de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 60-1 du 7 janvier 1960) d'autoriser la libre commercialisation par ces viticulteurs des quantités de vin hors quantum de leur récolte 1959, ceci pouvant représenter pour eux une réparation partielle du préjudice subi sans aucune incidence onéreuse pour le Trésor public. — **Réponse** [7 juin 1960] (n° 144). — *Sont entendus* : M. Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Georges Guille.

145 [12 mai 1960] M. Jean BRAJEUX tient à confirmer à M. le ministre des postes et télécommunications que la fermeture des guichets postaux le samedi à seize heures est la source d'une gêne considérable dans toutes les villes de province où le marché hebdomadaire a lieu le samedi, puisque c'est justement ce jour-là que l'activité commerciale atteint son maximum, et lui demande, en conséquence, de bien vouloir envisager le report, dans ce cas comme pour les établissements bancaires, de la fermeture hebdomadaire au lundi matin. — **Réponse** [21 juin 1960] (p. 425, 426). — *Sont entendus* : MM. Maurice Bokanowski, ministre des postes et télécommunications ; Jean Brajeux.

146 [12 mai 1960] M. Vincent DELPUECH demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les raisons pour lesquelles il a cru devoir autoriser les Charbonnages de France à lancer lundi prochain un emprunt public. Cette autorisation ne manquera pas de surprendre les milieux des régions minières de France, alors que le chômage sévit depuis de nombreux mois et que l'on envisage la fermeture des mines non rentables. — **Réponse** [14 juin 1960] (p. 334). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Vincent Delpuech.

147. [17 mai 1960] M. Camille VALLIN expose à M. le ministre de l'industrie qu'une entreprise sidérurgique de la région lyonnaise, les hauts fourneaux et fonderies Prénat, est menacée de fermeture à la date du 1<sup>er</sup> juin prochain ; qu'aucune raison valable ne justifie l'arrêt de cet établissement dont la rentabilité est démontrée d'une manière irréfutable ; que le maintien en activité des hauts fourneaux qui produisent des fontes spéciales concurrencées seulement sur le marché par celles produites par des entreprises étrangères est une nécessité économique en même temps qu'une mesure d'intérêt national ; il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour permettre à cette entreprise de bénéficier des prêts dont elle a besoin pour surmonter la crise de trésorerie qu'elle traverse et assurer ainsi leur emploi à plus de cinq cents travailleurs. — **Reprise** [14 juin 1960] (p. 335). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques, Camille Vallin.

148. — [17 mai 1960] — M. Etienne RESTAT expose à M. le Premier ministre qu'au cours du mois de septembre 1959 des pluies diluviennes ont détruit des ponts et routes dans le Sud-Ouest de la France. Une question orale avait été posée, le 8 octobre, à M. le Premier ministre. Un débat a eu lieu, le 15 octobre, et des engagements avaient été pris, le Gouvernement indiquant qu'un projet de loi serait déposé permettant d'accorder aux collectivités locales le concours de l'Etat pour la réparation des dégâts. La caisse des dépôts et consignations sollicitée par lesdites collectivités en vue d'accorder des emprunts pour la restauration des ouvrages détruits s'est, jusqu'à ce jour, refusé de les accorder tant que les subventions ne seraient pas accordées par l'Etat. Cela revient à dire qu'aucune restauration n'a pu être effectuée et que les ponts et routes sont toujours dans le même état. En avril et en mai 1960 et dans les mêmes régions, des dégâts importants ont été causés par les gelées printanières, et quelques jours plus tard un violent orage de grêle s'est abattu causant des dégâts considérables qui, après ces gelées, occasionnent des pertes agricoles qui peuvent se chiffrer de 90 à 100 p. 100. Il demande, en conséquence : 1° A quel moment le projet de loi promis pourra être présenté au Parlement en vue d'accorder les crédits nécessaires permettant d'une part aux collectivités de les percevoir et, d'autre part, par voie de conséquence, à la caisse des dépôts et consignations d'accorder les prêts complémentaires ; 2° quelles mesures compte prendre le Gouvernement en ce qui concerne les dégâts occasionnés au début de l'année par les gelées et les orages de grêle pour venir en aide aux agriculteurs sinistrés ; 3° les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas envisagé d'inclure dans sa loi d'orientation agricole la création d'une caisse des calamités agricoles. — **Reprise** [14 juin 1960] (p. 339).

— *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques, Etienne Restat ; Abel Sempé ; Eugène Romaine.

149. [18 mai 1960] M. Camille VALLIN demande à M. le ministre du travail les mesures qu'il compte prendre : 1° pour assurer la mise en application des récentes dispositions permettant le remboursement effectif à 80 p. 100 des dépenses médicales des assurés sociaux ; 2° pour permettre aux caisses de continuer à effectuer dans les conditions normales le paiement des prestations dans les cas où certains médecins ont pratiqué la grève administrative. — *Réponse* [14 juin 1960] (p. 341). — *Sont entendus* : MM. Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale ; Camille Vallin.

150. [19 mai 1960] M. Eugène ROMAINE demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre à la suite du désastre provoqué dans le département de la Creuse par l'orage de grêle sans précédent du 14 mai, pour venir en aide aux sinistrés ; cinq communes étant totalement ravagées, de nombreuses autres partiellement. Les dégâts se chiffrent d'après les premières estimations à plus d'un milliard ; si aucun secours du Gouvernement n'est apporté l'exode total de la population de cette région est inexorable. En conséquence, il lui demande que parmi les avantages qui pourront être accordés aux sinistrés, il leur soit permis de bénéficier à titre exceptionnel des subventions et primes de l'habitat rural pour effectuer les réparations de toitures et de l'intérieur des immeubles saccagés par la pluie diluvienne qui s'est engouffrée par les toits béants. — *Réponse* [14 juin 1960] (p. 339). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Etienne Restat ; Abel Sempé ; Eugène Romaine.

151. [19 mai 1960] M. Michel KISTLER attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les récentes gelées qui se sont produites dans le vignoble alsacien du 3 au 4 mai, compromettant gravement la récolte de 1960 dans des proportions allant jusqu'à 100 p. 100 pour certaines régions et sur la tempête de grêle qui s'est abattue sur les pentes des Vosges, détruisant toute végétation le long de la belle route du vin d'Alsace, ce qui compromet, non seulement la récolte de 1960, mais probablement celle de 1961 ; et lui demande quelles mesures il compte prendre pour venir au secours des viticulteurs sinistrés, notamment en matière de prestations d'alcool vinique, de dégrèvement d'impôts, de prêt du crédit agricole et de la section viticole du fonds national de solidarité agricole. — *Réponse* [7 juin 1960] (p. 263, 264). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Michel Kestler.

152 [19 mai 1960] M. Jacques DUCLOS expose à M. le Premier ministre : 1° que des fonctionnaires juifs ont été relevés de leurs fonctions par mesure disciplinaire par l'autorité de fait de Vichy, pour avoir déclaré être d'origine aryenne et, de ce fait, ont été accusés de « déclarations mensongères » ; 2° que des mesures ont été prises contre ces fonctionnaires pour « déclarations mensongères » dont il est évident qu'elles n'étaient pas étrangères aux lois d'exception visées par l'ordonnance du 29 novembre 1944 ; 3° que le conseil d'Etat s'oppose à la demande de réintégration de ces fonctionnaires en prétextant que leur cas ne relève pas de l'ordonnance précitée ; il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que réparation soit accordée à ces fonctionnaires incontestablement victimes du régime de Vichy. — *Réponse* [21 juin 1960] (p. 427, 428). — *Sont entendus* : MM. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Jacques Duclos.

153 [19 mai 1960] M. Jean NAYROU appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la situation des agents des travaux des ponts et chaussées ; et lui demande : 1° s'il est exact qu'il a donné des instructions interdisant le recrutement et la nomination jusqu'à nouvel avis d'agents de travaux des ponts et chaussées ; 2° dans l'affirmative, comment il entend concilier cette mesure regrettable avec la nécessité d'entretenir le réseau routier national et départemental compte tenu de ce que la mécanisation ne peut être utilisée uniformément dans toutes les régions ; 3° s'il envisage enfin de tenir à l'égard de ces personnels, les promesses déjà anciennes en ce qui concerne la revalorisation de leur traitement. — *Réponse* [21 juin 1960] (p. 425). — *Sont entendus* : MM. Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Jean Nayrou.

154 [19 mai 1960] M. Jean BÈNE appelle l'attention de M. le Premier ministre sur les interprétations diverses et les commentaires auxquels ont donné lieu le récent naufrage du tanker à vin « Stilbe » battant pavillon chérifien, mais appartenant néanmoins à une société d'armement française ; et lui demande : 1° s'il a la certitude que les vins originaires de Bulgarie, transportés par ce navire, étaient effectivement destinés à la Suisse ; 2° s'il ne croit pas que ce transport dissimulait en réalité, par le

biais d'une escale dans un port marocain, une importation frauduleuse de vin vers un port français ; 3° quelles sont les mesures de contrôle que le Gouvernement compte prendre pour éviter de tels trafics préjudiciables à l'économie française. — *Réponse* [5 juillet 1960] (p. 670, 671). — *Sont entendus* : M. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; M. Jean Bène.

155 [19 mai 1960] M. Abel SEMPÉ rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'il avait bien voulu reconnaître devant le Sénat, au cours de la séance du 16 octobre 1959, l'importance des dommages subis par les collectivités publiques et par les particuliers dans les départements du Sud-Ouest. Il avait annoncé que le Gouvernement fixerait sa doctrine c'est-à-dire, en fait, l'importance de l'aide que le budget de l'Etat pourrait accorder, dès que les rapports des inspecteurs généraux envoyés sur place auraient pu être dépouillés. Il avait précisé que c'est à ce moment-là que la nature de l'effort pourrait être étudiée soit sous forme de projet de loi, soit tout simplement par un dégagement des crédits nécessaires. Depuis cette période déjà ancienne, de nombreux sinistrés sont venus grossir l'importance des dégâts considérés dans les mêmes départements. Un nouveau cyclone vient de détruire de nombreuses maisons et installations agricoles dans le Gers et la Haute-Garonne. Les agriculteurs sont surpris par le silence du Gouvernement face à des dégâts qui atteignent 60 à 100 p. 100 des récoltes. Les sinistrés privés ne reçoivent aucune suite à leurs demandes de couverture des dommages subis sous forme de destruction de leur outil de travail, de leur maison ou de leur stock outil. Les collectivités départementales ne peuvent entreprendre la reconstruction des ouvrages et routes détruits, la caisse des dépôts s'opposant à prêter les sommes nécessaires aussi longtemps qu'elle ne connaîtra pas le pourcentage de l'aide de l'Etat. Il lui demande en conséquence : 1° si un projet de loi sera déposé ou si une ordonnance accordant les avantages de l'ordonnance n° 58-1953 du 6 novembre 1958 est envisagée ; — si l'Etat est bien disposé à participer à la réparation des dommages privés soit sous forme de remboursement d'une partie du capital emprunté, soit sous forme de prise en charge d'une partie notable des intérêts ; 2° si le Gouvernement est en mesure de faire connaître le montant des crédits de subvention qui sera inscrit sur le prochain collectif budgétaire, ainsi que le taux moyen de subvention qui sera consenti ; 3° si la caisse des dépôts sera d'ores et déjà autorisée à prêter aux départements une première tranche égale à 50 p. 100 du montant des travaux de reconstruction envisagés. — *Réponse* [14 juin 1960] (p. 339). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques, Etienne Restat, Abel Sempé, Eugène Romaine.

156 [19 mai 1960]. — M. André MÉRIC rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'à la suite des démarches faites en faveur des sinistrés agricoles, il résulte que ces derniers ne peuvent en fait que bénéficier le cas échéant de prêts spéciaux du crédit agricole et d'un éventuel dégrèvement fiscal. Il lui demande ce qu'il compte faire pour aider effectivement les victimes du typhon qui s'est abattu dans l'après-midi du 18 mai sur les vallées de la Save et de la Gimone, détruisant en particulier dans les communes de Garrac et de Bellegarde (Haute-Garonne), les récoltes et de nombreux locaux à usage professionnel et d'habitation.

157 — [19 mai 1960]. — M. Marcel MOLLE expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que l'instruction des projets d'adduction d'eau est fréquemment retardée par les délais qu'imposent la visite et le rapport du géologue chargé de l'enquête, et lui demande : s'il n'envisage pas d'accroître le nombre très limité des personnalités scientifiques chargées de ces travaux qui, en raison de leurs occupations normales, ont des difficultés à les accomplir rapidement. — *Réponse* [21 juin 1960] (p. 426-427). — *Sont entendus* : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Marcel Molle.

158 [7 juin 1960]. M. Roger MENU signale à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre la gravité de la situation imposée aux malades atteints du diabète par une réglementation abusivement restrictive. Autant il est certain que les jeunes diabétiques ne peuvent choisir une carrière dans les métiers dits de sécurité ou nécessitant une excellente vision, autant il est certain que le problème de leur admission dans les carrières publiques devrait être considéré en fonction des progrès de la thérapeutique, notamment en ce qui concerne l'accès aux carrières de l'enseignement et des postes et télécommunications. Une certaine confusion règne actuellement dans la réglementation qui leur est appliquée, tantôt bienveillante, tantôt restrictive. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable d'harmoniser les règles qui leur sont appliquées en ce qui concerne l'accès à la fonction publique, en fonction des progrès médicaux de ces dernières années. — *Réponse* [5 juillet 1960] (p. 669-670). — *Sont entendus* : MM. René Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Roger Frey.

159 [7 juin 1960]. M. Lucien BERNIER demande à M. le Premier ministre si le protocole signé le 7 janvier 1959 entre la France et la République de Guinée relatif aux modalités d'appartenance de cette république à la zone franc, et notamment l'article 5 de ce protocole, sont toujours en vigueur nonobstant le retrait unilatéral de la République de Guinée de la zone franc à la date du 1<sup>er</sup> mars 1960. Dans la mesure où sa réponse serait négative, il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures qui ont été prises par le Gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> mars 1960 pour protéger la production nationale des Antilles françaises contre la concurrence des bananes en provenance de Guinée. — **Réponse** [5 juillet 1960] (p. 671 et 672). — *Sont entendus* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; M. Lucien Bernier.

160 [7 juin 1960]. — M. Pierre MARCILHACY demande à M. le ministre des affaires étrangères quelles explications lui ont été données à l'occasion du décès en prison, à Conakry, d'un pharmacien français et quelles mesures il compte prendre pour assurer en Guinée la protection des ressortissants français. — **Réponse** [5 juillet 1960] (p. 668 et 669). — *Sont entendus* : MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Pierre Marcilhacy.

161 [7 juin 1960]. — M. Etienne DAILLY expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que nombre de commissions cantonales d'admission à l'aide sociale sont actuellement dépourvues de présidents. Il lui rappelle que ces commissions revêtant un caractère administratif et non pas juridictionnel, aucun texte ne permet d'affirmer qu'elles doivent obligatoirement être présidées par un magistrat. Il ressort, en effet, des décrets des 29 novembre 1953 et 2 février 1955 qu'elles peuvent être présidées par une personnalité locale, non pourvue d'un mandat électif et réunissant des qualités de compétence et d'impartialité. La nomination de telles personnalités donnerait plus de souplesse au fonctionnement des commissions d'aide sociale et permettrait le rétablissement du siège de ces commissions aux chefs-lieux des cantons, satisfaisant ainsi au désir maintes fois exprimé par les élus municipaux et départementaux. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour qu'il soit procédé dans les meilleurs délais à de telles désignations. — **Réponse** [28 juin 1960] (p. 546). — *Sont entendus* : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Etienne Dailly.

162 [7 juin 1960]. M. Jean PÉRIDIER demande à M. le ministre de l'agriculture de lui préciser quelle sera la situation des vins du hors-quantum à la fin de la campagne. — **Réponse** [28 juin 1960] (p. 549). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Jean Péridier.

163 [7 juin 1960]. M. Yvon COUDÉ DU FORESTO expose à M. le ministre d'Etat, chargé des affaires culturelles, que l'article VI de la loi de finances, consacré à la publicité routière, prévoit en son paragraphe 3 qu'un décret précisera les conditions d'application de la loi, la définition de l'agglomération et la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi, date qui ne devait pas être postérieure au 1<sup>er</sup> juin 1960. Or, à ce jour, aucun décret d'application n'a été publié. Il en résulte pour toutes les parties intéressées : Etat, compagnies d'affichage, entreprises faisant de la publicité, une incertitude totale quant au domaine d'application de la loi et des risques de conflit innombrables. En conséquence, il lui demande de bien vouloir préciser quand sera pris le décret d'application de l'article VI de la loi de finances et quels seront les délais supplémentaires accordés à ceux qui usent de la publicité routière pour se mettre en règle avec le décret. — **Réponse** [12 juillet 1960] (p. 837). — *Sont entendus* : MM. André Malraux, ministre d'Etat, chargé des affaires culturelles ; Yvon Coudé du Foresto.

164 [juin 1960]. M. Emile DURIEUX expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le Pas-de-Calais a été sinistré en 1959 et reconnu comme tel par les pouvoirs publics ; que, dans certaines régions du département, les effets de la sécheresse ont été d'une exceptionnelle gravité ; que, malgré cela, l'administration des finances entend imposer les cultivateurs au titre des bénéfices agricoles de cette année, alors qu'ils sont exonérés dans des régions voisines rigoureusement comparables. Considérant qu'il y a là une situation particulièrement anormale, qu'il ne paraît pas possible d'accorder aux cultivateurs des prêts spéciaux pour les aider à faire face à un désastre et dans le même temps de les imposer sur les bénéfices agricoles, il lui demande ce qu'il compte prescrire pour éviter qu'une telle injustice se réalise. — **Réponse** [5 juillet 1960] (p. 672 et 673). — *Sont entendus* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Emile Durieux.

165 [8 juin 1960]. M. Georges DARDEL demande à M. le ministre des travaux publics et des transports les conditions dans lesquelles ont été prises les sanctions contre divers agents de la R. A. T. P. et dans quelle mesure il considère que ces sanctions sont compatibles avec les principes énoncés dans le préambule de la Constitution de 1946, intégralement repris par la Constitution de 1958 concernant le droit de grève. — **Réponse** [28 juin 1960] (p. 547). — *Sont entendus* : MM. Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports, Georges Dardel.

166 [8 juin 1960]. M. Roger GARAUDY demande à M. le ministre de l'éducation nationale les raisons pour lesquelles il a été mis fin au mandat du directeur de l'office du sport scolaire et universitaire. Il attire son attention sur l'émotion grandissante causée par cette décision dans de nombreux organismes tels que la fédération de l'éducation nationale, le syndicat des professeurs d'éducation physique, le syndicat des maîtres d'éducation physique, l'union nationale des étudiants de France, les clubs universitaires, les associations de parents d'élèves et les secrétaires régionaux de l'O. S. S. U. qui ont réaffirmé tout récemment leur confiance au directeur actuel de l'O. S. S. U. Un rôle capital a été joué par cette personnalité depuis la fondation de l'O. S. S. U. C'est elle qui a, en particulier, été à la base de la réunification du sport universitaire international et qui a organisé les jeux universitaires d'hiver à Chamonix ; elle a, de plus, donné à l'office du sport scolaire et universitaire une impulsion décisive. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de reconsidérer sa décision.

167 [8 juin 1960]. M. Adolphe DUROI expose à M. le ministre du travail que les décrets portant réforme de la sécurité sociale réduisent considérablement les pouvoirs et l'autorité des administrateurs élus. C'est ainsi que les directeurs des caisses ne sont plus les agents d'exécution des décisions des administrateurs élus, mais des agents du Gouvernement. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour : 1° que les droits des organismes élus soient respectés ; 2° faire droit aux revendications unanimes des organisations syndicales et des organisations de sécurité sociale qui entendent voir respecter les droits des organismes élus. — **Réponse** [5 juillet 1960] (p. 674-675). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Adolphe Dutoit.

168. [9 juin 1960]. — M. André DULIN rappelle à M. le ministre de l'agriculture qu'à la suite des gelées de l'hiver 1955-1956, le décret n° 56-934 du 17 septembre 1956 avait accordé une aide exceptionnelle aux viticulteurs sinistrés. notamment, en décidant la prise en charge par la section viticole du fonds national de solidarité agricole de tout ou partie : des quatre premières annuités des prêts spéciaux consentis aux viticulteurs par le crédit agricole ; des cinq premières annuités de ces mêmes prêts au cas d'un nouveau sinistre survenant avant les trois ans ; des six premières annuités dans le cas où la reconstitution du vignoble est reconnue nécessaire, et lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de prendre des mesures analogues en faveur des viticulteurs victimes des fortes gelées intervenues dans de nombreux départements au printemps de la présente année. — **Réponse** [12 juillet 1960] (p. 836). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture, André Dulin.

169. [9 juin 1960]. — M. Georges MARRANE demande à M. le ministre des travaux publics et des transports : 1° en vertu de quels textes légaux des sanctions ont été prises à l'égard de soixante-huit agents de la régie autonome des transports parisiens qui, comme l'ensemble de leurs collègues, ont cessé le travail à des dates différentes en raison du refus qu'il oppose à la prise en considération de leurs revendications. Il lui rappelle que la législation française ne prévoit pas l'obligation pour les travailleurs de « déclarer une grève » ; 2° quelles mesures il entend prendre pour rapporter cette décision attentatoire au droit de grève qui est reconnu officiellement par la Constitution. — **Réponse** [28 juin 1960] (p. 547). — *Sont entendus* : M. Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Georges Marrane.

170. [14 juin 1960]. — M. Bernard CHOCHOY rappelle à M. le Premier ministre : que le 1<sup>er</sup> janvier 1959, les loyers des immeubles privés construits avant 1948 ont été augmentés ; que le 1<sup>er</sup> juillet 1960, les loyers H. L. M. vont l'être à leur tour ; que ces deux augmentations interviennent sans qu'il ait été procédé à la remise en ordre des salaires et de l'allocation logement ; que les conséquences de ces majorations ont été à maintes reprises signalées à plusieurs membres du Gouvernement ; que leur attention a tout spécialement été attirée sur : a) la nécessité de revaloriser l'allocation compensatrice de loyer aux personnes âgées n'ayant que de faibles ressources ; b) l'urgence d'une modification des conditions d'attribution

de l'allocation logement dont l'actuelle méthode de calcul est telle que d'importantes majorations de loyer n'entraînent parfois une augmentation de la prestation que dix-huit mois plus tard ; c) la nécessité de rendre l'allocation logement aux jeunes ménages ayant un enfant unique de cinq à dix ans ; que la réponse des ministres a, chaque fois, été dilatoire, évoquant les études en cours pour modifier totalement le système de répartition de l'aide au logement ; que cette matière est, de l'avis du conseil constitutionnel (décision du 7 avril 1960), du domaine législatif, mais que le législateur ne peut en prendre l'initiative puisqu'on lui opposera les conséquences financières ; qu'il importe donc que le Gouvernement prépare de toute urgence un projet de loi afin qu'en particulier les locataires H. L. M., dont le pouvoir d'achat est déjà tellement déséquilibré, puissent faire face aux majorations de loyer que les organismes d'habitations à loyer modéré seront tenus de leur appliquer le 1<sup>er</sup> juillet prochain pour respecter la réglementation qui s'impose à eux, et lui demande si le Gouvernement entend déposer ce projet de loi de telle façon qu'il soit discuté par le Parlement avant la fin de la présente session parlementaire. — **Réponse** [12 juillet 1960] (p. 836). — *Sont entendus* : M. Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Bernard Chochoy.

\* 171 [14 juin 1960]. — M. Antoine COURRIÈRE attire l'attention de M. le Premier ministre sur une circulaire adressée par M. le ministre de l'éducation nationale (direction de l'enseignement du premier degré) à MM. les inspecteurs d'académie en date du 9 avril 1960 et ayant pour objet la « fermeture éventuelle d'écoles à faibles effectifs » ; il lui signale que cette circulaire porte notamment « parmi ces raisons ne doivent pas être retenues les difficultés d'ordre financier invoquées par les communes. Il est bien entendu, en effet, que l'aide de l'Etat et du département est assurée au taux le plus élevé et que la participation qui pourra être demandée aux communes n'excédera pas la dépense obligatoire qui leur était imposée pour l'entretien de l'école » ; il lui demande comment il entend concilier de pareilles assertions avec le respect de l'indépendance et de la liberté des départements et des communes, tel qu'il résulte du paragraphe 2 de l'article 72 de la Constitution.

172 [14 juin 1960]. M. Bernard LAFAY expose à M. le ministre du travail que, malgré certaines allégations tendancieuses, il est notoire que le corps médical n'est aucunement hostile au principe des conventions collectives lorsque les conditions en son effectivement discutées et conclues entre les parties intéressées. L'opposition des médecins aux conventions individuelles, formellement condamnées par le corps médical, ne doit donc aucunement faire préjuger de l'avenir de la collaboration entre la sécurité sociale et le corps médical sous la forme de conventions départementales collectives, respectant les règles de la médecine libérale et le code de déontologie, ce qui présuppose l'exclusion de la notion de convention individuelle des textes réglementant cette collaboration. Or, l'article 18 du décret n° 60-451 du 12 mai 1960 dispose : « Les conventions prévues aux articles 2 et 3 pourront prévoir, en faveur des praticiens et auxiliaires médicaux, des avantages sociaux complémentaires ». Il est regrettable que le Gouvernement ait cru devoir s'en tenir à une formule aussi vague dans ce domaine des « avantages sociaux », privant ainsi les organismes de sécurité sociale et les syndicats médicaux d'un indispensable élément d'appréciation dans l'étude de leurs rapports mutuels. C'est pourquoi il a l'honneur de lui demander de lui faire savoir : 1° quelles sont les diverses catégories d'avantages sociaux auxquelles le texte précité fait allusion ; 2° comment, en principe, il entend en assurer l'organisation.

173 [14 juin 1960] M. Bernard LAFAY attire l'attention de M. le ministre du travail sur les heureuses conséquences que pourrait avoir sur l'avenir d'une collaboration souhaitable à tous égards une équitable composition des diverses commissions appelées à examiner ou à arbitrer les rapports entre les médecins et les organismes de sécurité sociale. La composition de la « commission interministérielle des tarifs » prévue à l'article 2 du même décret, où ne siègeront que des représentants de l'administration désignés par les ministres, témoigne à cet égard d'une fâcheuse régression par rapport à l'ancienne commission nationale formée de représentants en nombre égal de la sécurité sociale, du corps médical et de l'administration. Il a donc l'honneur de lui demander s'il envisage de revenir à une composition représentative de la commission interministérielle prévue à l'article 2 précité en y appelant à délibérer les délégués des parties intéressées, conformément à l'usage démocratique, et contrairement aux regrettables innovations bureaucratiques, évoquées plus haut.

174 [14 juin 1960] M. Bernard LAFAY expose à M. le ministre du travail que l'article 8 du décret n° 60-451 du 12 mai 1960, qui institue dans chaque département une « commission paritaire », remet à un décret ultérieur le soin de fixer sa composition et son

règlement et s'en étonne. Cette commission est destinée en effet à jouer un rôle décisif dans les relations entre les caisses, les assurés et les praticiens, et il apparaît opportun et légitime que ces derniers soient à même d'être éclairés sur le choix de ses membres et ses modalités de fonctionnement avant toute discussion relative aux conventions collectives. Il a donc l'honneur de lui demander s'il prévoit la publication dans un bref délai de la composition et du règlement type des commissions paritaires départementales prévues à l'article 8 précité.

175 [14 juin 1960] M. Bernard LAFAY demande à M. le ministre du travail s'il ne croit pas utile et même indispensable qu'avant de discuter une convention quelle qu'elle soit, les parties en cause puissent être exactement et précisément informées des éléments qui conditionnent préalablement les bases de cette convention, surtout lorsqu'ils sont établis par un tiers, en dehors de l'avis des parties contractantes. Au cas probable où il partagerait ce point de vue logique, il le prie de vouloir bien publier dans un court délai l'arrêté interministériel portant nomenclature des actes professionnels prévue à l'article 7 du décret n° 60-451 du 12 mai 1960 relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux. Il semble en effet anormal que ce texte essentiel à l'appréciation par les syndicats médicaux et les caisses de sécurité sociale d'un aspect important de leurs rapports, ne soit pas porté à la connaissance des intéressés en même temps que les autres dispositions relatives à ces rapports.

176 [14 juin 1960] M. Bernard LAFAY, sans aucunement vouloir poser l'ensemble du problème de la réforme de la sécurité sociale par le biais d'une question orale, et en se limitant strictement à son objet, à l'honneur de demander à M. le ministre du travail pour quelles raisons exactes il a cru devoir établir une différence véritablement surprenante entre les tarifs-plafonds en cas de convention et les tarifs-plafonds en cas d'absence de convention, différence qui lèse gravement les intérêts des assurés sociaux.

177 [14 juin 1960] M. Bernard LAFAY rappelle à M. le ministre du travail que la convention type annexée au décret n° 60-451 du 12 mai 1960 relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux comporte un article 9 qui prévoit que la responsabilité civile d'un syndicat médical signataire d'une convention collective peut être mise en jeu en cas de non-exécution de la convention par ses membres (§ 2). Il lui demande si cette clause pour le moins surprenante inaugure une nouvelle orientation du droit syndical et si tous les syndicats ouvriers et patronaux signataires d'accords, conventions, protocoles, etc. se verront dans l'avenir rendus civilement responsables des manquements individuels aux clauses de ces actes, imputables à leurs membres dans l'exercice de leur profession. Au cas contraire, il le prie de lui préciser les raisons qui l'ont conduit à imposer aux syndicats médicaux des obligations d'exception exorbitantes juridiquement et moralement.

178 [14 juin 1960] M. Raymond Guyot demande à M. le ministre de l'intérieur dans quelles conditions est intervenue la décision d'interdire le congrès annuel pour la paix en Algérie qui devait avoir lieu le dimanche 12 juin et comment il justifie une mesure qui marque une nouvelle atteinte à la liberté d'expression et de réunions, atteinte d'autant plus grave qu'il s'agissait d'un congrès privé sur invitation. — **Réponse** [19 juillet 1960] (p. 945). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; Raymond Guyot.

179 [16 juin 1960] M. Edouard LE BELLEGOU appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation des oléiculteurs sinistrés par suite du gel de 1956 ; lui signale, à ce sujet, que le délai écoulé entre les dépenses engagées par les oléiculteurs et le paiement des primes correspondantes s'accroît d'année en année ; qu'il est presque de deux années pour les travaux effectués en 1958 et déclarés en janvier 1959 ; qu'un tel allongement des délais est préjudiciable pour les intéressés et inquiétant pour l'avenir, notamment en ce qui concerne le problème de la reconstitution des oliviers ; et, tenant compte de cette situation, lui demande : 1° quelles mesures il entend prendre pour diminuer ce délai et assurer notamment le paiement rapide des primes demandées en janvier 1960 ; 2° s'il n'envisage pas d'autre part, étant donné l'augmentation des frais de mise en valeur des oliviers reconstitués ou plantés imposés aux sinistrés, d'établir une indexation des primes. — **Réponse** [19 juillet 1960] (p. 945). — *Sont entendus* : MM. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur ; Edouard Le Bellegou.

180 [16 juin 1960] M. Gabriel MONTPIED rappelle à M. le ministre des armées qu'aux termes de la réglementation en vigueur, les jeunes gens du contingent dont un frère est « mort pour la France » sont dispensés de servir en Algérie mais peuvent néanmoins être affectés au Maroc et en Tunisie, et lui demande s'il ne pense pas que cette situation constitue un cas social suffisam-

ment caractérisé pour qu'en cette circonstance, ces jeunes gens puissent automatiquement bénéficier du maintien en métropole. — **Question reportée** [5 juillet 1960] (p. 675).

181 [16 juin 1960] M. Joseph RAYBAUD attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les dispositions de l'article 30 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 portant réforme du contentieux fiscal et divers aménagements fiscaux, laissant aux chambres départementales d'agriculture la liberté de déterminer leurs besoins financiers à charge pour le ministère de tutelle d'en assurer la couverture par la détermination du nombre de décimes supplémentaires à la contribution financière des propriétés non bâties. Or, un décret de M. le ministre des finances et des affaires économiques, en date du 4 avril 1960, a décidé que le montant des décimes à recouvrer pour 1960 serait égal à celui de 1959. Il observe que ce décret lui paraît contrevenir aux dispositions de l'article 30 de la loi du 28 décembre 1959 susvisée en limitant, de façon unilatérale, les ressources des chambres départementales d'agriculture, et lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il entend arrêter, en accord avec M. le ministre de l'agriculture, pour respecter la liberté des chambres d'agriculture dans ce domaine, liberté expressément reconnue par le législateur. — **Réponse** [5 juillet 1960] (p. 673, 674). — *Sont entendus* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Joseph Raybaud.

182 [21 juin 1960] M. Georges MARIE-ANNE expose à M. le ministre du travail qu'aux termes de l'article 4 du décret n° 58-113 du 7 février 1958 relatif au régime des allocations familiales dans les départements d'outre-mer, « la totalité des ressources procurées à chacune des caisses générales par l'encaissement des cotisations d'allocations familiales prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 dudit texte est affectée à la couverture des charges résultant du versement des allocations familiales, sous déduction des prélèvements opérés pour le financement de l'action sociale, la couverture des frais de gestion administrative et l'alimentation d'un fonds de réserve ». Il lui demande de lui faire connaître sur quelles données il s'est fondé pour procéder par un arrêté du 22 avril 1960, inséré au *Journal officiel* du 18 juin 1960, à un relèvement de 7 p. 100 du taux des allocations familiales servies dans le département de la Martinique, alors qu'en fin de l'exercice 1959, la situation de la caisse d'allocations familiales de la Martinique accusait un boni net de 253.785.523 francs (anciens francs) qui pouvait permettre un relèvement de 25 p. 100 du taux des allocations pour l'année 1959 et de 30 à 35 p. 100 pour l'année 1960, sans aucunement mettre en péril l'équilibre de la caisse. — **Réponse** [12 juillet 1960] (p. 840). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Georges Marie-Anne.

183 [21 juin 1960] M. Georges MARIE-ANNE demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir lui faire connaître s'il est exact que son administration envisage de transformer en service d'Etat les services départementaux de conditionnement fonctionnant actuellement dans les départements d'outre-mer, en prévoyant, contrairement aux dispositions budgétaires les plus formelles, une stipulation expresse qui limite les frais de fonctionnement de ce service d'Etat aux recettes tirées des taxes départementales de conditionnement. Il désirerait savoir quels sont les motifs qui nécessitent cette mesure de centralisation administrative. — **Réponse** [12 juillet 1960] (p. 839). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Georges Marie-Anne.

184 [21 juin 1960]. — M. Georges MARIE-ANNE expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le département de la Martinique, au même titre d'ailleurs que les autres départements d'outre-mer, forme avec le territoire de la France continentale un seul et unique territoire douanier où sont appliqués les mêmes lois, décrets, tarifs et règlements ; qu'il ressort du contexte de l'article 6 du décret n° 47-2392 du 27 décembre 1947 qui a introduit dans le département de la Martinique les dispositions de la législation et de la réglementation douanières métropolitaines, que les prohibitions d'entrée et de sortie en vigueur en France métropolitaine sont, sauf dérogations expresse, également applicables dans le département de la Martinique ainsi que les dérogations générales à ces prohibitions déjà prononcées, ou à intervenir. C'est en vertu de ce texte, et par application du principe d'unicité du territoire douanier que les prohibitions de sortie édictées par les avis aux importateurs insérés au *Journal officiel* sont considérées comme applicables de plano dans le département de la Martinique. Il lui demande : 1° sur quels textes de caractère législatif ou réglementaire l'administration des affaires économiques se fonde pour estimer que les mesures de libération des échanges édictées par avis aux importateurs ne sont pas applicables dans le département de la Martinique ; 2° pour quels motifs les avis aux importateurs ci-après énumérés n'ont encore fait l'objet d'aucune mesure d'application dans le département de la Martinique : a) avis du 26 septembre 1959

complétant l'avis du 23 juillet 1959 portant libération des échanges de certaines marchandises originaires et en provenance des pays appartenant à l'O. E. C. E., des Etats-Unis et du Canada ; b) l'avis du 23 février 1960 complétant l'avis du 13 janvier 1959 et portant libération des échanges pour certaines marchandises originaires et en provenance des pays autres que les Etats-Unis et le Canada, et autres que les pays de l'O. E. C. E. ; c) l'avis du 24 décembre 1959 complété et modifié par les avis du 1<sup>er</sup> mars 1960 et du 5 avril 1960 fixant la liste générale des seuls produits originaires des pays de l'O. E. C. E., des Etats-Unis et du Canada, qui demeurent prohibés à l'importation ; tous les autres produits non repris à cette liste étant considérés comme libérés ; 3° si, en application des dispositions de l'article 2 du décret n° 48-531 du 30 mars 1948, le préfet de la Martinique pourrait, après avis du conseil général et le chef du service des douanes entendu, fixer valablement pour le département et par arrêté immédiatement et provisoirement exécutoire, la liste des prohibitions d'entrée et de sortie de caractère économique applicables aux marchandises originaires de l'étranger, ou à destination de l'étranger, de manière à mettre fin à l'incertitude et au sentiment de sous-administration économique qui règne dans ce département. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1230 et 1231). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Georges Marie-Anne.

185 [21 juin 1960] M. Edouard BONNEFOUS expose à M. le ministre de l'intérieur : 1° que la pollution de eaux de la Seine, à Paris et surtout en aval, prend des proportions inquiétantes pour la santé des riverains ; 2° que les usines d'épuration ne sont plus en mesure de traiter un pourcentage suffisant des eaux usées ; 3° que le fleuve est en toutes saisons, mais plus spécialement l'été (donc en période de tourisme), dans un état de saleté extrême. Il lui demande, en conséquence, si les dispositions de la loi de 1889, relatives à la limitation du déversement des eaux usées dans la Seine, sont toujours en vigueur. Dans l'affirmative, il lui demande pourquoi la commission d'experts composée de représentants des départements de la Seine et de Seine-et-Oise, chargée d'établir deux fois par an un rapport sur l'état de pollution des eaux, n'a pas été réunie depuis 1914. Il lui demande enfin quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses. — **Réponse** [19 juillet 1960] (p. 946). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur, Edouard Bonnefous.

186 [22 juin 1960]. — M. Georges MARIE-ANNE expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que dans l'état actuel de la réglementation applicable dans les départements d'outre-mer (décret du 30 novembre 1944) les licences d'importation de marchandises étrangères sont délivrées par le préfet qui a hérité des prérogatives dévolues en la matière aux anciens gouverneurs. Il lui demande si compte tenu de l'évolution survenue dans ce domaine et par référence aux dispositions du décret n° 49-927 du 13 juillet 1949, complété et modifié par le décret n° 57-602 du 18 mai 1957, son administration n'envisagerait pas de confier la délivrance des licences d'importation au préfet, assisté d'un comité technique d'importation, de manière à associer les ressortissants de la profession, comme il est de règle en métropole, aux responsabilités de la conduite des affaires économiques de ces départements. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1231 et 1232). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Georges Marie-Anne.

187 [22 juin 1960] M. Charles NAVEAU expose à M. le ministre de l'agriculture les difficultés que provoquent les dispositions de l'arrêté du 25 mars 1960 mis en application à partir du 1<sup>er</sup> juin, qui réglemente la circulation des bovins de plus de six mois vaccinés contre la fièvre aphteuse. Il attire son attention : 1° sur le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> qui impose la délivrance d'un document attestant que les animaux destinés à l'élevage ou à l'embouche ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse O, A et C dans une période déterminée ; 2° sur le fait que les animaux destinés directement à l'abattoir doivent être pourvus d'un laissez-passer délivré par le maire de la commune d'origine. Ces dispositions portées tardivement à la connaissance des maires vont entraîner des frais considérables (pincés, plaquettes d'identification, etc.) et le matériel nécessaire ne pourra être mis en place que progressivement ; par ailleurs, les animaux de moins de dix mois peuvent également être contagieux, et lui demande : 1° s'il ne serait pas souhaitable de recourir aussi rapidement que possible à la vaccination obligatoire de tous les animaux avec large participation financière du ministre de l'agriculture ; 2° s'il n'envisage pas dans l'attente de la mise en vigueur pratique de cette nouvelle législation de surseoir à l'application dudit décret ; 3° d'étudier toutes les dispositions susceptibles d'alléger la mise en pratique de ladite législation (certificat collectif de vaccination émanant du vétérinaire et constatant l'inoculation de l'ensemble du cheptel d'une exploitation, etc.). — **Réponse** [19 juillet 1960] (p. 944). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Charles Naveau.



188 [28 juin 1960] M. Louis GROS appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur la situation anormalement défavorable dans laquelle se trouvent placées les familles françaises habitant le Maroc, dont les prestations familiales (allocations de salaire unique, allocations de chef de foyer) déjà très inférieures à celles de la métropole, ont été réduites de 25 p. 100 début 1960, accusant encore la différence entre les deux régimes (par exemple : 9.675 francs anciens contre 23.040 francs, soit 12.365 francs de différence pour trois enfants) ; il lui demande quelles mesures il compte prendre pour venir en aide à des Français particulièrement dignes d'intérêt, et en particulier, s'il n'envisage pas, parmi des solutions possibles, le rattachement volontaire des allocataires français du Maroc au régime métropolitain, à l'instar de la solution intervenue pour la retraite vieillesse ou l'inscription volontaire des travailleurs français du Maroc et de Tunisie qui a été prévue dans le cadre du régime de l'assurance retraite de la sécurité sociale. — **Réponse** [19 juillet 1960] (p. 949). — *Sont entendus* : MM. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice ; Louis Gros.

189 [30 juin 1960] M. René JAGER demande à *M. le ministre de la justice* quelles sont les intentions de ses services quant au maintien du livre foncier et des services de l'enregistrement dans les chefs-lieux de canton des départements de l'Est. Le départ des juges cantonaux au siège du tribunal d'instance a porté un coup sévère à la vitalité des chefs-lieux de canton. Il lui demande s'il laissera transférer après celui-ci les services du livre foncier et de l'enregistrement, ce qui entraînerait un arrêt de mort économique de nos petites cités. — **Réponse** [19 juillet 1960] (p. 950). — *Sont entendus* : MM. Edmond Michelet, ministre de la justice, garde des sceaux ; René Jager.

190 [30 juin 1960] M. Paul RIBEYRE, expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que les coopératives fruitières de l'Ardèche ont subi d'importants préjudices, à la suite de nombreux retards de livraison provoqués par la S. N. C. F., au cours de ces dernières semaines, malgré les horaires garantis. Les wagons frigorifiques retardés de 48 à 72 heures n'ont pu, faute de glace préserver la qualité des fruits exportés, notamment sur l'Allemagne. La dépréciation injustifiée de la production livrée dans des conditions extrêmement défectueuses risque de ruiner les efforts des producteurs français qui avaient conquis la première place sur cet important marché. Sur le marché français, les conséquences sont aussi graves, car les livraisons désordonnées ont provoqué un effondrement des cours et obligé les coopératives à resserrer les fruits au départ, par suite de la défaillance des acheteurs qui avaient dû réceptionner en une fois des quantités normalement échelonnées sur plusieurs jours. Ces conséquences sont d'une gravité exceptionnelle pour les exploitations familiales de ce département qui se classe parmi les meilleurs producteurs de fruits. C'est pourquoi il demande que les coopératives intéressées obtiennent les indemnités que justifient non seulement le préjudice subi, mais aussi la confiance qu'elles témoignent à la S. N. C. F. en lui donnant la préférence pour assurer le transport de la production fruitière régionale. — **Réponse** [19 juillet 1960] (p. 952). — *Sont entendus* : MM. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice ; Paul Ribeyre.

191 [30 juin 1960]. — M. Paul RIBEYRE expose à *M. le ministre de l'information* que la large audience de la télévision constitue l'un des moyens les plus efficaces pour faire connaître à l'opinion les grands problèmes nationaux. Parmi ceux-ci, la décentralisation et la lutte à mener contre la dépopulation de nombreux départements français constituent sans nul doute l'un des impératifs de notre politique sur lequel s'est faite l'unanimité nationale. Il lui demande si, lors de l'établissement des programmes de télévision, une place de choix ne peut être réservée à l'exposition de ces grands problèmes. Les reportages nombreux et intéressants qu'ils permettent seraient en mesure de mieux faire connaître aux habitants des centres industriels et aux chefs d'entreprises les possibilités d'accueil que leur offre un grand nombre de régions françaises trop injustement méconnues. Ces émissions, qui pourraient être faites en liaison avec les ministères chargés de ces problèmes, serviraient non seulement le développement industriel de ces départements, mais aussi leur expansion touristique, en les faisant ainsi connaître aux populations des grands centres urbains. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1236 et 1237). — *Sont entendus* : MM. Louis Terrenoire, ministre de l'information ; Paul Ribeyre.

192 [30 juin 1960] M. Adolphe CHAUVIN expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* dans quelles conditions déplorables se sont trouvés placés un certain nombre de candidats au baccalauréat dans la région parisienne, du fait de l'éloignement de l'établissement où ils furent convoqués pour passer les épreuves écrites de cet examen, et lui demande quelles mesures il compte prendre pour que de telles situations ne se présentent plus et afin que ses services s'efforcent dans l'avenir de trouver des

solutions plus raisonnables. — **Réponse** [12 juillet 1960] (p. 841). — *Sont entendus* : MM. Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale ; Adolphe Chauvin.

193 [5 juillet 1960] M. Bernard LAFAY expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports*, les récents mouvements de grève du personnel d'Air France, et en particulier celui des pilotes de « Boeing », imposent aux pouvoirs publics d'examiner avec une particulière attention l'évolution des conditions de travail du personnel navigant due à l'utilisation des avions à réaction. A l'amélioration de la vitesse des liaisons et du confort des passagers correspondent en effet un surcroît de fatigue pour les pilotes qui peut poser de graves problèmes de sécurité et aussi d'humanité. Des horaires de travail excessifs perturbent le rythme physiologique normal des pilotes de « Boeing », affaiblissent notablement leur faculté de récupération, et enfin portent atteinte à leur vie sociale et familiale où un minimum d'équilibre est nécessaire. Ces inconvénients deviennent insupportables aux périodes de pointe où le nombre d'heures de vol peut encore être augmenté. Il a donc l'honneur de lui demander de faire droit d'urgence aux revendications légitimes du personnel navigant concernant la réduction et l'aménagement des horaires de vol et de lui faire connaître, à titre confidentiel, s'il le juge nécessaire, les conclusions de l'enquête médicale effectuée récemment sur ce problème.

194 [5 juillet 1960] M. Pierre GARET expose à *M. le ministre des armées* avec étonnement qu'à l'heure actuelle, où la situation est différente de ce qu'elle était il y a plus de dix ans, par suite du maintien prolongé sous les drapeaux des jeunes gens accomplissant leur service militaire, il est encore fait une application rigoureuse de l'article 7 de la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948, aux termes de laquelle seuls les militaires accomplissant leurs obligations sur le territoire dont ils sont originaires peuvent bénéficier d'une permission agricole pendant la durée de leur service. Il lui demande s'il ne serait pas opportun d'envisager d'autres dispositions, au moins pour tenir compte de situations exceptionnelles que l'autorité militaire pourrait se réserver d'apprécier.

195 [5 juillet 1960]. — M. Louis GROS demande à *M. le ministre des affaires étrangères* quelles sont les raisons qui expliquent et justifient la quasi-totalité des arrêtés d'assimilation prévus par la loi du 4 août 1956 et les décrets d'application pour la liquidation des pensions de retraite des fonctionnaires français du Maroc n'aient pas encore été pris, et ceci au plus grand préjudice des intéressés réduits, après quatre ans, à ne recevoir que des acomptes insuffisants. — **Réponse** [8 novembre 1960] (p. 1450). — *Sont entendus* : MM. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Louis Gros.

196 [6 juillet 1960]. — M. Léon MOTAIS DE NARBONNE demande à *M. le ministre des affaires étrangères* s'il n'estime pas convenable d'expliquer au Parlement le concours de circonstances dont la pression a pu amener le Gouvernement de la République à négocier avec la République populaire du Nord Viet-Nam le transfert des cimetières français du Tonkin ; d'exposer les modalités de cet accord et de dégager les conclusions qu'il croit pouvoir tirer de l'efficacité de notre représentation diplomatique au Nord Viet-Nam. — **Réponse** [18 octobre 1960] (p. 1265 et 1266). — *Sont entendus* : MM. Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Léon Motais de Narbonne.

197 [6 juillet 1960]. — M. Joseph RAYBAUD rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* que les problèmes de distribution d'eau et d'assainissement dans les villes ne peuvent être dissociés de ceux qui sont posés par la construction de nouveaux logements et par la nécessité d'une modernisation progressive de l'habitat existant. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il est opportun de donner une vue générale de ce problème dont jusqu'à présent le Parlement n'a eu à connaître que d'aspects fragmentaires, et à cet effet s'il lui paraît possible d'indiquer, année par année, le montant des travaux de distributions d'eau urbaines et d'assainissement réalisés depuis 1945 avec ou sans subventions de l'Etat et de faire connaître les projets à réaliser au cours des quatre prochaines années. — **Réponse** [18 octobre 1960] (p. 1263, 1264 et 1265). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; Joseph Raybaud.

198 [7 juillet 1960]. — M. Paul RIBEYRE expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la lutte contre la dépopulation doit comporter parmi ses objectifs immédiats la remise en valeur des petites communes rurales pour lesquelles chaque recensement révèle une diminution constante de la population active. La renaissance de ces communautés en déclin dépend non seulement de l'amélioration des équipements collectifs, mais aussi de la recherche de solutions pratiques susceptibles de leur apporter des ressources supplémentaires par

la venue d'une population nouvelle qui y dépenserait une part de ses revenus. Il faut considérer en effet que beaucoup de communes rurales, classées généralement économiquement faibles, sont situées en montagne et présentent un agrément résidentiel certain, permettant la création de centres de repos, de colonies de vacances, de camping, etc., dans d'excellentes conditions climatiques et capables d'attirer les couches de la population qui recherchent les séjours de vacances peu coûteux. Les mesures à envisager doivent donc contribuer à amener vers ces communes, de façon épisodique ou durable, des estivants et des retraités. Un texte abrogé en 1945 prévoyait un supplément d'allocation pour les vieux travailleurs qui quittaient une agglomération importante. Un semblable effort ne pourrait-il être entrepris aujourd'hui ? Mais, pour accueillir ce supplément de population, il importe que ces communes puissent disposer d'un équipement immobilier minimum. Certes, dans les localités d'où la vie se retire, des maisons sont souvent abandonnées. Moyennant quelques travaux, elles pourraient être mises à la disposition des retraités et des vacanciers. Mais l'aide actuelle de l'Etat, pour le financement de tels travaux, est insuffisante. En outre, dans certains cas, il est plus économique de reconstruire plutôt que de réparer des bâtiments vétustes et peu hospitaliers. Pour toutes ces raisons, il demande si une étude d'ensemble peut être entreprise afin : 1° d'accorder des avantages spéciaux aux retraités qui fixeront leur domicile dans une commune classée économiquement faible ou située dans une zone spéciale d'action rurale ; 2° d'étendre la législation sur l'amélioration de l'habitat rural à l'aménagement et à la création de locaux de séjours de vacances, de repos et de santé répondant aux conditions requises pour organiser ces séjours ; 3° de prendre les mesures nécessaires en faveur de ces réalisations (prêts à long terme, exonération d'impôts et taxes) ; 4° d'étendre le bénéfice de la prime à la construction aux immeubles destinés à devenir un gîte rural. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1232 et 1233). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Paul Ribeyre.

199 [7 juillet 1960]. — M. Paul RIBEYRE expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que les communes économiquement faibles définies par l'article 3 du décret n° 49-1197 du 24 août 1949 bénéficient de certains avantages en vue de favoriser leur équipement. Mais il ne suffit pas d'améliorer l'habitat, de parfaire l'équipement en eau et en électricité, de construire routes et chemins, il faut aussi, dans le même temps, créer des ressources nouvelles susceptibles de permettre à ces communes d'assumer les charges entraînées par l'amélioration de l'habitat et les progrès de l'équipement. Or, dans les textes les concernant, rien n'est prévu pour favoriser les équipements rentables, au premier rang desquels il faut placer le tourisme. Au niveau des communes économiquement faibles et des petites communes, en général, la création de grands hôtels ne peut être que l'exception. Par contre, le développement du tourisme social et familial, qui exige l'installation de nombreux gîtes ruraux et l'aménagement de terrains de camping, peut y être valablement encouragé. Cette formule a, en effet, le mérite d'être parfaitement adaptée à la situation particulière de ces communes et de permettre à de nombreux citoyens aux ressources modestes de profiter, eux aussi, de leurs congés. C'est pourquoi il serait souhaitable d'aider au maximum, dans les communes économiquement faibles et plus généralement dans celles comprises dans les zones spéciales d'action rurale, la construction de gîtes ruraux et l'équipement destiné au camping populaire. Ces communes seraient ainsi en mesure d'accueillir une population saisonnière dont la présence contribuerait au développement du commerce local et de l'ensemble des activités communales. Dans ce but, il demande si, compte tenu de leur très faible incidence budgétaire et des avantages appréciables que les communes les plus déshéritées peuvent en attendre, les mesures suivantes peuvent être prises : 1° étendre aux gîtes neufs les dispositions concernant les gîtes ruraux, que ces constructions soient ou non attenantes à des exploitations agricoles ; 2° compléter, par des prêts à long terme, les avantages actuellement accordés pour que ceux-ci puissent atteindre 75 p. 100 des devis présentés ; 3° pendant la période d'amortissement régulier, exonérer les propriétaires de l'impôt frappant le produit des locations dont le caractère social est indiscutable et, notamment, de la patente de loueurs en meublés. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1237 à 1239). — *Sont entendus* : MM. Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Paul Ribeyre.

200 [7 juillet 1960]. — M. Michel CHAMPLEBOUX demande à M. le ministre de l'industrie s'il est exact, selon certaines informations, qu'il serait envisagé de ramener progressivement, pour le bassin houiller d'Auvergne, la quantité annuelle des extractions de 1.130.000 tonnes en 1960 à 600.000 tonnes en 1965 et, dans l'affirmative, lui demande : 1° si, parallèlement à ce projet, un plan précis a été établi pour régler le problème de l'utilisation de la main-d'œuvre qui sera ainsi privée de travail ;

2° s'il est possible d'en connaître les principales dispositions et notamment : a) en particulier, celles envisagées pour garantir, sans transfert de population, le plein emploi de ces travailleurs ; b) en général, les mesures qu'il compte prendre pour régler le problème social et humain que posera une telle situation. — **Réponse** [18 octobre 1960] (p. 1267-1268). — *Sont entendus* : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie ; Michel Champléboux.

201 [8 juillet 1960]. — M. Marius MOUTET demande à M. le ministre de l'intérieur ce qu'il compte faire pour que les rivières, navigables ou non, ne soient pas polluées par les déversements industriels ou autres, ceci à la fois dans l'intérêt des consommateurs, des usagers des rivières, spécialement des sportifs, et de la pisciculture, le réempoissonnement des rivières étant très fréquemment rendu inutile, malgré les dépenses faites. — **Réponse** [18 octobre 1960] (p. 1262-1263). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; Marius Moutet.

202 [8 juillet 1960]. — M. Jacques HENRIET expose à M. le ministre des armées qu'au cours d'une mission en Algérie dont il a été chargé par M. le secrétaire général aux affaires algériennes, en vue du quadrillage sanitaire et social de l'Algérie, il a appris que le pourcentage des décès par accidents de la route était considérable. Il lui a même été précisé par le médecin-chef d'un important hôpital militaire que, dans cet hôpital, les chiffres étaient, après vérification, les suivants : sur 100 militaires décédés, il y avait 80 décès par accidents de la circulation, 5 décès pour cause diverses (noyades, suicides, etc.) et 15 décès par l'action rebelle. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage pour mettre un terme à ces accidents meurtriers, à la vérité trop nombreux et inacceptables. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1234-1235). — *Sont entendus* : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Jacques Henriet.

203 [11 juillet 1960]. — M. Waldeck L'HUILLIER demande à M. le ministre de l'éducation nationale les raisons pour lesquelles les organismes chargés d'organiser les colonies et les camps de vacances ne rencontrent pas les facilités indispensables au bon fonctionnement des colonies de vacances, notamment en matière d'encadrement. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il envisage pour aider les organismes à remédier à l'insuffisance numérique et qualitative des moniteurs. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1239-1240). — *Sont entendus* : MM. Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale ; Waldeck L'Huilier.

204 [12 juillet 1960]. — M. Charles DURAND rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les cours du bétail à la production s'effondrent actuellement, en raison de la mévente de la viande ; attire son attention sur le fait que depuis plusieurs années les gouvernements successifs ont incité les agriculteurs à se tourner vers les productions animales, leur garantissant une rentabilité certaine ; nos partenaires du Marché commun devaient d'ailleurs absorber largement les excédents éventuels. Aujourd'hui, la désillusion est grande ; tous les cultivateurs voient, une fois de plus, le résultat de leurs efforts réduit à néant, ce qui met à nouveau leur trésorerie en difficulté. Il lui demande s'il compte prendre rapidement des mesures énergiques pour redresser cette situation. — **Réponse** [8 novembre 1960] (p. 1450-1451). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Charles Durand.

205 [12 juillet 1960] M. Joseph RAYBAUD demande à M. le ministre de l'information de bien vouloir lui indiquer les raisons qui ont déterminé ses services à organiser une émission sur « la disparition de la côte d'Azur » pour le 14 juillet 1960.

206 [13 juillet 1960]. — M. André ARMENGAUD appelle l'attention de M. le ministre du travail sur l'acuité croissante des problèmes que pose le reclassement des cadres âgés, déjà exposés le 11 décembre dernier à l'Assemblée nationale. Non seulement il est apparu que les actions de persuasion auprès des employeurs sont totalement inefficaces, mais il est à craindre que le nombre des cadres âgés en quête d'emploi n'aille en augmentant. Il lui demande s'il n'envisage pas d'instituer des mesures réglementaires d'emploi obligatoire afin de pallier les conséquences déplorables qui pourraient survenir si aucune disposition n'était prise. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1350-1351). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; André Armengaud, M. le ministre.

207 [18 juillet 1960] M. André ARMENGAUD demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques comment il entend mettre un terme au déficit commercial de la France par rapport aux pays industriels en matière de biens d'équipement et, plus particulièrement, s'il n'estime pas venu le moment de prendre des initiatives tendant au renforcement et au regroupement des moyens de recherche et de production français en ce domaine, ainsi que cela avait déjà été suggéré il y a dix-huit mois.

208 [19 juillet 1960]. — M. Léon JOZEAU-MARIGNÉ rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 259, 2<sup>e</sup> alinéa, du code de l'urbanisme et de l'habitation habilite « expressément les organismes d'habitations à loyer modéré à accepter les effets émis par le Sous-comptoir des entrepreneurs ». Il lui demande les raisons pour lesquelles, dans ces conditions, les offices d'H. L. M. ne peuvent pas, en fait, bénéficier des prêts spéciaux du Crédit foncier, ce qui leur permettrait de pallier pour partie l'insuffisance des crédits de prêts à taux réduit, et les autoriseraient à bénéficier des nouvelles dispositions de l'arrêté d'avril 1960, relatif au secteur légéco-locatif. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1233-1234). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Léon Jozeau-Marigné.

209 [21 juillet 1960]. — M. Marcel AUDY expose à M. le ministre de l'intérieur que, par application de l'article 44 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, une commune rurale ayant employé un agent auxiliaire qui a été titularisé ultérieurement par une autre commune ou par une administration de l'Etat, peut être astreinte au versement d'une contribution égale au double des retenues rétroactives mises à la charge de l'intéressé en cas de validation. Ne disposant que d'un ou deux agents titulaires, la commune rurale se trouve parfois débitrice d'une somme élevée incompatible avec ses moyens de trésorerie normaux si, quinze ou vingt ans plus tard, au moment où il a souscrit sa demande de validation de services, son ex-agent a accédé à un emploi d'un rang hiérarchique élevé ou même moyen. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraît pas opportun de faire modifier d'urgence la disposition réglementaire susvisée. — **Réponse** [18 octobre 1960] (p. 1265). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; Marcel Audy.

210 [21 juillet 1960]. — M. Marius MOUTET demande à M. le ministre des affaires étrangères : 1° quel est le nombre de fonctionnaires titulaires détachés auprès de : l'U. E. O., l'O. E. C. E., l'O. T. A. N., le conseil de l'Europe, le secrétariat des commissions des Six à Bruxelles et à Luxembourg ; 2° s'il est versé à certains de ces fonctionnaires détachés une indemnité supplémentaire ; 3° si tel est le cas, quel est le mode de calcul de cette indemnité ; et si, dans certains cas, cette indemnité correspond à la part de la cotisation patronale au régime de retraite des intéressés ; 4° à quel budget sont imputées ces indemnités. — **Réponse** [18 octobre 1960] (p. 1266). — *Sont entendus* : MM. Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Marius Moutet.

211 [22 février 1960]. — M. Joseph RAYBAUD demande à M. le ministre des travaux publics et des transports de bien vouloir lui définir la politique d'encouragement au yachting qu'il entend poursuivre sur les côtes de France en général, et en Méditerranée en particulier, en vue de développer et d'équiper des ports de plaisance. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1352 à 1354). — *Sont entendus* : MM. Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Joseph Raybaud.

212 [22 juillet 1960]. — M. Joseph RAYBAUD demande à M. le ministre de l'éducation nationale de bien vouloir lui préciser les raisons qui retardent la construction du « centre d'apprentissage de jeunes filles F 1138 », à Nice, pour lequel une propriété a déjà été acquise. — **Réponse** [18 octobre 1960] (p. 1268-1269). — *Sont entendus* : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie, au nom de M. le ministre de l'éducation nationale ; Joseph Raybaud.

213 [25 juillet 1960]. — M. Robert SOUDANT demande à M. le ministre des armées si un soldat du contingent décédé en métropole des suites de maladie ou accident survenu en service commandé ne pourrait être considéré comme étant en situation d'activité, de telle sorte que sa famille puisse obtenir les mêmes droits que n'importe quel agent de l'Etat décédé dans les mêmes conditions, étant entendu que pendant vingt-sept mois ce jeune homme a bien tout quitté, sa famille, son métier, son genre de vie, pour servir la France. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1235-1236). — *Sont entendus* : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Robert Soudant.

214 [25 juillet 1960]. — M. Pierre MARCILHACY demande à M. le ministre de l'information s'il lui paraît correct de mettre les antennes de la R. T. F. à la disposition d'un condamné à mort bénéficiant de la grâce présidentielle et si une telle publication ne risque pas de donner à la nation une idée fautive sur la qualité des décisions de la justice française. — **Réponse** [11 octobre 1960] (p. 1237). — *Sont entendus* : MM. Louis Terrenoire, ministre de l'information ; Pierre Marcilhacy.

215 [16 août 1960]. — M. Léon DAVID demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre pour préserver des incendies les collines boisées de Provence et quelles dispositions il envisage pour enrayer l'extension de ces feux en les

localisant le plus possible. En effet, la fréquence des feux de forêts, les proportions gigantesques qu'ils prennent nécessitent tout d'abord une vigilance accrue et des moyens de prévention nouveaux. La disparition graduelle des pinèdes provençales, la menace contre les agglomérations, fermes et villas, l'angoisse des habitants et les dégâts consécutifs au feu, ainsi que les dépenses considérables du fait des déplacements de pompiers, d'hommes de troupe, de matériel de lutte contre l'incendie exigent que soient prises des mesures adéquates en fonction des possibilités modernes de prévention et d'extinction, les mesures actuelles s'avérant insuffisantes.

216 [24 août 1960]. — M. André MERIC informe M. le ministre de l'agriculture que, le jeudi 11 août 1960, une violente tornade s'est abattue sur de nombreuses communes de l'arrondissement de Muret-Villefranche (Haute-Garonne). Les dégâts sont très importants. Les récoltes de maïs sont presque entièrement détruites et la vigne a subi de graves dommages. Ainsi de nombreux agriculteurs et viticulteurs se verront une nouvelle fois privés de leur labeur. Il lui demande les mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux sinistrés.

217 [8 septembre 1960]. — M. Fernand VERDEILLE expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les modalités d'attribution des crédits de l'allocation scolaire telles que les a fixées la circulaire du 15 septembre 1952 proviennent d'un désir de contrôler étroitement l'utilisation de ces fonds, du moins par les collectivités locales, et qu'il en résulte une procédure dont la longueur n'est pas justifiée par le volume des crédits mis en définitive à la disposition des municipalités (établissement du programme par le maire en accord avec le directeur de l'école, délibération du conseil municipal, avis du préfet, de l'inspecteur d'académie, décision du conseil général, notification d'approbation, versement de l'allocation à un compte hors budget, régularisation comptable). Compte tenu de la part que représentent ces crédits dans le total des dépenses réellement effectuées par les communes pour l'enseignement, il lui demande si un peu plus de confiance ne peut être accordée aux administrateurs locaux et une simplification apportée à la procédure actuellement en vigueur.

218 [9 septembre 1960]. — M. Charles NAVEAU demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de vouloir bien lui faire connaître : 1° ce qu'a coûté au Trésor la transformation des anciens francs en francs nouveaux, tant en estampillage que dans la frappe de la nouvelle monnaie ; 2° ce qu'a rapporté au Trésor cette opération financière ou ce qu'il estime qu'elle lui rapportera dans les mois à venir. Il lui signale au surplus que, dans la population, la transposition se fait plus souvent de nouveaux francs en francs anciens plutôt que vice-versa, comme prévu, et que cette opération reherchant plus le prestige que les avantages réels n'a cependant pas empêché la hausse du coût de la vie. — **Réponse** [8 novembre 1960] (p. 1451-1452). — *Sont entendus* : MM. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur ; Charles Naveau.

219 [9 septembre 1960]. — M. Antoine COURRIÈRE, à la suite de bruits tendant à laisser croire que le Gouvernement, contrairement aux promesses faites, limiterait le rétablissement de leur retraite aux seuls anciens combattants de la guerre 1914-1918 âgés au moins de soixante-cinq ans, demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre les mesures qu'il compte prendre pour rétablir dans leurs droits les anciens combattants et tenir les engagements officiellement pris. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1354 à 1359). — *Sont entendus* : MM. Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants et victimes de guerre ; Antoine Courrière ; Bernard Chochoy ; Georges Marrane ; Jean Bertaud.

220 [15 septembre 1960]. — M. Edouard BONNEFOUS demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° si les athlètes français sélectionnés pour les jeux olympiques de Rome ont reçu toutes les facilités nécessaires à leur préparation et si leur entraînement s'est effectué dans des conditions satisfaisantes ; 2° quelles décisions il compte prendre à la suite de la proclamation des résultats de Rome, qui ont causé dans l'opinion française une déception profonde et justifiée ; 3° quelles sont les mesures envisagées pour permettre aux sportifs français de figurer honorablement dans les jeux olympiques de 1964. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1359 à 1364). — *Sont entendus* : MM. Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale ; Edouard Bonnefous ; Georges Marrane.

221 [16 septembre 1960]. — M. Georges MARRANE, devant l'émotion grandissante des anciens combattants à la suite de bruits des plus regrettables laissant entendre des limitations dans le rétablissement de la retraite des anciens combattants, confirme à M. le ministre des anciens combattants les questions

écrites posées en date des 17 février et 18 mai 1960 à ce sujet. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre, à la veille des débats budgétaires et conformément à ses déclarations de février dernier, pour le rétablissement de la retraite du combattant sans discrimination à l'égard de tous ceux qui en bénéficiaient ou qui pouvaient y prétendre avant le 30 décembre 1958. Il aimerait savoir si le Gouvernement envisage de payer les deux années d'arrérages aux anciens combattants qui ont été frustrés de leur retraite du combattant depuis cette date. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1354 à 1359). — *Sont entendus* : MM. Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants et victimes de guerre; Antoine Courrière; Bernard Chochoy; Georges Marrane; Jean Bertaud.

222 [22 septembre 1960]. — M. Adolphe CHAUVIN demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il est exact que plus de 8.000 enfants de la région parisienne n'ont pu être accueillis, pour l'année scolaire 1960-1961, dans des établissements d'enseignement technique, par suite de pénurie de locaux et, dans l'affirmative, quelles dispositions il entend prendre afin d'éviter, pour la prochaine année scolaire et les suivantes, une situation aussi catastrophique tant pour l'avenir des enfants que pour l'avenir du pays. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1364 à 1366). — *Sont entendus* : MM. Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale; Adolphe Chauvin; le ministre.

223 [22 septembre 1960]. — M. Adolphe DUROI, devant l'aggravation très sensible des conditions de vie des foyers ouvriers en cette dernière période, demande à M. le ministre du travail quelles mesures il compte prendre pour assurer : 1° l'augmentation de 20 p. 100 de l'ensemble des prestations familiales; 2° l'attribution des allocations familiales à partir du premier enfant; 3° l'attribution d'une prime de 5.000 F par enfant d'âge scolaire, afin d'atténuer les frais encourus à l'occasion de la rentrée scolaire. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1351, 1352). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, ministre du travail; Adolphe Dutoit.

224 [26 septembre 1960]. — M. Jean PÉRIDIER, considérant que le Gouvernement a le devoir de soutenir d'une façon égale toutes les activités économiques nationales, demande à M. le ministre de l'information les mesures qu'il compte prendre pour permettre à toutes les boissons nationales, et notamment au vin et au jus de raisin, de bénéficier à la télévision de la même publicité dont bénéficie à l'heure actuelle le cidre doux et le jus de pomme. — **Réponse** [8 novembre 1960] (p. 1453). — *Sont entendus* : MM. Louis Terrenoire, ministre de l'information; Jean Péridier.

225 [26 septembre 1960]. — M. Jean PÉRIDIER demande à M. le ministre de l'agriculture les éléments de comparaison avec les autres secteurs économiques ou les éléments du prix de revient que le Gouvernement a dû obligatoirement retenir, conformément aux dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 31 de la loi du 5 août 1960 d'orientation agricole, pour fixer seulement à 525 F le prix de campagne du vin de consommation courante. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1368, 1369). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture; Jean Péridier.

226 [28 septembre 1960]. — M. Abel SEMPÉ demande à M. le ministre de l'agriculture quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour assurer un écoulement normal de la production de maïs de la présente campagne, au prix garanti de 3.565 anciens francs le quintal; lui signale en effet que la récolte sera très sensiblement supérieure à celle de 1959; que certains spécialistes estiment qu'elle sera de l'ordre de 23 à 25 millions de quintaux contre 18 millions en 1960; qu'un important problème de stockage se trouve posé et qu'il serait important de connaître les mesures qu'il compte prendre dans ce domaine pour éviter les engorgements, les pertes de production et un avilissement des prix; lui demande en outre de définir la politique qu'il envisage pour une augmentation des exportations de maïs et pour le financement des stocks de report de la présente campagne. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1369, 1370). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture; Abel Sempé; le ministre.

227 [28 septembre 1960]. — M. Abel SEMPÉ demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° quelles mesures il envisage de prendre en faveur des agriculteurs sinistrés qui ne pourront payer leurs impôts à la date prévue; 2° s'il ne lui serait pas possible de faire reporter au 31 novembre la date limite du paiement de ces impôts dans les départements où domine la production de maïs et de vin, la commercialisation de ces produits ne pouvant être faite avant le 31 octobre, tout au moins en ce qui concerne les départements du Sud-Ouest; 3° s'il envisage de prendre les mesures qui s'imposent pour dégrever en 1961 les agriculteurs ayant subi des dégâts supérieurs à 25 p. 100 pendant la présente campagne. —

**Réponse** [8 novembre 1960] (p. 1452, 1453). — *Sont entendus* : MM. Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur; Abel Sempé.

228 [29 septembre 1960]. — M. Antoine COURRIÈRE demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne pense pas que l'instruction n° 105, III, D. I., adressée aux directions départementales des contributions indirectes risque de freiner les exportations et s'il n'envisage pas de la modifier pour que cette instruction ne mette pas obstacle à l'activité de nombreux exportateurs (retraitée de l'ordre du jour de la première séance du 8 novembre 1960). — **Réponse** [15 novembre 1960] (p. 1539). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques; Antoine Courrière.

229 [29 septembre 1960]. — M. Edgard PISANI, considérant que nulle autorité n'est en France responsable de l'eau et considérant que l'approvisionnement en eau de la nation pose à moyen terme de redoutables problèmes de qualité et de quantité, demande à M. le Premier ministre auquel de ses collègues du Gouvernement pourrait être posée, avec quelque chance de recevoir une réponse satisfaisante et globale, une question orale avec débat sur les problèmes de l'eau.

230 [30 septembre 1960]. — M. Charles NAVEAU expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'une grave intoxication collective ayant entraîné mort d'homme a été constatée aux Pays-Bas à la suite de l'ingestion par plusieurs milliers de consommateurs de margarine Planta. L'intoxication serait due, d'après les premières constatations, à l'incorporation dans cette margarine d'ingrédients chimiques, aromatiques ou émulsifiants. Une intoxication analogue avait été constatée en 1958 en Allemagne. Le Gouvernement hollandais a décidé le 30 août la création d'une commission d'enquête et la Société Unilever, qui contrôle la margarine internationale, aurait décidé de couvrir les frais occasionnés par les soins aux intoxiqués. Il lui demande s'il n'estime pas utile, à la suite de ces constatations, de supprimer la tolérance, jusqu'ici accordée contrairement à la loi française, en vertu de laquelle des substances chimiques et aromatiques peuvent être ajoutées aux margarines consommées en France. Il lui demande en conséquence de prescrire sans plus tarder la mise en vigueur de l'article 22 de la loi du 2 juillet 1935 qui interdit l'addition dans les margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires animales, végéto-animales et végétales, de parfums, essences et aromes chimiques artificiels ou autres similaires. Il lui rappelle que ces dispositions légales avaient été mises en veilleuse en 1940, lors de la période de pénurie alimentaire consécutive à la guerre, mais que rien ne justifie plus cette mesure d'exception dangereuse pour la santé publique et contraire à la volonté du législateur. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1366-1367). — *Sont entendus* : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population; Charles Naveau; le ministre.

231 [4 octobre 1960]. — M. Edgard PISANI demande à M. le ministre de la construction si, compte tenu des problèmes que pose le stationnement des voitures dans les grands ensembles d'habitation ainsi que le financement de la construction d'aires ou d'abris spécialisés, il ne jugerait pas opportun d'étudier un dégreèvement fiscal qui réserve aux parkings le sort réservé actuellement aux logements.

232 [6 octobre 1960]. — M. Yves ESTÈVE rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux finances l'importance exceptionnelle de la production des pommes à cidre, les difficultés d'écoulement, le prix très bas des fruits destinés à la distillation et à la commercialisation. Il lui suggère l'intérêt de voir s'amplifier la consommation du cidre et pour cette éventualité il lui demande s'il ne serait pas opportun de supprimer purement et simplement par décret la taxe de circulation frappant la commercialisation des pommes destinées à la consommation familiale, les droits étant de 30,33 nouveaux francs plus le timbre de quittance, la tonne, quand la récolte est acheminée dans le canton et les cantons limitrophes, et de 46,11 nouveaux francs plus le timbre quittance, la tonne, hors de ces limites, sommes bien supérieures à celles du prix de vente revenant aux producteurs ayant à supporter des frais de ramassage et de transport. — **Réponse** [15 novembre 1960]. — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques; Yves Estève.

233 [6 octobre 1960]. — M. Laurent SCHIAFFINO expose à M. le Premier ministre que les entreprises assujetties en métropole à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou à l'impôt sur les sociétés sont autorisées, depuis la mise en application de l'article 11 de la loi n° 54-817 du 14 août 1954, à déduire du montant de leur bénéfice imposable les versements qu'elles ont effectués au profit d'organismes d'intérêt général, de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social ou familial; que le texte de cette loi ne portant pas la mention d'extension d'application à l'Algérie, les dons effectués par les entreprises algé-

riennes sont pris en considération dans les bénéfiques comptables pour être frappés par l'impôt des bénéfiques industriels et commerciaux, et lui demande s'il n'estime pas qu'il serait souhaitable d'harmoniser, sur ce point précis, les législations fiscales algérienne et métropolitaine, cette discrimination étant anormale, observation faite que l'Algérie se trouve dans une situation particulière à l'égard d'œuvres que l'administration a toujours encouragées et soutenues et pour lesquelles elle a maintes fois fait appel à la générosité de tous. — **Réponse** [15 novembre 1960]. — *Sont entendus* : Mlle Nafissa Sid Cara, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Laurent Schiaffino.

234 [11 octobre 1960]. — M. André ARMENGAUD expose à *M. le ministre de l'industrie* que l'administration française participe actuellement au groupe de travail tendant à l'harmonisation des législations en matière de propriété industrielle et à la création du brevet européen. Il lui demande : 1° s'il estime raisonnable que la délégation française puisse faire des propositions en pareille matière, alors que la préférence communautaire n'a pas été reconnue ni aux produits agricoles français, ni aux produits tropicaux des pays associés, par les partenaires de la France ; aucun engagement n'a été pris par le Gouvernement allemand de renoncer à donner au Patentamt de Munich un rôle préférentiel dans le domaine des recherches d'antériorité et de délivrance des brevets ; le Gouvernement allemand n'a jusqu'à présent, jamais fait savoir à ses partenaires s'il est disposé à apporter à un organisme européen de documentation commune, tel que pourrait l'être l'institut international des brevets de la Haye, tous ses services de recherches d'antériorités du Patentamt ; 2° s'il n'estime pas souhaitable de voir nos partenaires faire des propositions précises ou prendre des engagements avant que la délégation française n'en prenne, sur lesquels elle ne pourrait pas revenir, et qui pourraient porter atteinte à la position de la France en matière de propriété industrielle.

235 — [11 octobre 1960]. — M. Georges PORTMANN rappelle à *M. le ministre des armées* que les étudiants en médecine sont irrévocablement mobilisés dès qu'ils atteignent l'âge de vingt-sept ans et ne peuvent obtenir le moindre sursis pour terminer l'année scolaire en cours ; qu'il leur est, d'autre part, interdit de se présenter aux examens après leur incorporation ; que la rigueur aveugle de ces dispositions leur fait perdre le bénéfice de l'année commencée, alors que les études médicales sont déjà fort longues et coûteuses ; que, par ailleurs, l'armée ne peut les utiliser comme médecins s'ils n'ont atteint le total de vingt inscriptions. Il lui demande si, conformément aux vœux de la faculté et du service de santé militaire, il compte prendre rapidement les mesures nécessaires pour faire cesser cette situation inique. — **Réponse** [6 décembre 1960] (p. 2206). — *Sont entendus* : MM. Messmer, ministre des armées ; Portmann.

236 [11 octobre 1960]. — M. Pierre MARCILHACY demande à *M. le ministre de la justice* pour quelles raisons la réforme du code civil, déjà délibérée et votée par le Sénat, n'est pas depuis plus d'un an, inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, alors que l'article 48 de la Constitution confère au Gouvernement un droit absolu de priorité pour la discussion des textes législatifs acceptés par lui.

237 [11 octobre 1960]. — M. Joseph RAYBAUD demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* les mesures qu'il compte adopter pour permettre au transport routier de marchandises de connaître une expansion en rapport avec le développement de l'activité économique générale. Il désirerait connaître en particulier : 1° l'importance des contingents dits « d'expansion » qu'il a l'intention d'accorder aux transporteurs des catégories 6 à 9 définies par l'arrêté ministériel du 20 février 1959 ; 2° les critères de répartition qui seront adoptés, d'une part, entre les différentes catégories de demandeurs et, d'autre part, sur le plan géographique.

238 [11 octobre 1960]. — M. Georges MARRANE rappelle à *M. le Premier ministre* l'émotion générale et justifiée causée dans notre pays devant la constatation de la faiblesse des résultats obtenus par les représentants de la France aux Jeux olympiques de Rome. Il lui demande : 1° quels crédits ont été alloués à la préparation des sportifs français aux Jeux olympiques de 1960 ; 2° quelles dispositions il compte prendre pour que toutes les facilités soient offertes à l'ensemble de la jeunesse française pour développer la pratique des sports ; 3° quel est le programme établi par le Gouvernement pour la construction et l'aménagement accélérés d'établissements sportifs (stades, gymnases, piscines) permettant un large recrutement et un essor des sports athlétiques dans notre pays ; 4° quel est le plan établi et les crédits prévus afin que les sportifs français puissent remporter des succès dignes de leur valeur aux prochains Jeux olympiques de Tokyo. — **Réponse** [25 octobre 1960] (p. 1359 à 1364). — *Sont entendus* : MM. Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale ; Edouard Bonnefous, Georges Marrane.

239 [19 octobre 1960]. — M. Paul PAULY demande à *M. le ministre du travail* : 1° si des dispositions sont prévues au budget de 1961 pour ajuster au coût de la vie l'allocation aux vieux travailleurs salariés et l'allocation supplémentaire ; 2° s'il envisage de relever le plafond des ressources pour l'attribution des deux allocations susvisées ; 3° si les ressources votées par le Parlement pour alimenter le fonds national de solidarité excèdent les besoins de ce fonds ; dans l'affirmative, à la couverture de quelles dépenses est employé cet excédent. — **Réponse** [15 novembre 1960] (p. 1543). — *Sont entendus* : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Paul Pauly.

240 [13 octobre 1960]. — M. Edouard LE BELLEGOU, devant l'émotion soulevée dans les populations riveraines de la Côte d'Azur et de la Corse par les menaces de toute nature que font peser sur ces régions le projet d'immersion de déchets atomiques en Méditerranée, demande à *M. le Premier ministre* de surseoir à cette immersion qui a été décidée sans consultation des représentants des populations riveraines ou des autorités océanographiques reconnues.

241 [13 octobre 1960]. — M. Paul RIBEYRE expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'à la suite des graves inondations qui ont ravagé le Sud-Est et le Centre de la France, de nombreux ouvrages d'art, des équipements publics et privés ont été détruits, alors que dans ces régions déshéritées le niveau de l'équipement est encore notoirement insuffisant. Afin d'apporter une aide efficace et rapide aux communes sinistrées et de reconstituer les patrimoines, il demande que des crédits de subvention et des prêts leur soient accordés par priorité. Pour le financement, il suggère que les ressources nécessaires soient dégagées sur le bénéfice réalisé, chaque année, par l'Etat, sur les dépôts effectués dans les caisses d'épargne. En effet, les fonds versés par les épargnants sont gérés par la caisse des dépôts et consignations qui les replace à un taux plus rémunérateur. La différence entre ces deux taux correspond à des bénéfiques importants et c'est ainsi qu'en 1959 vingt milliards de francs ont été reversés au Trésor. Il serait cependant souhaitable que les bénéfiques réalisés sur les fonds des épargnants français soient affectés aux collectivités locales, comme le sont déjà les dépôts, conformément à la loi du 24 juin 1950. Il serait ainsi possible de venir rapidement en aide aux communes sinistrées et cette œuvre de solidarité nationale serait le complément indispensable et logique d'une législation qui prévoit que les fonds des caisses d'épargne doivent servir au développement de l'équipement des collectivités locales.

242 [18 octobre 1960]. — M. Léon DAVID expose à *M. le ministre de l'industrie* que le décret ministériel du 23 juillet 1960, n° 60-717, relatif à la mise à la retraite d'office des mineurs après trente ans de service et sans condition d'âge, soulève des protestations ; que certains de ces mineurs ont encore des enfants en bas âge, et notamment ceux qui ont fondé un foyer tardivement pour des raisons majeures, tels les prisonniers de guerre ou déportés ; que dans certaines régions minières, le bassin de Provence par exemple, il n'existe aucune autre industrie permettant à ces mineurs jeunes encore, avec une retraite insuffisante et incomplète, de trouver un autre emploi et que, de plus, quelques-uns d'entre eux ont des fils de seize à dix-huit ans sans travail, en raison du non-embauchage des jeunes à la mine et du manque d'industries susceptibles de les employer ; qu'il apparaît juridiquement que cette mesure est arbitraire et porte un préjudice matériel très important à tout ouvrier se trouvant dans ce cas. L'ancienneté dans un emploi demeure toujours dans toute autre industrie que les mines un avantage rétribué par une prime spéciale ou une augmentation de traitement. Les mineurs touchés par ce décret vont perdre toute leur vie de deux à dix ans de revenu-retraite, ce qui représente une perte de 20.000 à 100.000 anciens francs par an. En conséquence, il lui demande s'il ne serait pas normal et juste : 1° que soit attribué aux intéressés le paiement d'une prime au départ ; 2° que l'on fasse entrer dans le décompte de la retraite les années intégrales restant à accomplir à la date de la limite d'âge pour la retraite des intéressés ; 3° que des instructions soient données pour que les mineurs ainsi congédiés obtiennent, ainsi que leurs enfants en âge de travailler, une embauche prioritaire dans les industries pouvant éventuellement se créer dans le bassin de Provence ; 4° enfin, que soit laissé le choix aux mineurs intéressés par le volontariat et qu'une retraite égale aux 66 p. 100 du salaire leur soit accordée. — **Réponse** [15 novembre 1960] (p. 1544 à 1546). — *Sont entendus* : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie ; Léon David.

243 [18 octobre 1960]. — M. Marius MOUTER demande à *M. le ministre des affaires étrangères* si le Gouvernement est disposé à proposer, au sein du comité intérimaire de l'organisation de coopération économique et de développement, actuellement en session à Paris, qu'un lien parlementaire soit établi entre l'O. C. E. D. et l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, suivant les moda-

lités suggérées par la recommandation 245, et, en particulier, que l'O. C. E. D. adresse un rapport annuel à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe. — **Réponse** [6 décembre 1960] (p. 2216). — *Sont entendus* : MM. Couve de Murville, Marius Moutet.

244 [18 octobre 1960]. — Mme Renée DERVAUX expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le décret du 12 septembre 1960 relatif aux caisses des écoles constitue une nouvelle atteinte aux libertés communales et à l'école laïque, et lui demande si le décret précité n'a pas pour objet d'obliger les collectivités locales à faire bénéficier les élèves des écoles professionnelles des mesures de caractère social prises par les caisses des écoles en faveur des élèves des écoles publiques, et s'il ne constitue pas une étape vers le retour aux actes dits lois de 1941 abrogés au lendemain de la Libération. — **Réponse** [6 décembre 1960] (p. 2207). — *Sont entendus* : M. Guillaumat, ministre de l'éducation nationale par intérim ; Mme Dérvaux.

245 [19 octobre 1960]. — M. André DULIN expose à M. le ministre de l'agriculture que de nombreux cas d'intoxication alimentaire provoqués par la margarine ont été enregistrés dans les pays voisins ; il constate que la grande presse s'est faite l'écho de prétendues garanties de la législation française (art. 22 de la loi du 2 juillet 1935) qui interdit l'addition de produits chimiques, mais que contrairement à cette information cette législation n'a jamais été appliquée dans notre pays. En conséquence, afin de prévenir tous accidents alimentaires pouvant avoir de graves conséquences collectives par l'utilisation de ce produit, il demande au Gouvernement s'il a l'intention d'appliquer l'article 22 de la loi du 2 juillet 1935. — **Réponse** [13 décembre 1960] (p. 2338).

246 [20 octobre 1960]. — M. Jean DEGUISE rappelle à M. le ministre de l'agriculture que des « provendes » d'orge marocaines continuent d'entrer en France sur des tonnages importants. Ces « provendes » contiendraient 98 p. 100 d'orge et 2 p. 100 de calcaire broyé. Par ailleurs, à l'heure actuelle, l'on prévoit que l'écoulement des excédents d'orge métropolitains peut coûter plusieurs milliards. Les producteurs déduisent de cette situation que ce sont eux qui financent les importations de « provendes » d'orge marocaines, puisqu'on leur demande une taxe de résorption pour exporter leur orge, et qu'en même temps on importe des orges marocaines. Il paraîtrait en outre que ces importations sont réalisées sans accord, ni même sans consultation de l'O. N. I. C., pourtant seule responsable du marché des céréales. Dans ces conditions, il lui demande de lui préciser : 1° combien il est entré de « provendes » d'orge marocaines depuis le 1<sup>er</sup> août en France, date à laquelle on pouvait apprécier assez exactement le volume de la récolte d'orge métropolitaine ; 2° à quel prix ces importations ont été faites ; 3° qui a pu donner l'ordre de réaliser ces marchés sans accord de l'O. N. I. C.

247 [25 octobre 1960]. — M. André ARMENGAUD expose à M. le ministre des affaires étrangères que M. A. Krupp von Bohlen s'était engagé à vendre ses actifs sidérurgiques conformément aux accords de Mehlen et que néanmoins cet engagement n'a jamais été tenu. Il demande au Gouvernement s'il estime correct et souhaitable pour l'avenir des relations franco-allemandes et compte tenu de l'influence qu'a toujours eue la sidérurgie dans la politique allemande de laisser une reconcentration aussi importante s'effectuer, contrairement aux engagements pris à l'égard des alliés. — **Réponse** [6 décembre 1960] (p. 2217). — *Sont entendus* : MM. Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Armengaud.

248 [25 octobre 1960]. — M. Lucien BERNIER demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de bien vouloir lui indiquer en vertu de quelles dispositions législatives la caisse centrale de coopération économique se juge fondée à exiger de certaines communes du département de la Guadeloupe le remboursement de dettes contractées par l'ancienne colonie de la Guadeloupe, alors que ces communes n'en sont pas les héritières. Pour le cas où de telles dispositions législatives n'existeraient pas, il voudrait connaître : 1° si nonobstant l'axiome juridique que « nul en France ne peut se faire justice à soi-même », la caisse centrale de coopération économique peut décider de considérer comme débitrices de mauvaise foi et, par suite, de leur refuser toutes avances, celles des dites communes qui persisteraient à contester la légalité des créances qu'elle leur réclame, alors que depuis douze années elle s'est bien gardée de s'adresser aux tribunaux pour trancher le litige, connaissant parfaitement l'inanité de ses droits ; 2° si de tels moyens peuvent être admis ou tolérés à l'égard de collectivités de droit public d'un département français, dont les mandataires responsables doivent se voir reconnaître non seulement le droit, mais encore le devoir de défendre les intérêts légitimes dont ils ont la charge ; 3° quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour amener la caisse centrale de coopération économique — organisme disposant du monopole des prêts aux communes dans les départements

d'outre-mer — à rapporter les mesures inqualifiables de rétorsion qu'elle a ainsi adoptées à l'égard des communes dont il a été parlé. — **Réponse** [15 novembre 1960] (p. 1540, 1541). — *Sont entendus* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Lucien Bernier.

249 [25 octobre 1960]. — M. Joseph RAYBAUD demande à M. le ministre des travaux publics et des transports de bien vouloir lui préciser quelles sont ses intentions sur la poursuite des travaux d'électrification de la voie ferrée sur la section Marseille-Lannes-Antibes-Nice-Menton.

250 [27 octobre 1960]. — M. Louis JUNG demande à M. le ministre de l'agriculture quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour assurer un écoulement normal des fruits surtout des pommes à cidre dont la récolte est largement supérieure à celle des années précédentes. Il lui demande quelles sont les mesures qui ont été prises par le Gouvernement pour développer la production et la vente des jus de fruits métropolitains à la suite des promesses faites lors du débat sur la lutte contre l'alcoolisme.

251 [27 octobre 1960]. — M. Camille VALLIN expose à M. le ministre de l'intérieur qu'en date du 10 mai 1960, il lui a posé la question écrite suivante : « Dans sa séance publique du mardi 26 avril 1960, le conseil général du Rhône a accordé sa garantie pour un emprunt de 7 millions de nouveaux francs, que l'association diocésaine de Lyon sollicite de la part de la caisse des dépôts et consignations dans le but de financer la construction d'édifices pour la célébration du culte. Cette délibération, qui entraîne l'inscription au budget de centimes additionnels, correspondant au montant des annuités de l'emprunt, est contraire à l'esprit et à la lettre du régime actuel des cultes fixé par la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat du 9 décembre 1905, modifiée ou complétée par les lois des 2 janvier et 28 mars 1907, des 13 avril 1908 et 25 décembre 1942. Cette loi stipule notamment : « La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. » Elle précise en outre : « Les budgets des départements, des communes et établissements publics ne peuvent contenir aucun crédit à titre de subvention pour l'exercice du culte. L'inscription des crédits de cette nature serait illégale et nulle de plein droit. » Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter la loi républicaine et annuler la délibération du conseil général du Rhône. Il lui rappelle qu'en date du 28 juin 1960, il a bien voulu l'honorer de la réponse suivante : « L'ordonnance n° 59-32 du 5 janvier 1959, complétée par le décret n° 59-36 intervenu à la même date, confère à l'administration de tutelle un délai de trois mois pour statuer. Il n'est pas possible d'apporter, dans le délai prescrit par le premier alinéa de l'article 68 du règlement du Sénat, une réponse documentée à la question posée qui fait l'objet d'une étude attentive en liaison avec tous les services intéressés. » Le délai de trois mois étant depuis longtemps expiré, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les résultats de l'étude à laquelle il s'est livré et s'il ne lui apparaît pas nécessaire de provoquer l'annulation de la délibération du conseil général du Rhône. — **Réponse** [15 novembre 1960] (p. 1546). — *Sont entendus* : MM. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur ; Camille Vallin.

252 [3 novembre 1960]. — M. André MÉRIC demande à M. le ministre des armées s'il est vrai que l'entrepôt de l'armée de l'air n° 608 à Toulouse serait dissous par mesure d'économie. Il attire sa bienveillante attention, au cas où cette décision aurait été envisagée, sur le fait qu'il ne peut en aucune manière s'agir d'économie, de regroupement ou de réorganisation ; et lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à une telle mesure dictée par des questions partisans et de convenances personnelles. — **Réponse** [6 décembre 1960] (p. 2206). — *Sont entendus* : MM. Messmer, ministre des armées ; André Méric.

253 [3 novembre 1960]. — M. Pierre GARET rappelle à M. le ministre des armées l'insuffisance actuelle du nombre des maîtres dans l'enseignement. Il lui demande en conséquence de lui dire si son intention est bien de faire procéder durant la présente année scolaire à l'incorporation des jeunes gens sortis de l'école normale en 1960 et à qui vient d'être confiée, il y a quelques semaines, une première classe, alors qu'il est certainement de l'intérêt des enfants que ceux-ci conservent le même maître jusqu'à la fin de l'année scolaire. — **Réponse** [6 décembre 1960] (p. 2207).

254 [3 novembre 1960]. — M. Pierre GARET rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 51 du code des caisses d'épargne, le taux d'intérêt à servir aux caisses d'épargne est fixé « en tenant compte du revenu des valeurs du portefeuille et du compte courant avec le Trésor ». Il lui demande de lui dire comment, dans ces conditions, peut être expliqué le décret paru au *Journal officiel* du dimanche 30 octobre, qui correspond à une diminution du taux de l'intérêt

servi par les caisses d'épargne ordinaires, au moment même où le revenu des valeurs du portefeuille et du compte courant avec le Trésor est certainement en hausse. Il lui demande également de lui expliquer les raisons pour lesquelles le taux d'intérêt servi par la caisse nationale d'épargne a été abaissé dans une proportion moindre. — **Réponse** [13 décembre 1960] (p. 2334). — *Sont entendus* : MM. Baumgartner, ministre des finances ; Pierre Garet.

255 [8 novembre 1960]. — M. Bernard CHOCHOY exprime à M. le ministre des finances et des affaires économiques son vif étonnement de constater que, sous le prétexte de pratiquer une politique d'abaissement du loyer de l'argent, le Gouvernement ait cru bon de s'attaquer aux plus modestes épargnants dont le pouvoir d'achat s'est considérablement amenuisé, en abaissant le taux de l'intérêt servi par les caisses d'épargne. Il lui demande : 1° combien d'actions judiciaires ont été engagées, au cours de l'année 1959, contre des prêteurs réclamant des taux usuraires ; 2° quelle est, en 1960, la définition du taux usuraire et son montant ; 3° s'il est prévu qu'à brève échéance les collectivités locales pourront bénéficier de prêts à taux réduit de la part de la caisse des dépôts et consignations, car il paraîtrait anormal qu'au moment où l'intérêt servi aux déposants des caisses d'épargne est abaissé, les communes et les départements ne tirent aucun avantage d'une mesure contestable dans son opportunité. — **Réponse** [13 décembre 1960] (p. 2336). — *Sont entendus* : MM. Baumgartner, ministre des finances ; Bernard Chochoy.

256 [9 novembre 1960]. — M. Paul RIBEYRE expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le taux de la Caisse nationale d'épargne est ramené de 3 p. 100 à 2,80 p. 100 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1961. Le montant des fonds déposés étant de l'ordre de 2.600 milliards d'anciens francs, c'est donc 5,2 milliards que percevront en moins les épargnants français, au cours de 1961. Cette décision serait prise en application de la politique financière actuelle qui tend à réduire l'intérêt de l'argent, afin de diminuer les charges des emprunteurs. Il s'étonne qu'une telle explication puisse être donnée. En effet, les fonds des épargnants, conformément à la loi du 24 juin 1950, sont prêtés, pour la grande partie, aux collectivités locales pour leur équipement collectif (adduction d'eau, électrification, écoles, routes, etc.). Ce taux est généralement de 5,50 p. 100. Il apparaît ainsi que la Caisse des dépôts et consignations, bien qu'elle gère gratuitement ces fonds, n'en dégage pas moins un bénéfice important qu'elle reverse en grande partie au Trésor (20 milliards en 1959). Aussi, même si le taux des prêts consentis aux collectivités locales est abaissé — ce qui est non seulement souhaitable, mais parfaitement logique compte tenu de l'importance des bénéfices réalisés sur les fonds des épargnants — il semblerait injuste de faire supporter à ces derniers la charge de l'opération financière envisagée. Il y a lieu de redouter, au surplus, que cette baisse du taux de l'intérêt accordé aux épargnants ne les détourne vers d'autres placements plus rentables. De ce fait, on assistera à une diminution des disponibilités de la Caisse des dépôts et consignations, diminution provenant du ralentissement des dépôts, voire de leurs retraits. En définitive, c'est le montant global des prêts consentis aux collectivités locales qui diminuera. Cette perspective, qui va à l'encontre de la satisfaction des besoins croissants des départements et des communes, doit être prise d'autant plus sérieusement en considération que depuis quelques mois on constate une réduction des dépôts. Pour toutes ces raisons qui semblent déterminantes puisque les épargnants, les collectivités locales et la Caisse des dépôts elle-même en seraient les principales victimes, il demande : 1° que le revenu des épargnants français ne fasse pas l'objet de la diminution envisagée ; 2° que, compte tenu de l'important boni réalisé sur les fonds des épargnants, une étude financière précise soit entreprise afin de baisser le taux des emprunts des collectivités locales. — **Réponse** [13 décembre 1960] (p. 2337). — *Sont entendus* : MM. Baumgartner, ministre des finances ; Paul Ribeyre.

257 [16 novembre 1960]. — M. Waldeck L'HUILLIER rappelle à M. le ministre de l'intérieur que, par décret n° 59-747 (*Journal officiel* du 20 juin 1959) en date du 18 juin 1959, il a institué le district de Tours ; que ce district est, suivant son porte-parole dans le département d'Indre-et-Loire, un « district pilote » ; que le conseil de ce district s'est réuni deux fois en un an (les 4 novembre 1959 et 30 mars 1960) et que le bureau de cet organisme, réuni le 14 septembre dernier, ainsi que le conseil réuni le 17 octobre, ont été amenés à constater l'échec de cette expérience dont la cause tient notamment à l'incompatibilité qu'il semble y avoir entre l'existence d'un tel organisme, surtout lorsqu'il est créé par voie autoritaire, et l'autonomie communale, ainsi qu'à la répugnance des communes d'accepter les projets de fusion qui avaient été suggérés en remplacement du district. Par ailleurs, il lui rappelle le vote du Sénat du 12 mai 1960, par lequel cette assemblée réclamait l'abrogation des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> (paragraphe 3) de l'ordonnance du 5 janvier 1959

prévoyant la création des districts par décret. Il lui demande : 1° si, compte tenu de l'échec de cette expérience, il n'envisage pas l'abrogation du décret n° 59-747 du 18 juin 1959 ; 2° s'il n'a pas l'intention, sur un plan plus général, d'en tirer les conclusions en abrogeant les dispositions des ordonnances du 5 janvier et du 4 février 1959 relatives aux districts urbains et au district de Paris ; 3° si, au moins, il n'envisage pas d'accepter la suppression des dispositions du troisième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 5 janvier 1959 prévoyant la création d'office des districts, comme le lui demandait le Sénat ; 4° s'il ne croit pas souhaitable, pour la solution des problèmes réellement intercommunaux, de donner toutes instructions à ses préfets pour qu'à : a) ils ne s'opposent pas à la création de tels syndicats lorsqu'ils sont demandés par les communes ; b) ils cessent de faire pression pour certaines autres communes pour qu'elles créent des syndicats à vocation multiple, dont ils s'efforcent de dénaturer le contenu et le sens, afin d'en faire des « succédanés » des districts. — **Réponse** [6 décembre 1960]. — *Sont entendus* : MM. Chatenet, ministre de l'intérieur ; Waldeck L'Huillier.

258 [18 novembre 1960]. — M. Pierre GARET rappelle à M. le Premier ministre que, lors de la discussion du budget de la caisse nationale d'épargne devant le Sénat, dans la soirée du 17 novembre, M. le ministre des postes et télécommunications a déclaré que ce décret du 29 octobre 1960, réduisant le taux d'intérêt versé aux déposants de la caisse nationale d'épargne, par lui contresigné, était « un acte de gouvernement », ce qui correspondait à reconnaître, au moins tacitement, que ce décret n'avait pas été pris conformément à la seule disposition dont il devait être tenu compte : l'article 30 du code des caisses d'épargne. Il lui demande s'il estime que le Gouvernement avait le droit d'agir ainsi qu'il l'a fait, ou s'il ne pense pas que ce décret du 29 octobre 1960, pris dans les conditions précisées par M. le ministre des postes et télécommunications, constitue un précédent dangereux et regrettable. — **Réponse** [13 décembre 1960] (p. 2334). — *Sont entendus* : MM. Baumgartner, ministre des finances ; Pierre Garet.

259 [18 novembre 1960]. — M. Michel YVER demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° si l'arrêt rendu par la cour de cassation dans un pourvoi formé contre un jugement de relaxe du tribunal de police de Paris, prononcé dans une affaire concernant la mise en vente de margarine additionnée de diacétylène, rend caduque l'article 22 de la loi du 22 juillet 1935 interdisant l'aromatisation de la margarine ; 2° dans le cas contraire, les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter la loi et en exiger la stricte application. — **Réponse** [13 décembre 1960] (p. 2338). — *Sont entendus* : MM. Rochereau, ministre de l'agriculture ; Michel Yver.

260 [18 novembre 1960]. — M. Octave BAJEUX expose à M. le ministre de l'agriculture que les recommandations du comité dit « comité Rueff » relatives au statut du fermage provoquent de très vives réactions dans le monde rural. Les mesures préconisées, à savoir notamment l'extension des cas de résiliation de bail, l'augmentation des fermages, la limitation du droit au renouvellement du bail et la suppression du droit de préemption, sont toutes orientées dans le même sens. Sous prétexte de faciliter l'installation des jeunes et au lieu de se tourner résolument vers l'avenir, elles semblent inspirées par la nostalgie d'un passé révolu et n'ont en fait pour objet que la suppression du statut du fermage qu'elles vident de sa substance. Il lui apparaît que ces recommandations sont en contradiction flagrante avec l'évolution technique et économique de l'agriculture moderne où l'artisan essentiel de la production est dans l'immense majorité des cas non pas le bailleur mais l'exploitant. Or, l'exploitant qui veut mettre en œuvre les techniques nouvelles doit recourir à des investissements sans cesse plus onéreux ; s'il est fermier, il ne peut s'engager dans cette voie que s'il est assuré d'être le bénéficiaire et non la victime des sacrifices qu'il entend consentir. En décourageant les investissements de la part des exploitants fermiers, le comité Rueff contraint ceux-ci à la routine tant de fois décriée et sous prétexte de favoriser l'expansion économique il ferme en réalité la porte à l'esprit d'initiative et à la volonté de progrès qui se manifestent chez tant de jeunes agriculteurs. Il lui demande en conséquence quelles sont les intentions du Gouvernement en cet important domaine qui conditionne l'avenir de 700.000 familles paysannes, et notamment s'il a l'intention de donner suite par voie réglementaire à certaines des recommandations proposées. — **Réponse** [13 décembre 1960] (p. 2339). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Octave Bajoux.

261 [19 novembre 1960]. — M. Roger GARAUDY, après avoir pris connaissance de la circulaire ministérielle interdisant en fait la participation des universitaires français aux cérémonies qui marqueront le 105<sup>e</sup> anniversaire de l'université de Humboldt, demande à M. le ministre de l'éducation nationale les raisons pour lesquelles des mesures discriminatoires que rien ne justifie furent

prises. Il est de tradition que ces cérémonies permettent des rencontres universitaires et scientifiques internationales fort utiles. Nul doute que l'absence française a été défavorablement commentée. — **Réponse** [6 décembre 1960] (p. 2208). — *Sont entendus* : M. Pierre Guillaumat, ministre par interim de l'éducation nationale ; Mme Dervaux.

262 [24 novembre 1960]. — M. Paul RIBEYRE expose à M. le ministre de l'agriculture que sa récente décision n° 60-149 du 28 octobre 1960 portant intervention sur le marché de la châtaigne accorde une aide de 0,10 nouveau franc par kilogramme aux exportations de ces fruits. Il s'étonne qu'une telle décision puisse être présentée aux producteurs de châtaignes comme devant apporter une grande amélioration à leur situation. Cette aide, en effet, est accordée aux producteurs qui effectuent une exportation de marrons et châtaignes d'un tonnage minimum de 10 tonnes. Or, cette catégorie de producteurs n'existe pratiquement pas. L'effort financier du fonds de garantie sera donc insignifiant puisque son intervention n'aura pas souvent à s'exercer. Les « groupements de producteurs » bénéficieront également de ces dispositions, mais les coopératives qui pourraient obtenir ces avantages ne traitent, selon les chiffres fournis par l'Union coopérative des expéditeurs et exportateurs de fruits et légumes de l'Ardèche, qu'un tonnage équivalant à 10 p. 100 de la production. C'est dire le résultat insuffisant d'une décision qu'il conviendrait, pour cette raison, de modifier sérieusement afin de lui donner l'efficacité qu'en attendaient légitimement l'ensemble des producteurs et tous ceux qui assurent l'écoulement de la production. Il est regrettable que cette décision, qui ne touchera que peu de producteurs, ait également omis le commerce puisque le but de la subvention est de développer les possibilités de vente des marrons et châtaignes ainsi que l'amélioration des cours sur les marchés de la production. Faut-il, une fois de plus, rappeler que les cours relativement bas pratiqués sur le marché français sont motivés par le fait que le marché de consommation intérieur se trouve dans l'impossibilité d'absorber la totalité de la production par suite de la concurrence massive de marrons d'Italie (200.000 kilogrammes importés pour la seule journée du 4 novembre). C'est donc ce problème qui devrait avoir la priorité. Il n'en demeure pas moins que des facilités, comme celle prévue par la décision du 28 octobre, devraient permettre, sans nul doute, de trouver des débouchés nouveaux, à la condition, cependant, que l'aide à l'exportation soit plus efficace. Aussi serait-il indispensable que l'ensemble du commerce ne soit pas tenu à l'écart de ces dispositions. Les exportateurs seraient ainsi en mesure de pratiquer sur les marchés de production des cours mieux soutenus, dont tous les producteurs, sans discrimination, bénéficieraient. Pour ces raisons, il demande que la décision soit révisée d'urgence pour : 1° ramener à un niveau raisonnable le tonnage minimum imposé aux producteurs pour leur accorder le bénéfice de la prime et lui retirer ainsi son caractère illusoire ; 2° étendre le bénéfice de cette prime à l'ensemble du commerce dont le rôle est déterminant pour l'écoulement de cette production. — **Réponse** [13 décembre 1960] (p. 2341). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Paul Ribeyre.

263 [25 novembre 1960]. — M. Jean ERRECART expose à M. le ministre de l'agriculture que l'écoulement de la récolte de maïs 1960 s'avère difficile malgré les interventions du Gouvernement destinées soit à augmenter la consommation intérieure (abaissement du prix de rétrocession), soit à développer les exportations (aide à l'exportation). Il est de ce fait permis de s'étonner qu'aucune mesure efficace ne soit encore intervenue pour augmenter l'utilisation industrielle du maïs métropolitain en permettant à l'industrie française de la mûiserie d'utiliser comme elle l'a proposé 80 à 100.000 tonnes de maïs indigène pour la fourniture de « gritz de maïs » à la brasserie française. Les seuls obstacles à cette utilisation sont les importations croissantes de brisures de riz du Cambodge et du Vietnam (concurrents directs en brasserie de gritz de maïs) admises en France en franchise de douane et sans limitation de quantité. Pour la campagne qui va se terminer fin octobre, la France aura importé en 1960 environ 68.000 tonnes de brisures de riz contre 25.000 à 30.000 les années précédentes, diminuant ainsi de 80.000 à 90.000 tonnes l'utilisation du maïs métropolitain. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour redresser cette situation. — **Réponse** [13 décembre 1960] (p. 2343). — *Sont entendus* : M. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Jean Errecart.

264 [30 novembre 1960]. — M. Bernard LAFAY demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes s'il ne lui paraît pas nécessaire et urgent de mettre à la disposition des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat, quelles que soient les commissions auxquelles ils appartiennent, les moyens d'effectuer dans les départements d'Algérie et du Sahara un voyage d'information sérieux et complet. La question qui sera posée en janvier au corps électoral entraîne en effet les élus à prendre des responsabilités politiques graves et il ne paraît pas possible qu'ils puissent le faire sans avoir pris connaissance sur place

des données du problème. Si un nombre restreint de députés et de sénateurs ont pu se rendre en mission ces derniers mois en Algérie, il en reste un trop grand nombre à qui cette possibilité n'a pas été offerte. Il serait inconcevable qu'elle ne le fût pas, de la façon la plus large, dans les semaines qui viennent. La situation en Algérie ne peut en effet être sainement appréciée si l'on s'en tient aux informations officielles ou à celles d'une presse officieusement orientée. Seul le contact direct avec la réalité permet de prendre de cette situation une vue objective particulièrement indispensable aux représentants élus de la nation.

265 [8 décembre 1960]. — M. Emile DURIEUX expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la suite des pluies abondantes de ces derniers temps le département du Pas-de-Calais a été particulièrement éprouvé ; de nombreux cours d'eau et canaux ont débordé et créé de graves préjudices aux populations, qu'elles soient urbaines ou rurales ; par suite des inondations de vastes surfaces sont recouvertes par les eaux, l'arrachage des dernières betteraves n'a pu être fait et les semences de blé d'automne sont dès maintenant très compromises ; il lui demande, en raison de cette situation, s'il n'envisage pas de prendre des dispositions immédiates qui tendraient : 1° à permettre aux exploitants agricoles de bénéficier d'exonérations fiscales et d'obtenir des prêts spéciaux du crédit agricole ; 2° à prévoir l'indemnisation des sinistrés les plus éprouvés par des mesures analogues à celles qui vont être prises pour certains départements déjà sinistrés.

266 [9 décembre 1960]. — M. Georges MARIE-ANNE expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 4 de la loi du 3 avril 1950 stipule expressément que les taux des allocations familiales à servir dans les départements d'outre-mer sont ceux en vigueur en métropole. Or, jusqu'à ce jour, cette parité de taux voulue par le législateur n'a pu être réalisée, parce qu'une circulaire interprétative du ministère des finances a estimé que l'indemnité compensatrice des charges fiscales créée par le décret du 6 octobre 1948, article 532 du code de sécurité sociale, n'était pas à comprendre dans les taux de prestations familiales à servir aux fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer. Il lui demande : 1° sur quoi se fonde cette interprétation restrictive ; 2° s'il n'envisagerait pas d'apporter une solution à cette irritante question, en faisant rapporter cette circulaire interprétative qui fausse la volonté clairement exprimée par le législateur.

267 [9 décembre 1960]. — M. Georges MARIE-ANNE expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° qu'aux termes du décret n° 51-619 du 21 mai 1951 expressément applicable aux départements d'outre-mer, la notion d'enfant à charge à retenir pour déterminer l'ouverture du droit au supplément familial de traitement est celle fixée, en matière de prestations familiales, par la loi du 22 août 1946 ; 2° qu'en ce qui concerne les allocations familiales proprement dites la notion d'enfant à charge demeure celle fixée par une instruction ministérielle sans date ni numéro portant le timbre de la direction du personnel et de la comptabilité et publiée en annexe aux arrêtés gubernatoriaux régissant la matière (pour la Martinique, *Journal officiel* du 10 juin 1946) ; 3° que cette dualité dans la notion d'enfant à charge suscite de nombreuses difficultés d'application et des frictions continuelles entre les ordonnateurs et les comptables du Trésor. Il lui demande s'il verrait des inconvénients à décider que, pour l'application du régime des prestations familiales en vigueur dans les départements d'outre-mer, la notion d'enfant à charge à retenir est celle fixée par la réglementation métropolitaine.

268 [9 décembre 1960]. — M. Georges MARIE-ANNE expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret n° 60-967 du 8 septembre 1960 a relevé de 5 p. 100 le salaire de base servant au calcul des prestations familiales dans la France métropolitaine. Il lui demande si, par application des dispositions de la loi n° 50-407 du 3 avril 1950, qui a stipulé que les taux des prestations familiales à servir aux fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer sont les mêmes que ceux de la France métropolitaine, son administration n'envisage pas de procéder au relèvement corrélatif du salaire de base servant au calcul de ces prestations dans lesdits départements.

#### QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

13. — M. Edgard PISANI demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelle politique le Gouvernement entend suivre en matière de ramassage scolaire ; comment et à quelle date il envisage de résoudre, dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire, les problèmes que pose ce ramassage dans les domaines administratif, financier et technique. — **Réponse** [14 juin 1960] (p. 342 à 356). — *Sont entendus* : MM. Edgard Pisani, Jean Lecanuet, Joseph Raybaud, René Tinant, Jacques de Maupeou, Jean Nayrou, Georges Cogniot, Léon-Jean Grégory, Louis Joxe, ministre de l'éducation nationale.



40. — M. Jean BARDOL expose à M. le ministre de l'industrie la nécessité de protéger notre industrie charbonnière qui constitue notre principale source d'énergie. Or, le plan des Charbonnages de France, confirmé par un rapport de la direction des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, envisage la liquidation partielle et immédiate de ce bassin; et le rapport précise que ces mesures de liquidation qui provoqueraient la suppression de 18.000 emplois et une baisse de production de 18.000 tonnes sont prises abstraction faite de l'apparition sur le marché d'énergies nouvelles. D'autre part, les conditions de travail des mineurs sont devenues inhumaines, et ce, pour une rémunération nettement insuffisante. Il lui demande quelles sont les dispositions qu'il compte prendre pour : 1° sauvegarder l'ensemble de notre industrie charbonnière et ne supprimer aucun emploi; 2° sauvegarder la santé et la vie des mineurs par un retour à des cadences normales de travail, par l'application de mesures efficaces de sécurité, et par le retour à la semaine de quarante heures payées quarante-huit; 3° faire droit aux légitimes revendications de salaires des mineurs [21 juin 1960]. — Réponse [21 juin 1960] (p. 429). — *Sont entendus*: MM. Jean Bardol, René Jager, Emile Vanrullen, Léon David, Mlle Irma Rapuzzi, Gaston Defferre, Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie, Vincent Delpuech, Jean Bène, André Chazalon.

45. — M. Edgard PISANI demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il entend prendre pour permettre à la forêt de jouer dans l'économie agricole et dans l'économie générale le rôle qui lui revient et lui demande en particulier s'il n'estime pas souhaitable une réforme profonde des modalités de gestion du domaine forestier, pouvant aller jusqu'à la constitution de ce domaine en établissement public [22 décembre 1959]. — Discussion [19 juillet 1960] (p. 957). — *Sont entendus*: MM. Edgard Pisani (p. 957 à 960 et 978), Louis Yung (p. 960), Etienne Le Sasser-Boisauné (p. 961), Gérard Minvielle (p. 961-962), André Armengaud (p. 963-964), Henri Longchambon (p. 965), Ludovic Tron (p. 966), Maurice Lalloy (p. 967 et 968), Joseph Raybaud (p. 969 à 971), Max Monichon (p. 972 et 973), Clément Balestra (p. 974), Joseph Beaujannot (p. 975), Georges Boulanger (p. 975), Henri Rochereau, ministre de l'agriculture (p. 976 et 977).

46. — M. Edgar TAILHADES demande à M. le ministre des travaux publics et des transports de lui préciser les conditions dans lesquelles a été pris l'arrêté du 2 décembre 1959 qui autorise la pêche au lamparo hors des eaux territoriales dans tous les quartiers d'inscription maritime de la direction de Marseille, cette autorisation menaçant de réduire au chômage la pêche traditionnelle de ces régions ainsi que l'attestent les expériences tentées sur les côtes de Sardaigne et sur le littoral méditerranéen français [26 avril 1960] (p. 77).

47. — M. Bernard LAFAY a l'honneur de rappeler à M. le Premier ministre les questions orales par lesquelles, il y a près d'un an, il attirait l'attention du Gouvernement sur certaines inconséquences de sa politique à l'égard de la Tunisie. Une de ces questions, adressée le 1<sup>er</sup> juin 1959 à M. le Premier ministre lui-même avait trait à l'aide extérieure fournie aux rebelles algériens. Evoquant l'attitude antifrançaise de la Tunisie en ce domaine, elle concluait: « Les Français sont las d'être poignardés dans le dos ». Une autre, en date du 21 juillet 1959, adressée à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, exprimait l'étonnement de l'opinion devant l'approbation donnée par le Gouvernement à la construction du pipe-line Edjelé—la Skirra sur le territoire tunisien, entreprise dans laquelle l'épargne française investira près de cent milliards et qui aura pour résultat d'assurer au Gouvernement tunisien d'importantes ressources financières annuelles. Au cours de son exposé, M. Bernard Lafay précisait que le seul camp de Ghardimaou, en territoire tunisien, abritait 8.000 fellaghas en armes et en uniforme disposant d'un matériel extrêmement puissant, et que ce camp n'était pas le seul. Depuis cette époque, l'attitude de M. Bourguiba n'a pas varié. Elle s'est aggravée. Ses provocations outrageantes à l'égard de la France n'ont pas cessé. Le territoire tunisien reste la base militaire des forces rebelles et des soldats français tombent chaque jour, en nombre accru depuis un an, à la suite d'opérations organisées au départ de cette base. L'inquiétude de l'opinion est grande sur les événements qui peuvent surgir de cette situation. C'est pourquoi M. Bernard Lafay demande à M. le Premier ministre s'il n'estime pas nécessaire, entre autres mesures souhaitables, de mettre immédiatement en œuvre les dispositions permettant d'évacuer la totalité du pétrole d'Edjelé par le territoire algérien et de mettre fin ainsi à cette situation paradoxale de la prédominance de certains intérêts financiers internationaux sur l'intérêt national et la sauvegarde de notre armée [26 avril 1960] (p. 76).

48. — M. Antoine COURRIÈRE demande à M. le Premier ministre les mesures qu'il compte prendre pour mettre les traitements et salaires en concordance avec le niveau du coût de la vie, plus

particulièrement ce qu'il compte faire et dans quels délais: pour accorder aux traitements les augmentations qui s'imposent en raison de la hausse des prix et revaloriser la fonction publique pour la mettre en harmonie avec le secteur privé; pour attribuer aux salaires et rémunération du secteur nationalisé ou para-public les hausses leur permettant de rattraper le retard pris en raison de la non-exécution d'engagements antérieurs ou de la montée du coût de la vie; pour allouer aux retraités du secteur public, nationalisé ou para-public et aux vieilles et aux vieux bénéficiant de retraites infimes des augmentations leur permettant de recevoir une rétribution décente; pour mettre en concordance avec l'accroissement du coût de la vie l'allocation spéciale aux vieux travailleurs et dans tous les cas répartir sur tous les bénéficiaires l'intégralité des recettes budgétaires qui leur avaient été dévolues par la loi [28 avril 1960]. — Réponse [5 juillet 1960] (p. 678 à 695). — *Sont entendus*: MM. Antoine Courrière, Michel Debré, Premier ministre, Jacques Duclos, André Méric, Georges Marie-Anne, Jean Nayrou, Abel-Durand, Bernard Chochoy, Ludovic Tron, Gaston Defferre, Edgar Faure, Roger Carcassonne.

49. — M. Bernard LAFAY expose à M. le Premier ministre que l'appui accordé par le Gouvernement tunisien à la rébellion algérienne constitue depuis deux ans l'obstacle majeur à une solution pacifique du problème algérien; que les provocations du Président de la République tunisienne s'aggravent depuis plusieurs semaines; que ces manœuvres jointes au chantage diplomatique représentent le dernier espoir du F. L. N. et un risque grave pour les perspectives de paix. Devant cette situation, M. Bernard Lafay a l'honneur de demander à M. le Premier ministre quelles dispositions sont envisagées par le Gouvernement pour sauvegarder le prestige de la France, la vie de nos soldats engagés en Algérie, la sécurité de la population algérienne et les espoirs d'un retour à la paix [3 mai 1960] (p. 118).

50. — I. — A la suite de la transmission par M. le Premier ministre à M. le ministre des affaires étrangères de sa question orale avec débat du 3 mai (n° 49), relative à l'attitude de la Tunisie à l'égard de la France, M. Bernard Lafay prend acte que le chef du Gouvernement s'en remet à la compétence particulière des ministres en ce qui regarde la réponse sollicitée. Soucieux de suivre cette méthode sans toutefois restreindre le problème posé, M. Bernard Lafay a donc l'honneur de demander à M. le ministre des affaires étrangères si les injures portées au mur de l'ambassade de France à la Marsa lui paraissent plus graves que l'outrage et le danger constitué par la présence d'une armée rebelle sur le sol tunisien. Il lui demande également de préciser son point de vue sur la complicité manifeste du Gouvernement de la République tunisienne et des rebelles algériens sur le comportement particulièrement bienveillant sur le plan économique de la France à l'égard de la Tunisie, sur les conséquences qu'il entend peut-être tirer en ce qui concerne les relations franco-tunisiennes des violations réitérées du droit international par le Gouvernement de M. Bourguiba, dont les agissements sont la raison majeure de la prolongation de la guerre d'Algérie.

51. — II. — A la suite de la transmission par M. le Premier ministre à M. le ministre des affaires étrangères de sa question orale avec débat du 3 mai (n° 49) relative à l'attitude de la Tunisie à l'égard de la France, M. Bernard Lafay prend acte que le chef du Gouvernement s'en remet à la compétence particulière des ministres en ce qui regarde la réponse sollicitée. Soucieux de suivre cette méthode sans toutefois restreindre le problème posé, M. Bernard Lafay a donc l'honneur de demander à M. le ministre des armées de préciser le point de vue de son département en ce qui concerne la responsabilité de la Tunisie dans la prolongation de la guerre d'Algérie, en particulier sur les conséquences militaires de l'implantation sur le territoire tunisien d'une armée rebelle d'invasion, de ses réserves en combattants et en matériel de guerre et de ses camps et services.

52. — III. — A la suite de la transmission par M. le Premier ministre à M. le ministre des affaires étrangères de sa question orale avec débat du 3 mai (n° 49) relative à l'attitude de la Tunisie à l'égard de la France, M. Bernard Lafay prend acte que le chef du Gouvernement s'en remet à la compétence particulière des ministres en ce qui regarde la réponse sollicitée. Soucieux de suivre cette méthode sans toutefois restreindre le problème posé, M. Bernard Lafay a donc l'honneur de demander à M. le ministre des finances et des affaires économiques pour quelle part ses services ont assumé et assument une responsabilité dans l'utilisation ou l'investissement de fonds publics et de fonds provenant d'appels à l'épargne privée française au bénéfice de l'économie tunisienne et de l'Etat tunisien dont l'hostilité constante et manifeste à l'égard de la France est la raison majeure de la prolongation de la guerre d'Algérie.

53. — IV. — A la suite de la transmission par M. le Premier ministre à M. le ministre des affaires étrangères de sa question orale avec débat du 3 mai (n° 49) relative à l'attitude de la Tunisie

à l'égard de la France, M. Bernard Lafay prend acte que le chef du Gouvernement s'en remet à la compétence particulière des ministres en ce qui regarde la réponse sollicitée. Soucieux de suivre cette méthode sans toutefois restreindre le problème posé, M. Bernard Lafay a donc l'honneur de demander à M. le ministre d'Etat chargé du Sahara les raisons complètes et exactes de l'agrément donné et maintenu par le Gouvernement français à l'évacuation du pétrole brut de la région d'Edjelé par un oléoduc traversant le territoire tunisien, aboutissant à la Skirra, qui deviendra, grâce à la France, un des premiers ports pétroliers du monde au bénéfice d'un Etat dont la politique agressive à l'égard de la France constitue la raison majeure de la prolongation de la guerre d'Algérie.

54. — M. Fernand Verdeille demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les raisons pour lesquelles la dotation du fonds routier en crédits de paiement, pour l'exercice en cours, qui aurait dû, conformément aux dispositions de l'article 77 de la loi de finances de 1960, s'élever à 397 millions de nouveaux francs, se trouve ramenée à 285 millions de nouveaux francs dans le décret n° 59-1543 du 30 décembre 1959 portant répartition des crédits des comptes spéciaux. Il lui rappelle, en effet, que le prélèvement exceptionnel de 112 millions de nouveaux francs prévu par le projet gouvernemental a été supprimé, ainsi qu'il résulte de la rédaction même de l'article 10 de la loi de finances 1960 (alias article 11 du projet gouvernemental). Il lui demande quelle affectation il compte donner ultérieurement à l'excédent de recettes de ce compte d'affectation spéciale qui se trouve ainsi disponible [12 mai 1960].

55. — M. Auguste PINTON demande à M. le ministre des travaux publics et des transports : 1° quelle est la situation actuelle des liaisons intérieures aériennes ; 2° quelles mesures il envisage d'adopter pour que ce réseau intérieur connaisse en France le même développement que dans les pays étrangers ; 3° comment il envisage d'assurer une gestion financièrement équilibrée de ces lignes aériennes ; 4° ce qu'il compte faire, enfin, pour mettre les principaux aérodromes métropolitains en état de recevoir les appareils modernes, notamment les avions à réaction [18 mai 1960] (n° 55) (p. 227). — Réponse [14 juin 1960]. — Sont entendus : MM. Auguste Pinton, Gaston Pams, René Dubois, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Abel-Durand, le ministre (p. 357 à 362).

56. — M. André MÉRIC rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'à la suite des démarches faites en faveur des sinistrés agricoles, il résulte que ces derniers ne peuvent en fait que bénéficier, le cas échéant, de prêts spéciaux du crédit agricole et d'un éventuel dégrèvement fiscal. Il lui demande ce qu'il compte faire pour aider effectivement les victimes du typhon qui s'est abattu dans l'après-midi du 18 mai sur les vallées de la Save et de la Gimone, détruisant, en particulier dans les communes de Garrac et de Bellegarde (Haute-Garonne), les récoltes et de nombreux locaux à usage professionnel et d'habitation [7 juin 1960].

57. — M. Vincent DELPUECH demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques, à la suite de l'emprunt lancé récemment par les Charbonnages de France et qui a rapporté 350 millions de nouveaux francs, de bien vouloir lui faire connaître : 1° si une partie des fonds ainsi recueillis ne servira pas à couvrir des dépenses antérieurement engagées ; 2° si les crédits de modernisation dégagés ne seront pas de nature, en réduisant la main-d'œuvre, à accentuer le chômage qui sévit dans les régions minières ; 3° s'il n'a pas été envisagé la création, sur place, de centres professionnels destinés à orienter la jeunesse de ces régions vers d'autres professions que celles de la mine, où l'embauche est complètement suspendue [7 juin 1960]. — Retrait [5 juillet 1960].

58. — M. Marc DESACHÉ expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret n° 60-370 du 15 avril 1960 et son arrêté d'application, qui ont assoupli les conditions d'attribution des primes d'équipement, ont fait naître pour beaucoup de communes de sérieux espoirs. Or ces espoirs risquent d'être déçus si les ressources affectées à l'attribution des primes ne sont pas suffisantes et si, d'autre part, les conditions de répartition de ces primes ne sont pas convenablement aménagées. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer : 1° si le Gouvernement a l'intention d'accroître à l'avenir le volume global des primes à distribuer ; son attention étant attirée sur le fait que, dans la négative, ou bien le nombre des bénéficiaires demeurerait très restreint ou bien les primes accordées s'amenuiseraient au point de devenir symboliques et de perdre ainsi tout l'intérêt pratique pour les industriels intéressés ; 2° quelle politique le Gouvernement entend adopter en matière de répartition des primes et notamment la ventilation des crédits globaux entre les zones de conversion, la zone avantagée de Bretagne, les autres bénéficiaires ; 3° si, en ce qui concerne plus spécialement cette dernière catégorie, il est dans

les intentions du Gouvernement de limiter le bénéfice des primes à un nombre relativement réduits d'opérations ou bien si, au contraire, il est envisagé d'accroître l'effectif des bénéficiaires, quitte à amenuiser le volume de la prime allouée à chacun ; 4° quels moyens pratiques les administrations intéressées comptent-elles mettre en œuvre pour s'assurer que les conditions requises pour l'attribution des primes sont bien remplies, sans recourir pour cela à des procédures d'enquête exigeant des délais inadmissibles ; 5° si les conditions dans lesquelles les collectivités locales participent aux implantations d'industries nouvelles ne devraient pas faire l'objet d'une normalisation et d'une surveillance de la part des autorités de tutelle pour éviter que certaines opérations ne donnent lieu à des surenchères préjudiciables à la bonne gestion financière de ces collectivités [9 juin 1960]. — Discussion [19 juillet 1960] (p. 978). — Sont entendus : MM. Marc Desaché (p. 978), Wilfrid Baumgartner (p. 979).

59. — M. Michel KAUFFMANN expose à M. le ministre de l'agriculture que lors des débats budgétaires de novembre-décembre 1959, il avait, au nom du Gouvernement, affirmé qu'il ne serait jamais porté atteinte à l'autonomie ni à la structure ni au pouvoir des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole. Or, le décret n° 60-452 du 12 mai 1960, en renforçant la tutelle de l'administration, détruit précisément l'autonomie de gestion et enlève pratiquement tout pouvoir aux conseils d'administration. Il demande à M. le ministre quelles mesures il compte prendre pour faire respecter ses déclarations faites devant les assemblées parlementaires, et conserver à la mutualité sociale agricole une structure qui avait fait ses preuves. Il lui demande enfin quelles dispositions particulières il compte appliquer dans les départements du Rhin et de la Moselle [16 juin 1960].

60. — M. Gaston PAMS demande à M. le Premier ministre si le Gouvernement entend saisir rapidement le Parlement, pour approbation, des conventions économiques et tarifaires intervenues avec le Maroc et la Tunisie et s'il n'estime pas devoir interdire dans l'intervalle la commercialisation des conserves de fruits importés de ces pays à un cours inférieur à celui des conserves françaises, s'agissant en l'occurrence d'une élémentaire protection des droits les plus légitimes des producteurs français [7 juillet 1960].

61. — M. Paul RIBEYRE expose à M. le Premier ministre que les dernières statistiques démographiques soulignent la forte expansion de l'ensemble de la population française qui de 1954 à 1960 est passée de 42.900.000 habitants à 45.355.000. Il constate, par contre, que pendant la même période les onze départements suivants ont continué à se dépeupler : Ardèche, Cantal, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord, Creuse, Loir-et-Cher, Lot, Lozère, Mayenne, Haute-Vienne ; cinq autres ont maintenu leur population de 1954 ; Basses-Alpes, Ariège, Cher, Dordogne et Nièvre. Ces migrations intérieures se sont faites vers les grands centres industriels et en premier lieu vers la région parisienne qui, malgré les mesures prises pour freiner son accroissement et inciter les industriels à se décentraliser, reçoit actuellement un provincial toutes les quatre minutes. Il demande quelle politique d'ensemble le Gouvernement entend suivre pour arrêter cet exode de population si nuisible à l'économie générale de la France, et s'il ne lui semble pas qu'une solution valable et équitable consisterait à donner à ces départements l'impulsion économique accordée aux départements extra-métropolitains par les décrets du 24 avril 1959 et du 15 septembre 1959 [8 juillet 1960].

62. — M. André ARMENGAUD demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques comment il entend mettre un terme au déficit commercial de la France par rapport aux pays industriels, en matière de biens d'équipement et, plus particulièrement, s'il n'estime pas venu le moment de prendre des initiatives tendant au renforcement et au regroupement des moyens de recherche et de production français en ce domaine, ainsi que cela lui avait déjà été suggéré il y a dix-huit mois [20 juillet 1960] (p. 1027).

63. — M. Antoine COURRIÈRE demande à M. le ministre de l'agriculture quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer l'assainissement de la situation viticole, accorder aux viticulteurs un prix social pour leur vin et si, dans l'immédiat, il entend s'en tenir exactement aux dispositions du décret du 16 mai 1959 [25 juillet 1960] (p. 1146).

64 [6 octobre 1960] — M. CARCASSONNE demande à M. le ministre de l'intérieur les mesures urgentes qu'il compte prendre pour éviter la destruction totale par le feu de la forêt méridionale qui, malgré de nombreuses protestations auprès des pouvoirs publics, n'a pu obtenir à ce jour des moyens suffisants de protection.

65 [6 octobre 1960]. — M. TRON demande à M. le Premier ministre : 1° si le Gouvernement compte s'en tenir à une politique économique qui pèse de plus en plus lourdement sur les petits paysans, les salariés et les fonctionnaires ; 2° si le Gouvernement entend donner suite aux recommandations de l'O.E.C.E. qui constate que « les dépenses de consommation, qui constituent l'élément le plus important de la demande globale, ne se sont guère accrues en 1958 et en 1959, permettant ainsi d'affecter le progrès de la production au redressement des finances extérieures. En raison de la situation de ces dernières, la poursuite d'une politique aussi rigoureuse n'est plus nécessaire », et qui préconise de « donner une certaine impulsion à la consommation privée d'une part parce que le soutien de l'expansion risquerait autrement de devenir insuffisant, d'autre part parce que des tensions sociales de plus en plus difficiles à contenir pourraient s'affirmer » ; 3° si le Gouvernement est disposé à tenir ses engagements et à déposer un projet ramenant sans délai la surtaxe progressive à un rôle qui ne soit plus démesuré.

66 [6 octobre 1960]. — M. NAVEAU expose à M. le ministre de l'agriculture les conditions désastreuses dans lesquelles s'effectue actuellement le marché de la viande ; il lui signale qu'il apparaît nettement que chaque fois que les pouvoirs publics ont sollicité la paysannerie pour un accroissement de telle ou telle production, elle y a pourvu dans un temps record et que la production de viande de boucherie en est, en particulier, un nouvel exemple frappant ; que les prix d'objectif qui ont été fixés par le Gouvernement et promis aux producteurs sont loin d'être atteints ; qu'au lieu d'une parallèle qui devrait exister entre les prix à la production et les prix à la consommation, on constate une distorsion de plus en plus importante du fait de la baisse des prix à la production et de l'augmentation des prix de détail. Il lui demande de mettre tout en œuvre pour faire cesser ce scandale : 1° en favorisant autant qu'il se peut les exportations de viande bovine par l'utilisation des crédits provenant de la taxe de circulation des viandes, crédits qui, à l'origine, ont été créés à cet effet ; 2° en contrôlant sérieusement et en freinant énergiquement les marges excessives des intermédiaires ; 3° en obtenant du Gouvernement toutes les mesures indispensables pour accroître le pouvoir d'achat des travailleurs et rétablir le niveau antérieur de la consommation nationale.

67 [6 octobre 1960]. — M. VALLIN demande à M. le Premier ministre quelles sont les mesures d'urgence que le Gouvernement compte prendre pour venir en aide à toutes les victimes des inondations qui viennent de ravager de nombreux départements, ainsi qu'aux collectivités locales qui ont souffert de cette catastrophe.

Conformément au règlement, ces questions sont communiquées au Gouvernement et la fixation de la date de leur discussion aura lieu ultérieurement.

68 [11 novembre 1960]. — M. Roger LACHÈVRE expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que, lors des débats budgétaires de novembre-décembre 1959, il avait affirmé le souci du Gouvernement de déceler, au moyen d'un certain nombre d'enquêtes déjà ordonnées, les motifs d'une situation maritime particulièrement difficile pour le pavillon français et sa volonté d'y porter remède. Il lui demande s'il est en mesure de porter la conclusion de ces enquêtes à la connaissance du Parlement et de faire connaître les mesures envisagées, aucune d'entre elles n'apparaissant dans les documents budgétaires pour 1961.

69 [11 octobre 1960]. — M. Jacques HENRIET expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que la poliomyélite reste une maladie grave et plus particulièrement dans ses séquelles ; que le pays se doit d'en protéger ses enfants, d'autant plus que la vaccination est un moyen sûr et efficace ; que toutefois, pour diverses raisons, des familles rurales ou des familles ouvrières échappent trop aisément aux bienfaits de la vaccination anti-poliomyélique ; qu'il appartient au Gouvernement de l'imposer en la rendant obligatoire et gratuite, comme certaines autres vaccinations, pour tous les sujets de moins de vingt ans ; que, d'autre part, les séquelles de la poliomyélite sont affligeantes pour certaines familles qui ne bénéficient pas de ressources importantes et qui n'ont pas la possibilité d'envoyer, à grande distance, leurs enfants malades porteurs de séquelles, faire de la rééducation ; et il lui demande s'il ne conviendrait pas d'organiser au moins dans chaque région sanitaire un centre de rééducation qui pourrait petit à petit être transformé en centre de rééducation pour les mutilés du travail et les handicapés de toute nature.

70 [13 octobre 1960]. — M. Alex ROUBERT expose à M. le Premier ministre que le projet d'immersion des déchets de l'usine atomique de Marcoule dans la Méditerranée, entre la Corse et la Côte d'Azur, fait courir certains risques dont la simple éventualité peut causer les plus graves préjudices à une

région qui tire une part importante de ses ressources vitales du tourisme national et international ; il considère que les assurances données par la voie de la presse, comme celles qui ont été données par le commissariat à l'énergie atomique, ne sont pas suffisantes ; que d'ailleurs les thèses avancées par la voie officielle ont donné lieu de la part de personnalités compétentes à des critiques particulièrement pertinentes, ce qui laisse planer un doute ; et il demande que, tant qu'un doute sur l'efficacité des solutions envisagées subsistera, l'exécution du projet soit différée. — Réponse [3 novembre 1960] (p. 1432 et suiv.).

71 [13 octobre 1960]. — II. — M. Joseph RAYBAUD attire l'attention de M. le Premier ministre sur l'émotion qu'a suscitée dans les départements riverains de la Méditerranée le projet d'immersion des déchets de l'usine atomique de Marcoule dans les eaux situées entre la Corse et la Côte d'Azur. Malgré les assurances données par le commissariat à l'énergie atomique, cette opération, selon la thèse de certaines personnalités particulièrement compétentes, ne serait pas sans danger. D'autre part, la seule éventualité d'un risque à courir peut causer un grave préjudice à une région dont le tourisme est l'une des principales ressources. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne lui paraît pas sage de différer l'exécution de ce projet tant qu'il n'est pas reconnu d'une façon catégorique que la solution envisagée ne peut entraîner aucune conséquence fâcheuse. — Réponse [3 novembre 1960] (p. 1432 et suiv.).

72 [13 octobre 1960]. — M. Emile HUGUES expose à M. le Premier ministre qu'à la suite du projet d'immersion en Méditerranée, entre la Côte d'Azur et la Corse, de déchets de l'usine atomique de Marcoule, plusieurs personnalités scientifiques ont émis des doutes sur l'absence de danger de cette opération ; que la simple éventualité d'un risque est de nature à émouvoir les habitants des régions riveraines et à léser gravement les intérêts de ces régions, principalement touristiques ; et lui demande d'envisager d'autres solutions à l'évacuation de ces déchets que celle actuellement retenue. — Réponse [3 novembre 1960] (p. 1432 et suiv.).

73 [18 octobre 1960]. — M. Edouard BONNEFOUS expose à M. le Premier ministre qu'à la suite de sa question écrite n° 1228 du 13 octobre 1960, le haut commissaire à l'énergie atomique a fait connaître par voie de presse que des résidus atomiques ont été effectivement jetés dans certains fleuves français et, en particulier, dans la Seine et dans le Rhône. En conséquence, il lui demande : 1° à quelles dates ont été effectués les déversements, quelles quantités de déchets radio-actifs ont été au total immergées dans les divers cours d'eau, quelle a été la fréquence de ces dépôts et en quels endroits ils ont été faits ; 2° pourquoi ces opérations se sont déroulées dans le plus grand secret et sans que les autorités départementales aient été averties et quelles mesures de sécurité ont été prises notamment en ce qui concerne le transport de ces déchets entre les laboratoires et les fleuves. — Réponse [3 novembre 1960] (p. 1432 et suiv.).

74 [25 octobre 1960]. — M. Michel KAUFFMANN expose à M. le ministre de l'agriculture que les producteurs de houblon français ont été stupéfaits et aussi très indignés par l'avis aux importateurs de produits originaires et en provenance de Yougoslavie, paru au *Journal officiel* du 12 octobre 1960. Cet avis précise que les licences d'importation pour les houblons de ce pays pourront être délivrées automatiquement et sans limitation de quantité, ce qui est d'autant plus stupéfiant que cette mesure intervient à la suite du retrait de libération du houblon pour les pays de l'O. E. C. E. et de l'octroi de l'aide à son exportation, à la suite de l'effondrement des cours qui, déjà en 1959, n'avaient atteint à la production que le tiers environ du prix de revient. Il lui demande de bien vouloir provoquer une enquête pour déterminer les responsabilités dans cette mesure qui constitue une discrimination à la fois à l'égard des pays de l'O. E. C. E. et de nos partenaires du Marché commun, de préciser les initiatives ou les raisons qui ont abouti à la publication de l'avis du 12 octobre, et enfin quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder les intérêts élémentaires des producteurs de houblon français.

75 [25 octobre 1960]. — M. Jean DEGUISE demande à M. le ministre de l'agriculture de lui indiquer les mesures d'ordre réglementaire qui ont été prises, ou sont sur le point de l'être, pour mettre en œuvre les différents articles contenus dans la loi d'orientation agricole parue au *Journal officiel* du 7 août 1960.

76 [25 octobre 1960]. — M. Jean DEGUISE, ayant constaté que par un artifice de procédure, et malgré la volonté du Sénat quatre fois exprimée, le Gouvernement a écarté la création d'un institut paritaire d'économie rurale, destiné à établir des références agricoles exactes, demande à M. le ministre de l'agriculture par quels moyens pratiques il entend dégager des références

valables, et les précautions qu'il entend prendre pour qu'elles ne soient contestées, ni par la profession agricole, ni par les pouvoirs publics. Notamment, il insiste pour savoir la façon dont sera calculée la rémunération du travail et du capital en agriculture.

77 [26 novembre 1960]. — M. PISANI demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui indiquer où en sont les études qu'il a entreprises sur la réforme administrative et lui demande en particulier la place réciproque qu'occupent, dans ses conceptions, administration générale et administration technique, collectivités locales et services d'Etat.

78 [26 novembre 1960]. — M. DESACHÉ expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, si l'on se réfère aux informations parues ces derniers mois, tant dans la presse française que dans la presse étrangère, certains de nos partenaires du Marché commun sont l'objet de pressions sérieuses de la part de pays de la zone de libre-échange en vue de se soustraire, en ce qui concerne les produits agricoles, aux obligations résultant du traité de Rome. Il attire son attention sur le fait que, si, dans le domaine agricole, nos partenaires du Marché commun font jouer les dispositions du traité à sens unique, c'est-à-dire dans le sens qui nous est défavorable, la libération des échanges, aussi bien agricoles qu'industriels, ne peut qu'être dangereuse pour nous. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour obtenir, en la matière, une stricte application des traités.

79 [1<sup>er</sup> décembre 1960]. — M. André CORNU demande à M. le Premier ministre, en raison de la suspension pendant trois mois des travaux parlementaires, de bien vouloir fournir au Sénat, avant le 16 décembre 1960, les explications qui s'imposent à la veille du référendum prévu pour le 8 janvier.

## R

**RADIOACTIVITE, voy. : DÉCHETS RADIO ACTIFS.**

**RADIO-TELEVISION, voy. : QUESTIONS ORALES, 191, 214, 224.**

**RAMASSAGE SCOLAIRE, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 13.**

**RAPPROCHEMENT FRANCO-VIETNAMIEN, voy. : VIET-NAM.**

**REBOISEMENT, voy. : FONDS FORESTIER NATIONAL.**

**RECLASSEMENT DES CADRES AGES, voy. : QUESTION ORALE, 206.**

**RECLASSEMENT DES TRAVAILLEURS HANDICAPES, voy. : TRAVAILLEURS HANDICAPÉS.**

**RECOLTE DE BLE, voy. : PRIX DU BLÉ.**

**RECONVERSION PROFESSIONNELLE DES FRANÇAIS RAPATRIÉS**

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter la reconversion professionnelle des Français rapatriés (Extrême-Orient, Proche-Orient, Tunisie, Maroc, etc.) en leur octroyant le bénéfice des dispositions sur le reclassement des handicapés physiques et l'emploi obligatoire des mutilés de guerre [20 juillet 1960] (I., n° 292). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

**REDEVANCES COMMUNALES ET DEPARTEMENTALES DES MINES SUR LE CHARBON**

Proposition de loi, présentée par M. Adolphe DUTOIT et plusieurs de ses collègues tendant à doubler pour l'année 1960 les taux de redevances communales et départementales des mines sur le charbon, fixés par l'article 25 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953, et à substituer auxdites redevances un impôt *ad valorem* à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1961 [26 avril 1960] (I., n° 153). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

## REDEVANCE D'EQUIPEMENT

Projet de loi instituant une redevance d'équipement [12 novembre 1959] (I., n° 34). — Renvoi à la commission spéciale. — Rapport par M. Adolphe Chauvin [29 juin 1960] (I., n° 228). — **Discussion générale** [8 juillet 1960] (p. 805) : MM. Michel Debré, Premier ministre ; Adolphe Chauvin, rapporteur de la commission spéciale ; Léon-Jean Grégory, Georges Marrane, Jacques Marette, Michel Kistler, Waldeck L'Huillier, Pierre Sudreau, ministre de la construction. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 810) : amendements de M. Adolphe Chauvin et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani, Guy Petit, Emile Hugues, Léon-Jean Grégory ; adoption de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 813) : amendements de M. Adolphe Chauvin et du Gouvernement : MM. Edgard Pisani, le rapporteur, le ministre, Emile Hugues, Guy Petit ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 *bis* : (amendement de M. Adolphe Chauvin) (p. 815) : MM. le rapporteur, le ministre, Guy Petit ; adoption de l'article. — Art. 2 *ter* : (amendement de M. Adolphe Chauvin) (p. 816) : MM. le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani ; adoption de l'article. — Art. 3, 4, 5 et 6 (p. 816) : amendements de M. Adolphe Chauvin ; adoption ; suppression des articles. — Art. 7 (p. 816) : amendements de M. Adolphe Chauvin et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani ; adoption de l'amendement modifié du Gouvernement ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 : adoption (p. 817). — Art. 9 (p. 817) : amendement de M. Adolphe Chauvin : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 10 (p. 817) : amendements de M. Adolphe Chauvin et du Gouvernement : M. le rapporteur ; adoption de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'article modifié. — Art. 11 (p. 817) : amendements de M. Adolphe Chauvin et de M. Léon Jozeau-Marigné : MM. le rapporteur, Jacques Delalande, le ministre, Jacques Marette, Georges Marrane ; rejet de l'amendement de M. Léon Jozeau-Marigné ; adoption de l'amendement modifié de M. Adolphe Chauvin ; adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble : MM. Edgard Pisani, Pierre Garet, président de la commission spéciale, Georges Marrane, le ministre. — Adoption du projet de loi.

Adopté avec modification par l'Assemblée nationale.

**Transmis au Sénat** le 14 décembre 1960 (n° 119). — Renvoyé à la commission spéciale.

**REFORME ADMINISTRATIVE, voy. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, 77.**

**REFORME DU CODE CIVIL, voy. : QUESTIONS ORALES, 236.**

**REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS, voy. : QUESTION ORALE, n° 169.**

## REGIMES MATRIMONIAUX

Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux.

Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale.

**Transmis au Sénat** le 15 décembre 1960 (n° 125). — Renvoyé à la commission des lois.

## REGION DE PARIS

Propositions de loi présentées par : 1° MM. Bernard LAFAY, Edmond BARRACHIN, Edouard BONNEFOUS, André BOUTEMY, Julien BRUNHES, Etienne DALLY, Charles FRUH, Maurice LALLOY et Jean-Louis VIGIER, tendant à l'abrogation de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation du district de la région de Paris [6 mai 1959] (n° 25) ; 2° MM. Waldeck L'HUILLIER, Jacques DUCLOS, Georges MARRANE, Raymond GUYOT, Camille VALLIN, Mme Renée DERVAUX, M. Louis NAMY et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à l'abrogation de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 tendant à instituer des districts urbains dans les grandes agglomérations et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [27 mai 1959] (n° 57) ; 3° MM. Maurice COUTROT, Georges DARDEL, Pierre MÉTAYER et des membres du groupe socialiste, tendant à reporter, à une date ultérieure, l'application de certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959 instituant des districts urbains dans les grandes agglomérations, et de l'ordonnance n° 59-272 du 4 février 1959 relative à l'organisation de la région de Paris [2 juin 1959] (n° 63). — Renvoi à la commission des lois. — Rapport commun par M. André Fosset [8 octobre 1959] (n° 1). — Avis de la commission des affaires économiques et du plan (M. Maurice

Coutrot) [3 mai 1960] (n° 161). — **Discussion générale.** — *Sont entendus* : les rapporteurs, MM. Bernard Chochoy, Pierre Chatelet, ministre de l'intérieur, Bernard Lafay, Waldeck L'Huillier, Pierre Métayer, Adolphe Chauvin, Etienne Dailly.

**REGION PARISIENNE, VOY. : LOCAUX.**

**REGLEMENT DU SENAT, VOY. : SÉNAT.**

**REMBOURSEMENT DES DEPENSES MEDICALES, VOY. : QUESTION ORALE, n° 149.**

**REMEMBREMENT DES PROPRIETES RURALES.**

Projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements.

Adopté par l'Assemblée nationale le 19 mai 1960 (I., 562, 597, 640).

Transmis au Sénat le 23 mai 1960 (I., n° 177). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapport par M. du Halgouet [21 juin 1960] (n° 203). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [8 juin 1960]. — Rapport de M. Marcel Molle. — **Discussion** [29 juin 1960].

*Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Roger du Halgouet, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 600 à 602) ; Adolphe Dutoit (p. 602, 603) ; Martial Brousse (p. 603, 604) ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture (p. 604). — *Discussion des articles.* — Suspension et reprise de la séance : M. Etienne Restat, vice-président de la commission des affaires économiques et du plan (p. 604). — Art. A (p. 605) : Amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Jean Bardol : MM. Jean Bardol, le rapporteur, le ministre ; rejet ; suppression de l'article. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 605) : Amendement de M. Jean Bardol : MM. Jean Bardol, le rapporteur, le ministre, Léon David ; rejet. — Amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 1<sup>er bis</sup> : amendement de M. Roger du Halgouet (p. 606) : MM. le rapporteur, Michel Kauffmann, Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois, le ministre, Hector Dubois, Abel-Durand, Jean Bardol ; adoption de l'article. — Art. 1<sup>er ter</sup> : amendement de M. Maurice Lalloy (p. 607) : MM. Maurice Lalloy, le rapporteur, le ministre, Charles Suran, le vice-président de la commission, Paul Pelleray, Emile Durieux, André Méric, Jean Noury. — Renvoi de la suite de la discussion (p. 509) ; MM. Etienne Dailly, le président, Antoine Courrière, Jean Bardol, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. — Art. 1<sup>er ter</sup> : amendement de M. Maurice Lalloy, suite (p. 614) : MM. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Maurice Lalloy, Joseph Beaujannot, le ministre, Antoine Courrière, Léon David, Michel Kauffmann, Roger du Halgouet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; adoption de l'article. — Art. 2 : adoption (p. 616). — Art. 2 bis : amendement de M. Roger du Halgouet (p. 616) : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 3 (p. 616) : Amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois ; le ministre, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 bis (p. 616) : Amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 4 (p. 616) : Amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 (p. 617) : Amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 6 : adoption (p. 617). — Art. 6 bis (p. 617). — Amendement de M. Robert Soudant : MM. Robert Soudant, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendements de M. Roger du Halgouet et de M. Robert Soudant : MM. le rapporteur, le ministre, Robert Soudant ; adoption, modifiés ; adoption de l'article modifié. — Art. 7 : adoption (p. 619). — Art. 8 (p. 619) : Amendements de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 bis (p. 620) : Amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, Marc Pauzet, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 ter (p. 620) : Amendements de M. Roger du Halgouet et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 8 quater (p. 621) : Amendements de M. Roger du Halgouet et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 8 quinquies (p. 621) : amendements de M. Roger du Halgouet et de M. Marcel Molle ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 8 sexies : adoption (p. 622). — Art. 9 (p. 622) : Amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le

rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Léon David : MM. Léon David, le ministre ; retrait. — Amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, Antoine Courrière, le ministre ; adoption. — Amendement de Mme Suzanne Crémieux : MM. Antoine Courrière, Pierre de La Gontrie, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de Mme Suzanne Crémieux : MM. le rapporteur, le ministre, Antoine Courrière, le président de la commission. — Amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre, Antoine Courrière ; adoption. — Amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur ; rejet. — Amendements de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Marcel Molle ; MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre, adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 10 : adoption (p. 625) ; Art. 12 (p. 625) : amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 13 : adoption (p. 625). — Art. 13 bis : amendement de M. Roger du Halgouet (p. 625) : MM. le rapporteur, le ministre, le président de la commission ; rejet de l'article. — Art. 14 (p. 626) : MM. Emile Durieux, le ministre adoption de l'article. Art. 15 (p. 626) : amendement de M. Marcel Molle. — MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre, Marcel Molle ; adoption. — Amendement de M. Robert Soudant : MM. Robert Soudant, le rapporteur, Marcel Molle, Emile Durieux, Charles Durand, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Suspension et reprise de la séance ; présidence de M. Gaston Monnerville : MM. Etienne Dailly, Raymond Brun, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; le président. — Art. 16 (p. 629) : Amendement de M. Roger du Halgouet : MM. Roger du Halgouet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 17 (p. 629) : amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre, Louis Courroy ; adoption ; suppression de l'article. — Adoption du projet de loi.

**Deuxième transmission au Sénat** [8 juillet 1960] (I., n° 263). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. du Halgouet [12 juillet 1960] (n° 269). — **Discussion générale** [8 juillet 1960] (p. 928). — *Sont entendus* : MM. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; Roger du Halgouet, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Georges Boulanger, rapporteur pour avis de la commission des lois. — *Discussion des articles.* — Art. 1<sup>er bis</sup>, 1<sup>er ter</sup>, 3 bis et 4 ; adoption. — Art. 5 : MM. le rapporteur, le président ; adoption de l'article. — Art. 6 bis et 8 bis : adoption (p. 929). — Art. 8 ter : amendements de M. Roger du Halgouet et de M. Marcel Molle. — MM. le rapporteur, Georges Boulanger, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 8 quater (p. 930) : amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 quinquies : amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, Georges Boulanger, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 9 : amendements de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 15 (p. 931) : amendement de M. Joseph Yvon : MM. Joseph Yvon, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Robert Soudant : MM. Robert Soudant, le rapporteur, Yvon Coudé du Foresto, le ministre, Pierre Marcilhacy ; adoption. — Amendement de M. Etienne Restat : MM. Etienne Restat, le rapporteur, le ministre, Pierre Marcilhacy ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 16 (p. 933) : amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 17 : amendement de M. Roger du Halgouet : MM. le rapporteur, le ministre, Georges Boulanger, Martial Brousse, Etienne Restat, Michel de Pontbriand ; adoption ; suppression de l'article. — M. Pierre Marcilhacy. — Adoption du projet de loi.

**Troisième transmission au Sénat** [22 juillet 1960] (I., n° 321). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. du Halgouet [22 juillet 1960] (I., n° 322). — **Discussion en troisième lecture** [23 juillet 1960] (p. 1124). — **Discussion générale** : M. Roger du Halgouet, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1124). — Art. 8 ter (p. 1124) : M. le rapporteur ; adoption de l'article. — Art. 9 (p. 1124) : M. le rapporteur ; adoption de l'article. — Art. 17 (p. 1124) : MM. le rapporteur, Michel de Pontbriand, Henri Rochereau, ministre de l'agriculture ; adoption de l'article. — Adoption du projet de loi.

**RENOVATION FONCIERE, VOY. : EXPANSION AGRICOLE.**

**REPRESSION DES INFRACTIONS, VOY. : CODE DE L'URBANISME.**

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, voy. : ACCORDS PARTICULIERS.**

**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, REPUBLIQUE DU CONGO, REPUBLIQUE DU TCHAD (Accords entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements respectifs).**

Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 12 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements respectifs de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République du Tchad, d'autre part.

Adopté par l'Assemblée nationale le 20 juillet 1960 (nos 787, 802 et 159).

Transmis au Sénat le 21 juillet 1960 (I., n° 299). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [21 juillet 1960] (I., n° 302). — Discussion [22 juillet 1960] (p. 1072). — Discussion générale commune : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté; André Fosset, rapporteur de la commission des lois; Louis Namy, Pierre Marclhacy. — Discussion des articles (p. 1075). — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 3. — Adoption du projet de loi.

**REPUBLIQUE DE LA COTE-D'IVOIRE, REPUBLIQUE DU DAHOMEY, REPUBLIQUE DU NIGER, REPUBLIQUE DE LA HAUTE-VOLTA (Accords entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements respectifs).**

Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 11 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et les Gouvernements respectifs de la République de la Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey, de la République du Niger, de la République de la Haute-Volta, d'autre part.

Adopté par l'Assemblée nationale le 20 juillet 1960 (nos 789, 804 et 161).

Transmis au Sénat le 21 juillet 1960 (I., n° 298). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [21 juillet 1960] (I., n° 301). — Discussion [22 juillet 1960] (p. 1072). — Discussion générale commune : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté; André Fosset, rapporteur de la commission des lois; Louis Namy, Pierre Marclhacy. — Discussion des articles (p. 1076). — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 4. — Adoption du projet de loi.

**REPUBLIQUE GABONAISE (Accords entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la).**

Projet de loi portant approbation des accords particuliers signés le 15 juillet 1960 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise.

Adopté par l'Assemblée nationale le 20 juillet 1960 (nos 788, 803 et 160).

Transmis au Sénat le 21 juillet 1960 (I., n° 300). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [21 juillet 1960] (I., n° 303). — Discussion [22 juillet 1960] (p. 1072). — Discussion générale commune : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté; André Fosset, rapporteur de la commission des lois; Louis Namy, Pierre Marclhacy. — Discussion de l'article unique (p. 1076). — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**RESEAUX DE SOUTIEN DU F. L. N. EN METROPOLE, voy. : QUESTION ORALE, n° 140.**

**RESPONSABILITE DU TRANSPORTEUR**

Proposition de loi, présentée par M. Jaul-Jacques KALB, sur la responsabilité du transporteur en cas de transport terrestre [23 novembre 1960] (I., n° 55). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Retirée [6 décembre 1960] (p. 2206).

**RESSORTISSANTS FRANÇAIS EN GUINEE (Protection des), voy. : QUESTION ORALE, n° 160.**

**RETRAITES**

Agents auxiliaires des communes, voy. : QUESTIONS ORALES, 209.

**RETRAITES PROFESSIONNELLES**

Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale le 21 juin 1960 (n° 115) relative à la coordination des régimes de retraites professionnelles [22 juin 1960] (n° 208). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 juillet 1960].

**REVISION DE LA CONSTITUTION**

Proposition de loi constitutionnelle, présentée par M. Pierre MARCILHACY, portant révision de la Constitution [12 mai 1960] (n° 166). — Renvoi à la commission des lois.

**RICIN**

Projet de loi portant ratification du décret n° 59-1495 du 28 décembre 1959 suspendant provisoirement la perception des droits de douane d'importation applicables aux graines de ricin et réduisant provisoirement le taux de perception du droit de douane d'importation sur les huiles de ricin brutes ou épurées.

Adopté par l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> juillet 1960 (504, 697).

Transmis au Sénat le 6 juillet 1960 (I., n° 247, 1959-1960). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Desseigne [19 octobre 1960] (I., n° 13). — Discussion générale [3 novembre 1960] (p. 1417) : M. Henri Desseigne, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**S**

**SALAIRES, voy. : TRAITEMENTS.**

**SALARIES, Outre-Mer, voy. : ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE.**

**SANTE, voy. : ORGANISATION MONDIALE.**

**SECHERESSE, voy. : IMPOTS DIRECTS.**

**SECURITE SOCIALE**

Proposition de loi organique présentée par M. Bernard LAFAY tendant à préciser, dans le cadre de l'article 34 de la Constitution, que les rapports entre la sécurité sociale et le corps médical relèvent du domaine de la loi [17 mai 1960] (n° 170). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot.

Voy. : QUESTION ORALE, n° 167.

**SENAT**

I. — Projet de loi organique présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ETAT, modifiant, en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, l'ordonnance n° 59-259 du 4 février 1959 complétant et modifiant l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [23 novembre 1960] (I., n° 58). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

II. — Proposition de loi organique présentée par MM. Jean BERTAUD et Raymond PINCHARD, tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958, portant loi organique, relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [16 décembre 1960] (I., n° 133). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

III. — Proposition de résolution, présentée par M. André MERIC, tendant à compléter l'article 39 du règlement du Sénat [19 mai 1960] (n° 171). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot.

IV. — Proposition de résolution : 1° de MM. Jean Bertaud, Antoine Courrière, Pierre de La Gontrie, Georges Marrane, Max Monichon, Raymond Pinchard et Alain Poher tendant à modifier les articles 9 et 12 du règlement du Sénat; 2° de MM. André Méric, Antoine Courrière, Jean Nayrou, Marcel Champeix et

des membres du groupe socialiste et apparentés : a) **Tendant à compléter l'article 39 du règlement du Sénat** ; b) **tendant à modifier certains articles du règlement du Sénat** [19 mai 1960] (I., n° 171). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Marcel Prélot [6 juillet 1960] (I., n° 251). — **Discussion générale** [27 octobre 1960] : MM. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois ; Louis Namy, Pierre Marcihacy, le président, Jean Nayrou, Auguste Pinton (p. 1383). — Art. 1<sup>er</sup> à 4 : adoption (p. 1385). — Art. 5 (p. 1386) : amendement de M. Jean Bertaud. — MM. Jean Bertaud, le rapporteur, le président, Antoine Courrière (rejet) ; adoption de l'article. — Art. 6 à 12 : adoption (p. 1388). — Adoption de l'ensemble de la résolution. — Modification de l'intitulé.

## SENATEURS

Projet de loi, présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ÉTAT, modifiant, en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959, relative à l'élection des sénateurs [25 novembre 1960] (I., n° 64). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

## SENATEURS (Décès).

Eloge funèbre de M. René SCHWARTZ, sénateur de la Moselle, décédé le 9 mai 1960, prononcé par M. Geoffroy de Montalembert, vice-président, auquel s'associe M. Edmond Michelet, garde des sceaux, au nom du Gouvernement [7 mai 1960] (p. 226).

**SEPARATION DES POUVOIRS LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 107.

## SERVICES CIVILS EN ALGERIE

I. — **Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1960 et des voies et moyens qui leur sont applicables.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juillet 1960. (N°s 714, 775 et 152).

Transmis au Sénat le 19 juillet 1960 (n° 286). — Renvoyé à la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. René Montaldo [21 juillet 1960] (I., n° 309). — **Discussion générale** [25 juin 1960] : M. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; René Montaldo, rapporteur de la commission des finances (p. 1133). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1134) : M. Louis Namy ; adoption de l'article. — Art. 2 à 6 : adoption (p. 1134). — Adoption du projet de loi, au scrutin public.

II. — **Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1960 et des voies et moyens qui leur sont applicables.**

Adopté par l'Assemblée nationale.

Transmis au Sénat le 7 décembre 1960 (n° 93). — Renvoyé à la commission des finances. — Rapport de M. René Montaldo [13 décembre 1960] (n° 104). — **Discussion générale** [13 décembre 1960] (p. 2346) : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances. — Art. 1<sup>er</sup> à 8 : adoption (p. 2347). — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2349).

III. — **Projet de loi portant fixation des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1961 et des voies et moyens qui leur sont applicables.**

Adopté par l'Assemblée nationale le 12 novembre 1960 (I. n°s 868, 937, 933 et 939).

Transmis au Sénat le 15 novembre 1960 (I., n° 43). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. René Montaldo [17 novembre 1960] (n° 50). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Laurent Schiaffino [22 novembre 1960] (n° 53). — Discussion du projet de loi [25 novembre 1960]. — Discussion générale (p. 1950 à 1957) : MM. Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes ; René Montaldo, rapporteur de la commission des finances ; Laurent Schiaffino, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Waldeck L'Huillier, André Plait, Gabriel Burgat, Abdelkrim Sadi, Jacques Henriët. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1957) : M. le rapporteur ; l'article est réservé. — Art. additionnel 1<sup>er</sup> A (amendement du Gouvernement) (p. 1957) : MM. Valéry Giscard

d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Laurent Schiaffino, le rapporteur, Antoine Courrière ; adoption de l'article. — Art. additionnel 1<sup>er</sup> B (amendement de M. Laurent Schiaffino) (p. 1958) : MM. Laurent Schiaffino, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Antoine Courrière ; adoption de l'article. — Art. additionnel 1<sup>er</sup> C (amendement de M. René Montaldo : M. le rapporteur ; retrait de l'article. — Art. 1<sup>er</sup> (réservé) (p. 1958) : amendement de M. Laurent Schiaffino. — M. Laurent Schiaffino (retrait) ; adoption de l'article. — Art. 2 et 3 : adoption (p. 1959). — Art. 4 (p. 1959) : M. René Enjalbert ; adoption de l'article. — Art. 5 à 23 : adoption (p. 1964 à 1967). — Renvoi de la suite de la discussion : M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances. — Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi (p. 2141) [29 novembre 1960]. — Sur l'ensemble : MM. Roger Marcellin, Salah Benacer. — Adoption du projet de loi, au scrutin public.

**SERVICES DE CONDITIONNEMENT DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**, voy. : QUESTION ORALE, n° 183.

**SERVICE DES INSTRUMENTS DE MESURE (situation matérielle de personnel)**, voy. : QUESTION ORALE, n° 106.

## SIDERURGIE

Voy. : QUESTIONS ORALES, 247.

Voy. : DROITS DE DOUANE.

## SINISTRES

Agricoles, voy. : QUESTIONS ORALES, 216, 227, 241.

Victimes des inondations, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 67.

## SOUS-LOCATIONS

Proposition de loi, présentée par M. Roger CARCASSONNE, tendant à modifier l'ordonnance n° 59-239 du 4 février 1959 sur la notification des sous-locations [10 mai 1960] (I., n° 165). — Renvoi à la commission de législation. — Rapport par M. Jean Geoffroy [16 juin 1960] (I., n° 201). — **Discussion générale** [23 juillet 1960] : MM. Jacques Delalande, rapporteur de la commission des lois ; Léon Messaud, Roger Carcassonne (p. 1125). — Adoption de l'article unique et de la proposition de loi.

**STATIONNEMENT DES VEHICULES**, voy. : QUESTIONS ORALES, 231.

**STATUT CIVIL DE DROIT COMMUN**, voy. : TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

**STATUT DE FERMAGE**, voy. : QUESTIONS ORALES, 260.

**SUBVENTIONS AGRICOLES**, voy. : QUESTION ORALE, n° 143.

**SUBVENTIONS POUR TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**, voy. : ADDUCTION D'EAU.

**SUICIDES D'ENFANTS (interdiction de publicité)**, voy. : QUESTION ORALE, n° 105.

## SUPPLEMENT FAMILIAL

Pour enfants à charge, voy. : QUESTIONS ORALES, 267.

## SURIS

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD et plusieurs de ses collègues, tendant à maintenir en sursis d'étude ou d'apprentissage jusqu'à vingt-cinq ans les jeunes doubles nationaux qui ont choisi d'effectuer leur service militaire en France [15 novembre 1960] (I., n° 47).

## SUSPENSION DE DROITS DE DOUANE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-373 du 6 mars 1959 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation sur certains légumes secs [23 juin 1960] (n° 212). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

## T

**TARIF, voy. : DROITS DE DOUANE D'IMPORTATION.**

**TAUX**

Caisses d'épargne, voy. : QUESTIONS ORALES, 254, 256 et 258.

Allocations familiales, voy. : QUESTIONS ORALES, 266.

Taux d'intérêt usuraire, voy. : QUESTIONS ORALES, 255.

**TCHAD, voy. : ACCORDS PARTICULIERS.**

**TELEVISION**

Propagande en faveur des boissons nationales, voy. : QUESTIONS ORALES, 224.

**TERRAINS DOMANIAUX DE LA MARTA (Cession de).**

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, le 7 juin 1960 (n°s 510, 641 et 108), tendant à la cession à la commune de la Brigue (Alpes-Maritimes) des terrains domaniaux de la Marta [9 juin 1960] (I., n° 186). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Emile Hugues [6 juillet 1960] (I., n° 252). — **Discussion générale** [21 juillet 1960] (p. 1062) : M. Emile Hugues, rapporteur de la commission des lois. — *Discussion de l'article* (p. 1062). — Adoption de l'article unique et de la proposition de loi.

**TERRITOIRES D'OUTRE-MER (Code civil, statut civil de droit commun).**

Projet de loi, présenté au nom de M. Michel DEBRÉ, PREMIER MINISTRE, par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ETAT, et M. Edmond MICHELET, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, portant extension aux territoires d'outre-mer de diverses ordonnances ayant modifié des articles du code civil ou des lois intéressant le statut civil de droit commun [7 juin 1960] (I., n° 174). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Paul-Jacques Kalb [6 juillet 1960] (I., n° 250). — **Discussion générale** [21 juillet 1960] (p. 1062) : M. Paul-Jacques Kalb, rapporteur de la commission des lois. — *Discussion de l'article* (p. 1062). — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**TERRORISME EN METROPOLE, voy. : QUESTION ORALE, n°s 111, 138 et 140.**

**TITRE XII DE LA CONSTITUTION**

Projet de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du titre XII de la Constitution.

Adopté par l'Assemblée nationale le 11 mai 1960 (n°s 603, 627 et 103).

Transmis au Sénat le 12 mai 1960 (n° 167). — Renvoyé à la commission des lois. — Rapport par M. Pierre Marcihacy [17 mai 1960] n° 168. — **Discussion** [17 mai 1960] (p. 210). — M. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice. — *Discussion générale* : MM. Jean Foyer, secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats de la Communauté ; Pierre Marcihacy, rapporteur de la commission des lois. — Motion préjudicielle de M. Antoine Courrière (p. 215) : MM. Antoine Courrière, le rapporteur, Michel Debré, Premier ministre ; Edgar Faure, Pierre de La Gontrie ; rejet, au scrutin public. — **Renvoi à la suite de la discussion** : M. le Premier ministre. — *Suite de la discussion générale* [18 mai 1960] (p. 227) : MM. Edouard Bonnefous, Jean Lecanuet, Emile Hugues, Raymond Guyot, Henri Lafleur, Paul-Jacques Kalb, Jean Périquier, Edgar Faure, Pierre Marcihacy, rapporteur de la commission des lois ; p. 240 : MM. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois ; le président, Jean Foyer, secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats de la Communauté ; Abel-Durand, Jacques Descours Desacres, François-Schleiter, Antoine Courrière, Jean Foyer, secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats de la Communauté, Michel Debré, Premier ministre. — Article unique (p. 244) : amendement de M. Pierre Marcihacy : MM. Pierre Marcihacy, rapporteur de la commission des lois ; le Premier ministre. — Amendement de

M. Waldeck L'Huilier : MM. Waldeck L'Huilier, Raymond Pinchard, Pierre de La Gontrie. — Vote sur le texte adopté par l'Assemblée nationale : MM. Léon Motais de Narbonne, Abel-Durand ; adoption, au scrutin public. — Adoption du projet de loi constitutionnelle.

**TITULARISATION**

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, MINISTRE DES ARMÉES, concernant la titularisation d'agents sur contrat de l'ordre administratif du ministère des armées [18 octobre 1960] (I., n° 5). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Youssef Achour [8 décembre 1960] (I., n° 97). — **Discussion générale** [15 décembre 1960] (p. 2401) : MM. Paul Bacon, ministre du travail ; Youssef Achour, rapporteur de la commission des lois. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 du projet de loi.

**TOLES, voy. : DROITS DE DOUANE.**

**TONKIN**

Transfert des cimetières français, voy. : QUESTIONS ORALES, 196.

**TOULOUSE**

Entrepôt de l'armée de l'air n° 608, voy. : QUESTIONS ORALES, 252.

**TRAITE DE COMMERCE ENTRE LA FRANCE ET L'EQUATEUR**

Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de commerce signé à Quito le 20 mars 1959 entre la France et l'Equateur.

Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (I. n° 273, 685).

Transmis au Sénat le 5 juillet 1960 (I., n° 237). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [8 novembre 1960] (n° 32). — Avis de la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des forces armées : M. Jean-Louis Tinaud, rapporteur [15 novembre 1960] (n° 45). — **Discussion générale** [6 décembre 1960] : M. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques (p. 2220). — Adoption de l'article unique du projet de loi.

**TRAITE DES ETRES HUMAINS ET PROSTITUTION**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 décembre 1949.

Adopté par l'Assemblée nationale le 28 juin 1960 (I. 678, 715).

Transmis au Sénat le 30 juin 1960 (I., n° 235). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Paul-Jacques Kalb [13 juillet 1960] (I., n° 272). — **Discussion générale** [21 juillet 1960] (p. 1059) : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Paul-Jacques Kalb, rapporteur de la commission des lois ; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. — *Discussion de l'article unique*. — Article unique (p. 1062) : MM. Pierre Marcihacy, Lucien Grand, le ministre, Georges Marrane. — Adoption de l'article et du projet de loi.

**TRAITEMENTS, voy. : QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 48.**

**TRANSFERT**

Cimetières français du Tonkin, voy. : QUESTIONS ORALES, 196.

**TRANSPORTEURS, voy. : QUESTIONS ORALES, 237.**

**TRANSPORTS PARISIENS (sanction contre des agents), voy. : QUESTIONS ORALES, n° 165 et 169.**

**TRANSPORT TERRESTRE, voy. : RESPONSABILITÉ DU TRANSPORTEUR.**



**TRAVAILLEURS HANDICAPES** (reclassement)

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale le 21 juin 1960 (n° 114) tendant à harmoniser l'application des lois n° 57-1223 du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs handicapés et du 26 avril 1924 modifiée, relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre [23 juin 1960] (n° 213). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

Rapport par M. Léon Messaud [13 juin 1960] (I, n° 277). — **Discussion générale** [27 octobre 1960] MM. Pierre Sudreau, ministre de la construction; Léon Messaud, rapporteur de la commission des affaires sociales; Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants et victimes de guerre (p. 1389). — Art. 2 (p. 1393): amendement de M. Jacques Delalande. — MM. Jacques Delalande, le rapporteur, le ministre des anciens combattants. — Adoption, modifié; adoption de l'article modifié. — Art. 3: adoption (p. 1394). — Art. 4 (p. 1394): amendement de M. Jacques Delalande. — MM. Jacques Delalande, le ministre de la construction, le rapporteur (retrait); adoption de l'article. — Art. 5: adoption (p. 1395). — Sur l'ensemble: Mme Renée Dervaux. — Adoption du projet de loi.

**TRAVAUX DU SENAT**

Lettre de M. le PREMIER MINISTRE pour demander des modifications de l'ordre du jour [19 juillet 1960] (p. 953).

**TRAVERTINS**, voy.: DROITS DE DOUANE.

**U**

**UNIVERSITE DE HUMBOLT**, voy.: QUESTIONS ORALES, 261.

**USINE DE CELLULOSE DE SAINT-GAUDENS** (émanations), voy.: QUESTION ORALE, n° 137 [17 mai 1960] (p. 208).

**USURE**

Taux usuraires, voy.: QUESTIONS ORALES, 255.

**V**

**VEUVES DE SALARIES**, voy.: QUESTION ORALE, n° 124.

**VIANDE**, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 66.

**VICTIMES DES INONDATIONS**, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 67.

**VIETNAM**, voy.: QUESTION ORALE, n° 103.

**VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES**, voy.: ALLOCATIONS.

**VIN**, voy.: QUESTIONS ORALES, n° 154 et 225.

**VINS DU HORS-QUANTUM**, voy.: QUESTION ORALE, n° 162.

**VITICULTEURS SINISTRES**, voy.: VITICULTURE.

**VITICULTURE**, voy.: QUESTIONS ORALES, n°s 135, 144, 151, 168.

**W****WALLIS ET FUTUNA**

Projet de loi, présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ETAT, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer [13 décembre 1960] (I, n° 103). — Renvoi à la commission des lois.

# TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS

## BUREAU DU SENAT

### BUREAU D'AGE

(4 octobre 1960.)

PRÉSIDENT D'AGE	SECRÉTAIRES D'AGE
M. Marius MOUTET.	MM. André CHAZALON. Claude DUMONT. Jean BARDOL. JEAN LECANUET. François DE NICOLAY. Ahmed ABDALLAH.

### BUREAU DEFINITIF DU SENAT

(4 octobre - 31 décembre 1960.)

PRÉSIDENT	VICE-PRÉSIDENTS	SECRÉTAIRES	QUESTEURS
M. Gaston MONNERVILLE.	MM. Georges PORTMANN. Geoffroy DE MONTALEM- BERT. André MERIC. Mme Marie-Hélène CARDOT.	MM. Charles DURAND. Robert LIOT. Roger MOREVE. Louis NAMY. Henri PARISOT. René TORIBIO. Joseph VOYANT. Michel YVER.	MM. Gérard MINVIELLE. François MONSARRAT. Robert GRAVIER.

# LISTE ALPHABÉTIQUE

## de Mmes et MM. les Sénateurs.

(Au 31 décembre 1960.)

### A

Mohamed Saïd ABDELLATIF, Tizi-Ouzou.  
 ABEL-DURAND, Loire-Atlantique.  
 Youssef ACHOUR, Alger.  
 AHMED ABDALLAH, Comores.  
 Gustave ALRIC, Aube.  
 AL SID CHEIKH Cheikh, Saoura.  
 Louis ANDRE, Calvados.  
 Philippe d'ARGENLIEU, Sarthe.  
 André ARMENGAUD, Français établis hors de France.  
 Fernand AUBERGER, Allier.  
 Emile AUBERT, Basses-Alpes.  
 Marcel AUDY, Corrèze.

### B

Jean de BAGNEUX, Côtes-du-Nord.  
 Octave BAJEUX, Nord.  
 Clément BALESTRA, Var.  
 Paul BARATGIN, Hautes-Pyrénées.  
 Jean BARDOL, Pas-de-Calais.  
 Edmond BARRACHIN, Seine.  
 Jacques BAUMEL, Seine.  
 Maurice BAYROU, Seine.  
 Joseph BEAUJANNOT, Loir-et-Cher.  
 Mohamed BELABED, Oran-Tlemcen.  
 Sliman BELHABICH, Oran-Tlemcen.  
 Abdennour BELKADI, Tizi-Ouzou.  
 Amar BELOUCIF, Bône.  
 Salah BENACER, Tizi-Ouzou.  
 Brahim BENALI, Orléansville-Médéa.  
 Mouâaouia BENCHERIF, Orléansville-Médéa.  
 Jean BENE, Hérault.  
 Ahmed BENTCHICOU, Constantine.  
 Lucien BERNIER, Guadeloupe.  
 Jean BERTAUD, Seine.  
 Jean BERTHOIN, Isère.  
 Marcel BERTRAND, Nord.  
 Général Antoine BETHOUART, Français établis hors de France.  
 Auguste-François BILLIEMAZ, Ain.  
 René BLONDELLE, Aisne.  
 Jacques BOISROND, Loir-et-Cher.  
 Edouard BONNEFOUS, Seine-et-Oise.  
 Raymond BONNEFOUS, Aveyron.  
 Georges BONNET, Lozère.

Jacques BORDENEUVE, Lot-et-Garonne.  
 Albert BOUCHER, Loire-Atlantique.  
 Ahmed BOUKIKAZ, Constantine.  
 Marcel BOULANGE, territoire de Belfort.  
 Georges BOULANGER, Pas-de-Calais.  
 Jean-Marie BOULOUX, Vienne.  
 Amédée BOUQUEREL, Oise.  
 Jean-Eric BOUSCH, Moselle.  
 Robert BOUVARD, Haute-Loire.  
 Robert BRAJEUX, Eure.  
 Joseph BRAYARD, Ain.  
 Marcel BREGEGERE, Dordogne.  
 Martial BROUSSE, Meuse.  
 Raymond BRUN, Gironde.  
 Julien BRUNHES, Seine.  
 Florian BRUYAS, Rhône.  
 Gabriel BURGAT, Bône.  
 Robert BURRET, Hautes-Pyrénées.

### C

Omer CAPELLE, Somme.  
 Roger CARCASSONNE, Bouches-du-Rhône.  
 Mme Marie-Hélène CARDOT, Ardennes.  
 Maurice CARRIER, Français établis hors de France.  
 Marcel CHAMPEIX, Corrèze.  
 Michel CHAMPLEBOUX, Puy-de-Dôme.  
 Maurice CHARPENTIER, Loiret.  
 Adolphe CHAUVIN, Seine-et-Oise.  
 André CHAZALON, Loire.  
 Robert CHEVALIER, Sarthe.  
 Paul CHEVALLIER, Savoie.  
 Pierre de CHEVIGNY, Meurthe-et-Moselle.  
 Bernard CHOCHOY, Pas-de-Calais.  
 Henri CLAIREAUX, Saint-Pierre-et-Miquelon.  
 Emile CLAPAREDE, Hérault.  
 Jean CLERC, Haute-Savoie.  
 Georges COGNIOT, Seine.  
 André COLIN, Finistère.  
 Gérard COPPENRATH, Polynésie française.  
 Henri CORNAT, Manche.  
 André CORNU, Côtes-du-Nord.  
 Yvon COUDE DU FORESTO, Deux-Sèvres.  
 Antoine COURRIERE, Aude.  
 Louis COURROY, Vosges.  
 Maurice COUTROT, Seine.  
 Mme Suzanne CREMIEUX, Gard.

### D

Etienne DAILLY, Seine-et-Marne.  
 Georges DARDEL, Seine.  
 Francis DASSAUD, Puy-de-Dôme.  
 Léon DAVID, Bouches-du-Rhône.  
 Gaston DEFFERRE, Bouches-du-Rhône.  
 Jean DEGUISE, Aisne.  
 Alfred DEHE, Nord.  
 Jacques DELALANDE, Mayenne.  
 Claudius DELORME, Rhône.  
 Vincent DELPUECH, Bouches-du-Rhône.  
 Mme Renée DERVAUX, Seine.  
 Marc DESACHE, Indre-et-Loire.  
 Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados.  
 Henri DESSEIGNE, Loire.  
 Paul DRIANT, Moselle.  
 Emile DUBOIS, Nord.  
 Hector DUBOIS, Oise.  
 René DUBOIS, Loire-Atlantique.  
 Roger DUCHET, Côte-d'Or.  
 Jacques DUCLOS, Seine.  
 Baptiste DUFEU, Isère.  
 André DULIN, Charente-Maritime.  
 Claude DUMONT, Sétif-Batna.  
 Charles DURAND, Cher.  
 Hubert DURAND, Vendée.  
 Emile DURIEUX, Pas-de-Calais.  
 Adolphe DUTOIT, Nord.

### E

Jules EMAILLE, Nord.  
 René ENJALBERT, Oran-Tlemcen.  
 Jean ERRECART, Basses-Pyrénées.  
 Yves ESTEVE, Ile-et-Vilaine.

### F

Jacques FAGGIANELLI, Corse.  
 Pierre FASTINGER, Moselle.  
 Edgar FAURE, Jura.  
 Jean FICHOUX, Finistère.  
 André FOSSET, Seine.  
 Jean-Louis FOURNIER, Landes.  
 Charles FRUH, Seine.

### G

Jacques GADOIN, Nièvre.  
 Général Jean GANEVAL, Seine.  
 Roger GARAUDY, Seine.  
 Pierre GARET, Somme.  
 Etienne GAY, Oran-Tlemcen.

Jean de GEOFFRE, Maine-et-Loire.  
 Jean GEOFFROY, Vaucluse.  
 Victor GOLVAN, Morbihan.  
 Lucien GRAND, Charente-Maritime.  
 Robert GRAVIER, Meurthe-et-Moselle.  
 Léon-Jean GREGORY, Pyrénées-Orientales.  
 Louis GROS, Français établis hors de France.  
 Georges GUERIL, Guyane.  
 Mohamed GUEROUI, Sétif-Batna.  
 Paul GUILLAUMOT, Yonne.  
 Georges GUILLE, Aude.  
 Raymond GUYOT, Seine.

### H

Djilali HAKIKI, Oran-Tlemcen.  
 Roger du HALGOUET, Ile-et-Vilaine.  
 Yves HAMON, Finistère.  
 Jacques HENRIET, Doubs.  
 Roger HOUDET, Seine-Maritime.  
 Emile HUGUES, Alpes-Maritimes.

### I

Alfred ISAUTIER, Réunion.

### J

René JAGER, Moselle.  
 Eugène JAMAIN, Cher.  
 Léon JOZEAU-MARIGNE, Manche.  
 Louis JUNG, Bas-Rhin.

### K

Paul-Jacques KALB, Haut-Rhin.  
 Mohamed KAMIL, Côte française des Somalis.  
 Michel KAUFFMANN, Bas-Rhin.  
 M<sup>h</sup>amet KHEIRATE, Mostaganem-Tiaret.  
 Michel KISTLER, Bas-Rhin.

### L

Jean LACAIZE, Tarn-et-Garonne.  
 Roger LACHEVRE, Seine-et-Oise.  
 Jean de LACHOMETTE, Haute-Loire.  
 Bernard LAFAY, Seine.  
 Henri LAFLEUR, Nouvelle-Calédonie.

Pierre de LA GONTRIE, Savoie.  
 Roger LAGRANGE, Saône-et-Loire.  
 Mohammed Larbi LAKHDARI, Constantine.  
 Maurice LALLOY, Seine-et-Marne.  
 Marcel LAMBERT, Morbihan.  
 Georges LAMOUSSE, Haute-Vienne.  
 Adrien LAPLACE, Tarn-et-Garonne.  
 Robert LAURENS, Aveyron.  
 Charles LAURENT-THOUVEREY, Jura.  
 Guy de LA VASSELAIS, Eure-et-Loir.  
 Arthur LAVY, Haute-Savoie.  
 Francis LE BASSER, Mayenne.  
 Edouard LE BELLEGOU, Var.  
 Marcel LEBRETON, Seine-Maritime.  
 Jean LECANUET, Seine-Maritime.  
 Modeste LEGOUÉZ, Eure.  
 Marcel LEGROS, Saône-et-Loire.  
 Marcel LEMAIRE, Marne.  
 Bernard LEMARIE, Côtes-du-Nord.  
 Etienne LE SASSIER-BOISAUNE, Orne.  
 François LEVACHER, Eure-et-Loir.  
 Paul LEVEQUE, Seine-et-Marne.  
 Louis LEYGUE, Gers.  
 Waldeck L'HUILLIER, Seine.  
 Robert LIOT, Nord.  
 Henri LONGCHAMBON, Français établis hors de France.  
 Jean-Marie LOUVEL, Calvados.

## M

Fernand MALE, Mostaganem-Tiaret.  
 Roger MARCELLIN, Tizi-Ouzou.  
 Pierre MARCILHACY, Charente.  
 Jacques MARETTE, Seine.  
 Georges MARIE-ANNE, Martinique.  
 André MAROSELLI, Haute-Saône.  
 Georges MARRANE, Seine.  
 Louis MARTIN, Loire.  
 Jacques MASTEAU, Vienne.  
 Pierre-René MATHEY, Haute-Marne.  
 Jacques de MAUPEOU, Vendée.  
 Jacques MENARD, Deux-Sèvres.  
 Roger MENU, Marne.  
 André MERIC, Haute-Garonne.

Ali MERRED, Oasis.  
 Léon MESSAUD, Haute-Garonne.  
 Pierre METAYER, Seine-et-Oise.  
 Gérard MINVIELLE, Landes.  
 Paul MISTRAL, Isère.  
 François MITTERRAND, Nièvre.  
 Mohamed el Messaoud MOKRANE, Sétif-Batna.  
 Marcel MOLLE, Ardèche.  
 Max MONICHON, Gironde.  
 Gaston MONNERVILLE, Lot.  
 François MONSARRAT, Tarn.  
 Claude MONT, Loire.  
 René MONTALDO, Orléansville-Médéa.  
 Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime.  
 André MONTEIL, Finistère.  
 Gabriel MONTPIED, Puy-de-Dôme.  
 Léopold MOREL, Constantine.  
 Roger MOREVE, Indre.  
 Léon MOTAIS DE NARBONNE, Français établis hors de France.  
 Eugène MOTTE, Nord.  
 Marius MOUTET, Drôme.  
 Menad MUSTAPHA, Orléansville-Médéa.

## N

Louis NAMY, Seine-et-Oise.  
 Charles NAVEAU, Nord.  
 Jean NAYROU, Ariège.  
 Labidi NEDDAF, Alger.  
 Français de NICOLAY, Sarthe.  
 Jean NOURY, Ile-et-Vilaine.

## O

Hacène OUELLA, Bône.

## P

Gaston PAMS, Pyrénées-Orientales.  
 Henri PARISOT, Vosges.  
 Guy PASCAUD, Charente.  
 François PATENOTRE, Aube.  
 Pierre PATRIA, Oise.  
 Gilbert PAULIAN, Alger.  
 Paul PAULY, Creuse.  
 Henri PAUMELLE, Seine-Maritime.

Marc PAUZET, Gironde.  
 Marcel PELLEN, Vaucluse.  
 Paul PELLERAY, Orne.  
 Lucien PERDEREAU, Loiret.  
 Jean PERIDIER, Hérault.  
 Hector PESCHAUD, Cantal.  
 Général Ernest PETIT, Seine.  
 Guy PETIT, Basses-Pyrénées.  
 Gustave PHILIPPON, Haute-Vienne.  
 Paul PIALES, Cantal.  
 Raymond PINCHARD, Meurthe-et-Moselle.  
 Jules PINSARD, Saône-et-Loire.  
 Auguste PINTON, Rhône.  
 Edgard PISANI, Haute-Marne.  
 André PLAINT, Yonne.  
 Alain POHER, Seine-et-Oise.  
 Michel de PONTBRIAND, Loire-Atlantique.  
 Georges PORTMANN, Gironde.  
 Marcel PRELOT, Doubs.  
 Henri PRETRE, Haute-Saône.

## R

Etienne RABOUIN, Maine-et-Loire.  
 Mlle Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône.  
 Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes.  
 Georges REPIQUET, Réunion.  
 Etienne RESTAT, Lot-et-Garonne.  
 Paul RIBEYRE, Ardèche.  
 Jacques RICHARD, Seine-et-Oise.  
 Eugène RITZENTHALER, Haut-Rhin.  
 Jean-Paul de ROCCA SERRA, Corse.  
 Eugène ROMAINE, Creuse.  
 Vincent ROTINAT, Indre.  
 Alex ROUBERT, Alpes-Maritimes.  
 Georges ROUGERON, Allier.  
 Louis ROY, Aisne.

## S

Abdelkrim SADI, Sétif-Batna.  
 Benaïssa SASSI, Mostaganem-Tiaret.  
 Laurent SCHIAFFINO, Alger.  
 François SCHLEITER, Meuse.  
 Abel SEMPE, Gers.

Charles SINSOUT, Dordogne.  
 Edouard SOLDANI, Var.  
 Robert SOUDANT, Marne.  
 Jacques SOUFFLET, Seine-et-Oise.  
 Charles SURAN, Haute-Garonne.  
 Paul SYMPHOR, Martinique.

## T

Edgar TAILHADES, Gard.  
 Gabriel TELLIER, Pas-de-Calais.  
 René TINANT, Ardennes.  
 Jean-Louis TINAUD, Basses-Pyrénées.  
 René TORIBIO, Guadeloupe.  
 Ludovic TRON, Hautes-Alpes.

## V

Camille VALLIN, Rhône.  
 Emile VANRULLEN, Pas-de-Calais.  
 Jacques VASSOR, Indre-et-Loire.  
 Fernand VERDEILLE, Tarn.  
 Maurice VERILLON, Drôme.  
 Mme Jeannette VERMEERSCH, Seine.  
 Jacques VERNEUIL, Charente-Maritime.  
 Etienne VIALLANES, Côte-d'Or.  
 Jean-Louis VIGIER, Seine.  
 Pierre de VILLOUTREYS, Maine-et-Loire.  
 Joseph VOYANT, Rhône.

## W

Paul WACH, Bas-Rhin.  
 Raymond de WAZIERES, Somme.

## Y

Mouloud YANAT, Sétif-Batna.  
 Michel YVER, Manche.  
 Joseph YVON, Morbihan.

## Z

Modeste ZUSSY, Haut-Rhin.

## MODIFICATIONS

survenues du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1960.

SÉNATEURS	CIRCONSCRIPTION	MOTIF	DATE	REPLACÉ PAR	DATE
M. René SCHWARTZ...	Moselle.	Décès.	9 mai 1960.	M. Pierre FASTINGER.	16 mai 1960.
M. Antoine BEGUERE...	Hautes-Pyrénées.	Décès.	23 octobre 1960.	M. Robert BURRET...	27 octobre 1960.

# LISTE DE Mmes ET MM. LES SÉNATEURS

## par circonscriptions électorales.

(Au 31 décembre 1960.)

### A) DEPARTEMENTS METROPOLITAINS

<p><b>Ain</b> (2 sénateurs). M. Auguste BILLIEMAZ. M. Joseph BRAYARD.</p> <p><b>Aisne</b> (3 sénateurs). M. René BLONDELLE. M. Jean DEGUISE. M. Louis ROY.</p> <p><b>Allier</b> (2 sénateurs). M. Fernand AUBERGER. M. Georges ROUGERON.</p> <p><b>Alpes (Basses-)</b> (1 sénateur). M. Emile AUBERT.</p> <p><b>Alpes (Hautes-)</b> (1 sénateur). M. Ludovic TRON.</p> <p><b>Alpes-Maritimes</b> (3 sénateurs). M. Emile HUGUES. M. Joseph RAYBAUD. M. Alex ROUBERT.</p> <p><b>Ardèche</b> (2 sénateurs). M. Marcel MOLLE. M. Paul RIBEYRE.</p> <p><b>Ardennes</b> (2 sénateurs). M<sup>me</sup> Marie-Hélène CARDOT. M. René TINANT.</p> <p><b>Ariège</b> (1 sénateur). M. Jean NAYROU.</p> <p><b>Aube</b> (2 sénateurs). M. Gustave ALRIC. M. François PATENOTRE.</p> <p><b>Aude</b> (2 sénateurs). M. Antoine COURRIERE. M. Georges GUILLE.</p>	<p><b>Aveyron</b> (2 sénateurs). M. Raymond BONNEFOUS. M. Robert LAURENS.</p> <p><b>Belfort (Territoire de)</b> (1 sénateur.) M. Marcel BOULANGE.</p> <p><b>Bouches-du-Rhône</b> (5 sénateurs). M. Roger CARCASSONNE. M. Léon DAVID. M. Gaston DEFFERRE. M. Vincent DELPUECH. M<sup>lle</sup> Irma RAPUZZI.</p> <p><b>Calvados</b> (3 sénateurs). M. Louis ANDRE. M. Jacques DESCOURS DESACRES. M. Jean-Marie LOUVEL.</p> <p><b>Cantal</b> (2 sénateurs). M. Hector PESCHAUD. M. Paul PIALES.</p> <p><b>Charente</b> (2 sénateurs). M. Pierre MARCILHACY. M. Guy PASCAUD.</p> <p><b>Charente-Maritime</b> (3 sénateurs). M. André DULIN. M. Lucien GRAND. M. Jacques VERNEUIL.</p> <p><b>Cher</b> (2 sénateurs). M. Charles DURAND. M. Eugène JAMAIN.</p> <p><b>Corrèze</b> (2 sénateurs). M. Marcel AUDY. M. Marcel CHAMPEIX.</p>	<p><b>Corse</b> (2 sénateurs). M. Jacques FAGGIANELLI. M. Jean-Paul DE ROCCA SERRA.</p> <p><b>Côte-d'Or</b> (2 sénateurs). M. Roger DUCHET. M. Etienne VIALLANES.</p> <p><b>Côtes-du-Nord</b> (3 sénateurs). M. Jean DE BAGNEUX. M. André CORNU. M. Bernard LEMARIE.</p> <p><b>Creuse</b> (2 sénateurs). M. Paul PAULY. M. Eugène ROMAINE.</p> <p><b>Dordogne</b> (2 sénateurs). M. Marcel BREGEGERE. M. Charles SINSOUT.</p> <p><b>Doubs</b> (2 sénateurs). M. Jacques HENRIET. M. Marcel PRELOT.</p> <p><b>Drôme</b> (2 sénateurs). M. Marius MOUTET. M. Maurice VERILLON.</p> <p><b>Eure</b> (2 sénateurs). M. Jean BRAJEU. M. Modeste LEGOUÉZ.</p> <p><b>Eure-et-Loir</b> (2 sénateurs). M. François LEVACHER. M. Guy DE LA VASSELAIS.</p> <p><b>Finistère</b> (4 sénateurs). M. André COLIN. M. Jean FICHOUX. M. Yves HAMON. M. André MONTEIL.</p>	<p><b>Gard</b> (2 sénateurs). M<sup>me</sup> Suzanne CREMIEUX. M. Edgar TAILHADES.</p> <p><b>Garonne (Haute-)</b> (3 sénateurs). M. André MERIC. M. Léon MESSAUD. M. Charles SURAN.</p> <p><b>Gers</b> (2 sénateurs). M. Louis LEYGUE. M. Abel SEMPE.</p> <p><b>Gironde</b> (4 sénateurs). M. Raymond BRUN. M. Max MONICHON. M. Marc PAUZET. M. Georges PORTMANN.</p> <p><b>Hérault</b> (3 sénateurs). M. Jean BENE. M. Emile CLAPAREDE. M. Jean PERIDIER.</p> <p><b>Ille-et-Vilaine</b> (3 sénateurs). M. Yves ESTEVE. M. Roger DU HALGOUET. M. Jean NOURY.</p> <p><b>Indre</b> (2 sénateurs). M. Roger MOREVE. M. Vincent ROTINAT.</p> <p><b>Indre-et-Loire</b> (2 sénateurs). M. Marc DESACHE. M. Jacques VASSOR.</p> <p><b>Isère</b> (3 sénateurs). M. Jean BERTHOIN. M. Baptiste DUFEU. M. Paul MISTRAL.</p>
--	--	---	---

<b>Jura</b> (2 sénateurs).	<b>Meurthe-et-Moselle</b> (3 sénateurs).	<b>Pyrénées-Orientales</b> (2 sénateurs).	<b>Seine-Maritime</b> (5 sénateurs).
M. Edgar FAURE. M. Charles LAURENT-THOUVEREY.	M. Pierre DE CHEVIGNY. M. Robert GRAVIER. M. Raymond PINCHARD.	M. Léon-Jean GREGORY. M. Gaston PAMS.	M. Roger HOUDET. M. Marcel LEBRETON. M. Jean LECANUET. M. Geoffroy DE MONTALEMBERT. M. Henri PAUMELLE.
<b>Landes</b> (2 sénateurs).	<b>Meuse</b> (2 sénateurs).	<b>Rhin (Bas-)</b> (4 sénateurs).	<b>Seine-et-Marne</b> (3 sénateurs).
M. Jean-Louis FOURNIER. M. Gérard MINVIELLE.	M. Martial BROUSSE. M. François SCHLEITER.	M. Louis JUNG. M. Michel KAUFFMANN. M. Michel KISTLER. M. Paul WACH.	M. Etienne DAILLY. M. Maurice LALLOY. M. Paul LEVEQUE.
<b>Loir-et-Cher</b> (2 sénateurs).	<b>Morbihan</b> (3 sénateurs).	<b>Rhin (Haut-)</b> (3 sénateurs).	<b>Seine-et-Oise</b> (8 sénateurs).
M. Joseph BEAUJANNOT. M. Jacques BOISROND.	M. Victor GOLVAN. M. Marcel LAMBERT. M. Joseph YVON.	M. Paul-Jacques KALB. M. Eugène RITZENTHALER. M. Modeste ZUSSY.	M. Edouard BONNEFOUS. M. Adolphe CHAUVIN. M. Roger LACHEVRE. M. Pierre METAYER. M. Louis NAMY. M. Alain POHER. M. Jacques RICHARD. M. Jacques SOUFFLET.
<b>Loire</b> (4 sénateurs).	<b>Moselle</b> (4 sénateurs).	<b>Rhône</b> (5 sénateurs).	<b>Sèvres (Deux-)</b> (2 sénateurs).
M. André CHAZALON. M. Henri DESSEIGNE. M. Louis MARTIN. M. Claude MONT.	M. Jean-Eric BOUSCH. M. Paul DRIANT. M. René JAGER. M. Pierre FASTINGER.	M. Florian BRUYAS. M. Claudius DELORME. M. Auguste PINTON. M. Camille VALLIN. M. Joseph VOYANT.	M. Yvon COUDE DU FORESTO. M. Jacques MENARD.
<b>Loire (Haute-)</b> (2 sénateurs).	<b>Nièvre</b> (2 sénateurs).	<b>Saône (Haute-)</b> (2 sénateurs).	<b>Somme</b> (3 sénateurs).
M. Robert BOUVARD. M. Jean DE LACHOMETTE.	M. Jacques GADOIN. M. François MITTERRAND.	M. André MAROSELLI. M. Henri PRETRE.	M. Omer CAPELLE. M. Pierre GARET. M. Raymond DE WAZIERES.
<b>Loire-Atlantique</b> (4 sénateurs).	<b>Nord</b> (9 sénateurs).	<b>Saône-et-Loire</b> (3 sénateurs).	<b>Tarn</b> (2 sénateurs).
M. ABEL-DURAND. M. Albert BOUCHER. M. René DUBOIS. M. Michel DE PONTBRIAND.	M. Octave BAJEUX. M. Marcel BERTRAND. M. Alfred DEHE. M. Emile DUBOIS. M. Adolphe DUTOIT. M. Jules EMAILLE. M. Robert LIOT. M. Eugène MOTTE. M. Charles NAVEAU.	M. Roger LAGRANGE. M. Marcel LEGROS. M. Jules PINSARD.	M. François MONSARRAT. M. Fernand VERDEILLE.
<b>Lot</b> (1 sénateur).	<b>Oise</b> (3 sénateurs).	<b>Sarthe</b> (3 sénateurs).	<b>Tarn-et-Garonne</b> (2 sénateurs).
M. Gaston MONNERVILLE.	M. Amédée BOUQUEREL. M. Hector DUBOIS. M. Pierre PATRIA.	M. Philippe D'ARGENLIEU. M. Robert CHEVALIER. M. François DE NICOLAY.	M. Jean LACAZE. M. Adrien LAPLACE.
<b>Lot-et-Garonne</b> (2 sénateurs).	<b>Orne</b> (2 sénateurs).	<b>Savoie</b> (2 sénateurs).	<b>Var</b> (3 sénateurs).
M. Jacques BORDENEUVE. M. Etienne RESTAT.	M. Etienne Le SASSIER-BOISAUNE. M. Paul PELLERAY.	M. Paul CHEVALLIER. M. Pierre DE LA GONTRIE.	M. Clément BALESTRA. M. Edouard LE BELLEGOU. M. Edouard SOLDANI.
<b>Lozère</b> (1 sénateur).	<b>Pas-de-Calais</b> (6 sénateurs).	<b>Savoie (Haute-)</b> (2 sénateurs).	<b>Vaucluse</b> (2 sénateurs).
M. Georges BONNET.	M. Jean BARDOL. M. Georges BOULANGER. M. Bernard CHOCHOY. M. Emile DURIEUX. M. Gabriel TELLIER. M. Emile VANRULLEN.	M. Jean CLERC. M. Arthur LAVY.	M. Jean GEOFFROY. M. Marcel PELLENC.
<b>Maine-et-Loire</b> (3 sénateurs).	<b>Puy-de-Dôme</b> (3 sénateurs).	<b>Seine</b> (22 sénateurs).	<b>Vendée</b> (2 sénateurs).
M. Jean DE GEOFFRE. M. Etienne RABOUIN. M. Pierre DE VILLOUTREYS.	M. Michel CHAMPLEBOUX. M. Francis DASSAUD. M. Gabriel MONTPIED.	M. Edmond BARRACHIN. M. Jacques BAUMEL. M. Maurice BAYROU. M. Jean BERTAUD. M. Julien BRUNHES. M. Georges COGNIOT. M. Maurice COUTROT. M. Georges DARDEL. M <sup>me</sup> Renée DERVAUX. M. Jacques DUCLOS. M. André FOSSET. M. Charles FRUH. M. Jean GANEVAL. M. Roger GARAUDY. M. Raymond GUYOT. M. Bernard LAFAY. M. Waldeck L'HUILLIER. M. Jacques MARETTE. M. Georges MARRANE. M. Ernest PETIT. M <sup>me</sup> Jeannette VERMEERSCH. M. Jean-Louis VIGIER.	M. Hubert DURAND. M. Jacques DE MAUPEOU.
<b>Manche</b> (3 sénateurs).	<b>Pyrénées (Basses-)</b> (3 sénateurs).	<b>Seine (Haute-)</b> (2 sénateurs).	<b>Vienne</b> (2 sénateurs).
M. Henri CORNAT. M. Léon JOZEAU-MARIGNE. M. Michel YVER.	M. Jean ERRECART. M. Guy PETIT. M. Jean-Louis TINAUD.	M. Jean CLERC. M. Arthur LAVY.	M. Jean-Marie BOULOUX. M. Jacques MASTEAU.
<b>Marne</b> (3 sénateurs).	<b>Pyrénées (Hautes-)</b> (2 sénateurs).	<b>Somme</b> (3 sénateurs).	<b>Vienne (Haute-)</b> (2 sénateurs).
M. Marcel LEMAIRE. M. Roger MENU. M. Robert SOUDANT.	M. Paul BARATGIN. M. Robert BURRET.	M. Omer CAPELLE. M. Pierre GARET. M. Raymond DE WAZIERES.	M. Georges LAMOUSSE. M. Gustave PHILIPPON.
<b>Marne (Haute-)</b> (2 sénateurs).	<b>Savoie</b> (2 sénateurs).	<b>Tarn</b> (2 sénateurs).	<b>Vosges</b> (2 sénateurs).
M. Pierre MATHEY. M. Edgard PISANI.	M. Paul CHEVALLIER. M. Pierre DE LA GONTRIE.	M. François MONSARRAT. M. Fernand VERDEILLE.	M. Louis COURROY. M. Henri PARISOT.
<b>Mayenne</b> (2 sénateurs).	<b>Savoie (Haute-)</b> (2 sénateurs).	<b>Tarn-et-Garonne</b> (2 sénateurs).	<b>Yonne</b> (2 sénateurs).
M. Jacques DELALANDE. M. Francis LE BASSER.	M. Jean CLERC. M. Arthur LAVY.	M. Jean LACAZE. M. Adrien LAPLACE.	M. Paul GUILLAUMOT. M. André PLAÏT.

## B) DEPARTEMENTS ALGERIENS

<b>Alger</b> (4 sénateurs). M. Youssef ACHOUR. M. Labidi NEDDAF. M. Gilbert PAULIAN. M. Laurent SCHIAFFINO.	<b>Orléansville-Médéa</b> (4 sénateurs). M. Brahim BENALI. M. Mouâaouia BENCHERIF. M. René MONTALDO. M. Menad MUSTAPHA.	<b>Mostaganem-Tiaret</b> (3 sénateurs). M. M'Hamet KHEIRATE. M. Fernand MALE. M. Benaïssa SASSI.	<b>Sétif-Batna</b> (5 sénateurs). M. Claude DUMONT. M. Mohamed GUEROUI. M. Mohamed-El-Messaoud MOKRANE. M. Abdelkrim SADI. M. Mouloud YANAT.
<b>Tizi-Ouzou</b> (4 sénateurs). M. Mohamed-Saïd ABDELLATIF. M. Abdennour BELKADI. M. Salah BENACER. M. Roger MARCELLIN.	<b>Oran-Tlemcen</b> (5 sénateurs). M. Mohamed BELABED. M. Slimane BELHABICH. M. René ENJALBERT. M. Etienne GAY. M. Djilali HAKIKI.	<b>Constantine</b> (4 sénateurs). M. Ahmed BENTCHICOU. M. Mohammed LAKHDARI. M. Léopold MOREL. M. Ahmed BOUKIKAZ.	<b>Bône</b> (3 sénateurs). M. Amar BELOUCIF. M. Gabriel BURGAT. M. Hacène OUELLA.

## C) DEPARTEMENTS DES OASIS ET DE LA SAOURA

<b>Oasis</b> (1 sénateur). M. Ali MERRED.	<b>Saoura</b> (1 sénateur). M. Al-Sid-Cheikh-Cheikh ben HAMZA.
--	---

## D) DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

<b>Guadeloupe</b> (2 sénateurs). M. Lucien BERNIER. M. René TORIBIO.	<b>Guyane</b> (1 sénateur). M. Georges GUERIL.	<b>Martinique</b> (2 sénateurs). M. Georges MARIE-ANNE. M. Paul SYMPHOR.	<b>La Réunion</b> (2 sénateurs). M. Alfred ISAUTIER. M. Georges REPIQUET.
--	---	--	---

## E) TERRITOIRES D'OUTRE-MER

<b>Comores</b> (1 sénateur). M. Abdallah AHMED.	<b>Nouvelle-Calédonie</b> (1 sénateur). M. Henri LAFLEUR.	<b>Saint-Pierre et Miquelon</b> (1 sénateur). M. Henri CLAIREAUX.
<b>Côte française des Somalis</b> (1 sénateur). M. Mohamed KAMIL.	<b>Polynésie française</b> (1 sénateur). M. Gérard COPPENRATH.	

## F) SENATEURS REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE

(6 sénateurs).

MM. André ARMENGAUD, le général Antoine BETHOUART,  
Maurice CARRIER, Louis GROS, Henri LONGCHAMBON, Léon MOTAIS DE NARBONNE.

# LISTES

## DES

### MEMBRES DES GROUPES POLITIQUES

remises à la Présidence du Sénat le 4 octobre 1960 avec les modifications intervenues au 31 décembre 1960.

#### GRUPE COMMUNISTE

(13 membres.)

MM. Jean Bardol, Georges Cogniot, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Jacques Duclos, Adolphe Dutoit, Roger Garaudy, Raymond Guyot, Waldeck L'Huilier, Georges Marrane, Louis Namy, Camille Vallin, Mme Jeannette Vermeersch.

*Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. le général Ernest Petit.

*Le Président du groupe,*  
Jacques DUCLOS.

#### GRUPE DE LA GAUCHE DEMOCRATIQUE

(50 membres.)

MM. Marcel Audy, Paul Baratgin, Jean Berthoin, Auguste Biliemaz, Edouard Bonnefous, Jacques Bordeneuve, Joseph Brayard, Raymond Brun, Paul Chevallier, Emile Claparède, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Etienne Dailly, Vincent Delpuech, Baptiste Dufeu, André Dulin, Jacques Faggianelli, Edgar Faure, Jacques Gadoin, Lucien Grand, Emile Hugues, Jean Lacaze, Bernard Lafay, Pierre de La Gontrie, Adrien Laplace, Charles Laurent-Thouverey, Louis Leygue, Henri Longchambon, André Maroselli, Jacques Masteau, Pierre Mathey, François Mitterrand, Gaston Monnerville, François Monsarrat, Roger Morève, Gaston Pams, Guy Pascaud, Henri Paumelle, Marcel Pellenc, Jules Pinsard, Auguste Pinton, Edgard Pisani, Joseph Raybaud, Etienne Restat, Jean-Paul de Rocca Serra, Eugène Romaine, Vincent Rotinat, Charles Sinsout, Jacques Verneuil, Raymond de Wazières.

*Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.*

(15 membres.)

MM. Youssef Achour, Salah Benacer, Brahim Benali, Mouâouia Benchérif, Ahmed Bentchicou, Ahmed Boukikaz, Djilali Hakiki, M'Hamet Kheirate, Mohamed Larbi Lakhdari, Fernand Malé, René Montaldo, Léopold Morel, Menad Mustapha, Labidi Neddaf, Benaïssa Sassi.

NOTA. — Adhésion de M. Ahmed Bentchicou [16 novembre 1960]. — Adhésion de MM. Ahmed Boukikaz, Djilali Hakiki, M'Hamet Kheirate, Fernand Malé, Léopold Morel [16 novembre 1960], ainsi que M. Benaïssa Sassi [22 novembre 1960], précédemment rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement.

*Le Président du groupe,*  
Pierre de LA GONTRIE.

#### GRUPE DE L'UNION POUR LA NOUVELLE REPUBLIQUE

(39 membres.)

MM. Al Sid Cheikh Cheikh ben Hamza, Philippe d'Argenlieu, Jacques Baumel, Maurice Bayrou, Sliman Belhabich, Jean Bertaud, Amédée Bouquerel, Jean-Eric Bousch, Maurice Carrier, Robert Chevalier, Gérard Coppenrath, Marc Desaché, Yves Estève, le général Jean Ganeval, Jean de Geoffre, Victor Golvan, Georges Guénil, Mohamed Gueroui, Roger du Halgouet, Paul-Jacques Kalb, Mohamed Kamil, Francis Le Basser, Robert Liot, Jacques Marette, Ali Merred, Mohamed el Messaoud Mokrane, Geoffroy de Montalembert, Eugène Motte, Michel de Pontbriand, Marcel Prélot, Etienne Rabouin, Georges Repiquet, Jacques Richard, Eugène Ritzenthaler, Louis Roy, Abdelkrim Sadi, Jacques Soufflet, Mouloud Yanat, Modeste Zussy.

*Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. Ahmed Abdallah.

*Rattaché administrativement*  
*aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. Maurice Lalloy.

*Le Président du groupe,*  
Jean BERTAUD.

NOTA. — Démission de M. Ahmed Bentchicou [11 octobre 1960]. — MM. Ahmed Abdallah et Maurice Lalloy, déjà membres du groupe, deviennent respectivement apparenté et rattaché administrativement [3 novembre 1960]. — Démission de M. Gabriel Burgat [1<sup>er</sup> décembre 1960].

#### GRUPE DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

(68 membres.)

MM. Mohamed Saïd Abdellatif, Abel-Durand, Gustave Alric, Louis André, André Armengaud, Jean de Bagneux, Edmond Barrachin, Joseph Beaujannot, Abdennour Belkadi, Jacques Boisrond, Raymond Bonnefous, Georges Bonnet, Albert Boucher, Robert Bouvard, Jean Brajeux, Julien Brunhes, Florian Bruyas, Robert Burret, Maurice Charpentier, Pierre de Chevigny, Henri Cornat, Alfred Dehé, Jacques Delalande, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, René Dubois, Roger Duchet, Hubert Durand, René Enjalbert, Pierre Fastinger, Jean Fichoux, Charles Fruh, Pierre Garet, Etienne Gay, Robert Gravier, Louis Gros, Paul Guillaumot, Jacques Henriet, Alfred Isautier, Léon Jozeau-Marigné, Roger Lachèvre, Henri Lafleur, Marcel Lambert, Robert Laurens, Arthur Lavy, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Etienne



Le Sassièr Boisauné, Paul Levêque, Roger Marcellin, Louis Martin, Jacques de Maupeou, Jacques Ménard, Henri Parisot, François Patenôtre, Pierre Patria, Paul Pelleray, Guy Petit, Raymond Pinchard, André Plait, Georges Portmann, Henri Prêtre, François Schleiter, Etienne Viallanes, Jean-Louis Vigier, Pierre de Villoutreys, Michel Yver.

*Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.*

(4 membres.)

MM. François de Nicolay, Gilbert Paulian, Laurent Schiaffino, Jean-Louis Tinaud.

*Rattaché administrativement  
aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. Claude Dumont.

*Le Président du groupe,  
Raymond PINCHARD.*

NOTA. — Décès de M. Antoine Bégüère [23 octobre 1960]. — Adhésion de M. Robert Burret [3 décembre 1960].

#### GRUPE DES REPUBLICAINS POPULAIRES

(28 membres.)

MM. Octave Bajèux, le général Béthouart, Georges Boulanger, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Adolphe Chauvin, André Chazalon, Henri Claireaux, Jean Clerc, André Colin, Jean Deguise, Henri Desseigne, Jules Emaïlle, André Fosset, Yves Hamon, René Jager, Victor Jung, Michel Kistler, Jean Lecanuet, Bernard Lemarié, Roger Menu, Claude Mont, André Monteil, Léon Motais de Narbonne, Jean Noury, Alain Poher, Robert Soudant, René Tinant, Paul Wach.

*Le Président du groupe,  
Alain POHER.*

#### FORMATION DU CENTRE DEMOCRATIQUE

*Rattachée administrativement au groupe des Républicains  
populaires aux termes de l'article 6 du règlement.*

(6 membres.)

MM. Yvon Coudé du Foresto, Jean Errecart, Michel Kauffmann, Jean-Marie Louvel, Joseph Voyant, Joseph Yvon.

*Le Secrétaire,  
YVON COUDÉ DU FORESTO.*

#### GRUPE DU CENTRE REPUBLICAIN D'ACTION RURALE ET SOCIALE

(20 membres.)

MM. René Blondelle, Martial Brousse, Omer Capelle, Louis Courroy, Claudius Delorme, Hector Dubois, Charles Durand, Eugène Jamain, Jean de Lachomette, Marcel Lemaire, François Levacher, Marcel Molle, Max Monichon, Marc Pazuet, Lucien Perdereau, Hector Peschaud, Paul Piales, Paul Ribeyre, Gabriel Tellier, Jacques Vassor.

*Le Président du groupe,  
Hector PESCHAUD.*

#### GRUPE SOCIALISTE

(50 membres.)

MM. Fernand Auberger, Emile Aubert, Clément Balestra, Jean Bène, Lucien Bernier, Marcel Bertrand, Marcel Boulangé, Marcel Brégègère, Roger Carcassonne, Marcel Champeix, Michel Champlèboux, Bernard Chochoy, Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Georges Dardel, Francis Dassaud, Gaston Defferre, Emile Dubois, Emile Durieux, Jean-Louis Fournier, Jean Geoffroy, Léon-Jean Grégory, Georges Guille, Roger Lagrange, Georges Lamousse, Edouard Le Bellegou, André Méric, Léon Messaud, Pierre Métayer, Gérard Minvielle, Paul Mistral, Gabriel Montpied, Marius Moutet, Charles Naveau, Jean Nayrou, Paul Pauly, Jean Pèridier, Gustave Philippon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Alex Roubert, Georges Rougeron, Abel Sempé, Edouard Soldani, Charles Suran, Paul Symphor, Edgar Tailhades, René Toribio, Emile Vanrullen, Fernand Verdeille, Maurice Vérillon.

*Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. Ludovic Tron.

*Le Président du groupe,  
Antoine COURRIÈRE.*

#### SENATEURS NON INSCRITS A UN GROUPE POLITIQUE

(9 sénateurs.)

MM. Mohamed Belabed, Amar Beloucif, Jean-Marie Bouloux, Robert Burret, Roger Houdet, Guy de La Vasselais, Pierre Marcihacy, Georges Marie-Anne, Hacène Ouella.

# COMMISSIONS PERMANENTES

ET

## COMMISSION SPÉCIALE

chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

(Composition au 31 décembre 1960 avec les modifications intervenues au cours de l'année.)

### COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES

*Président* : M. Louis Gros.

*Vice-présidents* : MM. Georges Lamousse, Vincent Delpuech, René Tinant

*Secrétaires* : MM. Robert Chevalier, Claudius Delorme, Mohamed Kamil.

MM. Mohamed Saïd Abdellatif, Al Sid Cheikh Cheikh ben Hamza, Jean de Bagneux, Jacques Baumel, Mohamed Belabed, Mouaâouia Bencherif, Marcel Bertrand, Jacques Boisrond, Jacques Bordeneuve, Florian Bruyas, Georges Cogniot, Gérald Coppentrath, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Georges Dardel, René Dubois Charles Durand, Jules Emaille, Yves Estève, Jacques Faggianelli, Charles Fruh, Roger Garaudy, Djilali Hakiki, Alfred Isautier, Louis Jung, Henri Lafleur, Adrien Laplace, Fernand Malé, Jacques de Maupeou, Mohamed Mokrane, Claude Mont, Menad Mustapha, Paul Pauly, Henri Paumelle, Lucien Perdereau, Gustave Philippon, Alain Poher, Georges Rougeron, François Schleiter, Paul Symphor, Edgar Tailhades, Maurice Vérillon, Etienne Viallanes, Paul Wach.

NOTA. — Nomination de MM. Fernand Malé et Menad Mustapha [6 octobre 1960]. — Démission de M. Jean-Louis Vigier [13 octobre 1960]. — Nomination de M. René Dubois [13 octobre 1960].

A été membre de la commission jusqu'au 5 octobre 1960 : M. Arthur Lavy.

### COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU PLAN

*Président* : M. Jean Bertaud.

*Vice-présidents* : MM. Paul Mistral, Etienne Restat, Joseph Yvon, Henri Cornat.

*Secrétaires* : MM. René Blondelle, Auguste Pinton, Joseph Beaujannot, Jean-Marie Bouloux.

MM. Louis André, Octave Bajoux, Jean Bardol, Amar Beloucif, Jean Bène, Auguste Billiemaz, Georges Bonnet, Albert Boucher, Amédée Bouquerel, Marcel Brégégère, Raymond Brun, Gabriel Burgat, Michel Champeboux, Henri Claireaux, Emile Clapa-

rède, Maurice Coutrot, Etienne Dailly, Léon David, Jean Deguise, Alfred Dehé, Henri Desseigne, Hector Dubois, Baptiste Dufeu, Emile Durieux, René Enjalbert, Jean Errecart, Jacques Gadoif, Jean de Geoffre de Chabrignac, Victor Golvan, Léon-Jean Grégory, Mohamed Gueroui, Roger du Halgouet, Yves Hamon, René Jager, Eugène Jamain, Michel Kauffmann, Jean Lacaze, Maurice Lalloy, Robert Laurens, Charles Laurent-Thouverey, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Robert Liot, Henri Longchambon, Jacques Murette, Pierre-René Mathey, Charles Naveau, Gaston Pams, Guy Pascaud, François Patenôtre, Pierre Patria, Gilbert Paulian, Marc Puzet, Paul Pelleray, Raymond Pinchard, Jules Pinsard, Michel de Pontbriand, Henri Prêtre, Eugène Ritzenthaler, Eugène Romaine, Laurent Schiaffino, Abel Sempé, Edouard Soldani, Charles Suran, Gabriel Tellier, René Toribio, Camille Vallin, Emile Vanrullen, Jacques Verneuil, Pierre de Villoutreys.

NOTA. — Nomination de MM. Baptiste Dufeu et Eugène Jamain [6 octobre 1960].

Ont été membres de la commission jusqu'au 5 octobre 1960 : MM. Omer Capelle et Roger Morève.

### COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA DEFENSE ET DES FORCES ARMEES

*Président* : M. Vincent Rotinat.

*Vice-présidents* : MM. Marius Moutet, Philippe d'Argenlieu, Paul Piales.

*Secrétaires* : MM. Jean Clerc, Georges Repiquet, Jacques Ménard.

MM. Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Sliman Belhabich, Jean Berthoin, le général Antoine Béthouart, Marcel Boulangé, Jean Brajeux, Roger Carcassonne, Maurice Carrier, Pierre de Chevigny, Gaston Defferre, Roger Duchet, Claude Dumont, Edgar Faure, le général Jean Ganeval, Georges Guille, Raymond Guyot, Jean de Lachomette, Bernard Lafay, Guy de La Vasselais, Edouard Le Bellegou, Jean Lecanuet, Marcel Lemaire, Etienne Le Sossier-Boisauné, Louis Leygue, Roger Marcellin, Ali Merred, Pierre Métayer, François Mitterrand, André Monteil, Roger

Morève, Léon Motais de Narbonne, Labidi Neddaf, François de Nicolay, Jean Noury, Henri Parisot, Jean Périquier, le général Ernest Petit, Guy Petit, Edgard Pisani, Benaïssa Sassi, Jean-Louis Tinaud, Jacques Vassor, Michel Yver.

NOTA. — Nomination de MM. Sliman Belhabich, Maurice Carrier, Roger Morève [6 octobre 1960]. — Démission de M. René Dubois [13 octobre 1960]. — Nomination de M. Guy Petit [13 octobre 1960].

Ont été membres de la commission jusqu'au 5 octobre 1960 : MM. Ahmed Bentchicou, Edouard Bonnefous, Baptiste Dufeu.

### COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président* : M. Roger Menu.

*Vice-présidents* : MM. André Plait, André Dulin, Jean-Louis Fournier.

*Secrétaires* : MM. Marcel Lambert, François Levacher, Louis Roy.

MM. Ahmed Abdallah, Emile Aubert, Marcel Audy, Clément Balestra, Abdenour Belkadi, Brahim Benali, Ahmed Bentchicou, Lucien Bernier, Ahmed Boukikaz, Joseph Brayard, Martial Brousse, Omer Capelle, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. André Chazalon, Francis Dassaud, Mme Renée Dervaux, MM. Hubert Durand, Adolphe Dutoit, Jean Fichoux, Etienne Gay, Lucien Grand, Georges Guénil, Paul Guillaumot, Jacques Henriot, M'hamet Kheirate, Roger Lagrange, Mohamed Larbi Lakhdari, Arthur Lavy, Francis Le Basser, Bernard Lemarié, Paul Lévêque, Georges Marie-Anne, Louis Martin, André Méric, Léon Messaud, Hacène Ouella, Jacques Richard, Charles Sinsout, Robert Soudant, Mme Jeannette Vermeersch, MM. Joseph Voyant, Raymond de Wazières, Mouloud Yanat, N...

NOTA. — Nomination de MM. Ahmed Abdallah, Ahmed Bentchicou, Omer Capelle, Arthur Lavy [6 octobre 1960]. — Démission de M. Adolphe Chauvin [11 octobre 1960]. — Nomination de M. André Chazalon [11 octobre 1960].

Ont été membres de la commission jusqu'au 5 octobre 1960 : MM. Sliman Belhabich, Abel-Durand, Antoine Beguère, Maurice Carrier, Eugène Jamain.

### COMMISSION DES FINANCES, DU CONTROLE BUDGETAIRE ET DES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION

*Président* : M. Alex Roubert.

*Vice-présidents* : MM. Jacques Masteau, Gustave Alric, Jean-Eric Bousch.

*Secrétaires* : MM. Yvon Coudé du Foresto, Hector Peschaud, Julien Brunhes.

*Rapporteur général* : M. Marcel Pellenc.

MM. André Armengaud, Fernand Auberger, Edouard Bonnefous, Paul Chevallier, Bernard Chochoy, André Colin, Antoine Courrière, Marc Desaché, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Jacques Duclos, Pierre Garet, Roger Houdet, Michel Kistler, Roger Lachèvre, Jean-Marie Louvel, André Maroselli, Georges Marrane, Max Monichon, René Montaldo, Geoffroy de Montalembert, Eugène Motte, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Jacques Soufflet, Ludovic Tron.

NOTA. — Nomination de MM. Edouard Bonnefous et Roger Houdet [6 octobre 1960].

Ont fait partie de la commission jusqu'au 5 octobre 1960 : MM. Fernand Malé et Guy Petit.

#### Liste des Rapporteurs spéciaux.

##### Dépenses civiles.

##### Budget général.

MM.

Affaires culturelles .....	Joseph Raybaud.
Affaires étrangères .....	Georges Portmann.
Agriculture .....	Paul Driant.
Habitat rural .....	Geoffroy de Montalembert.

Anciens combattants et victimes de guerre.	Jacques Soufflet.
Construction .....	Jean-Eric Bousch.
Education nationale .....	Fernand Auberger.
Jeunesse et sports.....	Eugène Motte.
Finances et affaires économiques :	
Charges communes .....	Ludovic Tron.
Services financiers .....	Marc Desaché.
Affaires économiques .....	
Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.....	André Armengaud.
Industrie .....	Gustave Alric.
Intérieur .....	Jacques Masteau.
Justice .....	Pierre Garet.
Services du Premier ministre :	
Services généraux .....	
Direction des Journaux officiels.....	Yvon Coudé du Foresto.
Conseil économique et social.....	
Information .....	Geoffroy de Montalembert.
Secrétariat général pour les affaires algériennes .....	René Montaldo.
Etat-major général de la défense nationale.	
Service de documentation extérieure et de contre-espionnage .....	Eugène Motte.
Groupeement des contrôles radio-électriques.	
Administration provisoire des services de la France d'outre-mer .....	Jean-Marie Louvel.
Départements et territoires d'outre-mer...	
Relations avec les Etats de la Communauté. — Relations avec les Etats du Cameroun et du Togo.....	André Armengaud.
Sahara .....	Jean-Marie Louvel.
Santé publique et population.....	Hector Peschaud.
Travail .....	Michel Kistler.
Travaux publics et transports :	
Travaux publics et transports.....	Mlle Irma Rapuzzi.
Chemin de fer. — Régie autonome des transports parisiens .....	Antoine Courrière.
Aviation civile et commerciale.....	Yvon Coudé du Foresto.
Marine marchande .....	Roger Lachèvre.

#### Budgets annexes.

MM.

Caisse nationale d'épargne.....	Georges Marrane.
Imprimerie nationale .....	Jacques Duclos.
Légion d'honneur .....	
Ordre de la Libération.....	Paul Chevallier.
Monnaies et médailles.....	
Postes et télécommunications.....	Bernard Chochoy.
Prestations sociales agricoles.....	Max Monichon.
Fonds de régularisation et d'orientation des marchés agricoles .....	Paul Driant.
Comptes spéciaux du Trésor.....	Jacques Descours Desacres.

#### Dépenses militaires.

##### Budget général.

MM.

Section commune .....	Jacques Soufflet.
Section air .....	Julien Brunhes.
Section guerre .....	André Maroselli.
Section marine .....	Antoine Courrière.
Section commune « Affaires d'outre-mer »...	Gustave Alric.

#### Budgets annexes.

MM.

Services des essences.....	
Service des poudres.....	André Colin.
Application de l'article 14 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959. — Documents comptables et budgétaires concernant la radio-diffusion-télévision française .....	Roger Houdet.

**COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LEGISLATION, DU SUFFRAGE UNIVERSEL, DU REGLEMENT ET D'ADMINISTRATION GENERALE**

*Président* : M. Raymond Bonnefous.

*Vice-présidents* : MM. Pierre de La Gontrie, Marcel Prélot, Marcel Champeix.

*Secrétaires* : MM. Gabriel Montpied, Etienne Rabouin, Georges Boulanger.

MM. Abel-Durand, Youssef Achour, Paul Baratgin, Salah Bena- cer, Robert Bouvard, Maurice Charpentier, Adolphe Chauvin, Louis Courroy, Jacques Delalande, Emile Dubois, Pierre Fastinger, André Fosset, Jean Geoffroy, Emile Hugues, Léon Jozeau-Marigné, Paul-Jacques Kalb, Waldeck L'Huillier, Pierre Mar- cilhacy, Marcel Molle, Léopold Morel, Louis Namy, Jean Nayrou, Paul Ribeyre, Jean-Paul de Rocca Serra, Abdelkrim Sadi, Fernand Verdeille, Jean-Louis Vigier, Modeste Zussy.

NOTA. — Décès de M. René Schwartz [9 mai 1960]. — Nomi- nation de M. Pierre Fastinger [9 juin 1960]. — Nomination de M. Abel-Durand [6 octobre 1960]. — Démission de M. André Chazalon [11 octobre 1960]. — Nomination de MM. Adolphe Chauvin [11 octobre 1960] et de Jean-Louis Vigier [13 octobre 1960].

A été membre de la commission jusqu'au 5 octobre 1960 : M. Roger Houdet.

**COMMISSION SPECIALE CHARGEE DE VERIFIER ET D'APURER LES COMPTES**

*Président* : M. Jacques Gadoin.

*Secrétaire rapporteur* : M. Yves Estève.

MM. Georges Boulanger, Paul Chevallier, Antoine Courrière, Claudius Delorme, Roger Lachèvre, Georges Marrane, Jacques Ménard, Paul Pauly.

## COMMISSIONS SPÉCIALES

**Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances [12 mai 1960].** — *Membres* : MM. Jacques Baumel, Georges Boulanger, Jean-Marie Bouloux, Julien Brunhes, Antoine Courrière, Etienne Dailly, Marc Desaché, Paul Driant, le général Jean Ganeval, Emile Hugues, Roger Lachèvre, Marcel Lambert, Edouard Le Bellegou, Waldeck L'Huillier, Jean-Marie Louvel, Jacques Masteau, Geoffroy de Montalembert, Jean Nayrou, Marcel Pel- lenc, Hector Peschaud, André Plait, Joseph Raybaud, Alex Rou- bert, Paul Symphor.

**Commission chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires et dont la constitution est demandée par lettre de M. le Premier ministre**

[9 novembre 1960] (p. 1523). — Scrutin (p. 1538) pour sa compo- sition [15 novembre 1960]. — *Sont élus* [15 novembre 1960] (p. 1548) *membres titulaires* : MM. Alex Roubert, Antoine Cour- rière, Jacques Soufflet, Jean Lecanuet, Edmond Barrachin, Julien Brunhes et André Maroselli ; *membres suppléants* : MM. Marcel Pellenc, André Armengaud, Edouard Le Bellegou, André Colin, Jean-Eric Bousch, Gustave Alric et Edgard Pisani.

**Commission de contrôle chargée d'examiner la gestion admi- nistrative, financière et technique de la Réunion des théâtres lyriques nationaux.** — *Sont élus membres* : MM. Marc Desaché, Yvon Coudé du Foresto, Marcel Pellenc, Max Monichon, Florian Bruyas, Jacques Masteau, Joseph Raybaud, René Tinant, Julien Brunhes, Jacques Faggianelli, Bernard Chochoy, Georges Lamousse, Georges Marrane, Charles Fruh, Jacques Baumel [16 décembre 1960] (p. 2416).

# ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

## Représentation du Sénat.

**Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer** (F. I. D. E. S.) (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 60-85 du 22 janvier 1960). — *Sont désignés* : MM. Henri Claireaux et Jean-Marie Louvel, membres titulaires ; MM. Gérard Coppenrath et Yvon Coudé du Foresto, membres suppléants [26 avril 1960] (p. 78).

**Conseil d'administration du bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles** (art. 3 de la loi n° 54-389 du 8 avril 1954) [26 avril 1960] (p. 70). — Commission des affaires culturelles. — *Est nommé* : M. Marcel Prélot [10 mai 1960] (p. 167).

**Commission centrale de classement des débits de tabacs** (décret n° 59-740 du 15 juin 1959) [26 avril 1960] (p. 70). — Commission des finances. — *Est nommé* : M. Bernard Chochoy [3 mai 1960] (p. 128).

**Commission consultative des assurances sociales agricoles** (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 50-1226 du 21 septembre 1950) [26 avril 1960] (p. 70). — Commission des affaires sociales. — *Sont nommés* : MM. Robert Soudan et Jean Fichoux [7 juin 1960] (p. 275).

**Comité national de la vieillesse de France** (art. 2 du décret n° 56-1258 du 6 décembre 1956) [26 avril 1960] (p. 70). — Commission des affaires sociales. — *Est nommé* : M. Abel-Durand [7 juin 1960] (p. 275).

**Conseil supérieur de la promotion sociale en Algérie** (art. 2 du décret n° 60-76 du 22 janvier 1960) [26 avril 1960] (p. 70). — Commission des affaires culturelles. — *Sont nommés* : MM. Gabriel Burgat et Mohamed Gueroui [6 juin 1960] (p. 275).

**Commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance** (décret n° 60-45 du 12 janvier 1960) [26 avril 1960] (p. 70). — Commission des affaires sociales. — *Est nommé* : M. Jacques Henriot [8 juin 1960] (p. 300).

**Conseil supérieur de la mutualité** (art. 53 du code de la mutualité) [26 avril 1960] (p. 70). — Commission des affaires sociales. — *Est nommé* : M. André Méric [8 juin 1960] (p. 300).

**Commission chargée d'examiner les problèmes intéressant l'administration communale et d'étudier les modifications qui pourraient être apportées à la législation en vigueur** (décret n° 59-1234 du 29 octobre 1959) [18 mai 1960] (p. 227). — Commission de législation et d'administration. — *Est nommé* : M. Emile Dubois [14 juin 1960] (p. 338).

**Conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique** (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 60-69 du 12 janvier 1960). — *Sont désignés* : MM. Henri Claireaux et Henri Lafleur, membres titulaires ; MM. Georges Guénil et Georges Marie-Anne, membres suppléants [7 juin 1960] (p. 276).

**Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés** (application du décret n° 59-854 du 3 août 1959) [8 juin 1960]. — Commission des affaires sociales. — *Sont nommés* : M. Messaud et Mme Cardot [28 juin 1960].

**Conseil supérieur de l'habitat en Algérie** (application de l'arrêté du 5 avril 1960) [8 juin 1960]. — Commission des affaires économiques et du plan. — *Sont nommés* : MM. Mokrane et Montaldo [28 juin 1960].

**Conseil supérieur de l'eau chargé de formuler des avis sur les problèmes de l'hydraulique en Algérie** (application de l'arrêté du 23 avril 1960 du délégué général du Gouvernement en Algérie) [21 juin 1960] (p. 424). — *Sont nommés* : MM. Amar Beloucif et Gilbert Paulian [5 juillet 1960] (p. 695).

**Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer** (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1066 du 10 septembre 1959). — *Sont désignés* : MM. Georges Guénil, Renée Toribio et Jean-Marie Louvel [29 juin 1960] (p. 610).

**Commissions d'élus pour l'étude des questions algériennes instituées par le décret du 18 juillet 1960** (lettre de M. le Premier ministre) [19 juillet 1960] (p. 956).

**Commission chargée d'étudier les relations entre les communautés.** — *Sont nommés* : MM. Abdelkrim Sadi et René Montaldo [22 juillet 1960] (p. 1097).

**Commission chargée d'étudier le rôle des collectivités locales dans le développement de l'Algérie.** — *Sont nommés* : MM. Slim Belhabich et Abdennour Belkadi [22 juillet 1960] (p. 1097).

**Commission chargée d'étudier la modernisation de l'agriculture.** — *Sont nommés* : MM. Gabriel Burgat et Amar Beloucif [22 juillet 1960] (p. 1097).

**Commission chargée d'étudier l'organisation régionale et départementale de l'Algérie.** — *Sont nommés* : MM. Labidi Neddaf et Gilbert Paulian [22 juillet 1960] (p. 1097).

**Commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.** — *Sont élus membres titulaires* : Mme Suzanne Crémieux, M. Vincent Delpuech. — *Sont élus membres suppléants* : MM. Robert Chevalier et Louis Jung [13 octobre 1960].

**Comité de gestion du budget annexe des prestations sociales agricoles.** — *Est élu membre du comité* : M. Max Monichon [13 octobre 1960].

**Conseil supérieur de la réunion des théâtres lyriques nationaux.** — Ratification de la candidature de M. Louis Gros [6 décembre 1960] (p. 2225).

**Comité directeur du fonds d'aide et de coopération.** — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de bien vouloir procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le présenter au sein du comité directeur du fonds d'aide et de coopération en application du décret n° 60-1274 du 2 décembre 1960 [13 décembre 1960] (p. 2344). — Commission des finances. — *Est nommé* : M. André Armengaud [14 décembre 1960] (p. 2391).

**Commission supérieure des prestations familiales agricoles.** — Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de bien vouloir procéder à la nomination de deux de ses membres en vue de le représenter au sein de la commission supérieure des prestations familiales agricoles, en application de l'article 3 du décret du 18 août 1938 modifié par le décret n° 48-1197 du 19 juillet 1948 [16 décembre 1960] (p. 2412) ; commission des affaires sociales. — *Sont nommés* : MM. Brousse et de Wazières [16 décembre 1960] (p. 2437).

# MINISTÈRE EN FONCTION

## au cours de l'année 1960.

### Cabinet Michel DEBRE

(Du 8 janvier 1959.)

Remanié les 20 janvier, 20-27-28 mai, 22-23-24 juillet, 24 août, 17 novembre, 23 décembre 1959,  
13-15-19 janvier, 5 février et 22 novembre 1960.

	M.		MM.
<b>Premier Ministre</b> .....	Michel DEBRÉ.	<b>Education nationale</b> .....	Louis JOXE. (Du 15 janvier au 22 novembre 1960.)
	Mlle Nafissa SID CARA.		
<b>Secrétaires d'Etat</b> .....	M.	<b>Travaux publics et Transports</b> ....	Robert BURON.
	Louis JOXE. (Du 24 juillet 1959 au 15 janvier 1960.)	<b>Industrie</b> .....	Jean-Marcel JEANNENEY. (17 novembre 1959.)
	MM.	<b>Agriculture</b> .....	Henri ROCHEREAU. (28 mai 1959.)
<b>Secrétaire d'Etat</b> .....	Jean FOYER. (5 février 1960.)	<b>Travail</b> .....	Paul BACON.
(Relations avec les Etats de la Communauté.)	Jacques SOUSTELLE. (Jusqu'au 5 février 1960.)	<b>Santé publique et Population</b> ....	Bernard CHENOT.
<b>Ministres délégués auprès du Premier Ministre</b> .....	Roger FREY. (5 février 1960.)	<b>Construction</b> .....	Pierre SUDREAU.
	Pierre GUILLAUMAT. (5 février 1960.)	<b>Anciens Combattants et Victimes de Guerre</b> .....	Raymond TRIBOULET.
<b>Ministres d'Etat</b> .....	Louis JACQUINOT.		
	Robert LECOURT.	<b>Postes et Télécommunications</b> ....	Bernard CORNUT-GENTILLE. (Du 24 août 1959 au 5 février 1960.)
<b>Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles</b> .....	André MALRAUX. (22 juillet 1959.)		Michel MAURICE-BOKANOWSKI. (5 février 1960.)
<b>Justice</b> .....	Edmond MICHELET.	<b>Information</b> .....	Roger FREY. (Jusqu'au 5 février 1960.)
<b>Affaires étrangères</b> .....	Maurice COUVE DE MURVILLE.		Louis TERRENOIRE. (5 février 1960.)
<b>Intérieur</b> .....	Pierre CHATENET. (28 mai 1959.)		
<b>Secrétaire d'Etat</b> .....	Michel MAURICE-BOKANOWSKI. (Jusqu'au 5 février 1960.)		
<b>Armées</b> .....	Pierre GUILLAUMAT. (Jusqu'au 5 février 1960.)		
	Pierre MESSMER. (5 février 1960.)		
<b>Finances et Affaires économiques</b> .....	Antoine PINAY. (Jusqu'au 13 janvier 1960.)	<b>Ministres Conseillers (Nominations faites le 23 juillet 1959.)</b> .....	Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Premier Ministre du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire.
	Wilfrid BAUMGARTNER. (13 janvier 1960.)	(La cessation d'activité ne figure sur aucun document officiel.)	Philibert TSIRANANA, Président de la République malgache.
<b>Secrétaire d'Etat (Finances)</b> .....	Valéry GISCARD D'ESTAING.		Gabriel LISETTE, Vice-Premier Ministre du Gouvernement de la République du Tchad.
<b>Secrétaire d'Etat (Affaires économiques extérieures)</b> .....	Max FLÉCHET. (Du 17 novembre 1959 au 19 janvier 1960.)		Léopold-Sedar SENGHOR, Président de l'Assemblée du Mali.
<b>Secrétaire d'Etat (Commerce intérieur)</b> .....	Joseph FONTANET. (17 novembre 1959.)		